APPEL EN FAVEUR DE LA CRÉATION D'UNE AUTORITÉ POLITIQUE EUROPEENNE

Un cri d'alarme doit être jeté : la situation de l'Europe, dont la France ne peut être séparée, est grave et l'avenir s'annonce plein d'incertitudes.

L'expansionnisme et le totalitarisme russes, le développement de la guerre froide, le réarmement intensif, la fabrication et le stockage des bombes atomiques qui en sont la conséquence font peser sur le monde une psychose d'angoisse et la menace d'un conflit qui serait fatal, non seulement à nos pays, mais aux valeurs essentielles de la civilisation occidentale.

De son côté, le réveil du nationalisme risquerait, dans une Allemagne isolée, de provoquer de nouveaux désordres.

Enfin, le redressement actuel de notre économie demeure, lui-même, précaire. Il est largement fonction de l'appui américain, nécessairement transitoire et qui pourrait être découragé par la dispersion des efforts des différentes nations européennes.

Mais il nous appartient de dominer ces dangers et d'orienter définitivement le destin commun de l'Europe.

Depuis longtemps, et particulièrement depuis trois ans, des hommes ont compris qu'aucun redressement n'était réalisable sur le seul plan national. Des efforts ont été ainsi engagés en faveur d'une organisation européenne ; ils ont abouti à la constitution du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée Consultative de Strasbourg.

Cependant, malgré leur urgence, les vrais problèmes demeurent sans solution.

Privée de tout pouvoir de décision, l'Assemblée ne s'affirme qu'avec une extrême prudence, pendant que le Comité des Ministres, dont le rôle est purement consultatif, est paralysé par la règle de l'unanimité.

Le découragement a ainsi saisi l'opinion qui, amenée à douter de l'Europe, est assez lucide pour comprendre qu'aucune solution alternative ne demeure en réserve.

Les efforts techniques actuellement engagés et qui doivent être poursuivis et appuyés ne peuvent aboutir si le Conseil de l'Europe, privé de tout pouvoir effectif, demeure comme la S.D.N. et l'O.N.U. voué à l'impuissance.

L'égoïsme à courte vue de chacun, les intérêts menacés, la timidité des chancelleries ne permettront pas au Conseil de réaliser le moindre progrès tant que toute décision demeurera à la discrétion des Etats souverains et de leur unanimité.

Seule, la création d'une autorité commune permettra de prendre les mesures culturelles, sociales, économiques et militaires propres à faire de nos petits pays un ensemble prospère, puissant, respecté, pacifique, fraternel, où règnera plus de justice

sociale et d'où seront écartés les périls qui menacent aujourd'hui nos libertés essentielles et les fruits de notre labeur.

La vocation universaliste de la France l'appelle à prendre la tête de cette nouvelle et indispensable révolution.

Nous demandons à l'opinion et aux pouvoirs publics de prendre conscience de cette nécessité et de son urgence.

Nous demandons enfin aux délégués français à l'Assemblée de Strasbourg de prendre hardiment position en faveur **de la constitution d'une autorité commune, à laquelle seront conviées toutes les nations démocratiques d'Europe, et habilitée à prendre à la majorité, en des domaines strictement délimités, des décisions immédiatement exécutoires.**

L'heure est grave : enlisés dans les ornières de l'Histoire, nous ne nous en arracherons et ne nous sauverons qu'au prix d'un gigantesque effort d'imagination et de volonté, auquel nous convions tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté.

MM.

†Léon BLUM	
Pierre ABELIN	Député, ancien ministre.
Maurice ALLAIS	Professeur d'économie générale à l'Ecole Nationale Supérieure des Mines.
Paul ANXIONNAZ	Député.
André ARMENGAUD	Sénateur.
Raymond ARON	Docteur ès-lettres.
Paul ARRIGHI	Avocat à la Cour.
Paul BACON	Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, délégué à l'Assemblée Européenne.
Jacques BARDOUX	Membre de l'Institut, député, délégué à l'Assemblée Européenne.
Henri BARRE	Sénateur.
Jacques BASSOT	Vice-président de l'Union Nationale des Associations Familiales, président de la « Fédération ».
Paul BASTID	Membre de l'Institut, député, ancien ministre, délégué à l'Assemblée Européenne.
Jean BAYET	Membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne.
Mgr E. BEAUPIN	Président du Comité Catholique des Amitiés Françaises à l'Etranger.
André BERGOUGNAN	Président-directeur général des Etablissements Bergougnan.
Robert BETOLAUD	Député, ancien ministre.
Robert BICHET	Député, ancien ministre, délégué à l'Assemblée Européenne.
Le Pasteur BOEGNER	Membre de l'Institut,
Edouard BONNEFOUS	Député, président de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale, délégué à l'Assemblée Européenne.
Pierre BRISSON	Directeur du « Figaro ».
Mme Gilberte BROSSOLETTE	Vice-présidente du Conseil de la République, déléguée à l'Assemblée Européenne.
Robert BURON	Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, délégué à l'Assemblée Européenne.
Jean CAMBOURNAC	Professeur à l'Ecole Nationale d'Organisation Economique et Sociale.
Jacques CHASTENET	Membre de l'Institut.
Léon CHEVALME	Secrétaire général de la Fédération des Métaux Force Ouvrière.
Francis CLOSON	Commissaire honoraire de la République.
Paul COSTE-FLORET	Député, ancien ministre.
René COTY	Sénateur, ancien ministre, délégué à l'Assemblée Européenne.
René COURTIN	Professeur à la Faculté de Droit de Paris, délégué général du Conseil Français du Mouvement Européen.
Henry DANIEL-ROPS	Homme de Lettres.
Raoul DAUTRY	Membre de l'Institut, ancien ministre, président de l'Organisation Française du Mouvement Européen.
Michel DEBRE	Sénateur, commissaire honoraire de la République.

MM.

Gaston DEFERRE	Député, ancien ministre.
Yvon DELBOS	Ministre de l'Education Nationale.
Guy DESSON	Député,
Hyacinthe DUBREUIL	Ancien membre du Bureau International du Travail.
Georges DUHAMEL	De l'Académie Française.
Luc DURAND-REVILLE	Sénateur.
Daniel FAUCHER	Doyen de la Faculté des Lettres de Toulouse.
Pierre de FELICE	Sénateur, délégué à l'Assemblée Européenne.
René FOULD	Président du Syndicat des Constructeurs de Navires.
Henri FRENAY	Ancien ministre, président du Bureau exécutif de l'Union Européenne des Fédéralistes.
Pierre FROMONT	Membre de l'Académie d'Agriculture et du Conseil Economique, professeur à la Faculté de Droit de Paris.
Paul GAULTIER	Membre de l'Institut.
Etienne GILSON	De l'Académie Française, professeur au Collège de France.
Edm. GISCARD D'ESTAING	Président du Comité National Français de la Chambre de Commerce Internationale.
Georges GORSE	Député, ancien ministre.
Albert GORTAIS	Membre de la Commission Exécutive du Mouvement Républicain Populaire.
Maurice HEWITT	Professeur au Conservatoire National.
Claude-Marcel HYTTE	Secrétaire général de l'Union Française des Fédéralistes.
Georges IZARD	Avocat à la Cour, président du Mouvement Démocratique et Socialiste Français pour les Etats-Unis d'Europe.
Gérard JAQUET	Député, délégué à l'Assemblée Européenne.
Guy JERRAM	Secrétaire général du Conseil National de la Paix.
JULLIOT de la MORANDIERE	Membre de l'Institut, doyen de la Faculté de Droit de Paris.
André KAAN	Agrégé de l'Université.
Mme Germaine KELLERSON	Présidente de l'Alliance Fédéraliste des Femmes pour la Paix.
Jacques LACOUR-GAYET	Membre de l'Institut.
Joseph LANIEL	Député, ancien ministre.
Pierre-Olivier LAPIE	Député, ancien ministre, délégué à l'Assemblée Européenne.
Francis LEENHARDT	Député, président de la Commission des Affaires Economiques de l'Assemblée Nationale.
Marie-Hélène LEFAUCHEUX	Conseiller de l'Union Française.
Paul LE GUEN	Ancien secrétaire général de la Fédération Nationale des Cheminots.
André LE TROQUER	Député, ancien ministre, vice-président de l'Assemblée Nationale.
Colonel LHOPITAL	Ingénieur civil des Mines.
René LHUILLIER	Secrétaire général du Comité Exécutif Français du Mouvement Européen.
Mme MALATERRE-SELLIER	Ancien délégué de la France à la S.D.N.
Robert MANGIN	Président de la Section française de la Ligue pour les Etats-Unis d'Europe.
Paul MANTOUX	Ancien directeur de la section politique au secrétariat de la S.D.N.
Alexandre MARC	Membre du Comité exécutif du Mouvement Universel pour une Confédération Mondiale.
Jean MAROGER	Sénateur.
René MAYER	Garde des Sceaux, ministre de la Justice.
François de MENTHON	Député, ancien ministre, délégué à l'Assemblée Européenne.
Ernest MERCIER	Ancien président du Comité National Français de la Chambre de Commerce Internationale.
Jean MERSCH	Président fondateur du Centre des Jeunes Patrons.
Edmond MICHELET	Député, ancien ministre.
Jean MINJOZ	Député, ancien ministre.
Guy MOLLET	Député, ancien ministre, délégué à l'Assemblée Européenne.
Emmanuel MONICK	Gouverneur honoraire de la Banque de France.
André MONNIER	Ancien préfet.
Christian MONNIER	Trésorier du Conseil Français du Mouvement Européen.
Paul MONTEL	De l'Académie des Sciences.
Jean MORELLET	Conseiller d'Etat.
Paul NAUDIN	Président de la Chambre de Commerce France-Amérique Latine.
A. d'ORMESSON (marquis)	Ambassadeur de France.
Mme Mireille OSMIN	Professeur.
J. PAUL-BONCOUR	Ancien président du Conseil.

MM.

Auguste PERRET	De l'Académie des Beaux-Arts.
René PERRIN	Directeur général adjoint de la Société d'Electrochimie d'Ugine.
Mme Germaine PEYROLES	Député, ancien vice-président de l'Assemblée Nationale, membre du Conseil International du Mouvement Européen.
André PHILIP	Député, ancien ministre, délégué à l'Assemblée Européenne, président du Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d'Europe.
Marcel PLAISANT	Membre de l'Institut, sénateur.
Marcel POIMBŒUF	Député.
Robert PRIGENT	Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.
Paul RAMADIER	Député, ancien président du Conseil.
Tony REVILLON	Député, ancien ministre.
Paul REYNAUD	Député, ancien président du Conseil, délégué à l'Assemblée Européenne.
Charles RIST	Membre de l'Institut.
Jacques ROBIN	Assistant à l'Hôpital Lariboisière, membre du Comité Exécutif International du Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d'Europe.
Alexandre ROUBERT	Sénateur, président de la Commission des Finances du Conseil de la République.
Jacques RUEFF	Membre de l'Institut.
Georges SCELLE	Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.
Marc SCHERER	Député, délégué à l'Assemblée Européenne.
Henry de SEGOGNE	Maître des Requêtes au Conseil d'Etat.
Philippe SERRE	Avocat à la Cour, ancien ministre.
André SIEGFRIED	De l'Académie Française.
Pierre-Henri TEITGEN	Ancien vice-président du Conseil, ministre d'Etat chargé de l'Information, délégué à l'Assemblée Européenne.
Emmanuel TEMPLE	Député.
Gaston TESSIER	Président de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens.
Raymond TRIBOULET	Député.
Mlle Anne-Marie TRINQUIER	Ancien conseiller de la République.
Henri TRUCHY	Membre de l'Institut, professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.
Robert VERDIER	Directeur général adjoint du « Populaire ».
Henri VERGNOLLE	Ancien président du Conseil municipal de Paris.
Edmond VERMEIL	Professeur à la Sorbonne.
Georges VILLIERS	Président du Conseil National du Patronat Français.
André VOISIN	Secrétaire général de la « Fédération ».

2e liste de signatures

Mme Jacqueline ANDRE-THOME-PATENOTRE	Sénateur.

MM.

Antoine ANTONI	Membre du Conseil Economique.
Georges ARCHIDICE	Député.
Noël BARROT	Député.
André BAS	Député.
Maurice BENE	Député.
Daniel BOISDON	Membre de l'Assemblée de l'Union Française.
Jacques BOISROND	Sénateur.
Gabriel BOLIFRAUD	Sénateur, Délégué à l'Assemblée Européenne.
Raoul BORRA	Député.
Amédée BOUQUEREL	Sénateur.
Louis BOUR	Député.
M. BOURGES-MAUNOURY	Député, ancien Ministre.
Fernand BOUXOM	Député. Vice-Président de l'Assemblée Nationale.
Maurice de BROGLIE (Duc)	Membre de l'Académie Française et de l'Académie des Sciences.
Robert BRUYNEEL	Député.
Roger CARCASSONNE	Sénateur.
Jules CASTELLANI	Député.

MM.

Paul CATRICE (Abbé)	Membre de l'Assemblée de l'Union Française.
Paul CAUJOLLE	Questeur du Conseil Economique.
E. CAZELLES	Membre de l'Assemblée de l'Union Française.
Marcel CHAMPEIX	Sénateur.
Maurice CHEVANCE-BERTIN (Général)	Membre de l'Assemblée de l'Union Française.
Louis CHEVALLIER	Député.
Pierre CHEVALLIER	Député.
Louis CHRISTIAENS	Député.
Dominique CIANFARANI	Membre de l'Assemblée de l'Union Française, Membre du Conseil Supérieur des Transports.
Henri CLAIREAUX	Sénateur.
Olivier COSTA de BEAUREGARD	Maître de Recherche au Centre National de la Recherche Scientifique.
CORNIGLION-MOLINIER (Général)	Sénateur, Président de la Commission Presss - Radio - Cinéma du Conseil de la République.
Lucien CORNIL	Doyen de la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Marseille.
Pierre DELFORTRIE	Sénateur, Président de la Commission de la production Industrielle du Conseil de la République.
Claudius DELORME	Sénateur.
Joseph DENAIS	Député.
Edouard DEPREUX	Député, ancien Ministre.
Jacques DESTREE	Sénateur.
Roger DEVEMY	Député.
Paul DEVINAT	Député, ancien Ministre.
Edouard DOLLEANS	Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
Jean DUCROS	Membre du Conseil Economique, Président de la Confédération des Cadres.
Armand DUFOREST	Député.
Charles DUMAS	Membre de l'Assemblée de l'Union Française.
Joseph DUMAS	Député.
Mlle José DUPUIS	Député.
Joannés DUPRAZ	Député, ancien Ministre.
Philippe FARINE	Député.
Albert FORCINAL	Député, ancien Ministre, Président de la Commission des Pensions Civiles et Militaires de l'Assemblée Nationale.
Henri GAIGNARD	Membre de l'Assemblée de l'Union Française.
Jules GASSER	Sénateur.
Antoine-J. GIACOMINI	Sénateur.
Jules GILBERT	Sénateur.
Félix GOUIN	Député, Ancien Président du Gouvernement Provisoire.
Jean GRASSARD (Docteur)	Sénateur.
Maurice GUERIN	Député.
Warin GUILLAUME	Membre du Conseil Economique, Inspecteur Général des Mines.
Henri GUINAUDEAU	Membre du Conseil Economique.
Jean GUITTON	Député.
Jean-Raymond GUYON	Député, Président de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale.
Daniel HALEVY	Membre de l'Institut.
Léo HAMON	Sénateur.
Camille HELINE	Sénateur.
Paul IHUEL	Député, Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.
Louis JOUSSELIN	Membre de l'Assemblée de l'Union Française.
Pierre JULY	Député.
François LABROUSSE	Sénateur.
Jean de LACHOMETTE	Sénateur.
Adolphe LANDRY	Sénateur, Ancien Ministre.
Joseph LANIEL	Député, Ancien Ministre.
Jean LAPART	Membre de l'Assemblée de l'Union Française.
Joseph LASALARIE	Sénateur, Président de l'Association des Présidents des Conseils Généraux.
André LASSAGNE	Sénateur.
Georges LASSERRE	Membre du Conseil Economique, Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.

MM.

Augustin LAURENT	Député, Ancien Ministre.
Bernard LAVERGNE	Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
Antoine LAWRENCE	Membre du Conseil Economique, Secrétaire Général du Conseil de la Jeunesse de l'Union Française.
Jean LE BAIL	Député, Délégué à l'Assemblée Européenne.
Albert LECRIVAIN-SERVOZ (Colonel)	Député.
Jean LEGENDRE	Député.
Macel LEGER	Sénateur, Secrétaire du Conseil de la République.
Prosper MAHOUKOU	Membre du Conseil Economique.
René MALBRANT	Député.
Gabriel MARCEL	Homme de lettres.
André MAROSELLI	Député, Secrétaire d'Etat à l'Air.
André MARS	Commissaire honoraire de la République, Membre du Conseil Supérieur de la Magistrature.
Jacques de MAUPEOU	Sénateur.
Etienne MAY (Docteur)	Membre du Conseil Economique.
Daniel MAYER	Député, Ancien Ministre.
Jean MICHARD-PELLISIER	Membre de l'Assemblée de l'Union Française.
Edouard MOISAN	Député.
Georges MONNET	Membre de l'Assemblée de l'Union Française, Ancien Ministre.
Michel MOUSKHELY	Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences sociales de Strasbourg.
Marius MOUTET	Sénateur, Ancien Ministre, Délégué à l'Assemblée Européenne.
André MUTTER	Député, Délégué à l'Assemblée Européenne.
Philippe OLMI	Député.
J.-P. PALEWSKI	Député.
Georges PERNOT	Sénateur. Ancien Ministre.
Ernest PEZET	Sénateur.
Pierre PFLIMLIN	Député, Ancien Ministre.
Auguste PINTON	Sénateur.
Germaine POINSO-CHAPUIS	Député, Ancien Ministre, Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale.
René REGAUDIE	Député.
Paul RIBEYRE	Député.
Germain RINCENT	Député.
Georges RIOND	Membre de l'Assemblée de l'Union Française.
Marc SANGNIER	Député.
Albert SARRAUT	Membre de l'Assemblée de l'Union Française, ancien Président du Conseil.
Charles SCHAUFFIER	Questeur de l'Assemblée Nationale.
Robert SCHMIDT	Député.
Albert SCHMITT	Député.
Maurice SCHUMANN	Député, Délégué à l'Assemblée Européenne.
James SELAFER	Sénateur.
Léopold Sédar SENGHOR	Député, Délégué à l'Assemblée Européenne.
René-Paul SOUSATTE	Membre de l'Assemblée de l'Union Française.
Clément TAILLADE	Député.
Edgar TAILHADES	Sénateur.
TANGUY-PRIGENT	Député, Ancien Ministre.
Henri TEITGEN	Député.
Léon TEISSEIRE	Sénateur.
Paul THEETTEN	Député, Vice-Président de la Haute Cour de Justice.
Emile VIVIER	Questeur de l'Assemblée de l'Union Française.
Joseph VOYANT	Sénateur.
Maurice WALKER	Sénateur.
Joseph WASMER	Député.
Marie-Louise WEBER	Député.

L'Organisation Française du Mouvement Européen sollicite votre adhésion à cet appel et vous prie de la faire parvenir : 10, Bd Poissonnière, Paris (9e).

Bases de la constitution du "CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL DU MOUVEMENT EUROPEEN"

1°.- Afin de grouper tous les efforts des Espagnols en faveur de la Fédération des peuples de l'Europe, il es constitué un "CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL DU MOUVEMENT EUROPEEN".

2°.- Le CONSEIL FEDERAL EDPAGNOL sollicitera du Mouvement Européen son admission à titre de Comité Provisoire Espagnol de cette organisation internationale.

3°.- Le "CONSEIL FEDERAL" coordinera la propagande et l'action fédéraliste tant à l'interieur de l'Espagne qu'à l'étranger.

4°.- Le siége provisoire du CONSEIL FEDERAL sera établi à Paris, conformément aux lois en vigueur.

5°.- Sous les réserves formulées à l'article suivant, pourront être membres du "Conseil Federal Espagnol" toutes les personnes physiques ou morales qui se déclareront d'accord avec les buts poursuivis par cette Association.

6°.- Les personnes qui solliciteront leur admission devront comme condition indispensable, professer les principes du respect de la personne humaine, du systéme de gouvernement basé sur le libre consentement des citoyens, ainsi que les bases de la Fédération Europeenne, telles qu'elles son définies par les résolutions en vigueur du Mouvement Europeen.

7°.- Les groupes représentatifs de tous les peuples compris dans le cadre de l'Etat Espagnol pourront se constituer en sections au sein du Conseil Féderal.

8°.- Les organismos dirigeants du CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL sont l'Assemblée Générale et la Commission Exécutive.

L'Assemblée Générale sera constituée de deux représentants de chaque groupement membre de l'Association, des membres à titre individual, et des membres de la Commission Exécutive.

L'Assemblée Générale designera les membres éligibles de la Commission Exécutive, tant parmi les membres de l'Assemblée Générale elle-même, que par cooptation de personnalités qui se seraient distinguées dans la défense des principes de la Fédération Europeénne.

La Commission Exécutive sera ainsi composée:

... / ...

1 Président
3 Vice-Présidents ou d'avantage
Les Présidents des Commissions Techniques
Le Secrétaire Général, et
Les Secretaires des Sections.

9.- Dans le sein du Conseil seront constituées des Commissions techniques en vue de l'etude des principaux problemes posés par l'organisation de l'Europe et l'admission de l'Espagne dans cette Fédération. Chaque Commission désignera parmi ses membres un Président.

10.- Chacun de ces organismes se réunira sur convocation de son Président, ou sur la requête d'un tiers de ses membres.
La Commission Exécutive devra soumettre à l'approbation de l'Assemblée, dans le mois qui suivra sa constitution, les bases d'un rêglement intérieur.

11°.- Le budget du CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL sera alimenté par les cotisations de ses membres. Ces cotisations son fixées à 500 frs. par an pour les membres à titre individuel, et à 1000 frs. pour les organisations fédérées. Il est prévu une catégorie de membres bienfaiteurs; seron considéres comme tels les membres qui verseront une cotisation supérieur à 5000 frs. par an.

12°.- L'activité du CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL est d'une durée illimitée. En cas de liquidation, ses biens seron attribués à une organisation culturelle espagnole de caractére international qui sera designée par la Commission de liquidation. Cette Commission sera composée de cinq membres au moins, qui seront designés par l'Assemblée Générale.

Paris 1 de Marzo de 1949

Sr.Don José M. Lasarte
Paris

Mi estimado amigo:

Le supongo ya de regreso,o a punto de regresar,de Bruselas y no quiero dejar de acusarle recibo de sus afectuosos renglones del 24 de Febrero en los que tenía la bondad de informarme sobre los acuerdos adoptados en la reunion a la que me fué imposible asistir. Muy de veras le agradezco su atencion.

Espero su aviso para que charlemos cuando a usted le parezca oportuno. Salvo el proximo Viernes,que estaré ausente de Paris, los demás dias quedo,con mucho gusto,a su disposicion.

Un cordial saludo de su buen amigo

R. S. Guerra

Firma: Rafael Sánchez-Guerra
16,rue Mayet. (VI)
Tel. Segur 48-14

MOUVEMENT EUROPÉEN

Constitué à la suite du Congrès de l'Europe (La Haye 1948)
sous les auspices du Comité International de Coordination des Mouvements pour l'Unité Européenne

PRÉSIDENTS D'HONNEUR : MM. LÉON BLUM, WINSTON CHURCHILL,
ALCIDE DE GASPERI, PAUL-HENRI SPAAK

Bureaux : PARIS et LONDRES

TÉLÉPH. : COPERNIC 56-60
Adresse Télég. : UNIEUROPA-PARIS

43, AVENUE D'IÉNA
PARIS (16e)

GR/MCT/389.

18 Mars 1949.

Monsieur José Maria de LASARTE,
Secrétaire provisoire du
Conseil Fédéral Espagnol pour le
Mouvement Européen,
11, Avenue Marceau,
P a r i s, XVIe.

Monsieur le Secrétaire,

Vous avez bien voulu, le 22 février, me faire parvenir à l'intention de M. Duncan Sandys, Président de notre Comité Exécutif International, l'avis de la constitution du Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen.

Les indications figurant à votre courrier : liste des membres, bases de statut, ont été examinées avec le plus grand intérêt, mais il n'a pas été possible au Comité Exécutif de se prononcer, au cours de ses réunions de Bruxelles, sur la reconnaissance du Conseil Espagnol. Toutes les informations que vous croirez utile d'ajouter sur la participation des diverses tendances politiques d'une part, des personnalités les plus représentatives d'autre part, seront les bienvenues.

Le Comité Exécutif International se réunira au début du mois de mai et il pourra, alors, prendre sa décision, que je vous ferai connaître aussitôt après. Dans l'intervalle, tous les efforts d'élargissement et d'enrichissement de ce Conseil que vous pourrez tenter et réussir, seront certainement très appréciés.

Par ailleurs, je serai à votre disposition dans quelques jours - la mise au net et la diffusion des travaux de Bruxelles me retenant encore quelque temps - pour recueillir vos impressions sur la session de notre Conseil International et les projets d'action du Conseil Fédéral Espagnol.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma considération très distinguée.

G. REBATTET,
Secrétaire général adjoint.

COPIE

MOUVEMENT EUROPEEN
43, Av. d'Iena
PARIS 16

CHA/MCT/677 9 Mai 1949

Monsieur le Secrétaire général,

Par lettre en date du Mai dernier, vous avez bien voulu m'informer de la constitution du "Conseil Féderal Espagnol".

J'ai l'honneur d'accuser réception et de vous remercier de cette communication dont je n'ai pas manqué de saisir le Comité Exécutif International du Mouvement Europeen.

Je suis heureux de vous faire savoir que celui-ci vient de décider de reconnaitré le "Conseil Fédéral Espagnol" comme "Comité provisoire Espagnol du Mouvement Européen", sous réserve de l'amendement dont je vous prie de trouver ci-dessous la teneur:

Le Comité provisoire Espagnol du Mouvement Européen s'engagera à faire ressortir, en particulier dans la présentation de chacun des documents publiés par ses soins, la place qu'il réserve à certains tendances démocratiques qu'il ne renferme pas encore, et notamment aux représentants monarchistes.

Le Comité provisoire Espagnol ainsi constitué et reconnu pourra ultérieurement et à son gré maintenir ses repré.sentants actuels au Conseil International du Mouvement Européen ou proceder à la désignation de deux nouveaux délégués.

Par contre, l'article 35 de la brochure "Origines, Objetifs et Organisation" ci-jointe, ne prévoit pas que la reconnaissance accordée aux Comités provisoires des pays à régime non-democratique implique leur réprésentation au Comité Exécutif International.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

SIGNE: Dr. J.H. RETINGER
Secrétaire général.

Monsieur José-Maria de LASARTE
Secrétaire général du Comité provisoire
Espagnol du Miuvement Européen.
PARIS 16e.

COPIE

ce 5 mai 1949

Monsieur REBATTET
Secrétaire général adjoint du
MOUVEMENT EUROPEEN
43, Av. d'Iena - PARIS 16eme.

Monsieur le Secrétaire Général,

Je me permets de vous entretenir à nouveau de la constitution de notre Conseil Féderal Espagnol du Mouvement Européen pour vous dire que nous avons réussi à donner une forme définitive à notre Conseil.

Depuis les réunions initiales de février dernier, nos travaux ont progressé et nous sommes arrivés à une organisation intérieure définitive qui s'est manifestée à l'extérieur par la participation de délégués de notre Conseil Fédéral au Conseil de l'Europe (réunion de Bruxelles) et à la réunion de la Commission Economique du Mouvement Européen qui s'est tenue à Westminster, le mois dernier.

Du point de vue de notre constitution, nous avons adopté le même schéma que le Mouvement Européen et que la majeure partie des Conseils Nationaux de cette organisation. Notre Conseil Fédéral englobe:

- le Groupe Espagnol du Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d' Europe,
- le Groupe Espagnol de l'Union Liberale,
- le Groupe Basque des Nouvelles Equipes Internationales,
- Le Mouvement Fédéraliste Basque,
- le Mouvement Fédéral Catalan.

Tous ces groupes ont adhéré officiellement et font partie, en toute responsabilité, des organismes europeens respectifs (Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d'Europe, Union Européenne des Fédéralistes et Nouvelles Equipes Internationales), à l'exception du groupe de l'Union Libérale qui est en voie d'admission à l'Union Libérale Européenne où il entrera prochainement.

Cette liste représente, comme on le voit, un tableau complet des groupes espagnols europeainistes.

En outre, tenant compte de la structure particuliére de l' Etat espagnol, les Conseils Basque et Catalan fonctionnent au sein de notre groupement, en tant qu'organismes représentant les fédéralistes des deux peuples.

Toute l'organisation a été placée sous la présidence effective de M. Salvador de Madariaga dont point n'est besoin de faire ressortir la personnalité dans le Mouvement Européen. Quatre Vice-Présidents ont été nommés également: MM. Llopis, Just, Pi i Suñer et Irujo, tous anciens Ministres, et dirigeants de la politique espagnole. Ils appartiennent, respectivement, au Mouvement Socialiste, à l'Union Libérale, au

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président.-	M. Salvador de MADARIAGA Ecrivain, ancien Ministre, Ancien président de la Societé des Nations, Président de la Commission Culturelle du Mouvement Europeen.	
Vicepresidents.	M. Rodolfo LLOPIS Ancien président du Gouvernement republicain espagnol exilé. Secre- taire Gral. du Parti Socialiste Ouvrier espagnol.	Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d' Europe.
	M. Julio JUST Ancien Ministre.	Unión Libérale
	M. Carlos PI I SUNER Ancien Ministre Ancien Maire de Barcelona	Mouvement Fédéraliste Catalan
	M. Manuel de IRUJO Ancien Ministre Président du Mouvement Fédé- raliste Basque	Mouvement Fédéraliste Basque
Secrétaire Gral.	M.José María de LASARTE Ministre du Gouvernement d' Euzkadi.	Nouvelles Equipes In- ternationales.
Membres.-	M. Julian GORKIN Ecrivain, membre du Comité Inter- national du Mouvement Socialiste por les Etats-Unis d'Europe.	Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d' Europe.
	M. Mariano ROJO Journaliste	" "
	M. Enrique GIRONELLA Secrétaire Gral. du Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d'Europe. Membre du Comité Exé- cutif du Mouvement Europeen.	" "
	M. Luis ARAQUISTAIN Ecrivain. Ancien Député	" "
	M. Fernando VALERA Vicepresident du Gouvernement Republicain Espagnol en exil. Délégué permanent au Conseil de l'Union Interparlamentaire	Union Libérale

Membres.-	M. Eugenio ARAUZ Ministre du Gouvernement Republicain espagnol en exil.	Union Libérale
	M. Juan ARROQUIA Ancien sous-secretaire d'Etat	" "
	M. Ramón NOGUES BIZET Président du Parlement Republicain espagnol en exil	Mouvement Fédéraliste Catalan
	M. Pere BOSH GIMPERA Ancien Recteur de l'Université de Barcelona. Chef de Division à l'Unesco	" "
	M. Josp COLL Ecrivain	" "
	M. Juan SAURET Journaliste	" "
	M. Javier de LANDABURU Membre du Comité Exc.europeen des NEI.	Nouvelles Equipes internationales.
	M. J.R. BASTERRA	
	M. Julián ARRIEN	
	M. Jesús María de Leizaola Député	
	M. Julio de JAUREGUI Député	
	M. Iñaki de AGUIRRE	Nouvelles Equipes Internationales.
	M. Ramón María de ALDASORO	

Contenidas bajo el epigrafe "Instrucción Primaria"

Disposiciones relativas a la Instruccion Publica dictadas desde 18/7/36 hasta 31/12/48

O. 19 Agosto 1936, B. del 21.

"La escuela primaria de instruccion primaria, como piedra fundamental del Estado, debe contribuir no solo a la formacion del nino en el aspecto de cultura general, sino a la espanolizacion de las juventudes del porvenir que, desgraciadamente, en los ultimos anos, han sido frecuentemente orientadas en sentido inverso a las conveniencias nacionales"

El art. 2 atribuye a los Alcaldes el cuidado:
"A) - De que la ensenanza responda a las conveniencias nacionales.
B) - De que los juegos infantiles, obligatorios, tiendan a la exaltacion del patriotismo sano y entusiasta de la Espana Nueva.
C) - De poner en conocimiento del Rectorado respectivo toda manifestacion de debilidad u orientacion opuesta a la sana y patriotica actitud del Ejercito y pueblo espanol, que siente la Espana grande y unica, desligada de conceptos antiespanolistas que solo conduce a la barbarie"

El art. 6 ordena la sustitucion de los maestros que hubieren mostrado "ideario perturbador de las conciencias infantiles, asi en el aspecto patriotico como en el moral".

La O. de 28 Agosto 1936, B. del 29, reitera como finalidad de las escuelas publicas la de "espanolizar la ensenanza".

O. de 5 Septiembre 1936, B. del 10, dispone:
"Primero - Por los Gobernadores Civiles, Alcaldes y Delegados Gubernativos se procedera, urgente y rigurosamente, a la incautacion y destruccion de cuantas obras de matiz socialista o comunista se hallen en bibliotecas ambulantes y escuelas"

En circular, sin fecha, publicada en el B. del 19 Septiembre 1936, referida a la ensenanza primaria, segundaria, profesional, universitaria y superior, se dispone en el Extremo A) apartado primero, que "los maestros cuyos informes sean totalmente desfavorables por sus actuaciones anteriores, no solo en su aspecto perturbador de las conciencias infantiles, sino por su conducta amoral o antiparriotica, seran inmediatamente suspendido de empleo y sueldo"". En el apartado segundo se faculta a los Rectores de Universidad para que resuelvan sobre los "maestros de conducta no bien definida...Si de los datos recibidos, merecieran ser incluidos en el apartado primero, quedaran suspensos de empleo y sueldo".

La O. de 30 Octubre 1936, B. 1 Noviembre, dispone en su art. 4, que "Todos los solicitantes (de escuela) deberan acompanar certificaciones expendidas en papel comun por el Alcalde, Cura Parroco y Jefe del puesto de la Guardia Civil, acreditativas de que no han pertenecido a ningun partido politico de los que integraban el llamado Frente Popular, ni nacionalista (vasco), y que en su actuacion al frente de la escuela no ha mostrado ideario perturbador de las conciencias, asi en el aspecto patriotico como en el moral y religioso".

El Decreto de 8 Noviembre 1936 forma Comisiones depuradoras de todos los centros de ensenanza. B. del 11 Noviembre.

La O. de 10 Noviembre 1936, B. del 11, faculta a estas Comisiones para proponer y a la Comision de Cultura y Ensenanza para resolver sobre confirmacion, traslado y separacion definitiva de todos y cada uno de los titulares de centros de ensenanza (art. 5).

La O. de 16 Noviembre 1936, B. del 18, en su art. 2 dispone que, los maestros "deberan acreditar documentalmente su identificacion anterior al 19 Julio con el ideario que informa el presente Movimiento nacional"

La O. de 7 Diciembre 1936, B. del 10, dispone "la separacion inexorable de sus funciones magistrales de cuantos directa o indirectamente han contribuido a sostener y propagar a los partidos, ideario e instituciones del llamado Frente Popular,...hordas revolucionarias,...hijos espirituales de catedraticos y profesores que, a traves de instituciones como la llamada "Libre de Ensenanza", forjaron generaciones incredulas y anarquicas". Ordena con el n/ 3, la "separacion definitiva del servicio para todos los que hayan militado en los partidos del Frente Popular

o sociedades secretas... y de un modo general, los que perteneciendo o no a estas agrupaciones hayan simpatizado con ellas y orientado su ensenanza o actuacion profesional en el mismo sentido disolvente que las informa"

Por O. de 17 Febrero 1937, B. del 27, anade a las sanciones impuestas a los desafectos "la jubilacion forzosa del interesado, siempre que el mismo tenga un minimo de veinte anos de servicio, y la inhabilitacion para desempenar cargos directivos y de confianza".

Por O. de 12 Junio 1937, B. del 15, se da modelo para la "separacion definitiva del servicio, debiendo ser dado de baja en su escalafon".

Por O. de 3 Julio 1937, B. del 4, se dispone: "Art. 1 - Quedan suspensos provisionalmente de empleo todos los funcionarios de la ensenanza en Vizcaya". "En el termino de veinte dias deberan solicitar su reingreso todos aquellos funcionarios que lo deseen, presentando instancia documentada dirigida al Rectorado de Valladolid".

Otra O. de la misma fecha, publicada en el mismo B, anade: "Art. 1 - Se declaran caducadas las autorizaciones para el ejercicio libre de la ensenanza en todos sus grados, debiendose solicitar en el termino de veinte dias la concesion de nuevos permisos con designacion del profesorado anterior y del que ha de sustituirle". "Art. 2 - Quedan asi mismo en suspenso las ensenanzas en las fundaciones benefico-docentes particulares, y el personal afecto a las mismas debera depurarse"

La O. Circular de 17 Julio 1937, B. del 21, reza: "Las fuerzas secretas de la Revolucion, adueñadas por completo estos ultimos anos del Ministerio de Instruccion Publica, llevaron a cabo la obra de informacion espiritual del magisterio espanol, iniciada ya mucho antes por la Institucion Libre de Ensenanza, ejecutora de aquella espantosa liquidacion del pasado que denuncio Menendez Pelayo, seduciendo con el espejuelo de una falsa y postiza cultura a la juventud". En esas ideas se informa "la celebracion de cursillos de formacion del magisterio".

La O. de 7 Agosto 1937, B. del 8, determina como condiciones preferentes para ser nombrados maestros: "a) - El mutilado como consecuencia de la campana nacional, b) - El que haya prestado servicio militar como combatiente en la misma, c) - El que sea familiar de un muerto o mutilado en la campana nacional, d) - El que haya sufrido graves quebrantos por la actuacion de la barbarie roja"

La O. de 1 Septiembre 1937, B. del 3, ordena: "Art. 1 - Quedan suspensos provisionalmente de empleo todos los funcionarios de la Ensenanza de la Provincia de Santander... En el termino de quince dias deberan solicitar su reingreso todos aquellos funcionarios que lo deseen, presentando instancia documentada dirigida al Presidente de la Comision depuradora provincial, declarando... agrupaciones sindicales y partidos politicos a los que hubieren pertenecido durante los ultimos seis anos y actuacion concreta desde la fecha en que se produjo el Movimiento Nacional"

Por O. de 14 Septiembre 1937, B. del 15, y su arto 1, fueron clausurados los Institutos de Segunda Ensenanza siguientes: Astorga, Bejar, La Estrada, Lucena, Nova, Priego, Tudela, Trujillo, Arevalo, Algeciras, Aracena, Betanzos, Baracaldo, Burgo de Osma, Carmona, Cazalla de la Sierra, Cerrera del Rio Alhama, Eibar, Felanix, Fregenal de la Sierra, Guernica, Haro, Inca, La Rambla, Medina del Campo, Medina de Rio Seco, Miranda de Ebro, Nerva, Penaranda de Bracamonte, Portugalete, Reinosa, San Lucar de Barrameda, Santona, Tafalla, Toro, Utrera, Velez Mala, Villalba de Lugo, Malaga y Sevilla (estos dos ultimos Institutos-Escuelas): Total 40.

La O. de 21 Septiembre 1937, B. del 22, dispone en su preemio: "Las escuelas de la nueva Espana han de ser continuacion ideal de las trincheras de hoy: han de recoger su espiritu exaltado y juvenil y prolongar en el futuro esta guerra de ahora... A este fin, se dota con caracter obligatorio a todas las escuelas de Espana de un mismo libro de lectura que, con el titulo de Libro de Espana, sea la guia y orientacion de la ensenanza patriotica que el maestro ha de transmitir al alumno... version escrita de cuanto de un modo concreto y lirico lleva ahora dentro de si cada combatiente... La unidad social, politica y religiosa forjada por los Reyes Catolicos, la Espana imperial de Carlos V y Felipe II, la colonizacion de America, la inquisicion, la contrareforma, las guerras carlistas, han de ser entregadas a la nueva generacion libres de los absurdos topicos que las desfiguraban

Ha de senalar acentuadamente la no interrumpida contribucion de Espana a la civilizacion universal, y preferentemente la coincidencia de estos esfuerzos civilizadores con el actual Movimiento en que se prolonga su historia y su grandeza, contraponiendo a la absurda tendencia separatista la idea excelsa de la union de todas las regiones dentro de la gran patria espanola... El nino tiene por naturaleza instinto proselitista...No se trata de otra cosa, sino de aprovechar y orientar esa enorme fuerza... Se trata de hacer que los ninos del porvenir, tomen definitivamente partido por Espana". Para la redaccion de ese libro se abre un concurso. Los concurrentes "habran de ser espanoles de probado patriotismo y edhesion al Movimiento Nacional" (art. 5). El texto favorecido se premiara con 40.000 pesetas (art. 10) y "sera obligatorio en todos los centros de educacion primaria" (art. 12).

Por O. de 2 Octubre 1937, B. del 3, y su art. 1 "Quedan anulados y sin efecto alguno academico todos los examenes verificados en los centros docentes dependientes del Estado de la Provincia de Santander desde el 18 de Julio de 1936 hasta la fecha".

Por O. de 16 Octubre 1937, B. del 19, y su art. 1: "Quedan anulados y sin efecto alguno academico todos los examenes verificados en los centros docentes dependientes del Estado en la Provincia de Vizcaya desde el 18 de Julio de 1936 hasta la fecha".

La O. de 4 Noviembre 1937, B. del 5, dispone: "Segundo - Todos los centros de ensenanza privada quedaran obligados a recibir en su seno a alumnos que se hallen en mala situacion economica en la proporcion de un 25 por 100 retribuidos". "Cuatro - Se otorga "preferencia las solicitudes que se refieran a victimas de nuestra Cruzada Nacional".

Otra O. de la misma fecha publicada en el mismo B. anade: "Primero - Quedan exceptuados para el presente curso del pago de derechos de inscripcion o libre, asi como de los derechos de practicas en todos los Establecimientos dependientes del ramo de Instruccion Publica, los huerfanos de los generales, jefes, suboficiales y clases del Ejercito, Armada e Instituto de la Guardia Civil, Cuerpo de Seguridad y Milicias Nacionales que hubieren muerto en accion de guerra"

Por O. de 10 Noviembre 1937, B. del 13, se dispone: "Art. 1 - Quedan suspensos provisionalmente de empleo todos los funcionarios de la Ensenanza en la Provincia de Oviedo""En termino de 15 dias deberan solicitar su reingreso todos aquellos funcionarios que lo deseen, presentando instancia documentada al Presidente de la Comision depuradora", detallando... agrupaciones sindicales y partidos politicos a los que hubieren pertenecido durante los ultimos seis anos y actuacion concreta desde la fecha en que se produjo el Movimiento Nacional"

Por D. de 21 Noviembre 1937, B. del 23, son aprobados los Estatutos del Sindicato Espanol Universitario de Falanje Espanola. Entre sus fines se encuentra: Art. 1, extremo E): "Laborar porque una disciplina estatal rigurosa de la educacion consiga formar en los espanoles un espiritu nacional fuerte y unido". Art. 2 - "Hasta que el Mando Nacional del Movimiento decida cual ha de ser la bandera sindical, se usara provisionalmente una bandera negra con el emblema bordado en las dos caras del rano". Art. 4 - "Son afiliados honorarios los que, no siendo estudiantes... sean nombrados con tal caracter por el Jefe Nacional del S.E.U.". Art. 12 - "Delegados de curso: Seran nombrados por el Jefe local a propuesta del Delegado de Facultad, Escuela o Instituto."Art. 15 -"Al frente del Sindicato de Facultad, Escuela o Instituto existira un Delegado nombrado por el Jefe local correspondiente". Art. 16 - "Es mision del Delegado...C) Representar al Sindicato Espanol Universitario en la Facultad, Escuela o Instituto de su mando". Art. 17 -"La Jefatura Nacional nombrara para cada provincia un Jefe que sera la maxima autoridad del S.E.U. en dicha provincia" Art. 18 - "Este a su vez designara un Secretario y un Tesorero". Art. 19 - Los Jefes provinciales nombraran los Jefes locales". Art. 22 -"El Jefe provincial es el encargado de dirigir a los Delegados...y a los Jefes locales, segun las normas establecidas por la Jefatura Nacional, y de resolver todos los problemas que se presenten con caracter provincial". Art. 23 "Se designara un Jefe para todas las provincias que compongan el Distrito Universitario cuando lo crea necesario el Jefe Nacional del S.E.U." Art. 25 - "Todos los Delegados de Facultad...Biblioteca,Deportes, Prensa y Propaganda, Seccion Femenina, Secretario, Tesorero y Delegados de las Secciones que posteriormente se creen, forman la Junta Sindical

organismo consultivo de los Jefes provinciales". Art. 28 - "Formaran parte de la Junta de Distrito Universitario, el Jefe del mismo, los Jefes Provinciales, la Delegacion Provincial de la Seccion Femenina y dos Delegados de Sindicato de Facultad designados por el Jefe de Distrito". Art. 29 - "El Jefe Nacional del S.E.U. designara al Secretario General". Art. 30 - "El Jefe Nacional del S.E.U. designara un Inspector Nacional". Art. 31 - "El Consejo Nacional del S.E.U. estara formado por el Jefe Nacional como Presidente, Secretario General, Inspector Nacional, los Delegados Nacionales de los Servicios del Sindicato, Jefes de los Distritos Universitarios, Delegada Nacional de la Seccion Femenina y veinte afiliados designados por la Jefatura Nacional". Art. 34 - "La Junta Consultiva es la representacion permanentedel Consejo Nacional; estara formada por el Secretario General, Inspector Nacional, un Jefe de Distrito Universitario designado por el Jefe Nacional, Delegada de la Seccion Femenina, cinco Consejeros Nacionales designados por el Jefe Nacional y cuatro designados por el Consejo Nacional". Art. 35 - "La Jefatura Nacional designara al Presidente de la Junta Consultiva, y este a su vez designara al Vicepresidente y al Secretario". Art. 38 -"El Jefe Nacional del S.E.U. es su unica autoridad... Seran misiones suyas...E) Destituir y nombrar a todos los cargos del Sindicato". Art. 29 - "El Jefe Nacional del S.E.U. sera nombrado por el Jefe Nacional del Movimiento, a propuesta del Delegado Nacional de Cultura, y podra ser destituido por el mismo procedimiento". Art. 46 - "Para ser reformados estos Estatutos sera preciso... decision del Jefe Nacional del Movimiento". Art. 47 - "La interpretacion en todo caso de los Estatutos corresponde por entero a la Jefatura Nacional del S.E.U." Art. Transitorio: "Las fechas y plazos ... que se fijan en el presente Reglamento... podran ser cambiadas por otras dentro del curso academico a juicio del Jefe Nacional del S.E.U. y del Delegado Nacional de Educacion de F.E."

Instrucciones de 22 Noviembre 1937, B. 25, para colocacion de alumnos necesitados en los centros de ensenanza privada. "Tercera: Dentro de cada uno de los subgrupos establecidos se dara preferencia para la designacion, a los hijos procedentes de familias militares o civiles que hayan hecho meritos en la Cruzada Nacional o sufrido gravemente las consecuencias de la guerra, reservandose hasta el cincuenta por ciento de las vacantes a los huerfanos de lacampana o de los asesinados por las hordas marxistas" Octava - "Las faltas graves repetidas por un determinado Centro docente... se sancionaran... por la Comision de Cultura y Ensenanza, con determinaciones diversas, que podran llegar a la clausura temporal o definitiva de los centros que incurriesen en aquellas". Duodecima: "La Comision de Cultura y Ensenanza o el organismo que en su dia la sustituya se reserva el derecho de comprobar, en todo momento, la fiel interpretacion y ejecucion de los preceptos ordenados por las presentes instrucciones".

O. de 24 Noviembre 1937. B. del 26. Dado en ejecucion del Decreto-Ley de 23 Junio 1937, que dejo sin efecto en Guipuzcoa y Vizcaya el regimen de conciertos economicos. Entre las normas de traspaso de servicios de las Diputaciones al Estado, reza la 1ª: "Desde 1 Julio ultimo el Estado sustituira a las Diputaciones de Guipuzcoa y Vizcaya en la atencion de los servicios que estas realizaban con relacion a los siguientes Centros: Universidad de Onate, Escuelas de Ingenieros Industriales, Capataces de Minas, Normal y Conservatorio de Musica de Bilbao, Escuelas de Barriada de Vizcaya y Escuñas Rurales de Guipuzcoa... El Estado se reserva el derecho de modificar e incluso suprimir los establecimientos de ensenanza de que se trata".

La Ley de 30 Enero 1938. de Administracion Central del Estado. B. del 31. constituyo, entre otros Ministerios, el de Educacion Nacional, del que pasaron a depender todas las instituciones y organismos de Instruccion Publica, Bellas Artes, Cultura y Educacion, encuadrados (art. 13) en cuatro secciones o servicios: "Ensenanza Superior y Media, Primera Ensenanza, Ensenanza Profesional y Tecnica, y Bellas Artes".

O. 5 Febrero 1938, B. del 6, declara festivo el dia 9 de Febrero en memoria del estudiante caido "Matias Montero, al propagar repartiendo el semanario F.E. germenes de las ideas salvadoras de nuestro movimiento nacional... en la lucha viril y sangienta labran los sillares de una Espana Imperial como suprema sintesis..."

Otra

O. de 5 Febrero 1938, B. del 6, declara: "El tema Estudio y Accion, preciso y magnifico exponente de los anhelos imperiales de las juventudes agrupadas en el S.E.U."

La Circular de 5 Marzo 1938, B. del 8, contiene normas de orientad on dadas a la Inspeccion, "con el fin de dar orientacion fija y uninforme a todos los maestros de Espana, por mandato expreso". En educacion religiosa "no significa tan solo que a la escuela laica del regimen sovietico sustituya nominalmente el catolicismo de la Espana nacional". En educacion patriotica sirve de meta la "Espana Imperial. Una escuela donde no se aprende a amar a Espana no tiene razon de existir. Hay que suprimirla. La patria se esta forjando ahora... El maestro debe aprovechar la gloria y el sufrimiento de estos momentos para sembrar, con caracteres indelebles en las almas infantiles, ambiciones y anhelos preclaros". En educacion civica "El nino de hoy siente la impaciencia de la ciudadania y quiere actuar con entusiasmo al traves de toda clase de organizaciones juveniles. Abra el maestro paso libre a estos impulsos, encauzandolos...Que el nino perciba que la vida es milicia... Exaltese el Movimiento nacional, sus ideales y aspiraciones... Y como simbolo supremo de nuestra Espana, el retrato de nuestro invicto caudillo presidira en todas las escuelas la educacion de los futuros ciudadanos". "En las escuelas de ninas brillara la feminidad mas rotunda"

Por O. de 16 Marzo 1938, B. del 19, se incluye con el n/1 en el escalafon del magisterio nacional al Cardenal Segura.

Por O. de 29 Marzo 1936, B. del 1 Abril y su art. 1: "Quedan anuladas todas las atribuciones de orden administrativo que en materia de primera ensenanza fueron concedidas a los Rectores de los Disttitos Universitarios"/ Por el 2 "Todas estas atribuciones pasaran a la Jefatura del Servicio Nacional de Primera Ensenanza".

O. de 8 Abril 1938, B. del 11: "Arto 1 - Quedan suspendidos provisionalmente de empleo los funcionarios dependientes del Ministerio de Educacion Nacional en los Institutos de Caspe y Barbastro, asi como todos los maestros de escuelas situadas en las localidades liberadas con posterioridad a 1 de Enero en las provincias de Huesca, Teruel y Zaragoza. Art. 2 - En el termino de quince dias deberan solicitar su reingreso todos aquellos funcionarios que lo deseen... detallando...agruraciones sindicales y partidos politicos a los que hubiere pertenecido durante los ultimos seis anos... y actuacion concreta desde la fecha en que se produjo el Movimiento nacional"

La Ley de 5 Abril 1938, B. del 8, declara abolido el Estatuto de Cataluna, pasando al Estado todos los establecimientos dependientes de la Generalidad de Cataluna.

Por O. de 11 Abril 1938, B. del 15, y su art. 1: "Se encarga al Instituto de Espana la redaccion y edicion de textos destinados a la ensenanza primaria en sus distintos grados, y que seran impuestos por el Estado con caracter obligatorio, asi para la ensenanza publica como para la privada

Por O. de 18 Abril 1938, B. del 22, y su art. 1: "Todas las escuelas de Barriada y Rurales creadas por las Diputaciones de Vizcaya y Guipuzcoa y consignadas en la relacion adjunta, pasan a depender del Estado, convirtiendose en escuelas nacionales" (La relacion incluye doscientas escuelas)/

La O. de 14 Mayo 1938, B. del 19, sobre depuracion del personal de la ensenanza privada dispone: "Art. 1 - No se autorizara el funcionamiento de ningun establecimiento docente de caracter privado cuando el propietario, director o empresario del mismo hubiese sido separado de la ensenanza oficial en virtud de expediente de depuracion. Tampoco podra ser aprobado el cuadro de profesores de dichos establecimientos cuando en ellos figure algun profesor que hubiere sido objeto de igual medida"

La O. de 19 Mayo 1938, B. del 20, dispone: "Art. 1 - El Instituto de Espana, ademas del caracter corporativo de Senado de la cultura patria que le atribuye el D. de 8 Diciembre 1937, sera el organo al traves del cual el Estado orientara y dirigira la alta cultura y la investigacion superior en Espana". "Art. 7 - Queda disuelta por este Decreto la Junta para Ampliacion de Estudios e Investigaciones cientificas".

La O. de 16 Mayo 1938, B. 18, afirma: "El nuevo Estado ha de ir con urgencia

urgencia a la formacion del magisterio nacional en un sentido genuinamente espanol, para que aquella responda a lo que exigen y significan nuestra historia y nuestro movimiento". Para ello el "primer curso de orientaciones nacionales para la educacion primeria" (art. 1) "versara sobre las siguientes materias: a) sentido religioso y militar de la vida...c) Educacion politica y nacional: origenes y sentido del Movimiento nacional; doctrina politica de Falanje Espanola; orientaciones de los Estados nuevos"

La circular de 8 Junio 1938, B. del 10, dedica el dia 13 de Junio a dibujar la figura politica de Calvo Sotelo, presentandolo en todas las escuelas como hombre modelo y protomartir de la Nueva Espana.

En O. de 23 Junio 1938, B. del3 Julio, se regulan las recompensas a los cursillistas por su merito profesional, anadiendose en el art. 4 "Estos meritos no podran perjudicar nunca los que sean o hayan sido reconocidos como consecuencia de la actual guerra".

Por O. de 28 Junio 1938, B. del 5 Julio, los editores "que dispongan en la actualidad de ejemplares o bien de cliches, dibujos y materiales propios para la reproduccion de futuras ediciones... deberan remitir a este Ministerio dos ejemplares de los mismos debidamente acompanados de la pertinente instancia, en la que se solicitaran tales extremos"

La O. de 13 Julio 1938, B. del 19, dispone en su art. 2 que "todo maestro -se refiere a los procedentes de la zona republicana- ...esta obligado a incoar expediente en suplica de rehabilitacion... Ala instancia unira ... toda la documentacion que lo acredite como adherido al espiritu que informa el Movimiento, y cuando menos dos avales... que garanticen... la conducta del maestro en todos los aspectos antes y despues del 18 Julio 1936"

En O. de 15 Julio 1938, B. del 18, se dispone: "Art. 6 - No puede desempenar la direccion de una (escuela) graduada ningun maestro que haya sido inhabilitado para el ejercicio de cargos directivos y de confianza".

La O. de 18 Octubre 1938, B. del 22, dispone: "1 - Por todos los Ayuntamientos de la Espana liberada se procedera a la revision de los nombres que tenian las escuelas y grupos escolares con anterioridad al 18 Julio 1936 con el fin de que su denominacion responda plenamente a los ideales de nuestro Movimiento nacional".

La O. de 25 Octubre 1938 afirma "La necesidad de acomodar los libros de visita de Inspeccion a Escuelas a las caracteristicas del Nuevo Estado y ... la expresion de las nuevas orientaciones creadas al impulso religioso y patriotico del glorioso Movimiento nacional"

Por O. de 16 Noviembre 1938, B. del 19, se dispone: "1 - En todas las escuelas y centros de Enseñanza de España sera dedicada el dia 22 del presente mes una leccion en memoria de Jose Antonio Primo de Rivera y para explicar su vida y obra"

La O. de 15 Diciembre 1938, B. del 19, dispone: "Incumbe a los maestros incorporar al Movimiento nacional, bien preparados para la noble empresa de resurgir de España, a los futuros ciudadanos". "En toda la obra de educacion de la niñez deben resplandecer ...los dos grandes amores que, bajo el mando supremo de nuestro insigne Caudillo, han de forjar la Espana una,grande y libre que anhelamos".

En la O. de 20 Enero 1939, sobre Inspeccion de Enseñanza, B, 27, s e dice: "Los principios religiosos, morales y patrioticos que impulsan el glorioso Movimiento nacional han de tener en la escuela primaria su mas fiel expresion y desarrollo. La Inspeccion de Primera Enseñanza, organismo encargado de llevar a la escuela las orientaciones del Nuevo Estado..."

Por O. de 28 Enero 1939, B. del 3 Febrero, se dispone: "1 - Todos los edificios, establecimientos e instalaciones destinados a la enseñanza que se hallaban en poder de la Generalidad de Cataluña, asi como su material y documentacion, serán ocupados por el Ministerio de Educacion Nacional y pasarán a depender del mismo, destinandose a las enseñanzas que se estime convenientes. Art. 2 - Todos los servicios de Bellas Artes, museos, bibliotecas, conservacion de monimentos y archivos... revertiran al Estado.... 3 - La Universidad de Barcelona cesará en el régimen establecido...y se regirá en lo sucesivo por las disposiciones que regulan los demas centros universitarios de España.... 5 - Quedan suprimidos los Consejos Regionales de Primera y Segunda Enseñanza... 6 - El profesorado de la Universidad de Barcelona que perteneciere al Escalafon general de ca-

t

tedraticos de universidades quedará suspenso de empleo y vendrá obligado a solicitar s u reingreso....Los demas profesores nombrados por la Generalidad de Ca taluña quedan cesantes, sin perjuicio de que puedan ser utilizad os sus s ervicios con caracter interino una vez determinada su ideologia y actuacion politica y social con relacion al Movimiento 7 - Los demas funcionarios pertenecientes a Centros dependientes del Ministerio de Educa cion Nacional quedaran asi mismo suspensos de empleo, si lo eran del Estado antes de impantarse el régimen autonomico...Los designados por la Generalidad y sus organismos quedarán cesantes... pudiendo ser utilizados sus servicios con caracter interino, previa inves tigacion de su ideologia y actuacion social y pol
itica en relacion con el Movimiento"

La O. de 28 Enero 1939, B. del 3 Febrero, en ejecucion de la anterior vuelve a disponer: "1 - Quedan suspensos provisionalmente de empleo todos los funcionarios de la enseñan za en las Provincias de Barcelona, Tarragona, Lerida y Gerona...En el termino de quince dias deberan s olicitar su reingreso... detallando...agrupaciones sindicales y partidos politicos a los que hubiere pertenecido durante los últimos seis años y actuacion concreta desde la fecha en que se produjo el Movimiento nacional..."

Por O. de 8 Febrero 1939, B. del 10, se dispone: "1 - Hasta la total depuracion del personal docente dependie te de la Jefatura del Servicio Nacional de Primera Enseñanza no podrán ingresar en el Sindicato Español del Magisterio, Asociación Catolica de Maestrps y demás agrupaciones profesionales del magisterio, los funcionarios que no hayan sido previamente depurados por el Estado"

La Circular de 23 Febrero 1939, B. del 1 Marzo, afirma como mision de la Inspeccion esolar "lograr una reforma definitiva en armonía con el glorioso Movimiento nacional"

La O. de 1 Marzo 1939, B. del 22, sobre libros autorizados y prohibidos en las escuelas, nena está "encaminada a depurar la literatura infantil y a dar a los libros escolares el contenido que les corresponde en armonia con el espiritu patriotico y tradicional de España, sintetizado en nuestro glorioso Movimiento nacional". Por su art. "1 - Queda autorizada la publicacion, venta y uso en las escuelas de todos aquellos libros relacionados a continuacion... 2 - Queda prohibida la publicacion, venta y uso en las escu cuelas de los libros cuyos autores sean Inspectores de Primera Enseñanza en activo..."

La O. de 20 Abril 1939, B. del 26, dispone: "El régimen republicano, definitivamente abolido en España, sirviendo orientación de las logias y persiguiendo grabar en la mente de los niños al exaltar las figuras representativas del marxismo internacional ... y literatos de la derrotista generacion del 98, aquellos falsos valores que habian de influir en su formacion intelectual y moral, utilizó losgrupos escolares de Madrid para la consecucion de sus fines morbosos, antipatrioticos y descristianizadores. Una de las preocupaciones a que mas urgentemente ha de acudir el Nuevo Estado Español ha de ser hacer desaparecer de la circulación literaria, de la propaganda oral y escrita, y sobre todo de los instrumentos pedagogicos los nombres de aquellas personas". En su art. 1 relaciona los nombres suprimidos y los nuevos decretados. Damos algunos, por via de muestra. Pablo Iglesias por Jose Antonio Primo de Rivera, Nicolas Salmeron por General Mola, Pi Margall por General Sanjurjo, Emilio Castelar por Victor Pradera, Ruiz Zorrilla por Padre Poveda, Luis Bello por Isidro Almazán, Joaquin Dicenta por Joaquin Ga rcia Morato,

La O. de 20 Abril 1939, B. del 26, reduce a dos los Institutos de Vnnnnnn Segunda Enseñanza de Valencia.

La Circular de 29 Abril 1939, B. del 8 Mayo, reza: "La denominacion que han de tener los grupos escolares...supone una medida acertada en orden al espiritu del glorioso Movimiento nacional" Su art. 3 ma nda: "En sucesivos cambios de nombres y respecto a otros que tengan una denominacion de acuerdo con los principios de nuestro glorioso Movimiento nacional...se procederá en la forma que se indica en la presente circular"

Por O. de 1 Mayo 1939, B. del 6, se dice: "La organizacion de algunos grupos escolares de Madrid, reacción del régimen republicano, estaba hecha antes del 18 Julio 1936 a base del sistema pedagogico de coeducación, contrario enteramente a los principios religiosos del glorioso Movimiento nacional, y por tanto de imprescindible supresión por antipedagogico y antieducativo, para que la educación de los niños y niñas responda a los principios de sana moral y esté de acuerdo en todo con los postulados de nuedtra gloriosa tradición".

Por O. de 12 Mayo 1939, B. del 18, se dispone: "1 - En todos los centros docentes de España. seran celebradas durante los dias 15, 16 y 17 de los corrientes, conferencias patrioticas como preparacion para los escolares y para el público en general de las Fiestas de la Victoria. Estas conferencias versarán sobre la necesidad de la Cruzada española,...s obre los hechos culminantes de la guerra de liberación; y s ovre el Ca udillo de España, como artifice de la victoria y salvador de la patria"

O. de 27 Junio 1939, B. del 7 Julio, sibre cursillos de orientacion: "orientando a los futuros educadores...con arreglo a los principios que informan nuestro glorioso Movimiento nacional. Urge por tanto, dar al maestro las orientaciones que respondan a ...saturar su espiritu del contenido religioso y ~~prihiiiiin~~ patriotico que informan nuestra gloriosa Cruzada". Su art. 3 añade: "La labor del cursillo consistirá fundamentalmente en conferencias de cultura religiosa, historia de España, significación historica de nuestra gloriosa Cruzada y orientaciones pedagogicas y filosoficas acerca de nuestros propios valores"

O. de 20 Octubre 1939, B. 5 Noviembre. "1 - A partir de la publicacion de la presente Orden, todos los autores de libros escolares, sin excepcion alguna, podran presenta los libros u originales ineditos al Ministerio de Educacion Nacional, pidiendo que se les autorice la publicación de los mismos. El Ministerio podrá conceder o negar la autorización pedida".

O. 28 Diciembre 1939, B. 30, sobre "Cruzados de la Enseñanza". Reza: "La seleccion rigurosa y los cursillos que para el ingreso en dicha organizacion sufrieron sus componentes, s ometidos a un programa en todo acorde con los postulados de nuestro glorioso Movimiento nacional, son garantia de una labor cultural eficiente y altamente provechosa"

Por O. de 8 Marzo 1940, B. 4 Abril y en recuerdo de la defensa del Alcazar de Toledo por Moscardó, "el grupo escolar del barrio de Usera, denominado hasta ahora de Lope de Vega, se llame en lo sucesivo de Luis Moscardó".

O. 29 Abril 1940, B. 10 Mayo: "La viva y perpetua presencia del Fundador, que España reclama y el Caudillo impone, aconsseja establecer un grupo escolar que, al honrar su memoria, s ea continuador de la tarea que en el terreno de la enseñanza se propuso... 1 - El grupo escolar José Antonio estará a cargo de maestros pertenecientes a los organismos que dependen de la Delegacion Nacional de Educacion de Falange Española, otorgandose caracter preferente debtro de los mismos a aquellos que fueron miembros de la antigua Corporación del Magisterio. 2 - La Delegacion Nacional de Educacion de Falange Española propondrá...el Director y Maestros... 3 - El personal docente de las clases complementa rias sera igualmente nombrado y removido...a propuesta de Falange Española... 5 - El personal del Grupo Jose Antonio que actualmente ocupe el cargo con caracter de propiedad definitiva, tendra derecho a elegir plazas entre las escuelas vacantes, tambien definitivas, que existan en Madrid"

O. 6 Ma yo 1940, B. 14, sobre aprobacion de libros de primera enseñanza: "El glorios o Movimiento nacional ha logrado para nuestra patria un influjo renovador en todos los valores...El Ministerio de Educacion Nacional, recogiendo esta influencia y deseando llevarla a todos los organismos que de él dependen, ha creado oportunamente comisiones encargadas de la aprobación de los libros destinados a la enseñanza..."

O. 9 Mayo 1940, B. 11: "Constituye una de las misiones especialmente asignadas a las organizaciones juveniles de Falange Española la formacion fisica y moral de sus afiliados conforme a una rigurosa disciplina...Este importante servicio de la formación física y moral de la juventud española debe tener toda clase de asistencias por parte del Estado y de las Corporaciones Publicas, que han de facilitar a las organizaciones juveniles cuantos medios precisen para el cumplimiento de su mision... 1 - La organizacio b de las colonias escolares, sostenidas o subvencionadas por las Corporaciones locales, estará a cargo de la Delegacion Nacional y provinciales de las organizaciones juveniles de Falange Española. 2 - Las Diputaciones provinciales y ayuntamientos pondran a disposicion de la Delegacion Naciona l las consignaciones que figuren en sus respectivos presupuestos para colonias escolares e instituciones analogas..."

Ley de 6 Diciembre 1940, B. 7: "1 - En cumplimiento de los estatutos de Falange Española s e instituye el Frente de Juventudes para la formacion y encuadramiento de las fuerzas juveniles de España. El Frente de Juventudes se organizará como una sección de Falange Española. 2 - Dentro del Frente de Juventudes, el Sindicato Español Univer sitario agrupará a los escolares de centros de enseñanza superior. 4 - Las juventudes femeninas constituyen la Seccion Femenina del Frente de Juventudes. La formación de sus afiliadas corresponde en plenitud a la Sección Femenina del Partido. 6 - Los miembros del Frente de Juventudes que ingresen en una Universida d o centro de enseñanza superior as imilable, quedarán encuadrados en el S:E:U:10 - Todos los alumnos de los centros de primera y segunda enseñanza, oficial y privada, forman parte del Frente de Juventudes. Las Jefaturas Provinciales del Movimiento...concertará n en cada caso las formas de enc uadramiento de los escolares. 11 - El Delegado Nacional...será designado por el Mando nacional del movimiento...14 - El Jefe del S.:E.U. sera designado del mismo modo... 15 - El Delegado nacional...designara un Secretario y un Administrador nacionales, asi como los Mandos y Asesores que considere necesarios...18 - Delegado Provincial nombrado y separado por el Delegado Nacional... 20 - El Delegado Provincial ..designara... Secre-

tario y Administrador provincial". 23 - Corresponde a la Milicia de Falange Española la instruccion premilitar de los miembros del Frente de Juventudes... 25 - La Seccion Naval y la Seccion del Aire del Frente de Juventudes se regiran por disposiciones especiales...Sus Reglamentos serán distados por la Secretaría General del Movimiento... 26 - La Administracion del Frente de Juventudes funcionará dentro de la Administración General de Falange Española... 27 - En los presupuestos del Estado se consignará una subvención para atender a la obra educativa del Frente de Juventudes. 28 - El regimen de instructores y academias será desarrollado mediante reglamentación dictada por la Secretaría General del Movimiento"

O. 3 Enero 1941,-B. de 11. "Las secciones provinciales de Proteccion y Seleccion Escolar establecidas por O. de 16 Diciembre 1938 quedarán constituidas también, aparte otros componentes que la misma señala, por el Delegado Provincial de Educación de Falange Española."

O. 22 Enero 1941, B. del 5 Febrero, sobre Creación de Escuelas en el Extranjero, "para que sus hijos se hallen educados en las doctrinas de España", se crean escuelas -art. 1 - en Paris, Biarritz, Lisboa, Andorra, etc.

O. 25 Enero 1941, B. 22 Febrero, crea el Consejo de Proteccion Escolar del Grupo Luis Moscard 6 de Madrid, integrado, entre otros -art. 1, apartado c)- por un representante de Falange Española.

O. 8 Mayo 1941, B. del 15, sobre aprobacion de libros para la enseñanza: "4 - Devuelto el libro a la Direccion General, esta resolverá en resolución motivada".

O. 19 Mayo 1941 regulando las Oposiciones al Magisterio, B. del 20. Entre los antecedentes precisos para to opositor se encuentra -art. 2, a partado f)- "Cuantos documentos acrediten los méritos del interesado en el orden profesional del Florioso Movimiento". "6 - Los opositores aprobados realizarán el curso de perfeccionamiento... sobre...doctrina del Movimiento". "7 - [illegible] los opositores que aprueben definitivamente puedan obtener el certificado de instructores elementales de organizaciones juveniles...de acuerdo con las organizaciones de Falange Española..."

Circular 6 Junio 1941, B. del 7, sobre Instrucciones para las Oposiciones al Magisterio: "3 - La adhesion absoluta al Nuevo Estado se justificará mediante [illegible] certificación de la Jefatura Provincial de Falange Española de pertenecer a la organización, y la pertenencia al S.E.U. por documento identico expedido por el Jefe Provincial del mismo". El art. 9 vuelve a exigir el "acuerdo con las organizaciones de Falange Española"

Ley 12 Junio 1941, B. del 28, sobre Sanidad maternal e infantil. En el proemio menciona "la eficaz colaboración de las Delegaciones de Falange Española" y en el art. 4 reza: "Los demás organismos oficiales, funcionarios y cooperadores, especialmente de Falange Española, a quienes se encomiende por el Estado alguna misión relacionada con la sanidad en general y la infantil y maternal en especial". En el 6 - "Las Delegaciones de Sanidad de la Seccion Femenina de Auxilio Social del Frente de Juventudes y de Sindicatos de Falange Española, en lo que es propio de ellas, en relación con la infancia y la maternidad". Art. 11 - "a) - El Estado, las administraciones locales, las entidades aseguradoras oficiales, las Delegaciones Nacionales de Falange Española y las Juntas de Proteccion de Menores vendrán obligados a instalar y mantener los establecimientos y servicios que en el plan se les señala" Art. 20 - "El servicio médico escolar se organizará de acuerdo...con la colaboracion del Frente de Juventudes de Falange Española". Art. 24 - "De todos los patronatos y Juntas de Instituciones de proteccion a la madre y al niño formara parte... un representante de la Seccion Femenina de Falange Española". Art. 27 - "La propaganda y la divulgacion de Higiene Infantil se realizará...con la cooperacion... de la Seccion femenina de Falange Española". Art. 32 - "Tendran la consideracion de cooperadores oficiales a los funciones del Estado...La Delegacion Nacional de Falange Española, la Obra de proteccion a la madre y al niño de Auxilio Social, y la Seccion Femenina de Falange Española". La s Disposiciones Adicionales da n entrada a Falange Española, en sus diversas jerarquias en la "Comision Central de Sanidad Infantil" y s us organismos complementarios y dependientes.

O. 16 Octubre 1941, B. del 18. "La Ley de 6 Diciembre 1940 en su art. 10 determina que, todos los alumnos de Primera y Segunda Enseñanza, tanto oficial como privada, formarán parte del Frente de Juventudes, bajo el principio de la obligatoriedad de la formación politica de la juventud, integrada en una gran unidad nacional desde la mas temprana edad. En sus art.s 7 y 8 se especifican las funciones que al Frente de Juventudes les están encomendadas, determinandose en primer lugar la educacion politica en el espiritu y doctrina de Falange Española...1 - En el curso de 1941-1942 quedaran establecidas en todos los centros de Primera y Segunda Enseñanza oficial y privada, las disciplinas de educacion politica, fisica y deportiva, con-

forme a las normas y programas que dicte periodicamente la Delegacion Nacional del Frente de Juventudes, y las de iniciacion en las escuelas del hogar bajo la inspiracion de la Delegacion Nacional de la Seccion Femenina de Falange Española. 2 - Esta formacion habra de hacerse por medio de los instructores designados por el Frente de Juventudes. 4 - La inspeccion de la formacion a que se hace referencia en los numeros anteriores y la vigilancia de las consignas del Frente de Juventudes compete, en todo caso, a este. 6 - Las competiciones y concursos deportivos entre colegios y centros de enseñanza solo podrán ser organizados por las Delegaciones del Frente de Juventudes. 7 - La educación premilitar se dará de acuerdo con las normas que dicte la Milicia de Falange Española."

O. 12 Noviembre 1941, B. del 15 s obre cursos de perfeccionamiento. Los directores podran"recabar entre el personal docente primario de la provincia y del Movimiento las colaboraciones que precise para mejor desarrollo de las materias a tratar".

O. 4 Agosto 1942, B. del 5. Patronato escolar de los suburbios de Madrid. Integrado, entre otros elementos -a rt. 7- por Falange Española.

O. 10 Diciembre 1942, B. del 23.
"1 - El Sindicato Español Universitario agrupará a los esrudiantes oficiales y libres de las universidades, centros de enseñanza superior y asimilables, cualquiera que sea su edad y sexo.
Entendiendose por tales los siguientes:
a) - Facultades: Derecho, Filosofía, Medicina, Ciencias y Farmacia.
b) - Escuelas especiales: Aarquitectura, Industriales, Navales, Telecomunicación, Minas, Montes, Agronomos, Ca minos.
c) - Escuelas Profesionales: Auxiliares Medicos, Odontologia, Veterinaria, Comercio en los grados de Profesor Mercantil y Superiores, Bellas Artes en sus estudios de Profesorado de Dibujo y Estudios Superiores de Conservatorio.
d) - Escuelas Tecnicas: Superior de Trabajo, Aparejadores, Ayudantes de Obras Públicas, Escuelas de Náutica, Ayudantes de Minas, Ayudantes de Montes, Peritos Ag icolas, Técnicos Industriales y Textiles, Aduanas.
e) - Todos los universitarios que hayan terminado sus estudios en los Centros Superiores citados podrán pertenecer al F:E.U. mientras se encuentren en periodo de oposiciones hasta una edad máxima de treinta años.
2 - Estaran comprendidos en la seccion de Centros de Enseñanza todos los escolares que cursen sus estudios en centros de enseñanza elemental o secundaria, entendiendose por tales los siguientes:
a) - Bachillerato, Magisterio, Comercio, Idiomas, conservatorios y escuelas de Bellas Artes en sus grados elementales. Los alumnos de escuelas y colegios de enseñanza primaria.
b) - Todos los escolares que, habiendo terminado sus estudios en los centros elementales citados, permanecerá n en la sección de Centros de Enseñanza, en tanto no deban ser encuadrados en el S.E.U. o en Sección de Centros de Trabajo y no tengan una edad superior a la de veintiun años.
3 - La Seccion de Centros de Trabajo estará compuesta por los camaradas que trabajen en cualquier rama de la industria y comercio comprendidos entre doce y veintiun años, y de aquellos que cursen estudios de aprendizaje en la Escuela de Artesanía, Elementales de Trabajo, Artes y Oficios, y cualquier otro Centro de Aprendizaje dependientes, tanto del Estado como de Falange Española, como Corporaciones, Empresas o Instituciones particulares.
La Sección Rural encuadrará a la juventud trabajadora del campo comprendida entre las edades de catorce y veintiun años.
4 - La Sección Femenina del Frente de Juventudes agrupará a toda la juventud femenina comprendida entre las edades de siete a diez y siete años que que asistan a centros de enseñanza o de trabajo...
7 - Los Jefes de Distrito Universitario recibirán directamente del Jefe Nacional del S.E.U. las órdenes, consignas y normas...
9 - Los Jefes de Distrito Universitario se entenderán directamente con el Jefe de Facultad, Escuela o Centro de Enseñanza s uperior o asimilables..."

O. 30 Marzo 1943, B. del 6 Abril, sobre Calificaación de méritos en el Concurso de traslado de maestros. Menciona:
"Meritos Militares
Laureada individual, 1.00
Medalla militar individual, 0.75
Voluntario en la División Azul, 0.75
Meritos contraidos en favor del Movimiento
Vieja guardia, 0.65
Cargos nacionales y provinciales en el Partido, 0.65
Consejeros, Delegados, Secretarios, Jefes nacionales, 0,65
Jefes de Departamento e Inspectores nacionales, 0.40
Delegados, Secretarios e Inspectores Provinciales, 0.30
Jefes Comarcales, 0.25
Prision durante el dominio rojo, 0.40

Viuda de asesinado por los rojos o muerto en campaña, 0.75
Pasado de la zona roja a la nacional, 0.40
Huerfano de asesinado por los rojos o muerto en campaña, 0.75
Destitución durante el dominio rojo, 0,25
Asistencia a Congresos Nacionales o cursos organizados por el S.E.U., 0,25"

O. 20 Septiembre 1943, B. del 23, sobre Reglamentacion en la Enseñanza Privada. Cap. Vlll, a rt. 37, sobre sanciones: "Seran faltas muy graves...La exposición tendenciosa de doctrinas contrarias al Dogma, la Moral, y al sentido de Patria, o al Régimen/ Art. 38 - Las sanciones... Por faltas graves: Multa de diez a veine dias. Suspensión de empleo y sueldo de 15 a 30 dias. Reprensión pública. Propuesta de despido. Art. 39 - Las sanciones ...s e entienden sin perjuicio de pasar el tanto de culpa a los Tribunales...o de dar cuenta a las autoridades gubernativas. Art. 43 - ...Las sanciones por faltas graves que imponga el Centro de Enseñanza serán recurribles a nte la Magistratura del Trabajo"

O. 20 Mayo 1944, B. del 24, sobre Oposiciones: "2 - Además de los documentos que señala la O. de 22 Marzo 1944, los opositores acreditarán su adhesión al glorioso Movimien to nacional mediante certificación expedida por la Jefatura Provincial de Falange Española 3 - Los maestros y maestras que resulten aprobados, ...habran de adquirir la capacitación de las disciplinas encomendadas al Frente de Juventudes por la Ley de 6 Diciembre 1940, así como las enseñanzas dispuestas por las Escuelas del Hogar de la Sección Femenina de Falange Española...4 - las lecciones de educación politica, fisica y premilitar si se trata de maestros, y las de educación politica, física e iniciación del hogar en lo que afecta a las maestras, siendo redactadas, las primeras por la Delegación Nacional del Frente de Juventudes, y las segundas por la Sección Femenina... 5 - Formará parte del Tribunal, en calidad de vocal...un oficial instructor del Frente de Juventudes, titulado en la Academia Nacional de Mandos e Instructores Jose Antonio..."

Ley 19 Julio 1944, B. del 21, sobre Proteccion escolar. Reza en su proemio: "...inspirada en la doctrina social y cristiana de su Movimiento...De un modo muy inmediato reconoce y exige la Ley la colaboración de los órganos del Movimiento especialmente dirigidos a fines de esta índoles, y en primer término la del Frente de Juventudes.... Art. 1 - El Estado español, de acuerdo con el sentido catolico del Movimiento inspirador de su politica, organiza la protección escolar con caracter total, y encomendando su dirección al Ministerio de Educación Nacional, quien la ejecutará en coordinación con los organismos estatañes y del Movimiento que debas desarrollar actividades de esta índole y particularmente con el Frente de Juventudes....Art. 7 - La concesión de becas... Los Centros docentes de cualquier grado de enseñanza, en coordinación con el Frente de Juventudes, propondrán a los organismos de Protección respectivos aquellos alumnos merecedores de ellas. Cuando la concesión haya sido solicitada directamente por el alumno, requerirá el informe de los Centros correspondientes y del Frente de Juventudes, quienes asimismo informarán sobre la conducta y aprovechamiento de los alumnos becarios al final del curso escolar. Art. 14 - Los alumnos que disfruten de beca con cargo al presupuesto del Estado o del Movimiento, ...gozarán ademas del beneficio de la matricula gratuita. Art. 25 - ...La asistencia sanitaria se llevará a cabo previa coordinación de los Ministerios de Educación, Gobernación, Secretaría General del Movimiento, Trabajo y organismos de ellos dependientes. Art. 27 - Las funciones asistenciales se realizarán por los órganos correspondientes del Estado y del Movimiento. Art. 29 - El Estado fomentará, de acuerdo con un plan que se fijará oportunamente y bajo la Dirección del Frente de Juventudes, la creación de campamentos, estaciones preventoriales, preventorios y demás instituciones afines. Art. 30 - El Ministerio de Educación Nacional, de acuerdo con los de Gobernación, Secretaría General del Movimiento y Trabajo, dictará las disposiciones que sean necesarias para la aplica ción de los articulos anteriores de este capitulo. Art. 33 - El Ministerio de Educación Nacional fomentará y apoyará economicamente la creación de cooperativas/ de consumo, mutualidades escolares, comedotres, hogares y otras instituciones asistenciales de caracter analogo, que el Frente de Juventudes organizará para estudiantes...Los departamentos, Autoridades, organismos y empresas correspondientes, concederan las bonificaciones, exenciones y facilidades de desplazamiento que la índole de estas asistencias exija. Art. 34 - Se crea en el Ministerio de Educación Nacional el Patronato de Proteccion Escolar...De él formarán parte...el Delegado Nacional del Frente de Juventudes y tres representantes de esta Delegación, ... otro de la Seccion Femenina de Falange Española... Art. 36 - Será órgano propio para el cumplimiento en la esfera universitaria de las funciones de protección sometidas a la dirección del Patronato, el servicio de Protección Escolar de cada Universidad, al que aquel librará las cantidades globales correspondientes que figurarán en el respevtivo presupuesto universitario. Este servicio encomendará al Frente de Juventudes las funciones que de acuerdo con esta Ley le correspondan, que serán ejecutadas por el Sindicato Español Universitario. Art. 37 - ...El Patronato dispondrá: 1 - De las diversas partidas consignadas con tal objeto en el pres upuesto anual ordinario del Ministerio de Educación Nacional. La s cantidades presupuestadas habrán de permitir como mínimo, aparte del sostenimiento y funcionamiento de las atenciones previstas en esta Ley y sin perjuicio de las cantidades actualmente consignadas para la protección de huérfanos y familias

de Caidos en la Cruzada, la concesión de becas a un cinco por ciento de los alumnos de todos los centros oficiales y reconocidos de enseñanza. 11 - De los remanentes que al fimalizar el ejercicio economico existan en las partidas a que hace r ferencia el número anterior. Estos remanentes serán librados en firme...111 - De las aportaciones que, bajo cualquier forma y concepto... se ordenen por el Ministerio... IV - De las aportaciones que, bajo cualquier forma y concepto... se efectuen por Autoridades, Centros, Corporaciones, Entidades, Asociaciones, oficiales o privadas, o por particulares"

O. 9 Marzo 1945, B. del 10. Sobre oposiciones de maestros: 4 - "habrán de adquirir la capacitación de las disciplinas encomendadas al Frente de Juventudes por la Ley de 6 Diciembre 1940, así como las enseñanzas dispuestas por las Escuelas del Hogar de la Sección Femenina de Falange Española...conforme a las normas que dicte el Frente de Juventudes y la Sección Femenina de Falange Española...Dicho curso tendrá caracter eliminatorio y sin su aprobación no podrán los opositores dar comienzo a la realización de las prácticas a que se refiere el número siguiente. .. Simultaneamente se incluirá la expl icación de las lecciones de educación politica, física y premilitar si se trata de maestros y las de educación politica, física y escuela del hogar en lo que afecte a las maestras, que serán redactadas por la Delegación Nacional del Frente de Juventudes y la Sección Femenina, respectivamente. Los aprobados obtendrán el título definitivo de Instructores elementales del Frente de Juventudes, quedando eliminados de la oposición aquellos que no obtengan este diploma. 7 - Para juzgar los dos primeros ejercicios serán constituidos los Tribunales... y un maestro nacional, Oficial Instructor del Frente de Juventudes, que actuará de secretario"

O. 12 Marzo 1945, B. del 16. Sobre oposiciones de maestros. La instancia para opos itar se deberá presentar "acompañando los siguientes documentos: d) - Certificado de adhesión al glorioso Movimiento na cional, expedido por la Jefatura Provincial de Falange Española. h) - Los ~~mmmmmm~~ excombatientes y excautivos con certificación expedida por las Delegaciones provinciales de Falange Española. k) - El haber prestado servicios en el Frente de Juventudes y Sección Femenina lo acreditarán mediante certificaciones expedidas por las Delegaciones Nacionales respectivas, que han de acompañar a su documentación"

O. 31 Marzo 1945, B. del 9 Abril. "A fin de armonizar en todos los sectores cientificos la tarea encomendada al S.E.U. unificando la actuación del profesorado español y de dicho Sindicato, conforme a los principios que el Nuevo Estado consagró a través de la L ey de Ordenación Universitaria, este Ministerio ha resuelto que en las Juntas de Profesores de los Centros superiores dependientes de esta Direccion General, tenga representación el S.E.U."

O. 4 Junio 1945, B. del 6, sobre Oposiciones. "3 - Los Tribunales darán cumplimiento a lo dispuesto en el párrafo octavo de la Orden de 12 Marzo, haciendo pública y remitiendo a esta Dirección General propuestas de los opositores que podrán realizar los cursos en el Frente de Juventudes...5 - Los opositores ...perderán todo derecho aquellos que una vez aprobados dichos ejercicios no puedan realizar, cualquiera que sea la causa, los cur sos del Frente de Juventudes"

Ley Basica de Educación Prima ria 17 Julio 1945, B. del 18.
Art. 1 Obgeto de la Ley:"c) - Infundir en el espiritu del alumno el amor y la idea del servicio a la patria, de acuerdo con los principios inspiradores del Movimiento
Art. 6 - Formación del espiritu nacional - Es misión de la educación primaria, mediante una disciplina rigurosa, conseguir un espiritu nacional fuerte y unido e instalar en al alma de las futuras generaciones la alegria y el orgullo de la patria, de acuerdo con las normas del Movimiento y sus organismos.
Art. 48 - Los libros de uso escolar en todas las escuelas españolas habrán de ser aprobados por el Ministerio de Educa ción Nacional...Los que tiendan a la formación del espititu nacional habrán de ser aprobados por los organismos competentes.
Art. 57 - Serán deberes y derechos del magisterio...Segundo: Cooperar con la familia, la Iglesia, las instituciones del Estado y las del Movimiento en la educación primaria. ... Con el Frente de Juventudes y la Sección Femenina prestando eficaz colaboración a la obra que estas instituciones realizan.
Art. 72 - El ingreso en el magisterio nacional se verificará mediante oposición... d) - Los tribunales distintos para cada sexo se compondrán de seis miembros,...dos de los cuales serán nombrados a propuesta de los organismos del Movimiento; el mas moderno actuará de secretario.
Art. 84 - Inspectores extraordinarios y especiales... El personal inspector nombrado por las instituciones del Movimiento, en lo que se refiere a la formación del espiritu nacional, disfrutará esta misma consideración.
Art. 105 - Un Decreto especial determinará las relaciones de las distintas Delegaciones y servicios del Movimiento con la educación primaria."

O. 28 Julio 1945, B. del 17 Agosto. Oposiciones de maestros. "La oposición comenzará

... Primer ejercicio, dividido en dos partes...b) Formación del espiritu nacional: Histori de España y principios doctrinales del Movimiento"

O. 27 Ma rzo 1946, B. del 30. Oposiciones de maestros. "2 - Los que no realizaron o no hubiesen obtenido la aptitud en el curso del Frente de Juventudes o Sección Femenina quedarán obligados ineludiblemente a repetirlo...Por las Delegaciones del Frente de Juventudes y Seccion Femenina se procederá a su realizac ón".

Decreto 17 Enero 1947, B. 17 Enero 1948. Estatuto del Magisterio.
Art. 13 - "Para cada provincia se nombrarán dos Tribunales, uno para cada sexo, integrados por los siguientes miembros: ... tres maestros nacionales, de los cuales dos serán nombrados a propuesta del S.E.M. y del Frente de Juventudes o Sección Femenina, actuando de secretario el mas moderno del escalafón"
Art. 20 - "Son requisitos indispensables para tomar parte en las oposiciones a ingreso en el magisterio: d) Acreditar encontrarse en posesión del título de Instructor elemental del Frente de Juventudes o de Instructora de Escuela del Hogar de la Sección Femenina."
Art. 41 - "Para la provision de las escuelas rurales...acrediten haber prestado colaboración al Frente de Juventudes o a la Sección Femen ina"
Art. 223 - "En cada capital de Distrito Universitario habrá dos Teibunales, uno para cada sexo, compuestos .... y dos Directores de grupo escolar, por oposición, propuestos por S.E.M. y Frente de Juventudes o Sección Femenina, actuando como secretario el de menor edad".
Art. 233 - El Consejo Provincial de Educación Nacional..."Estará constituido por... el Jefe del S.E.M., un representante del Frente de Juventudes y una de la Sección Femenina..
AArt. 235 - "Cuando se solicite reconocimiento de méritos por los apartados b) -licencias- y e) -escuelas rurales-, se tramita rá por la Delegación Provincial de la Sección Femenina o Frente de Juventudes, la cual lo remitirá a la Jefatura Provincial del Movimiento, y esta a la Delegación Nacional respectiva, que ha de resolver en todo caso. En la resolución que recaiga quedará determinada concretamente la puntuación que se otorgue y el detalle de las actividades que lo justifiquen"
Art. 236 - "La Comisión Permanente estará formada por ...el Jefe del S.E.M., los representantes del Frente de Juventudes y de la Sección Femenina..."
Art. 244 - La Junta Municipal de Enseñanza "Estará integrada por los siguientes miembros: ...un represemtante del S.E.M., otro del Frente de Juventudes y otra de la Sección Femenina".
Art. 246 - "En cada Junta funcionará una Comisión Permanente de Enseñanza Primaria compuesta por el Alcalde, como Presidente, el eclesiastico, y los tres representantes de los organismos de Falange Española".

O. 2 Febrero 1948, B. del 3 Mayo.
"1 - Se declaran sometidos a la Direccion General de Enseñanza Primaria todos los establecimientos docentes y enseñanzas de caracter privado o no estatal, que no estén comprendidos en algunos de los siguientes casos de excepción:
A) - Preparacion para ingreso en escuelas especiales...
B) - Los que hayan sido obgeto de otra reglamentación especial...
C) - Los de enseñanza de un oficio o profesion de tipo artistico o industrial.
D) - La preparación de oposiciones...
2 - Las enseñanzas y centros a que se refiere el número anterior necesitarán autorizacion oficial para su funcionamiento...
3 - La vigilancia de la actividad docente de los Establecimientos corresponde a la Inspección de Enseñanza Primaria..."

Examinadas un millar
Extractadas un ciento exato
Referidas a instrucción en todos sus grados
Paris Agosto 1949

Disposiciones contenidas bajo el epigrafe "Instruccion Publica" en el diccionario

(Complementarias de las contenidas en el epigrafe "Instrucción Primaria")

Decreto de 21 Noviembre 1937, B. del 23. Estatutos del Sindicato Español Universitario "Se aprueban los Estatutos del S.E.U. de F.E.
2 - Hasta que el Mando nacional del Movimiento decida cual ha de ser la bandera sindical se usará provisionalmente una bandera negra con el emblema nordado en las dos caras del paño.
4 - Son a filiados honorarios los que...sean nombrados con tal caracter por el Jefe Nacional del S.E.U.
9 - Para ser considerado como afil iado numerario será preciso suscribir la fórmula de adhesión que la Jefatura Nacional determine.
10 - No podrá ser dado de baja ningún afiliado sin la autorización del Jefe nacional del S.E.U.
12 - Delegados de Curso: Serán nombrados por el Jefe Local.
13 - Estos Delegados de Curso unidos forman la Junta del Sindicato de la Facultad.
15 - Al frente del Sindicato de Facultad existirá un Delegado nombrado por el Jefe local
17 - La Jefatura Nacional nombrará para cada Provincia un Jefe.
18 - Este asu vez designará un Secretario y un Tesorero.
19 - Los Jefes provinciales nombrarán a los Jefes locales.
23 - En las capitales donde existe Universidad se designará un Jefe para todas las provincias que compongan el Distrito Universitario cuando lo crea necesario el Jefe Nacional del S.E.U.
25 - Todos los Delegados de facultad, escuela, instituto, biblioteca, deportes, prensa, propaganda, seccion femenina, secretario, tesorero y delegados de secciones, forman la Junta Sindical
28 - Formaran la Junta del Distrito Universitario: el Jefe del mismo, los Jefes provinciales, la Seccion Femenina, y dos Delegados de Sindicato de facultad, designados por el Jefe de Distrito.
29 - El Jefe Nacional del S.E.U. designará al Secretario General.
30 - El Jefe Nacional del S.E.U. designará un Inspector Nacional.
31 - El Consejo Na cional del S.E.U. estará formado por el Jefe Nacional, Secretario General, Inspéector Nacional, Delegados Na cionales de los Servicios del Sindicato, Jefes de los Distritos Universitarios, Delegada Nacional de la Seccion Femenina, y veinte afilia dos designados por la Jefatura Nacional.
34 - La Junta Consultiva es la representacion permanente del Consejo Nacional; estará formada por el Secretario General, Inspector Nacional, Un Jefe de Distrito Universitario designado por el Jefe Nacional, Delegada Nacional de la Seccion Femenina, cinco consejeros nacionales designados por el Jefe Nacional y cuatro designados por el Consejo Nacional
35 - L a Jefatura Nacional designará al Presidente y este a su vez al Vicepresidente y al Secretario.
36 - La Junta Consultiva Nacional, para reunirse, ha de ser convocada por su Presidente o por el Jefe nacional del S:E:U:
38 - El Jefe Nacional del S.E.U. es su única autoridad. Serán misiones esenciales suyas: A) Representar...B) Dirigir... C) Delegar D) Presidir...E) Destituir y nombrar todos los cargos del Sindicato.
39 - El Jefe Nacional del S.E.U. será nombrado por el Jefe Nacional del Movimiento.
47 - La interpretacion de los Estatutos corresponde por entero a la Jefatura Nacional del S.E.U.
Transitorio - Las fechas y plazos de reunión que se fijan en el presente Reglamento de los organismos del S.E.U. podrán ser cambiadas por otras...a juicio del Jefe Nacional del S.E.U. y del Delegado Nacional de F.E."

Instrucciones de 22 Noviembre 1937, B. del 25, sobre Colocacion de alumnos necesitados. "3 - ~~Damos~~ Se dará oreferencia a los hijos procedentes de familias militares o civiles que hayan hecho meritos en la Cruzada nacional o sufrido gravemente las consecuencias de la guerra, reservandose hasta el cincuenta por ciento de las vacantes a los huerfanos de la campaña o de los asesinados por las hordas marxistas"

O. 8 Abril 1938, B. del 11: "1 - Todos los cursos para extranjeros que hayan de celebrarse en España por centros culturales, oficiales o particulares, con caracter público, serán organizados exclusivamente por este Ministerio"

O. 28 Septiembre 1939, B. del 2 Octubre: "Se declaran nulos los titulos academicos y profesionales expedidos desde 18 Julio 1936 a 1 Abril 1939 en zona no liberada a la fecha de su expedición. 4 - Son así mismo nulas las resoluciones del Ministerio rojo sobre incorporación a nuestros Centros o convalidación en España de estudios hechos o títulos obtenidos en país extranjero"

O. 18 Enero 1940. Relaciones de Falange Española con los centros docentes. "Con fecha 20 Septiembre 1939 fué suscrita por el Ministro de este Departamento, conjuntamente con el Delegado Nacional de Organizaciones juveniles de Falabge Española, una circular encominada a reglamentar la colaboración que debe existir entre aquellos organismos, tanto administrativos como politicos, que atienden a la formación de los muchachos españoles, y que hacía referencia a la misión que, Delegados y Regidores provinciales de la Organizacion juvenil, debian cumplir...La Delegación Nacional de la referida Organización dispuso las normas que estimó oportunas...Corresponde, a su vez, a este Ministerio dictar, en analogo sentido, las ordenes necesarias a las autoridades y organismos de su dependencia...Este Ministerio se ha servido disponer lo siguiente: Los Delegados y Regidores Provinciales de la Organización juvenil de Falange Española pueden solicitar de los Directores de todos los centros docentes de enseñanza primaria y media de España, tanto públicos como privados, el q e trimestralmente les sea enviado un informe de la conducta y aplicación que observan los alumnos afiliados a la Organización Juvenil. 2 - Se concederá vacación a los alumnos...según en cada caso se acuerde entre los Directores de los Centros docentes y la Jerarquias de la Organización Juvenil"

Ley de 13 Agosto 1940, B. del 4 Septiembre. Consejo Nacional de Educación. Art. 5 - "Tambien habrá consejeros representantes de..Falange Española. Art. 7 - La Comisión Permamente estará compuesta por...Falange Española..."

O. de 27 Septiembre 1940, B. del 1 Octubre: "...el Decreto de 7 Octubre 1937 relarivo a la prestación del obligado servicio social, indispensable para el despacho de la expedición de los títulos que habilitan para el ejercucio de cualquier carrera o profesión. ...Esta Subsecretaría ha resuelto: Que por ninfun Centro se de curso a los expedientes incoados para la expedición de los referidos títulos, si no se acompaña el certificado de cumplimiento o el de exención del servicio social, expedidos por los Delegados Provinciale de Auxilio Social de Falange Española, que deberá llevar el visto bueno del Delegado Nacional, según se determina en el art. 5 del mencionado precepto"

O. 16 Octubre 1941, B. del 18 Octubre. "La Ley de 6 Diciembre 1940 en su art. 10 determina que, todos los alumnos de Primera y Segunda Enseñanza, tanto oficial como privada, formarán parte del Frente de Juventudes, bajo el principio de la obligatoriedad de la formación política de la juventud, integrada en una gran unidad nacional desde su mas temprana edad. En sus art.s 7 y 8 se especifican las funciones que al Frente de Juventudes están encomendadas, determinandose en primer lugar la educación politica en el espiritu y doctrina de Falange Española.../ la educación premilitar para la rama masculina ..y la de iniciación en el hogar para la femenina: 1 -...quedarán establecidas en todos los Centros de primera y segunda enseñanza, oficial y privada, la disciplina de Educacion politica, fisica y deportiva, conforme a las normas y programas que dicte periodicamente la Delegacion Nacional del Frente de Juventudes, y las de iniciación en las Enseñanzas del hogar bajo la inspiración de la Seccion Femenina de Falange Española. 2 - Esta formación habrá de hacerse por medio de Instructores designados por el Frente de Juventudes... 3 - Los Directores de los Centros y los maestros se pondrán de acuerdo con los representantes del Frente de Juventudes para la fijación de horario...4 - La inspeccion...y la vigilancia de las consignas del Frente de Juventudes compete en todo caso a este...5 - Los Centros de primera y segunda enseñanza, tanto oficiales como privados, darán toda clase de facilidades para que la inspeccion y vigilancia del Frente de Juventudes pueda ser ejercida eficazmente. 6 - Las competiciones y concursos deportivos entre Colegios y Centros de enseñanza solo podrán ser organizados por las Delegaciones de Deportes del Frente de Juventudes. 7 - La educación premilitar se dará de acuerdo con las normas que dicte la Milicia de Falange Española"

O. 18 Noviembre 1942, B. del 19. "1 - El 20 de Noviembre de todos los años se dará en los centros docentes dependientes de este Departamento una lección acerca de la muerte de José Antonio"

O. 20 Septiembre 1943, B. del 23."Art. 37...Serán faltas muy graves:...La exposición tendenciosa de doctrinas contrarias al dogma, la moral y al sentido de patria o al régimen Art. 38 - Las sanciones...principales son:...Por faltas graves: Multa...suspension... reprension...Propuesta de despido. Art. 39 - La s sanciones que en el orden laboral puedan imponerse se entienden sin perjuicio de pasar el tanto de culpa a los Tribunales cuando la falta cometida pueda constituir delito, o de dar cuenta a las autoridades gubernativas si procediese. Art. 41...Las sanciones por faltas graves que imponga el Centro de enseñanza serán recurribles ante la magistratura del trabajo"

Tomado del enunciado de "Institutos"

Decreto de 8 Diciembre 1937, B. del mismo día. "6 - Con posterioridad a la sesión solemne del seis de Enero será recibido solemnemente también y en la forma que se determine, el juramento de fidelidad de cada Academia al Jefe del Estado y al régimen nacional que acaudilla.

O. 7 Julio 1938, B. del 12. "Exije, sin embargo, en los libros de texto, un nivel de calidad pedagogica, cientifica y politica, que responda a los ideales del Nuevo Estado ...1 - Queda constituida en el Ministerio de Educación Nacional la Comisión dictaminadora de los libros de texto para la Segunda Enseñanza. 3 - Para que un libro de texto pueda ser utilizado en los Establecimientos de Segunda Ebseñanza, tanto privados como oficiales es necesario que haya obtenido dictamen favorable de dicha Comisión"

Decreto 20 Septiembre 1938, B. del 23. Establece la Inspeccion del Estado en la Enseñanza Media, oficial y privada. "Art. 1 c) - La selección se hará teniendo en cuenta los méritos profesionales del concursante, su reconocida adhesión a la doctrina del Movimiento Nacional y con un criterio de confianza que en él debe depositar el Ministerio. Art. 5 - Serán funciones de la Inspección: a) Cuidar de que las enseñanzas sean desenvueltas en armonía con los principios inspiradores del Movimiento Nacional"

Ley de 20 Septiembre 1938, B. del 23. Reforma de la Segunda Enseñanza. "Se trata de poner de manifiesto...la categoría superior, universalista de nuestro espiritu imperial, de la Hispanidad, según concepto felicisimo de Ramiro de Maeztu." Exije "en los libros de texto un nivel de calidad pedagogica, cientifica y politica, que responda a los ideales del Nuevo Estado". Base V. Libros de texto. "Los libros docentes no podrán ser utilizados como textos por los Establecimientos de enseñanza, tanto del Estado como privados, sin que previamente hayan obtenido dictamen favorable de la Comision especial designada por el Ministerio de Educación Nacional, constituida para tal objeto, quien así mismo fijará el precio al que deberá ser vendido el libro para el público".

Anuncio de 21 Octubre 1938, B. del 1 Noviembre. Contiene la relacion de libros de segunda enseñanza aprobados y sus precios.

Segunda relacion de libros de texto aprobados. Anuncio de 4 Noviembre 1938, B. del 8.

Tercera relacion. Anuncio 29 Diciembre 1938, B. del 6 Enero 1939.

Cuarta relación. Anuncio 25 Enero 1939, B. del31.

O. 14 Abril 1939, B. del 8. Aprueba los cuestionarios para el nuevo plan de enseñanza. Es muy extenso. Del mismo tomamos algunas líneas.
"Cuestionario de Geografía e Historia. Primer Curso...La guerra de sucesión: Gibraltar, despojo realizado por Inglaterra, enemiga de España en el mar...Las guerras civiles del siglo XIX. Su significación de repulsión del liberalismo....Don Miguel Primo de Rivera. Patriotismo, orden, autoridad, conquista del Norte de Africa. La segunda republica. Su politica antinacional y anticatolica. los separatismos desmembradores de la patria. La invasión extranjera marxista y bolchevique. El movimiento nacional. Sus orígenes. Sus hombres. Su justificación historica. Su significado patriotico, moral y religioso." "Segundo Curso...Ca rlos III. Guerra contra Inglaterra. Buena administración material. Nefastas influencias francesas, enciclopedistas y mas onicas en los Ministros y minorias dirigentes...El General Primo de Rivera: gobierno de retorno a los principios de autoridad, orden y antiparlamentarismo...Los pseudo intelectuales despechados, la masonería y los financieros judios internacionales, hacen caer a la monarquía. La segunda Republica Ses desastres, sus desordenes, suscrímenes. El Movimiento Nacional. Franco. España recobra su ser historico. " "Tercer curso...Le revvolución inglesa. Su caracter hipocritamente puritano y tiranicamente anticatolico...Colonizaciones holandesa e inglesa. Su sentido materialista, comercial, maritimo, de factoría y explotación de pueblos inferiores... Independencia de America Española y del Brasil. Sus causas. Debilitación de la Metropoli. Influencias masonicas y enciclopedistas. Politica antiespañola de Inglaterra...El imperio inglés. Su caracter egoista de explotador de pueblos inferiores. La agresión a los boers. Las verguenzas de la India. Sentido materialista, comercial y financiero. Inestabilidad actual del Imperio Britanico... Los Estados Unidos de Norte-America. Sentido materialista e inferior de la civilización norteamericana. Falta de fundamento y de unidad moral. Inmoralidad financiera. Su agresión injusta a España y a los paises hispano-americanos. Nicaragua. Haiti. Superioridad moral de Hispano-America sobre Norte-America. La guerra europea. Sus causas lejanas. La materialización de Europa como consecuencia del racionalismo y la Reforma. La profecía del Sylabus. Necesidad de una renovación fundamental de la civilización europea, hoy en un callejón sin salida. España y su misión ejemplar."Cuarto Curso -...Rumbos de la cultura y de la civilización en el siglo XX.

Consecuencias de la Gran Guerra. El falso pacifismo democratico. El comunismo. Su materialismo, su rebajamiento antihumano del hombre en máquina. El fascismo. Su sentido nacional, espiritual, historico, dignificador de la persona humana" (el subrayado es nuestro). "Quinto Curso. Sentido teológico de la hispanida d...En la conquista del Norte de Africa impulsada por el Rey Don Alfonso XIII, se forja el magnifico ejercito africano, que bajo el mando del General Franco, habia después de triunfar del bolchevismo. Gobierno del General Primo de Rivera. Su popularidad. Su sentido de vuelta a lo tradicional español y contrario al parlamentarismo...Obra de Calvo Sotelo...La conjuracion masonico-judaica internacional. Los pseudo intelectuales ambiciosos y despechados. Quinquenio republicano. Sentido anticatolico, antimilitarista y antiespañolista de la Republica. La quema de conventos. Persecución de la enseñanza religiosa. Vejaciones al ejercito. España entregada à la masonería, a la internacional socialista y al Komintern. Los crímenes de la Republica. El asesinato de Calvo Sotelo. El 18 de Julio de 1936. Guerra de salvación. El glorioso Movimiento Nacional. Sus origenes. Sus hombres representativos. Josê Antonio Primo de Rivera. Josê Ca lvo Sotelo. Victor Pradera. Ra miro de Maeztu. Sus héroes y sus mártires. Crímenes, asesinatos, robos, pillaje, sacrilegio de los rojos. Franco, salvador de la patria...La generación del 98. Su pesimismo y su europeismo antiespañol.... Séptimo Curso. Fundamentos politicos y espirituales del imperio español...Espiritualidad de España y materialismo europeo... Valor de la hispanidad. Superioridad de nuestro espiritu imperial. Universalidad de los ideales y principios que integran la hispanidad. La hispanidad creadora de civilización. La hispa nidad en misión cultural. La hispanidad defensora de la verdadera civilización. Potente resurgimiento de los ideales imperiales y de la hispanidadd. - Instrucciones metodologica s para la ens ñanza de la historia.... Se harán oportunas aplicaciones al glorioso Movimiento Nacional y a la formación de la Nueva España, defensora de la verdadera civilización que es la Cristiandad...Sexto curso. La España Imperial en los descubrimientos geograficos...La España imperial como hogar de estudios y empresas geograficas"

Quinta relacion de libros. Anuncio 14 Marzo 1939, B. del 21.

O. 4 Julio 1939, B. del 9. Convalidacion de examanes de alumnos en la España roja. "la O. de 9 Septiembre 1938 establecia convotatorias excepcionales en las que los escolares que hubieran sufrido examenes en la España no liberada bajo el dominio rojo, pudieran convalidar estos examenes, por sí nulos y sin efecto, como todas las actuaciones oficiales de la España marxista"

Anuncio 27 Octubre 1939, B. del 31. Libros aprobados.

Anuncio 4 Noviembre 1939, B. del 5. Libros aprobados.

Anuncio 18 Noviembre 1939, B. del 20. Libros aprobados.

O. 16 Diciembre 1939, B. del 20: "Hasta el 31 Marzo 1940 se podrán presentar en el Registro general del Ministerio los manuscritos de las obras presentadas a dictamen...Dura n te los meses de abril, mayo y junio la Comisión emitirà sus dictamenes...El dia 15 de Septiembre se cerrará el plazo de admisión de los ejemplares completamente impresos...Fijados por la Comisión los precios de las obras, se publicarán las listas..."

Libros aprobados: Anuncios de 18 Diciembre y 30 Diciembre 1939.

O. 17 Febrero 1940, B. del 22. Matricula de maestros. "2 - Al efectuar la matricula habrán de aportar los siguientes documentos:...d) Informes de las autoridades respecto a la conducta moral y politica, y de adhesión al Movimiento"

O. 8 Mayo 1940, B. del 11. Maestros cursillistas. "1 - A partir de la fecha de la publicación de esta Orden...cuantos se crean en condiciones de presentar una instancia ...acompañaran toda la documentación demostrativa de su condición...ques se haga constar sus antecedentes politicos y su actuación durante el glorioso Movimiento Nacional. 2 - Todos aquellos que no presenten....se considerará que renuncian a su condición"

Acuerdo 17 Julio 1940, B. del 20. Libros aprobados.

O. 10 Septiembre 1940, B. del 17. Libros aprobados.

Acuerdo 15 Octubre 1940, B. del 20. Libros aprobados.

Anuncio 7 Octubre 1940, B. del 10."Becas en favor de alumnos de brillante aprovechamie to incluidos en los perjuicios de la pasada guerra de liberación, con preferencia especial para los huerfanos de padre y madre, o de cualquiera de elos, caidos en la Cruzada de liberación"

O. 31 Octubre 1940, B. del 6 Noviembre. Normas. " 2 - b) Educación patrioti ca - Aparte de los actos en que actúen las organizaciones de Falange Española , los institu

tos pondrán singular esmero en exaltar el sentimiento patriotico. e) La educación fisica y el ejercicio de los deportes son parte del programa educativo a que aspira el Nuevo Estado. Se atribuye esta función a organizaciones juveniles de Falange Española. 8 - Deberán por ello los Directores de Institutos dirigirse a la Junta Central de Escuelas del Hogar en la enseñanza media, con el fin de que, de acuerdo con las organizacio es femeninas de Falange Española elaboren el plan de estos estudios adaptados a los matices de cada región"

Libros aprobados. A uncio 28 Enero 1941, B. del 4 Febrero.

O. de 5 Marzo 1941, B. del 7 Abril, Bases de trabajo del profesorado. "Visto el proyecto de Bases...concertadas, de una parte, por dos representantes del Servicio Español del Profesorado de Enseñanza Media de Falange Española al que está incorporado el Colegio Oficial de Doctores y Licenciados, y de la otra por dos representantes de los Colegios de Enseñanza Media...Este Ministerio ha dispuesto: 1) Aprobar integramente las 18 primeras bases acordadas por unanimidad entre los representantes de los servicios de cultura de Falange Española y de los Colegios de Enseñanza Media autorizados. 2) Aprobar así mismo las Bases n/s 19 y 20..."

O. 8 Mayo 1941, B. del 15. Aprobación de libros.

O. 9 Mayo 1941, B. del 15: "Queda disuelta la Comision dictaminadora de libros de texto para la Segunda Enseñanza pasando sus funciones a depender del Consejo Nacional de Educación"

O. 30 Junio 1941. B. del 14 Agosto. Escuelas del Hogar: "2 - El nombramiento del perspnal será realizado por el Ministerio, a propuesta de la Sección Femenina de Falange Española. 5 - Los gastos que se produzcan por personal y material se cargarán al Cap. 3 art. 4, grupo 2, concepto 5, subconcepto 1 del vigente presupuesto de gastos de Este Departamento (Educación Nacional)"

O. 6 Agosto 1941, B. del 12. Vigencia de libros de texto aprobados.

Anuncio de 22 Octubre 1941, B. del 25. Libros aprobados.

Anuncio de 14 Febrero 1942, B. del 22. Libros aprobados.

O. 7 Septiembre 1942, B. del 20. Prorroga de vigencia de libros aprobados.

Decreto 21 Septiembre 1942, B. del 2 Octubre. Escuelas Nacionales de Bellas Artes. "Art. 15 - La provisión de las catedras y auxiliarías de todas las escuelas de Bellas Artes se realizará mediante concurso-oposición. La concurrencia a este concurso-oposicion será libre entre artistas y especialistas españoles, mayores de edad , no incapacitados para el ejercicio de cargos públicos y que acrediten su adhesión al Nuevo Estado".

O. 28 Septiembre 1942, B. del 4 Octubre. Profesorado. "7 - Los profesores de educacion fisica se designarán de acuerdo con el Frente de Juventudes... 8 - Todos los nombrados exhibirán, en el acto de la toma de posesión, certificados expedidos por Falange Español por los que se compruebe su total y absoluta adhesión al nuevo Estado (se refiere a todos los profesores de Institutos de España)".

O. 29 Octubre 1942, B. del 5 Noviembre. Concurso de maestros. "3 - Para la resolucion del concurso se tendran en cuenta: a) Servicios prestados o que se estén prestando a la causa nacional"

O. 10 Diciembre 1942, B. 23 Febrero 1943. "Para el mejor desarrollo de la Ley de 6 Diciembre 1940 fundacional del Frente de Juventudes, y para la debida agrupación y encuadramiento de sus afiliados, vengo en disponer lo que sigue:
1 - El S.E.U. agrupará a los estudiantes oficiales y libres de las Universidades, Centros de Enseñanza Superior y Asimilables, cualquiera que sea su edad y sexo.
2 - (Relaciona todas las facultades, escuelas especiales, escuelas profesionales y escuelas técnicas).
2 - Estarán comprendidos en la seccion de Centros de Enseñanza todos los escolares que cursen sus estudios en centros de enseñanza elemental y secundaria, entendiendose por tales (Se enumeran todos).
3 - La Seccion de Centros de Trabajo estará compuesta por los camaradas que trabajen en cualquier rama de la industria y el comercio comprendidos entre doce y veintiun años y de aquellos que cursen estudios de aprendizaje en la Escuela de Artesanía, Elementales de Trabajo, Artes y Oficios y cualquier otro centro de aprendizaje dependientes tanto del Estado como de Falange Española, como de Corporaciones, Empresas o Instituciones particulares. La seccion rural encuadrará a la juventud trabajadora del campo comprendida entre las edades de catorce a veintiun años.

4 - La seccion femenina del Frente de Juventudes agrupará a toda la juventud femenina comprendida en las edades de siete a diez y siete años que asistan a centros de enseñanza o de trabajo...
7 - Los Jefes de Distrito Universitario recibirán directamente deñ Jefe Nacional del S.E.U. las órdenes, consignas y normas...
8 - Los Jefes de Distrito Universitario mantendrán...en todo momento las normas dictadas por la Delegacion Nacional del Frente de Juventudes...en lo que respecta a la politica general y formación de la juventud, y muy especialmente en cuanto se relacione con el encuadramiento y las misiones de las Falanges Juveniles de Franco.
11 - Los presupuestos del Frente de Juventudes incluirán los del S.E.U."

O. 9 Marzo 1943, B. del 12. Escuelas del Hogar. "Por O.M. de 30 Junio 1941 se ha reglamentado la creación oficial de las Escuelas del Hogar en los Institutos Nacionales Femeninos de Enseñanza Media...2 - La Seccion Femenina de Falange Española al formular propuestas de creación de escuelas del Hogar en los Institutos femeninos, concretará, en vista de la importancia y de la matricula del Centro la plantilla que corresponde aplicar.
3 - El nombramiento del personal continuará siendo facultad de este Ministerio a propuesta de la Seccion Femenina de Falange Española.
5 - Los gastos que se produzcan por personal y material se cargarán al...pres upuesto vigente..."

O. 6 Agosto 1943, B. del 9. Estatuto de Enseñanza de Guinea. "En el orden politico procura crear en el indigena una conciencia patriotica, difundiendo el idioma y virtudes de la raza hispana...y consiguiendo de este modo la adhesion perfecta con España y con los ideales de la hispanidad....cappaces de adaptar su vida a los sistemas de nuestra organi zacion social...Su fin principal es l ograr la extensión de la lengua española como medio seguro de incorporación a nuestros ideales...La purida d y españolismo en los conceptos e ideas, así como el lenguage sencillo y adaptado, será n las esenciales caracteristicas de estos textos escolares"

O. 3 Septiembre 1943, B. del 7. Prorroga de vigencia de libros de texto.

O. 26 Abril 1944, B. del 4 Mayo: "En aquellos centros de enseñanza media en los que se hayan desarrollado este curso las enseñanzas del Frente de Juventudes, se puede realizar pruebas de dichas materias según el programa publicado por la Delegación Nacional del Frente de Juventudes"

O. 11 Agosto 1944, B. del 26: "La Seccion Femenina [illegible] de Falange Española tiene encomendada, entre otras funciones, la de formación para el hogar de las mujeres pertenecientes a los centros de educación. En este sentido y como desarrollo de la citada misión, el Ministerio de Educación Nacional publicó las Ordenes por las que se establecían las enseñanzas [illegible] de hogar en los Centros dependientes de las Direcciones de Primera Enseñanza y Enseñanza Media... Conviene establecer una reglamentacion para los centros oficiales y privados de Enseñanza Media...
1 - A partir del curso escolar 1944-45 se declaran obligatorias las disciplinas de Escuelas del Hogar en todos los centros oficiales y privados de Enseñanza Media.
2 - Para la obtención del título de bachiller será necesaria la posesión del certificado de Enseñanzas del Hogar, que se concederá en todos los centros oficiales al final del bachillerato por el Ministerio de Educación Nacional a propuesta de la Sección Femenina.
3 - Los programas y textos para el desarrollo de las Enseñanzas del Hogar serán redactados por la Delegación Nacional de la Sección Femenina, con aprobación del Ministerio de Educación Nacional... Estos programas y textos serán editados por la Sección Femenina y declarados obligatorios en todos los centros oficiales y privados de Enseñanza Media.
4 - El certificado de ens ñanza del Hogar... será condición indispensable en el futuro para formar parte del profesorado...
5 - La Delegacion Nacional de la Seccion Femenina...realizará las inspecciones necesarias en los centros oficiales y privados...
8 - En los casos que se presenten dificultades en la aplicación del horario para el regimen pedagogico en los Centros, los Directores de los mismos acordarán con las Delegaciones Provinciales de la Sección Femenina de Falange Española las modificaciones que consideren oportunas...
9 - Las profesoras de educación física de los Institutos serán incluidas en el cuadro de profesoras del Hogar y nombradas en la misma forma que este.
10 - ...se dará preferencia a las profesoras de educación física que tengan un curso de instructoras en la Seccion Femenina."

O. 5 Diciembre 1944, B. del 1 Enero 1945: "Que los Directores de los Colegios pertenecientes a entidades o particulares extranjeros, remitan...a este Ministerio un ejemplar de cada uno de los libros que utilizan en sus estudios los alumnos, bien como libros de texto, bien como elementos de información"

O. 5 Mayo 1945, B. del 28. "c) - El Tribunal que habrá de juzgar el examen de revalida de Hogar para las alumnas que pertenezcan a la enseñanza no oficial colegiada estará constituido por dos profesoras de la Escuela del Hogar de la Sección Femenina y la Directora del Colegio que actuará de Presidente. En aquellas localidades donde no hubiere escuela del Hogar se formará el Tribunal por dos profesoras de la Escuela del Hogar designadas por la Delegación Nacional de la Sección Femenina y el Director o Directora del Colegio que actuará como presidente del mismo. e) - Las alumnas que cursen sus estudios libremente...celebrandose los examenes en la Escuela del Hogar de la Sección Femenina. f) - A partir del curso 1944-1945... se formará un Tribunal constituido, a ser posible, por un catedratico femenino y dos profesoras nombradas por la Seccion Femenina. h) - No podrá formalizarse el expediente para la expedición del titulo de bachiller sin que por la solicitante se exhiba el diploma de haber verificado la revalida de los estudios de Hogar, diploma que será expedido por la indicada Delegación"

O. 8 Febrero 1946, B. del 21. "Habiendose dispuesto...que para obtener las alumnas el titulo de bachiller han de presentar el certificado de Enseñanza del Hogar.... 1 - En lo sucesivo, en todos los proyectos que se presenten para construccion de Institutos femeninos deberán constar de los locales que figuran en el apartado segundo. 2 - Cada pabellon o departamento destinado a Escuelas del Hogar estará constituido por..."

Examinadas en total unas 3.000 disposiciones
Extractadas en total unas 150
todas referidas a Instrucción en sus diversos grados

Paris Agosto 1949

(Cuarenta disposiciones de caracter general que afectan a Instrucción, extractadas en cuaderno aparte)

Conseil Fédéral Espagnol
du Mouvement Européen

Secrétariat :
11, Avenue Marceau, Paris (16e)

Consejo Federal Español
del Movimiento Europeo

Tél. : KLE 77-77
13-62

I - Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen a réalisé, au cours de l'année 1950, les objectifs suivants :

a) union, en son sein,(en vue de participer à l'action européenne, et d'en propager l'idée dans les milieux espagnols) de personnalités de la vie nationale représentant les principaux courants démocratiques de la Péninsule : socialistes, républicains, monarchistes, catalanes et basques. Ces personnalités appartiennent au Comité directeur :

- Président : Salvador de Mariaga
indépendant
- Vice-Présidents :
Rodolfo LLopis Ferrandiz
ancien Président du Conseil
secrétaire gal du Parti Socialiste
Julio Just Gimeno
républicain de l'Izquierda Republic
Ministre du Gvt de la République
Carlos Pi y Sunyer
de l'Esquerra Republicana de Catalogne - ancien Min.de la Généralité
Juan A. Ansaldo
ancien Attaché à l'Ambassade franquiste de Paris - monarchiste
Manuel de Irujo y Ollo
démocrate-chrétien basque
anc.Ministre de la République
- Secrétaire général :
José-Maria de Lasarte Arana
démocrate-chrétien basque
Ministre de l'Intérieur du Gouvernement d'Euzkadi.

b) participation active à toutes les réunions et manifestations du Mouvement Européen : Conférences de Bruxelles, de Westminster, de Lausanne, de Rome; réunions du Comité Exécutif International, etc...

c) "Journées Européennes" auxquelles assistaien

des personnalités du Mouvement Européen (M.M.Philip, Rettinger, Brugmans, Voisin Bichet, etc...) et qui ont eu lieu les 28, 29 et 30 avril 1950, afin d'envisager la participation de l'Espagne à l'Organisation de l'Europe. Cette manifestation a fait l'objet d'un compte-rendu dans le Bulletin spécial du Mouvement Européen.

2 - Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen estime qu'il a atteint le premier objectif, caractérisé par une prise de contact et de conscience. Il est prêt à passer, dès maintenant, à un autre stade d'étude, d'organisation et de propagande. En voici les points essentiels :

a) préparer une étude sur les principaux problèmes soulevés par la présence d'un régime totalitaire en Espagne; suppression des séquelles de la guerre civile, et démocratisation du pays par l'intégration des peuples d'Espagne à une Europe démocratique unifiée. Cette étude serait soumise et discutée par une Conférence ad hoc, convoquée par le Mouvement Européen.

b) étudier, du point de vue espagnol, les problèmes européens (Plan Schuman, Armée européenne, pool des transports, pool agricole, etc...)

c) organiser, dans tous les pays d'Europe et d'Amérique où résident des Espagnols exilés, des sections locales du Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, chargées de propager les idées européennes, et d'envisager une solution européenne au problème espagnol.

d) parfaire l'adhésion des personnalités représentant les principaux courants démocratiques espagnols, par une contribution active des forces politiques démocratiques elles-mêmes.

e) encourager la création, à l'intérieur de l'Espagne, d'un mouvement de propagande et d'action européenne, indépendant du Conseil Fédéral Espagnol, pour

des raisons d'opportunité politique, mais qui agirait parallèlement et en plein accord avec lui pour tout ce qui concerne les questions essentielles. Des liaisons suivies avec des milieux et des personnalités d'Espagne même, nous permettent d'envisager des résultats positifs et rapides en ce sens.

(Ci-joint document N°..., fixant la position d'un groupe important de professeurs d'Universités de l'intérieur de l'Espagne avec lesquels nous sommes en rapports étroits)

f) édition d'un Bulletin d'Information mensuel, en espagnol, en vue d'encourager et de coordonner l'ensemble de cette action. Ce Bulletin comporterait trois parties :
- Informations sur les réalisations européennes, faites sur le plan des Gouvernements et du Conseil de l'Europe
- Informations sur la vie et l'action du Mouvement Européen;
- Etudes et éditoriaux posant tous les problèmes espagnols envisagés du point de vue européen et de l'intégration de l'Europe.

Ce Bulletin, tiré à 5.000 exemplaires, serait diffusé en France, dans le reste de l'Europe, en Amérique et dans toute l'Espagne.

3 - Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen a prévu pour ce travail un budget minimum oscillant entre 100 et 120.000 francs par mois, et portant sur : bureau, matériel, secrétariat, travaux dactylographiés, Bulletin (tirage et acheminement par la poste). (I)

Les Organisations collaborant au Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen ont accepté de verser, en espèces ou en prestations de services, une somme totale évaluée à 50.000 francs par mois.

4 - En conséquence, pour remplir la tâche qu'il s'est fixée, le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen demande au Bureau Exécutif du Mouvement Européen, après acceptation du Plan de Travail, de lui accorder une subvention mensuelle de 60 à 70.000 francs, afin de parfaire son budget, notamment sur le chapitre des publications.

(I) - Pour la rédaction de ce Bulletin, nous comptons, outre les membres du Comité directeur désignés ci-dessus, sur des personnalités spécialisées dans les question européennes :
- M. Gironella, secrétaire général du Mouvement Socialiste pour les Etats Unis d'Europe;
- M. Rojo, membre du Comité Central du précédent Mouvement;
- M. Thomas, membre du Comité Exécutif de la Confédération Internationale des Syndicats Libres
- M. Landaburu, membre du Comité Central de l'Union Européenne des Fédéralistes;et du Comité Exécutif des Nouvelles Equipes Internationales;

ainsi que de nombreuses autres personnalités politiques espagnoles, et des collaborations anonymes de l'intérieur de l'Espagne.

CARMEN DE GURTUBAY

Garcia

Cuando ustedes esos
datos ya sea favor
de devolverme las cuartillas

Manuel de Irujo

11 Avº Marceau
Kléber 10-77
" 77-77

Délégation Basque
Paris

COMERCIO, INDUSTRIA Y NAVEGACION DE ESPAÑA - Nº 33 - JULIO/AGOSTO 1949

T R A B A J O

DETALLE DE LAS CARGAS SOCIALES, OBLIGATORIAS Y VOLUNTARIAS, A CARGO DE LAS EMPRESAS, Y TANTO POR CIENTO QUE REPRESENTAN SOBRE EL SALARIO

C A R G A S	Año 1948	
	% aparente sobre el salario base	% real sobre el salario base
Cargas obligatorias generales: (1)		
Subsidio familiar	5,00	6,21
Subsidio de vejez	3,00	3,75
Seguro de accidentes	Según profesión	Según profesión
Seguro de enfermedad	2,506	3,44
Domingos remunerados	16,66	17,90
Fiestas no recuperables (diez al año)	"	3,72
Cargas familiares	"	Del 5,50 al 15
Vacaciones retribuídas (ocho días a quince días)	"	3,84
Cuota sindical	1,50	1,90
Cargas obligatorias especiales: (2)		
Seguro de maternidad	1,50	1,90
Seguro contra silicosis	"	6,60
Subsidio por lluvia	"	0,75
Pan	"	16,16
Participación beneficios	"	Del 6 al 10
Desgaste de herramientas	"	1,70
Cargas voluntarias: (3)		
Auxilio de vivienda	"	3,00
Montepío y Caja de pensiones	"	7,32
Economato y Comedores	"	6,50
Subsidio de defunción	"	1,10
Seguro de enfermedad (complementario)	"	1,75
Dote matrimonio	"	0,25
Antigüedad y bienios	"	8,75
Primas de asistencia	"	Del 8 al 30
Estimación de la carga social media en España:		
Para productores industriales y mercantiles	"	95,85

Para todos los productores (inclusive los agrícolas ..... " 68,70

ESTIMACION DEL SALARIO MEDIO NOMINAL EN ESPAÑA

Productor especializado industrial o mercantil ... 20,75 pesetas
Productor sin especialidad, idem id. ..... 15,40 "
Productor agrícola (fijo) ..... 13,85 "

Existen fuertes oscilaciones en el salario de productores agrícolas eventuales, variando, según comarca y faena, de 30 hasta 100 pesetas diarias, manutención inclusive.

---

(1) Aplicables al salario de todos los productores en todas las profesiones.
(2) Aplicables al salario de algunos productores o en ciertas profesiones.
(3) Aplicadas voluntariamente por muchas Empresas en diversas profesiones.

Existen otros gastos anejos al salario, tales como pagas extraordinarias, gratificaciones de julio y Navidad, participación en beneficios, pluses por desgaste de herramientas y primas de asistencia.

T R A B A J O

SALARIOS MEDIOS Y CARGAS SOCIALES, EN DIVERSAS PROFESIONES, PAGADOS POR LAS EMPRESAS

(Datos facilitados por las Cámaras de C.I.y N.)

PROFESIONES	Año 1.936			Año 1.948			
	Salario	Cargas sociales	Total abonado por la Empresa	Salario	Pluses carestía vida (2)	Cargas sociales	Total abonado por la Empresa
Albañiles.- Oficiales	12,97	2,11	15,08	19,23	4,90	17,33	41,46
Peones	9,40	1,75	11,15	12,98	3,40	11,65	28,03
Artes Gráficas.- Cajistas .	14,20	1,78	15,98	23,66	2,00	17,06	42,72
Linotipistas	18,14	2,04	20,18	25,16	3,65	18,26	47,07
Minervistas	14,63	1,77	16,40	22,86	1,25	15,15	39,26
Aserradores mecánicos	12,90	0,76	13,66	26,94	3,60	24,49	55,03
Braceros agrícolas (personal fijo).	5,00	0,22	5,22	13,96	2,27	7,59	23,82
Canteros	11,40	1,60	13,00	19,30	4,08	15,96	39,34
Carpinteros.- Oficiales ...	12,36	0,60	12,96	22,21	2,56	20,04	44,81
Ayudantes ...	9,75	0,50	10,25	16,76	1,95	14,66	33,37
Conserveros.- Especializados .	11,00	0,55	11,55	18,00	»	13,40	31,40
Varones	6,35	0,30	6,65	14,78	»	9,17	23,95
Hembras	3,00	0,11	3,11	8,60	»	5,62	14,22
Costureras.- Oficialas	5,00	0,20	5,20	15,07	2,57	10,23	27,87
Aprendizas adelantadas .	2,10	0,10	2,20	9,16	1,75	6,11	17,02
Curtidores	8,80	0,59	9,39	18,62	»	20,94	39,56
Dependencia mercantil	11,58	0,68	12,26	25,93	3,75	21,88	51,56
Ebanistas.- Oficiales	11,55	0,58	12,13	24,28	3,15	23,15	50,58
Ayudantes	8,70	0,49	9,19	17,21	2,34	15,73	35,28
Electricistas	10,85	0,77	11,62	20,31	3,46	16,20	39,97
Metalúrgicos.-Herreros (oficiales)	12,66	0,60	13,26	21,25	2,75	18,66	42,66
Herreros (peones)	9,50	0,48	9,98	15,53	1,80	13,37	30,70
Ajustadores (1)	12,00	0,70	12,70	21,67	3,00	21,23	45,90
Laminadores (1)	24,00	1,44	25,44	»	»	»	»
Fresadores	11,80	0,59	12,39	21,67	3,00	21,23	45,90
Pulidores	10,60	0,52	11,12	19,45	3,00	18,69	41,14
Remachadores (1)	17,61	0,84	18,45	16,80	»	16,34	33,14
Soldadores	11,00	0,67	11,67	21,67	3,00	21,23	45,90
Torneros	12,50	0,69	13,19	21,67	3,00	21,23	45,90
Peones especializados (1)	11,20	0,57	11,77	»	»	»	»
Mineros.- Barrenistas	10,33	1,46	11,79	18,06	6,75	17,80	42,61
Entibadores	9,05	1,13	10,18	16,80	5,25	16,80	38,85
Picadores	8,66	1,10	9,76	17,54	5,25	18,43	41,25
Vagoneros	7,55	0,98	8,53	14,00	5,25	14,50	33,75
Mozos de almacén	10,00	0,50	10,50	15,10	2,09	12,26	29,45
Obreros portuarios	12,75	4,40	17,15	22,00	7,70	22,31	52,01

Panaderos.-								
Oficiales	de amasadurría .	13,25	0,40	13,65	18,43	2,45	15,00	35,88
	de pala	11,95	0,34	12,29	20,31	2,57	17,48	40,36
Papaleros.-	Oficiales	11,75	0,96	12,71	20,16	3,73	23,35	47,24
	Peones	9,10	0,76	9,86	15,58	3,11	18,25	36,94
Pintores.-	Oficiales 12,00		0,70	12,70	23,56	5,00	20,86	49,42
	Ayudantes	9,35	0,57	9,92	14,66	3,78	13,37	31,81
Textiles.-	Hiladores	10,14	0,75	10,89	16,68	2,74	16,68	36,10
Tejedores	(varones) ...	9,25	0,65	9,90	16,94	2,87	15,54	35,35
	(hembras) ...	4,00	0,23	4,23	12,87	2,10	11,50	26,47
Vidrieros		14,50	0,65	15,15	26,70	5,00	22,25	53,95
Zapateros.-	Oficiales en fábricas	8,00	0,33	8,33	26,05	2,36	10,24	28,80
	en talleres.	9,46	0,50	9,96	17,08	2,43	13,15	32,66

---

(1) Año 1936.- Salarios medios, a destajo, en la industria pesada.

(2) Año 1948.- Los pluses por carestía de vida varían considerablemente, para una misma profesión, según la localidad en que se aplican, y no sólo en su cuantía sino en su efectividad, percibiéndolos el productor en unos sitios y en otros no. Los tipos que en el cuadro se consignan son promedios calculados al único fín de determinar el importe medio total de los salarios, intentándose establecer una compensación entre el haber del productor, de una misma especialidad, que percibe dicho ingreso complementario y el de aquél que no lo disfruta. Los pluses reales, allí donde tienen existencia, representan una cuantía que oscila del veinte hasta el sesenta por ciento, en algunos casos, del salario base.

ALIMENTACION, RACIONAMIENTO Y PRECIOS EN BILBAO EN 1947, INCLUIDOS LOS PRECIOS CLANDESTINOS

(Memoria Comercial de la Cámara Oficial de Comercio, Industria y Navegación de Bilbao, año 1.947)

La proporción por persona de los artículos racionados en los años 1947 y 1946 ha sido la siguiente, para las cartillas de 3ª categoría:

ARTICULOS	CAPITAL		ZONA MINERA		ZONA INDUSTRIAL		ZONA URBANA		ZONA RURAL	
	1947	1946	1947	1946	1947	1946	1947	1.946	1.947	1.946
Aceite..Lt	12,---	5,850	12,---	9,950	12,---	5,950	10,500	3,500	5,250	2,375
Alubias ..Kg	1,950	2,150	6,250	8,500	2,150	1,950	1,---	0,100	--	--
Arroz...íd	3,100	3,800	11,450	15,500	3,100	3,600	1,375	1,025	1,100	0,125
Azúcar...íd	3,700	3,900	4,400	4,800	3,800	3,900	2,300	1,900	2,200	1,800
Bacalao..íd	1,750	1,950	1,950	2,250	1,850	1,750	0,400	0,200	0,200	0,200
Café....íd	0,350	0,150	--	--	0,350	0,150	--	--	--	--
Carne cong. íd	1,200	--	--	--	0,500	--	--	--	--	--
Cons.frutas. íd	0,100	0,300	--	--	--	0,100	--	--	--	--
Chocolate.íd	1,035	1,380	--	--	1,035	1,265	--	--	--	--
Garbanzos.íd	1,925	1,200	9,050	11,500	1,925	1,400	1,---	0,200	0,250	--
Harina..íd	--	0,200	--	--	--	0,200	--	--	--	--
Huevos.Unidad	18,---	3,---	--	--	--	--	--	--	--	--
Jabón...Kg	2,400	1,3000	4,600	4,500	2,400	1,300	2,300	0,900	2,300	0,700
Leg.mond..íd	0,150	0,750	--	0,650	0,150	0,650	--	0,100	--	--
Lentejas..íd	1,250	0,250	8,250	--	1,250	0,250	1,750	--	0,250	--
Mantecas..íd	0,100	0,100	--	0,200	--	--	--	--	--	--
Mantequilla.íd	0,200	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Patatas ..íd	38,---	46,000	44,---	45,---	31,---	48,---	--	6,---	--	--
Purés...íd	--	0,550	--	--	--	0,650	--	0,300	--	0,200
Sopa....íd	0,300	0,700	--	--	0,300	0,700	0,100	0,300	--	0,200
Tocino..íd	0,200	0,050	2,350	1,200	0,200	0,100	--	--	--	--

El racionamiento de pan sufrió en el año 1947, las siguientes variaciones en la ración diaria:

	CATEGORIAS		
	1ª	2ª	3ª
En 1º de Enero de 1947	0,150	0,200	0,250
Desde el 26 de Enero	0,150	0,200	0,350
A partir del 20 de Mayo	0,100	0,150	0,250
Desde 2 de Octubre	0,080	0,100	0,150

:0:

PRECIOS AL POR MENOR DE LOS PRINCIPALES ARTICULOS DE PRIMERA NECESIDAD, DICIEMBRE DE 1947

(Memoria Comercial de la Cámara Oficial de Comercio, Industria y Navegación de Bilbao, año 1.947)

ARTICULOS	Unidad	Precio	Indice	CLANDESTINOS (aproximadamente). Precio	Indice
Aceite	Lit.	9,--	562,5	31,--	1.937,5
Arroz	Kg.	3,50	388,8	18,--	2.000,-
Azúcar	Id.	6,50	393,9	31,--	1.878,7
Bacalao	Id.	11,--	478,2	30,--	1.304,3
Alubia blanca	Id.	6,50	1.000,-	14,--	2.153,8
Lentejas	Id.	5,50	687,5	14,--	1.750,-
Garbanzo nacional ...	Id.	7,--	466,6	24,--	1.714,2
Patatas	Id.	1,10	366,6	3,--	1.000,-
Pasta para sopa	Id.	5,--	500,-	19,--	1.900,-
Café tostado	Id.	37,--	296,-	60,--	480,-
Chocolate 350	gr.	3,50	259,2	11,30	837,-
Merluza	Kg.	15,--	288,4	20,--	384,6
Besugo	Id.	14,--	933,3	14,--	933,3
Pescadilla	Id.	10,--	363,6	10,--	363,6
Sardinas	Id.	8,--	761,9	8,--	761,9
Chicharros	Id.	3,--	375,-	3,--	375,-
Anchoas	Id.	5,--	515,4	5,--	515,4
Bonito en escabeche .	Id.	24,--	800,-	24,--	800,-
Carne	Id.	15,50	645,8	40,--	1.666,6
Tocino	Id.	14,50	517,8	36,--	1.285,7
Manteca	Id.	17,--	531,2	30,--	937,5
Tomate en conserva ..250	gr.	2,50	714,2	2,50	714,2
Vino corriente	Lit.	3,50	437,5	3,50	437,5
Pan	Kg.	2,80	509,-	18,--	3.272,7
Leche	Lit.	1,75	350,-	2,50	500,-
Leche condensada	Bote	5,20	305,8	14,--	823,5
Huevos del país	Doc.	29,50	1.035,-	35,--	1.228,-
Jabón corriente	Kg.	4,50	310,3	7,50	517,2
Alpargatas, tamaño cte.	Par	8,10	540,-	8,10	540,-
Calzado, precio medio.	Id.	140,--	500,-	140,--	500,-
Lienzo	Met.	3,75	340,9	25,--	2.272,7
Traje de caballero ..	Uno	1.000,--	800,-	1.000,--	800,-
Carbón para cocina ..	40 Kg.	11,80	295,-	18,--	450,-
Carbón vegetal	Kg.	0,70	280,-	0,70	280,-
Leña	Id.	0,35	350,-	0,35	350,-
Bujías	Id.	56,--	3.111,1	56,--	3.111,1

Luz	Kw.	1,05	120,6	1,05	120,6
Agua (12 primeros m^3)	m^3	0,41	136,6	0,41	136,6
Gas	Id.	0,65	162,5	0,65	162,5
Alquileres (medio para empleados y obreros)	Mes	106,58	142,1	106,58	142,1
Indice general			539,3		1.034,4

oOo

COTIZACIONES DE LA PESETA Y DEL DOLAR AMERICANO EN 1945 Y EN LA ACTUALIDAD

En 1945

Cambio oficial ..... 10,95 pesetas.

En 1950 Cotizaciones oficiales

Cambio oficial ..... 10,95 "
Turismo, repatriaciones de capital ..... 25,-- "

Operaciones de exportación

Para las exportaciones existen 11 cambios diferentes, cuya escala es como sigue:

	Cotizaciones	Mercancías
1 dólar =	13,140 pesetas	cloruro de potasa, etc.
1 " =	14,235 "	mineral de hierro, etc.
1 " =	15,330 "	anchoas en salazón, etc.
1 " =	16,425 "	aceitunas en verdeo, etc.
1 " =	17,520 "	naranja dulce, etc.
1 " =	19,710 "	Pulpa de membrillo, plomo en lingote, etc.
1 " =	21,900 "	Kieselguhr, aceite de oliva, etc.
1 " =	24,090 "	yeso, etc.
1 " =	25,185 "	licores, etc.
1 " =	26,280 "	perfumería, sal común
1 " =	28,470 "	cerillas, etc.

Operaciones de importación

Para las importaciones la escala comprende 10 tipos, que son los siguientes:

1 dólar =	15,760 pesetas	
1 " =	18,912 "	
1 " =	19,710 "	combustibles líquidos, etc.
1 " =	22,065 "	
1 " =	23,641 "	
1 " =	25,217 "	
1 " =	28,369 "	
1 " =	31,521 "	
1 " =	34,673 "	
1 " =	39,401 "	

oOo

CARMEN DE GURTUBAY

REPORT TO THE BERLIN CULTURAL CONGRESS

ON INTELLECTUAL LIFE IN PRESENT DAY SPAIN

By Carmen de Gurtubay

This is the first time in my life that I have the honour of addressing a gathering of the finest minds of our time. I feel indeed almost overcome with awe and hope you will forgive me if I sound a trifle hesitant and abashed.

My purpose in speaking to-day is to bear witness to what totalitarian rule, imposed upon a highly civilized country, can do to its culture.

General Franco's dictatorship in Spain is now the only remaining genuine Fascist regime in Europe. All the others were swept out of existence by the victory of the United Nations. I shall not ask why, in this single case, Fascism is allowed to stay in power, undisturbed. I shall just expose very briefly some of the consequences of this strange survival.

In all Fascist countries between the two world wars, a rapid decadence in the liberal arts was manifest, as we know. For a time it looked as if Spain, my country, would be saved from that misfortune. A great renascence had taken place at the turn of the century. It resulted in both a revival of the arts, letters and science for which Spain had been famous in the past, and in an awakening of the Spanish people to a sense of their political rights and responsabilities. This was expressed in the rapid growth of democratic ideas in my country. It was so irresistible that in 1931, after municipal election which gave a strong majority to the Republican and Socialist forces, King Alfonso relinquished his throne and left the country.

The Republic was proclaimed without any bloodshed, and greeted by Western states as a younger sister of the French, English and American democracies. Its leaders were liberals, with left and right wing minorities, like in other Western nations. To make my point clearer, let me recall that to the last National Assembly of the Spanish Republic, which numbered 472 members, there were only 14 communists. Such was the Republic which Fascist propaganda labeled "Red". And even to-day many people still refer to "The Reds" when they speak of the Spanish Republicans or Socialists.

There are indeed Spanish "Reds" but they have either joined the Communist Party or are hiding in ambush among the ranks of the Falangist Party.

For Spanish culture, the Advent of the Republic was certainly a blessing. The leaders of the new regime were largely professors, writers and other "intellectuals". The cultural renascence of Spain was in full bloom. It had begun with the great generation of Unamuno, Pio Baroja, Azorin, Valle Inclan, Blasco Ibañez. Then we had other generations turned even more fervently towards modern ideas. It included Ortega y Gasset, the popular writer Blasco Ibañez, Perez de Ayala, Gabriel Miro, Ramon Gomez de la Serra, Madariaga, Araquistain, Garcia Lorca, Juan Ramon Ramirez and innumable others. We had excellent newspapers and magazines, like the Revista de Occidente, Pluma, España, with contributors such as Manuel Azaña, Diez Carredo and Fernando de los Rios, and playwrights such as Benavente,

Arnichos, the Quintoro brothers, Marchina etc..

The Spanish musicians were known all over the world: Albeniz and Granados, Falla, Pablo Casals. We had great historians like Menendez Pidal and scientists like Ramon y Cajal who received the Nobel Prize, and such painters as Picasso and Dali.

Where are those glories to-day? The Spanish genius is still alive, the Spanish inheritance is still there. But in Spain conditions are prevailing that are hopeless indeed for independant thinkers, writers or artists.

Where is Spanish elite to-day? Dispersed between Franco, Mexico, the United States, South America and Great Britain. Men are debarred from any contact with one another. The great poet Antonio Machado died in exile; so did that charming scholar, Fernando de los Rios; and Falla, the great composer who wrote in his will that he did not want to be buried in Spain until Franco had been thrown out.

Madariaga lives in Oxford, Juan Ramon Jimenez teaches in the United States, Casals is on the French side of the Pyrénées. Garcia Lorca was killed by the Fascists at the outbreak of the civil war. To-day, Spain is a barren country as far as culture is concerned. The soul of Spain is an errand ghost, with no place to call its own.

The civil war lasted two and a half years. Early in 1939 the coalition of Hitler, Mussolini and Franco was victorious, the Republic collapsed and what was left of the Republican army took refuge and was interned in France. A few months later, Hitler attacked the rest of Europe.

After five years of struggle, the democracies won the world war. But Spain remained in the hands of the Fascists. It is still in their hands to-day.

During the war Franco was a devoted ally of the other dictators although non-belligerent because of Spain's exposed situation. He sent only one division to fight alongside with the Germains on the Eastern front but promised 2 million men to defend Berlin where we are now holding this congress. Hitler is gone and fortunately his regime with him. We are only two Spaniards but I can safely say that we stand for many more than those 2 millions for we represent those Spaniards of all station in life whose only ideals are those of democracy.

Franco supplied Germany with laborers, both skilled and unskilled, and with plenty of raw materials. His speeches and messages on every occasion left no doubt as to his allegiance; they expressed the closest solidarity with the German army, "which was fighting the battle which Europe and Christianity had so long awaited"- such were his words.

His attitude has been very clearly described by Winston Churchill in his letter of October 1944, addressed to the Spanish Dictator. I quote : " Throughout the war German influence in Spain has been consistently allowed to hinder the war effort of Great Britain and her Allies. I must (also) mention the number of speeches in which your Excellency contemptuously referred to this country and other members of the United Nations and spoke of their defeat as desirable and unavoidable".

But worse was to come to the general. As he insisted on his undignified plea to do business with the victorious Allies, he brought upon himself the Resolution passed at the General Assembly of the United Nations in December 1946 : I quote:

"In origin, nature, structure and general conduct, the Franco regime is a Fascist regime patterned on an established largely as a result of aid received from Nazi Germany and Fascist Italy.

"... Franco, despite continued Allied protests, gave substancial aid to the onnemy powers".

"... Incontrovertible evidence established that Franco was a guilty party, with Hitler and Mussolini, in the conspiracy that Franco's full belligerency should be postponed until time to be mutually agreed upon.

"The General Assembly, convinced that the Franco Fascist Government which was imposed by force upon the Spanish people with the aid of the Fascist powers... does not represent the Spanish people... recommends that the Franco Government be debarred from membership in United Nations international agencies... until a new and acceptable government is formed in Spain... and recommends that all members of the United Nations immediately recall from Madrid their Ambassadors and Ministers accredited there". End of quote.

That was less than four years ago. This resolution still stands. Following cases of particular cruelty in the liquidation of political prisoners, Franco closed her Spanish border for a time, hoping that other leading nations should follow suit. Again I shall not ask what powerful interests, public or private, paralyzed this action. Franco is still there. Denazification was supposed to be good in Germany, but Spain is not entitled to such a favor. I do not ask why. Yet who would deny that Spain is now a full pledged and unmitigated totalitarian state?

Most of the budget is devoted to army, police and propaganda and handled by predatory unscrupulous officials - most of which are not even true believers in the regime and deposit large sums of gold abroad - just in case...

This leaves very little for the government to spend on schools and learning. There is no official data on the subject but the lack of teachers is appalling. It leaves such vast numbers of children without a chance to receive even primary education, and illiteracy is deplorable.

Youth organizations exist solely for political purposes. Some have high-sounding cultural names such as the "Instituto de Cultura Hispanica" mostly concerned with spreading falangismo in Latin America at the expense of the Spanish Tax-Payer. The "Sindicato Español Universitario", the "Frente de Juventudes", the "Milicia Universitaria" are other similar Fascist products like the Hitler Jungen or the Italian Fascist Ballila. A girl or a boy who does not join any of these organizations ruins his or her chances at the University.

Add to this that newspapers that do not belong to the Falanga are all censored and under close watch. No one can be newspaperman if he does not give formal allegiance to the regime. The young ones graduate from the

special schools of journalism run by the Facists where having safe political ideas is far more important than professional capacity.

Foreign books are impossible to find. Students can no longer attend courses in foreign universities. Even the few foreign films that are permitted are so closely censured as to be completely distorted, and the theatre in Spain is negligible to the extent that the International Institute of Theatre review which reports on theatrical life in the remotest corners of the world does not even mention the Spanish stage. In fact, the intellectual youth does not have a chance to make up its own mind about anything. And this is also true about the young peasants, workers, artisans.

You will excuse me if I insist on the terrible danger this represents not only to Spain but to the world.

For this youth is not lethargic. It daily witnesses horrors, brutalities, injustice, misery and is an easy prey for extremist propaganda. It is hard to evaluate the number of political opponents now kept in Spanish prisons. Relatively recent statistics put the figure to about 90.000, to which we must add nearly one million of prisoners released on parole and still living under police control and in terror of being denounced by some private foe and arrested again.

Conditions of arrest and in the crowded prisons are a nightmare. I think that Mr. Koestler will back this statement. I too can speak out of personal experience, having been dragged out of bed suffering from severe pleurisy and thrown into a death cell for five months. In 1945 Franco had already signed 265.000 death warrants and it is believed that in 1947 and during the first half of 1948, 588 executions took place.

Terror has a demoralizing effect and so has misery. Franco's State control and totalitarian system have failed. Salaries are more and more inadequate. Agricultural and industrial planning, by an incompetent bureaucracy, have caused stiff rationing. And in the meantime, tuberculosis, prostitution, black market and hunger have grown steadily.

The traditional catholic faith of Spain has gone back to the dark days of persecutions. Unfortunately, the church is being identified with some of the more sinister aspects of the present regime. Try and imagine the indignant suffering youth of Spain. Dont forget the picture they are getting to-day: "America and England money-mad", "France degenerate", the horrible ideas of democracy rampant everywhere etc...

What a wonderful preparation for communist propaganda which says practically the same things.

It is so much easier to switch from one extreme to the other, from victims to tyrants, than to learn about an entirely different way of living and also in extreme misery to turn to the one friend one has in the world. The socialist leader, Indalecio Prieto, my political chief, made this quite clear in a recent interview "The Spanish people hate Franco", he said, "and so will they hate those who help Franco". In the meantime, the presence of Franco in Spain is a boon for the Soviets because it supports their favorite slogan; "that the Atlantic powers tolerate and encourage fascism.

The danger of chaos and revolution is growing steadily. It would materialize immediately if another world war broke out. It must be averted. That is why all reasonable Spaniards, Monarchists, Socialists, Republicans, and other moderates, have sunk their differences into a program of common action, the ultimate aim of which is the holding of free elections. We know that when they are held they will show a large majority in favour of a Liberal and Democratic form of Government.

As the great Spanish historian Señor Menendez Pidal has shown in his remarkable introduction to Spanish History recently published in Great Britain, culture in Spain has blossomed forth only in periods when there has been peace, mental peace and friendship among Spaniards.

Contrary to what has often been said, the Inquisition stifled the Spanish mind. It was not the source of intellectual progress in Spain. Spain is being stifled again now, and I would like to see you help us to put an end to this form of oppression.

I shall bring this talk to an end, with a personal case. When the Republic was proclaimed in Spain, Pablo Casals, the greatest cellist in the world, approved of its cultural efforts and worked in its service. He bought a house on the coast of Catalonia, his native province, and lived there, for the happiest period of his life.

During the civil war, he went on a tour of South America to raise money and food the Catalan children. He played in England and France for the benefit of Spanish refugees. Then he stayed in Spain till the last days of the republic. He was awarded an honorary degree by the University of Barcelona, two days before the city fell to the Fascist Armies.

Then he became a refugee himself, cut off from his family who had to stay behind. Later on, when the European war was over, Casals saw his brother and nieces; they had suffered from hunger and malady. When he understood that the Fascist dictatorship was there to stay, that Spain was not to be liberated, he chose permanent exile. Friends objected that he could serve the Spanish cause better by giving more concerts and using the money for the cause, he answered with great dignity: "Great Britain and the United States promised us that after the war, the Allies in whom we had placed our faith and to whom we gave all our support, would support us. Thousands of Spanish people fought with the Allies. I, too, risked my life many times, believing them. They abandonned us. It would not be dignified to go to those countries and earn their money under such circumstances".

To-day, the streets that were named after Pablo Casals in various Spanish cities have been renamed after Fascist generals. The sign which had been placed proudly on the house where he was born has been removed.

Art and thought have been removed from Spain, because freedom was removed.

Some day, art and thought will come back, because freedom will always come back. But do not forgive that every day that passes means intense suffering and prolonged misery. Each day that passes brings the spectre of communism nearer to Spain where it is bound to become a dire reality unless the democratic powers of the West free it in time from Fascist Tyrany and oppression.

ORGANISATION FRANÇAISE

DU MOUVEMENT EUROPÉEN

10, BOULEVARD POISSONNIÈRE - 9e

Présidents d'Honneur :

† **LÉON BLUM**

MM. **WINSTON CHURCHILL**
ALCIDE DE GASPERI
PAUL-HENRI SPAAK

L'ORGANISATION FRANÇAISE

DU MOUVEMENT EUROPÉEN

a l'honneur de vous inviter à la

GRANDE RÉUNION

qu'elle organise le

MERCREDI 21 JUIN 1950

à 20 h. 30

A LA SALLE PLEYEL

252, Rue du Faubourg Saint-Honoré

sous la Présidence de Monsieur **Raoul DAUTRY**

Ancien Ministre, Président de l'Organisation Française du Mouvement Européen

M. Paul-Henri SPAAK
Ancien Premier Ministre de Belg'que
Président de l'Assemblae de Strasbourg

M. Eugen KOGON
Homme de Lettres
Ancien interné de Buchenwald
Président du Conseil Allemand du M. E.

M. André PHILIP
Député - Ancien Ministre
Délégué à l'Assemblée de Strasbourg

M. Ignazio SILONE
Homme de Lettres
Membre du Conseil Italien du Mouvement Européen

M. DUNCAN SANDYS
Membre de la Chambre des Communes
Ancien Ministre
Président du Mouvement Européen

M. P.-H. TEITGEN
Député - Ministre d'État
Délégué à l'Assemblée de Strasbourg

M. Paul REYNAUD
Député - Ancien Président du Conseil
Président de la Commission Economique
de l'Assemblée de Strasbourg

vous parleront, avant la 2e session de l'Assemblée Européenne, de

L'ŒUVRE DÉJA ACCOMPLIE

et vous diront leurs ESPOIRS

Métro : Étoile-Ternes

UNION EUROPEENNE DES FEDERALISTES
39 Bld Malesherbes - Paris 8ème
Téléphone : ANJou 17-65

Circulaire I20/S.G.

Attention !!

le prochain C.C.
aura lieu le 30 JUIN et le
1er JUILLET
(et non le 1er et le 2)

Paris, le 5 Juin 1950.

aux Membres du C.C. de l'U.E.F.
aux Correspondants parlementaires de l'UEF
aux Secrétaires Généraux des Mouvements
membres.

PROJET d' ORDRE DU JOUR
pour la réunion du Comité Central des 30 Juin et 1er Juillet 1950
à 9 H. 30 - 39, Bld Malesherbes - Paris

Chers Amis,

J'attire votre attention sur le fait que la Conférence Sociale du M.E. s'ouvrant à ROME, le 3 Juillet et quelques uns de nos Camarades devant s'y rendre, le Bureau Exécutif a cru nécessaire d'avancer la date de la réunion du Comité Central aux 30 Juin et 1er Juillet (au lieu des 1er et 2 Juillet).

Nous n'avons pas besoin de souligner l'importance de cette réunion pour laquelle nous demandons aux Membres du Comité Central de prendre toutes les mesures nécessaires afin que leur participation soit complète. Il leur suffira de connaître les questions les plus importantes qui d'ores et déjà sont mises à l'Ordre du Jour :

1°/ La Fédération Européenne face à l'Union atlantique et au problème de la défense (rapport de M. le Professeur Henri Brugmans) - Après examen de ce problème seront envisagés les rapports U.E.F. et M.U.C.M.
2°/ Le Mouvement Européen après la réunion de Bruxelles des 28 et 29 Mai 1950. (Rapport de M. Henri FRENAY)
3°/ Examen du développement des négociations pour l'établissement d'une Haute Autorité du Charbon et de l'Acier (Plan Schuman)
4°/ L'action fédéraliste à l'occasion de la deuxième session de l'Assemblée Consultative de Strasbourg (un rapport va être demandé à M. de Felice, Conseiller de la République Française, Délégué à Strasbourg).
5°/ Attitude des Fédéralistes à la Conférence Sociale de Rome (rapport de M. André Voisin)
6°/ 3ème Congrès de l'U.E.F.
7°/ Rapport financier (janvier-juillet 1950).
8°/ Divers

Veuillez agréer, Chers Amis, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

pour le Secrétariat Général
(Guglielmo USELLINI, s.g.a.) Guglielmo Usellini

Reunion del Comite de Paris del equipo nacional vasco de los N.E.I.

Dia 14 de Junio de 1950

Asisten los Srs. Lasarte, Landaburu, Teodoro e Iñaki de Aguirre e Iñaki de Renteria.

El Secretario da cuenta de las comunicaciones recibidas desde la ultima reunion del comité:

En Baune (Francia) tendrá lugar los días 14, 15 y 16 de Julio la reunion del Comité Central de la Juventud Federalista Europea en el que están representados los jóvenes del Movimiento Federalista Vasco.

La Union Federalista Europea o Union Europea de Federalistas aprueba el plan Schumann sobre la coordinacion del acero, hierro y carbon.

La reunion de la Seccion Internacional de Jóvenes de los N.E.I. tendrá lugar en Paris del 29 21 30 de Junio. Se aprueba que asistan varios jóvenes vascos.

La reunion de los Parlamentarios de los N.E.I. tendrá lugar en Paris el 8 y 9 de Julio. Asistiran los srs. Irujo y Lasarte.

El Sr. Lasarte amplia al Sr. Teodoro de Aguirre el desarrollo de las últimas reuniones de nuestro comité. Las resoluciones de Sorrento significan un retroceso no solo con respecto a los demás organismos europeos, sino tambien con relacion a los propios acuerdos de los N.E.I. En este sentido sería conveniente se hiciera una gestion cerca de los belgas aprovechando la reunión de los parlamentarios democrata cristianos.

Sobre el Movimiento Europeo, el Sr. Lasarte da las siguientes explicaciones: ha habido una reunion para la reorganización de este organismo. La dualidad de entidades dirigentes (Consejo Internacional y Comité Ejecutivo) será resuelta, con el mantenimiento sólo del Comité Ejecutivo. En éste habra las siguientes modificaciones: Los paises exilados tendrán un solo voto, los paises en ejercio de soberania dos; las comisiones especializadas desaparecerán y se crearán comisiones "Ad hoc" como por ejemplo las del Pool acero-carbon; habrá además 6 puestos para los parlamentarios de la Asamblea de Estrasburgo; un solo presidente que será el Sr. Spaak; desaparece la oficina de Londres, fijando la oficina central en Bruselas, y dando de esta forma un caracter continental deliberado al Movimiento Europeo, reforma que ha sido bien acogida por los socialistas y los federalistas. Se trata asimismo de llegar a la constitucion de una autoridad politica con poderes limitados pero reales.

En estas reformas interviene tambien el factor ecnómico, al encontrarse el Movimiento Europeo, con disminución de sus fondos.

En la Conferencia Social del Movimiento Europeo que se desarrollará en Londres el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo tendrá tres puestos.

El Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, prepara una declaracion tomando posicion en el plan Schumann.

El Sr. Landaburu da cuenta de las reuniones que tendrán lugar a últimos de mes:

a) reunion del Congreso de Minorias Nacionales en Holanda.
b) Comité Ejecutuvo de los N.E.I. en Bruselas.
c) Comité Central de la Union Europea de Federalistas en Paris.

Coincidiendo las fechas de las tres reuniones, asi como la de la Seccion Internacional de Jovenes de los N.E.I, el Comité de nuestro equipo estudiará la asistencia a dichas reuniones en su próxima reunión.

Se acuerda asistir al meeting del Movimiento Europeo que tendrá lugar en Paris en la sala Pleyel.

La fecha de la proxima reunion es fijada para el miercoles próximo día 21 de Junio.

Sin otro particular más se levantó la sesion

****

Paris 10 Junio 1950

Amigo Don Carlos:

Le incluyo el rollo que Vd. parió. Le ruego venga un día a hablar del tema con el Sr. Lasarte, que tiene sus ideas sobre el particular. Y si puede Vd. hacer que ese día sea próximo, tanto mejor. Porque, el mundo marcha sin pedirnos permiso para seguir andando.

Muy suyo

Paris le (date de la poste)

M.

Les 17 et 18 Novembre 1964 a eu lieu à Berlin une rencontre importante où, pour la première fois, depuis la guerre, des personnalités catholiques se sont réunies de l'Europe de l'Est et de l'Europe de l'Ouest pour étudier les applications concrètes de l'Encyclique Pacem in terris dans la vie internationale.

Sur cette rencontre vous trouverez ci-joint l'article du R.P. DEKKER, O.P. qui y a participé et la Déclaration de Berlin qui en fut la conclusion.

La délégation française comprenait outre le R.P. JOLIF, O.P. Recteur des études du Couvent de l'Arbresle, deux prêtres-ouvriers dont l'un Supérieur local de la Mission de France, un aumônier des Etudiants de Lille, des Rédacteurs de Témoignage chrétien et de la Lettre.

A mon grand regret je n'ai pas pu m'y joindre, étant à cette date retenu par une conférence à Anvers.

Une deuxième Rencontre internationale de catholiques est prévue à Vienne du 17 au 22 Août 1965.

J'ai l'honneur de vous y inviter.

Il reste beaucoup à faire pour élargir et approfondir le travail fait à Berlin.

Les documents ci-joints vous donneront une idée de ce que nous souhaitons acccomplir à Vienne avec vous.

Les préparatifs sont déjà fort avancés. Nous pourrons bientôt donner la liste complète des membres du comité d'invitation ainsi que des professeurs de théologie et de droit international et des experts qui ont accepté de rapporter dans les différentes commissions.

Vous pouvez dès maintenant être tenu au courant des détails de cette préparation en donnant votre nom et votre adresse au secrétariat :

M. Pessy, 6, rue de la Saussaie, MASSY (Seine-&-Oise)

Dans l'attente d'une réponse favorable, je vous prie d'agréer M , mes meilleures salutations.

Jacques Madaule

CONSEIL NATIONAL DE LA PAIX
6, Rue de la Paix - PARIS-2e — Tél. : OPEra 26-02
Chèques Postaux Paris 7422-66

Dispositions concernant l'envoi du présent Volume

AUX DÉLÉGUÉS ET ADHÉRENTS
AU
XVe Congrès National de la Paix
"Pour l'Europe unie dans un Monde libre"
AUX GROUPEMENTS DE TOUTE NATURE ADHÉRENTS

STATUTS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PAIX

TITRE

ARTICLE PREMIER - Il est fondé, selon la loi du 1er juillet 1901 et pour une durée illimitée, une Association dénommée "CONSEIL NATIONAL DE LA PAIX". Elle a son siège à Paris, 6, Rue de la Paix. Ce siège pourra être transféré.

BUT

ART. 2 - L'Association a pour objet de faire prévaloir dans les différends internationaux, les solutions juridiques et pacifistes, et d'assurer aux Associations pacifistes françaises une représentation centrale, en servant de lien permanent : 1° entre les diverses Sociétés Françaises de la Paix et entre toutes les Sociétés ou Associations, tous les Groupes, Sections ou Fédérations qui, sans avoir la paix pour but essentiel, travaillent, de quelque façon que ce soit, en faveur d'une organisation pacifique des relations internationales, ou désirent simplement apporter leur appui matériel ou moral à l'œuvre poursuivie par le Conseil National de la Paix ; 2° entre les Sociétés Françaises de la Paix et autres Associations participantes d'une part, et, d'autre part, le Bureau International de la Paix, organe central de l'Union Internationale des Sociétés de la Paix, dont le Siège est à Genève, ainsi que toute organisation internationale ayant le même objet ; 3° entre les Congrès Nationaux de la Paix qui se succèderont et dont elle assurera l'organisation et exécutera les décisions.

BUREAU

ART. 3 - L'Association élit un Bureau, composé d'un Président, d'un Secrétaire Général, de Secrétaires adjoints, d'un Trésorier, de Trésoriers adjoints. Le Comité Exécutif est formé par le Bureau complété par un nombre variable de Vice-Présidents.

COMPOSITION

ART. 4 - Les membres du Conseil National de la Paix sont nommés par les Congrès Nationaux de la Paix.

L'association reçoit des adhésions individuelles et des adhésions collectives.

Pour devenir membre associé à titre individuel, il faut :

1° adhérer aux Statuts de l'Association ;

2° payer une cotisation dont le minimum est fixé à 100 francs ;

3° être admis par le Bureau.

Pour être membre associé à titre collectif, un Groupement doit :

1° adhérer aux Statuts de l'Association ;

2° payer une cotisation dont le minimum est ainsi fixé :

de	1 à	500 membres . . .	Fr.	100 »
de	500 à	1.000 —		200 »
de	1.000 à	5.000 —		300 »
de	5.000 à	10.000 —		500 »
de	10.000 à	100.000 —		1.000 »

au-dessus de 100.000 membres ou fraction, 1.000 francs par 100.000 membres.

3° être admis par le bureau.

RESSOURCES

ART. 5 - Les ressources de l'Association sont constituées :

1° par les cotisations des membres individuels ou collectifs ;
2° par les souscriptions, dons et legs, et toutes ressources extraordinaires.

RADIATION

ART. 6 - La radiation d'un membre individuel ou collectif peut être prononcée par le Conseil National de la Paix, sauf appel au Congrès.

MODIFICATION DES STATUTS

ART. 7 - Le Conseil National de la Paix a qualité pour modifier ses Statuts. Toute modification peut être également décidée par un Congrès National de la Paix.

DISSOLUTION

ART. 8 - La Dissolution du Conseil National de la Paix ne peut être prononcée que par un Congrès National de la Paix, à la majorité des deux tiers des membres individuels et collectifs représentés au Congrès.

DÉVOLUTION DES BIENS

ART. 9 - En cas de dissolution, les biens de l'Association seront dévolus à une ou plusieurs Associations similaires, désignées par le Congrès lui-même.

La publication et l'envoi du présent ouvrage, consacré aux actes du XV[e] CONGRÈS NATIONAL DE LA PAIX, qui s'est tenu à Paris, au Palais de la Mutualité, du 7 au 10 novembre dernier — rapports préalables, discours, interventions, notes — ainsi qu'aux résolutions adoptées par la Conférence des Femmes et la Conférence des Jeunes, accroissent considérablement nos charges, après les gros efforts que nous avons prodigués et que vous avez pu apprécier. Nous adressons donc un cordial appel au concours de tous — concours moral et matériel — pour la grande œuvre que nous accomplissons ensemble, et dont le succès est aussi nécessaire que certain.

Au surplus, les Membres, individuels et collectifs, du XV[e] CONGRÈS NATIONAL DE LA PAIX ont, naturellement, donné leur adhésion au CONSEIL NATIONAL DE LA PAIX, organe permanent du Congrès, dont ils ont, au Congrès même, déterminé et voté la composition. Ils sont invités à s'inspirer des dispositions de l'article 4 des Statuts reproduits au verso du présent feuillet.

Une formule de mandat chèque-postal est jointe à cette intention.

(Voir les Statuts au verso)

CH. 1418 B POSTES-TÉLÉGRAPHES-TÉLÉPHONES

MANDAT-CARTE DE VERSEMENT

à un C/C postal

Étiquette extraite du registre n° 510.

ORIGINE

COUPON

DESTINÉ AU TITULAIRE DU C/C n° 742266

MONTANT DU MANDAT : F.

NOM et ADRESSE de l'EXPÉDITEUR:

Répétez votre nom et votre adresse au verso du mandat. Inscrivez votre correspondance au verso du présent coupon.

POSTES - TÉLÉGRAPHES - TÉLÉPHONES

MANDAT DE LA SOMME DE :

(Montant de la somme, francs en lettres)

CADRE A REMPLIR par le bureau d'émission

Somme en chiffres : F.

A inscrire au compte courant désigné ci-dessous :

Numéro et date d'émission (1)

PARIS C/C 7422 66
CONSEIL NAT. DE LA PAIX
6 rue de la Paix
PARIS 2e

CADRE RÉSERVÉ AUX RECTIFICATIONS (voir au verso)

A DIRIGER SUR le centre de chèques de **PARIS**

Nom et adresse de l'expéditeur { M.....
à.....

Timbre spécial du centre de chèques qui a porté le mandat au crédit du compte courant postal du bénéficiaire.

CADRE RÉSERVÉ AUX RECTIFICATIONS
(Art. 84 I. G. - VII[e] fascicule)

(1) La date d'émission n'est indiquée que par les bureaux qui utilisent les machines.

CORRESPONDANCE
DE LA PARTIE VERSANTE
avec le titulaire du compte.

Reunion del Comite de Paris del Equipo Nacional Vasco de los N.E.I.-

Dia 25 de Abril de 1950.

Con la asistencia de los Srs. Irujo, Landaburu, Lasarte, Aguirre Iñaki, y Renteria, tiene lugar la reunion ordinaria.

El Sr. Landaburu da cuenta del desarrollo del Congreso de Sorrento, que refleja un paso hacia atras con relacion a otros Congresos de los N.E.I. Hubo cierta espectacularidad, pero los trabajos del congreso fueron mal preparados, ya que el Congreso fue convocado rapidamente. No asistieron personalidades de los movimientos democrata cristianos de Europa, a pesar de los deseos de los italianos, que querian dar gran realce a la reunion con fines de politica interior. La delegacion francesa fue muy floja, los sarreses acudieron en bloque, las delegaciones austriaca y suiza fueron bastante numerosas, menos los belgas y los alemanes. Landaburu comunica que las maciones del Congreso de Sorrento, han disgustado a socialistas y federalistas.

El Sr. Landaburu propone enviar una carta al Presidente y Secretario general de los N.E.I. exponiendoles con razones el cambio de politica general de los N.E.I. con objeto de que sea cambiada la orientacion que se desprende de las resolcuiones de Sorrento. El Sr. Lasarte se suma a la proposicion, la cual es aprobada.

El Sr. Iñaki de Aguirre queda en enviar a la mayor brevedad posible el cuestionario de juventudes, pedido por la Secretaria de los N.E.I.

El Sr. Iñaki de Renteria, da cuenta del desarrollo de la quincena de estudios de Sarrebruck.

****

El Sr. Landaburu da cuenta de la reunion del Comite Central de la Union Europea de Federalistas que ha tenido lugar en Paris el 22 de Abril.

La situacion economica de la U.E.F. es catastrofica, y cosas que no hubieran aceptado hace seis meses, se disponen a buscar medios financieros en America del Norte. Esperan recibir ayuda de los particulares americanos, quienes no finanzan al Movimiento Europeo por no tener confianza en los ingleses. Los Presidentes de honor y del Comite Ejecutivo de la U.E.F. haran un viaje a los Estados Unidos.

Con relacion al Movimiento Europeo es muy posible que el actual presidente Duncan Sandys no sea elegico, pues ha sido elegido diputado en Inglaterra. Se quiere llegar a un compromiso entre socialistas, federalistas y cristianos para nombrar un candidato federalista, que podia ser el profesor Brugmans; o tal vez algun holandes como Serrarens.

El Comite Internacional del Movimiento Europeo se reunira en el mes de Junio. El pacto federal europeo que es patrocinado por los socialistas y los federalistas, no cuenta con el apoyo de los norddcos. Ahora han aceptado aprobar, pero en la realidad sin ponerlo en la practica. Se quiere que el nuevo Comite Ejecutivo del Movimiento Europeo ponga en practica el pacto federal, con una propaganda adecuada en los diversos paises.

****

Español

Se pasa a LAS JORNADAS DE ESTUDIO del Consejo Federal del Movimiento Europeo. El Sr. Lasarte da cuenta de la preparacion de la reunion, ponencias, invitaciones, posibilidad de asistencia, tarjetas etc...

La ponencia politica puede prestarse a discusiones pues hay dos tendencias (Valera y Gironella). El Sr. Irujo propone que que se aluda a Portugal, A Sud-America, y al federalismo interior en el seno del Estado Español.

Se poene en discusion el hecho de la existencia de demasiado organismos en el plano de la unificacion europea. Todos los presentes estan de acuerdo en que hay que uniformizar y jerarquizar las actividades de organismos tan multiples.

El grupo vasco del Consejo Federal Español esta integrado en las Jornadas por 20 delegados entre ellos dos socialistas vascos.

COMMISSIONS EN PREPARATION ET

RAPPORTEURS EVENTUELS

—/—

1- DECLARATION GENERALE

Mr. le Professeur Dr M. Reding; professeur à l'Université de Berlin-Ouest

2- LA CRISE DE L'O.N.U.

..... (Grande-Bretagne)

3- LE PROBLEME ALLEMAND

Données générales : Mr. le Dr Rossaint du Comité Directeur de la Fédération internationale de la Résistance

Plan RAPACKI : Mr. le Dr Frankowski; Député à la Diète polonaise

4- LES CONFLITS EN ASIE

..... (Pays-Bas) avec la participation de Vietnamiens catholiques.

5- LES CONFLITS AU PROCHE ORIENT

avec la participation de Mr. Jacques Nantet et de Syriens catholiques (Liban)

6- LES PEUPLES A DEVELOPPER ET L'INDEPENDANCE POLITIQUE

Mr Albertini; Professeur à l'Université catholique de Lyon, d'Economie et Humanisme

Afrique.....
Inde.....
Amérique du Sud: R.P. Alipo de Freytas (Brésil)

7- LE DESARMEMENT

Questions atomiques: Mr.Verley; Directeur de laboratoire de Physique nucléaire de la Sorbonne à Orsay.

Gaz neuro-toxiques : le Dr Chauchard; neurologue, professeur à la Sorbonne

Problèmes de stratégie: Colonel Von Witzleben

Conséquences économiques du désarmement: Mr. Dobretsberger; ancien ministre des Finances de la République d'Autriche, Professeur à l'Université de Gratz

Mr. Bartoli; Professeur d'Economie politique à l'Université de Paris.

8- LA CONVERGENCE DES MOUVEMENTS POUR LA PAIX

(Pax Christi, Pax Vobis, Le Mouvement contre la bombe atomique, Mouvement de la Paix, Mouvement international pour la Réconciliation.)

Mr. Jean Goss-Mayr et le Dr Frau Goss-Mayr du Mouvement international de la Réconciliation.

—//—

Paris 9 de mayo de 1950
Sr. D. MANUEL DE IRUJO.

Mi querido amigo:

Con verdadero sentimiento me vi impedido de asistir a la sesión de clausura de las Jornadas, porque en la mañana del domingo tuve un arrechucho de hígado que me obligó a meterme en la cama en la que he permanecido inmovilizado durante tres días. Afortunadamente ya estoy bien.

Estoy terminando de corregir el trabajo que me encargó ese Sr. de Venezuela, que llegará aquí dentro de tres dias. Este es el motivo de no haber ido todavia a su despacho a trabajar en la ponencia iniciada, pero al fines de esta semana o a más tardar desde el lunes próximo, me pondré a la tarea y espero terminarla a tiempo para que tambien pueda llevarla Rodolfo Llopis a Copenague.

Un cordial abrazo de su siempre buen amigo

Salvador de Madariaga

REPUBLICA ESPAÑOLA

CONGRESO DE LOS DIPUTADOS

Montpellier 8 de Mayo de 1950

Sr. Don. Manuel de Irujo.

Paris.

Mi querido amigo:

Me refiero a la suya del 4 del corriente.

Nada habia resuelto en definitiva referente al reparto entre las diferentes representaciones Interparlamentarias, de la relacion que hemos hecho de la situacion de nuestro Parlamento. No he de esconderle, sin embargo, que tenia mis dudas sobre la conveniencia y eficacia de prodigar dicho trabajo pues pensaba que algunas delegaciones no muy amigas nuestras, podrian emplearlo para plantear de nuevo nuestra " real existencia". Cosa que, creo convendrà V. conmigo, no nos interesa.

De todas maneras, adverti a mi Secretario corrigiera algunos errores que en la relacion existen y lo tuviera preparado a la mayor brevedad posible y en espera de la resolucion que adoptare. Puedo, comunicarle, que se enviaran los ejemplares correspondientes a las diversas representacuones, tal como V. indica y juzga oportuno. Su carta de V. manifestàndome sus deseos y la promesa que hizo a Monaco, asi como su criterio referente a la conveniencia de hacer el reparto, es mas que suficiente para que yo disipe todas cuantas dudas pudiera tener.

Bien, su cosa referente a la Comision Juridica de las Jornadas de Estudios del Movimiento Federal Español. Sigo creyendo que con la Comision Politica tendremos siempre asuntos

dificiles de determinar y encuadrar dentro de los estrictos limites de una ù otra Comision y que ello exigirà alguna vez la reunion conjunta de ambas Comisiones. Debemos tener mucho interes en hacer cuanto antes el estudio que se nos encargò. Es muy interesante. Cuando vaya a esa procurarè verle y a la vez llamaremos a Carlos de Juan.

Las Jornadas resultaron muy bien. Creo que pueden ser la iniciacion para cosas de positivos resultados tanto en el campo internacional como en el nuestro propio. Lo que hace falta es no dormirse sobre la marcha.

Suyo buen amigo con un cordial abrazo

Paris 8 Mayo 1950

Amigo Don Carlos:

No vino Vd. a la sesión de clausura de las Jornadas. Se perdió Vd. un acto reconfortante. No ha vuelto Vd. a aparecer por aquí. Los papeles que dejó Vd. extendidos sobre la mesa, van a echar pelo. Se va a editar un folleto, por de pronto en francés, con el intento de repetirlo después en inglés y español, incluyendo las conclusiones, tal vez los discursos inaugurales Y AQUELLA RELACION DE TRANGRESIONES DE LOS DERECHOS DEL HOMBR QUE Vd. TENIA YA ORDENADA EN SU CABEZA. Hágame el obsequio de no ser pelmazo y de venir a expresarse como Dios manda. O le rebajamos el sueldo.

Muy suyo

C. de Juan.
1, rue de Lille
Paris VII.

París 14 de abril de 1950.
Sr. D. MANUEL DE IRUJO.
P A R I S .

Mi querido amigo:

Oportunamente recibí su cariñosa carta del 1º de los corrientes a la qué no he contestado antes porque hasta ayer no pude ver a Antonioo J ven a quién comuniqué lo que en ella me dice para él, al efecto de que me diera los datos necesarios para su viaado a Chile. Tomó nota de ellos para escribir a sus parientes de allá y se los envien enseguida. Cuando los reciba le molestaré nuevamente.

El miércoles vi a Quero para que me dijera como iba su trabajo sobre el respeto de los derechos individuales en España, pues, como Vd. sabe, quedamos en que en el momento en que lo terminase me enviaria una copia para que yo empezase la ponencia que me tienen encomendada sobre ese mismo asunto. Me dijo que lo llevaba adelantado, pero que todavia tardaria unos cuantos dias en terminarlo y que no olvidaba que tenia que darme una copia.

Esta es la razón de mi retraso que, como Vd. vé, no depende de mi. Sin embargo, si el amigo Quero se retrasa, en el curso de la próxima semana iré a su despacho y le molestaré, querido Irujo, para que me faciliten los datos necesarios de las resoluciones de la ONU del pasado año sobre la materia, el Aranzadi, etc. y haré la ponencia como Dios me dé a entender y espero que se terminará con la oportunidad necesaria para que llegue a tiempo.

Un cordial abrazo de su siempre buen amigo

C. de Juan

Paris 1 Abril 1950

Amigo Don Carrlos:

Para poder hacer algo en favor de Joven Zaldibar, necesito saber c
mo fué solicitada la autorización de entrada en Chile por sus parientes residentes en aquel país. Presumo que lo hicieron mal. Desde luego, debe ser esa la causa de que le hayan rechazado. Pero, esto es un mero supuesto. Quisiera comprobación. Dígame: qué dijeron al pedir l entrada; quién la pidió; qué motivos dieron; qué oficio o profesión afirmaron. Porque, lo q no podemos hacer ahora es decir algo opuesto a lo que antes se dijera. Vd. me entiende.

Bueno: a otra cosa. Están redactadas ya todas las ponencias para las Jornadas Federales. Falta solamente la jurídica. Haga Vd. favor de prepararla pronto. No es posible que los jurídicos andemos con retraso. Ya estamos en Abril. No es eso?

Suyo

Paris 25 de Março de I950

M. D. Manuel Irujo
II Avenue Marceau
Paris

Meu Exmo e Presado Amigo

Acabo de regressar de uma viajem bastante demorada. Esta,pelos seus fins e caracter,não comportava o envío do correio. Assim,ao regressar,encontrei,uma montanha de correspondencia a que vou procurar responder o mais rapidamente possivel.
Estas simples indicação,explica e justifica- pelo menos assim o creio e desejo- a falta de resposta minha ás suas duas carinhosas cartas de I5 de fevereiro e de 3 de março. De outra forma,o meu silencio representaria uma incorreção injustificavel,o que não está nos meus habitos.

Quanto aos assuntos versados nas suas duas cartas,escusado será dizer-lhe quanto êles me interessam. Antes,porem,de dar uma resposta definitiva,preciso de conversar com alguns amigos portuguéses e,como eu emigrados,a fim de com êles estabelecermos um plano de ação que,como é natural,terá de ser subordinado ás nossas possibilidades. Nós somos muito poucos,neste momento. Uma razão a mais para tentarmos manter um contacto estreito que possa de alguma forma compensar a nossa fraqueza numerica.

Suponho que será necessário estabelecermos depois um contacto pessoal entre nós dois para,com conhecimento de causa,podermos, por nossa vez,ajuizarmos das nossas possibilidades de ação. Eu não sou homem para faltar aos meus compromissos,o que me obriga a uma certa prudencia,visto que não desconheço a escassez dos meios de que posso dispor. Falo evidentemente de meios politicos,unicos que estão em causa.

Assim,logo que possa retomar o corrente das minhas ocupaçõis habituais,por-me-ei em contacto com aquêles dos meus amigos portuguéses com quem desejo continuar a manter relaçõis pessoais e politicas de absoluta intimidade. Feitas as sondagens necessárias, escreverei ou telefonarei ao meu querido Amigo a fim de combinarmos um encontro e,de comum acordo,estabelecermos um plano de ação.

Até breve,meu querido Amigo.E creia sempre na sincera e alta estima que lhe vota o seu amigo certo e obrigado

J. Domingues dos Santos

Al anteproyecto socialista añadir:

Al extremo 5): - Paralelamente a la solución federal europea, ha de intentarse la solución, en un orden federal, de los problemas pendientes en la vida del Estado, procedentes de la diversidad de pueblos, regiones o naciones, cualquiera que sea el nombre con el que se designados los paises con peculiar personalidad que integran el Estado, Cataluña, Euzkadi y Galicia, a los cuales es preciso dotar de un régimen jurídico que permita desenvolver sus idiomas, culturas y caracteristicas singulares, dentro de la ley.

En el anteúltimo párrafo, dejarlo redactado así: "Libertad para todos y cada uno de sus pueblos de desarrollar su propia personalidad nacional. La caracteristica de la vida europea, como de la española, es la riqueza y la diversidad de sus tradiciones. En la nueva Europa, como en la nueva España, estas cualidades distintivas de su civilización serán salvaguardadas y reforzadas. Cualquier intebto de uniformización impuesta, destruiría la fuerza vital de Europa, como la de España."

En el anteproyecto de Valera sobre "Planteamiento y solucion de la cuestion española" en su extremo segundo "?Qué significa restablecer la democracia?", podría añadirse un extremo g), que dijera algo parecido a lo que sigue:

g) - Otorgar a los paises que viven dentro del Estado, ya se denominen regiones o naciones, una fórmula jurídica que reconozca su peculiar personalidad y les facilite su desenvolvimiento, estableciendo un régimen de tipo federal, en coincidencia con el régimen federal propiciado para Europa.

En el extremo IV, añadir un apartado 8) que dijera:

8) - Arbitrar para los paises autonomos, Cataluña y Euzkadi, cuyos Estatutos de Autonomía fueron abrogados por el régimen falangista una situación transitoria singular, que permita el establecimiento de poderes autonomos y regule su gestión.

En el extremo V, puede incluirse un apaeyado e) que rece:

e) - En los paises autonomos en los que fué plebiscitado su respectivo Estatuto de Autonomía, Cataluña, Euzkadi y Galicia, el nuevo plebiscito que aquí se propugna deberá contener un extremo por el cual, el país manifieste su voluntad autonoma a efectos del régimen futuro que haya de darse al Estado.

Montaban 6 de Marzo de 1960

65

Senor Don Manuel de Irujo

PARIS

Mi querido y rewpetado Don Manuel:

Acúsole recibo de su muy atenta e interesante carta del 3 de los corrientes a la que contesto inmediatamente sin perjuicio de aditivos y rectificaciones posteriores ya que el tema me obligará antes de tomar una posición definitiva a ciertos contactos y mismo a determinadas precisiones sobre algunos extremos, cosa que no me es posible por el momento.

En primer lugar quiero manifestarle que ha sido una preocupacion constante de mi parte el que Galicia y sus fuerzas democráticas de idealogia autonomista y nacionalista se aseguraran un minimo de presencia internacional aprovechando para ello el gran número de organismos y organizaciones creadas en estos últimos años y asistiendo, asimismo, a las manifestaciones internacionales a las cuales los gallegos pudieramos participar como tales. Pero esta preocupacion de mi parte-duéleme el decirselo— no ha sido compartida por quienes tenian, por razon de su representacion, responsabilidad o función, medios y obligaciones que permitian esa presencia y aseguraban su continuidad. En efecto, no tan solo a Piñeiro en ocasion de su viaje a Francia expuse mis ideas al respecto mas esas tesis y las conclusiones que sobre ellas habia llegado fueron expuestas reiteradamente a la direccion del Partido Galleguista sin lograr de parte de esa Agrupacion no ya reacciones en algo positivas ni mismo un interes cualquiera. En el Frante Liberador Gallego y en el Bloque Republicano Nacional Gallego este tema tambien fue expuesto y comentado, mas no solamente tropecé con la oposicion neta de los Comunistas mas asimismo con la de los republicanos, los primeros por desconfianca y los segundos por despreocupacion. Siendo Ministro del Gobierno Giral el Sr. Castelao usted sabe que debido a mi disparidad de criterio con el del Ministro y asimismo por seguir en la disciplina del Partido Galeguista el cual habia adoptado respecto a Castelao una extraña posicion de distancia despues de haber contribuido a su nombramiento, debi de abstenerme de prestarle una colaboracion cualquiera que por su parte no me fuera tampoco solicitada, todo lo cual no fue obstaculo para en momentos en que juzgué necesario entrevistarme con el Ministro le hiciera patente, entre otras cosas mi extrañeza de que ni el Partido, ni el Consejo de Galicia ni él mismo en tanto que Ministro Gallego participasen oficial o oficiosamente representanto a Galicia en las actividades internacionales ni en los organismos de tal esfera. Yo debo señalarle que mi preocupacion no encontró ningun eco favorable en Castelao y mismo que levanté en su espiritu la sombra de una desconfianza con la presentación de esta tesis de "expansion" gallega; Castelao, por contra, encerrado en su circulo un poco maniático de una táctica galleguista sui generis no daba mas importancia que al trabajo que se pudiera efectuar entre las masas emigradas que debian ser orientas hacia un nacionalismo de muy escasa proyeccion politica aunque fuertemente exaltado de galleguidad. Para mi que conocia muy bien el lado negativo y el atavisto anarquizante del pensamiento politico de Castelao esta manera de enfocar nuestra politica en el futuro no me sorprendió gran cosa pero confiesolo que me apenó bastante porque yo no subestimaba el enorme peso de Castelao en el galleguismo y como su miopia politica hiba a perjudicar nuestra actividad y nuestra marcha ascendente.

Por su parte el Consejo de Galicia- al cual no ahorré ni mis criticas ni mis Consejos- como preveía no tan solo ha sido y continua a ser un organismo inoperante e ineficaz mas, lo que es aun peor, en la práctica ha sido un obstáculo que ha impedido la marcha hacia adelante de una politica gallega coherente, un elemento de oposición a toda reagrupacion eficaz de las fuerzas republicanas gallegas y, en lo que respecta a tener una actividad cualquiera en la esfera internacional, es de una virginidad sobre la cual todos los tocólogos politicos estan de acuerdo (excúseme de esta "figura" un tanto escabrosa). Tambien sobre el tema de que nos ocupamos tuve alguna conversacion con algunas paisanos entre ellos los Señores Nunez, Martinez Risco y Alvajar. Con los dos primeros no ha pasado de cambios de impresiones que no valen la pena de una referencia cualquiera, mas aquellos tenidos con Alvajar merecen el comentario. Este paisano mio me expuso en mas de una ocasion la necesidad de participar en la actividad del Consejo Federal Espanol del MFE posiblemente por sugerencia de Usted mismo, ya que mi interlocutor me manifestó que habia hablado con Usted sobre este tema. La verdad que no di mucha importancia a la propuesta viniendo de la parte de Alvajar puesto que en aquel momento no era tan autonomista como parece serlo ahora y porque su manera expositiva hizo prender en mi espiritu una cierta desconfiancia hacia él puesto que me dió que pensar que no solo no era cuestion de la presencia internacional de Galicia ni mismo aquella de "unos" gallegos en un Movimiento determinado sino que lo que se trataba era la "presencia" del Sr. Alvajar en dicho Movimiento para lo cual necesitaba un escabel gallego. Sin dejar de creer hoy que lo que entonces pensaba respecto al Sr. Alvajar era cierto, no quiere decir que no manifieste que hoy por hoy no tenga a Alvajar como mucho mas convencido autonomista que en aquel entonces y mismo, sin darle una importancia demesurada, apunto que muchas de sus manifestaciones sobre Galicia son dictadas- retórica demagógica y latiguillos aparte- por un incipiente espiritu nacionalista del que me congratulo.

Hasta aqui los antecedentes sobre mis preocupaciones acerca del problema. Mas ahora ante su ofrecimiento bien concreto y sus sugestiones sobre el tema de la participacion de Galicia y adelantandome a la invitacion del Senor Lasarte me coloca Usted en un terreno sobre el cual no quiero rehuir el cambio de ideas, mas debo hacerle observar que no tengo calidad alguna que me permita creerme ni con autoridad ni condicion representativa en ninguna forma.

Todo lo que le expongo a continuacion tiene, pues, caracter de simple opinion personal.

A mi entender tres condiciones son necesarias en pura tesis para asegurar la presencia gallega en el CFE del MFE:

1° Grupo gallego calificado por su numero, su actividad y su caracter de agrupacion democratica autonomista o nacionalista o Organismo representativo de Galicia. Solo la primera disyuntiva es actualmente posible.

2° Participacion sobre la base de que la presencia gallega es debido a su caracter "diferenciado" y que su participacion en el organismo de base (el CFE) junto a otros organismos peninsulares no puede efectuarse si estos no reconocen expresamente ese caracter que tiene su legitimidad del hecho de la personalidad diferenciada de Galicia y si esas fuerzas no han sido opuestas a que esa personalidad diferenciada haya adquirido las formas juridicas que ademas de su caracter real le [illegible] asimismo un caracter legal.

3° Organo Gallego de direccion y representacion en el CFE colectivo y representativo democratico de los participantes y poseyendo medios economicos suficientes para asegurar su participacion sin desfallecimientos y la actividad permanente de un Secretariado.

La primera condicion es, a mi entender, dificil de alcanzar al menos en un futuro inmediato. El Partido Galleguista no da señales de vida en el exterior y, segun referencias que creo exactas, el papel que juega en la politica gallega del interior es cada dia mas reducido. El Consejo de Galicia no es hoy dia más que una pequena tertulia de cuatro diputados, algunos no muy calificado y ninguno con un prestigio politico estimable. Este Organismo no

3/

tiene ninguna autoridad ni tampoco preocupaciones en orden al prestigio internacional de Galicia, limitandose a asegurar mas que la "presencia" de Galicia en el Mundo la de sus componentes en las orillas del Plata.

En Francia- dejando de lado a los comunistas que cuentan con la pequena masa gallega de emigrados y que son resueltamente contrarios al MFE, el número posible de participantes seria muy pequeño; Por el instante no creo posible que este tema interese a mas de una media docena de personas: Portela, Martinez Risco, Alvajar, Garcia Lopez, Nunez y yo mismo. Poca cosa en verdad para constituir una agrupacion.

Mismo este número no es posible asegurarlo si pasamos a examinar las condiciones politicas. En efecto alguna de aquellas personas serian opuestas a una participacion por una o otra razon. Por ejemplo, los Señores Martinez Risco y Nuñez militantes de "España Combatiente" no darian su adhesion en razon de figurar en ese organismo los monarquicos liberales y los socialistas de Prieto. Por esta ultima razon posiblemente todo el mundo puesto que todos ellos son antiprietistas, Portela incluso. No olvide Usted que el antiprietismo gallego es mas amplio y arraigado que en otros paises peninsulares y que no se le perdona a su Partido su feroz antiautonomismo, sus maniobras contra el Estatuto y su posicion antigallega a la ocasion de constituirse el Gobierno Llopis. Por otra parte ciertas manifestaciones sobre Galicia y sus problemas vertidas por ciertos dirigentes socialistas (el Sr. Llopis entre ellos) no han sido olvidadas. La presencia del Sr. Madariaga como Monarquico Liberal y aun mas como Presidente del CFE sera otro obstaculo para una participacion gallega. Los republicanos gallegos no olvidan haber votado por este mismo Sr. Madariaga como candidato de la ORGA. Yo desconozco sobre este tema la opinion de dos diputados gallegos en el exilio (Sres. Gonzalez Lopez y Longueira) pero creo conocer suficientemente las de los demas (Sres. Portela, Viana, Ossorio Tafall, Villaverde, Alonso Rios, Somoza, Suarez Picallo, Martinez Risco, Pazos Cid) para creer que ninguno es partidario "activo" de una presencia gallega en un organismo de la naturaleza del CFE tanto mas que todos ellos, en mayor o menor grado, estiman este organismo demasiadamente inclinado hacia uno de los bloques que actualmente participan, encontrados en la guerra fria. Yo no veo en estas condiciones posibilidad de contar con la adhesion de los Sres. Tafall, Martinez Risco, Pazos Cid y Viana militantes en el Movimiento de Partidarios de la Paz ni de los componentes del Consejo de Galicia mas antiprietista que nunca y que son los Sres. Villaverde, Alonso Rios, Suarez Picallo y Somoza. En otra una cuestion que inmediatamente se va a plantear en el caso de participacion gallega es como esta entiende asegurar la condición de "diferenciacion" gallega ante agrupaciones socialista y monárquica que le niegan esta condicion mismo en el área peninsular.

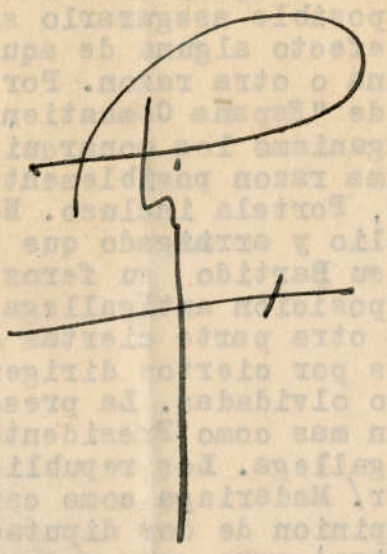
Queda la tercera condicion a cumplir y esta es tambien dificilmente salvable. En efecto no creo posible asegurar los fondos necesarios para asegurar la representacion gallega y para mantener un secretariado permanente mismo montado muy modestamente. Los pocos posibles participantes son personas muy atadas a su trabajo e incapacitadas por razon de dependencia a desplazamientos costosos y en fechas que no podrian serles cómodas. Entre ellos habria en otra, para asegurar el trabajo regular, que buscar gentes residiendo en Paris, pero los residentes en esta ciudad no son personas a los cuales se les pueda confiar un trabajo perseverante unido a responsabilidades que yo no quisiera que alegremente fueran unidas al nombre de ciertas personas, muy buenos amigos, pero que dudo estuvieran en todo momento a la altura de las circunstancias.

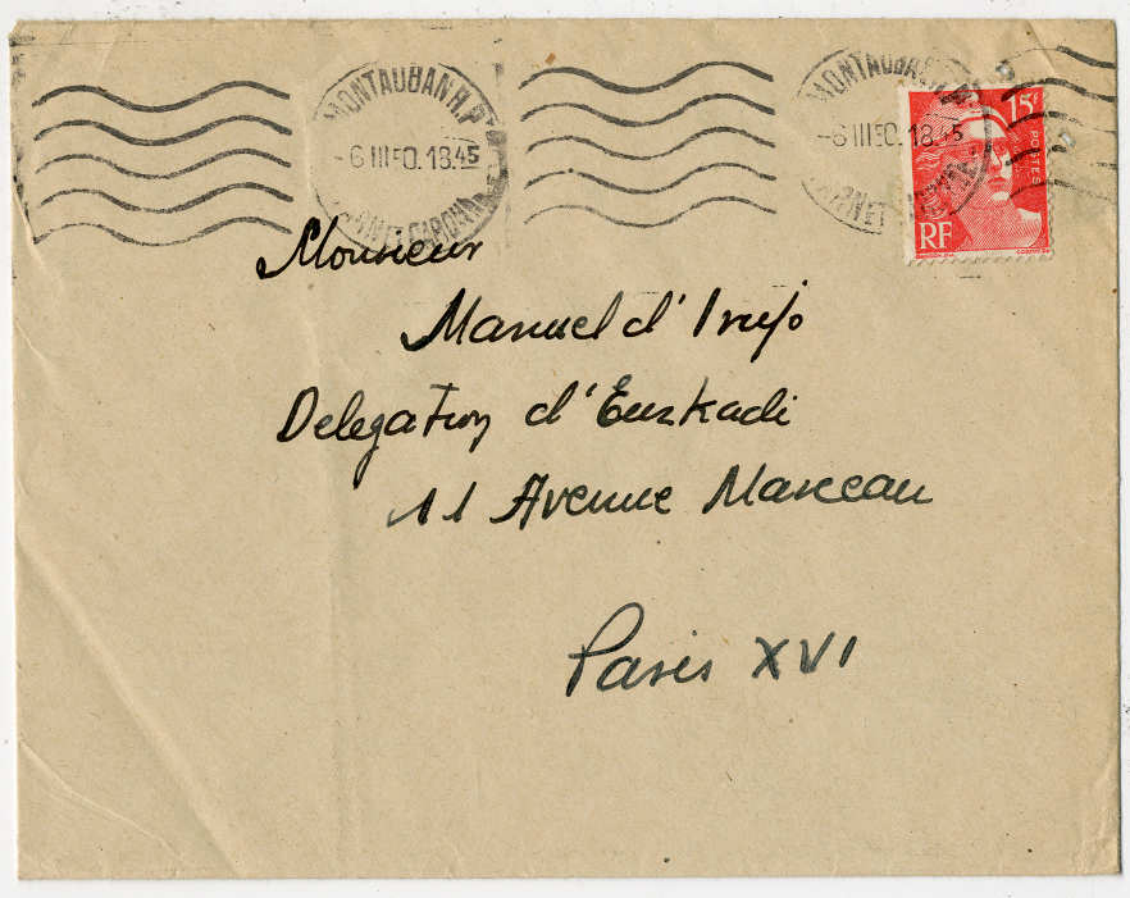
Como ve Usted mi respuesta no es muy optimista pero ello no es obstaculo para que no vea con agrado que la idea cuajara y fuera llevada adelante.

En todo caso yo creo poder ir a dar una vuelta por Paris hacia el 20 del corriente. Yo tendre un gran placer en hablar con el Sr. Lasarte y Usted de estas cosas y mismo ce citar a algunos gallegos para cambiar impresiones con Usted mismo.

Por Aostri ya sabia de la delicadeza de Ustedes leyendo mis cuartillas "telegráficas" en el homenaje a Castelao. Hubiera querido hacer cualquiera cosa de bien pero su carta me sorprendio sin tiempo para hacer nada serio. En todo caso estoy profundamente emocionado por el gesto singular de Ustedes rindiendo ese homenaje a Castelao y que Martinez Risco me hubiera salvado de la angustia de pensar que el acto podia celebrarse sin que se alzase una voz gallega.

Hasta dentro de unos dias con un saludo muy respetuoso y atento de su amigo.





Monsieur

Manuel d'Info

Delegation d'Entrade

11 Avenue Marceau

Paris XVI

PLA
4 Rue Hoche
Montauban

EUSKO - IKASKUNTZEN VII. gn. BILTZAR NAUSIA

VII eme. CONGRÈS DES ETUDES BASQUES

BIARRITZ

QUESTIONNAIRE A REMPLIR PAR MM. LES CONGRESSISTES

Nom et prénoms .....

Adresse .....

Société à laquelle vous appartenez (s'il y a lieu) .....

Titre auquel vous participez au Congrès (s'il y a lieu) .....

Venez-vous seul? ..... Accompagné?.....De combien de personnes?.....

Date et heure de votre arrivée à Biarritz..... a .....

Par Fer? ..... Par route? .....

Nombre de chambres a retenir: { à un lit..... / à deux lits .....

Désirez-vous la pension complète à l'Hôtel? .....

Dans quelle catégorie d'Hôtel? (1) .....

Pour combien de jours? ..... Préferez-vous prendre vos repas de midi au Restaurant du Congrès? (Lycée de Biarritz) .....

Participerez-vous a la journée de l'Eskualtzalen Biltzara? (excursion à Baigorry, Congrès de l'Eskualtzalen Biltzara, repas, festivités, offerte par la Société Internationale des Etudes Basques)..... Désirez-vous retenir vos places aux manifestations artistiques, et combien de places:

a) Soirée de la Chanson Basque le 14 septembre au Théatre de Bayonne.

b) Soirée de théatre basque, le 17 septembre au Théatre de Bayonne.

c) Soirée de folklore basque, le 18 septembre au Casino de Biarritz.

d) Festival de la Danse et des Sports basques le dimanche 19 septembre, a 15 heures, au Parc des Sports d'Aguilera (Biarritz).

Désirez-vous que nous nous occupons de retenir vos places de chemin de fer pour votre retour?.....

Dans l'affirmative, quel jour comptéz-vous partir? .....

Par quelle voie? .....

Avez-vous votre billet de retour? .....

Désirez-vous recevoir le livre du VII ème. Congrès des Etudes Basques? .....

Combien d'exemplaires vous intéressent? .....

..... le 1948

(signature du Congressiste)

(1)- Nous pouvons vous communiquer sur votre demande les prix spéciaux faits aux congressistes par les diffétents catégories d'Hotels.

T.S.V.P.

N.B.- Un bureau de réception accueillera les Congressistes à leur arrivée, soit à la Gare de Biarritz-Ville, soit au Siege du Syndicat d'Initiatives, avenue Edouard VII, à Biarritz, où pendant toute la durée du Congrès se tiendra une permanence destinée à faciliter le séjour de MM. les Congressistes.

Veuillez retourner d'urgence ce Questionnaire a M. le Secrétaire Général du VII ème. CONGRES DES ETUDES BASQUES, *Syndicat d'Initiatives,* BIARRITZ (B.P.)

1/3/50

Esta Nota sin título, a propósito de España y de la Unión Occidental, fué escrita hace tres meses con ánimo de enviársela a un antiguo amigo, de quien supe que había dado en España una conferencia sobre el Movimiento Europeo. Cuando andaba buscando la manera segura y rapida de hacersela llegar, supe tambien que se iba a marchar por dos o tres meses a los Estados Unidos y que, por otra parte, no haría seguramente gran caso de mis consideraciones, de manera que, abandoné la idea. Hasta ahora no la he leido a nadie. Acabo de releerla yo, y s i hubiera tenido humor y tiempo, la hubiera rehecho antes de enviarsela, para aligerarla, porque me parece bastante indigesta. Hay, sin embargo, cosas que me parecen utilizables y susceptibles de impresionar a un interlocutor del campo adverso. Cuando la lea Vd. no olvide que está escrita de manera que la distancia entre el autor y el presunto lector franquista disminuya lo mas posible. Cuando se intenta entablar un diálogo es inutil empezar con alegatos y con insultos. Muchas veces es preciso, en cambio, soltar prenda. Las que yo he dejado en ese papel no son de gran consecuencia.

Si creen Vds que esta Nota tiene algún interés y quieren que la rehaga para darle una forma mas asimilable o para modificar algún extremo que lo requiera, lo haré con mucho gusto. No tienen mas que decirmelo. Lo mismo digo si quieren Vds encargarme cualquier otro trabajo por el estilo. Ya sabe Vd. que esta clase de dialecticas me ha divertido siempre.

Dentro de unos pocos días seguramente iré a Paris. No sé todavía cuando, porque la cosa no depende de mi sola voluntad. No dejaré entonces de pasar a saludarles.

Juan Ortega Costa
22, Rue des Aduatiques, Bruxelles
Tel: Brux: 33-30-46

París 1 Marzo

Paris 31 Enero 1950

Amigo Nogues:

Me ocurrió plantear a Julio Jauregui los temas que teníamos para Vd. cuando ya Vds. se habían despedido. Me veo precisado por ello a hacerlo por escrito.

Ha muerto Castelao. El Gobierno Vasco prepara un acto en homenaje a la gran figura del amigo que fué. Se celebrará el sábado, 11 de Febrero, por la tarde. Tengo encargo del Presidente Aguirre de hacerlo saber a Vd. Si sus ocupaciones se lo permiten, la presencia de Vd. nos honraría, ofreciendo un amable recuerdo y ofrenda al gallego exilado. Dirigirán la palabra los Sres Valera, Aldasoro, Bosch Gimpera y Leiva. Tal vez asista Don Diego, al que el Presidente Aguirre invita también. He pedido unas cuartillas a Don Manuel Portela Valladares, si su presencia no fuera posible. Quiza las envíe también Prieto, a quien el Presidente Aguirre las pide. De igual manera, nos satisfaría que el Presidente Irla remitiera unas líneas de recuerdo a nuestro dilecto amigo, en el supuesto de que no se encuentre en Paris aquel día. Vd. me dirá, amigo Nogués, lo que resuelve de estas cosas.

Para Marzo se prepara una Jornada de Estudios, o Congreso organizado por el Consejo Federal Español, miembro del Movimiento Europeo y bajo los auspicios de este. Entre otras Comisiones, la Juridica, está integrada por los Sres Carlos de Juan, Sanchez Guerra, Jauregui y Vd. La Directiva había pensado en una Presidencia de la Comisión para Vd. y la ponencia con cargo al Sr. De Juan. Los temas de esa comisión son definidos por su propia naturaleza, pero, en los actuales momentos, tienen un yunque al que llevarlos, que es la Declaración de los Derechos del Hombre, en pugna con el régimen franquista. Tengo encargo de hacer saber a Vd. estas propuestas, y le ruego me dé su parecer. Tenga Vd. presente que, la Ponencia o Ponencias, han de ser examinadas por la Comisión, impresas y repartidas con anterioridad a la celebración de las Jornadas. Porque, se trata de hacer una cosa seria, y que no desmerezca de similares manifestaciones que cada día vemos en París.

Espero sus noticias enviandole mi saludo cordial

Visita de Monsieur Jean BOULIER - 6, rue de la Saussaie
MASSY (S.O.) - Tel. 920-33-21

Monsieur Boulier pide una entrevista con el Lendakari, que se concede para el martes, día 25 de mayo. No estando presente el Lendakari, y por su indicación, recibimos a Monsieur Boulier, Irujo y Alberro.

Monsieur Boulier fue sacerdote. Desde hace algún tiempo está reducido personal y cordialmente al estado laíco aunque tiene muy buenas relaciones, según él, con el Cardenal Feltin, los dominicos y los jesuítas.

Trae consigo una referencia impresa de la Conferencia de personalidades católicas de Estados Europeos por la Paz, la Confianza y los Tratados, celebrada el 17 y 18 de noviembre de 1964 en Berlin-Este (folleto adjunto).

Pretende él, y lo que él representa, celebrar una Conferencia en el mes de Agosto de 1965 en Viena, entre católicos, teniendo como base la Encíclica Pacem in Terris, de Juan XXIII. La Conferencia de Viena, según Monsieur Boulier, ha de tener como base la Encíclica ~~Rerum Novarum~~, de ~~León XIII~~.
Pacem in Terris Juan XXIII
Constitución de Comisiones (según impreso).

Conveniencia de constituir una Comisión de Hispanidad (en su sentido largo y ancho: España, vascos, catalanes, españoles). (Onaindía) no conoce ningún nombre español, ni a Aranguren, ni Marias).

Hispano-América - (Chile, Argentina, Venezuela) Pide nombres a los qe invitar.

Italia poco gratos al Vaticano, por ello, en la posible Delegación italiana pocos y, mejor, ninguno. La Pira es un místico. Fue a Moscú y los dijo "..rezaré por vosotros". Qué les importaba ésto a los soviéticos.

F. Mauriac; nadie sabe nunca en qué dirección va a explotar su bomba. Unicamente en la guerra civil española adoptó desde el primer minuto la actitud de los vascos, y la mantiene.

De Gaulle; lo estima o, por lo menos, lo soporta.

Ante USA actitud digna europea. Hace falta, sin embargo, la Europa hasta el Ural para no caer en el "mittel" Europa grata a los alemanes.

Decimos a Monsieur Boulier que(~~trataremos~~) trasladaremos sus indicaciones y su invitación al Lendakari para que él decida lo que proceda.

Paris 30 Enero 1950

M. Rafael Sanchez Guerra
16 Rue Mayette
Paris (VI)

Mi querido amigo:

Como Vd. sabe, funciona un Consejo Federal Español, miembro del Movimiento Federal Europeo, cuya Directiva la integran los Sres Madariaga, Llopis, Just, Pi Sunyer y yo, siendo su Secretario General el Sr. Lasarte. El Consejo, en su última reunión, acordó celebrar una Semana de Estudios o Congreso español en el mes de Marzo próximo. Entre las diversas Comisiones designadas, una de ellas es la Juridica, con los Sres Noguês, Jauregui y Vd., indicandose como Ponente a Don Carlos de Juan. El Sr. Lasarte, que centraliza los trabajos de organización, me encarga que, como directivo y en su nombre, haga saber a Vd. su designación y le pida su conformidad. La Comision habrá de elaborar una o varias ponencias, las cuales, una vez discutidas en su seno, deberán ser impresas y repartidas con anterioridad a la reunión de la asamblea. El tema que, de manera singular, preocupa a la Directiva en esta sección, es la situacion actual de España con respecto a la Declaracion de los Derechos del Hombre, pero, claro está que, la Comisión y cada uno de sus miembros tendrán libertad para llevar al congreso las propuestas que tengan por conveniente.

Mucho agradeceré a Vd. me diga si, como espero, acepta el puesto y se prepara a poner su esfuerzo en favor de una manifestación que, por contar con todos los sectores de la emigración, puede darnos honra y provecho.

Pongame a los pies de su Sra y salude a su hija.

Con todo afecto

Paris 30 Enero 1950

Amigo Don Carlos:

Espero sus noticias en relación con el Joven asspirante a pasar el charco. Supongo que de 35 Av. Foch, a donde le envié mi respuesta, le habrán pasado la carta.

A otra cosa: El Consejo Federal Español, miembro del Movimiento Federal Europeo, organiza, bajo los auspicios de este último, una semana de Estudios o Congreso español, que se celebra en Marzo proximo. Vd. sabe que, la Directiva del C.F.E. la constituimos los Sres Madariaga, Llopis, Just, Pi Sunyer y yo, siendo su Secretario General el Sr. Lasarte. En la última reunión del Consejo se acordó organizar esa asamblea. Fueron designadas Comisiones y Ponentes para las diversas Secciones. Para la Juridica se pensó en los Sres Nogués, Sanchez Guerra y Jauregui, siendo ponente de la misma Vd. Esta sección habrá de estudiar el tema que en su propio enunciado lleva la sección, de manera singular con relación a los Derechos del Hombre, su incumplimiento por el régimen franquista, etc. El Sr. Lasarte me pide que, como Directivo del C.F.E. y por mis relaciones con Vd. me encargue de hacerle saber su designación, para que comience a prepararse. Tenga Vd. presente que, la Ponencia habrá de ser presentada a la Comisión, y una vez aprobada por esta, ha de ser impresa y repartida antes del Congreso, al cual ha de darse solemnidad y garantías adecuadas, porque se quiere hacer una cosa seria.

Espero sus noticias.

La abraza

Gouvernement d'Euzkadi
Délégation de Paris
11, Avenue Marceau
Klé. 77-77

Paris 31 Enero 1950

Amigo Bosch:

He intendado alcanzarle por telefono, por dos veces, sin éxito. No renuncio all empalme de los hilos, pero prefiero hacer un seguro por carta.

Murió Castelao. Vd. sabe quien fué en vida Castelao, y lo que representa para Galicia. El Gobierno Vasco trata de ofrecer a su memoria un homenaje, en acto que tenga lugar el sábado 11 de Febrero por la tarde, all que piensa invitar a todo el mundo, ofreciendo la palabra a

Visita de Monsieur Jean BOULIER - 6, rue de la Saussaie
MASSY (S.O.) - Tel. 920-33-21

Monsieur Boulier pide una entrevista con el Lendakari, que se concede para el martes, día 25 de mayo. No estando presente el Lendakari, y por su indicación, recibimos a Monsieur Boulier, Irujo y Alberro.

Monsieur Boulier fue sacerdote. Desde hace algún tiempo está reducido personal y cordialmente al estado laíco aunque tiene muy buenas relaciones, según él, con el Cardenal Feltin, los dominicos y los jesuítas.

Trae consigo una referencia impresa de la Conferencia de personalidades católicas de Estados Europeos por la Paz, la Confianza y los Tratados, celebrada el 17 y 18 de noviembre de 1964 en Berlin-Este (folleto adjunto).

Pretende él, y lo que él representa, celebrar una Conferencia en el mes de Agosto de 1965 en Viena, entre católicos, teniendo como base la Encíclica Pacem in Terris, de Juan XXIII. La Conferencia de Viena, según Monsieur Boulier, ha de tener como base la Encíclica Rerum Novarum, de ~~León XIII~~.
Pacem in Terris, de Juan XXIII —
Constitución de Comisiones (según impreso).

Conveniencia de constituir una Comisión de Hispanidad (en su sentido largo y ancho: España, vascos, catalanes, españoles). (Onaindía) no conoce ningún nombre español, ni a Aranguren, ni Marias).

Hispano-América - (Chile, Argentina, Venezuela) Pide nombres a los qe invitar.

Italia poco gratos al Vaticano, por ello, en la posible Delegación italiana pocos y, mejor, ninguno. La Pira es un místico. Fue a Moscú y los dijo "..rezaré por vosotros". Qué les importaba ésto a los soviéticos.

F. Mauriac; nadie sabe nunca en qué dirección va a explotar su bomba. Unicamente en la guerra civil española adoptó desde el primer minuto la actitud de los vascos, y la mantiene.

De Gaulle; lo estima o, por lo menos, lo soporta.

Ante USA actitud digna europea. Hace falta, sin embargo, la Europa hasta el Ural para no caer en el "mittel" Europa grata a los alemanes.

Decimos a Monsieur Boulier que(~~trataremos~~) trasladaremos sus indicaciones y su invitación al Lendakari para que él decida lo que proceda.

Conseil Fédéral Espagnol
du Mouvement Européen

Secrétariat :
11, Avenue Marceau, Paris (16e)

Consejo Federal Español
del Movimiento Europeo

Tél. : KLE 77-77 / 13-62

Paris 3 de Julio de 1950.

Sr. Dn. Manuel de Irujo
Consejo Vasco por la Federacion Europea.

Mi querido amigo:

Después de la intensa actividad desarrollada con ocasión de las Jornadas de Estudio del Consejo Federal Español, atravesamos una fase de paralización. Con objeto de aprovechar al maximum el eco de aquellas Jornadas y examinar los problemas que se presentan, nos ha parecido oportuno convocarle a una reunión del Comité Ejecutivo del Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, que tendrá lugar en Paris, el martes día 11 de Julio, a las tres de la tarde, en los locales de la Delegación del Gobierno de Euzkadi de Paris, 11 Avenue Marceau, (metro Alma-Marceau), con el orden de día siguiente:

1) Toma de posición en el Pool del acero y carbon. (Oportunamente, la Comisión Económica se reunirá y presentará sus conclusiones).

2) Asuntos interiores y de organización. Informe del Secretario General.

3) Reunión de Agosto de la Asamblea de Estrasburgo.

4) Campaña en pro del Pacto Federal Europeo.

5) Conferencia Social del Movimiento Europeo en Roma. Informe del Sr. Enrique Gironella.

6) Otros asuntos. Inf. Jurídico Dros del Hombre

Asimismo le adjunto en la presente carta, una comunicación del Movimiento Europeo, notificando la creación en Madrid, de la asociación "Estudios Económicos españoles y europeos".

Esperando tener el placer de saludarle el día 10, se despide atentamente.

José María de Lasarte
Secretario General.

M O U V E M E N T E U R O P E E N

45, Avenue d'Iena, Paris (14)

GR/MP/817

COPIA

Cher Monsieur,

Nous venons de recevoir communication de la création à Madrid de l'association : ESTUDIOS ECONOMICOS ESPAÑOLES Y EUROPEOS, Ferraz 16, Madrid, en vue de réaliser des études sur l'économie espagnole par rapport à l'unité européenne.

Le Mouvement Européen n'envisage pas d'entrer en rapport avec cette Societé mais il nous apparaît intéressant de savoir dans quelle mesure certains documents pourraient lui être fournis et pourraient être obtenus auprès d'elle; par exemple par l'intermédiaire de la Ligue Européenne de Coopération Economique, ou par quelque autre voie.

Votre opinion et les avis que vous pourrez recueillir sur cette association nous serons utiles et je vous en remercie par avance.

Croyez, cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments bien cordiaux.

G. REBATTET.

Monsieur José Maria de LASARTE.
11 Avenue Marceau
Paris (16)

CONSTITUTION DE LA SOCIETE ESTUDIOS ECONOMICOS ESPAÑOLES Y EUROPEOS S.A.

Adresse: Ferraz 16, Madrid, Espagne

Constitué le 24 Février 1950.

Ont signé, responsables:

M. José LARRAZ en sos propre nom (ancien Ministre de Finances, Membre de l'Academie des Sciences Morales et Politiques).

Le Marquis de ALEDO, pour la Banco Hispano Americano.

Pablo de GARNICA, pour la Banco Español de Crédito.

Julio de ARTECHE, pour la Banco de Bilbao.

Ignacio de VILLALONGA, pour le Banco Central.

Conseil d'Administration:

Président :	Pablo de GARNICA.
1er vice-Président :	Julio de ARTECHE.
2ème vice-Président :	Marquis de ALEDO.
Conseiller des Études :	José LARRAZ.
Conseiller gérant :	Ignacio VILLALONGA.

But de la societé :

Réaliser des études sur l'économie espagnole par rapport à l'unité européenne et exploiter ces études soit en s'en aliénant la propriété, soit en cédant les droits d'édition, soit par toute autre forme licite de profit.

Eventuellement ces études pourront s'étendre à d'autres problèmes généraux de l'économie espgnole par rapport à l'économie internationale, les mêmes méthodes de réalisation et d'exploitation que ci-dessus étant prévues.

Reunion del Comite de Paris de los N.E.I. de Euzkadi — Dia 21 de Junio de 1950

Asisten los señores Irujo, Landaburu, Lasarte y Renteria.

Tras aprobacion del acta anterior, el Sr. Irujo, pregunta si el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo ha tomado una posicion en el plan Schuman. El Sr. Lasarte indica que ha escrito al Sr. Leizaola como presidente de la comision economica del Consejo Federal Español, para que haga un proyecto de declaracion, y que es necesario que se haga cuanto antes.

En cuanto a la conferencia social de Roma, el Sr. Pascual ha aceptado la presidencia de la comision social y el trasladarse a Roma. Se le ha enviado el material que ha llegado sobre el particular. Los gastos de estancia son sugragados por los organizadores. En los viajes hay reducciones. El Sr. Lasarte ha adelantado los nombres para asistir a dicha Confeencia, y hecho una gestion cerca de Solidaridad de Trabajaodres Vascos, para que en la delegacion peninsular, que estara compuesta de tres personas hay un delegado de S.T.V. Al Sr. Teodoro de Aguirre se le ha dado la direccion del organizadora de la conferencia para que se ponga en relacion con el.

A las proximas reuniones internacionales se acuerda asistan:

1) Congreso de Regiones y Comunidades Europeas en Holanda: el Sr. Landaburu.

2) Reunion del Comite Ejecutivo de los N.E.I. en Bruselas. El Sr. Lasa representara al equipo vasco, para lo cual el Presidente del mismo Sr. Landaburu le enviara una carta.

3) Comision Cultural delos N.E.I. En Bruselas. Una carta excusando la asistencia sera enviada al presidente de dicha comision Sr. Glaser.

4) Comite Central de la Union Europea de Federalistas. Asistiran los Srs. Lasarte y Renteria.

5) Seccion Internacional de Jovenes de los N.E.I. Asistiran los Srs. Angel e Iñaki de Aguirre, Juan Jose de Beristain e Iñaki de Renteria.

Por otra parte el Sr. Renteria queda encargado de convocar unareunion para la formacion del grupo de juventudes del Movimiento Federalista Vasco.

Los jovenes de la "Juventud Federalista Europea" tiene su congreso en Beaune (Francia) los dias 14, 15 y 16 de Julio. En identica fecha y lugar se reunira tambien el Congreso de "La Federacion". El secretariado queda encargado de enviar una carta comunicando la asistencia de una delegacion vasca.

Sin otro particular más se levanto la sesion.

"Le respect des droits des minorités, nationalités et régions européennes à l'intérieur d'un Etat est une condition nécessaire au développement d'un esprit européen et international".

RAPPORT présenté par F.J. de LANDABURU au CONSEIL FEDERAL des MINORITES ET REGIONS EUROPEENNES - LEEUWARDEN, 1 Juillet 1950.

Si nous considérons une carte de l'Europe actuelle, une carte complète qui indique, non seulement les frontières des Etats contemporains mais aussi les divers groupes ethniques, linguistiques ou culturels qui conservent leur personnalité, nous sommes frappés du fait que la conception officielle de l'Europe est loin de correspondre aux réalités. Un voyage à travers le continent confirme encore cette impression que les limites des Etats européens sont absolument conventionnelles. L'Europe fut dans l'Histoire le territoire commun d'un grand nombre de peuples différents qui se combatirent plus souvent qu'ils ne s'accordèrent. La nécessité ou ces peuples se trouvèrent d'être commandés dans ces luttes créa les dynasties, et, des ambitions royales, de la confusion qui s'établit entre les intérêts de la collectivité et ceux des maisons régnantes, naquirent les Etats. Quand l'Etat était le roi - et il en fut ainsi bien avant Louis XIV - ce furent les desseins du roi et non ceux des peuples qui animèrent les Etats, et aujourd'hui encore les rois qui forgèrent des Etats forts sont considérés comme de bons rois. La volonté royale visait avant tout à étendre le territoire de l'Etat et à consolider ses frontières, fût-il nécessaire pour cela d'annexer des peuples entiers ou de les partager. Les collectivités qu'un nationalisme primitif poussait à la résistance étaient écrasés ou recevaient du souverain l'assurance que leurs libertés seraient respectées, promesse vite oubliée d'ailleurs. Ainsi naquirent bien des Etats de l'Europe actuelle.

Lorsque les Républiques se substituèrent aux monarques, rien ne changea dans le processus de formation, de consolidation et de développement des Etats. L'Etat a continué à se confondre avec le régime et, pour un très grand nombre de citoyens, il s'est identifié avec la notion de patrie, identification imposée par l'Histoire officielle, la littérature officielle et les exigences de la vie collective.

On peut dire que toute l'Histoire, celle de notre continent et celle du monde entier, a surtout consisté en une lutte constante entre les Etats et les peuples, entre une notion abstraite et la réalité.

Nous reconnaissons volontiers que les Etats, tels qu'ils se formèrent, ont pu répondre à certaines nécessités historiques et nous admettons que l'assimilation des collectivités ethniques eut parfois causes bien plus importantes que la simple volonté du monarque. Il n'en était pas moins évident qu'à partir du moment où apparut la nécessité de donner une structure politique aux groupes humains, la terre habitée fut le théâtre de la lutte entre les collectivités et l'organisation qu'on voulait leur imposer, lutte à laquelle nous assistons encore aujourd'hui et où nous jouons un rôle important. Depuis un peu plus d'un siècle, ces groupes naturels ont un nom, et nous pouvons dire en résumé que les protagonistes de cette lutte séculaire sont la nationalité et l'Etat. Les minorités, les régions, les autres communautés de la même sorte, ne sont que des dérivées, plus jeunes et plus modestes, des nationalités.

....

Dans ce duel, c'est toujours l'Etat qui a disposé des moyens matériels les plus puissants. On a pu croire que dans presque toute l'Europe il avait définitivement gagné la partie: les petits peuples, divisés entre eux, sans cohérence interne, sans organisation, sans moyens matériels, dépouillés de tout recours par les Etats dont la puissance allait en croissant, étaient destinés, selon l'opinion général, à une inévitable disparition. Seuls quelques esprits généreux et chimériques osaient défendre, de façon toute platonique, les droits des peuples qui ne formaient pas un Etat; la cause des nationalités opprimées n'était plus qu'une source d'inspiration littéraire et poétique.

Il en était ainsi lorsqu'au siècle passé passé, la définition et la proclamation du principe des nationalités provoqua en divers pays d'Europe une série de révolutions. Il se fit des ennemis, chose naturelle car il fut souvent invoqué par certains Etats, non pas pour défendre les droits des peuples qu'ils ne se gênaient pas pour opprimer sur leur propre territoire, mais pour inquiéter et affaiblir les Etats voisins sous le prétexte d'émanciper les communautés nationales que ces Etats renfermaient. Cette utilisation à des fins impérialistes du principe des nationalités est bien connue et nous pourrions en citer des exemples récents en Europe orientale et en Europe occidentale. Pour ne parler que de l'Etat dont je suis ressortissant, je puis dire qu'il fut toujours rebelle à toute reconnaissance des droits des peuples qui le composent mais qu'il ne s'en est moins préoccupé, sans même avoir été belligérant, de signer le traité de protection des minorités d'Europe centrale et orientale.

Le principe des nationalités a servi d'excuse aux fauteurs de guerre et à ceux qui ne surent pas organiser la paix. Chose curieuse, ceux qui ont utilisé ce principe n'ont guère tenu compte, le plus souvent, de la volonté des peuples qu'ils prétendaient ainsi favoriser. Parfois également, les peuples qui, grâce à lui, ont pu se transformer en Etats, se sont empressés d'oublier que dans le sein du nouvel Etat, d'autres minorités nationales aspiraient aussi à la liberté; le nouvel pratiquait à l'égard de ces minorités une politique d'oppression comparable à celle dont ses ressortissants avaient été victimes quelques années auparavant. Il n'est donc pas étonnant que l'affirmation du principe des nationalités provoque de la méfiance, des suspicions et même des passions violentes.

Mais la conception même de l'Etat subit actuellement une crise profonde. Les tentatives totalitaires pour le déifier, la forte part d'irréalité que comporte sa nature même, les crimes que l'on a commis en son nom, tout cela a provoqué chez les citoyens un reflexe de défense. Dans le conflict entre la liberté et l'autorité, entre les droits de la collectivité et de la personne humaine, la réaction de l'individu est hostile aux abus de l'Etat qui, trop souvent, limite la liberté personnelle sans pour cela renforcer le prestige et l'efficience de l'autorité. Le monde recherche avec inquiétude une formule de conciliation. Quelle que soit la synthèse que l'on adopte pour résoudre les nombreux problèmes de l'heure présente, il n'est pas douteux que ce soit l'Etat qui doive céder. Nous l'espérons du moins, nous qui ne renonçons pas à voir déclarés et effectivement respectés les Droits de l'Homme et des Communautés.

Les pouvoirs de l'Etat commencent à être limités par le bas, du moment où les principes démocratiques en vigueur le contraignent à garantir contre toute violation les droits de l'individu et des collectivités; ils sont limités par le haut, du moment où l'opinion européenne exige chaque jour avec plus de force, que les Etats cèdent une part de leur souveraineté dite nationale en faveur de l'organisation continentale dont tous voient la nécessité. Et tel est la méfiance

....

envers l'Etat, que l'on exige des garanties internationales, une loi supérieure à l'Etat, par laquelle celui-ci se trouverait lié de telle façon qu'il lui serait difficile et probablement nuisible de la transgresser. L'opinion générale est que l'Europe future ne pourra être efficacement réalisée que si l'organisation supranationale dispose de cette part de souveraineté que les Etats auront dû lui abandoner.

Cette conviction n'est que le résultat d'une longue et douloureuse expérience: si nous faisons aujourd'hui le bilan de l'histoire européenne, nous pouvons assurer que les excès commis au nom de l'Etat sont bien plus graves et bien plus nombreux que ceux qui, nous l'avons dit, prirent pour prétexte le principe des nationalités. Au cours de cette lutte séculaire, bien de nationalités ont péri, mais beaucoup d'autres ont survécu et tiennent bon, tandis que leur ennemi traditionnel décline et se transforme. La crise de l'Etat est chose évidente, comme est chose évidente la résurrection des communautés naturelles que l'Etat a voulu avaler mais qu'il n'a pu digérer.

Si la confédération est le correctif de tous les excès nationalistes, elle l'est également des excès estatistes. Telles sont les deux raisons qui, au même titre, font de nous des partisans fervents d'une organisation européenne. Voilà pourquoi nous sommes fédéralistes, et de ces fédéralistes intégraux, qui pensent qu'une fédération est quelque chose de plus sérieuse, de plus nécessaire et de plus fondamental qu'un conglomérat d'Etats.

Une des révolutions les plus heureuses de cet après-guerre a été la naissance du gran courant d'opinion qui réclame la Fédération Européenne, dont la structure commence lentement à apparaître sur le plan politique. Nous disons bien Fédération Européenne, car nous ne nous contenterons pas d'une simple Union des Etats d'Europe. Les peuples que nous représentons aspirent à cette Fédération comme à la seule garantie du fait que leurs droits seront respectés par l'Etat. Nous ne serions pas satisfaits d'un super-Etat qui, avec ses super-institutions, ses super-fonctionnaires et ses super-techniciens n'aurait d'autre résultat qu'une super-aggravation des impôts et des défauts inhérents à tout Etat. Loin de nous enthousiasmer, une telle perspective serait capable de freiner notre élan fédéraliste. Nous sommes partisans enthousiastes d'une Europe fédérale qui garantirait le libre développement de toutes les valeurs naturelles, de l'individu à la nationalité. Nous voulons que l'Europe se constitue, non comme un ensemble d'Etats artificiels, mais comme une harmonie des nations du continent. Nos langues nationales, nos cultures diverses, nos institutions politiques et juridiques, tout cela ne doit plus être à la merci d'un gouvernement ou d'un parlement étatique, au sein, au sein desquels nous ne sommes généralement représentés, quand nous le sommes, que par une minorité, tout cela devra être garanti, le jour où l'Europe sera constituée, par les institutions européennes elles-mêmes. Si l'Europe se fait - et nous y travaillons de toutes nos forces - il faudra faire l'Europe de l'avenir et non prolonger l'Europe du passé.

On a coutume d'opposer deux objections à nos aspirations. On nous dit tout d'abord que nous ne devons pas présenter prématurement nos problèmes nationaux, afin de ne pas gêner l'oeuvre de construction européenne. Nous répondons que nous acceptons d'adopter cette attitude, à condition que les institutions européennes que l'on prépare ne constituent pas, tôt ou tard, un obstacle à la réalisation de nos désirs légitimes. Nous appuierons, par exemple, la Charte Européenne des

....

Droits de l'Homme et l'institution d'une Cour chargée de réprimer les transgressions à cette Charte, mais ceci à condition que les dispositions de cette Charte puissent un jour être étendues aux droits de nos collectivités et que cette Cour ou une autre puisse connaître des atteintes portées à ces droits. Nous ne voulons pas saboter l'Europe, bien au contraire, mais nous ne voulons pas non plus que l'Europe que l'on prépare soit un nouvel ennemi, plus fort, des intérêts de nos peuples.

On prétend également que nos aspirations doivent trouver une solution sans franchir les limites de l'Etat dont nos peuples font partie. A notre avis, un tel raisonnement renferme un sophisme. Nous, qui sommes partisans du fédéralisme, nous savons que le fédéralisme est un, qu'il n'y a pas un fédéralisme interne et un fédéralisme externe. Nous savons également par expérience que la satisfaction de nos revendications est chose improbable dans le cadre des Etats, si une pression extérieure n'oblige pas ces Etats à se montrer compréhensifs à l'égard de nos droits. Nous estimons en outre que notre problème, le problème des nationalités, des minorités ou des régions, n'est pas seulement un problème intérieur de chaque Etat, mais bien un problème de portée européenne. La paix et la sécurité intérieures de l'Europe exigent que ce problème soit résolu. Il ne s'agit pas seulement de chercher des accomodements et d'éviter des conflits à l'intérieur des frontières d'un Etat, il s'agit de la tranquillité et du bien-être du continent tout entier. Une lutte entre un pays et un Etat qui aurait lieu dans un coin de l'Europe pourrait provoquer un conflit qui s'étendrait à tous les Etats où existent de tels problèmes. Si l'Europe est un corps, il est de l'intérêt général que tous les membres en soient sains, que tous les composants de cette communauté, Etats et nationalités, y vivent satisfaits. Si l'Etat que commettra un acte de génocide physique ou moral contre une nationalité ou une minorité, est justement puni par l'autorité européenne, ce précédent constituera une leçon de politique et de morale à l'égard des autres Etats qui auraient en leur sein des nationalités. Enfin si l'on reconnaît les droits de l'individu et les droits des collectivités, il n' a pas de raison pour que les premiers soient protégés sur le plan européen, et que les autres, tout aussi sacrés, ne le soient pas.

Comment d'ailleurs le problème qui s'incarne dans notre Conseil Fédéral ne serait-il pas un problème européen? Regardez encore la carte de l'Europe occidentale et vous verrez que ce problème se pose, avec un caractère plus ou moins aigu, sous le signe de bonne entente ou sous celui de la discorde, en Espagne, en France, en Belgique, au Luxembourg, en Hollande, au Danemark, en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Grande-Bretagne et en Irlande, c'est-à-dire, à l'exception du Portugal et de la Scandinavie - et encore n'en sommes-nous pas sûrs - dans tous les Etats de cette Europe future. Tous sont ou bien des Etats plurinationaux, ou des conglomérats de nations et de minorités, ou, en certains cas, des ensembles de régions différentes du point de vue physique, spirituel ou économique. Bien rares sont les Etats dont les lois constitutionnelles ont posé et moins encore résolu, ce problème grave et toujours actuel. On ne peut raisonnablement prétendre qu'un phénomène si général soit d'ordre purement intérieur.

Craint-on que l'unité européenne en soit menacée? Personne ne veut une Europe une, mais bien une Europe unie, diverse et harmonisée, mais nullement uniformisée. La personnalité de l'Europe doit se soutenir non grâce à des lois abstraites mais par des réalités dont la méconnaissance ferait de l'Europe une construction artificielle, une duperie vouée à la mort. Cette diversité, les Etats actuels n'en sont pas les seuls représentants, elle existe également à l'intérieur de leurs frontières, dont elle ne tient parfois aucun compte.

....

Quelle règle générale devra-t-on observer pour résoudre sur le plan du continent un problème qui se présente sous des aspects si variés? Si l'Europe doit être une démocratie, on devra accepter comme norme juridique celle qui naîtra de la volonté librement exprimée des peuples qui sont aujourd'hui considérés comme des parents pauvres. Il faudra harmoniser la personnalité de chaque collectivité avec la volonté collective des individus qui la composent. Il serait aussi ridicule de reconnaître comme nation un groupe humain qui ne réunirait pas les caractères physiques, moraux et économiques qui définissent la nation, qu'il serait injuste de maintenir, contre la volonté populaire, l'hégémonie d'une nation sur une autre, sous prétexte que la première, il y a plus ou moins longtemps, a réussi à se constituer en Etat aux dépens de la seconde qui fut défavorisée par les circonstances historiques. L'histoire de l'Humanité, celle des peuples et celles des hommes, évolue, et il n'y a aucune raison de fixer une date conventionnelle comme point d'arrêt à cette évolution, divisant ainsi la communauté des peuples en deux ou trois catégories de groupes humaines, en une classe aristocratique et en une classe servile sans aucune possibilité de passer de l'une à l'autre. Même si les lois du moment imposaient une telle discrimination, avec l'illusion de la rendre définitive, l'Histoire n'en tiendrait aucun compte. L'Histoire elle-même nous en donne, en ce moment précis, une preuve évidente.

En résumé, la compréhension mutuelle est nécessaire, et il ne serait pas exagéré de demander que l'on adopte pour les problèmes de nationalités la solution qui est adoptée à l'égard des anciennes colonies dans les nouveaux systhèmes impériaux, fondés sur l'union des peuples associés. Sur le terrain colonial, les Etats adoptent une politique libérale et prudente quand les colonies menacent de se séparer par la violence. Sur le plan européen, une politique semblable, suffisamment large, souple et adroite, pourrait prévenir des conflits plus proches et peut-être plus douloureux.

Nous attendrons donc que l'Europe future, encore fragile, se constitue et prenne des forces, et nous y aiderons, mais nous n'accepterons pas qu'au lieu de nous protéger, elle nous prive du droit à la vie que la Providence a donné à toutes les créatures.

Les représentants des Etats actuels fondent la nécessité de l'Union Européenne sur des raisons d'ordre économique, stratégique, culturel, que nous comprenons et que nous aprouvons. Les Communautés que nous représentons - nationalités, minorités nationales, régions - voient en outre dans l'Europe Fédérale la solution harmonieuse et définitive d'un trop long conflit. Si cette solution est conforme à la justice, elle assurera à nos pays une vie libre et fera pour tous les hommes et tous les peuples de ce vieux continent une Europe plus belle, plus forte, plus hospitalière, qui nous délivrera de la tyrannie et sera un véritable foyer de paix.

x x x x x

Le problème des nationalités et des régions n'a pas seulement un caractère européen: de même qu'il dépasse les frontières des Etats, il franchit les limites des continents. C'est un problème de portée internationale, ou, tout simplement, humaine.

Notre Conseil doit se borner à réunir aujourd'hui des représentants de l'Europe occidentale, mais il ne doit pas cependant renoncer à l'idée de comprendre un jour des représentants d'autres pays d'Europe et même de pays non-européens.

....

Si nous voulons que nos revendications ne soient pas purement doctrinales, il nous est très nécessaire de faire l'inventaire de tout ce que notre Mouvement représente en force matérielle et économique et en force spirituelle. Notre Mouvement groupe des cas si différents qu'il nous est difficile d'en trouver deux identiques, deux communautés qui se trouvent dans la même situation légale ou au même point par rapport à la réalisation de leur idéal. Nous devons nous instruire de toute cela, l'estimer à sa valeur et le faire prendre en considération par les organismes officiels, européens ou internationaux. C'est depuis longtemps une préoccupation de notre Conseil, mais quels que soient les moyens dont nous disposions, nous ne devons pas tarder davantage à préparer un tel inventaire.

Sur le plan international, l'U.N.E.S.C.O. a commencé une oeuvre qui peut nous servir de base et à laquelle nous pouvons apporter une collaboration effective et importante. L'U.N.E.S.C.O. a présenté au congrès de l'Association Internationale de Sociologie, tenu à Oslo du 5 au 11 septembre 1949, les lignes générales d'un questionnaire destiné à étudier les "Effets de la structure ethnique d'une nation sur les relations internationales". Selon les renseignements que nous possédons, ce travail avance très lentement. Il nous convient à tous qu'il soit fini le plus vite possible. Nous pouvons et devons y collaborer, et il nous est possible de le faire comme le résultat d'une des conclusions de la session de Leeuwarden de notre Conseil Fédéral.

D'autre part, lorsque l'Assemblée Générale des Nations Unies approuva à Paris en décembre 1948, la Déclaration des Droits de l'Homme et la Convention sur le Génocide, il fut décidé que les problèmes concernant les minorités feraient l'objet d'un document international distinct des précédents qui serait rédigé par une commission nommée à cet effet. Là non plus le travail n'a guère avancé. Notre Conseil se devrait de donner une impulsion à ces travaux et à provoquer au plus tôt l'approbation d'une Convention Internationale de Protection des Droits des Nationalités et des Minorités.

Tels sont pour le moment, deux buts très précis, et ils ne sont pas les seuls, qui justifient largement notre existence et prouvent l'intérêt européen et mondial de nos activités.

Juin, 1950.

Just (Federal)
De Juan

Conseil Fédéral Espagnol
du Mouvement Européen

Secrétariat :
11, Avenue Marceau, Paris (16e)

Consejo Federal Español
del Movimiento Europeo

Tél. : KLE { 77-77
13-62

París, 12 de Diciembre de 1950.

Mi querido amigo:

Me es muy grato comunicarle que la semana pasada he tenido una amplia conversación con el Sr. Llopis, Presidente del Consejo Federal y Vicepresidente de nuestro Comité Ejecutivo sobre las perspectivas de trabajo de nuestro organismo, y en ella hemos convenido, en principio, los siguientes puntos:

1º.- Celebrar una reunión plenaria, bien preparada, en el próximo mes de Enero.

2º.- Preparar un "rapport" para el Movimiento Europeo, pidiendo ayuda económica para nuestra propaganda.

3º.- Entablar relación directa con los que en el interior se interesan y preocupan por la organización europea desde un punto de vista democrático y, ayudar a crear una organización paralela a la nuestra con todos los requisitos de autonomía y discreción requeridos. Dar cuenta de los trabajos hechos en este sentido.

4º.- Preparar la confección de un Boletín del Consejo Federal, si se consigue la ayuda del Movimiento Europeo, como instrumento de propaganda para el exterior y el interior.

5º.- Considerar, como materia de trabajo para ante el Movimiento Europeo y la Asamblea Consultiva, el tema de las elecciones democráticas en España, que fué objeto de la resolución del verano pasado en Estrasburgo, estudiando en detalle el procedimiento y las condiciones que habrían de seguirse para cumplir este requisito, previo a la integración de España en Europa.

6º.- Estudiar la posibilidad de constituir en el seno de la Asamblea Consultiva y de su Comisión de asuntos generales, una Subcomisión para el estudio de problemas relacionados con los países no representados en la Asamblea, asunto que se ha considerado en los medios de Estrasburgo, sin que hasta ahora se haya adoptado resolución.

7°.- Preparar el punto de vista del Consejo Federal sobre el estudio de los grandes temas:

Plan Schuman
Ejército europeo
Pool de los transportes
Pool agrícola europeo

Formar para ello las comisiones de estudio correspondientes.

En la reunión proyectada se considerará, además, un "rapport" de Secretaría sobre la situación del Movimiento Europeo, cuestiones de organización del Consejo Federal y creación de Juntas locales del Consejo en diversos países de Europa y América y los asuntos detallados en la lista anterior, que sean presentados por cualquiera de los miembros de nuestra organización.

En lo que hacemos hincapié es en preparar debidamente la reunión de Enero y nos parece que será una buena medida que los diferentes grupos del Consejo Federal se reúnan previamente, para examinar y estudiar el orden del día de la junta de Enero.

En espera de sus noticias, le saluda atentamente.

José M.ª de Lasarte

José María de LASARTE
Secretario General

Paris, 28 de octubre de 1950

Sr. Don Manuel de Irujo
Paris

Muy Sr. mío y distinguido amigo:

Tengo mucho gusto en informarle de los trabajos del último Congreso de la Internacional Liberal (W.L.U.). Pude asistir gracias a la colaboración económica de los Srs. Belda y García, miembros ambos de la Sección Española. Expréseles aquí mi reconocimiento en nombre propio y del Movimiento Liberal Español.

Organización.- Lo primero que precisa destacar es la organización magnífica que se debió en grandísima parte a los liberales de Alemania. Ocupáronse éstos de la atención, guía y alojamiento de los Congresistas que no hubimos de perder tiempo y preocupaciones en esos pequeños menesteres, pudiendo desde el primer instante dedicarnos a las tareas del Congreso. Celebrose éste en el Kursaal Bad Cannstatt, un establecimiento situado a las afueras de la capital, con salones diversos acondicionados para los actos públicos, reuniones plenarias y de las diversas comisiones. Hubo, además, un acto público en uno de los teatros nacionales, en que hicieron uso de la palabra los Srs. Madariaga, Presidente de la Internacional Liberal, el ex-ministro M. Devinaz, de la Sección Francesa, el Senador Motz del Partido Liberal Belga, el Presidente del Partido Liberal inglés Sir Andrew Mc Fadyean y el Vice-Canciller de Alemania y Ministro del Plan Marshall Franz Blücher, hombre de elocuente palabra y destacada personalidad, llamado a desempeñar altísimo papel en el porvenir de Alemania y de Europa.

Funcionaron a la perfección los servicios de secretariado, traductores, etc. de manera que los Congresistas tuvieron casi inmediatamente información en inglés, frances y alemán del curso de los debates, reuniones y discursos y acuerdos.

La prensa de Stuttgart dedicó amplias informaciones al Congreso, con artículos, entrevistas y fotografías de las personas y de los actos.

Los correligionarios alemanes prepararon una excursión a un lugar hermosísimo, el Freudenstadt, en la Selva Negra, en obsequio de los Congresistas, y el Presidente del Estado, Sr. Maier honró a las personalidades más destacadas invitándonos a una recepción y cena en una residencia presidencial de Reitzenstein.

En suma, los liberales y demócratas alemanes tuvieron especial interés en dar relieve y marco adecuado al Congreso de la Liberal Internacional, y lo consiguieron. Precisa no olvidar que el actual Presidente Mr. Theodor Heuss, de Alemania Occidental es uno de los fundadores de la Internacional Liberal y uno de los firmantes de la Declaración de Oxford.

La obra del Sr. Madariaga.- Con especial satisfacción registro la elevada, noble y eficiente tarea que en la presidencia de este movimiento realiza un ilustre desterrado español: Don Salvador de Madariaga. No es exagerado afirmar que el Sr. Madariaga ha sido la figura central del Congreso, su inspirador y guía. En los actos públicos, en las sesiones plenarias, en las comisiones, en las intervius y artículos de prensa, ha prodigado su fino talento y su ingeniosa palabra puesta al servicio de los más altos ideales de la humanidad. El mismo pronuncia o traduce con singular perfección al inglés, francés y aleman, sus discursos, que son escuchados, no ya con interés, sino con devoción por los liberales de todo el mundo. En lo personal, tengo que agradecer las mayores finezas y atenciones de que durante todo el Congreso me hizo objeto.

Tareas del Congreso.- Fué notable y nutrida la concurrencia de personalidades inglesas, alemanas y belgas. Los paises escandinavos, Holanda, Suiza, Italia y Turquía enviaron selectas delegaciones. Francia no se distinguió por su interés en este Congreso --un testimonio más de la renuncia de la Francia actual al papel predominante y rector en la política internacional--, aunque envió distinguidos representantes como los Srs. Deminaz y Bonefoux, Presidente este de la Comisión de Asuntos Extranjeros de la Asamblea Nacional. Asistieron delegaciones de diversos paises sometidos a regímenes totalitarios, reunidos en la Comisión de refugiados liberales, de la que tomamos parte por España el Sr. Madariaga y yo.

El Congreso se consagró especialmente al problema de la constitución de la Europa libre y democrática. Era, pues, un Congreso, esencialmente europeo.

El Congreso actuó por el sistema de informes en sesión plenaria, estudio de ponencias en reuniones de las diversas comisiones, y examen y aprobación nuevamente por el pleno del Congreso.

Laboraron por la Comisión política: Lord Layton, Vicepresidente del Congreso de Europa.

" " " " económica: El Senador belga Sr. Robert Motz, Presidente del Partido Liberal belga y primer firmante de la última declaración de Strasburgo sobre el problema español.

" " " " cultural: Don Salvador de Madariaga.

Hubo amplio y brillante debate sobre todos los temas. Se trabajó luego intensamente en las Comisiones. Yo intervine principalmente en la política y en la de Liberales Refugiados. En los anejos acompaño una traducción de todas las ponencias aprobadas.

La Comisión económica no preparó ponencia especial, por haber tenido que ausentarse el ponente Sr. Motz, para concurrir a una

votación de la Asamblea de Strasburgo y porque el estudio de los problemas económicos y sociales será materia para el propio Congreso.

Se redactaron también unos nuevos Estatutos que he traducido y enviado al Grupo Español.

Acompaño, por último, el texto de mi intervención en las reuniones plenarias.

Réstame sólo instar a los liberales españoles residentes en repúblicas Hispano-Americanas, a que procuren interesar al movimiento de la Internacional Liberal a los partidos afines de cada uno de aquellos paises.

El próximo Congreso se celebrará durante el verano de 1951 en Estocolmo. Sería de desear una mayor concurrencia de españoles y de Liberales hispano-americanos.

Aprovecho la ocasión para saludarle con todo afecto,

F. Valera

Acuerdos aprobados en el Congreso de la Unión

Liberal Internacional

Agosto 1950 - Stuttgart

A propuesta de la Comisión Política

- I -

El Congreso de la Unión Liberal, que reune en Stuttgart a los liberales procedentes de todas las partes del mundo, saluda respetuosamente a los soldados de las Naciones Unidas que pelean y mueren en estos momentos en Corea, por la libertad, por defender la paz y por los derechos del hombre .

Dirige un fervoroso llamamiento a los ciudadanos de todo el mundo para que apoyen de manera activa, tanto en el plano moral como en el material, la accion emprendida por las Naciones Unidas contra el agresor, que ha puesto con su ataque en grave peligro la obra pacificadora de la O.N.U. y ha resucitado el odioso espectro de la guerra.

Comisión Política

- II -

El Congreso:

Considerando que la defensa de la civilización europea, --que es una civilizacion liberal, fundada en el respeto a la dignidad del hombre y en el Gobierno elegido por la voluntad del pueblo--, contra la amenaza de una agresion del totalitarismo comunista, no podrá ser asegurada mientras Europa permanezca dividida en varios estados soberanos, incapaces aisladamente de sostener una defensa exterior suficiente y duradera.

Afirmando que el establecimiento del Consejo de Europa ha despertado en todos los pueblos esperanzas de paz y de unidad que sería injusto y peligroso defraudar,

Convencido de que conviene asegurar desde ahora la influencia de las ideas y fuerzas politicas liberales de toda Europa en el futuro desenvolvimiento de las Instituciones de Strasburgo,

Acuerda:

1.- Invitar a los representantes liberales a aceptar el público compromiso de llevar a examen de sus parlamentos respectivos las resoluciones votadas por la Asamblea Consultiva de Strasburgo.

2.- Invitar a los partidos liberales de los paises interesa-

dos a que organicen en el cuadro de la Liberal Internacional un órgano permanente de mutua comprensión y colaboración, con el designio de realizar una acción coordinada en todos los problemas relativos a la unidad europea.

3.- Recomendar a los órganos centrales de la Internacional Liberal que siga atentamente los trabajos de Strasburgo, a fin de poder ilustrar a la opinión pública, de tener bien informados a los diferentes partidos liberales de cada nación, y de alentarles a que realicen una acción común.

Comisión Política

- III -

El Congreso:

Considerando que la unificación de Europa es una necesidad primordial, si Europa quiere sobrevivir,

Considerando, asimismo, que uno de sus deberes esenciales es llamar la atención de todos los Estados --capaces de colaborar eficazmente a la organización europea-- sobre la necesidad de una política de estrecha solidaridad, a los efectos de la defensa común, en cualquiera de sus formas posibles.

Entendiendo que no es de su competencia fijar la naturaleza y extensión de los medios de colaboración a la tarea común,

Declara solemnemente que esta solidaridad implica, ante el igual peligro, una distribución equitativa de cargas y riesgos,

Condena, por consecuencia, todo intento de sustraerse a las obligaciones que la defensa de sus libertades crea a la comunidad europea.

Apremia a los gobiernos y parlamentos de los países donde existen actualmente las condiciones psicológicas, políticas y económicas para constituir la Unión Europea, a que comiencen en su esfera respectiva a realizar la idea de la unificación, creando así los organismos que servirán de núcleo a la futura unión europea, como primer paso importante hacia nuestra aspiración definitiva de un gobierno universal.

Una acción como la indicada, daría un inmenso apoyo al espíritu europeo en los países donde la opinión pública no está plenamente preparada para recorrer una etapa de tan importantes consecuencias.

Comisión Política

- IV -

El Congreso afirma que todas las naciones europeas tienen igual derecho a elegir su propio gobierno, como condición esencial para que pueda constituirse una Europa unida, liberal y democrática.

Aplaude la resuelta y decisiva actitud de la O.N.U. para proteger la libertad y los derechos humanos contra la agresión del comunismo en Corea.

Expresa la viva satisfacción con que vería que todos los estados democráticos sostuvieran de manera unánime los esfuerzos de la O.N.U. El Congreso espera que una actitud semejante será adoptada en favor de todos los estados víctimas de una agresión totalitaria.

Comisión Política

- V -

El Congreso considera que la situación de Europa requiere la admisión inmediata de la nación alemana en la familia de naciones libres, en calidad de miembro soberano y con iguales derechos, y entiende que cualquier demora que tuviera lugar en este asunto, podra ser desastrosa para la supervivencia de la civilización occidental.

.o.

De la Comisión Cultural

- I -

El Congreso de la Internacional Liberal toma nota de la próxima inauguración del Colegio de Europa, en Brujas, y del Centro de la Cultura de Ginebra:

Considera que estas Instituciones son instrumentos valiosísimos para el desenvolvimiento de la cultura europea;

Felicita al Gobierno belga y a la ciudad de Brujas por haber obrado con espíritu europeo, al facilitar mediante su contribución financiera que se haya creado el Colegio de Europa.

Recomienda a los Grupos Nacionales que actúen cerca de sus Gobiernos con el fin de conseguir que presten su respectiva ayuda financiera y moral al Colegio de Europa y al Centro de Cultura Europea.

Espera que sean creadas otras Instituciones del mismo carácter, singularmente un centro para coordinar el intercambio de profesores universitarios y de estudiantes, en los paises de la Europa libre, a fin de facilitar a los estudiantes el paso de una universidad a otra, sin pérdida de tiempo escolar.

Recomienda a los grupos nacionales que alienten una política encaminada a intensificar dichos intercambios y a que todas las universidades acepten el grado académico adquirido por el estudiante en alguna otra universidad.

Comisión Cultural

- II -

El Congreso Liberal, persuadido de que el sistema de pasaportes y visas que estorba la libre circulación de los europeos a través del Continente, produce perniciosos efectos en el intercambio de ideas,

Declara que dicho sistema es contrario a la verdadera libertad y debe ser abolido en el area de paises representados en la Asamblea de Strasburgo.

Comisión Cultural

- III -

El Congreso de la Internacional Liberal comprueba que casi todos los Estados de Europa mantienen en vigor leyes, reglamentos y disposiciones que dificultan seriamente la circulacion de libros, mediante contingentes, tarifas aduaneras e impuestos de todas clases,

Declara tal insistencia enemiga de la cultura y

Recomienda a sus grupos nacionales que soliciten de sus Gobiernos la inmediata adopción del libre comercio de libros.

.o.

Comisión de editores y publicistas liberales

La Conferencia de Editores Liberales celebrada en Stuttgart el 25 de agosto de 1950, declara:

1) Que es importantísimo reconstruír una Federación Internacional de periodistas democratas en la Europa libre, y pide a los liberales que hagan cuanto puedan para que sea una realidad en el más breve plazo.

2) Que no parece necesario crear una organización especial de periodistas y publicistas liberales; pero, en cambio, ruega con urgencia se mantenga y afiance el íntimo contacto y relacion entre los periodistas liberales, dentro del cuadro de la Internacional Liberal.

3) Que los editores liberales debieran establecer relación con periodistas competentes de allende la cortina de hierro, y prestar atención a la Federación de Periodistas libres de la Europa Central y Oriental y de los paises Bálticos y Balcánicos, con sede en Londres, que se afana en suministrar a la prensa libre información fidedigna procedente de los paises subyugados.

Comisión de Exilados Liberales

- I -

El Congreso examina con el mayor interés y preocupación las miserias morales y economicas del creciente número de refugiados procedentes de los paises totalitarios, a causa principalmente de que en breve cesarán las actividades de la U.N.R.R.A., transfiriéndose sus funciones a diversos servicios de los Gobiernos.

1.- El Congreso manifiesta su especial preocupación por la situación existente en Alemania, a causa del gran número de refugiados que todavia permanecen en este pais y de la constante afluencia de nuevos refugiados evadidos del otro lado de la Cortina de Hierro. Vistas las especiales condiciones que solo se dan en Alemania, el Congreso manifiesta su esperanza de que las autoridades alemanas, de acuerdo con los demás gobiernos y con las organizaciones internacionales colaborarán en la noble tarea de asegurar a los refugiados el rapido retorno a condiciones normales de vida, contribuyendo asi a una mejor comprension mutua entre los pueblos de Europa.

2.- El Congreso llama la atención de los Gobiernos libres acerca de la situacion desesperada de los intelectuales exilados a quienes se debia ofrecer la oportunidad de ejercer sus especiales cualidades y profesiones en beneficio general de la Comunidad.

3.- El Congreso expresa su convencimiento de que los refugiados procedentes de paises totalitarios, no deben ser considerados como objetos de caridad; sino, por el contrario, como miembros de la Comunidad Europea que, de consuno con los pueblos libres, se afanan por alcanzar la aspiración final de una Europa Unida.

Comisión de Exilados Liberales

- II -

El Congreso estimula a los Gobiernos libres y a la prensa libre, para que den mayor publicidad a la situacion desesperada de los pueblos sometidos a regimenes totalitarios, disipando asi las erroneas opiniones que todavía existen en el mundo libre, como resultado de la propaganda insidiosa.

Comisión de Exilados Liberales

- III -

El Congreso de la Unión Liberal Internacional declara:

1.- Que la libertad es una e indivisible y que toda Europa está en peligro de perder la suya, mientras le sea negada a una sola nación europea.

2.- Que la defensa de la libertad es la tarea común de todos los hombres. Esta defensa exige el pleno restablecimiento de la independencia nacional y de las libertades de los paises actualmente esclavizados.

.o.

Comisión de Mujeres Liberales

El Congreso de la Internacional Liberal reunido en Stuttgart, agosto de 1950, celebra el trabajo realizado por la Comisión del Estatuto de la Mujer y por la Oficina Internacional del Trabajo, encaminado a estatuir en el mundo entero la igualdad de derechos para la mujer, tanto políticos como educativos.

Estimula a los Grupos Nacionales a que se adopten medidas oficiales para ilustrar a la opinion publica en el sentido de que comprenda que esa igualdad es necesaria, singularmente en lo que atañe a las oportunidades de carácter educativo; y, asimismo, para convencer a los Gobiernos nacionales de que es preciso proveer a la igualdad de oportunidades de educación para la mujer en los territorios de mandato confiados a su autoridad, como preparacion para que la mujer pueda ejercer la igualdad de derechos politicos.

.o.

Las rutas de la desesperación

La Asamblea General de las Naciones Unidas ha acordado revocar las sanciones impuestas al General Franco y su régimen en Diciembre de 1946. El texto de estas sanciones se componía de preambulo y parte dispositiva. Es esta ~~disposición positiva~~ la que ha sido revocada, dejando subsistente el preambulo. Queda sin valor el fallo de la sentencia condenatoria del régimen franquista, pero subsisten como expresión literaria los resultandos y considerandos en los que aquel fallo se fundó.

Sería ardua tarea la de encontrar entre los acuerdos internacionales uno de la inmoralidad que caracteriza al que comentamos. Es un modelo de hipocresía. Deja subsistentes los motivos de condena al régimen franquista, y revoca las sanciones. Ha sido adoptado además ante el escándalo del mundo entero, que tiene derecho a suponer todo lo que de peor haya en los fastos historicos para calificar el acuerdo aludido. Y es la hipocresía y es el escandalo lo que el divino Jesus condenó en su Sermón de la Montaña, esa pieza magnifica de filosofía y de moral.

Para nosotros, democratas cristianos, el hecho no puede ser mas lamentable. Solo un gobierno entre los que estamos implicados, el de Uruguay, ha votado contra la resolución hipocrita y escandalosa. Los restantes, comenzando por el de Francia, o se han abstenido o han votado en favor del régimeh franquista. Este hecho, verdaderamente monstruoso, es la realidad.

El beneficiario es el régimen fascista español; los perjudicados son los democratas del vecino país. Vamos a dedicar a estos unas líneas. Para saber quienes son y lo que piensan y quieren, nos valdremos, no de manifestaciones recientes y apasionadas, sino de las frias conclusiones adoptadas en el último acto conjunto celebrado por todos ellos: las Jornadas de Estudio del 28, 29 y 30 de Abril de este mismo año, organizadas por el Conseil Federal Espagnol du Movement Europeen. En estas Jornadas tomaron parte monarquicos, liberales, republicanos, socialistas, catalanes y vascos, o lo que es lo mismo, todos los democratas. Constituyen pues un exponente de la mejor estimación.

Definen Europa como "une communauté de civilisation basée sur le culte des libertés essentielles de l'homme et sur le Gouvernement libre et democratique des peuples". "L'avenir de l'Europe depend de la federation de ses peuples et de l'unification de ses mar-

chés, de telle sorte que tous les pays, toutes les regions puissen recouvrer la prosperité perdue en consolider la paix ainsi que la democratie grâce a l'institution de une economie, d'un systeme defensif et d'une autorité politique comuns". "Le projet d'organisation de la Communauté Atlantique n'exclut pas, mais rend plus urgente, au contraire, la constitution d'une Europe unie". "L'unification européenne a portant pour obstacle la contradiction politique representée par l'existence, en Espagne et dans l'Est européen, de regimes totalitaires qui, tout en etant d'essences differentes, coinciden dans la meconnesaance des valeurs democratiques et morales qui caracterisent notre civilisation occidentale". "L'Espagne, par sa civilisation, son histoire, sa situation et son economie, est fondamentalement européenne". "Ceux qui croient que le bloc oriental peut resoudre la question espagnole, devraient en tirer la conclusión qu'il n'a pas voulu le faire, et que, par consecuent, le maintien de Franco au pouvoir entre dans le cadre general de sa politique: moralmente, parce que c'est un motif de contradiction et de crise des ideaux democratiques, liberaux et sociaux dont le monde occidental pretend s'inspirer; politiquement, parce qu'il fait obstacle, et la retarde, a l'integration de l'occident européen qui n'est possible que sur une base democratique commune; tactiquement, parce qu'il maintient, latent, un foyer de guerre civile, susceptible d'être remis en oeuvre au moment opportun, ce qui permettrait a URSS de se presenter aux yeux des Espagnols comme la seule force de liberation, et, au monde entier, comme la veritable puissance democratique". Los párrafos transcritos definen netamente una posicion politica, que no requiere comentario alguno.

Podía ser un problema dificil para nosotros la consideración de las violencias preteritas que enfrentaron a las masas populares frente a la Iglesia en España. A este respecto, leemos en aquellas Resoluciones, como base de gestión politica: "Garantir le respect de tous les cultes religieux sans prejudice d'un concordat avec la Sainte Siege stipulant la situación particuliere de l'Eglise Catholique". Se proclama, como complemento "la liberté de l'enseignement, de la presse, de la radio et de tous les moyens d'expression des idées". Pienso que, si los catolicos franceses obtuvieramos esta conclusión de radicales y socialistas, habríamos logrado una gran ventaja en el establecimiento de nues-

tra democratica convivencia.

Como norma deseable para el restablecimiento de la democracia en España, las Jornadas Federales de Abril sientan la misma que meses mas tarde había de adoptar la Asamblea Consultiva de Europa: ELECCIONES LIBRES PARA ESPAÑA.

Un tema candente siempre en España es el de las autonomías. No conocemos manifestación de mayor avance politico en este aspecto que las Conclusiones que tenemos a la vista. Reza la conclusión politica trece, extremo d) como aspiración común de todos los democratas españoles: "Reconnaitre egalement aux differents peuples peninsulaires la liberté de developer leur personnalité politique propre, leur langue et leurs traditions". Afirma la Resolución juridica: "Para España, el régimen democratico significa, además, reconocer a los diferentes pueblos peninsulares la libertad de desarrollar su propia personalidad politica, con todos los derechos inherentes a la misma". Por su parte en la resolución cultural y su extremo segundo se proclama la existencia de "diversas" culturas ibericas". En el extremo cuarto: "Reconnaissant la diversité culturelle dans le cadre de l'Etat espagnol, defendra las caracteristiques de ces diverses cultures, s'opposera a tout tentative genocide et s'efforcera de defendre l'existence de celles-ci dans la future organisation politique de l'Etat". Como garantia del caracter de derecho de gentes otorgado a los diversos pueblos peninsulares, se establece la facultad "de denoncer devant les organismes officiels et privées, européens et internationaux, les outrages auxquels sont soumis les homes et les institutions de caracter intellectuel qui, pour defendre des cultures, refusen de soumettre, a l'interieur de l'Espagne, a des regles de dictadure".

Ni las alocuciones federales de Pi Pargall, ni los Estatutos de Autonomia aprobados y puestos en vigor por la Republica Española, ni las bases de las agrupaciones patriotas catalanas o vascas, van ni pueden ir mas allá que las concesiones hechas a los mismos por toda la democracia española, reconocimientos en las cuales va envuelta la máxima garantia de paz, orden y equilibrio politico de las instituciones democraticas españolas. En estas bases se afirma la existencia, mas que de un Estado politico, de una Comunidad de Naciones, libres e independientes, ligadas con un nexo ~~común~~ de convivencia, que pretenden

hacer común a todos los pueblos de Europa, haciendo del Continente una unión de unidade

Pues bien: ese espiritu de verdadera democracia, de superación, de tolerancia y de transigencia entre todos los democratas españoles, ha sido sancionado por la Asamblea de la O.N.U. con el hipocrita y escandaloso reconocimiento de Franco. Con el concurso de Francia y de todos los pueblos democratas de Europa, hemos puesto en los caminos de la democracia española el Lasciate ogni speranza, que Dante colocó en el frontispicio de su Infierno. Hemos dejando a los democratas españoles como solución única la que pueda inspirarles su desesperación.

L'Assemblée Consultative Européenne émet le voeu que dans un proche avenir le peuple espagnol puisse tenir des élections libres et établir un régime constitutionnel dont les parlementaires pourront être membres de cette Assemblée.

The Consultative European Assembly expresses the wish that in the near future the Spanish People will be able to hold free elections and form a Constitutional Government whose representatives can become members of this Assembly.

Li.	CASATI Alessandro -	Italie
C.	GIACCHERO Enzo -	id.
Li.	Lord LAYTON -	England
C.	ECCLES David -	id.
C.	FOSTER John -	id.
La.	MACKAY -	id.
La.	MITCHISON -	id.
M.R.P.	BIDAULT Georges -	France
M.R.P.	SCHUMANN Maurice -	id.
	TEITGEN P.H. -	id.
S.	PHILIP André -	id.
M.R.P.	BARDOUX J. -	id.
S.	JAQUET G. -	id.
S.	OLLENHAUER -	Allemagne
S.	SCHMID Carlo -	id.
S.	ALTMAIER -	id.
	ABALIOGLU -	Turquie
	BABAN C. -	id.
	EBUZZIYA Z. -	id.
Li.	MOTZ Roger -	Belgique
S.	BOHY G. -	id.
	MOE Finn -	Norvège
	KNUDSEN K. -	id.
C.	LOESCH Fernand -	Luxembourg
S.	RASQUIN Michel -	id.
C.	MULLER Erwin -	Sarre
C.	TSALDARIS Constantin -	Grèce
C.	KERSTENS P.A. -	Pays-Bas

Sr. Irujo
Creo que Vd. me había pedido el texto de Strasbourg y el Semblee a los firmantes. Perdone que lo mando a en tanto retraso
Fronella

Acta de la reunion del Grupo de Paris correspondiente al 18/Oct./1950

Con asistencia de los Srs. Irujo, Landaburu, Iñaki de Aguirre y Renteria, tiene lugar la reunion ordinaria.

Los asistentes cambian impresiones sobre la marcha de las actividades internacionales, en los últimos tiempos. Se abordan los siguientes puntos.

1) Relaciones con el E.B.B.; El Sr. Landaburu queda mandatado para concluir las formalidades acordadas, para poner fin al pleito.

2) Los componentes del Grupo hacen constar su sentimiento por la muerte de las Sras viudas de Aguirre e Irujo, madres ambas de los componentes de nuestro grupo.

3) El Comité Ejecutivo de los N,E.I. se reunira el 4 del mes proximo en Paris; el comité o Comisión Cultural tendrá su reunión los dias 3 y 4 del mismo mes. En dichas fechas tendrá lugar tambien eventualmente la reunion de la Seccion Internacional de Juventudes de los N.E.I.

El Sr. Landaburu da cuenta de la demanda presentada por el equipo catalan en el Secretariado de los N.E.I. para su admisión en este organismo. Esto sucita un problema estatutario, pues los democratas peninsulares tienen solo un voto, que actualmente lo posee el grupo nacional vasco. Segun lo que se dijo en la ultima reunion de Bruselas, son equilos los representantes de paises en los que habia Gobierno y Parlamento el año 1939. Los Srs. Irujo y Landaburu intervienen en el debate para proponer sea defendida la posición maximalista vasca, de representación directa vasca. Hay que tener en cuenta tambien que si la entrada de los catalanes es importante desde el punto de vista simbolico, puede ocasionar algunas molestias a los vascos.

4) Se acuerda que el Sr. Renteria entregue la cotizacion de 1950 en el Secretariado de los N.E.I.

5) Los Srs. Renteria y Aguirre dan cuenta de las cartas enviadas a la reunion de la Seccion Internacional de Jovenes de los N.E.I. en Constanza, arremetiendo en una de ellas, contra la posicion profranquista adoptada en el informe de politica general del Secretario general de los jovenes de los N,E.I Sr. Lewandowski.

6) En el Movimiento Europeo, hay un acuerdo, medio aprobado para la formacion de una comision mixta de exilados y no exilados; el Sr. Landaburu propone que se hagan dos sub-comisiones, una para el Este de Europa y otra para el Oeste.

7) El verano proximo los jovenes de los N.E.I. se reuniran en sesion de estudios en Luxemburgo. Ciertos gastos correran a cargo de los democratas cristianos de aquel pais.

8) Debiendo presentarse un informe sobre la enseñanza, el Sr. Irujo queda en extractar de un informe general sobre la legislacion franquista los temas interesando la enseñanza para preparar un informe de unas 5 o 6 páginas.

9) El Sr. Landaburu da cuenta de la carta del Sr. Bereziartua miembro de la Comision Cultural sobre la proxima reunion de esta Comision, y queda en mantener el contacto con aquel.

10) Los N.E.I. se han dirigido a los diferentes Secretariados de los partidos afines, para pedirles un cambio de informacion y prensa. El Sr. Renteria queda en constatar en el Secretariado de los N.E.I. el envio al P.N.V.

11) El Sr.Landaburu da cuenta de dos cartas de felicitacion enviadas a personalidades democratas cristianas belga y suiza que han sido llamadas a ocupar una posicion relevante en sus paises respectivos

12) El Comité queda en poner en practica la propuesta del E.B.B. sobre la propaganda a hacer en los partidos similares en favor de una condenacion del regimen franquista por la proxima Asamblea de la O.N.U.

13) En adelante los Srs. Agesta Ramon, Basaldua Pedro, e Ibiñagabeitia Andima, formaran parte del Grupo Vasco de Paris.

****

Reunion del Comitede Paris del equipo nacional de Euzkadi de los N.E.I.

Dia 7 de Julio de 1950.

Con la asistencia de los Srs. Aguirre Iñaki, Irujo, Landaburu, Lasarte y Renteria, tiene lugar la reunion ordinaria.

El Sr. Landaburu da cuenta de su asistencia al Comite Ejecutivo de los N.E.I. y a la Comision Cultural de la misma organizacion, cuyas reuniones han tenido lugar en Bruselas. Se ha estudiado el plan del Ministro de Asuntos Exteriores del Gobierno Frances Sr. Schuman, las demandas de admision de los grupos ucraniano, esloveno y catalan. Ante estos casos estos casos es necesario examinar el problema de la multiple representacion de los Estados. Se acuerda que el Buro Ejecutivo se reuna regularmente entre lasreuniones del Comite Ejecutivo. El Sr. Landaburu propone que tomando como base el informe enviado por el E.B.B. se haga un informe documentado para la Secretaria de los N.E.I.

Por dificultades de obtencion del visado, el Sr. Landaburu no ha podido trasladarse a Holanda al Congreso de Regiones y Minorias Europeas.

Los Srs. Lasarte y Landaburu han asistido a las reuniones del Comite Central de la Union Europea de Federalistas que han tenido lugar en Paris. Uno de los asuntos tratados es la demanda de los frisios para estar representados separadamente de los holandeses en el Comite Central. El Sr. Brugmans, ciudadano holandes, estimo conveniente que los frisones, como conjunto nacional estuvieran representados separadamente. El delegado ingles indico que los vascos se abrogan la representacion total de los españoles, asercion que fue desmentida por el delegado vascos, y por los delegados presentes.

A las reuniones de laComision Parlamentaria de los N.E.I. que tendran lugar en Paris, los dias 10 y 11 de Julio, asistiran los Srs. Irujo y Lasarte.

Los Srs. Aguirre y Renteria dieron cuenta de lasreuniones de la Seccion Internacional de Jovenes de los N.E.I.

El Sr. Renteria dio cuenta del informe enviado al ministro sarres Sr. Strauss, sobre la quincena de estudios de Sarrebruck.

La proxima reunion del Comite Ejecutivo del Consejo Federal Español, tendra lugar en Paris, el dia 11 de Julio, a las tres de la tarde.

BOLETIN OFICIAL 30 Julio 1936 (num.3)

BANDO de 28 Julio 1936. Declaración de Estado de Guerra.

Las circunstancias porque atraviesa España exigen a todo ciudadano español el cumplimiento extricto de las leyes, y por si alguno, cegado por un sectarismo incomprensible, cometiera actos u omisiones que causaren perjuicio a los fines que persigue este movimiento redebtor de nuestra patria, esta Junta de Defensa Nacional, celosa en cuanto constituyen sus deberes en momentos tan solemnes, ha decidido ratificar la declaración del Estado de Guerra, y en consecuencia, en cumplimiento de lo dispuesto en el Decreto de esta fecha, y con el fin de establecer una unidad de criterio, tan necesaria en estos instantes, hace público el siguiente Bando:

Articulo primero - El Estado de Guerra declarado ya en determinadas provincias, se hace extemsivo a todo el territorio nacional.

Art. segundo - Los insultos y agresiones a todo militar, funcionario público o individuo perteneciente a las milicias que han tomado las armas para defender la nación, se considerarán como insultos a fuerza armada y serán perseguidos en juicio sumarisimo, aun cuando en el momento de la agresión o insulto no estuvieren aquellos desempeñando servicio alguno.

Art. tercero - Los funcionarios, autoridades o corporaciones, que no presten inmediato auxilio que por mi autoridad o subordinados sea reclamada para el restablecimiento del orden o ejecución de lo mandado en este Bando, serán suspendidos inmediatamente de sus cargos, sin perjuicio de la correspondiente responsabilidad criminal, que les será exigida por la jurisdicción de Guerra.

Art. cuarto - Serán juzgados por procedimiento sumarisimo todos los delitos comprendidos en los titulos V, VI, VII y VIII del Tratado segundo del Código de Justicia Millitar.

Art. quinto - Quedan tambien sometidos a la jurisdicción de Guerra, y serán sancionados, del mismo modo, por procedimiento sumarisimo:

A) - Los delitos de rebelión, sedición y sus conexos, atentados, resistencia y desobediencia a la autoridad y sus agentes y demás comprendidos en el título tercero del Cedigo Penal ordinario bajo el epigrafe de "Delitos contra el Orden Publico".
B) - Los de atentado contra toda clase de vías o medios de comunicación, servicios, dependencias o edificios de caracter público.
C) - Los cometidos contra las personas o la propiedad por móviles politicos o sociales.
D) - Los reañizados por medio de la imprenta u otro medio cualquiera de publicidad.

Art. sexto - Se considerarán como rebeldes, a los efectos del Código de Justicia Militar, y serán juzgados en la forma expuesta:
A) - Los que propalen noticias falsas o tendenciosas con el fin de quebrantar el prestigio de las fuerzas militares y de los elementos que prestan servicios de cooperación al ejercito.
B) - Los poseedores de armas de fuego o sustancias inflamables o explosivas; entendiendose caducadas todas las licencias de armas que no hubiesen sido otorgadas por esta Junta de Defensa Nacional o sus legitimos representantes. Los poswedores de armas, con o sin licencia, quedan obligados a entregarlas en el plazo máximo de doce horas, sin excusa alguna, en el puesto de la Guardia Civil respectivo, donde, en cada caso, podrá convalidarse la autorización para su uso, a discreción del comandante de aquel.

C) - Los que celebren cua.quier reunión, conferencia o manifestación pública, sin previo permiso de la autoridad, solicitado en la forma reglamentaria, y los que asistan a ellas.

D) - Los que cometan delitos de los comprendidos en los apartados B), C), y D) del articulo anterior.

E) - Los que tiendan a impedir o dificultar el abastecimiento de articulos de primera necesidad, eleven injustificadamente los precios de los mismos, o de algun modo contribuyan a su encarecimiento.

F) - Los que coarten la libertad de contratación o de trabajo o abandonen este, ya se trate de empleados, patronos u obreros.

Art. séptimo - Serán sometidos a la previa censura dos ejemplares de todo impreso o documento destinado a la publicidad.

Art. octavo - Se declaran incautados y a mi disposición, todos los vehículos y medios de comunicación de cualquier clase.

Art. noveno - Queda prohibido, hasta nueva orden, el funcionamiento de todas las estaciones radio-emisoras particulares de onda corta o extracorta, considerandose a los infractores como rebeldes, a los fines del Código de Justicia Militar.

Art. décimo - La jurisdicción de Guerra podrá dejar de conocer, remitiendolas a la jurisdicción ordinaria, de las causas incoadas que, hallandose comprendidas en este Bando, no tengan, a juicio de las autoridades militares, relación directa con el orden público.

Art. undécimo - Las autoridades civiles y judiciales continuaran desempeñando sus funciones en todo lo que no se oponga a lo anteriormente preceptuado.

Art. duodécimo - El presente Bando empezará a regir a partir de la fecha de su publicación.

Paris 5 de Junho de 1950

Exmo Snr D. Manuel Irujo
II Avenue Marceau
Paris (XVI°)

Meu Querido Amigo

Lamento profundamente que circunstancias várias, todas elas independentes da minha vontade, me tenham impedido de colaborar nas vosssas Jornadas Federales, para as quais tão carinhosamente tinha sido convidado pelo meu querido Amigo, assim como pelo nosso comum amigo Sr Lasarte.

Conhece o meu amigo o meu pensamento sobre este capital assunto, mas parece-me que a nossa participação, como unidade étnica exigia uma preparação antecipada que as circunstancias não tornaram possivel. Eu posso responder por mim, mas não pelos outros e, nestas questõis, os melindres são tanto mais para respeitar que, por vezes, êles tornam inuteis todas as inciativas.

Esperemos que, para as proximas jornadas, um entendimento prévio, torne mais util e mais eficaz a nossa colaboração.

Quanto ao Sr Ferrer, pouco ou nada lhe posso dizer sobre a sua personalidade. Sei que foi Professor em Coimbra, que a ditadura o despediu e que vive em Paris ha já alguns anos. Poucas vezes tive ocasião de falar com êle e ha já bastante tempo que não o vejo. Tive a impressão de que, politicamente, estava muito perto dos comunistas (se não o era efectivamente) mas é possivel que tenha modificado a sua forma de pensar.
E é tudo quanto lhe posso dizer a tal respeito.

Um afectuoso abraço do muito amigo

Luis dos Santos

KONGRESS FUER KULTURELLE FREIHEIT

Congrès pour la Liberté de la Culture * Congress for Cultural Freedom

CONGRESS-PAPER

Nr.32

A de Onaindia

Culture, Freedom and Christianity

All rights reserved.
For use only as background information and for press quotation.
Publication rights must be authorized by the CONGRESS FOR CULTURAL FREEDOM

Ladies and Gentlemen,

I cannot forget, addressing this distinguished and illustrious gathering, that I am a Catholic Priest and a man coming from one of the smallest, though the eldest countries of Europe, the Basque Country, and lastly, a refugee. You will notice very easily all these three qualities in my short talk.

We are meeting here in Berlin to celebrate the Congress for Cultural Freedom, and where there is culture, there is the aim and the wish to seek the truth, and where there is the truth, there is a reflex of God. This is why I am here among you to bring to your discussions an echo of the Christian voice.

Christianity is not Culture, neither Civilization, and much less a political or social system; it is a message from above to establish the Kingdom of God amongst men. The main purpose of Christian Religion is to evangelize, to preach the Gospel and through this preaching of high principles there will emerge a human Culture, a Civilization marked with specific moral principles, which will guide man in his life and in his research of truth within the respect due to God and to his fellow brother, the other man. Culture and Civilization are the products of human mind; Christianity has a different origin, as it comes from God. Culture and Civilization fade one day, to leave their place to new Cultures and new Civilizations, but Christian Religion will live for ever. I want to stress a character of Religion, that it is universal, for all times, all human groups and all men. I think I can say that Christianity tends to respect and inspire human Cultures and Civilizations, to dignify and exalt them. And as a matter of fact, what we call the Occidental Civilization, is called also Christian Civilization, because it was born and developped through the Christian ideals and principles in Europe. But we must not confound Christianity with the Occidental Civilization, as this is only a result of that inspiring ideal together with many other human and peculiarly European elements.

It is true that Christian Culture, as Catholic, shows a strong Latin element, and many people make a mistake identifying Catholicism with Latin mentality and Culture. It was a consequence of historic developments because Christianity had its centre in Rome, in the Mediterranean area, and received deep influences from the Greek and Latin Cultures. This is, may be, one of the reasons why the Catholic Church has not developped so strongly among other people and mentalities, because she used, perhaps too much, the human vehicle of mediterranean mentality

and philosophy. We cannot forget that there are many traditions, ways of thinking in the world, and that different peoples have their own ways of looking at the fundamental problems. And this is Culture: The stand we adopt in face of fundamental human problems, German outlook, Anglo-Saxon mentality, Slave Culture, and many other very old Civilizations in Asia. Christianity respects human Cultures, because they are a research for truth and an homage to God. Religion loves truth, and truth can be found everywhere. Nobody has a monopoly of truth. We accept it where it is found, even among our enemies. This is one of the reasons why a Christian must be tolerant and have a large mentality to judge and criticize other peoples' thoughts and actions.

I would even like to point out that the Church is not the Latin Civilization, not even the Occidental Civilization. Benedict XV once said: "The Church is not Latin, nor Greek, nor Slave." And Pious XI said one day to a group of Ruthenian Priests: "I give you an order: Go and convert the Latins...." And in the present days, Pious XII, following the line of his predecessors, is trying to develop the Indigene Clergy in every continent, so as to preserve and exalt every human Culture, inspiring and dignifying them with moral principles.

For this reason among others, Christianity is against totalitarian systems, because these systems try to enclose the truth in a very narrow circle. For some of them, truth and morality was only Race, and we had Nazism; for others, this truth was only State, and we had Fascism; and for others, this truth is only Class, social group, and we have Communism. All three were condemned by the Popes in solemn and public documents: Fascism in 1929 and Nazism and Communism in 1938. This was the great glory of Pious XI who spoke very strongly, when there was a silence about these dangerous doctrines. We cannot approve the monopoly of the truth, much less its humiliation or degradation. The Church favours the truth even when it is going to show her human miseries, as when Leo XIII opened the Vatican Archives to be studied, and published the disgraceful miseries of some Popes and Clerics in the past. We proclaim the freedom of truth, its universality, and its quality of human inheritance.

Then, there is Freedom. Without freedom we are not men, we are not responsible persons, we cannot gain any merit or demerit. Without freedom we shall have no sinners, but neither saints. We shall be blindly working machines. Kill freedom, and you will kill conscience, responsibility, merit, sin, and virtue.

Please allow me to quote from a message sent to the INTERNATIONAL CATHOLIC PRESS CONGRESS by Pope PIOUS XII last February. He said, "The public opinion is really the patrimony of every normal society integrated by men who, conscious of their personal and social behaviour, are in-

tinately linked with the community of which they are a part.....Let us forget about those cases where public opinion is forced to be silent in a world in which public opinion is suppressed, and where only the opinion of the Party in Power and the opinion of the chiefs or the dictators is the only one allowed to be heard. In the eyes of a Christian it is an offence against the natural rights of man and a violence against the world order given by God to strangle the people's voice and to force this voice to keep quiet."

The Church bears this testimony for the truth and freedom these days on the other side of the demarcation line, on the other side of the Iron Curtain. I would like to express all my respect and admiration and devotion to those heroes as Cardinal Mindzenty, Archbishop Stepinac and Archbishop Beran and many other thousands who suffer because they are bearers of a flag which is the symbol of truth, of freedom, of morality,and of justice. They cannot surrender their consciences to violence, because we must first obey God, and then men.

My second condition is that I come from the Basque Country, which is suffering from another Dictatorship, that of Franco in Spain. We are a Catholic country, and because of our moral principles and old traditions we cannot accept any tyranny, less if this tyranny wants to show herself Christian. Who kills human freedom, is a criminal, who offends the natural rights is a criminal, who slaves human beings is a criminal, because he offends justice and sins against God. When we see that there is an innocent victim, we condemn the author of the crime, irrespective of his social, religious or cultural condition. The crime specifies the person who commits it. Don't forget that to-day some dictators offend these human rights in the name of Communism, but there are also others who do the same in the name of what they say is christian morality. I denounce them most emphatically.

Franco is killing the Basque Country's culture. He does not allow our native language to be taught in the schools, nor our geography or history; even the inscriptions in Basque language are forbidden on the sepulcral tombs.

What about Basque Country's Culture ? It's an old one. My people, from centuries on, had a different mentality than that of Latin civilization. The Latins signified the high DOMINIUM over persons and things with the same name: DOMINUS. We had two words: one to express the ownership of things, JABE, and another one to express the authority over persons: JAUN. This is to distinguish the jurisdiction over persons and things. A human person never can be a property of another person, because she has her own rights given to her by God. Not even the most powerful State can do what he likes with human beings, because this

have their own rights, natural rights, as freedom, conscience, and the right to live and to seek truth, and morality has priority over all men and human institutions.

Among the Basques the woman was not a slave of man. She was at home, as her husband, a lady, and if the husband died, she exerciced all political rights in the name of her home. She is the ETXEKO-ANDRE, the lady of the house. I am talking of a tradition of more than one thousand years. We did not admit any nobility titles in our history, because all the Basques were considered as equals, and all could exercise their political rights through their home, as the vote was attached to each home. We had our political institutions elected by the people, and they appointed the King under the condition that the King should observe and obey the laws given and approved by democratic Parliaments. The Basques gave, sometimes, the military and judicial power to the Kings, but never the political jurisdiction, and the King was bound to observe the rules given to him by the Juntas or Parliaments. We have two trees which are the symbol of our mentality and tradition: The Tree of Guernica which stands to-day, after Guernica was burned down by Nazi planes, symbolizes our political traditions: A Parliament of equals and a protection and security of the citizens' freedom, and the tree called MALATO which teaches us that a country has the right to defend herself against aggression, but no country has the right of invading or committing an aggression against a third one. When the Basques fought their invader, persecuting him until the country's borders, they stopped there and left their swords fixed in the MALATO tree. We are a very religious people and catholic, but we have a strong idea of our citizenship. Because of this conception, in the old days the Basques were afraid that their bishops could have some political influence, as happened in Spain, and their Juntas or Parliaments gave a law forbidding their bishops to come into the country. The bishop exercised his jurisdiction through a second "Vicaire" or delegate. As a Catholic I don't approve of it, but I quote this to show you how the Basques were jealous of their freedom and political and human rights.

I could quote many other characteristics, but these are enough, I am sure. I only want to point out that a Basque, Father Franciscus Vitoria, was the father of what we now call the INTERNATIONAL LAW. He taught in the University of Salamanca and was courageous enough to teach and defend the rights of colonial peoples, just when the Spaniards were colonizing American territories and abusing the colonial peoples' natural rights. He defended the natural right of human beings to travel freely in the world, to make commerce, and to propagate ideas everywhere, with the only condition that these rights would not infringe or destroy the natural rights of the colonial peoples. Father Vitoria expounded the wonderful theory of

a supernational organization, with the limitation of national sovereignty, for the common good of mankind. The UNO and the European Council were in his mind as a seed which would fructify one day in the future.

I also want to say that my countryman Saint Ignatius de Loyola, the founder of the Jesuits, started new methods of education in his colleges, and that he is the founder of a new ascetic method as well, using all the resources of human psychology to develop the spiritual life of man.

You can imagine now why the Basques, following their traditions and their instinct, stand against Franco's dictatorship. We hate any tyranny which kills human freedom and slaves human conscience. We hate the abuse of truth which puts her at the service of an interest or of an idea.

Now I only want to stress that if we want to fight against a Totalitarism, we cannot ask another totalitarian dictator to come and help us. We must fight against everyone who persecutes human freedom, be it red or white. We have a positive program, and we cannot vilify our principles, thinking that a different colour can specify to be good what is wrong.

And now, lastly, I want to say that I am a refugee, and that I would like to point out that a refugee is a person who does not sell his conscience, that he loses his own country to find a new one where, enjoying human freedom , he will be able to work on his particular field. Refugees suffer much when they think that they cannot re-enter into their country, but they know that their position is a thesis of justice, against an abuse. For a refugee an ideal, what he thinks is a just ideal, is more than his own country. And future generations gather always the fruits of the sufferings of those who lived in exile. No one can defend with more authority the cultural freedom than those great thinkers who left their own country to go on working in exile on their personal speciality. We are free people, otherwise this Congress would not have any meaning. I salute with great love all those millions who are away from their homes, and I would like to bring here the wishes of the Holy Father in this Holy Year, when He asked all governments to facilitate the return of all exiles into their homes to work and be happy there. Human being is God's creature, and we must respect all the rights given to him by God. God is our Father in heaven, we are brothers to each other, and I must say that I have not any "anti" against any individual, even when I fight some systems and schools, precisely because they try to destroy the freedom of man and slave him under force and violence. Only truth, freedom, justice, and generosity will see us through. Let us serve these noble ideals for the good of all mankind.

Monsieur Robert Buron,

Secrétaire d'Etat aux Finances (Affaires Economiques)

prie M. Manuel de Rueda

de lui faire l'honneur ~~de venir~~ d'assister

au cocktail le Mardi 11 juillet

à 11 heures 45

41, Quai Branly

R. S. V. P.

Invalides 98-10

Poste 150

Monsieur Raymond - Laurent
Secrétaire d'Etat, Chargé de la Marine
prie M. de Inujo

de lui faire l'honneur de venir à la
réception NEI le lundi 10 juillet

à 19 heures
2, rue Royale

R. S. V. P.
Aide de Camp
Opéra 05-90

MANUEL GIMÉNEZ FERNÁNDEZ

SEVILLA 31 Marzo 1951.

PÉREZ GALDÓS, 4
TELÉFONO, 25631

Como le dije estoy totalmente de acuerdo con su proposicion y asi puede decirlo a sus representados

JOSÉ MIGUEL DE AZAOLA

IZTUETA, 3
TELÉF. 17.765

SAN SEBASTIÁN, 2 de junio de 1950

Sr. D. Mariano Aguilar Navarro

Sevilla

Muy distinguido Sr. mío:

Supongo que habrá recibido Vd. antes de ahora algunas noticias mías. Entre otras cosas, un ejemplar de mi libro "En busca de Europa", y unos papeles que yo recibí de un amigo mío residente en el extrabjero, el cual me dijo que eran para usted; pero que en realidad eran para otro profesor de esa Facultad. Supongo que se habrá dado usted cuenta de la equivocación y habrá remitido tales papeles a su debido destinatario.

En realidad, yo sólo he sido instrumento puramente material del remitente, a quien he rogado que haga en lo sucesivo sus envíos por otro conducto.

Hay, finalmente, una copia de la carta que acabo de dirigir al citado profesor, y que espero se la habrán entregado a usted o se la entregarán uno de estos días.

Mucho me interesa conocer su opinión sobre esta carta, por lo que le ruego unas líneas acerca del particular.

El principal objeto de la presente, es informarme del funcionamiento y actividades de ese Círculo Federativo de Estudios Europeos que se ha constituído gracias a su buena voluntad y a su acertada comprensión de los problemas de nuestra hora. Estoy constituyendo aquí algo parecido, algo casi igual que - incluso - quizá lleve el mismo nombre. Por eso quiero saber detalles acerca de la manera como lo han hecho ustedes ahí: estatutos, personalidad jurídica de la entidad, régimen de trabajo, objetivos que se proponen, medios de difusión de su pensamiento, etcétera.

Habiendo estado recientemente en París, y hablado de su Centro en la Secretaría General del Movimiento Europeo, despertó allí la mayor curiosidad. Tendré mucho gusto en indicar a dicha Secretaría, la conveniencia de que remitan sus publicaciones a ese Centro. Estoy seguro de que les interesará recibirlas. ¿Doy las señas personales de usted, o tiene el Centro algunas señas propias?

El Movimiento Europeo celebrará su próximo Congreso (dedicado a temas sociales y económicos) en Roma, en los primeros días del mes próximo. He sido invitado a participar en dicho Congreso, y me agradaría poder dar cuenta lo más detallada posible de la existencia de una verdadera corriente de opinión - al menos, de opinión selecta - orientada en sentido europeo, en nuestra patria. Que no crean - como, hasta el día, ocurre - que los únicos europeos auténticos son los españoles emigrados. Hay que deshacer esta leyenda. Por eso necesito la mayor cantidad posible de datos acerca

de la labor que ustedes realizan en Sevilla.

Agradecido de antemano a cuantas noticias tenga usted la amabilidad de comunicarme, quedo suyo afmo. s. s. q. e. s. m.

Manuel Giménez Caballero

Leyendo - T.26
"Se Bl. est pas les modes les
Sabes pourquoi mode étoit"
318 pg.

JOSÉ MIGUEL DE AZAOLA
IZTUETA, 3
TELÉF. 17.765

SAN SEBASTIÁN, 19 de diciembre de 1950

Sr. D. Mariano Aguilar Navarro

Sevilla

Mi querido amigo:

Su carta del día 1º de los corrientes, lo explica todo, y por cierto que lo explica muy bien.

Hoy voy a ser muy breve: le escribo únicamente para que no interprete mi silencio como descortesía; pero es que, en realidad, nada interesante hay que comunicar de momento.

Sólo quiero decirle que me hago cargo de su actitud, la cual no es sino el reverso de la medalla con respecto a nuestra postura: somos la cara y la cruz de una misma moneda, y quizás nos hagamos mutuamente falta en las actitudes que respectivamente hemos adoptado.

Será Vd. informado paso a paso de todo lo que hagamos, y le ruego que trasmita esta información a sus amigos de ésa, así como que les dé a conocer la presente carta.

Nuestro acuerdo de Vitoria sigue en pie, y conste que, tal y como se hallan planteadas hoy las cosas, no hay motivos para decir que haya sido incumplido, sino al contrario.

No nos interesa formar grupo en Sevilla, si no es dirigido por Vd., o bien formado por personas que vengan a nosotros a través de Vd. y con su conocimiento y recomendación. En tal caso, no habría inconveniente. Pero lo demás, mientras Vd. y sus amigos sigan en su postura abstencionista, preferimos que no haya grupo ahí. Moralmente, Vdes. son el grupo de Sevilla, y como tales se les considerará.

Todas las personas a quienes he hablado del asunto hasta la fecha hacen suya la actitud que acabo de exponer.

Y nada más por hoy. Espero volver a escribirle pronto. Un saludo muy cordial a D. Manuel y disponga Vd. de la amistad incondicional de su siempre buen amigo

José Miguel de Azaola

P.S. Pídame Vd. los ejemplares que quiera - para los amigos de ésa - del folleto que acabo de multicopiar sobre el problema europeo y el federalismo. Son 13 hojas con las nociones más fundamentales y la propaganda inicial, y su precio es 2,50.

JOSÉ MIGUEL DE AZAOLA
IZTUETA, 3
TELÉF. 17.765

SAN SEBASTIÁN, 12 de febrero de 1951

10

Sr. D. Mariano Aguilar

Sevilla.

Mi querido amigo:

El día pasado recibí carta de nuestro común amigo Gutiérrez de la Fuente, trasmitiéndome una lacónica contestación de Vd. a mi invitación para que acudiera Vd. a la reunión de Madrid. Tomo buena nota de sus palabras e insisto hoy en invitarle a que envíe a dicha reunión alguna persona de su confianza (por ejemplo, el Sr. Arias Parga) en calidad de observador.

Hemos tomado caminos diferentes; pero tengo confianza en que ambos llegaremos a la misma meta. Quizás esté yo equivocado; quizá lo esté Vd. En todo caso, estoy seguro que quien sea de los dos, sabrá reconocerlo en su día con sinceridad total.

Entretanto, tendré a Vd. al corriente de todo lo que vayamos haciendo. Su parecer me sigue interesando mucho, y lo consideraré en todo momento con el mayor detenimiento.

Salude a D. Manuel y reciba un cordial abrazo de su siempre buen amigo

José Miguel Azaola

P. S. Arias Parga conoce ya la fecha y el lugar de la reunión proyectada. Bastará con que Vd. le indique su interés, para que acuda, aunque sea sin tomar parte activa en ella.

Si desea V. comunicarme algo antes del domingo (día de la reunión), escríbame metiendo el sobre en otro exterior dirigido a estas señas: Sr. D. Alfonso H. de Larramendi. Velázquez, 100. Madrid

(Es copia)

José Miguel de azaola
San Sebastian

Sr.Don.Fernando Arias
Madrid

Querido amigo:

Adjunto le remito el Informe de mi viaje a Estrasburgo,juntamente con un Cuestionario respecto de la actitud a adoptar en el futuro.

Le agradeceré la contestación mas rápida,concreta y razonada que sea posible.

Como puede Vd.ver,las cosas van madurando,y prometen ya con seguridad sus primeros frutos.Ahora nos toca dar el paso definsivo,y darlo con cuidado sumo,porque de el depende todo el resto.

Convoque Vd.al grupo de esa,hagale conocer el texto ajunto,y que todo el mundo se de cuenta de la importancia de nuestra decisión,sea esta cual sea.Este contacto puede servirnos de primer recuento de fuerzas. Por eso interesará que me envie Vd.referencia de la reunión con el numero de las personas asistentes y de las que hayan enviado su adhesión.Aun cuando el grupo esté todavia en ciernes,y aun cuando no se trate de su constitución oficial,si se trata de una importantisima reunión preparatoria que ha de comprender a los elementos mas seguros,ante quienes pueda desde luego hablarse con absoluta confianza.

En espera de una pronta contestación,como siempre suyo affmo.y buen amigo.

INFORME

El viaje que acabo de realizar a Estrasburgo, permaneciendo allí los dias 16,17,18, de los corrientes, coincidiendo con el III Congreso Ordinario de la Unión Europea de Federalistas (U.E.F.) y con el 2º perido de sesiones de 1950 de la Asamblea Consultiva Europea (lo cual me ha proporcionado ocasión de realizar numerosos contactos personales del mayor interés) tenia dos objetivos principales: primero, conseguir una promesa de admisión de nuestros grupos federalistas en el seno de U.E.F.; 2º sentar las bases de la futura colaboración de los intelectuales españoles (residentes en España) con el Centro Europeo de la Cultura (C.E.C.).

Los resultados obtenidos han sido, en concreto, los siguientes:

A)-por lo que se refiere a la integración de nuestros grupos federalistas en la estructura de la U.E.F., he podido conseguir (previa promesa formal de indispensable cumplimiento por nuestra parte de observar siempre una conducta rigurosamente federalista con total independencia respecto del actual regimen político español) que los dirigentes de la organización se hayan comprometido formalmente a apoyar la demanda de ingreso que nosotros enviemos al Comité Central de la U.E.F. en nombre de nuestra Agrupación Española Pro-Federación Europea (A.E.F.E.) cuyo proyecto de bases estatutarias ha sido examinado por ellos y estimado satisfactorio(lo cual no implica naturalmente, su consagración como algo incambiable, ya que las cuestiones de regimen interno-que son las que pueden suscitar discrepancias entre nosotros-no pertenecen a la incumbencia de la U.E.F.). Tenemos actualmente garantizado el apoyo de un numero suficiente de personalidades prestigiosas y representantes de las tendencias mas diversas (desde los monarquicos hasta los socialistas, pasando por diversos matices) para ofrecernos la seguridad moral de que nuestra demanda de ingreso, si se produce dentro de las proximas semanas, o los proximos meses, será aprobada por dicho Comité Central sin demasiadas dificultades, en la sesión que sigue inmediatamente a la presentación de nuestra solicitud. Tanto mas cuanto que en conversación que tuve con los únicos elementos emigrados españoles que figuran en la U.E.F. (los nacionalistas vascos) les hice ver a estos lo razonable de nuestra posición y nuestro deseo de trabajar en paz, sin especial hostilidad contra nadie.

B)-Para tratar lo tocante a la colaboración entre los intelectuales españoles y el C.E.C. de Ginebra, me entrevisté con mi buen amigo Mr. Denis de Rougemont, derector de dicho Centro y con el secretario del mismo, Mr. Raymond Sylva. Ya previamente Mr. de Rougemont me había hecho saber por carta su deseo de obtener la colaboración de los intelectuales españoles políticamente independientes; en nuestras conversaciones de Estrasburgo ha quedado convenido lo que sigue: 1º el C.E.C. me remitirá inmediatamente

amplisima información relativa a todas sus actividades para ver cuales son aquellos aspectos donde la colaboración española resulta mas deseable, posible y urgente;2º,a fin de posibilitar esta ultima, yo me pondré en contacto con diversos medios españoles,formando una especie de equipo de jovenes profesores,escritores y artistas,que serán quienes iran recibiendo las invitaciones para colaborar;3º,el C.E.C.no tomará decisión alguna relacionada con España, sin amtes consultar conmigo,quedando yo encargado de transmitir su consulta a los correspondientes especialistas españoles incluidos en el equipo antes mencuonado,y de enviar a Ginebra la contestación correspondiente;4º,esta misma formula será empleada cuando se trate de la provisión de cargos que puedan tener relacion directa con las cosas españolas;5º,en todo caso,yo salgo garante de la honestidas intelectual y de la independencia política de los españoles que,en cumplimiento de estos acuerdos colaboren C.E.C.

A la vista de esta información, y antes de seguir adelante,me permito solicitar de ese grupo federalista la aprobación de mis gestiones o bien la exposición de los reparos que las mismas susciten,y la subsiguiente conformidad o negativa para basar nuestra actuación futura en los resultados arriba expuestos.

==========

Hecho lo cual,se trata de determinar ahora nuestra linea de conducta para lo sucesivo.Con este objeto,y a fin de que dicha conducta responda siempre al criterio de la mayoria de los grupos y que no sea dictada por meras apreciaciones personales o locales,tengo el gusto de solicitar de ese grupo(y,al mismo tiempo,de todos los demas grupos federalistas con los que estoy en relación directa)una contestación muyconcreta y bien razonada a las preguntas siguientes:

a)¿Debemos proceder a la inmediata constitución de la A.E.F.E.,o bien es esta constitución prematura? Si se considerase prematura por razones de orden local,¿podemos proceder a la constitución de la Agrupación,dejando para mas tarde la constitución oficial de determinadas secciones locales?

b) ¿Es oportuna,o tavia prematura ,la presentación de una solicitud de ingreso de la A.E.F.E. en la U.E.F.?Caso de estimarla oportuna¿debemos esperar,para presetar esta demanda,a que la A.E.F.E. haya sidi autorizada en España o bien si esta autorización se demora debemos adelantar la presentación de la demande de ingreso en la U.E.F.,o bien deben simultanease ambos trámites?(es de saber,en todo caso,que el Ministerio de Asuntos Exteriores está al tanto de nuestras actividades y aun no ha manifestado por ningun conducto deseo de entorpecer las mismas).

c) ¿ Es o no oportuno constituir un Comité de Fundación de la A.E.F.E cuyos miembros tengan la posibilidad de consultar entre sí rápidamente y tomar en breve tiempo cuales quiera decisiones?Aguilar (Sevilla),Arias (Madrid),Azaola(San Sebastian),Paz-Andrade(Vigo),Riera (Barcelona)y Santamaria(San Sebastian).Estos nombres no se haran públicos ni figu-

ran oficialmente,pero asumiran con caracter provisional la efectiva direc
n de la Agrupacion.¿Hay alguna exclusion,sustitucion o adicion que propone
sta lista? ¿Se estima indispensable aparte el contacto epistolar ininterru
pido,una reunion urgente de este Comite para resolver las cuestiones de mayor
prisa?En caso afirmativo,¿que cantidad estarian dispuestos a aportar los miem-
bros de ese grupo para sufragar,siquiera en parte,los gastos de ~~55555555555~~=
viaje de aquellos miembros del Comite que tengan que desplazarse?

d)¿Que linea de actuacion es preferible,caso de rechazarse las pro
puestas precedentes?

e)¿Es deseable iniciar desde ahora la colaboracion con elC.E.C. de
de Ginebra?(Tengase en cuenta que este centro,todavia recien constituido,no
empezara a funcionar plenamente hasta dentro de algunos meses;seria por aho-
ra una labor preparatoria, pero util.)

f)¿Que lista de profesores,escritores y artistas residentes en
esa region,se propone para formar e equipo de intelectuales que colabore
con el C.E.C.? (Se ruegan,aparte de los valores consagrados ya como autentica
valias,nombres de personas entre los 25 y los 40).

Las respuestas han de hallarse en mi poder antes del dia 3 de diciembre
en que hare un esquema con la totalidad de las contestaciones recibidas y
y un resumen del resultado de las mismas,remitiendo ambos seguidamente a t
dos los grupos consultados.De este modo,y en el caso de que la actuacion
inmediata sea decidida,podria iniciarse en la primera quincena de diciembr
antes de que las vacaciones de Navidad nos paralicen.

Insisto en rogar que tales respuestas sean lo mas razonadas
y concretas posible,procurando ajustarse punto por punto al cuestionario
y añadiendo al final cualesquiera observaciones no comprendidas en este
ultimo.Agradecere,que juntamente con ellas,se me remitan(si no me han en-
viado antes)las observaciones sugeridas por el proyecto de estatutos de
la A.E.F.E.,el cual debe obrar en poder de ese grupo desde hace varios
dias.

San Sebastian,Noviembre de 1950.

Firma:Jose Miguel de Azaola.

EL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL Y EL MOVIMIENTO EUROPEO

12

DELCRACION APROBADA EN PRINCIPIO

Los diversos matices de la opinión democrática de España, agrupados en el CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO, que coinciden en un mismo afán de libertad y democracia y en una misma adhesión a la causa de la Unión Europea;

--- convencidos que esa Unión europea, hoy en marcha, aunque reducida actualmente a los países occidentales, no logrará adquirir toda su eficacia sin la plena participación de España;

--- seguros de que la integración de España en esa Comunidad europea para contribuir al mantenimiento de la libertad y de la Paz interesa por igual a España y a los demás pueblos de Europa;

----y siendo indispensable para la incorporación de España que ella posea las condiciones propias de todo régimen de libertad y de democracia;

Declaramos urgente y necesario, en interés de Europa y en interés de España, la realización de lo siguiente:

1.- Adhesión de España al Convenio de los Derechos del Hombre ratificado por el Comité de Ministros del Consejo de Europa el 4 de Noviembre de 1950, y dejando sin efecto, por consiguiente, cuantas medidas se opongan a la práctica de estos derechos.

2.- En su consecuencia, reconocimiento efectivo del derecho d la libertad y a la seguridad, a la libertad de pensamiento, de conciencia y de religión, a la libertad de expresión y de asociación.

3.- Establecimiento de un sistema de garantías basado en la independencia del poder judicial y en la posibilidad de recursos legales contra las violaciones de los citados derechos.

4.- Cuando hayan sido restablecidas las libertades humanas anteriormente citadas, se procederá a la celebración de elecciones libres, bajo la autoridad de un Gobierno representativo que ofrezca las necesarias garantías de independencia e imparcialidad a la opinión del país, para que éste pueda manifestar su voluntad.

Reiteramos nuestra firme convicción de que, realizando el anterior programa, se recobrará la paz civil en España, haciendo posible su integración en la comunidad europea y su contribución con los demás pueblos a defender la libertad y la paz del mundo.

M. Aguilera Navarro

MOUVEMENT EUROPÉEN

PRÉSIDENTS D'HONNEUR : MM. WINSTON CHURCHILL, ALCIDE DE GASPERI,
ROBERT SCHUMAN, PAUL-HENRI SPAAK

Bureaux : 25, rue de Spa, BRUXELLES

TÉLÉPH. : 18.58.00
Adresse Téleg. : UNIEUROPA-BRUXELLES

Londres le 8 Janvier 1950.

Cher Monsieur Lasarte,

Je voudrais confirmer notre conversation telephonique et vous dire que nous sommes tres contents de votre suggestion d'etendre les activitès du Conseil Espagnol a l'interieur de votre Pays. Je crois que c'est une idèe excellente, purvue que ce projet n'entrene pas une activitè cladestine que nous ne saurions appuyez.

En ce qui concerne la question d'un subside pour le Conseil Espagnol, je dois m'avouer en faveur d'un tel projet, mais comme ceci est contraire a nos regles de gestion financiere, nous devrons examiner cette question plus attentivement afin de trouver une formule approprié qui nous permettrai de le faire. Je penserai a cette question et vous en donnerai des nouvelles sous peu.

Veuillez accepter, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments distinguès.

J. H. Retinger

Dr. J. H. Retinger
Secretaire General Honoraire,

Monsieur LASARTE,
Conseil Espagnol du Mouvement Europèen,
Paris.

EUROPEAN MOVEMENT

Presidents of Honour: M. Léon BLUM, Mr. Winston CHURCHILL,
Signor Alcide DE GASPERI, M. Paul-Henri SPAAK.

OFFICES: PARIS and LONDON.

Telegrams:
UNIEUROPA, PARL, LONDON.

Telephone: ~~WHItehall~~ ~~5884.~~ ~~9592.~~
ABBey 3118/9/10

~~93 ST. STEPHEN'S HOUSE,~~
THORNEY HOUSE ~~VICTORIA EMBANKMENT,~~
SMITH SQUARE, LONDON, S.W.1.

le 20 mars 1950.

Mon cher Secrétaire général et ami,

Je vous prie d'excuser le retard en répondant à votre lettre du 31 janvier, mais j'ai été en Amérique et ce n'était qu'à mon retour il y a quelques jours qu'elle m'est parvenue.

Je serai à Paris le jeudi, 23 mars, et il me ferait grand plaisir de vous voir et de vous entretenir de nos projets. Veuillez bien vous mettre en rapport avec moi par l'intermédiaire de notre bureau à Paris: 43 avenue d'Iéna, Paris, XVIe., numéro de téléphone: COPernic 56-60, afin que nous puissions prendre rendez-vous.

Veuillez agréer, mon cher Secrétaire général et ami, l'expression de mes sentiments dévoués.

J.H. Retinger

Dr. J.H. Retinger
Secrétaire général honoraire.

Monsieur José Maria de Lasarte,
Secrétaire général, Conseil Fédéral Espagnol
du Mouvement Européen,
11 avenue Marceau,
Paris, XVIe.

JHR/EJ

UNIO de FEDERALISTES CATALANS

COMITE DIRECTOR

5, Rue du Faubourg Poissonnière, 5me étage — Tél. : PROvence 15-01 — Poste 14. — PARIS (9me)

CONSELL CATALA per la FEDERACIO EUROPEA

Secretariat

Paris, 4 de abril de 1950

Sr. D. José Maria de LASARTE
Secretario General del Consejo Federal Español.
P a r i s .

Distinguido amigo:

Tenemos el honor de poner en su conocimiento que las asociaciones "Moviment Socialista Català pels Estats Units d'Europa" y "Unió de Federalistes Catalans", juntamente con personalidades de pensamiento y actuación federal, han decidido constituir el CONSELL CATALA per la FEDERACIO EUROPEA, y por lo tanto la representación catalana dentro del CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL del MOVIMIENTO EUROPEO será asumida por aquel organismo de conjunto.

El CONSELL CATALA per la FEDERACIO EUROPEA ha establecido sus oficinas en 5 rue du Faubourg Poissonnière, 5º piso, Telefono PROvence 15.01 poste 168.

El CONSELL CATALA per la FEDERACIO EUROPEA con motivo de su constitución oficial se complace en reiterar su adhesión al CONSEJO FEDERAL ESPANOL del MOVIMIENTO EUROPEO y en comunicarles que continuarà colaborando con todo entusiasmo a la obra comun en defensa del federalismo y de las libertades de los hombres y de los pueblos.

Le saludan con toda cordialidad,

Por el Secretariado del
CONSELL CATALA per la FEDERACIO EUROPEA,

J. Sauret — Rovira — Gironella — Sans

Joan SAURET. Josep ROVIRA. Enric GIRONELLA. Josep SANS.

San Juan de Luz, 20 de Julio de 1950

Sr. D. José M. de Lasarte
París

Querido amigo :

He sentido extraordinariamente no poder acudir, según era mi propósito, a la reunión del Comité Ejecutivo del Consejo Federal Español a que me invitaste. Pensaba haberte remitido una nota detallada de los motivos que me lo impidieron, pero la otra mañana hablé con José Antonio de Aguirre sobre todo ello y al decirme que iba a París, le rogué te comunicara de qué se trataba.

Espero verte sin embargo por aquí, pero no hagas la faena de no llamarme como según me cuentan hiciste últimamente, pués aparte del placer de charlar contigo quisiera enseñarte determinada documentación que sería peligroso viajara por correo, tratándose de un asunto estrictamente confidencial y delicado que, como estoy seguro, habrás supuesto se relaciona con la visita a esta región de la Reina Doña Victoria.

Sin más recibe un abrazo de tu buen amigo,



MOUVEMENT EUROPÉEN

PRÉSIDENTS D'HONNEUR : MM. LÉON BLUM, WINSTON CHURCHILL,
ALCIDE DE GASPERI, PAUL-HENRI SPAAK

Bureaux : PARIS et LONDRES

TÉLÉPH. : COPERNIC 56-60
Adresse Télég. : UNIEUROPA-PARIS

43, AVENUE D'IÉNA
PARIS (16e)

Paris, le 7 Septembre 1950.

Cher Monsieur,

Des demandes provenant de personnes, rattachées ou non aux organisations affiliées, qui voudraient profiter d'un déplacement pour prendre contact avec d'autres organisations, me parviennent régulièrement. D'autre part, les membres de l'American Committee on United Europe, de passage en Europe, seraient désireux de rendre visite aux personnalités dirigeantes des différents groupements.

Puis-je vous demander de bien vouloir, dans le plus bref délai possible, m'adresser la liste des sections ou groupements rattachés à votre organisation, ainsi que les noms, adresses et numéros de téléphone de leurs responsables dans chaque localité. L'établissement de cette liste, qui sera publiée ultérieurement, permettra de faire circuler à travers l'Europe les informations de nature à intéresser tous les partisans de notre cause : l'unité européenne.

Je compte personnellement sur vous pour me faciliter la tâche au moment où le Mouvement Européen est décidé à reprendre tout son essor et à agir efficacement tant auprès des parlements qu'auprès de l'opinion publique.

Veuillez agréer, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments bien distingués.

J. H. Retinger

Dr. J. H. RETINGER,
Secrétaire général honoraire.

APE 41-92
APE 15-54

MOUVEMENT EUROPÉEN

PRÉSIDENTS D'HONNEUR : MM. WINSTON CHURCHILL, ALCIDE DE GASPERI,
ROBERT SCHUMAN, PAUL-HENRI SPAAK

Bureaux : 25, rue de Spa, BRUXELLES

TÉLÉPH. : 18.58.00
Adresse Télég. : UNIEUROPA-BRUXELLES

Bruxelles, le 28 décembre 1950.

Cher Monsieur et Ami,

Je pars demain à Paris et y passerai quelques jours. Je descendrai à l'Hôtel Français et Choiseul, 239 rue St Honoré, et je serai heureux de me mettre en rapport avec vous pour vous entretenir de la question que vous soulevez dans votre lettre.

Je saisis l'occasion pour vous envoyer tous mes voeux de Nouvel An.

Veuillez agréer, Cher Monsieur et Ami, l'assurance de mes sentiments distingués.

J. H. Retinger

Dr. J.H. RETINGER,
Secrétaire général.

Monsieur José Maria de LASARTE,
Secrétaire général du Conseil Fédéral
Espagnol du Mouvement Européen.

BORRADOR.

Monsieur Paul Henri Spaak
Président du Conseil International du Mouvement Européen.
25, rue de Spa
Bruxelles. Belgique.

Monsieur le Président,

Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvemnt Européen, en sa dernière session, tenue à Paris le 3 et le 8 Février, a étudié le problème de la collaboration de l'Espagne à la défense de l'Europe. Nous avons été chargés par le Conseil de vous présenter les résultats de cette étude afin que vous voudriez bien les soumettre au Comité Exécutif du Mouvement Européen.

1.- Au point de vue moral, l'incorporation de l'Espagne à la défense de l'Europe exige l'élimination de son régime totalitaire actuel au double titre suivant:

a) parce que si le régime actuel était incorporé au système occidental, ce système cesserait de représenter la démocratie libérale en face du totalitarisme et s'avouerait le champion non de la liberté mais de la propriété;

b) parce que cette incorporation équivaudrait à un recrutement forcé du peuple espagnol comme de la chair à canon pour défendre la liberté des autres - insulte que le peuple espagnol ne pardonnerait jamais.

2.- Au point de vue militaire, l'importance même de l'Espagne comme territoire stratégique impose l'élimination du régime actuel dans l'intérêt de la défense de l'Europe, puisque le territoire n'est stratégique qu'en fonction de ses habitants; or puisque le peuple d'Espagne est contraire au régime (comme le régime lui-même le prouve en le privant de libertés politiques)toute opération militaire basée sur l'Espagne est vouée à l'échec tant qu'elle s'appuiera sur un régime dont le peuple abomine.

3.- Au point de vue financier, des appuis considérables seront nécessaires pour la reconstruction industrielle et militaire du pays:

mais ces emprunts ne serviront qu'à augmenter la corruption et la misère en l'absence d'une presse libre qui dénonce les malversations. A ce titre donc aussi l'élimination du régime est indispensable.

Le Conseil Fédéral Espagnol reconnait que la situation est urgente; d'autre part il estime indispensable que le pays puisse exprimer librement sa volonté de s'associer à l'effort européen. L'idé a été exprimée qu'il n'existe pas d'alternative au régime actuel. C'es là une erreur totale. La gamme politique de l'Espagne n'a point changée. A l'intérieur, dans la clandestinité, à l'extérieur, publiquement, elle reste composée des mêmes groupements politiques. Les hommes surgiront dès que l'oppression armée cesserait de. Le Conseil Fédéral se tient à la disposition du Mouvement Européen pour l'étude des modalités et des mesures immédiates à prendre afin de rendre à l'Espagne sa liberté politique par une évolution pacifique et rapide qui lui permettrait de s'incorporer à la défense de l'Europe.

Le Conseil Fédéral Espagnol propose au Comité Exécutif du Mouvement Européen l'adoption de la résolution suivante:

Considérant l'urgence de la préparation de la défense européenne, vu le rôle essentiel que le territoire et le peuple d'Espagne sont appelés à jouer dans cette défense, étant donné que, comme le Général Eisenhower l'a affirmé, la force européenne ne doit contenir que des contingents ayant librement exprimés leur volonté de s'y associer, tenant compte du fait que la défense de l'Europe contre un régime totalitaire ne saurait se faire sur des bases morales solides en alliance avec un autre régime totalitaire, le Comité Exécutif du Mouvement Européen recommande au Conseil de l'Europe de mettre d'urgence à l'étude les moyens d'action nécessaires pour faire passer l'Espagne de son régime totalitaire actuel un régime démocratique.

La nécessité de préparer d'urgence la défense de l'Europe, en faisant ressortir l'importance capitale de l'Espagne /territoire et peuple/ sur le terrain stratégique, automatiquement transforme le problème du régime espagnol en un problème non plus national mais européen. Toute alliance avec le régime totalitaire actuel aurait pour l'Europe libre trois conséquences graves: elle souillerait le drapeau de la liberté dont l'Europe libre se prévaut; elle impliquerait une insulte grave au peuple espagnol ainsi ravalé au rang de mercenaire pour assurer la liberté des autres et pas la sienne; et elle ensevelirait dans la corruption totalitaire les sommes consacrées au réarmement industriel et militaire du pays.

La défense de l'Europe exige donc la disparition du régime franquiste. L'Europe doit agir. Contrairement à ce que l'on a dit, l'alternative existe; et les groupements politiques espagnols n'ont jamais cessé de fonctionner dans la clandestinité et à l'extérieur. Le Conseil de l'Europe doit mettre en marche immédiatement une procédure d'intervention européenne afin de déterminer l'évolution rapide de la situation vers un régime démocratique.

GENERAL:

En nombre del CONSEJO FEDERAL ESPANOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO tengo el gran honor de dirigirme al primer soldado de la Democracia, Jefe de la S.H.A.P.E. Nosotros hemos seguido con emoción, con otros millones de europeos, su viaje por Europa como antes recibimos con ilusión y esperanza su nombramiento de Jefe de los Ejércitos de la Comunidad Atlántica. En esta Comunidad de defensa militar, y en el itinerario de su viaje está ausente España porque el Gobierno dictatorial del General Franco y el sistema politico impuesto al Estado español son incompatibles con las finalidades democráticas proclamad s sin variación desde las lineas fundacionales del Pacto Atlántico.

El CONSEJO FEDERAL ESPANOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO que agrupa representantes de todos los matices de la opinión antifranquista en el exterior, y tiene contacto en el interior de España con destacadas personalidades sociales, intelectuales y politicas dice, PRESENTE, en nombre de todos los pueblos y los grupos politicos del Estado Español que creeen y aspiran a la realización de los votos expresados estos dias por el Comandante en Jefe de la S.H.A.P.E. en Lisboa " J'ai entrepris ce voyage trés important uniquement pour savoir si nous sommes tous determinés a defendre les principes qui ont reglé notre vie passée, liberté de parole, droit de travailleur oú il nous plait d'observer la religion qui nous plait.

"Si nous faison preuve de déterfination il me semble que nous pouvons établir une organisation pacifique. Nous devons être unis, nous n'abordons que des généralités de la situation, ses principes et ses bases, pour voir si nos coeurs battent a l'unisone. Ma convi tion de soldat est que si les coeurs battent a l'unisson, il n'est pas difficile d'arriver à ce que les têtes s'accordent et les mains se joignent ensemble".

(EN ROMA)"... C'est une chose tragique qu'aujourd'hui, deux mille ans apres la venue de Christ, il soit necessaire que 12 nations s'unissent pour rendre effective la paix. Mais il n'est pas suffisant de s'unir, il faut que tout le monde tra-

vaille pour la paix, pour assurer de droi au travail et a la liberté.

" Je ne veux pas la guerre mais la paix. C'est dans ce but que je me trouve ici et c'est vers ce but qui vont tout mes efforts".

Al mismo tiempo con el mejor espiritu de colaboración y sin salirde la más estricta objetividad queremos decir respectuosamente al Jefe de la S.H.A.P.E.

1.- El Gobierno del General Franco multiplica declaraciones hablando de movilización de quintas, de formación de Divisiones, y de poner en pie de guerra un millón d soldados. Todo ello es pura propaganda "bluff" pues el Gobierno Español no tiene material, equipo, alojamientos ni vestido para incrementar sensiblemente el Ejército Español. En cuanto al valor real del Ejército Español puede afirmarse ;

a) Si bien losefectivos nominales del Ejército ascienden a unos 300.000 hombres, en realidad los que hacen servicio activo quedan reducidos al 50 por 100 de la cifra anterior. Este otro cincuenta por ciento está en los hogares por un sistema de permisos indefinidos que es una fuente de ingresos extralegales para los Oficiales puesto que no se hace ningún gasto por los soldados que no están presentes en sus Unidades.

b) El armamento del Ejército Español es muy deficiente y heterógeneo, y ello es particularmente señalable en las Unidades motorizadas cuyo material utilizable no llega al 40 por 100.

c) La instruccion militar es anticuadisima y el sistema de entrenamiento adoptado por los ejércitos modernos es desconocido, al menos en su aplicación, por los militares españoles.

d) Otro problema del Ejército Español es el vestuario. Cualquier observador y el simple turista ve que mientras el Oficial viste elegantemente, el soldado viste con gran pobreza y a pesar de que oficialmente debe recibir uniformes, botas, etc la mayoria de los soldados van vestidos con uniformes usados y calzados con alpargatas.

e) Es conocido también el desastroso estado de la red de ferrocarriles y de las

carreteras españolas con sus inevitables consecuencias para una eventual movilización.

Adjuntamos un ejemplar del rapport presentado por el Diputado francés M.Daniel Mayer a la Comisión des Affaires Etrangeres de la Assamblee Nationale francesa en el que entre otros temas se estudia este del ejército español y se recoge comentarios extranjeros sobre el mismo.

2.- Para juzgar las verdaderas intenciones del General Franco no hay que olvidar que recientemente ha estado haciendo el chantage de la neutralidad. Sus contactos comerciales con la U.R.S.S. son conocidos. Los que defienden al Caudillo diciendo que en la guerra pasada Franco resistió a Hitler y se mantuvo neutral deberían tomar lección de ello y no confiar en sus promesas actuales.

3.- El plan estratégico español anunciado por el General Franco y otros portavoces del régimen consiste en la defensa de los Pirineos sin que los soldados españoles salgan a comatir fuera del Pais lo que se opone sustancialmente a la idea y al plan de Defensa de Europa, y crea, desde ahora, una confusión y desmoralización entodo el Occidente europeo.

4.- La politica franquista ve con malos ojos las lineas fundamentales de la Organización Occidental y particularmente los planes de Organización Europea. Basta seguir las declaraciones oficiales de los difigentes franquistas y su Prensa, que como es sabido es controladay dirigida por el Gobierno sinque haya ni un solo periodico libre y de la que es fácil deducir la mentalidad del régimen español. Asi, por ejemplo, se puede ver las siguientes orientaciones:

a) Oposición a la organización europea

b) Intento de dividir el frente occidental y de separar a los EE.UU. de Francia e Inglaterra (coincidiendo en muchos puntos con la política comunista)

c) El equilibrio africano y mediterráneo es amenazado por el régimen español (Declaraciones del General Franco en su último viaje a las Islas Canarias y reivindicaciones presentadas sobre Gibraltar).

d) En general la prensa española se alegra por la inestabilidad de la paz. (Con ello denota su verdadera situación que es beneficiaria de la tensión internacional).

e) Podría pensarse que con el envio de Embajadores a Madrid se debilitaría la enemiga franquista a los paises occidentales. Nada de esto ha sucedido y basta leer el A.B.C. de los días _____ para ver por ejemplo artículos como se mantienen los ataques desconsiderados a Francia siempre con el deseo de dividir a los occidentales.

5.- La opinión popular española está naturalmente impresionada por estas consideraciones:

a) ¿Como se puede convencer a los soldados españoles de que luchen por la libertad del mundo apoyándose en su régimen que les niega a ellos todas las libertades?

b) ¿Como se puede admitir en una lucha por la democracia que el Caudillo disponga del territorio y de los soldados españoles, sin consultar la voluntad soberana del País lo que equivaldría a transformar el ejército español en una legión de mercenarios?

La opinión popular ve claramente que Franco trata de valorar el Ejército Español como moneda para obtener el pleno reconocimiento político con todas sus consecuencias por parte de los Paises de Occidente. Es lo unico que le interesa y esta

disociación entre Franco y sus aspiraciones y modos totalitarios y el pueblo plenamente solidario con la causa universal de la libertad debilita el potencial ibérico. Con Franco, el Estado Español no es más que una fachada y su potencial está minado por las quintas columbas y la falta absoluta de una base moral. Sin Franco y con un sitema democrático en cambio el Estado Español podrá aportar todo su potencial a la causa de Occidente.

6.- No se pued olvidar que a pesar de los años transcurridos desde el fin de la guerra civil, el Ejército de Franco es todavia un ejército "partisan" y no un ejército nacional. En el exilio ha todavia muchos distinguidos Oficiales pagando el delito de no ser totalitarios, y ser demócrtas de cuya importancia puede dar idea el cuadro-resumen adjunto

7º.- Una ultima consideración mirando la situación desde el angulo europeo. El problema de Franco continua siendo un problema europeo Basta leer la prensa comunista para ver como su propaganda explota cualquier acto o gesto que pueda interpretarse favorable a Franco para atacar la sinceridad de los propósitos democráticos de los paises occidentales. El comunismo encuentra sus mejores municiones en la debilidad o inconsecuencia occidentales frente al franquismo. Por otra parte las masas europeas no pueden comprender que se condene el neutralismo frente a la URSS. y se acepten e incluso defiendan posiciones que equivalen al neutralismo frente a Franco, y que la posición respecto del franquismo constinua siendo una piedra de toque para juzgar la autenticidad de una politica y una acción que enuncien propósitos democráticos.

De esta forma Sr. General llegamos al fin de esta declaración que hemos querido elevarle para que pueda considerar estos elementos de juicio en su visión de la situación europea.

Nosotros Sr. General estamos en el exilio por ser y querer ser europeos y propugnar losmódulos políticos y las garantias de los derechos humanos y las libertades que caracterizan la civilización occidental. En el seno de nuestro Consejo Federal hay representantes de las corrientes ideologicas liberales democráticos-cristianas y socialistas que forman los partidos políticos que respealdan los planes de organización europea y atlantica. En nuestro Consejo Federal estan los dirigentes de todos los matices de la opinión antifranquista, republicanos, y monarquicos, socialistas, vascos y catalanes. Por ello y por ser nuestro objeto específico trabajar por la integración de España democrática en la Europa libre y en la comunidad Atlántica pedimos al Sr. Jefe de la S.H. A.P.E.

a) que no se dé entrada en el Pacto Atlántico al Gobierno del General Franco,

b) que no se le admita tampoco en ninguna organización subsidiaria como un eventual pacto mediterraneo o cualquier pacto bilateral que supusiera la entrada indirecta en la comunidad occidental.

c) que no se tenga con el General Franco ninguna contacto oficial u oficioso que pueda perturbar a la opinión española y europea sin conseguir ningun resultado práctico.

d) que por parte del Cuartel General del Jefe de la S.H.A.P.E. se mantenga un contacto con nuestro Consejo Federal Español del Movimiento Europeo a fin de estudiar y preparar la incorporación de España democráticamente organizada a la comunidad atlántica de paises libres, procediendo para ello desde ahora al intercambio de información para lo que el Consejo Federal está plenamente dispuesto.

Con este motivo y en nombre del Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, deseandole éxito en la misión gloriosa que se le ha confiado al Sr. Jefe de la S.H.A.P.E., con mi distinguida consideración.

COPIA

20, St. Martin's Street,
LONDON. W.C.2.
WHItehall 4909

Londres 1 de Diciembre de 1950

Sr. D. Salvador de Madariaga
3.Old Church
Old Headington
OXFORD

Muy distinguido compatriota,

Le suponemos enterado de que los emigrados españoles de diversas tendencias hemos celebrado dos reuniones para tratar de llegar a un acuerdo sobre la actitud que debemos adoptar ante la decisión de las Naciones Unidas de reanudar las plenass relaciones diplomaticas con Franco.

En la ultima de estas dos reuniones se tomó por unanimidad el acuerdo de dirigirse a usted para rogarle que redactase un documento de protesta contra la referida decisión diplomatica y en general contra la politica de apaciguamiento de Franco que se viene siguiendo por el Gobi rno britanico.

Nosotros nos encargariamos de distribuirlo entre todos los emigrados de tendencias democraticas a quienes conocemos, con objeto de que lo firmara todo el que se mostrase de acuerdo con su contenido.

Nos proponemos dirigir este documento, si a usted le parece oportuno, al Gobierno britanico.

Esperando que tenga usted la bondad de acceder a nuestro ruego y de enviarnos el documento, si tuviera usted la amabilidad de redactarlo, a las señas que constan en este membrete le saludamos muy atentamente en nombre de la Comisión Organizadora de estas reuniones,

J.A. Balbontin

A. Ayerbe J. Bataller

A. Costa A. de Gondra A. Sala

Grupo

COPIA DE LA CARTA RECIBIDA DE DON SALVADOR DE MADARIAGA

Oxford, 11 de diciembre de 1950.

Srs. D. J.A.Balbontin
y otros
20, St.Martin's Street
London, W.C.2.

Queridos compatriotas,

Apenas si creo necesario decir que comparto plenamente los sentimientos que inspiran su carta del 1º de diciembre; y debo manifestarles lo mucho que me honra la confianza que en mí depositan al pedirme que redacte un documento de protesta contra la decisión de reanudar relaciones diplomáticas con Franco. He reflexionado sobre esta idea en sí y aparte del posible redactor; y someto a Vds. el fruto de esta reflexión.

Ya conocen Vds. este país y saben que aquí cuentan las personas mucho menos que las instituciones. Un documento firmado por individuos, por muchas firmas que llevara, dada la psicología de este país no tendría más consistencia que un montón de arena. Por otra parte, no ignoran Vds. que el Gobierno de la República en el destierro ha dirigido un mensaje a la Asamblea de las Naciones Unidas dedicado precisamente a formular esta protesta, lo que ya tiene más fuerza que un documento meramente personal.

Yo les propondría a Vds que pasáramos el asunto al Consejo Federal del Movimiento Europeo donde están representadas todas las modalidades políticas españolas menos las totalitarias de derecha y de izquierda; y este Consejo Federal, con la personalidad internacional que ya tiene, podría presentar no sólo a Inglaterra sino a las demás naciones europeas, la protesta que Vds. desean.

En espera de que esta solución les plazca
ser reitera su affmo.s.s.

S. de Madariaga

COPIA DEL TELEGRAMA ENVIADO A DON SALVADOR DE MADARIAGA

13/12/50

AGRADECIDOS CARTA Y CONFORME SUGIERE ROGAMOSLE DISPONGA NECESARIO CON VISTAS URGENTE REDACCION MANIFIESTO POR CONSEJO FEDERAL. DESEAMOSLE PRONTO RESTABLECIMIENTO. NOMBRE COMISION COORDINADORA BALBONTIN Y SALA.

San Juan de Luz, 28 de Diciembre de 1950

Sr. D. José María de Lasarte
París

Querido Lasarte :

Te adjunto copia de una carta que "motu propio" he enviado a Daniel Mayer por si te interesa y creas conveniente apoyar esta gestión en favor de nuestros propósitos.

Como dí la referencia vuestra, quiero que de todas maneras lo sepaís, dado que os preguntara algo en relación con ello.

¿ Vienes por aquí ?. Aunque ya te felicité por estas Fiestas, lo vuelvo a hacer, con un fuerte abrazo de tu buen amigo,

24th. January 1951

General Dwight D. Eisenhower
Supreme Commander
North Atlantic Treaty Forces
Paris

General,

I have the honour to address to the first soldier of Democracy, to the Chief of S.H.A.P.E., on behalf of the SPANISH FEDERAL COUNCIL of the EUROPEAN MOVEMENT. Like thousands of other Europeans we have followed with keen interest your visit to Europe as we welcomed before with hope your appointment as Supreme Commander of the North Atlantic Treaty forces. Spain is absent from this defensive community and from your European tour because the totalitarian Government of General Franco and the political system imposed on that country are incompatible with the democratic aims proclaimed since the foundation of the Atlantic Pact.

The SPANISH FEDERAL COUNCIL of the EUROPEAN MOVEMENT includes representatives of all anti-Franco political groups in exile. It is also in close contact with many personalities in the social, intellectual and political spheres inside Spain. Therefore we can claim that we are speaking for the whole democratic opinion both in Spain and in exile when we express our complete agreement with your recent statements in various European capitals on your great mission in defence of our common civilization and heritage. At the same time, we would like to take this opportunity to state our views, as objetive as possible, regarding the Spanish question in connection with the Atlantic defence plan.

1).- The Government of General Franco has recently made repeated declarations emphasizing the present Spanish military potential and the manpower it could mobilize if the Western powers were prepared to make some arrangement with him. It even claims that Spain has now an Army of 400.000 men in active service and could mobilize a million in a fortnight. All this is pure propaganda because the Spanish Government has neither the material, equipment, barracks nor even the clothing necessary to increase the strength of the armed forces in any substantial scale. As for the real value of the Spanish Army, wich we assume it is well known to your Command in every aspect, we would only like to point out to the absolute lack of technical preparation for any modern warfare in the present Spanish economic, industrial and militare structures, and also to the immorality and corruption prevailing in the high spheres of the Spanish Army.

We enclose a copy of the rapports presented to the Foreign Af-

fairs Committee of the French National Assembly by the deputy M. Daniel Meyer. This rapport includes, among other subjects, a study of the Spanish Army and comments by foreign observers on the same questions.

2).- In order to judge the true intentions of General Franco it should not be forgotten that quite recently he has been playing up the "chantage" of his neutrality in the event of war. His commercial contacts with Soviet Russia are well known. Bearing in mind these factors, those who defend Franco on the basis that he resisted Hitler and remained neutral in the last war ought not to put too much confidence in his present promises. Furthermore it is evident that during the last war Franco was prevented from participating openly in the Axis side by fear that, in doing so, the Spanish civil war would be revived with the particularity that all anti-Franco masses inside and outside the country were siding with the democratic powers. Thousands of Spanish democrats in exile left in the battlefields a lasting testimony of their courage and spirit fighting as volunteers in the British and French armies.

3).- The Spanish strategic plan announced by General Franco and other spokesmen of the regime consist in the defence of the Pyrenees, without the Spanish troops fighting outside their country, which is against both the idea and the plan established for the defence of Europe, and already creates confusion and demoralization all over Western Europe.

4).- Franco's policy is practically opposed to the fundamental basis of Western organization and particularly European organization. Official statements by Spanish leaders and Press(which is strictly controlled by the Government) show clearly enough the mentality of the Spanish regime. We give here some of the lines followed by that policy :

a) Opposition to the European organization.

b) Attempt to divide the Western block, trying to separate the United States from France and Great Britain. (Coincidental in many points with Communist policy).

c) The Spanish regime threatens the balance of power in Africa and the Mediterranean (Declarations by General Franco during his recent tour to the Canary Isles and his claims on Gibraltar).

d) The Spanish Press in general finds comfort in the instability of peace. (In this way the Franco regime exposes its real situation; in others words that it benefits from world tension)

e) It might have been thought that the sending of Ambassadors to Madrid would lessen the enmity of Franco regime and Press towards Western countries. There has been no change. As an example, the articles published in "ABC" of Madrid (12th, 13th and 14 January) show how the inconsiderate attacks against France are mantained, always with the ultimate intention of dividing the Western powers.

5).- Spanish public opinion is deeply perturbed by the following reflections :

a) How Spanish soldiers will be convinced that they are fighting for the cause of universal freedom under a regime which denies

them all essential liberties?

b) How can it be accepted in a struggle for Democracy that Franco could dispose of Spanish territory and soldiers without consulting the free will of the people, which amounts to transforming the Spanish Army in a Legion of mercenaries?

In this point we are in full agreement with your statement in Frankfurt last Saturday, where you are quoted as saying: "I would never consent to be in command of any unit whose soldiers were not there believing that they were serving their country and civilization and freedom".

It is quite clear to Spanish public opinion that Franco is trying to utilize the Spanish Army as money in exchange for full political recognition of his regime, with all its consequences, by the Western countries. It is his only interest. This dissociation between Franco and his totalitarian aims and methods in one side, and the people, in firm solidarity with the universal cause of freedom, weakens the Iberian potential. With Franco, the Spanish State is merely a facade which covers a corrupt regime and its potential is undermined by "fifth Columns" and the total lack of moral basis. Without Franco and under a democratic regime, the Spanish State could give its full potential to the Western cause.

6).- It should not be forgotten that in spite of the years lapsed since the end of civil war, Franco's Army still remains a "Partisan" Army and is not a National Army. Many distinguised Spanish officers are in exile, paying the price of not being totalitarian but sincere democrats. We have at your disposal full data referring to the numerical importance and quality of these Spanish officers now in exile.

7).- A last consideration looking to the situation from the European angle. The problem of Franco remains an European problem. Communist propaganda quickly exploits any move or gesture which can be interpreted as favorable to Franco in order to attack the sincerity of democratic purposes of the Western powers. Communism finds its best weapons in the weakness and inconsequences of Western policy towards Franco. In the other hand, it is difficult for the European masses to understand how French "neutralism" towards Soviet Russia is condemned while attitudes pro-Franco or at least equivalent to "neutralism" towards him are accepted and even defended. Policy towards Franco remains a crucial test of the sincerity of any democratic action or purpose.

We are in exile because we are and want to be Europeans, because we defends the principles and rights embodied in Western civilization. In our SPANISH FEDERAL COUNCIL there are representatives of the same liberal, Christian democratic and Socialist ideologies which inform the political Parties which are supporting the European and Atlantic organizations. They are the leaders of all anti-Franco groups : Republicans, Socialists, liberals, monarchists, Basques and Catalans. Our specific aim is to work for the integration of a democratic Spain in the framework of free Europe and the Atlantic Community. Therefore we respectfully ask the Supreme Commander of S.H.A.P.E.,

a) That the right of a democratic Spain to be integrated into the Atlantic Organization should be ratify.

b) That the Government of General Franco should not be given access to the North Atlantic Treaty.

c) That it should not be admitted either in any subsidiary organization, v.g. an eventual Mediterranean Pact or any other bi-lateral alliance which would amount to its integration in the Western community.

f) That S.H.A.P.E. should not mantain any contact, either official or unofficial, with general Franco, which could confuse Spanish and European public opinion without any practical result.

The SPANISH FEDERAL COUNCIL of the EUROPEAN MOVEMENT would be very glad to be able to maintain contact with S.H.A.P.E., in the way you could consider more suitable, in order to study and prepare the integration of Spain, under a democratic system, into the Atlantic community.

Wishing you, on behalf of our Council every success in your great and historical mission,

I remain,
Yours sincerely,

José María de Lasarte,
General Secretary.

I N F O R M E

que presenta el MOVIMIENTO SOCIALISTA VASCO por la FEDERACION EUROPEA a la consideración del CONSEJO VASCO por la FEDERACION EUROPEA sobre las RESOLUCIONES aprobadas por la CONFERENCIA SOCIAL del MOVIMIENTO EUROPEO celebrada en Roma del 4 al 8 de Julio de 1950, y varias

P R O P O S I C I O N E S

en relación con las RESOLUCIONES de referencia.

- 0 -

Paris, enero de 1951.

INFORME sobre las RESOLUCIONES aprobadas por la CONFERENCIA SOCIAL del MOVIMIENTO EUROPEO, celebrada en Roma del 4 al 8 de julio de 1950, y estudio crítico de las mismas.

- - - - - -

Presentado a la consideración del CONSEJO VASCO por la Federación Europea, en su reunión del mes de enero de 1951, por el MOVIMIENTO SOCIALISTA VASCO por la Federación Europea.

****

Resumiremos, en primer lugar, cada una de las cuatro Resoluciones aprobadas, para exponer, después, nuestro pensamiento por lo que toca a la conveniencia de añadir algunas medidas complementarias y fijar la línea de conducta a seguir para la aplicación de las mismas.

1.- Resolución: OBJETIVOS SOCIALES DE LA CONSTRUCCION EUROPEA. Los objetivos de la sociedad europea comprenden el respeto de la dignidad humana y el acrecentamiento de su bienestar, por medio de las libertades tradicionales de la democracia política y de las que corresponden a la democracia económica y social. Por tanto, libertad de opinión, de reunión, de cultos, de prensa, etc., junto a la libertad de trabajo, de iniciativa individual, nivel de vida suficiente, seguridad económica.

Los hombres han de ser libres e iguales en la nueva sociedad europea si bien estos objetivos han de ser logrados mediante las transiciones necesarias, respetándose la originalidad de las colectividades naturales.

Para laborar por estos objetivos, las instituciones políticas deben consagrar y proteger, en cada colectividad, la democracia política mediante un tratado de los derechos del hombre, el respeto de las estructuras regionales, pensando en unir y no en uniformar y la descentralización económica. Es urgente la creación de un Consejo Económico y Social europeo, los Consejos Económicos y Sociales Regionales, para tratar de elevar e igualar -no en manera absoluta- el nivel de vida por el más alto, empezando por desarrollar y aumentar la producción de las regiones cuyo nivel de vida actual es más bajo, mejorando, en primer lugar, la suerte de los menos favorecidos

Política de trabajo para todos, de Seguridad Social que cubra el mayor número posible de riesgos, compensación por cargas familiares, subsidio por paro forzoso, seguridad del trabajo, etc., integración del trabajador en la empresa, utilización de todas las posibilidades inherentes al progreso técnico. Enseñanza gratuita para todos, de todo género y grado, según aptitudes y sin que intervenga la situación económica de los padres.

2.- Resolución: PROBLEMAS SOCIALES COMO CONSECUENCIA DE LA CREACION DE UN GRAN MERCADO EUROPEO.

La Conferencia precisó sus posiciones fundamentales en relación con el espíritu y los métodos susceptibles de asegurar la constitución de una Europa, económica y socialmente unida, en condiciones que permitan evitar convulsiones políticas y sociales dolorosas, realizando, además, un aumento de bienestar general.

Convertibilidad monetaria, organización de las industrias de base, política de trabajo para todos, mediante la movilidad y adaptación necesarias dentro de la clase obrera y aumentando, progresiva y armoniosamente, la producción. Diversas medidas de adaptación y de compensación son precisas para llevar a cabo esta labor, entre ellas la modernización y especialización de empresas; impulsión de la construcción de habitaciones; formación, orientación y readaptación profesionales; aumento de la producción agrícola; etc. etc.

Se preconiza la creación de un Consejo Económico y Social. de carácter consultivo, responsable ante la Asamblea del Consejo de Europa, constituído por todas las categorías sociales que participan en la vida económica y que se serviría de la información obtenida por un Instituto de Estadística Europea y cualquiera otro que, de diferente procedencia, pudiera recogerse. Este Consejo debería armonizar las legislaciones sociales y fiscales y, de manera general, las cargas de la producción, presentando proyectos ante la Asamblea que, en definitiva, determinaría.

Se recomienda también, la creación de una Bolsa de Trabajo para, en colaboración con el B.I.T., las Oficinas de Trabajo y los organismos sindicales, tratar todas las cuestiones relativas al empleo de los trabajadores. La constitución de Consejos de Industria, compuestos de patronos, obreros y consumidores, que, funcionando democráticamente, estaría asociado al ejercicio de poderes de la Asamblea. Todas estas instituciones deberían trabajar bajo el control de una autoridad política central que podría ser el Consejo de Europa.

3.- Resolución: PROBLEMAS SOCIALES CREADOS POR LA LIBERTAD DE MOVIMIENTOS O DESPLAZAMIENTOS DE PERSONAS.

Se comprueba que al excedente de mano de obra que presentan algunos países, no corresponden peticiones de otros. La cooperación económica entre los países supone la utilización integral de la mano de obra excedentaria. Al mismo tiempo que el pleno empleo debe existir la libertad de movimiento y de establecimiento de la clase trabajadora, y esta libertad debe reconocerse a todo individuo como un derecho de libertad civil.

La Conferencia propone la creación de un Comisariado Europeo de la Mano de Obra y de la Población, para estudios e información pero con atribuciones de ejecución en algunos casos, como en la organización de movimientos migratorios en Europa, preparación de emigraciones desde Europa, organización de subsidios de paro en el plano europeo, participación en trabajos para reducir la disparidad de condiciones sociales de diversas categorías de trabajadores, etc. etc.

4.- Resolución: PROBLEMA DE LOS REFUGIADOS.- Existen en Europa alrededor de 11 millones de seres humanos que, por causas diversas, han debido abandonar sus casas y han perdido sus medios de vida. Para solucionar la cuestión, tanto en el plano internacional como en los nacionales, se examinan dos aspectos, el jurídico y el económico. Por lo que al primero se refiere, la Asamblea de la O.N.U. ha creado un Alto Comisariado para los refugiados que figuraban bajo potestad del I.R.O. La Conferencia estima que esta jurisdicción del Alto Comisariado debería extenderse a todos los refugiados aunque no estuvieran comprendidos en los estatutos del I.R.O., siempre que no beneficien de todos los derechos civiles en el país donde se hallan acogidos, preconizando al mismo tiempo la conveniencia de establecer una ciudadanía europea.

El Consejo Económico y Social de las NN.UU. elabora, actualmente, un estatuto por el que se prevee conceder a los refugiados el mismo derecho al trabajo, a la seguridad social y al bienestar que a los nacionales. En cuanto al aspecto económico, es necesario elaborar un plan para el empleo, reeducación y la integración de los refugiados en la población europea, facilitando, también, la emigración hacia los países de ultramar de aquellos que lo deseen. Los gobiernos deberían acordar medidas de asistencia, suficientes, a los ancianos e incapcitados, medidas gubernamentales que serían completadas por un concurso financiero internacional.

El problema no puede ser resuelto por subvenciones provisionales. Haría faltasumas muy considerables para financiar la instalación en Europa y ultramar, pagar gastos de traslado a emigrantes que no pudieran emplearse en el lugar donde se encuentran y constituir un fondo de asistencia para casos excepcionales. Un empréstito

internacional, el crédito de la Banca internacional, la ayuda de los Gobiernos interesados, etc., junto a las cantidades puestas a disposición del Alto Comisariado para ayudas extraordinarias formarían la base de la organización.

La Conferencia espera que el Consejo de Europa abordará todas estas cuestiones creando una Oficina europea de reinstalación y pide a la Asamblea de las NN.UU. que ponga en aplicación sus recomendaciones en relación con el Estatuto jurídico y la asistencia social de los refugiados.

* * * * * *

Aunque todos los objetivos sociales enunciados en la 1.-Resolución son importantes, fijémonos especialmente en dos de ellos que son fundamentales y que presentan gran interés. Nos referimos a lo que respecta al nivel de vida y a la seguridad económica. En relación con el primero se trata de "atenuar y hacer desaparecer lo más pronto posible, y sobre todo cuando se debe a privilegio de clase, las desigualdades económicas que no respondan a servicios reales rendidos a la colectividad. La concepción de igualdad completa de los hombres, la necesidad de suprimir los antagonismos regionales restrictivos de libertad, exige que se favorezcan las tendencias de igualdad por lo más alto de los niveles de vida de las diferentes regiones de Europa. Claro está que no puede considerarse la igualdad de niveles de vida, ni como necesaria ni como posible debido a la diversidad de modos de vivir, pero el aumento de los niveles más bajos puede obtenerse aumentando la producción de los países menos afortunados". ¡Cómo se advierte que la mayor parte de los hombres demócratas no consigue liberarse de la costumbre del afán, de hacer y pronunciar frases perfectas, agradables, pero que quedan siempre como una declaración de principios, interesante, desde luego, sin que se haga gran cosa, en la mayor parte de los casos, por llevar a la práctica lo que, de efectivo, contienen aquellas declaraciones y sugerencias !

Teóricamente todo ello es admirable pero es obligado el señalar junto a las dificultades que para la consecución de los objetivos señalados se presentan, aquellos planes o proyectos o proposiciones que permitan basar en ellos una acción, aunque sea limitada, eficaz. Se dirá que justamente para ésto se preconiza la creación de varios organismos de tipo europeo. También debe decirse que la puesta en marcha de estos organismos requerirá varios años. Resultaría más fácil, y sobre todo más eficaz, fijar un corto número de objetivos que puedan ser viables y, sobre todo la marcha realizar todos los trabajos, los que corresponden a estos objetivos y los más amplios que se relacionan con la Resolución aprobada. Así, debería fijarse un mínimo de nivel de vida, un mínimo suficiente, para cada ciudadano de Europa, diciendo por ejemplo, que es necesario que los millones de europeos que hoy pasan hambre puedan contar con una ración alimentaria de 2.700 a 3.000 calorías, con 35 a 40 grámos de proteina animal por día; un vestido y un par de zapatos por año; y 9 metros cuadrados de habitación por persona sola y 20 por familia. Sería, éste, un mínimo a alcanzar aumentando la producción sí, desde luego, pero también, si hace falta, al principio sobre todo, mediante aportaciones de las regiones más ricas hacia las menos favorecidas. Una vez conseguido este mínimo podría hablarse, entonces, de igualar los niveles de vida por los más altos. No hacerlo así, es decir, procurando a todos primero, este nivel mínimo, es pasar el tiempo con frases demagógicas, por cuanto se sabe que no puede obtenerse de la manera que exponen un resultado eficaz y suficiente, sino que se ahondaría, aún más, la diferencia de niveles de vida que existe hoy, en Europa. (véanse los anexos 1 y 2).

Otro aspecto de la cuestión, a tener en cuenta por varias razones, singularmente porque es la única forma moral de constituir los organismos que se proponen y porque es la manera de no crear antagonismos entre trabajadores, entre los ciudadanos, consiste en la convenciencia de tomar las medidas oportunas para que en las Instituciones y Organismos que se creen -se recomienda la creación de más de 12 de caracter central- existan normas honestas de funcionamiento, que los empleos sean cubiertos

por concurso y que los emolumentos del personal no sean superiores a la media que rige en los países europeos. De otra manera nos encontraremos conque estos organismos servirán de estación de llegada de personas con buenas recomendaciones, que rendirán poco y que cobrarán cantidades muy por encima de las retribuciones que en cada país se atribuyen a empleados de la misma categoría. Todo lo contrario viene sucediendo con organismos que, hoy, funcionan en el plano internacional, como el I.R.O., B.I.T. UNESCO, etc.,dándose el caso de que empleados de oficina, que trabajan en estos organismos cobran varias veces -algunos hasta 10 alrededor- los salarios de empleados de la misma categoría que trabajan en empresas nacionales. Esto es crear clases privilegiadas de trabajadores, dando lugar a antagonismos, que producen además, situaciones poco honestas y crean dificultades para poder realizar un trabajo eficaz desde el punto de vista social. Los vascos hemos tenido, de siempre una administración modelo, que habrá podido ser igualada por algunos pero no superada. Nada más lógico que seamos los vascos los que, en primer término, deseamos, y pidamos, para Europa una administración honesta. Primero, objetivos limitados, que sean viables y toquen a gran número de personas y fijar y obtener un mínimo decente, no tomando medidas ni organizando cosas de manera que hagan después, más difícil el trabajo -ya de por sí tan complicado- de tratar de igualar los niveles por los más altos.

Por lo que respecta a la Seguridad Social también habría que partir de la misma base. Resultaría imposible igualarla, en Europa, según el nivel del país que la tiene en mayor grado de servicios y riesgos cubiertos.- Algunos países, tales Francia, existe un sistema muy costoso, que no podría sostenerse en otros lugares. Solamente las subvenciones familiares representan tres veces la media que existe en otras regiones. Habría, pues, que llevar a la práctica un plan de seguridad europea basado en los mismos derechos para todos los ciudadanos, con las mismas aportaciones, con libre elección de facultativo, tiket moderador, etc. Disminución de algunas partidas de entre las que actualmente existen en varios países, por ejemplo la de productos farmacéuticos, asunto que se ha convertido en un verdadero negocio. En Francia, por ejemplo, en 1949, ha abonado la Seguridad Social, más de 13.000 millones de francos por medicamentos, suma mayor que la pagada por honorarios facultativos, de médicos, especialistas y cirujanos, lo que es un absurdo, fácilmente remediable modificando el sistema y haciendo que los médicos recereten lo que el enfermo necesita pero no más que lo necesario. Aumentando otras partidas, como la de retiro a ancianos, antiguos asalariados o no, a quienes todos -a excepción de los escandinavos- olvidan. No puede pensarse en igualar por lo alto, los diferentes sistemas de Seguridad Social que funcionan hoy en Europa, pues muchos países no podrían sostener los servicios. Lo que podría hacerse es establecer un plan europeo mínimo, pero que funcionara efectivamente y al cual tuvieran derecho todos los ciudadanos europeos, y sobre él podrían existir sistemas complementarios en las regiones que lo estimaran conveniente para determinados grupos de individuos o los nacionales de cada país, en espera de que el progreso económico de las regiones menos favorecidas se acentuara hasta permitir la puesta en marcha de sistemas más generosos.

En cuanto a la 2.- Resolución se refiere, los problemas que abarca son de gran envergadura ya que no solamente se trata de crear nuevas fuentes de riqueza, de producción, sino también de coordinar, en el plano europeo, planes económicos para armonizar la producción y el consumo de diferentes ramos de la agricultura y la industria El choque de intereses que, indefectiblemente, se produciría sería enorme y costaría vencer la influencia negativa de muchas industrias parasitarias. Parece natural que se empezara por dos o tres planes concretos que correspondieran unos a la industria y a la agricultura los otros. (A este respecto será muy interesante la experiencia del plan Schuman del carbon y el acero que se trata de llevar a cabo).

Existen varios productos agrícolas cuya producción en Europa no llega a cubrir la demanda de los mismos y que con relativa facilidad podría aumentarse la producción e incluso, en algunos casos podría darse la solución utilizando productos similares que

son excedentarios y que hoy, por falta de coordinación apenas se aprovechan como alimentos. Adaptar el cultivo hacia los cereales y las leguminosas, sin aumentar por el momento la ganadería, pues es más aprovechable el producto de la tierra consumido directamente por el hombre que después de haber servido como alimento al ganado y convertido en carne y grasa animal. Por ejemplo, una hectárea produce en trigo consumido directamente por el hombre 3,4 millones de calorías y en cambio después de su transformación en huevos por la gallina no da más que 0,4 millones de calorías. Debe trabajarse la tierra en profundidad como ocurre en Bélgica, Holanda , Dinamarca y utilizar en mayor grado abonos de toda procedencia, lo que haría aumentar considerablemente la producción. Ello permitiría, sin gran enfuerzo doblar la producción agrícola actual. Por lo que respecta a proteínas animales se podrían obtener con relativa facilidad del pescado, pero a condición de organizar la pesca, la distribución y conservación de manera racional y no como ahora que se pierden cantidades considerables de pescado simplemente por el temor de que la abundancia haga bajar el precio. En Francia se consumen 7 kgs. de pescado por persona y año contra 16 en la Gran Bretaña y 50 Kg. en Japón.

De esta manera y aumentando la construcción de habitaciones -aparte de la absoluta necesidad de distribuir locales insuficientemente habitados y de extender, y cumlir la prohibición de utilizar para locales comerciales los de habitación- se constituirían unos primeros objetivos que, de llevarse a la práctica y de obtenerse un resultado eficaz, demostrarían a los pueblos que se trata de realizaciones prácticas, de ventajas tangibles, sería lo que mejor aumentaría el nivel de vida y se obtendría el asenso, el calor, de grandes masas que hoy no se encuentran interesadas por la idea europea y están a punto de desvi rse por considerar que, una vez más, todo quedará en buenas palabras sin resultado práctico.

La Resolución 3.- parte -a juicio nuestro- de una premisa falsa ya que se hacen proyectos alrededor del excedente de mano de obra en Europa y para conjugarlo se habla, con insistencia de emigración a ultramar. No debe de existir un excedente de mano de obra y debe pensarse en primer lugar, en ocuparla en los planes agrícolas e industriales europeos. Se comprende mal que en un continente donde existen millones y millones de seres humanos y sin habitación y donde hay posibilidades de aumentar la producción agrícola e industrial, no se utilice la mano de obra excedentaria, actualmente, en el continente. Es más fácil, más barato y más humano utilizar los trabajadores en Europa que enviarlos hacia países extraeuropeos, lo que puede hacerse en segundo término y con todas las garantías necesarias desde todos los puntos de vista. En general, hasta ahora, marchan los elementos jóvenes, fuertes, muchos de ellos calificados profesionalmente y que dejan aquí trabajos de especialistas para dedicarse allí a otros menesteres, perdiéndose una mano de obra difícil de formar. Más grave es aún el hecho de que los emigrantes dejan a Europa, en algunos casos, sus familias y, en todos los ancianos y enfermos -que las autoridades de los países donde emigran se niegan a admitir, ni siquiera como familiares- lo que supone grave carga para países que tienen ya un porcentaje elevado de ancianos a sostener.

Pasemos, para terminar, al cuarto punto o Resolución, es decir al problema que plantea la existencia de refugiados en Europa en cantidad considerable. Este problema debiera resolverse de manera más rápida y eficaz que como se realiza actualmente. La O.N.U. debiera dar ejemplo, pero prácticamente no es así. En diciembre 1949 acordaron nombrar un Alto Comisario para los refugiados y hasta mediados de diciembre de 1950 no se ha nombrado la persona que ocupará el Alto Comisariado, es decir un año para hacer el nombramiento, y todavía a mediados de enero 1951 no ha dado señales de vida. Nada, o casi nada, se ha hecho a favor de los intelectuales refugiados, a excepción tal vez de los judíos. La mayoría de los refugiados debe continuar en Europa -dice la Conferencia- pero los Gobiernos interesados no toman las medidas necesarias para ello. Parece como si en todas partes hubiera prisa por desprenderse de una carga, cuando la realidad es que se mandan fuera -repetimos- los hombres válidos. Los organismos internacionales no se preocupan del hecho de que los jóvenes emigrantes

dejen en estos países los ancianos de la familia y gastan sumas enormes en viajes, estancias, etc., pero no tienen la misma liberalidad ni mucho menos en ayudar a los que pueden quedarse en Europa, trabajando, los unos, como asalariados y como artesanos o intelectuales, etc, los otros, cuando todos ellos carecen de medios para montar una casa e instalar sus familias.

Los refugiados debieran ser tratados al igual que los nacionales. Los alemanes, ahora, han concedido a los extranjeros sin hogar los mismos derechos sociales y de asistencia que a los nacionales. La autoridad internacional debiera ocuparse de vigilar y controlar la acción de los gobiernos para evitar que por disposiciones que quedan sobre el papel, pues la mayor parte de ellas no se cumplen, aprovechen para utilizar en otros menesteres medios que deberían ir, exclusivamente, en beneficio de los refugiados. Ahora mismo en Francia, el S.S.A.E, por disposición del Gobierno francés ha tomado a su cargo la asistencia de refugiados, se ha quedado con medios económicos del I.R.O. al cesar éste en sus funciones de asistencia y poco a poco van concentrando en aquel Servicio las ayudas que antes iban directamente al refugiado, sin viele las ayudas que éste, ahora, se vea atendido en la proporción de antes ni mucho menos. Se teme incluso que se encarguen, también, de distribución del producto de los sellos Nansen cuando estos medios son los mismos refugiados los que los proporcionan sin que -si el proyecto llegara a realizarse, lo que parece seguro- pudieran tener, entonces, intervención directa los refugiados.

Sería interesante que el Alto Comisario, por su representante en cada país, estableciera contacto con un Comité representativo de cada grupo de refugiados, y convendría estudiar el asunto más a fondo para que los refugiados españoles tuvieran representación directa en los organismos que, en relación con la materia, parece van a crearse en Estrasburgo.

* * * * * *

Resuminos nuestras conclusiones exponiendo nuestra opinión favorable a que el Consejo Vasco lleve, al Consejo Español por la Federación Europea, una prpposición en la que se exprese el deseo de que el Movimiento Europeo acuerde como complemento de sus Resoluciones:

1.- Plan para asegurar, en primer término, un mínimo vital de alimentación, vestido y habitación, para todos los europeos, y a partir del cual, una vez obtenido se trabaje por los objetivos aprobados en la 1.-Resolución de la Conferencia de Roma.

2.- Plan mínimo de Seguridad Social, valedero para toda Europa y con derecho para todos los ciudadnos cualquiera que sea el país donde se encuentre, plan que puede complementarse en los países que lo deseen con servicios especiales para los ciudadanos del país respectivo.

3.- Que se organice de manera honesta el funcionamiento de las Instituciones a crear evitándose antegonismos entre los trabajadores y obteniéndose una administración todo lo menos cara posible.

4.- Que se organice rápidamente un plan provisional para aumentar la producción agrícola e industrial de los países menos favorecidos, lo que unido a aportaciones de las regiones más ricas, en maquinaria, abonos, instalaciones industriales, etc. se consiga un mínimo vital para todos los europeos, a partir del cual y trabajando al mismo tiempo por conseguirlo, pueda organizarse la producción agrícola e industrial en el plano europeo.

5.- Tratar de humanizar el problema de los refugiados dándose facilidades por parte de los Gobiernos de los países donde existan. Que se establezca un mayor contacto entre la O.N.U. y los Servicios europeos para los refugiados, con éstos, al objeto de que puedan conocerse exactamente las necesidades y deseos de los refugiados. Que los refugiados españoles puedan estar representados, directamente, en los organismos que, al respecto, parece van a crearse en Estrasburgo.

- - - - - -

ANEXO Número 1.-

Extraigamos, al azar, algunos de los muchos testimonios que se han producido en relación con la calamitosa situación española:

De un despacho de la Associated Press publicado en el "New York Times" del 21 de Febrero de 1949:

" Un peón de la construcción, para mantener su familia, tendría que trabajar 622 horas al mes, el equivalente de tres meses de trabajo a razón de 40 horas semanales. Se arregla trabajando en varios sitios, trabajando toda la familia y pasando miseria".

"Un contable o un obrero especializado necesita trabajar en Madrid de 300 a 350 horas al mes para poder comer".

Del periodista inglés David RAYMOND en el semanario "Reynold News" de Septiembre 1949:

" En su viaje por España ha observado la existencia de jornales bajos, precios altos, paro obrero, falta de pan, corrupción impresionante".

Del sacerdote P.Columba Cary-Elwes, profesor del Colegio de Ampleforth, a raíz de un viaje por España; publicado en el semanario "The Spectater" 7 Octubre 1949:

" El obrero sin especialización gana de 10 a 12 pesetas al día. Con ello sólo puede comprar un poco de pan y algo de aceite de oliva".

Del periodista norteamericano Freidin Seymur en el "New York Times" del 13 de Diciembre 1949:

"La mayor parte del pueblo español sufre hambre y no es difícil descubrir las causas".

Para qué continuar? Son parecidos y en número elevado los testimonios de muchísimas personas que han comprobado esta situación por sí mismas. Es qué exageran? Nó, veámoslo:

Salario de un	en 1936	en 1949	en 1950
ajustador	12.-- ptas.	22.-- ptas.	27.-- ptas.
""	10.50 "	20.-- "	25.-- "
""	10.-- "	18.-- "	22.50 "
peón especializado ..	9.75 "	16.80 "	21.-- "
peón	8.75 "	14.-- "	18.-- "
Empleado Banco España	350.-- ptas.mes	750.-- ptas. mes	925.-- Ptas. mes
mecanografo idem	300.-- " "	625.-- " "	780.-- " "

Costo de los artículos:	en 1936	en 1950: Racionamiento y mercado negro	
1 kg. pan	0.65 ptas.	3.50	6.-- Ptas.
1 kg. de carne	4.-- "	16.--	30.-- a 35.- Ptas.
1.docena de huevos ..	2.50 "	18.--	22.--
1 litro aceite	1.05 "	12.--	22 a 45.--
1 kg. patatas	0.25 "	1.50	2,60
1 kg. azúcar	1.60 "	9.--	20 a 24.--
1 kg. de alubias	0.90 "	7.--	13.50
1 kg. tocino	2.50 "	18.--	30 a 36.--
1 litro de leche	0.30 "	2.50	4.50

Podríamos hacer constar mayor número de salarios y de precios pero con los que indicamos basta para hacerse idea de la cuestión, ya que, además, en índice obtenido con la totalidad de salarios y de precios de artículos coincide con el que se desprende de los ejemplos expuestos.

Aunque en nuestra conclusiónnos limitemos a lòs precios del racionamiento -y todo el mundo sabe que no es posible vivir con las cantidades que por tal concepto se distribuyen- puede deducirse que, tomando como base el índice de vida de 1936, se observa que, los precios han subido más de SEIS VECES LOS DE 1936 y, en cambio los salarios, no han subido más que algo MAS DE DOS VECES los de 1946. La constatación de estos hechos hace superfluo todo comentario y corrobora las afirmaciones a las que nos hemos referido arriba.

* * * * * *

ANEXO Número 2.-

Comparemos, ahora, la situación del trabajador en España con los del extranjero, en cuanto a poder adquisitivo se refiere:

Cppiamos de "Euzko Deya", del 15 de marzo de 1950:

Para comprar :	debe trabajar el obrero de San Sebastián :	debe trabajar el obrero de Bayona:
1 kg. de pan	70 minutos el de racionam. y 5 horas el de estraperlo	16 minutos
1 kg. de carne	7 horas 20 minutos	2 horas 18 minutos
1 litro de leche	1 hora	18 minutos
1 docª huevos	12 horas	2 horas 30 minutos
1 kg. patatas	30 minutos racionamiento 1 hora el de estraperlo	8 minutos
1 kg. de azucar	2 h.46 minutos el de raciona, 5 h.40 min. el de estraperlo	45 minutos
1 litro aceite	3 h.20 min. el de racionam. 9 h. 20 min. el de estraperlo	2 horas y 8 minutos
1 kg. arroz	1h. 4o min. el de racionam. 4 h. 40 min. el de estraperlo.	1 hora 17 minutos

* * * * * *

El "Manchester Guardian" del 13 diciembre 1950 -reproducido por "Documentation Française" N. 2057 - publica el cuadro que, a continuación, transcribimos:

En 1949, para comprar 24 kg. de pan, 30 Kgs. de patatas, 2 kg. de carne, 3 de mantequilla o aceite y kg. de azúcar, necesitaría un obrero de :

U. S. A.	13 horas de trabajo
Dinamarca	14
Inglaterra	15
Noruega	19
Suecia	24
Suiza	26
Alemania Occidental	31
Finlandia	33
Hungría	41
Austria	43
Polonia	43
Francia	49
Italia	58
España	83

****

CONSEIL DE L'EUROPE

ASSEMBLEE CONSULTATIVE
Paris, le 17 mars 1951

CONFIDENTIEL
AS/SNR (2) 8
Or. Angl.

COMMISSION SPECIALE

CHARGEE DE VEILLER AUX INTERETS DES NATIONS EUROPEENNES

NON REPRESENTEES AU CONSEIL DE L'EUROPE

R A P P O R T

présenté à l'Assemblée Consultative

MEMBRES DE LA COMMISSION

Mr. MACMILLAN (chairman), M. PFLEIDERER (Rapporteur), M. de la VALLEE POUSSIN, M. ASQUINI (suppléant de M. TREVES), M. BABAN, M. PEZET, M. WISTRAND

Voir Document AS (2) 127

Le rapport de la Commission Spéciale doit se fonder sur le principe de l'Union européenne, principe énoncé dans le préambule au Statut. Les Etats membres (bien que leur ensemble ne constitue pas toute l'Europe), ne sont fixé comme programme l"union de l'Europe entiére: ils ont jugé nécéssaire "de créer une organisation groupant les Etats européens dans une association plus étroite". En conséquence, les signataires ont crée le Conseil de l'Europe pour toute l'Europe et ont laissé aux autres Etats la possibilité d'y adherer; ils ont en outre constitué une Commission Spéciale chargée d'attirer leur attention sur l'union qui reste encore à réaliser, en veillant aux intérêts des narions européennes non représentées au Conseil de l'Europe.

Par le seul fait de son existence, la Commission spéciale telle qu'elle a été crée par l'Assemblée Consultative, doit étre considérée avant tout comme l'incarnation du principe de l'Unité européenne, et c'est de là qu'elle tire son importance.

Il est regrettable que parmi les Etats libres de l'Europe certains ne fassent pas encore partie du Conseil de l'Europe soit, parce qu'ils s'y refusent, soit parceque leurs régimens politiques ne s'accordent pas encore avec les principes établis par le préambule au Statut.

Si donc l'Europe constitue une Unite et s'il est admis que le principe de cette Unité mérite d'être sauvagardé, toutes les mesures qui ont conduit à la division de l'Europe et spécialement celles qui sont connues collectivement sous le nom de "Rideau de Fer" doivent, être tenues pour incompatibles avec l'unité de l'Europe? Le Conseil de l'Europe ne devra jamais se résigner au partage de l'Europe, il lui faudra toujours considérer comme l'un de ses buts essentiels la réunion de toutes les parties de l'Europe, actuellement séparés.

En consequence, le Conseil de l'Europe ne doit pas manquer de proclamer à nouveau, avec tous les moyens dont il dispose, l'unité de l'Europe, et il lui faut donner des assurances de sa sympathie active a tous ceux qui sont fidéles à ce principe et consacrent leur activité à sa sauvagarde, voire, s'il y a lieu, à sa renaissance.

Avant tout, la Commission Spéciale doit empêcher que l'ideal de l'Unité européenne ne périsse au sein du Conseil de l'Europe lui même. Elle doit faire en sorte que les intérêts des Etats non réprésentés au Conseil de l'Europe soient pris en considération dans l'oeuvre d'édification d'une Europe unie et veiller à ce que la porte leur soit toujours laissée ouverte. Par exemple, il ne faut pas faire abstration de ces pays en adressant les plans d'organisation fonctionnelles pour l'Europe, quelle que soit leur nature; en outre, il convient de renforcer tous les liens que les nations non représentées au Conseil de l'Europe, maintiennet avec celles qui y sont représentées. L'integration de l'O.E.C.E. au Conseil de l'Europe permettrait notament de renforces les liens de Conseil de l'Europe avec la Suisse; le Portugal et l'Autriche.

Le probléme le plus délicat auquel toutes les nations europeennes doivent faire face consiste à trouver les moyens de mettre fin à la séparation qui s'est produite entre les Etats démocratiques et les

Etats totalitaires, specialement; ceux de l'Europe centrale et orientale. Peut-etre me sera-t-il pérmis d'ajouter ici, en ma qualité de repporteur de nationalité allemande, que ce probleme a déjà pris une importance intrinseque dans la cuestion de la réunion des parties de l'Allemagne actuellement séparées. Sous ce rapport, le probléme allemand es aussi un probléme européen. Nous savons que le Conseil de l'Europe considére comme l'un de ses objectifs principaux de faire triompher les "valeurs spirituelles et morales qui sont le patrimoine commun de leurs peuples et qui sont à l'origine des principes de liberté individuelle, de liberté politique et de préeminence du droit, sur lesquels se fonde toute démocratie véritable". L'Europe ne peut être fondée que sur ces principes? Dans l'entretemps, les nations en question qui ne sont pas représentées au Conseil de l'Europe se sont détachees des pays qui en sor membres, non seulement sous l'angle politique, moral, culturel et psychologique, mais aussi dans leur structure économique et sociale, tant dans les villes que dans les campagnes, dans l'industrie que dans l' agriculture. Il y a donc lieu d'etudier de maniére trés approfondie et trés scientifique toutes les manifestations de la vie de ces nations et tous les problémes découlant des divergences qui séparent les peuples démocratiques de ceux qui vivent sous un régime totalitaire; en outre la Commission Spéciale devrait entretenir des rapports avec les institutions compétentes et mettre à la disposition du Conseil de l'Europe les résultats des études effectuées par ces institutions.

L'interet et l'importance que présente l'Europe pour le monde ont toujours résidé dans la richesse et la variété de ses diverses civilizations nationales. L'Europe ne peut se permettre dans son intéret propre de laisser péricliter et perir les civilisations rémarquables et florissantes des pays qui la composent car cette perte appouvrirait et affaiblirait le continent entier. L'Europe ne peut délaisser le principe de la solidarité culturelle de ses peuples.

Le Conseil de l'Europe doit en conséquence considérer comme l'un de ses devoirs les plus urgents la preservation et l'enrichissement du patrimoine culturel et des civilisations nationales des peuples à qui la domination totalitaire a été imposé par la force. Le seul milieu dans lequel cette action puisse étre entreprise est celui des exiles résident dan les pays democratiques. S'il a été accordé beaucoup d'attention au probléme des expulses, on a tres peu fait pour aider les exilé à préserver leur civilisation nationale. Les organisations et les institutions de caractére culturel ou scientifiques qui existen au sein des groupements nationaux de réfugies ne reçoivent que l'aide, bien minime, que peuvent leur apporter des gens réduits à leurs propres et faibles ressources et n'obtiennent nulle part d'appui ou d'encouragement officiel. La situation est la même pour les étudiants, les professeurs d'université et les "intellectuels" dont les capacites et les connaissances conditionneront le niveau intellectuel et l'avenir des nations auxquelles ils appartiennent. La Commission Spéciale peut, dans cet ordre d'idees, apporter une aide susceptible de revétir de nombreuses formes, notament celle des recommandations aux gouvernements. Même les résolutions mettant ces problémes en lumiére pourraient présenter une valeur dan la mesure où il serait possible de les utiliser pour appuyer diverses initiatives privées tendant à rallier des concours à ces organisations, ins titutions et groupements. A cet égard, la Commission Spéciale aura de nombreuses questions à examiner et elle devra notament élaborer un programme de concert avec la commission des Questions cul-

turelles et scientifiques en liaison étroite avec la Commission Speciale des Réfugies. La base de ce travail devrait être une étude effectuée par le Secrétariat Génerale des organisations et institutions culturelles et scientifiques qui existent au sein des differents groupements nationaux de réfugies.

Il es évident que des tâches comme celles qui sont mentionnées plus haut ne sauraient étre éxecutées sans le concours des réfugies eux-mêmes. D'autre part, il est à remarquer que les exiles sont eux-mêmes divisés en des groupements et des tendances d'une grande diversité et qu'il leur faut accroitre leurs efforts en vue d'atténuer les controverses inévitables dans la vie publique, mais qui dans leur cas prennent un relief particuliére afin de parvenir, au moyen d'échanges de vues réciproques, à des compromis utiles et féconds. La Commission Spéciale attache un grand intéret à la cristallisation des exilés qui s'est deja manifestée sous la forme de la Section de l'Europe centrale et orientale du Mouvement Europeen, laquelle a adopté comme doctrine politique l'idée de l'Unité europeenne et s'efforce de résoudre ses propres difficultés et divergences dans cet esprit élévé. Dans l'execution de son mandat, la Commission Spéciale acceptera donc avec gratitude les connaissances, l'experience, la documentation et les suggestions de la Section, qui feront l'objet, de sa part, d'un examen approfondi. Cela ne revient pas à dire que la Section devrait jouir d'un monopole à cet égard et qu'il y aurait lieu d'exclure d'autres organisations. Les personnalites en exil dont l'activité dans ce domaine est remarquée et qui ont rendu de grandes services à leur patrie devront recevoir l'aide et l'appui qu'elles meritent.

En conclusion de ce rapport et pour lui donner son couronnement, la Commission Spéciale croit de son devoir d'exprimer le voeu fervent que les Etats non membres aient bientôt la faculté de se mettre en mesure d'accepter et de pratiquer effectivement la Convention pour la Sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, dont le Conseil de l'Europe a fait sa régle sociale et sa loi morale.

RECOMMANDATION

Que le Conseil de l'Europe s'efforce d'obtenir le concours de tous les organes d'information disponibles en vue de faire connaître dans les langues des pays non membres l'existence, les buts et les réalisations du Conseil de l'Europe.

Ces informations exposeront objectivement les faits et mettront en relief l'importance de la Convention pour la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui exprime particuliérement bien l'ideal moral que anime le Conseil de l'Europe.

RESOLUTIONS

1.- Que de mesures soient prises afin que les intérets des Etats non membres soient toujours pris en consideration par le Conseil de l'Europe. A cet effet l'Assemblee recommande notament:

a) d'intéresser le plus étroitement possible ces Etats aux activités du Conseil de l'Europe et évebtuellemant meme de les y associer.

. . . . . .

b) d'encourager leur participation aux travaux des organes europeens, qu'il s'agisse des ins titutions spécialisées crées à l'initiative du Conseil de l'Europe, ou de tout autre organisme politique, économique, juridictionnel ou culturel au sein desquels des Etats européens agissent en commun.

c) d'insérer des références appropries dans les recommendations et résolutions de l'Assemblée.

2.- Que la Commission Spéciale prenne contact avec les institutions compétents et les organisations qualifiées étudient les problémes interieurs des Etats détachés du monde occidental, afin que soient acceptés et utilisées dans les travaux du Conseil de l'Europe, leurs connaissances, experiences, documentations et suggestions.

3.- Que le Secrétariat Général procéde à un étude relative aux organisations et institutions culturelles et scientifiques qui existent au sein des differents groupements nationaux de rzfugies.

4.- Qu'il soit élaboré, en liaison avec la commission des Questions culturelles et scientifiques, un programme destiné à préserver et encourager la libre activité culturelles et scientifique des réfugies.

Memorandum Macmillan 11/2/51

Se me ocurre que, un medio de impresionar a estos caballeros podría ser quizá, redactar una ponencia calcada sobre esta, conservando su mismo texto, con las adaptaciones precisas, sistituyendo "comunista" por "falangista", "Europa Central y Oriental" por "España" y "Peninsula Iberica", y la "Seccion de la Europa Centrall y Oriental del Movimiento Europeo" por el "Consejo Federal Español del Movimiento Europeo", en el que se unen todos los democratas, ya sean de tipo monarquico, liberal, social-cristiano o socialista. Y así adaptado el texto, hacerlo llegar a todos los honorables miembros de la Comisión.

Don Ramon Nogues, Presidente de la Comisión Juridica del Consejo Federal, me dice en ta de 4 Marzo:

PONENCIA DE LA COMISION JURIDICA DEL CONSEJO FEDERAL - La he leido dos o tres veces. Muy detenidamente y con la plu- en la mano y bien cargada, con el ánimo dispuesto a encontrar pegas, formular observaciones e indicar rectificaciones. Amigos Irujo y De Juan: me declaro vencido. Da gusto residir comisiones así, mas aún si hacen el trabajo sin pedirle la mas mínima cooperación intervención.

El trabajo me parece magnifico, digno de los mejores encomios. Para los autores mis entusiastas felicitaciones. Es cosa impecable. Quien encuentre pegas será por simple afán de exhibicionismo o insensato snobismo.

El estudio producido está inspirado bajo un gran sentido. Habil intención. Solo he de recordar la manera de orientar la evolución de Falange. Su forma o extructuración. de impecable buen escrito, de perfecta extructuración juridica, de evidente conocimiento de la realidad y de los problemas. Es, en una palabra, obra maestra. Toda persona que sea capaz de desprenderse de toda influencia apasionada y partidista, que sea capaz de elevarse un poco a inspirarse mirando en alto, debe aplaudirlo y aprobarlo.

Creo que este trabajo no debe quedar silenciado. El Consejo Federal, mas concreto su Presidente Don Salvador de Madariaga, debería hacerselo suyo y darlo a conocer entre todos los elementos de Strasburgo y cuantos otros se estimase pertinente: Movimiento Federal, significadas personalidades, etc. Estos días se encontrará en Paris Mr. Davies, que acaba de hablar en los Comunes del problema español. Este mismo mes se reunen los Ministros del Consejo de Europa, también en Paris. Creo que sería muy conveniente que todos ellos conocieran este trabajo que no dudo, aparte su magistral orientación y exposición, representa un importante estado de opinión.

Se nos cierran muchas puertas, hace mucho tiempo -y mi opinión la conocen algunos-, creo que se nos irán cerrando aún mas, pero precisamente por eso es mas conveniente sepamos aprovechar, con sentido y mesura, aquellas puertas que, por lo menos, siguen todavía entreabiertas. vr.g. Strasburgo y la Interparlamentaria. Además, Strasburgo tiene firme su acuerdo de ELECCIONES que a algo les debe obligar y a ello debemos agarrarnos nosotros como quien se agarra a una tabla de salvación.

El amigo Humberto Torres ha leido la ponencia y le ha parecido cosa magistral. Si me dice alguna cosa mas ya se lo comunicaré, si no lo hace él directamente.

JULIO JUST

París 6 de enero de 1951

Querido amigo Irujo: Por haber tenido que hacer en poco tiempo varios viajes, casi todos imprevistos, no he podido contestar antes a su carta del 15 de diciembre. Lo siento mucho y le pido que me excuse.

Esta semana me pondré al habla con Valera y otros amigos para tratar en el seno del grupo liberal de la próxima reunión del Consejo Federal. Iré tambien a ver a Lasarte. Si no fuí antes fué por la misma razón que no le he escrito a usted, cosa una y otra que es muy rara en mi. Espero que su disgusto no cale hondo sabiendo por qué motivos no acudí a su despacho y recordando que yo he ido no pocas veces a verle, para tratar de estas ideas que tanto nos interesan sin haberlo podido lograr por estar él de viaje. Creo además que siempre que se ha solicitado mi colaboración la he dado.

Yo agradezco que usted vea en mi un hombre de ideas, perp yo creo que he esforzado durante toda mi vida en incorporarlas a la realidad. Podria citarle a usted muchos ejemplos de realizaciones que ni mis mayores enemigos podrán nunca negar. Y no digo más porque no me pertenece a mi hablar de estas cosas. Siempre que ha habido ocasión lo ha hecho mi pueblo en términos que no podré olvidar nunca. He recogido la alusión de su carta que me ha llevado a estas explicaciones porque he creido ver un reproche, cariñoso desde luego, pero un reproche, y además la idea de que yo soy sólo un teorizante.

Lo que hay y es lo que usted tal vez no ha adivinado es un ligero desengaño y una especie de voluntaria inhibición que creo justificada. Yo sé muy bien con cuanto entusiasmo acometi la empresa de propagar en las filas republicanas las ideas de la federación de Europa. Tuve que sostener muchas batallas que no trascendieron para convencer a muchos que no estaban convencidos o veian una celada artera de ciertos partidos y personas para quebrantar una posición politica determinada. Algunos de ellos están ahora convencidos y tal vez tienen interés en comparecer como más papistas que el papa. El hecho es que de estas sordas y silenciosas pugnas se me originaron a mi no pocas di-

ficultades.Sobre todo a raiz del viaje a Bruselas en el que yo creo haber prestado a la causa de una mayor convivencia entre los emigrados y de una visión politica de mayor comprensión y a la causa federalista señaladisimo servicio.Esto que sin jactancia ni vanidad me parecia a mi evidente crei que lo era para otros que se venian doliendo de lo que ocurria en nuestros medios en donde se practicaba una suicida politica de compartimentos estancos.Una de mis mayores sorpresas fué descubrir el que ustedes,precisamente ustedes que venian dando muestras de gran sentido de las realidades de la politica en nuestro país y en el extranjero, aparecieran entre los que no se habian enterado.Todo ello hizo que de repente mi posición apareciera considerablemente quebrantada.No bastaba que yo me sintiera satisfecho,hacia falta que se me ofrecieran apoyos,asistencias para poder seguir adelante en los medios republicanos una politica que me parecia y sigue pareciéndome ajustada a las conveniencias de la República.No los tuve,comenzando por ustedes. Y con ocasión de celebrarse varias reuniones internacionales yo vi que se me dejaba de lado y me pude enterar de que se celebraban reuniones a las que era obligado que asistiera yo,sin que se me llamara.Se decia que yo no tenia teléfono,que habia dificultades para avisarme.Siempre me pareció un piadoso eufemismo porque siempre que de verdad se me ha querido comunicar algo se ha hecho; un neumático tarda dos horas en llegar a su destino.

Ante ese estado de cosas adopté esa actitud de silenciosa inhibición a la que me referí antes.Pensé varias veces en dimitir,idea que en el fondo no he abandonado,pero no quise que nadie ni yo mismmo pudiera reprocharme que me habia dejado llevar de un impulso.Yo habia vendido combatiendo ciertos impulsos de algunos de nuestros hombres y no era cuestión de incidir en ese error que tanto daño nos ha hecho.Ahora bien,dentro de mi,el hombre de conciencia y de responsabilidad que soy yo,y si quiere usted el hombre enorgullecido de su conducta politica y sus realizaciones,se levantaba contra la idea de ser un ente decorativo.En el combate interior que hube de reñir acabó triunfando la idea de un discreto apartamiento,de no hacer nada para la que de una manera expresa,clara,muy clara no fuera llamado.

Y con esto,querido Urujo,creo haber explicado lo que parece enigmático o lo que pueda hacer que usted me tenga por un teorizante incapaz de la acción,cuando la verdad es bien distinta por mi historia y por mi temperamento.Explicación tal vez demasiado larga y que yo he dado por el gran afecto que le tengo a usted.

Soy muy cordialmente suyo,

C O N S E J O F E D E R A L E S P A Ñ O L

D E L

M O V I M I E N T O E U R O P E O

SECCION ECONOMICA

PONENCIA SOBRE LOS PROYECTOS DE

POOL AGRICOLA EUROPEO

PRESENTADA POR

RICARDO N. ALBARIÑO

Mayo 1951

INFORME SOBRE EL POOL AGRICOLA EUROPEO Y LA POLITICA AGRARIA DE LA ESPAÑA FRANQUISTA.

INTRODUCCION

Funciòn de los pools en la integraciòn econòmica de Europa Occidental.-

Vistas las serias dificultades que han aparecido para llegar a la unificaciòn de Europa Occidental desde el punto de vista polìtico y conducentes a la Federaciòn Europea, los Estados, y los organismos polìticos y sindicales, hacen esfuerzos considerables para llegar a obtener la integraciòn econòmica de Europa Occidental a travès de las principales actividades de base.

Hoy, nos ocuparemos de las perspectivas que se ofrecen para la realizaciòn del llamado "Pool verde", es decir la organizaciòn de un pool de producciòn y de productos agrìcolas.

A la anarquìa de los productores agrìcolas en las respectivas àreas nacionales, como consecuencia de la propiedad individual del agro, se trata de imponer una ordenaciòn de tipo regional. La producciòn se encuentra hoy, geogràficamente concentrada y origina repercusiones recìprocas de todos los òrdenes. Las cosechas del vino en Francia, de la naranja o del trigo en España, del aceite en Italia, o de la patata en Alemania, no son ya problemas de tipo nacional, y tienen tanta importancia para cada uno de esos paises como para los del resto de Europa, cuyas economìas son cada vez màs interdependientes.

De ahi la importancia economico-social de la agricultura, demostrando la necesidad de establecer un mercado europeo sòlido, con precios estables y remuneradores y una producciòn abundante y lo suficientemente barata para que al aumentar el consumo pueda asegurar una buena alimentaciòn a los habitantes de la regiòn geogràfica que nos ocupamos.

Vamos, puès, a intentar describir rèpidamente los principales problemas que presenta la creaciòn de dicho pool cuya necesidad se hace perentoria, asì como las dificultades que ofrece la integraciòn de la España franquista a causa de la supervivencia de su odioso règimen dictatorial.

Situaciòn de la agricultura europea antes de la guerra.-

La mejor definiciòn de dicha situaciòn es: sobreproducciòn y subconsumo. Europa en su conjunto tenìa una sobreproducciòn de productos agrìcolas y sin embargo las necesidades interiores eran inferiores a las de hoy dìa. No era un fenòmeno propio de Europa, puès no hay que olvidar que la mayor parte de la poblaciòn del mundo, no consumìa lo que hoy consume. En 1937, mientras que los principales paises se encontraban en crisis de sobreproducciòn agrìcola, la mitad de la producciòn del mundo tenìa un règimen inferior a 2.100 calorìas por persona diariamente, y los privilegiados, que constituian una sexta parte, disfrutaban regìmenes alimenticios que variaban entre 2.260 a 2.750 calorìas por persona y dìa. Hoy dìa, el promedio europeo por persona y dìa es de 3.100 calorìas, a pesar de que España y Portugal cuentan con un promedio de 650 calorìas por habitante.

Pero, ademàs del aumento del consumo de los paises europeos, desgraciadamente salvo el nuestro, como avsbamos de comprobar, hay que añadir un aumento de poblaciòn, sobre todo en ciertas regiones de Europa occidental como consecuencia de la situaciòn polìtico-social de todos conocida.

Asì puès, actualmente la producciòn agrìcola de Europa occidental se presenta como insuficiente y sus productos tienen precios demasiado elevados, y si bièn en algunos casos puede obtenerse una sobreproducciòn en determinados productos, no es posible el emplazamiento de dichos excedentes en el mercado mundial por sus costos elevados debidos a causas de orden polìtico, tècnico, social y econòmico.

- Causas de orden politico: la estructura jurìdica de la propiedad individual,

- Causas de orden tècnico: La usura del agro europeo, la falta de maquinaria y de mètodos de cultivo apropiados,

- Causas de orden social: Los enormes impuestos que pesan sobre la agricultura en general y las subvenciones estatales para nivelaciòn de precios.

- Causas de orden econòmico: Por su forma de explotaciòn representando un freno al desarrollo progresivo de su industria y por la estrechez de su compartimentaciòn dentro de los cuadros nacionales.

PROBLEMA ECONOMICO-SOCIAL DEL POOL AGRICOLA

El problema que se nos presenta, no cabe duda que es de gran importancia para Europa y para el resto del mundo. El antiguo equilibrio queda ròto, ya no se puede contar con una Europa oriental cerealista, agrìcola, y una Europa occidental industrial con las aportaciones especializadas de España e Italia y los productos agrìcolas de otros paises coloniales o semicoloniales, en todo caso dependientes de Europa en cuanto a su posible industrializaciòn.

La nueva situaciòn creada despuès de esta guerra, con un nuevo reajuste social, origina nuevos problemas, que se manifiestan claramente en cuanto las economìas nacionales de Europa Occidental entran en contacto a travès de los acuerdos bilaterales de sus respectivos comercios exteriores.

Hubo un primer periodo en que el abastecimiento de Europa pudo llevarse a cabo gracias a las importaciones de Amèrica del Norte y principalmente de los EE.UU.,producciones encuadradas en el programa de ayuda y que al mismo tiempo solucionaban el problema planteado por la sobreproducciòn agrìcola y la saturaciòn del mercado interior de los EE.UU. teniendo necesidad de mantener el nivel de los precios agrìcolas para no acentuar la disminuciòn del poder adquisitivo sobre todo en 1947 como consecuencia del enorme paro obrero.

Cuando el reajuste econòmico-social permite a los paises de Europa occidental un mejor desarrollo de sus agriculturas, es cuando empiezan a establecerse los primeros convenios comerciales, teniendo,dichos paises de Europa, que verse forzados a la adquisiciòn o venta de determinados productos agrìcolas como contrapartida de exportaciones industriales vitales para sus economìas. El caso de la naranja en España con relaciòn a Francia, cuando existe una gran sobreproducciòn en Argelia, o biòn el de la exportaciòn del aceite a Inglaterra a cambio de algodòn para acallar las justas protestas de la industria textil española. Todas estas concesiones antieconòmicas en su conjunto para la economìa europea, crean una serie de obstàculos a la racionalizaciòn de la agricultura y a una mejor organizaciòn del mercado agrìcola europeo.

Asi vemos, que el acuerdo comercial franco-español del 31 de octubre 1950, concede la entrada en Francia de 120.000 toneladas de naranja, con las posibilidades de llegar hasta 160.000 tns. como el año anterior, a pesar de las protestas que se manifiestan en España por la naranja de deshecho, podrida o helada que se pone en venta en el mercado interior. Claro està que como contrapartida recibirà 30,000 tns. de trigo y 20,000 tns. de cereales secundarios, productos que por altos costos, no podrìa colocar Francia en un mercado normal, y demostrando por otra parte el estado caòtico de la agricultura española, con rela-

ciòn al periodo 1931-1935 (època de la Repùblica), en que España llegò a producir suficiente trigo para su abastecimiento, muy superior al que hoy realiza el règimen franquista. (Ver estudio sobre "El problema de la agricultura en España").

Otro ejemplo de la necesidad de un mercado agrìcola europeo lo dà las conclusiones de la Conferencia agrìcola franco-italiana celebrada en Roma en la que ambos paises constatan: "las dificultades que existen entre las economìas agrìcolas de ambos paises y cuyos acuerdos deben realizarse en el concierto con otras naciones cuyas economìas sean complementarias" - "Solicitan de sus respectivos Gobiernos que aseguren una politica de normal expansiòn hacia otros mercados" y estudian la creaciòn de un mercado comùn de vinos frutas y legumbres.

Y, finalmente, citaremos él ejemplo del protocolo firmado en Estocolmo entre Alemania Occidental y Francia a primeros de 1.950, tratando de organizar un "conbinat" de los mercados franco-alemàn, sobre la base de exportaciones agrìcolas francesas y la importaciòn de maquinaria agrìcola alemana con destino a la agricultura francesa. Ni que decir tiene que no diò los resultados apetecidos en primer lugar a causa de la uniòn aduanera franco-italiana y de la posible competencia de los productos agrìcolas italianos en el mercado alemàn, creando, ademàs, un malestar en la industria francesa, que, con justa razòn, se sentìa lesionada.

De estos ejemplos se deduce,que los acuerdos bilaterales en materia de agricultura entre los Estados de Europa Occidental estàn llamados al fracaso y demuestran la necesidad real de una integraciòn de la economìa de la Europa Occidental.

NECESIDAD DE INTEGRACION DE LA ECONOMIA EUROPEA

El pool carbòn-acero, và poco a poco forjàndose, no sin sufrir ciertas modificaciones de base que, de no frenarse a tiempo, pueden conducir a la cartelizaciòn de los "trusts" en vez de crear un sano sector europeo tal como lo propuso inicialmente Monnet.

Ahora biòn, la organizaciòn de este gran sector de base europeo, debe dar lugar a la integraciòn en su seno de masas trabajadoras de diferentes paises y para tratar de nivelar la producciòn tendràn que intentar nivelar los factores que la determinan y, entre ellos, el fundamental, el de los salarios, importante en èl la composiciòn de los costos. Pues biòn, el elemento principal que determina los salarios son las materias alimenticias, es decir, los productos agrìcolas. De ahì la necesidad de la reorganizaciòn del mercado agrìcola europeo.

Si se quiere llegar a la uniòn econòmica de Europa,habrà que empezar por establecer este pool agrìcola, base fundamental de un equilibrio humano y social y estabilidad necesaria para organizar los demàs sectores de actividades econòmicas.

No es nada nueva esta idea, si biòn las primeras Conferencias y reuniones tendìan mas biòn a preservar y defender los intereses de los agricultores. O biòn consolidar el equilibrio entre paises agrìcolas y paises fuertemente industrializados. En Europa podemos recordar la Conferencia de Spa en 1927 sobre la reorganizaciòn de los mercados agrìcolas de la cuenca danubiana. Pero,en el estado actual de la organizaciòn de mercados, no puede hablarse, por ejemplo, del trigo o de cualquier otro producto, aisladamente,sino de la reorganizaciòn estructural del agro europeo en su conjunto. El problema del trigo es una abstraciòn econòmica, si no se tiene en cuenta los otros cereales secundarios, ya

que casi no existe en Europa el monocultivo cereal.

Para remediar todas estas dificultades, después de la Liberación y, sobre todo, después de las recomendaciones de la Asamblea Europea en su Comisión Económica, en su informe sobre la producción agrícola de fines de 1949, se han venido celebrando varias reuniones con dichos fines. Así, por ejemplo, la Conferencia Europea de la Agricultura, celebrada en octubre de 1950 en Estrasburgo con motivo de su segunda Asamblea General, en donde se encontraban representados 14 paises europeos y en cual se plantearon problemas que sobrepasan el de la agricultura en sí, como es el de la liberación de los cambios, disminución de barreras aduaneras, liberaciones cuantitativas de productos agrícolas, ya que esta medida de contingentación es un grave peligro para los productores agrícolas. ¿Que decir de los transportes y de la organización de cooperativas agrícolas que cae fuera de la órbita de la agricultura en sí?. (Anexo 1 y 2)

En parecido sentido se han producido otras organizaciones agrícolas nacionales, como la C.G.A. en Francia, y de los Sindicatos Agrícolas en Holanda y en los paises escandinavos. (Anexo 3)

Esto dió lugar a que,a principios del mes de febrero, una Conferencia Interministerial en Francia elaborara el plan Pflimlin, del Ministro de la Agricultura que trata de integrar la economía agrícola de los paises representados en el Consejo de Europa y prevee el reparto de excedentes de productos agrícolas después de utilización prioritaria en el mercado europeo,limitase en principio al trigo, productos lecheros, el azúcar y el vino. (Anexo 4)

Otro esfuerzo en parecido sentido es el realizado por Mr. Mansholt, Ministro de la Agricultura y de Abastecimientos de Holanda, que el 10 de noviembre de 1950, exponía las grandes líneas de su estudio que tiende a realizar la cooperación agrícola en el Occidente Europeo, aboliendo progresivamente las politicas proteccionistas nacionales para dar nacimiento a un organismo europeo que posibilite una mayor libertad comercial, una estabilización de precios, una producción mejor y, por ende, un mejor standard de vida del europeo. (Anexo 5)

Entre estas dos propuestas fundamentales, existe una notable diferencia, Mientras que Mr. Pflimlin estima la organización del mercado agrícola de producto por producto, Mr. Mansholt preconiza la conveniencia de crear un organismo de competencia general sobre problemas de agricultura y abastecimientos.

En 1950 la Asamblea Europea se pronunció por la creación de una comisión encargada de estudiar las posibilidades de constitución de una autoridad especializada para la agricultura.

El Movimiento Socialista Europeo se habia ya pronunciado en favor de una autoridad agrícola europea aprobando el informa presentado por Mr. M. Cpede.

LA AGRICULTURA ESPAÑOLA Y LAS POSIBILIDADES DE INTEGRACION AL POOL AGRICOLA EUROPEO.

Para nadie es un secreto que España es un pais eminentemente agrìcola y, biên que las estadìsticas oficiales den origen a diversas interpretaciones, puede deducirse que el valor real de la producciòn agrìcola y de la ganaderìa significa algo màs del 50 % de la producciòn total de España.

Antes de la guerra, de los 12 millones de habitantes considerados como personas activas, 7'5 millones se consagraban a la agricultura y la ganaderìa.

Para darse una idea de la transformaciòn regresiva del agro español daremos a continuaciòn algunos datos relativos a los periodos 1931-35 y 1946-50.

Cultivos en hectàreas de los principales productos

	1931-35		1946-50
Cereales	8.394.000	-	6.910.000
Cultivos alimentàciòn..	1.846.000	-	1.542.000
Frutales	501.000	-	503.000
Olivos	1.600.000	-	1.900.000
Viñedos	1.564.000	-	1.370.000
	13.905.000 h.		12.225.000 h.

Es decir, en los principales cultivos bàsicos para la alimentaciòn, vemos que existe una disminuciòn de 1.680.000 hectàreas, lo que supone un enorme porcentage sobre los 19.043.000 hectàreas (ùltima estimaciòn) consagradas a la agricultura en España.

Si nos atenemos solamente al trigo, base fundamental de alimentaciòn del pueblo español, podemos constatar que, a pesar del aumento de poblaciòn (1.800.000 habitantes entre ambos periodos) la cantidad de trigo que corresponde por habitante ha disminuido el 42 %. Durante el periodo 1931-35 España producia una media de 40 millones de quintales de trigo, siendo suficiente para su abastecimiento interior, con 160 kg. por habitante por año 440 gramos diarios.

Durante el periodo de 1946-50, la producciòn ha descendido a 26 millones de quintales correspondiendo 93 93 kg. por año y 250 gr. por dia y por habitante. Ahora biên, la raciòn asignada por el règimen franquista es de 150 grs. por habitante y dìa lo que hace que 10.400.000 quintales anuales, descontando lo que se consagra a simientes, pasen al mercado negro y al pan blanco de lujo inaccesible para la mayor parte del pueblo español.

En cuanto a disminuciòn de la producciòn de los principales articulos de consumo nos encontramos con los siguientes resultados:

PRODUCCIONES en miles de quintales mètricos

Productos	1931-35	1948
Cereales	86.885	- 54.753
Patatas	52.091	- 25.960
Remolacha azucarera	21.501	- 15.809

Estos articulos fundamentales para el abastecimiento y habida cuenta

del aumento de población anteriormente señalado, han disminuido las disponibilidades en las proporciones siguientes:

Productos	1931-35		1948
Cereales	100	-	55
Patatas	100	-	44
Remolacha azucarera...	100	-	73

Y, finalmeñte, examinaremos las exportaciones e importaciones, que en cierto modo es lo que más interesa en cuanto a las posibilidades de integración del agro español al mercado europeo.

EXPORTACIONES DE LOS PRINCIPALES PRODUCTOS AGRICOLAS EN LOS PERIODOS SEÑALADOS/

PRODUCTOS	1931-35		1946-50
	(Cifras aproximadas en millones de Pts. oro)		
Naranja	151	-	75
Aceite	62	-	17
Almendras	37	-	16
Vinos	57	-	12
Conservas pescado ..	26	-	8
Patatas	18	-	1
Conservas vegetales.	17	-	16
Aceitunas	11	-	9
Avellanas	9	-	4
	388		158

La disminución de las exportaciones de los principales productos agricolas en los citados periodos, asciende a 230 millones de pesetas oro.

IMPORTACIONES DE LOS PRINCIPALES PRODUCTOS AGRICOLAS EN LOS MISMOS PERIODOS.-

Trigo	0,5	-	95
Café	20	-	8
Maiz	12	-	2
Azucar	--	-	20
Pesca Seca.....	27	-	15
Arroz	--	-	14
Garbanzos	0,2	-	12
	59,7		166

El aumento en las importaciones de los principales productos agrìcolas en los mismos periodos, es de 1.063 millones de pts. oro, lo cual demuestra el estado caòtico de la agricultura española bajo el règimen franquista.

Es decir la interpretaciòn de estas cifras puede resumirse asì: Enorme baja en la exportaciòn de los artìculos agrìcolas españoles que antes constituian los de rendimiento normal en el agro español y cuyos excedentes aumentaban las posibilidades de abastecimiento del mercado europeo.

Por otra parte, el aumento de las importaciones de productos agrìcolas de base, como el trigo, deficitario en el mercado europeo actual y la imposibilidad de absorver las producciones agrìcolas excedentarias de los otros paises europeos por falta de recursos.

Así pues, el problema que se presenta al agro español es muy grave y sus repercusiones sobre la economía europea son de cierta importancia. Los Estudios realizados por el Sr. Leizaola, sobre la economía española y el Dr. Lasa sobre los salarios y abastecimientos, así como el precedente a este sobre "El problema de la agricultura en España", demuestran claramente la regresión del potencial económico español.

Diferentes ministros franquistas han intentado poner remedio a la situación caótica por la que atraviesa España, habiéndose enfrentado dos concepciones dentro del cuadro de la economía franquista. La de la autarquía dictatorial del ministro Sr. Suances y la de las armonías dirigidas entre las zonas agrícolas españolas y ~~las~~ 145 zonas industriales, defendida por el Sr. Carceller. Ambos intentos han fracasado. Nada podrá realizarse dentro del estado actual del régimen franquista. Es una crisis de régimen y una crisis de estructura.

España no podrá recuperarse económicamente ni dar el ritmo necesario a su desarrollo, mientras no exista una política agraria capaz de imprimir una acción progresiva tanto por lo que se refiere a la producción y al consumo interior, como a la obtención de primeras materias para su industria por la exportación de sus principales productos agrícolas, que, hoy día, en déficit de producción, disminuyen las posibilidades de su comercio exterior dando un carácter regresivo permanente que conduce al caos económico social que hoy se manifiesta claramente.

C O N C L U S I O N E S

Las naciones que tienen un sector agrícola estable, económicamente progresivo, serán las llamadas, en principio, a integrar el pool agrícola europeo.

Las que tienen un sector agrícola artificial, mantenido por barreras aduaneras o por excesivas subvenciones, etc. etc. al mismo tiempo que demuestran la incapacidad de dirigir y organizar racionalmente la producción, quedarán al margen de esta integración.

Desgraciadamente, España, país agrícola por excelencia, que podía haber ocupado una primerísima plaza en dicho pool, quedará ausente por las siguientes razones:

- Por su estructura política totalitaria y antidemocrática, negando a su pueblo las mas elementales libertades.
- Por su estructura social, sindicato único controlado por la falange que imprime una política de desagregación social, dejando el Instituto de Colonización a la agricultura toda su estructura medioeval y originando el absentismo y falta de agricultores.
- Por su estructura jurídica que permite la mala distribución de la tierra, con la existencia de latifundios improductivos.
- Por su estructura económica que produce la desvitalización del agro español, por falta de abonos, dando malas cosechas. Precios excesivos, transportes ruinosos, depauperación del agricultor, regresión del campo por intentos de inadecuada industrialización, aislamiento del circuito económico europeo, corrupción moral y material, autarquía ideológica y económica del régimen franquista, antítesis de las etapas de progresión económica realizadas por las democracias europeas después de la Liberación,

Ante dichas conclusiones:

EL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO

D E C L A R A

1) La necesidad de crear una autoridad europea de la agricultura y de la alimentaciòn, en la que se encuentren representados los productores, consumidores e interès general.

2) Dicho organismo deberà coordinar y planificar las producciones, racionalizàndolas, elevàndokxx su tècnica y, por ende, su productividad, creando un mercado agrìcola europeo para la mejor satisfacciòn en comùn de sus necesidades.

3) Constata que las posibilidades agrìcolas de España, que fueron siempre una aportaciòn interesante al mercado europeo, son, por el contrario, actualmente negativas. Que la producciòn de productos de base, como el trigo, que durante la Repùblica, habìa cubierto las necesidades de su mercado interior, son hoy deficitarias, teniendo que importar grandes cantidades.

4) Que por el caràcter regresivo de su agricultura, està desvitakxxxxxxx lizando en forma tal su economìa que, por el momento, imposibilita su integraciòn a una Europa Occidental a tendencia progresiva.

5) Que el caràcter democràtico, econòmico y social de las naciones que intentan constituir el pool agrìcola està en pugna con la estructura actual del règimen franquista.

6) Que la ùnica soluciòn que se impone, sobre todo despuès de las claras manifestaciones de desafecciòn al règimen que viene dando pruebas el pueblo español, es la de posibilitar elecciones libres para que España pueda darse un règimen que, contando con el apoyo moral y material de su pueblo, pueda hacer una polìtica de realizaciones sociales y econòmicas que permitan su integraciòn en la Europa Occidental.

PARIS, Mayo de 1951

EL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL Y EL MOVIMIENTO EUROPEO

DELCRACION APROBADA EN PRINCIPIO

Los diversos matices de la opinión democrática de España, agrupados en el CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO, que coinciden en un mismo afán de libertad y democracia y en una misma adhesión a la causa de la Unión Europea;

-- convencidos que esa Unión europea, hoy en marcha, aunque reducida actualmente a los países occidentales, no logrará adquirir toda su eficacia sin la plena participación de España;

--- seguros de que la integración de España en esa Comunidad europea para contribuir al mantenimiento de la libertad y de la Paz interesa por igual a España y a los demás pueblos de Europa;

----y siendo indispensable para la incorporación de España que ella posea las condiciones propias de todo régimen de libertad y de democracia;

Declaramos urgente y necesario, en interés de Europa y en interés de España, la realización de lo siguiente:

1.- Adhesión de España al Convenio de los Derechos del Hombre ratificado por el Comité de Ministros del Consejo de Europa el 4 de Noviembre de 1950, y dejando sin efecto, por consiguiente, cuantas medidas se opongan a la práctica de estos derechos.

2.- En su consecuencia, reconocimiento efectivo del derecho a la libertad y a la seguridad, a la libertad de pensamiento, de conciencia y de religión, a la libertad de expresión y de asociación.

3.- Establecimiento de un sistema de garantías basado en la independencia del poder judicial y en la posibilidad de recursos legales contra las violaciones de los citados derechos.

4.- Cuando hayan sido restablecidas las libertades humanas anteriormente citadas, se procederá a la celebración de elecciones libres, bajo la autoridad de un Gobierno representativo que ofrezca las necesarias garantías de independencia e imparcialidad a la opinión del país, para que éste pueda manifestar su voluntad.

Reiteramos nuestra firme convicción de que, realizando el anterior programa, se recobrará la paz civil en España, haciéndo posible su integración en la comunidad europea y su contribución con los demás pueblos a defender la libertad y la paz del mundo.

Sobre la reunión del C.F.E. del 20 Abril.

DOCUMENTO SOBRE LA HUELGA - Entiendo que, a la proxima reunión, debe llevarse preparado un texto referido a la Huelga de Euskadi. Sobre un texto completo y terminado, que sea ponencia, pueden admitirse enmiendas y observaciones y adoptarse acuerdo. Si no se lleva el texto, el acuerdo corre peligro de no ser definitivo ni ejecutorio.

RAPPORT SOBRE LA SITUACION SOCIAL - Entendí que lo acordado fué, no tan solo repartir el texto elaborado por Lasa, sino deliberar sobre él, y si fuere posible aprobarlo en la proxima sesión. Creo que, este concepto debe figurar en el próximo Orden del Dia.

DICTAMEN DE LA COMISION JURIDICA - El acuerdo debió extenderse, no solamente a que el Sr. Just desenvuelva sus puntos de vista, sino a la deliberación sobre el conjunto del documento. Tambien este extremo debiera figurar -entiendo yo- en el Orden del Dia de la sesión próxima.

ASAMBLEA CONSULTIVA - El acuerdo de concurrir a ella corre peligro de quedarse en letra muerta, si no se mueve el asunto. La Asamblea está reunida ya, y no ha de demorar sus sesiones hasta que el C.F.E. adopte el acuerdo de enviar su comisión y la envíe.

DECLARACIONES -

Plan Schuman - Valera ha dicho ya que no lo hace. Ha intervenido Monreal. Ha hecho un extracto Rentería. Todo esto está muy bien. Pero, habiendo manifestado Leizaola su afición al tema, no creo que perderíamos nada con que, tu, como Secretario General, le invitaras a preparar algo, facilitandole el punto de vista que Rentería acuse en su extracto, o el que tu tengas sobre el tema.

Pool Agricola - No estaría mal insistir cerca de Alvariño para que traiga lo que tenga. Por algo que he entendido, no es mucho. Alvariño tiene unas ciartas aficiones, con ideas propias sobre el tema, y será interesante lo que diga; pero me temo que sea parcial, y que no responda demasiado al concepto continental que interesa al C.F.E.

Pool de Transportes - Quizá fuera conveniente que, además de las instancias que has producido cerca de Just, le dieras a conocer las manifestaciones que oiste con motivo de tu estancia en Bruselas, facilitandole elementos para que pueda acoplarlas, si lo entiende así, al texto de su ponencia. Me temo que, sin esos elementos, Just escriba mucho y de memoria.

OTROS ASUNTOS -

Préstamo americano a Franco e incidencias - El C.F.E. no ha dicho una palabra del caso. Tu pensaste en una declaración. Ya será bastante retardada la que pueda salir del C.F.E. Pero, si se deja pasar el momento, tendría mucho gusto de fiambre. Es un hecho el otorgamiento del prestamo. Es un hecho que, contra las manifestaciones categoricas hechas por la Administración Americana, es lo cierto que, del mismo han sido entregados 17 millones a Franco para mantener el régimen, con medias suelas de algodón, trigo, etc. Es un hecho la conducta de Griffis. El callar sobre estos temas, puede ser interpretado como conformidad a esa politica, colocando al C.F.E. entre los que esperan la democratización de Franco merced a los dólares americanos. Entiendo que eso no nos conviene en manera alguna. Creo que es buena la ocasión para hacer una manifestación. Si no se lleva preparada, en documento redactado, no se adoptará acuerdo alguno, limitandonos todos a divagaciones intrascendentes, o a manifes-

desacuerdos. Opino por ello que, el tema debe figurar en el Ordel del Dia proximo, llevando al mismo, no un borrador de notas tomadas a vuela pluma, que sea leido con dificultad en la sesión, sino un texto terminado, que haga de ponencia.

DECLARACIONES DE SUANCES Y FERNANDEZ CUESTA - De esta última no tengo otro conocimiento que, las referencias de los periodicos franceses. Entiendo que es documento interesante, con un punto de vista politico mas destacado que el de Suances. Por lo que de él he visto, no es dificil hallar bastante contradicción en los fundamentos de ambos, y aun en sus manifestaciones. Sobre ambos documentos podría hacerse algo, tal vez incluido en el extremo anterior, quizá mas acertadamente fuera de aquel. Pero, estas declaraciones, que ya han pasado de las planas de los periodicos, si no se aprovechan ahora, no tendrán mayor utilidad en el futuro. Franco las ha hecho para todos los gustos, y el tiempo se ha encargado de restarles importancia, como es bien notorio. Una Declaración referida a ambos textos, podría ser la mejor presentación de esa Comisión para el Interior del C.F.E. en que habías pensado y que me parece muy acertada.

COMISION PARA EL INTERIOR - No sé en qué están los últimos detalles de vuestras conversaciones, pues socialistas y monarquicos hacen frecuentes fenomenos de espejismo. Pero, entiendo que puede llevarse el tema al pleno, que lo recibirá bien, y que adoptará acuerdo favorable. Una vez acordada su formación, el problema de su integramiento podría quedar aplazado, si para la fecha de la reunión, socialistas y monarquicos no aparecen muy decididos.

7/5/51

El CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL, a la vista de los acontecimientos internacionales de los últimos días acuerda:

Proclamar su satisfacción ante la politica de solidaridad manifestada por las representaciones de Europa Occidental en relación con el problema de la democratización del Estado español.

Proclamar de igual manera su contrariedad en presencia de gestiones, acuerdos y declaraciones formulados con reiteración por personalidades representativas de la gran democracia norteamericana. Cualquiera que sea la intención en virtud de la cual han sido desarrolladas aquellas actividades, es lo cierto que, con ellas se tiende a afirmar, mantener y hacer persistir en el suelo peninsular el régimen totalitario impuesto al país por el General Franco y Falange Española contra la voluntad de los gobernados.

De manera singular quiere hacer constar este Consejo el desafecto con el que sigue la gestión que ha iniciado el Embajador de Estados Unidos en Madrid M. Griffis, y la repugnancia provocada por el postrer acuerdo del Senado Norteamericano. Esta actitud recuerda mas a la adoptada por Hitler y Musolini, que a la que pudo suponerse que iba a corresponder al gran país que se proclama a sí mismo campeón de la democracia mundial.

En nombre de todas las fuerzas politicas de la democracia implicadas en este Consejo, liberales y republicanas, socialistas y monarquicas, democratas cristianas y autonomistas, queremos hacer esta pública manifestación de nuestro sentimiento y de nuestra decisión. No estamos dispuestos a arriar nuestras banderas, cualquiera que sea la actitud de los demás ante lo que el General Franco y el franquismo significan. No quemaremos incienso ante el ídolo totalitario, aunque este sea forrado de oro. No colaboraremos a afirmar el régimen de indignidad, miseria y podredumbre que el falangismo significa, quien quiera que sea el que, desde fuera de las fronteras del Estado, colabore para que subsista. Los amigos de Franco son nuestros enemigos y los de la democracia.

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO

P L A N D E A C C I O N

El objetivo fundamental de la etapa en la que nos encontramos es la elaboración de una linea politica realista partiendo de las tres ideas básicas en torno a las cuales se ha conseguido la unanimidad del Consejo:

-- Derechos del hombre y libertades fundamentales.
-- Elecciones libres.
-- Integración de España a Europa.

La elaboración de una semejante linea politica debería permitir:

a) Una influencia real sobre el interior en el sentido de ayudar a desplazar las acciones actuales de un plan meramente económico y de lucha contra la vida cara a un plan superior, politico, orientado francamente hacia la liquidación del franquismo.

b) Unificar la voluntad y los esfuerzos de la emigración, permitiendo la puesta en marcha de una gran campaña internacional orientada esencialmente a la movilización prácticas de las grandes fuerzas democráticas europeas.

c) Encontrar entre las acciones del interior y del exterior un punto de coincidencia en torno a un mismo programa concreto, ampliando de esta manera la trascendencia de las protestas interiores y permitiendo el planteamiento de acciones probablemente decisivas.

Para la realización de semejantes objetivos el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo debería plantearse la realización de las medidas siguientes:

1) Organización si posible definitiva del Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, ampliando su composición y su influencia, acrecentando su autoridad y creando si posible delegaciones en los paises más importantes.

2) Creación, en el seno del Consejo Federal Español, de un Comité Especial encargado de la propaganda y de los contactos con el interior.

3) Publicación --previa la obtención de las firmas de 200 personalidades españolas representativas-- de un Manifiesto definiendo los puntos mencionados e invitando a todos los españoles a dirigirse por escrito al Consejo de Europa, los del exterior directamente, los del interior a través de las Embajadas o Consulados de los paises democráticos europeos.

Las firmas originarias de las 200 personalidades que deberían presentar el manifiesto, deberían ser solicitadas y obtenidas en el periodo máximo de un mes.

Las firmas de los españoles deberían ser solicitadas por todos los medios a nuestro alcance, movilizando periódicos, radios y amistades personales. Comités nacionales, dedicados especialmente a sostener la campaña, podrían ser creados en los paises más importantes. El periodo de recolección de firmas debería terminar exactamente el dia antes de la apertura de la segunda mitad de la sesion de este año de la Asamblea Consultiva Europea, que tendrá lugar probablemente en el transcurso del mes de septiembre.

El objetivo sería obtener medio millon, por lo menos, de firmas españolas, especialmente del interior, manifestando su voluntad democrática y europea.

4) Coincidiendo con la entrega oficial del manifiesto y de las firmas al Sr. Presidente de la Asamblea Consultiva Europea, el Consejo Federal Español en Pleno organizaría en Strasbourg, probablemente en los mismos locales del Consejo de Europa, una gran Conferencia de prensa, a la que serían invitados todos los periódicos y radios mundiales y en la que se daría a conocer al mundo entero la voluntad democrática del pueblo español.

5) Coincidiendo con la entrega del documento y las firmas, los diputados europeos amigos presentarían ante la Asamblea Consultiva una Resolución redactada en términos parecidos.

6) Presentación a la firma de las personalidades políticas, culturales y científicas de la vida europea, de un segundo manifiesto, destinado a significar la solidaridad de la democracia europea con los objetivos concretos anteriormente mencionados.

Este documento debería ser presentado especialmente en los siguientes medios:

-- Movimiento Europeo: Comité Internacional y Consejos Nacionales.
-- Asamblea Consultiva Europea.
-- Organizaciones afiliadas o constitutivas del Movimiento Europeo
-- Parlamentos y partidos políticos nacionales.
-- Intelectuales, artistas y científicos.
-- Grandes organizaciones sindicales.
-- Amigos de la Libertad y otras organizaciones internacionales simpatizantes con la causa democrática del pueblo español.

I N F O R M E Sobre las resoluciones de la Conferencia Social del Movimiento Europeo.

E S T U D I O, desde el punto de vista social, de la calamitosa situación en la que se encuentra el pueblo español.

P R O P O S I C I O N E S relacionadas con estos asuntos.

Que el Consejo Vasco presenta a la Consideración del Consejo Español de la Federación Europea.

Paris marzo 1951

Este documento consta de tres partes. En la primera se resumen las Resoluciones de la Conferencia Social del Movimiento Europeo, celebrada en Roma del 4 al 8 de julio de 1950. En la segunda parte, se estudian algunas facetas del estado de miseria que sufre, actualmente, el pueblo español y en la parte tercera se exponen varias conclusiones y proposiciones en relación con los extremos que se tratan en las dos primeras partes.

INFORME sobre las Resoluciones aprobadas en la Conferencia Social.

1ª Resolución: OBJETIVOS SOCIALES DE LA CONSTRUCCION EUROPEA.

Los objetivos de la Sociedad Europea comprenden el respeto de la dignidad humana y el acrecentamiento de su bienestar, por medio de las libertades tradicionales de la democracia política y de las que corresponden a la democracia económica y social. Por tanto, libertad de opinión, de reunión, de cultos, de prensa, etc. junto a la libertad de trabajo, de iniciativa individual, nivel de vida suficiente, seguridad económica.

Los hombres han de ser libres e iguales en la nueva sociedad europea si bien estos objetivos han de ser logrados mediante las transiciones necesarias, respetándose la originalidad de las colectividades naturales.

Para laborar por estos objetivos, las instituciones deben consagrar y proteger, en cada colectividad, la democracia política mediante un tratado de los derechos del hombre, el respeto de las estructuras regionales, pensando en unir y no en uniformar y la descentralización económica. Es urgente la creación de un Consejo Económico y Social Europeo, los Consejos Económicos y Sociales regionales, para tratar de elevar e igualar -no en manera absoluta- el nivel de vida por el mas alto, empezando por desarrollar y aumentar la producción de las regiones cuyo nivel de vida actual es mas bajo, mejorando, en primer lugar, la suerte de los menos favorecidos.

Política de trabajo para todos, de Seguridad Social que cubra el mayor número posible de riesgos, compensación por cargas de familia, sea subsidio por paro forzoso, seguridad del trabajo, etc., integración del trabajador en la empresa, utilización de todas las posibilidades inherentes al progreso técnico. Enseñanza gratuita para todos, de todo género y grado, según aptitudes y sin que intervenga la situación económica de los padres.

2ª RESOLUCION: PROBLEMAS SOCIALES COMO CONSECUENCIA DE LA CREACION DE LA CREACION DE UN GRAN MERCADO EUROPEO.

La Conferencia precisó sus posiciones fundamentales en relación con el espíritu y los métodos susceptibles de asegurar la constitución de una Europa, económica y socialmente unida, en condiciones que permitan evitar convulsiones políticas y sociales dolorosas, realizando, además, un aumento del bienestar general.

Convertibilidad monetaria, organización de las industrias de base, política de trabajo para todos mediante la movilidad y adaptación necesarias dentro de la clase obrera, y aumentando, progresiva y armoniosamente, la producción. Diversas medidas de adaptación y de compensación son precisas para llevar a cabo esta labor, entre ellas, la modernización y especialización de empresas; impulsión de la construcción de habitaciones; formación, orientación y readaptación profesionales; aumento de la producción agrícola; etc. etc.

Se preconiza la creación de un Consejo Económico y Social, de carácter consultivo, responsable ante la Asamblea del Consejo de Europa, constituido por todas las categorías sociales que participan en la vida económica y que se serviría de la información obtenida por un Instituto de Estadística Europeo y cualquiera otra que, de diferente procedencia, pudiera recogerse. Este Consejo debería armonizar las legislaciones sociales y fiscales y, de manera general, las cargas de la producción, presentando proyectos ante la Asamblea que, en definitiva, determinaría.

Se recomienda, también, la creación de una Bolsa de Trabajo para, en colaboración con el B.I.T., las Oficinas de Trabajo y los órganos sindicales tratar todas las cuestiones relativas al empleo de los trabajadores. La constitución de Consejos de Industria, compuestos de patronos, obreros y consumidores, que, funcionando democráticamente, estaría asociado al ejercicio de poderes de la Asamblea. Todas estas Inamtituciones deberán trabajar bajo el control de una autoridad política central que podría ser el Consejo de Europa.

3ª RESOLUCION: PROBLEMAS SOCIALES CREADOS POR LA LIBERTAD DE MOVIMIENTOS O DESPLAZAMIENTOS DE PERSONAS.

Se comprueba que al excedente de mano de obra que presentan algunos países no corresponden peticiones de otros. La cooperación económica efectiva entre los países supone la utilización integral de la mano de obra excedentaria. Al mismo tiempo que el pleno empleo debe existir la libertad de movimientos y de establecimiento de la clase trabajadora, y esta libertad debe de reconocerse a todo individuo como un derecho de libertad civil.

La Conferencia propone la creación de un Comisariado Europeo de la Mano de Obra y de la Población, para estudios e información pero con atribuciones de ejecución en algunos casos, como en la organización de movimientos migratorios en Europa, organización de subsidios de paro en el plano europeo, participación en trabajos para reducir la disparidad de condiciones sociales de diversas categorías de trabajadores, etc. etc.

4ª RESOLUCION: PROBLEMA DE LOS REFUGIADOS.

Existen en Europa alrededor de once millones de seres humanos que, por causas diversas, han debido abandonar sus casas y han perdido sus medios de vida. Para solucionar la cuestión, tanto en el plano internacional como en los nacionales, se examinan dos aspectos, el jurídico y el económico. Por lo que al primero se refiere, la Asamblea de la O.N.U. ha creado un Alto Comisariado para los refugiados que figuraban bajo potestad del I.R.O.. La Conferencia estima que esta jurisdición del Alto Comisariado debería extenderse a todos los refugiados aunque no estuvieran comprendidos en los estatutos del I.R.O., siempre que no beneficien de todos los derechos civiles en el país donde se hallen acogidos, preconizando al mismo tiempo la conveniencia de establecer una ciudadanía europea.

El Consejo Econômico y Social de las NN.UU. elabora, actualmente un estatuto por el que se preves conceder a los refugiados el mismo derecho al trabajo, a la seguridad social y al bienestar que a los nacionales. En cuanto al aspecto econômico, es necesario elaborar un plan para el empleo, reeducaciòn y la integraciòn de los refugiados en la poblaciòn europea, facilitando, tambièn, la emigraciòn hacia paises de ultramar de aquellos que lo deseen. Los Gobiernos deberàn de acordar medidas de asistencia, suficientes, a los ancianos e incapacitados, medidas gubernamentales que serian completadas por un concurso financiero internacional.

El problema no puede ser resuelto por subvenciones provisionales. Harian falta sumas muy considerables para financiar la instalaciòn en Europa y ultramar, pagar gastos de traslado a emigrantes que no pudieran emplearse en el lugar donde se encuentran y constituir un Fondo de asistencia para casos excepcionales. Un emprêstito internacional, el crêdito de la Banca internacional, la ayuda de los Gobiernos interesados, etc., junto a las cantidades puestas a disposiciòn del Alto Comisario para ayudas extraordinarias formarian la base de la organizaciòn.

La conferencia espera que el Consejo de Europa abordarà todas estas cuestiones creando una Oficina Europea de reinstalaciòn y pide a la Asamblea de las NN.UU. que ponga en aplicaciòn sus recomendaciones en relaciòn con el Estatuto juridico y la asistencia social de los refugiados.

Antes de pasar a la segunda parte haremos constar algunas consideraciones sobre los extremos mas importantes desde el punto de vista social, que para nosotros presentan las Resoluciones que acabamos de transcribir.

~~RUEGO DE ALGUNAS PALABRAS~~ - Parece obligado el señalar junto a las dificultades que para la consecuciòn de los objetivos señalados en estas Resoluciones se presentan, aquellos planes o proyectos o proposiciones que permitan basar en ellos una acciòn, aunque limitada, eficaz. Deberian fijarse un corto nûmero de objetivos que puedan ser viables y, sobre la marcha, realizar todos los trabajos, los que corresponden a estos objetivos y los mas amplios que se relacionan con las Resoluciones aprobadas. Asi podria fijarse un mînimo de nivel de vida, un mînimo suficiente, para cada ciudadano de Europa, diciendo por ejemplo, que es necesario que los millones de europeos que hoy pasan hambre puedan contar con una raciòn alimenticia de 2.800 a 3.000 calorias, con 35 a 40 gramos de proteina animal por dia; un vestido y un par de zapatos por año y 9 metros cuadrados de habitaciòn por persona sola y 20 por familia. Seria, èste, un mînimo a alcanzar aumentado la producciòn si, desde luego, pero tambièn, si hace falta, al principio sobre todo, mediante aportaciones de las regiones mas ricas hacia las menos favorecidas. Una vez conseguido este mînimo podria hablarse, entonces, de igualar los niveles de vida por los mas altos.

Otro aspecto a tener en cuenta por varias razones, singularmente porque es la única forma moral de constituir los organismos que se proponen y porque es la manera de no crear antagonismos entre los trabajadores, entre los ciudadanos, consiste en la conveniencia de tomar medidas oportunas para que en las Instituciones y Organismos que se creen -se recomienda la creación de mas de 12 de carácter central- existan normas honestas de funcionamiento, que los empleos sean cubiertos por concurso y que los emolumentos del personal no sean superiores a la media que rige en los paises europeos. Todo lo contrario viene sucediendo con organismos que hoy, funcionan en el plano internacional, como el I.R.O., B.I.T., UNESCO, etc., dándose el caso de empleados de oficina, que trabajan en estos organismos cobran varias veces -algunos hasta 10 alrededor- los salarios de empleados de la misma categoria que trabajan en empresas nacionales. Esto es crear clases privilegiadas de trabajadores, dando lugar a antagonismos, que producen además, situaciones poco honestas y crean dificultades para poder realizar un trabajo eficaz desde el punto de vista social.

Por lo que respecta a la Seguridad Social también resultaría imposible igualarla, en Europa, según el nivel del pais que la tiene en mayor grado de servicios y riesgos cubiertos. -Algunos paises, tales Francia, existe un sistema muy costoso, que no podria sostenerse en otros lugares. Solamente las subvenciones familiares representan tres veces la media que existe en otras regiones.- Habria, pués, que llevar a la práctica un plan de seguridad europea basado en los mismos derechos para todos los ciudadanos, con las mismas aportaciones, con libre elección de facultativo, tiket moderador, etc. etc. Disminución de algunas partidas de entre las que actualmente existen en varios paises. Aumentando otras como la de retiro a ancianos, antiguos asalariados o no, a quienes todos -a excepción de los escandinavos- olvidan. No puede pensarse en igualar por lo alto los diferentes sistemas que funcionan, hoy, en Europa, pués muchos paises no podrian sostener los servicios. Lo que podria hacerse es establecer un plan europeo mínimo, pero que funcionara efectivamente y al cual tuvieran derecho todos los ciudadanos europeos, y sobre él podrían existir sistemas complementarios en las regiones que lo estimaran conveniente para los nacionales de cada pais, en espera de que el progreso económico de las regiones menos favorecidas se acrecentara hasta permitir la puesta en marcha de sistemas mas generosos.

Existen varios productos agricolas cuya producción en Europa no llega a cubrir la demanda de los mismos y que con relativa facilidad podria aumentarse la producción e incluso, en algunos casos podría darse la solución utilizando productos similares que son excedentarios y que hoy, por falta de coordinación apenas se aprovechan como alimentos. Adaptar el cultivo hacia los cereales y las leguminosas, sin aumentar por el momento la ganadería, pués es mas aprovechable el producto de la tierra consumido directamente por el hombre que después de haber servido como alimento al ganado y convertido en carne y grasa animal. Por ejemplo, una hectárea produce en trigo consumido directamente por el hombre 3,4 millones de calorías y en cambio, después de su transformación en huevos por la gallina no dá mas que 0,4 millones de calorías. Debe trabajarse la tierra en profundidad como ocurre en Bélgica, Holanda, Dinamarca, y utilizar en mayor grado abonos de toda procedencia, lo que haría aumentar considerablemente la producción. Ello permitiría, sin gran esfuerzo doblar la produc-

ción agrícola actual. Por lo que respecta a proteinas animales se podrían obtener con relativa facilidad del pescado, pero a condición de organizar la pesca, la distribución y conservación de manera racional y no como ahora que se pierden cantidades considerables de pescado simplemente por el temor a que la abundancia haga bajar los precios. En Francia se consumen 7 kg. de pescado por persona y año contra 16 en Gran Bretaña y 50 en Japón.

De esta manera y aumentando la construcción de habitaciones -aparte de la absoluta necesidad de distribuir locales insuficientemente habitados y de extender, y cumplir, la prohibición de utilizar para locales comerciales los de habitación- se constituirían unos primeros objetivos que de llevarse a la práctica, y de obtenerse un resultado eficaz, demostrarían a los pueblos que se trata de realizaciones prácticas, de ventajas tangibles, sería lo que mejor aumentaría el nivel de vida y se obtendría el asenso, el calor, de grandes masas que hoy no se encuentran interesadas por la idea europea y están a punto de desviarse por considerar que, una vez mas, todo quedará en buenas palabras sin resultado práctico.

Se comprende mal que en un continente donde existen millones y millones de seres humanos hambrientos y sin habitación y donde hay posibilidades de aumentar la producción agrícola e industrial, no se utilice la mano de obra excedentaria, actualmente, en el continente. Es mas fácil, más barato y más humano utilizar los trabajadores en Europa que enviarlos hacia paises extraeuropeos, lo que puede hacerse en segundo término y con las garantías necesarias desde todos los puntos de vista. En general, hasta ahora, marchan los elementos jóvenes, fuertes, muchos de ellos calificados profesionalmente y que dejan aquí trabajos de especialistas para dedicarse allí a otros menesteres, perdiéndose una mano de obra difícil de formar. Más grave aún es el hecho de que los emigrantes dejan en Europa, en algunos casos, sus familiares y los ancianos y enfermos lo que supone grave carga para paises que tienen ya un porcentage elevado de ancianos a sostener.

Pasemos, para terminar, al problema que plantea la existencia de refugiados en Europa, en cantidad considerable. La mayoría de los refugiados deben continuar en Europa -dice la Conferencia- pero los Gobiernos interesados no toman las medidas necesarias para ello. Los organismos internacionales gastan sumas enormes en viajes, estancias, etc. pero no tienen la misma liberalidad en ayudar a los que pueden quedarse en Europa, trabajando pero que carecen de medios para montar una casa e instalar sus familias.

Los refugiados deberían ser tratados al igual que los nacionales. Los alemanes, ahora, han concedido a los extranjeros sin hogar, los mismos derechos sociales y de asistencia que a los nacionales. La autoridad internacional debiera ocuparse de vigilar y controlar la acción de los Gobiernos para evitar que por disposiciones que quedan sobre el papel, pués la mayor parte de ellas no se cumplen, aprovechen para utilizar en otros menesteres medios que debieran ir, exclusivamente, en beneficio de los refugiados. Ahora mismo, en Francia, el S.S.A.E. por disposición del Gobierno francés ha tomado a su cargo la asistencia de refugiados, se ha quedado con medios económicos del IRO al cesar éste en sus funciones de asistencia y poco a poco va concentrando en aquel Servicio las ayudas que antes iban directamente al refugiado, sin que éste ahora, se vea atendido en la proporción de antes ni mucho menos. Se teme incluso que se encarguen, también, de distribuir el producto de los sellos Nansen cuando

estos medios son los mismos refugiados los que los proporcionan sin que -si el proyecto llegara a realizarse- pudieran tener,entonces, intervenciòn directa los refugiados.

En el anexo I del "rapport" de la Comisiòn preparatoria francesa, en la parte en que se señalan los elementos de poblaciòn de los que debiera ocuparse el Alto Comisario,escribe M. Chevalley,Presidente del S. S,d'A.aux E,: "Refugiès espagnols: de 1937 a 1939, 500.000 environ. Les intellectuels ont pu partir peu à peu pour le Mexique; les agricoles et specialistes industriels ont ètè integrès dans la vie economique francaise." Teniendo presente que el S.S.A.E. es,hoy,en servicio oficial del Ministterio del Trabajo francès,la opiniòn de su Presidente tiene suficiente importancia para que ocupe nuestra atenciòn. Lo cierto es que existen miles de refugiados españoles en Francia, intelectuales,sin trabajo,ancianos, enfermos, etc. que no estàn atendidos. No debe ni puede darse nuestro problema como terminado, segùn afirma el Sr. Chevalley.

S E G U N D A P A R T E

Estudio de algunos extremos relacionados con el estado de miseria del pueblo español.

Comparemos la situaciòn del trabajador de España con los del extranjero, en cuanto al poder adquisitivo se refiere:

Copiamos de EUZKO DEYA del 15 de marzo de 1950:

Para comprar	debe trabajar el obrero en San Sebastiàn	Idem en Bayona
1 kg. de pan ...	70 minutos el de racionamiento 5 horas el de estraperlo	16 minutos
1 kg. de carne...	7 horas 20 minutos	2 h. 18 "
1 litro de leche.	1 hora	18 "
1 dna.de huevos..	12 horas	2 " 30 "
1 kg. de patatas.	30 minutos el de racionamiento 1 hora el de estraperlo	8 "
1 kg. de alubias.	4 horas 40 minutos	36 "
1 kg. de azucar..	2 horas 46 minutos el de racion. 5 horas 40 minutos el de estrap.	45 "
1 litro aceite...	3 horas 20 minutos èl de racion. 9 horas 20 minutos el de estrap.	2 " 8 "
1 kg. de arroz...	1 hora 40 minutos èlde racion. 4 horas 40 minutos el de estrap.	1 " 17 "

El MANCHESTER GUARDIAN del dia 13 de diciembre de 1950 -reproducido por DOCUMENTATION FRANCAISE nº 2057- publica el cuadro que, a continuaciòn transcribimos:

En 1949, para comprar 24 kg.de pan, 30 de patatas, 2 de carne, 3 de mantequilla o aceite y un kg. de azucar, necesitaria un obrero de:

U.S.A.	13 horas de trabajo
Dinamarca	14
Inglaterra	15
Noruega	19
Suecia	24
Suiza	26
Alemania occidental	31
Finlandia	33
Hungria	41
Austria	43
Polonia	43
Francia	49
Italia	58
ESPAÑA	83

Salarios medios, incluidos pluses de carestia de vida,etc. segùn las estadisticas de las Cmaras Oficiales de Comercio e Industria, de obreros especializados de 40 profesiones:

	1936	1951		
		Salarios	Pluses	Pluses 1950
ESPECIALISTAS				
Albañiles		19,23	4,90	4,50
Gràficos		23,66	1,25	5,00
Carpinteros	Media	22,21	2,56	4,70
Dependientes Comercio	11,50	25,93	3,75	6,00
Metalurgia		21,67	3,00	5,00 Media 30 pts.
Mineros		17,54	5,25	4,25
Papeleros		20,16	3,73	4,70
Pintores		23,56	5,00	5,00
Textiles		16,94	2,87	3,75
Vidrieros		26,70	5,00	5,50
Zapateros		26,05	2,36	5,50
Etc. Etc.				
PEONES	Media	12,98	3,40	3,00
	8,75	15,10	2,09	3,50 Media 20 pts.
		15,58	3,11	3,70

Los salarios en relaciòn con 1936 han subido menos de tres veces.

COSTO DE ARTICULOS ALIMENTICIOS

	1936	1950 Racionamiento	1950 Libre
1 kg. de pan	0,65	3,50	6,00
1 kg. de carne para guisar	4,00	16,00	30,00 a 35,00
1 docena de huevos	2,50	18,00	32,00
1 litro de aceite	1,05	12,00	33,00
1 kg. patatas	0,25	1,50	2,60 a 3,00
1 kg. de azucar	1,60	9,00	30,00
1 kg. de alubias	0,90	7,00	13
1 kg. tocino	2,50	18,00	30,00 a 36,00
1 litro de leche	0,30	2,50	3,00

Indice general de costo de vida según las estadisticas del Consejo Superior de Cámaras de Comercio para el mes de febrero 1950,(promedios de los años 1922 a 1926 = 100) 649,5.

Indice del Instituto Nacional de Estadistica para febrero 1950

506,-

(La diferencia entre ambos indices se explica,entre otras razones, porque en la primera están calculados solamente los precios de artículos al por menor y en la segunda ponderalmente la parte correspondiente a artículos alimenticios.)

RESUMEN: Los precios han subido más de seis veces los de 1936.

Habiendo subido los salarios menos de tres veces y los precios mas de 6, el obrero recibe hoy un salario real equivalente a la mitad del que recibia en 1936.

Tomando como ejemplo una familia compuesta de matrimonio y tres hijos (es la media corriente en España) el trabajo del cabeza de familia produciria, si es obrero especializado, 30 jornal diario, 900 pts. al mes.

Añadiendo el subsidio familiar,22,8 por mes y beneficiario,resulta una mejora de 68 pts. o sea un ingreso de 32,26 pts. por dia para cinco personas, correspondiendo a cada una 6,45 pts. por dia.

Datos del Boletin de Estadistica de la Presidencia del Gobierno para marzo 1950: Preciben los subsidios familiares 1.569.198 trabajadores correspondiente a 4.400.568 beneficiarios, cuyo coeficiente familiar es de 3'8-.

Si se trata de un peón = 20 pts.jornal diario, 600 pts. al mes. Más 68 pts. del subsidio familiar, suman sus ingresos 668 por mes, para hacer frente a las necesidades de la familia. Es decir, 22,3 al dia para 5 personas.correspondiendo a cada una 4,46 pts. por dia.

Es sabido que un règimen alimenticio normal debe proporcional alrededor de 2.800 a 3.000 calorias por dia para un sujeto que realice un trabajo liviano y hasta 4.000 calorias y mas para aquellos que hacen trabajos fuertes. Pero esta cifra de calorias debe estar asegurada por los alimentos en la proporciòn siguiente:

Proteinas animales	0,5	gramos por quilo de peso
Proteinas vegetales	0,5	" " " " "
Grasas	1	" " " " "
Hidratos de carbono	6 a 7	" " " " "

(aparte las sales minerales y las vitaminas necesarias)

Tomaremos como base para nuestro estudio la cantidad de 3.000 calorias y de 60 quilos por persona, ya que tratàndose de una familia de cinco personas, de las cuales tres niños, hay que tener en cuenta que, ademàs de las substancias de protecciòn en todos, se requiere en los niños la aportaciòn necesaria para el crecimiento, por tanto la media de 60 quilos no es alta, ni mucho menos. (Durante el primer año de vida hace falta una raciòn de protecciòn y crecimiento capaz de proporcionar de tres a cuatro gramos de proteina por kg. y dia. De seis a doce años, de uno y medio a dos gramos. La mujer embarazada necesita 85 gramos por dia y la que amamanta 100.)

El racionamiento en España es muy variado de unos puntos a otros y de unas quincenas a otras. De los mas elevados son los que se distribuyen en Bilbao y en San Sebastiàn. Tendremos puès en cuenta los que en enero de 1951 se han distribuido en ambas capitales. (En Pamplona, por ejemplo, el racionamiento ha consistido en menos de la mitad que en las villas antes citadas, con un costo de 15,45 pts. y 9.420 calorias).

B I L B A O

articulo	costo	grasas	prot.	H.C.	calorias
1 lit. aceite.....	12,20	1.000			9.000
300 gr. azucar	2,85			300	1.200
1 kg. alubias	7,-	15	200	620	3.300
4 huevos.....	6,-	24	30		340
400 gr. leche polvo...	6,60	111	105	150	2.100
100 gr. tocino	1.80	100			900
	36,45	1.250	335	1.070	16.840

S A N S E B A S T I A N

articulo	costo	grasas	PROt	H.C.	calorias
1 litro aceite.....	12,20	1.000			9.000
500 gr. azucar	4,25			500	2.000
1 kg. de alubias....	8,00	15	200	620	3.300
1 bote leche.condens.	7,00	111	105	200	2.119
	31,45	1.126	305	1.320	16.419

Para simplificar: Tomaremos como base la media de 34 pts. y 16.690 calorias, o sea 1,13 pts. y 554 calorias por persona y dia, con 40 gr. de grasas (de ellas menos de 5 de procedencia animal) de proteina y 40 de H.C.

10 gr.

Aunque pudiera adquirir todos los gèneros alimenticios al precio de racionamiento, el obrero especializado necesitaría invertir en alimentos todos sus ingresos puesto que si para adquirir 554 calorías necesita 1,30 pts.,para adquirir 3.000 necesiatría gastar 6,10 pts. El peòn ni estos siquiera,puès no tiene mas que 4,46 como ingreso por persona y día. Pero el caso es mas grave,insoluble, porque el complemento de alimentos necesarios ha de adquirirse en el mercado libre y los precios son mucho mas elevados que los de racionamiento.(vèanse precios señalados arriba).

Para completar la raciòn,las 2.500 calorías que faltan, sería menester:

20 gr.de grasa:	20 gr. aceite .....033 pts. ò 20 gr. tocino 0,33	media	0,33 pts.
25 gr. proteina animal:	100 gr. carne.....3,20 ò 150 gr. pescadilla..3,10 ò 2 huevos ..... 5,00 ò queso y leche.. 3,00	media	3,57
25 gr. proteina vegetal:	100 gr. alubia 1,30		1.30ø
400 gr. H.C.	(Además del procentage de los alimentos anteriores) 300 gr. pan a 80°....1,20		1,20
	300 gr. patatas.....1,00 ò 300 gr. lg.verdes... 1,00	media	1,00
	fruta,,,,,,,,,,,,,,,, 0,40		0,40
		Total	8,10 pts.

que sumadas a 1,13 pts. del racionamiento hacen 8,93 pts. cuando el obrero,conforme hemos visto,no cuenta mas que con 6,45 y 4,46, según el caso,para todos los gastos de la familia.

¿Que puede,entonces, adquirir como alimentos el trabajador español? Si descontamos de su salario 109 pts. en concepto de renta (promedio mensual en las capitales para casas de construcciòn anterior a 1936, el promedio para las otras es superior a 250 pts.) y aunque no calculemos mas que una cantidad pequeña para luz,carbòn , vestido y gastos generales,pongamos otras 109 pts, al mes, quedan para alimentsciòn 750 pts. mensuales -25 aldía para las cinco personas en el caso de un obrero especàalizado y 15 al día en el caso del peòn- . Aunque èste pudiera emplear en alimentos todos sus ingresos no dispondría mas que de 3,70 pts. por persona y día si se descuenta,ùnicamente, la renta, ya que 4,45 es el ingreso bruto por persona y día.

El trabajador español se vè obligado, o bièn a suprimir las proteinas animales, que es lo que con mayor frecuencia se hace, desequilibrando la reciòn y modificando con ello las condiciones de funcionamiento fisiològico del organismo con grave daño para la salud,o bièn disminuir proporcionalmente todos los artìculos con lo cual, aparte de pasar hambre, solamente se consigue ir retrasando la debacle final. Puede observarse que las cifras que hemos expuesto corresponde en tèrmino medio a 1.800 calorìas lo que ingieren los trabajadores españoles y sus familiares y, aùn menos, en muchos casos,puès no pasan de &, 1.450 en obreros no especializados, en lugar de la reciòn de 2.800 a 3.000 calorìas. (Si pudieran emplear todo lo que ganan, en comida, no p sarìan de 2.160 y 1.780 calorias respectivamente).

Segun las mas recientes publicaciones del Food and Agricultural Organization of the United Nations, Canada,USA,Suiza,Suecia,Dinamarca,Gran Bretaña, Holanda, pasan de 3.000 calorias y Francia, Bèlgica y otros paises, andan por las 3.000(por persona y dia).

El resultado que obtenemos coincide, en nùmeros redondos, con lo que han publicado algunos autores.No es producto de una situaciòn momentànea porque, ademàs de otras razones,el mismo resultado se desprende del estudio de la situaciòn en el ano 1947.

Uno de los exponentes de esta situaciòn es la cifra de mortalidad por tuberculosis. La Organisaciòn Mundial de Sanidad acaba de publicar un estudio sobre la situaciòn respecto a mortalidad tuberculosa en 30 paises. El aspecto que mas llama la atenciòn es la baja espectacular de la mortalidad por tuberculosis en la mayor parte de estos 30 paises, singularmente en los paises europeos que se encontraban en guerra u ocupados entre 1939 y 1945. Por ejemplo, en Francia que en 1941 y 42 llegò a tener una mortalidad por tuberculosis de 134 y 128 por 100.000 habitantes bajò en 1949 a 68. Italia con 102 y 103 en aquellos años ha descendido en 1949 a 49. Noruega que llegò a 74 en 1943 bajò en 1949 a 52. Puès biòn, en contra de este movimiento general de baja hay dos paises que, aùn sin haber participado a la ùltima guerra ni haber sido ocupados, no han mejorado sus posiciones. Se trata de España y Portugal. España presenta una mortalidad por tuberculosis de 114 por 100.000 habitantes, igual en 1949 que en 1940, segùn las estadisticas oficiales de la Organizaciòn Mundial de Sanidad que estamos comentando.

España se encuentra puès en una situaciòn de miseria que va llegando a la depauperaciòn. Aunque no hubiera otras razones, y las hay, bastarìa esta del estado de miseria del pueblo español para hacer todo por cambiar el nefasto règimen politico economico que sufre.

TERCERA PARTE
CONCLUSIONES Y PROPOSICIONES

1ª. Considerando la situación calamitosa en que se encuentran algunos de los pueblos europeos y la necesidad de dar a cada ciudadano europeo un mínimo de vida decente, convendría establecer un plan a la escala europea, para asegurar en primer término, un mínimo vital de alimentación, vestido y habitación, que podría cifrarse en 2.800 a 3.000 calorías, con 35 gramos de proteína animal, por día; un vestido y un par de zapatos por año; y 9 metros cuadrados de habitación por persona sola y 20 por familia. Una vez conseguido este mínimo es cuando se podría trabajar por los objetivos que comprende la primera Resolución de la Conferencia de Roma.

2ª Considerando las dificultades que presenta el tratar de igualar por lo alto los servicios de seguridad social de los diferentes países procedería la elaboración de un plan europeo de seguridad social con derechos a un mínimo de servicios para todos los ciudadanos, cualquiera fuera el país donde residiera o se encontrase, plan que podría complementarse en los países que lo desearan con servicios especiales para los ciudadanos de los mismos. Aquel plan mínimo debería comprender los riesgos de enfermedad, maternidad, accidentes de trabajo, inutilidad, vejez y muerte.

3ª Debe organizarse de manera honesta el funcionamiento de los organismos de carácter europeo, implantando una administración lo menos honerosa posible y evitando antagonismos entre los funcionarios de los mismos y aquellos otros que trabajan por cuenta de administraciones o empresas regionales.

4ª Tratar de humanizar el problema de los refugiados dándose mayores facilidades por parte de los Gobiernos de los países donde aquellos existen. Sería de desear que se estableciera mayor contacto entre la O.N.U. y los servicios europeos para los refugiados, con éstos, al objeto de que pueda conocerse con exactitud las necesidades y los deseos de los refugiados. Convendría que los refugiados españoles estuvieran representados directamente en los organismos que, al respecto, se cree en Estrasburgo

5ª Considerando la situación de miseria del pueblo español, por la cual el trabajador no puede atender las necesidades mas perentorias, teniendo que limitarse a raciones insuficientes, que van de 1450 a 1800 calorías por persona y día en grandes masas de la población española.
Considerando que esta situación está causando estragos en el estado de salud de los españoles, como lo demuestra la estadística de tuberculosis, y otras, establecida por la Organización Mundial de Sanidad, de tal manera que de no modificarse rápidamente esta situación aquellos estragos serán irremediables.
Teniendo presente que esta situación de miseria no obedece a causas momentáneas ni tiene carácter episódico sino que por ser engendradas y sostenidas por el actual régimen político y económico que sufre el pueblo español aparecen ligadas a la existencia del mismo sin que le sea dable sin poder modificarlas conforme se demuestra en la práctica.
Es obligación moral de todo ser humano procurar un cambio rápido en el estado actual de cosas si se quiere evitar la marcha fatal del pueblo español hacia la depauperación y la desesperación. Esta obligación puede canalizarse con vistas a obtener la celebración de unas elecciones libres en España para que democráticamente quedara restablecida la normalidad política y económica del país.

CONSELL CATALA DEL MOVIMENT EUROPEU
(UNIÓ DE FEDERALISTES CATALANS -- MOVIMENT SOCIALISTA CATALA PELS E. U. E.)
5, RUE DU FAUBOURG POISSONNIÈRE. - PARIS (9E). - TÉL.: PROVENCE 15-01
SECRETARIAT GENERAL

Paris, 5 de enero de 1951

Sr. D. José Ma. de Lasarte
Secretario General del Consejo
Federal Español.
P a r i s .

Mi querido amigo,

El CONSELL CATALA DEL MOVIMENT EUROPEU ha examinado en su ultima reunion la carta circular del Secretario General del Consejo Federal Español que ha llegado a conocimiento de nuestro Consell a traves de diferentes personas y en la cual se anuncia la convocatoria de una amplia reunión del Consejo Federal Español sobre la base de un proyecto de orden del día que ampliamente se expone.

Nos hacemos cargo del interés que pueda haber en realizar esta loable iniciativa, motivada tanto para dar vida al C.F.E. como para encontrar un medio de intervenir en la actualidad europea e internacional, sobretodo después de la impresión desfavorable que en torno al problema español ha dejado la última resolución de la O.N.U. y la determinación que en consecuencia han tomado los gobiernos de diferentes países.

Por estos mismos motivos y para una mejor eficacia de nuestra común acción creemos bien en insistir para dotar al C.F.E. de unas concepciones políticas y organicas bien determinadas antes de emprender toda nueva actividad.

La carta-circular a la que nos referimos puede ser interpretada como la adopción de una nueva orientación de lo que és el Consejo Federal Español, interpretación que parece nacida de considerar las Jornadas de Estudio como Jornadas constitutivas del C.F.E., lo que haria entonces perder a éste su doble carácter de representación colectiva de las realidades peninsulares y de expresion de las corrientes políticas que componen el Movimiento Europeo del cual se recaba el C.F.E.

Aún con los mejores deseos de llegar hasta el límite de las posibilidades de coordinación en el seno del Consejo Federal Español que puedan permitir las conveniencias de cada uno de los sectores que lo integran, consideramos que no puede haber por nuestra parte rectificación alguna ni en la manera de concebir la estructura del C.F.E. ni en el carácter de la intervención catalana en el seno del mismo, representada colectivamente por el CONSELL CATALA DEL MOVIMENT EUROPEU.

.../...

Por todas estas razones consideramos que antes de celebrar la amplia reunión proyectada, el Consejo Federal Español debe determinar su propia estructura de una manera definitiva y no continuar la que ha tenido hasta ahora y que, por múltiples circunstancias, no ha dejado nunca de ser interina.

Sugerimos pues que en la reunión de Comité Ejecutivo que debe celebrarse, segun parece, el próximo dia 8, se tome posición sobre estos problemas y a ese fin nos complacemos en adjuntar a la presente el proyecto de estructuración definitiva del Consejo Federal Español del Movimiento Europeo.

Con todo afecto y amistad le saluda su buen amigo,

Josep SANS,
del Secretariado General.

CONSELL CATALA DEL MOVIMENT EUROPEU
(UNIÓ DE FEDERALISTES CATALANS -- MOVIMENT SOCIALISTA CATALA PELS E. U. E.)
5, RUE DU FAUBOURG POISSONNIÈRE. - PARIS (9E). - TÉL.: PROVENCE 15-01

SECRETARIAT GENERAL

PROYECTO DE ESTRUCTURACION DEL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL

Presidente: D. Salvador de Madariaga

Cuatro Vice-Presidentes, representando cada uno las grandes corrientes representadas en el Consejo Federal.

Un Secretario General: D. José Ma. de Lasarte.

Cuatro Delegados por cada uno de los Movimientos o corrientes de opinión.

Personas que por su significación pueda considerar conveniente el Consejo cooptar, en numero no superior a quince.

El Comité Ejecutivo estaria compuesto de

El Presidente,
Los cuatro Vice-Presidente,
Dos Secretarios de cada Movimiento o corriente de opinión, de los cuales, uno será al mismo tiempo, Secretario General del Consejo Federal.

El Comité Ejecutivo se reuniría regularmente en la primera semana de cada mes y las reuniones del Pleno del Consejo Federal Español tendrian lugar en la primera semana de cada tres meses.

Paris, 5 de enero de 1951.

A C T A de la reunión del COMITE EJECUTIVO DEL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO, celebrada el día 3 de Febrero de 1951 en los locales de la Delegación Vasca, en París.

Bajo la Presidencia del Sr. Salvador de Madariaga se reunen los Sres. VALERA, JUST, GIRONELLA, SAUBET, ROVIRA, ALDASORO, NARDIZ, IRUJO, ~~asistidos por~~ el Sr. LASARTE en función de Secretario General.

El Sr. MADARIAGA procede a la apertura de la reunión, pasando la palabra al Sr. LASARTE que procede a la lectura del órden del día, y a la lectura de excusas enviadas por algunos de los componentes del Comité que no pueden asistir. El órden del día de la reunión es el que sigue: Carta del 12 Dicbre

" 1.- Celebrar una reunión plenaria, bien preparada en el próximo mes de Enero.

2.- Preparar un "rapport" para el Movimiento Europeo, pidiendo ayuda económica para nuestra propaganda.

3.- Entablar relación directa con los que en el interior se interesan y preocupan por la organización europea desde un punto de vista democrático y, ayudar a crear una organización paralela a la nuestra con todos los requisitos de autonomía y discreción requeridos. Dar cuenta de los trabajos hechos en este sentido.

4.- Preparar la confección de un Boletín del Consejo Federal, si se consigue la ayuda del Movimiento Europeo, como instrumento de propaganda para el exterior y el interior.

5.- Considerar, como materia de trabajo para ante el Movimiento Europeo y la Asamblea Consultiva, el tema de las elecciones democráticas en España, que fué objeto de la resolución del verano pasado en Estrasburgo, estudiando en detalle el procedimiento y las condiciones que habrían de seguirse para cumplir este requisito previo a la integración de España en Europa.

6.- Estudiar la posibilidad de constituir en el seno de la Asamblea Consultiva y de su Comisión de asuntos generales, una Subcomisión para el estudio de problemas relacionados con los países no representados en la Asamblea, asunto que se ha considerado en los medios de Estrasburgo, sin que hasta ahora se haya adoptado resolución.

7.- Preparar el punto de vista del Consejo Federal sobre el estudio de los grandes temas:

Plan Shuman
Ejército europeo
Pool de los transportes
Pool agrícola europeo.

Formar para ello las comisiones de estudio correspondientes.

En la reunión proyectada se considerará, además, un "rapport" de Secretaría sobre la situación del Movimiento Europeo, cuestiones de organización del Consejo Federal y creación de Juntas locales del Consejo en diversos países de Europa y América y los asuntos detallados en la lista anterior que sean presentados por cualquiera de los miembros de nuestra organización. "

A continuación justificada las ausencias del Sr. Llopis en razón de impedimentos dados por su alejada residencia de París.

La ausencia de los Sres. Alvariño y Ansaldo es debida a enfermedad.

Pide la palabra el Sr. IRUJO quien se hace portavoz del Sr. PI Y SUNYER manifestando la imposibilidad de su presencia por encontrarse en Inglaterra, pero expresando su acuerdo a las resoluciónes que se adopten.

El Sr. LASARTE dice que recientemente, con ocasión de encontrarse encamado por enfermo, se celebró una reunión informal en la que se tomó el acuerdo -que ya estaba en el ánimo de los componentes del Comité, de que se tratara de completar las representaciones de cada grupo con la designación de cuatro nombres efectivos por cada grupo para formar el pleno, y el nombramiento de un secretario también por cada grupo a fin de facilitar las funciones de la Secretaría. El Consejo Vasco ha dado, a estos fines, los nombres de los Sres. NARDIZ, ALDASORO, IRUJO y el Dr. LASA que personifican en ellos el máximo de tendencias ideológicas.

Por su parte los catalanes trabajan en el mismo sentido y en su momento darán a conocer los nombres correspondientes.

Durante la citada reunión informal se acordó, igualmente, elevar un escrito, de carácter militar, al General EISENHOWER como protesta del Consejo Federal Español a la posible inclusión de España franquista en el S.H.A.P.E. El Sr. Lasarte dá cuenta de haber cumplimentado este acuerdo entregando personalmente el citado escrito en el Estado Mayor del mencionado General. Como consecuencia de esta gestión el Sr, Lasarte ha recibido la comunicación del E.M. del General Eisenhower, cuyos términos son los siguientes:

SHAPE PLANNING GROUP
Hotel Astoria
1 Rue de Presbourg
Paris - France.

27 January 1951

Dear Mr. de Lasarte:

Your letter of 24 January 1951 to General Eisenhower has been received. The subject discussed therein does not lie whitin the terms of reference of the Supreme Allied Commander, Europe, as established by the North Atlantic Defense Committee. It is, therefore, not appropriate for the Supremer Commander to establish contact with your organisation.

Sincerely
Robert J. Wood
Colonel, Artillery
Secretary

Mr. Jose Maria de Lasarte
General Secretary
The Spanish Federal Council of the European Movement
11, Av. Marceau - Paris 16. France.

El Sr. MADARIAGA dice tener referencias según las cuales el Estado portugues hace presión para que la España franquista sea admitida en el Pacto Atlántico y en todo otro organismo europeo.

Toma la palabra el Sr. VALERA para referirse a las últimas declaraciones de M. Davies expresando su creencia de que precisamente se trata de la réplica a la posición portuguesa.

El Sr. MADARIAGA vuelve a tomar la palabra para decir que durante su estancia en Londres fué requerido para redactar un escrito de protesta, de los españoles en Londres, ante la posibilidad de la entrada en las organizaciones Europeas del Estado actual español. Esta protesta no ha sido, todavía, redactada, y no tiene el

Sr, Madariaga grandes esperanzas que la tal declaración sea publicada. No obstante piansa que aunque solamente a título de cumplir el compromiso debe procederse a la redacción evitando el silencio, y haciendo referencia alña constante y diario ultraje de la España franquista a la Carta de los Derechos del Hombre. Los extremos a tratar en esta declaración podrían ser los siguientes:

1.- El régimen de Franco es contrario a la Carta de los Derechos del Hombre.
2.- Es inconcebible que el sistema occidental democrático pueda incorporar a su sistema ante las posibilidades de guerra a un régimen que no cuente con el apoyo del pueblo.
3.- Que aunque nosotros somos contrarios al régimen de Franco, y precisamente por que lo sómos, permanecemos de acuerdo con el sistema occidental.
Además, y de una manera más o menos clara, conforme con el segundo punto, convendría decir que no hay derecho a disponer de un pueblo sin consultar previamente con él.

Sr. LASARTE.- Me parece oportuna esta consideración. A continuación dá lectura al punto 5º del escrito elevado al General Eisenhower en el cual se hace mención al espíritu de las ultimas manifestaciones del Sr. MADARIAGA.

El Sr. GIRONELLA toma la palabra para sumarse a las manifestaciones anteriores, pero avanza en la idea proponiendo que además se presente unsa salida, o solución al problema.

El Sr. ROVIRA considera que debe optarse por la solución de consulta al pueblo, pero sin especificar el modo bien debiendo ser éste democratico.

El Sr. GIRONALLE, considera que el Consejo Federal Español debe tener capacidad para proponer las modalidades de la consulta o elecciones, y menciona el problema alemán similar al español en este aspecto.

El Sr. LASARTE expresa su conformidad con la opinión del Sr. Gironella. Cree que con esta discusión se enfrenta al problema más importante. Recuerda la resolución adoptada en Estrasburgo y considera que es difícil majorar la fórmula de elecciones libres. Propone la designación de una Comisión competente para estudiar, desde el punto de vista técnico, la consideración de lo que supone "elecciones libres". Se acuerda que los Sres. VALERA, GIRONELLA e IRUJO hagan este estudio.

Sr. AIDASORO.- Se complace del espíritu realista que aprecia en la reunión, pero opina que es menester que se actúe acentúe y persista. "Queremos o no lo queremos, el Estado Mayor, al abrir un mapa de Europa verá que España ocupa una posición estratégica preponderante y nosotros no representamos ninguna fuerza a ofrecerles". "En este aspecto sería inoperante decir que no entre Franco en el sistema Occidental Por lo demás, la verdad es que nuestra voz ha quedado degollada y solamente se oye en el Movimiento Europeo". Cree que lo fundamental sería lo dicho ya por el Sr. Madariaga, intentar hacer oir nuestra voz recordando a Europa el contrasentido que resulta de la incorporación de la España franquista en su seno por el rompimiento de los principios que aquella invoca.

El Sr. SAURET.- Dice que el problema alemán es diferente al español. Alemania está ocupada, España no. A Franco le dicen que debe de hacer elecciones libres. Franco no acepta. La posición nuestra es que deberíamos acatar el resultado de unas elecciones libres diciendo que el obstáculo para que España entre en el Consejo Europeo es la falta de libertad, y la imposibilidad de proceder a esas elecciones libres.

Sr. LASARTE.- Expone sus dudas en cuanto al resultado de unas elecciones llamadas libres proyectadas con arreglo a la ley franquista, sin la previa libertad de reunión, de nombramiento de candidatos, de prensa, etc. Por ello considera que es nece-

sario que al margen de todo se tenga estudiado técnicamente lo que debe comprenderse por elecciones libres.

El Sr. MADARIAGA.- Propone la redacción de un documento conforme a los siguientes puntos:

1.- Que el documento sea corto.
2.- Que comience poniendo el acento en el interés de Europa y nó de España, porque a) el interés moral: La ayuda a Franco mancha la bandera occidental; b) interés militar: comprendemos que Europa dá una importancia enorme al interé militar, pero el valor estratégico de un país se anula por la falta de libertad y precisamente por ser un país estratégico. Qué soluciones hay ? pues hay que ir a las elecciones libres. El Consejo Federal Español está a la disposición del Movimiento Europeo y de cualquier otra autoridad europea para puntualizar en qué condiciones se comprende.

El Sr. GIRONELLA.- Le parece bien lo manifestado por el Sr, MADARIAGA. El Consejo de Europa se va a reunir en el mes de Mayo. Propone que el CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL proponga a los representantes belgas que planteen de nuevo el problema de las elecciones libres en España, y que se tenga en cuenta que en ese momento nos podemos encontrar con Delegados oficiales u oficiosos de Franco en el Consejo de Europa.

El Sr. VALERA.- Propone que el documento a redactar sea esquemático con el fin de facilitar su lectura, añadiendo a continuación los comentarios precisos con más amplitud.

Se acuerda así, y se pasa al siguiente punto del orden del día.

El Sr. LASARTE, dice que ha habido la idea de formar una Subcomité para representantes de los países exilados en la Asamblea Consultiva.

El Sr. VALERA, opina que debe nombrarse urgentemente un organismo técnico, no político en el que elementos nuestros hagan labor de colaboración en el seno del Consejo de Europa.

El Sr. GIRONELLA.- Dice que el acuerdo, en realidad, es que la Comisión de asuntos generales, que es el Comité político, toma en su mano la defensa de los intereses de estos países en relación a la unidad de Europa. Se piensa hacer dos subcomisiones en el seno de la Comisión política, por ejemplo, España y Portugal, y los países del Este, y las formarían personalidades de estos países a los que se les invitaría a colaborar desde el punto de vista técnico.

El Sr. MADARIAGA.- Dice que el problema más grave es que la Comisión Política de la Asamblea está por definirse en cuanto a lo que va a ser, y cuál ha de ser la vida misma de esta asamblea. Cree que hay que prevenir los nombres de las personas que en su momento puedan ofrecerse a este organismo.

El Sr. LASARTE.- Cree que no puede hacerse nada por el momento, pero hay que estar alerta y aprovechar la ocasión que se presente.

El Sr. Lasarte, refiriéndose a la labor en el interior de España, que esta acción está ligada a la publicación de un Boletín de propaganda. Cree que últimamente las perspectivas son interesantes y se refiere a un documento procedente del interior que se ha distribuído a los distintos grupos, que denota una preocupación federalista por parte de gentes autorizadas que tratan de coordinar sus reacciones con las nuestras. El documento en cuestión ha sido publicado en extracto en el último número del Boletin del Movimiento Europeo.

Extendiéndose en el campo de las posibilidades de acción que se deducen, considera

que nuestra pretensión no debe ser la de hacer en el interior un organismo idéntico al nuestro. Expone la necesidad de prestar un interés vigilante a la acción u organismo que nazcan en el interior de España por cuanto pudieran entrañar de maniobras de elementos profranquistas con empeño de infiltración. Recuerda el caso de Larraz. No obstante opina que debe ayudarse a toda acción federalista en el interior cuidando la coordinación con el movimiento federalista en el exterior.

El Sr. VALERA.- Apunta que el problema es encontrar una ayuda aunque sea modesta. Hace presente el interés que en el campo de la propaganda tiene el contar con un medio como la Radio.

El Sr. MADARIAGA.- Solicita se le explique el programa que podría desarrollarse con la Radio; informativo sobre el Movimiento Europeo ? El Sr. Madariaga dice que él mismo ha sido requerido para dar cuatro conferencias, sobre estas cuestiones, por mes.
Se establece una discusión sobre las posibilidades de contar con los servicios oficiales de la Radio Difusión Francesa.

El Sr. ALDASORO.- Resalta el gran interés de la acción de propaganda en el interior de España, y considera que existe, de más en más, un divorcio entre el exterior y el interior. Dice que la acción sobre la gran masa no ofrece interés ya que ésta no influye para nada en los destinos de España. Los que influyen son la Iglesia; los Militares y el gran capital. A este respecto hace unas consideraciones de distanciamiento que cree apreciar entre estos elementos influyentes y el sistema franquista ya que teniendo ocasión de entrevistarse con personas de categoría, residenciadas en España, a ninguna de ésta ha oído declarar sus sentimientos franquistas.

El Sr. GIRONELLA.- Los medios que en el interior se interesan más de estos problemas son, sobre todo, la juventud. Considera que se debe conceder alguna confianza a los que en el interior se interesan por los problemas europeos. Cree que el problema actual es el de divulgación y facilitación de documentación.

Refiriéndose a la edición de un Boletín, dice que el Sr. LASARTE puede hablar con más detalle de este problema, pero considera que hay algo que puede pedirse al Sr. MADARIAGA. Hace 15 días que el Movimiento Europeo ha aprobado su presupuesto, en el que hay una Partida destinada a los países no libres que suma un total de 1.400 libras esterlinas. Esta partida va a estar destinada a los países del Este y Comité Español. Cree que el Sr. MADARIAGA puede hacer una gestión cerca del Movimiento Europeo pidiendo 300 libras que serían destinadas al Consejo Federal Español. Esta cantidad cubriría un plazo de seis meses y sería la base financiera para la publicación del Boletín.

El Sr. ALDASORO.- Pide información sobre las publicaciones que suele enviar el Movimiento Europeo a España, y propone la confección de listas de personas radicadas en el interior, la cual podría elevarse al Movimiento Europeo para que ésta sirviera las publicaciones directamente.

El Sr. LASARTE.- Refiriéndose a los medios de propaganda detalla: 1.- Radio; considera el Sr. Lasarte que puede intentarse alguna solución mediante la Radiodifusión francesa en su programa en español. Como programa, por ejemplo, para estas emisiones podría optarse el estudio y divulgación sobre la Carta de los Derechos del Hombre. 2.- Está de acuerdo con la idea de confección de listas de personas radicadas en el interior para que recibieran las publicaciones por correo. Considera que debe quedar determinada la persona que estudie este problema; 3.- publicación de un Boletín. Cree interesante la designación de una Comisión, a) para darle forma definitiva; b) para formar un Comité de redación. Pide al Sr, MADARIAGA que tome en su mano el aspecto de la financiación fundada en la indicación hecha por el Sr. GIRONELLA.

Dice el Sr. Lasarte, se refiere a la importancia que presentan el estudio de los problemas europeos como el Plan Schuman, Ejército Europeo, etc., y propone la formación de Ponencias capacitadas para preparar estos estudios. Tras de discusión, quedan formadas las siguientes Ponencias: Don Julio JUST :Transportes; Sres. VALERA y ALVARIÑO: Agricultura.
El Sr. Lasarte dice que el Dr. Lasa, persona preparada técnicamente en cuestiones sociales podría ser el reporter sobre esta especialidad.

El.Sr. MADARIAGA.- Pregunta si habría manera de obtener documentación suficiente para redactar y presentar un informe sobre la enorme miseria que se sufre en España. Se refiere a un libro publicado recientemente por el escritor inglés Mr. Breman en el que se trata de este tema diciendo que la miseria que existe en España es de espanto, pero que no es reprochable a Franco pues es consecuencia de la guerra civil.

El Sr. Madariaga dice que habría que recoger todos los trabajos realizados hasta el presente a fin de editar uno lo más completo posible. El Sr. Lasarte expone que el Consejo Vasco está estudiando este asunto y que el Dr. Lasa es el ponente y podría serlo también en el Consejo Federal en su próxima reunión. El Sr. ALDASORO amplia explicando la ponencia que ha redactado el Sr. Lasa en el seno del Consejo Federal.

El Sr. VALERA.- Refiriéndose a este mismo tema hace consideraciones sobre las diferentes razones de la miseria existente, y hace una valoración de la mano de obra especializada sustraída por razones de persecución y obligada emigración, a la industria española. Cree puede afirmar que España es una nación que en cuatro años de una política inteligente rehace las consecuencias de la guerra civil.

Se plantea la posibilidad de cooptar personas para el Consejo Federal.

El Sr. JUST.- Refiriéndose a la participación en los trabajos del CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL de personalidades de calificados sentimientos antifranquistas sean cuales sean sus matices, dice que debiera considerarse a las personas según su peso político y que por su relación con el interior puedan representar un interés general

El Sr. GIRONELLA.- Recuerda que el Sr. Ansaldo ha excusado su ausencia y pregunta: en qué calidad estaría aquí? Admite la posibilidad de la incorporación del Sr. Trifón Gomez el cual lo podría hacer en calidad de representante del Movimiento Socialista.

El Sr. LASARTE.- Cree que el acuerdo puede ser concretado en los siguientes términos. Hay que distinguir el caso del Sr. Ansaldo pues se le dió por incorporado y desde entonces se ha hablado de él. En cuanto al Sr. Trifón Gomez dice que se ha mostrado interesado por los problemas del Movimiento Europeo, y asegura saber que el Sr. Gómez ha hablado a terceras personas manifestando este interés. Apunta, por todo ello, la posibilidad de la incorporación del Sr. Trifón Gómez a título de cooptado. Estáde acuerdo con las manifestaciones del Sr. Just, pero considera que debe dejarse la puerta abierta ya que nuestra vida será tanto más activa e importante cuantos sean mayores los colaboradores. Se aprueba los términos en que el Sr. Lasarte ha planteado la cuestión, bien entendido que no se trata de modificar la estructura del Consejo.

El Sr. ROVIRA.- Considera que si se han de considerar solamente a personas el problema no tendría fin.

El Sr. MADARIAGA se refiere a la constitución de entidades filiales al Consejo Federal del Movimiento, en Londres. Dice que hay en Londres un grupo que poryecta reunirse para formar una filial. Pregunta la opinión al Comité Ejecutivo.

El Sr. JUST.- Comienza diciendo que al hablar cree interpretar el sentir del partido a que representa. Considera interesante lo expuesto por el Sr. Madariaga en cuanto a la formación de filiales no solamente en Londres sino en todo lugar donde se halle núcleo suficiente de españoles. A estas filiales podría solicitarse opinión sobre los distintos problemas de interés general, y establecer con ellos -con los organismos filiales- un intercambio de ideas.

El Sr. VALERA.- Le parece muy la idea.
El Sr. AIDASORO.- Hace constar igualmente su opinión acerca de la importancia de la formación de estas filiales.

El Sr. MADARIAGA.- Considera que es trabajo a realizar en dos etapas: 1.- Que la Secretaría general prepare un proyecto de constitución de esas Delegaciones, a cuya formación hay que ir por sus pasos contados. Después se estudiaría la importancia de las personas a incorporarse.

El Sr. AIDASORO.- Repite su opinión favorable aludiendo como ejemplo a la importancia de la masa gallega en Buenos Aires, de donde incluso podría obtenerse una ayuda económica.

El Sr. MADARIAGA.- Siguiendo la discusión dice que él vé la planificación de este organismo como una federación estando su centro en Paris. Se acuerda que el Sr. Lasarte se dirija a los de Londres para ver en qué forma se puede organizar una delegación del Consejo Federal.

El Sr. JUST.- Se refiere al interés de que el Sr. MADARIAGA dé una conferencia de Prensa simultaneándola con otra conferencia de sentido general. Esta conferencia sería la primera de una serie de ellas que tendrían lugar, en Paris en un local cualquiera que no tuviera color político determinado, y estas conferencias podrían extenderse a otros lugares del territorio francés donde la masa de españoles refugiados pudiera dar un margen de interés divulgatorio, por ejemplo, Marsella, Tolon Lyon, Toulouse, etc. No se le ocultan las dificultades de orden económico, pero quiere dejar constancia de su proposición.

El Sr. LASARTE.- A la conferencia del Sr.Madariaga pueden venir periodistas de la emigración española y periodistas franceses.

El Sr. MADARIAGA.- Pregunta cuál sería el programa de la conferencia.
El Sr. IRUJO.- Se invitaría a los agregados de prensa de las Embajadas.
El Sr. GIRONELLA.- Tiene que haber aperitivo pues de lo contrario no vienen los periodistas.
El Sr. LASARTE.- Se compromete a invitar a determinados periodistas.
El Sr. MADARIAGA.- Vendrán periodistas, pero no publicaran nada.
El Sr. JUST.- Cree que la conferencia se podría tratar de la necesidad de que España esté presente en la defensa de Europa precisamente por su posición estratégica.
El Sr. VALERA.- Propone que otro aspecto de la conferencia podría ser "la injuria que representaría para España, como lo es sin duda para cualquier nación, el que se disponga de ella para una guerra sin previa consulta. Recuerda que el Presidente Arevalo opinando sobre Franco, dijo: "Si Franco preparado por Hitler y Mussolini no supo servir a éstos, es porque definitivamente no vale".

El Sr. MADARIAGA.- Da cuenta de haberse recibido una carta del Movimiento federal ukraniano solicitando ayuda para su entrada en el Movimiento Europeo.
Se acuerda la ayuda.

También queda acordada en principio la fecha del 8 del corriente, a las 11,30 del día para la celebración de la Conferencia del Sr. MADARIAGA.

14 de Febrero de 1951.

Los acuerdos a que se hace referencia están en vía de ejecución y concretamente:

1.- Se ha escrito al Presidente SPAAK en los términos del documento adjunto.

2.- La acción en el interior se refleja en la nota adjunta.

3.- La Conferencia de prensa del Sr. Madariaga tuvo lugar y las Agencias Reuter M.P. e I.N.S. y varios diarios de Paris han difundido referencia que también se han publicado en O.P.E.

4.- La incorporación de nuevos elementos -Sres. Trifón Gomez y Félix VEJARANO - están en vías de realización.

5.- La integración más completa de los grupos que forman parte del Consejo Federal se está haciendo. El Consejo Vasco por la Federación Europea y el grupo español de la Unión Liberal se han reunido por separado y han designado sus representantes en el Consejo Federal. Los catalanes se están reuniendo también y el Sr. D. Rodolfo Llopis está en relación epistolar con el Sr. Lasarte sobre éste y otros puntos de las actividades del Consejo Federal.

* * * * * *

PARIS, le 9 Février 1951

Monsieur Paul Henri SPAAK
Président du Conseil International du Mouvement Européen
25, rue de Spa
BRUXELLES (Belgique)

Monsieur le Président,

Le CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL DU MOUVEMENT EUROPEEN, en sa derniére session, tenue à Paris le 3 et le 8 Février, a étudié le probléme de la collaboration de l'Espagne à la défense de l'Europe. Nous avons été chargés par le Conseil de présenter les résultats de cette étude au Comité Exécutif du Mouvement Européen.

1- AU POINT DE VUE MORAL.- L'incorporation de l'Espagne à la défense de l'Europe exige l'élimination de son régime actuel au double titre suivant:

a) parce que si le régime actuel était incorporé au systeme occidental, ce systéme cesserait de représenter la démocratie libérale en face du totalitarisme et s'avouerait le champion non de la liberté de tous, mais d'un état de fait et des interêts de quelques-uns.

b) parce que cette incorporation équivaudrait à un recrutement forcé du peuple espagnol, comme de la chair à canon pour défendre, non sa propre liberté mais celle des autres, insulte que le peuple espagnol ne pardonnerait jamais.

2- AU POINT DE VUE MILITAIRE, l'importance même de l'Espagne comme territoire stratégique impose l'elimination du régime actuel dans l'interêt de la défense de l'Europe, puisque le territoire n'est strategique qu'en fonction de ses habitants; or puisque le peuple d'Espagne est opposée au régime (comme le régime lui-même le prouve en le privant de libertés politiques) toute operation militaire basée sur l'Espagne est vouée à l'échec tant qu'elle s'appuiera sur un régime dont le peuple abomine.

3- AU POINT DE VUE FINANCIER, des appuis considérables seront nécessaires pour la reconstruction industrielle et militaire du pays; mais ces emprunts ne serviront qu'à augmenter la corrup-

tion et la misére en l'absence d'un contrôle parlementaire réel d'une presse libre qui puisse denoncer les abus et les melversations. A ce titre donc aussi l'élimination du régime est indispensable.

Le CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL reconnait que la situation est grave et pressante; d'autre part il estime indispensable que le pays puisse exprimer librement sa volonté de s'associer à l'éffort européen. L'idée a été enoncée qu'il n'existe pas d'alternative au régime actuel. C'est là un erreur totale. La gamme politique de l'Espagne n'a point changée. A l'intérieur, dans la clandestinité, à l'exterieur publiquement, elle reste composée des mêmes groupements politiques. Les hommes surgiront dés que l'oppression armée cessera. Le CONSEIL FEDERAL se tient à la disposition du Mouvement Européen pour l'étude des modalités et des mesures inmédiates à prendre afin de rendre à l'Espagne sa liberté politique par une évolution pacifique et rapide qui lui permettrait de s'incorporer à la defense de l'Europe.

Le CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL propose au Comité Exécutif du Mouvement Europeen l'adoption de la résolution suivante:

Considérant l'urgence de la préparation de la défense européenne, vu le rôle essentiel que le territoire et le peuple d'Espagne son appelés à jouer dans cette défense, étant donné que, comme le Général EISENHOWER l'a affirmé, la forne européenne ne doit contenir que des contigents ayant librement exprimé leur volonté de s'associer, tenant compte du fait que la défense de l'Europe contre un régime totalitaire ne saurait se faire sur de bases morales solides en alliance avec un autre régime totalitaire, le Comité Exécutif du Mouvement Européen recomande au Conseil de l'Europe de mettre d'urgence à l'étude des moyens necessaires pour faciliter le passage de l'Espagne, de son régime totalitaire actuel à un régime démocratique, dans l'esprit du voeu exprimé par l'Assemblée Consultative de Strasbumrg le mois d'Août 1950.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, nos salutations les plus respectueuses.

Salvador de MADARIAGA
Président

José Maria de LASARTE
Secrétaire Général

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL DU MOUVEMENT EUROPEEN
Secretariat:11, Avenue Marceau-PARIS XVI

"La Chozita"
Rue Courtade

San Juan de Luz, 12 de Febrero de 1951

Sr. D. José M. Lasarte
París

Querido amigo Lasarte :

Tienes razón en que soy bastante calamidad en no haberte contestado en tanto tiempo.

Me ha interesado mucho, tanto el escrito que elevasteís a Eisenhower, como el nuevo documento que desde luego estoy encantadísimo de firmar y que me gustaría firmaran otros muchos de mi campo.

¿ Qué pasa con mi sobrino Félix, realmente ?. Mi mujer que está en Estoril y habla continuamente con Don Juan y Doña María, dice que éstos creen que ha salido para los E.E.U.U. en una misión especial, pero como es tan misterioso nunca puede estar uno seguro de sus movimientos. No sé si en el misterio que tanto les encanta a nuestra gente lo de su viaje a América será también exacto. De momento, guárdalo para tí, auncue a lo mejor lo sabe París entero, para que luego no me echen la culpa dedesenredar todos los lios.

Siempre pienso en ir por ahí, pero este invierno ha sido desastroso, pués todos hemos estado malos y nunca acabamos de reponernos del todo, y además, cada vez hace falta más "txampones", incluso para recorrer unos pocos kilómetros, de modo que me reservo para cuando sea verdaderamente indispensable.

Estaré encantado de verte por aquí en Pascuas y yá charlaremos largo y tendido,que buena falta nos hace.

Aparte de esto, te desearía consultar sobre mi línea de conducta a seguir en las presentes circunstancias : En 1943, las Autoridades Portuguesas me secuestraron el Pasaporte diplomático que tenía entonces y hasta 1947 anduve con un documento de refugiado suigeneris. Pero en la Primavera de este año 47, para deshacerse de mí en Portugal, el Consulado de España me dió un Pasaporte corriente, con el que he funcionado hasta ahora. Habiendo caducado un día de éstos, lo envié con mi mujer a Lisboa para que me extendieran uno nuevo, ya que me interesa más me lo den en Portugal que en Francia, para así continuar libre de impuestos. Pero allí, sin dar explicaciones siquiera, se lo han guardado y no solamente no me lo renuevan, sino que no me devuelven tampoco el antiguo, lo que, dado que el nuevo Cónsul en Hendya parece bastante pelmazo y asustadizo, me va a colocar probablemente en la situación de hombre sin Pasaporte, pués, si bien no he tratado oficialmente,la cuestión de que me dé otro nuevo, tengo informes bastante precisos de que se agarrará a que no puedo enseñar el antiguo para no extendérmelo. Yá sabes que estos son trucos normales en estos tiempos. Yo, por lo demás, tengo mi Carta de Residente francesa y hasta un Certificado de Nacionali-

dad expedido en el Consulado de Hendaya hace algunos días, documentos que me sirven para el interior de Francia pero no en el caso de tener que efectuar algún viaje al extranjero. Como justamente en un Euzko-Deya me ha llegado la hoja que trata de estas cuestiones para Emigrados Políticos pienso que quizá me conviniera solicitar el documento correspondiente como base para un Pasaporte. ¿ Qué piensas de todo esto ?. No sé en que forma podría solicitarlo, dado que hasta hace unos días no era reglamentariamente Emigrado Político y por ello te ruego que a pesar de tus muchas ocupaciones, pienses un instante sobre la materia y me contestes.

Nada más por hoy, que bastante lata te doy, y recibe un abrazo de tu buen amigo y paisano,

Conseil Fédéral Espagnol
du Mouvement Européen

Secrétariat :
11, Avenue Marceau, Paris (16e)

Consejo Federal Español
del Movimiento Europeo

Tél. : KLE 77-77 / 13-62

ce 26 janvier 1951

Monsieur le Général Dwight D. E I S E N H O W E R
Commandant Suprême des Forces du Pacte Atlantique
P A R I S

Général,

Au nom du Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, j'ai l'honneur de m'adresser au Premier soldat de la démocratie, Chef de la S.H.A.P.E.. Nous avons suivi avec émotion, avec des millions d'autres Européens, votre voyage en Europe, comme nous avons éprouvé une illusion et un espoir lors de votre nomination en tant que Chef des Armées de la Communauté Atlantique. Dans cette Communauté de défense militaire, et dans l'itinéraire de votre voyage, l'Espagne est absente parce que le Gouvernement dictatorial du général Franco et le système politique imposé à l'Etat espagnol sont incompatibles avec les buts démocratiques proclamés, de façon invariable, dès que les bases du Pacte Atlantique ont été jetées.

Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, qui groupe les représentants de toutes les tendances de l'opinion antifranquiste à l'extérieur, et qui est en contact, à l'intérieur de l'Espagne, avec des personnalités sociales, intellectuelles et politiques de premier plan, vous dite : PRESENT !, au nom de tous les peuples et de tous les groupes politiques de l'Etat espagnol qui croient et aspirent à la réalisation des voeux exprimés ces jours derniers par le Commandant en Chef de la S.H.A.P.E.

En même temps, nous voulons suggérer respectueusement au Chef de la S.H.A.P.E., dans un esprit de collaboration, et sans sortir de la plus stricte objectivité :

- I°) Le Gouvernement du général Franco multiplie les déclarations parlant de mobilisation de classes, de formation de Divisions, et de mettre un million de soldats sur le pied de guerre. Tout celà est de la pure propagande et du "bluff", car le Gouvernement espagnol n'a pas de matériel, d'équipement, de logement, ni de vêtements, pour

augmenter sensiblement son Armée. Sur la valeur réelle de cette Armée, en supposant que vous connaissez ce Commando en détail, nous ne vous signalerons que le manque de préparation technique pour la guerre moderne de la structure économique, industrielle et militaire de l'Espagne actuelle et, également, l'immoralité et la corruption qui sévissent dans les hautes sphères de l'Armée espagnole.

Nous vous remettons, ci-annexé, une copie du rapport présenté par M. le député français Daniel MAYER à la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale française, et dans lequel est étudiée, entre autres sujets, l'Armée espagnole, et où sont réunis dans commentaires étrangers sur cette question.

- 2°) Pour juger les véritablesintentions du général Franco, il ne faut pas oublier qu'il vient de faire, tout récemment, un chantage à la neutralité. Ses rapports commerciaux avec l'URSS sont connus. Ceux qui défendent le Caudillo en disant que Franco a résisté à Hitler lors de la dernière guerre, et qu'il est resté neutre, devraient en prendre une leçon et ne pas se fier à ses promesses actuelles. En outre, durant la dernière guerre, Franco avait convenu de y participer ouvertement aux côtés de l'Axe, dans la crainte qu'en le faisant la guerre civile espagnole eût révécu, avec la particularité que les masses espagnoles antifranquistes avaient pris position, au-dedans et hors du pays, en faveur des démocraties. Des milliers d'Espagnols démocrates exilés ont laissé sur les champs de bataille un témoignage de leur courage et de leur esprit de lutte en combattant comme volontaires avec les Armées de France et de Grande Bretagne.

- 3°) Le plan stratégique espagnol annoncé par le général Franco et d'autres porte-paroles du régime, consiste dans la défense des Pyrénées, sans que les soldats espagnols sortent combattre hors du pays, ce qui s'oppose nettement à l'idée et au plan de défense de l'Europe, et crèe, dès maintenant, une confusion et une démoralisation dans tout l'Occident européen.

- 4°) La politique franquiste voit d'un mauvais oeil les lignes fondamentales de l'organisation occidentale et, notamment, les plans d'organisation européenne. Il suffit de suivre les déclarations officielles des dirigeants franquistes et de leur presse (qui est, on le sait, contrôlée et dirigée par le Gouvernement sans qu'aucun journal en soit exempt) et il est aisé d'en déduire la mentalité du régime espagnol. On peut voir ainsi, par exemple, les orientations suivantes :

- a) opposition à l'organisation européenne;
- b) essai de division du front occidental et de scission entre les Etats Unis et la France

et la Grande Bretagne (coïncidant, sur bien des points, avec la politique communiste);

- c) l'équilibre africain et méditerranéen est menacé par le régime espagnol (déclarations du général Franco lors de son dernier voyage aux Iles Canaries et revendications présentées sur Gibraltar);
- d) en général, la presse espagnole se réjouit de l'instabilité de la paix (Ceci dénote sa véritable situation qui est bénéficiaire de la tension internationale);
- e) on pourrait penser que, par l'envoi d'Ambassadeurs à Madrid, on affaiblirait l'aversion franquiste à l'égard des pays occidentaux. Rien de celà n'est arrivé, et il suffit de lire l'"ABC" des I2, I3 et I4 janvier, pour voir comment sont maintenues les attaques inconsidérées contre la France, toujours dans le désir de diviser les Occidentaux.

- 5°) L'opinion populaire espagnole est naturellement impressionnée par ces considérations :

- a) comment peut-on convaincre les soldats espagnols qu'ils combattent pour la liberté du monde, en s'appuyant sur leur régime qui leur refuse, à eux, toutes les libertés ?
- b) comment peut-on admettre, dans une lutte pour la démocratie, que le Caudillo dispose du territoire et des soldats espagnols sans consulter la volonté souveraine du Pays, ce qui revient à transformer l'Armée espagnole en une légion mercenaire ? L'opinion populaire voit nettement que Franco essaie de valoriser l'Armée espagnole en tant que monnaie pour obtenir une entière reconnaissance politique avec toutes ses conséquences de la part des Pays d'Occident. C'est tout ce qui l'intéresse, et cette dissociation entre Franco et ses aspirations et ses façons totalitaires, et le peuple entièrement solidaire avec la cause universelle de la liberté affaiblit le potentiel ibérique Avec Franco, l'Etat espagnol n'est qu'une façade et son potentiel est miné par les cinquièmes colonnes et le manque absolu de base morale. Sans Franco et avec un système démocratique, par contre, l'Etat espagnol pourrait apporter tout son potentiel à la cause de l'Occident.

  Sur ce point, nous sommes complètement d'accord avec votre déclaration de Francfort, samedi dernier, dans laquelle nous relevons : "...Je ne consentirai jamais à être Chef d'une unité dont les soldats ne croiraient qu'ils sont en train de servir leur pays et la civilisation et la liberté".

- 6°) On ne saurait oublier que, malgré

les années écoulées depuis la fin de la guerre civile, l'Armée de Franco est encore une Armée de partisans et non une Armée nationale. Il reste encore dans l'exil bien des Chefs et Officiers distingués, qui paient le délit de ne pas être totalitaires, et d'être des démocrates dont l'importance peut-être évaluée par les renseignements en notre possession, que nous tenons à votre disposition.

- 7°) Une dernière considération en regardant la situation de l'angle européen. Le problème de Franco est toujours un problème européen. Il suffit de lire la presse communiste pour voir comme sa propagande exploite tout acte, tout geste pouvant être interprété en faveur de Franco pour attaquer la sincérité des projets démocratiques des pays occidentaux. Le communisme trouve ses meilleures munitions dans la faiblesse ou dans l'inconséquence occidentales face au franquisme. D'autre part, les masses européennes ne peuvent comprendre que l'on condamne le neutralisme face à l'URSS, et elles acceptent et défendent même des positions qui reviennent au neutralisme face à Franco. C'est que la position vis-à-vis du franquisme est toujours une pierre de touche pour juger l'authenticité d'une politique et d'une action qui énoncent des desseins démocratiques.

De cette façon, Monsieur le Général, nous arrivons à la fin de cette déclaration que nous avons voulu vous présenter afin que vous puissiez apprécier ces éléments de jugement dans votre vision de la situation européenne.

Nous sommes dans l'exil, Monsieur le Général, parce que nous sommes et voulons être Européens, parce que nous voulons propager les idées politiques et les garanties des droits humains et des libertés qui caractérisent la civilisation occidentale. Au sein de notre Conseil Fédéral siègent des représentants des courants idéologiques libéraux, démocratico-chrétiens et socialistes, qui forment les partis politiques soutenant les plans d'organisation européenne et atlantique. Dans notre Conseil Fédéral siègent les dirigeants de toutes les tendances de l'opinion:antifranquistes, républicains, monarchistes, socialistes, Basques et Catalans. Aussi, et parce que c'est notre but spécifique, ils travailleront à l'intégration de l'Espagne démocratique à l'Europe libre et à la Communauté Atlantique, en réclamant une place effective dans cette oeuvre, place interdite par la dictature du général Franco.

Nous vous demandons, Monsieur le Chef de la S.H.A.P.E. :

a) que soit ratifié le droit de l'Espagne

démocratique de faire partie de l'organisation atlantique en se conformant aux conditions démocratiques requises;

b)que l'entrée dans le Pacte atlantique ne soit pas accordée au Gouvernement du général Franco;

c) qu'il ne soit pas admis non plus dans aucune organisation subsidiaire, comme un éventuel Pacte méditerranéen ou tout pacte bilatéral qui supposerait l'entrée indirecte dans la Communauté occidentale;

d) que l'on n'ait, avec le général Franco, aucun contact officiel ou officieux pouvant troubler l'opinion espagnole et européenne sans obtenir de résultat pratique

Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen s'offre pour maintenir un contact avec le Quartier Général du Chef de la S.H.A.P.E. de la manière que celui-ci jugera opportune afin d'étudier et de préparer l'incorporation de l'Espagne démocratiquement organisée à la Communauté atlantique des pays libres.

Par ce motif, et au nom du Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, en vous souhaitant un succès parfait dans la mission glorieuse qui a été confiée à Monsieur le Chef de la S.H.A.P.E., je vous prie d' agréer l'expression de ma considération distinguée,

José-Maria de Lasarte
secrétaire général

MOUVEMENT EUROPÉEN

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE
UNIEUROPA BRUXELLES
TÉLÉPHONE : 18-58-00

25, RUE DE SPA
BRUXELLES

JHR/MCT.

Le 13 Février 1951.

Mon cher Ami,

Je viendrai vers la fin du mois à Paris où je passerai quelques jours. Je vous prie de bien vouloir me réserver, à ce moment-là, assez de votre temps pour que nous puissions discuter ensemble toutes les questions soulevées dans la lettre que vous m'avez adressée le 24 janvier.

Croyez, mon cher Ami, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Dr. J. H. RETINGER,
Secrétaire Général.

Monsieur José Maria de Lasarte,
Secrétaire Général du
Consejo General Español
del Movimiento Europeo,
11, avenue Marceau,
P a r i s, XVIe.

MOUVEMENT EUROPÉEN

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :
WINSTON CHURCHILL, ALCIDE DE GASPERI, ROBERT SCHUMAN, PAUL-HENRI SPAAK

PAUL-HENRI SPAAK, PRÉSIDENT
DR. J. H. RETINGER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ANDRÉ PHILIP, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL
BARON RENÉ BOËL, TRÉSORIER
G. REBATTET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL : 25, RUE DE SPA, BRUXELLES
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : UNIEUROPA BRUXELLES
TÉLÉPHONE : 18.58.00

Le 22 février 1951.

Cher Monsieur,

Votre lettre du 15 février m'est bien parvenue et je suis heureux de l'intérêt que vous portez à notre revue "Nouvelles d'Europe". Je fais part de votre désir de recevoir vingt exemplaires de chaque numéro de cette revue à notre service intéressé qui en tiendra compte lors des prochains envois.

En ce qui concerne le troisième paragraphe de votre lettre, relatif à votre réunion des 3 et 8 février ainsi qu'à la lettre adressée, le 9, à M. Paul-Henri SPAAK, puis-je vous demander, lorsque la chose se renouvellera, et qu'il ne s'agira pas d'une correspondance confidentielle, de bien vouloir adresser copie au Secrétariat international des lettres envoyées au Président du Mouvement. Cette demande vous est faite pour que, le cas échéant, je sois informé de toute question susceptible de figurer à l'ordre du jour d'une réunion, lors de la préparation en l'absence du Président.

Voulez-vous croire, cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments bien distingués et cordiaux.

G. REBATTET.

Monsieur José Maria de LASARTE,
Secrétaire Général du
Conseil Fédéral Espagnol
du Mouvement Européen,
11, avenue Marceau,
Paris, XVIe.

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO

23 Febrero 1.951

SR. VEJARANO.- El Sr. VEJARANO ha visitado al Sr. Lasarte en el día de Hoy, 23.

El Sr. VEJARANO ha dicho que ha escrito a sus amigos de El Estoril comunicandoles la última entrevista con el Sr. Lasarte, y la forma en que ha quedado su incorporación al Consejo Federal. Concretando más esta incorporación, que dá por hecha para después de celebrado el Congreso socialista, quiere el Sr. Vejarano que por escrito se le formule la invitación a tomar parte en el Consejo Federal con una carta del Presidente Sr. Madariaga. Se conviene en hacerlo así con ocasión de la proxima venida a Paris del Sr. Madariaga.

Seguidamente se ha hablado de la proxima reunión de la Asamblea de Estrasburgo el mes de mayo. El Sr. Vejarano ha dicho que Don Trifón Gomez piensa, antes, hacer un viaje por América, pero que estará en Europa para dicha fecha y dispuesto a ir a Estrasburgo. El Sr. Vejarano dá por supuesta la colaboración de él y de Don Trifón Gomez a una gestión en nombre del Consejo Federal ante la Asamblea de Estrasburgo.

El Sr. VEJARANO y el Sr. Lasarte han cambiado impresiones sobre la forma en que cabe hacer esta gestión acordando estar en contacto para su desarrollo hasta el mes de mayo.

Seguidamente se habla de los actos internacionales en relación con el problema español confrontandose las ultimas declaraciones de M. Acheson y M. Davies. El Sr. Vejarano opina que M. Acheson no ha cambiado de posición. Le ha agradado mucho la declaración de M. Davies.

Luego pregunta el Sr. VEJARANO si hay alguna noticia sobre un nuevo crédito americano a España de 100 millones que se cita en el editorial de LE MONDE de la víspera. Añade el Sr. Vejarano que un diplomático español, el Marqués de Villaverde, le ha dicho que en efecto, hay un crédito aparte de los 62,5 millones que completa esta cifra hasta la de 100 millones. El Sr. Vejarano está haciendo indagaciones y comunicará su resultado.

Hablando de otros aspectos internacionales, se refiere a las impresiones que ha traido el Sr. Trifón Gomez y el Sr. Pascual Tomás de la ultima reunión de la Confederación de Sindicatos Libres celebrada en Bruxelles. Dice que el C.I.O. y la Trade Unions estan muy fuertes contra Franco. Algo más débil el A.F.L.

Refiriendose al interior, dice el Sr. Vejarano que la opósición a Franco va aumentando y va cundiendo en esferas militares y conservadoras muy proximas al Gobierno. En cambio, dice que las Jerarquías de la Iglesia no cambian su actitud.

El Sr. Vejarano va a El Estoril a primeros de marzo para unas dos semanas. El Sr. Lasarte le ha dicho que debe de convencer a los Sres. Gil Robles y Sainz Rodriguez para que vengan a Francia con ocasión de la proxima Asamblea de Estrasburgo a fin de colaborar en las gestiones que se estan preparando con dicho motivo. El Sr. Vejarano, ha dicho que le parece bien la idea y que por su parte ~~está~~ tratará de convencer a los citados Sres.

. . . . . .

Día 22 de Febrero de 1951.- DON PASCUAL TOMAS.- El Sr. Pascual Tomás, acompañado del Sr. Parera y del Dr. Lasa, visita al Sr. Lasarte. Los dos primeros son miembros del Comité Ejecutivo del Partido Socialista.

El Sr. PASCUAL TOMAS venía a interesarse por los trabajos del Consejo Federal. Dijo que no ha podido ocuparse hasta ahora, pero que en adelante dedicará la mayor atención posible a su cargo de Presidente de la Comisión Social del Consejo Federal Español. Añadió que como el Dr. Lasa se ocupa en el Consejo Vasco de los mismos asuntos, estará muy en contacto con él. Por otra parte, tendrá, también la mayor relación posible con el Sr. Lasarte.

Luego la conversación giró sobre los aspectos sociales de la organización europea y sobre la situación social en España aportando el Sr. Tomás datos interesantes sobre ambas cuestiones, y quedando en procurar entre todos, formular un trabajo sobre la miseria actual en España.

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO

23 Febrero 1.951

SR. VEJARANO.- El Sr. VEJARANO ha visitado al Sr. Lasarte en el día de Hoy, 23.

El Sr. VEJARANO ha dicho que ha escrito a sus amigos de El Estoril comunicandoles la última entrevista con el Sr. Lasarte, y la forma en que ha quedado su incorporación al Consejo Federal. Concretando más esta incorporación, que dá por hecha para después de celebrado el Congreso socialista, quiere el Sr. Vejarano que por escrito se le formule la invitación a tomar parte en el Consejo Federal con una carta del Presidente Sr. Madariaga. Se conviene en hacerlo así con ocasión de la proxima venida a Paris del Sr. Madariaga.

Seguidamente se ha hablado de la proxima reunión de la Asamblea de Estrasburgo el mes de mayo. El Sr. Vejarano ha dicho que Don Trifón Gomez piensa, antes, hacer un viaje por América, pero que estará en Europa para dicha fecha y dispuesto a ir a Estrasburgo. El Sr. Vejarano dá por supuesta la colaboración de él y de Don Trifón Gomez a una gestión en nombre del Consejo Federal ante la Asamblea de Estrasburgo.

El Sr. VEJARANO y el Sr. Lasarte han cambiado impresiones sobre la forma en que cabe hacer esta gestión acordando estar en contacto para su desarrollo hasta el mes de mayo.

Seguidamente se habla de los actos internacionales en relación con el problema español confrontandose las ultimas declaraciones de M. Acheson y M. Davies. El Sr. Vejarano opina que M. Acheson no ha cambiado de posición. Le ha agradado mucho la declaración de M. Davies.

Luego pregunta el Sr. VEJARANO si hay alguna noticia sobre un nuevo crédito americano a España de 100 millones que se cita en el editorial de LE MONDE de la víspera. Añade el Sr. Vejarano que un diplomático español, el Marqués de Villaverde, le ha dicho que en efecto, hay un crédito aparte de los 62,5 millones que completa esta cifra hasta la de 100 millones. El Sr. Vejarano está haciendo indagaciones y comunicará su resultado.

Hablando de otros aspectos internacionales, se refiere a las impresiones que ha traido el Sr. Trifón Gomez y el Sr. Pascual Tomás de la ultima reunión de la Confederación de Sindicatos Libres celebrada en Bruxelles. Dice que el C.I.O. y la Trade Unions estan muy fuertes contra Franco. Algo más débil el A.F.L.

Refiriendose al interior, dice el Sr. Vejarano que la opósición a Franco va aumentando y va cundiendo en esferas militares y conservadoras muy proximas al Gobierno. En cambio, dice que las Jerarquías de la Iglesia no cambian su actitud.

El Sr. Vejarano va a El Estoril a primeros de marzo para unas dos semanas. El Sr. Lasarte le ha dicho que debe de convencer a los Sres. Gil Robles y Sainz Rodriguez para que vengan a Francia con ocasión de la proxima Asamblea de Estrasburgo a fin de colaborar en las gestiones que se estan preparando con dicho motivo. El Sr. Vejarano ha dicho que le parece bien la idea y que por su parte ~~está~~ trata de convencer a los citados Sres.

. . . . . .

Día 22 de Febrero de 1951.- DON PASCUAL TOMAS.- El Sr. Pascual Tomás, acompañado del Sr. Parera y del Dr. Lasa, visita al Sr. Lasarte. Los dos primeros son miembros del Comité Ejecutivo del Partido Socialista.

El Sr. PASCUAL TOMAS venía a interesarse por los trabajos del Consejo Federal. Dijo que no ha podido ocuparse hasta ahora, pero que en adelante dedicará la mayor atención posible a su cargo de Presidente de la Comisión Social del Consejo Federal Español. Añadió que como el Dr. Lasa se ocupa en el Consejo Vasco de los mismos asuntos, estará muy en contacto con él. Por otra parte, tendrá, también la mayor relación posible con el Sr. Lasarte.

Luego la conversación giró sobre los aspectos sociales de la organización europea y sobre la situación social en España aportando el Sr. Tomás datos interesantes sobre ambas cuestiones, y quedando en procurar entre todos, formular un trabajo sobre la miseria actual en España.

---

10 de Marzo de 1.951

ACTIVIDADES DEL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO

1.- Los Sres. MADARIAGA Y LASARTE, en representación del Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, han visitado al Presidente M. SPAAK el día 4 de este mes.

2.- El objeto de la visita a M. SPAAK, en su doble caracter de Presidente del Movimiento Europeo y Presidente del Consejo de Europa fué exponerle los puntos de vista del Consejo Federal tanto sobre cuestiones internas del Movimiento Europeo como sobre las perspectivas del caso español ante la Asamblea Consultiva de Estrasburgo.

3.- En el seno de la Asamblea de Estrasburgo se ha constituido una Comisión especial, encargada de los asuntos de los paises no representados en el Consejo de Europa, presidida por el diputado británico Mr. MacMillan. De esta Comisión forma parte el senador francés M.R.P., M. PEZET que ha entregado al Sr. Lasarte toda la documentación de la citada Comisión y se ha manifestado plenamente dispuesto a mantener los puntos de vista del Consejo Federal.

4.- Para preparar la entrevista con M. SPAAK el Sr. Lasarte se entrevistó con el Secretario General del Movimiento Europeo, M. RETINGER, tratándose sobre todo de los asuntos referentes a la relación del Consejo Federal con el Movimiento Europeo. Se trató tambien detalladamente de la acción en el interior de España y se volvió a considerar el escrito de los profesores universitarios que previamente habia sido entregado a los Sres. SPAAK y RETINGER.

5.- La entrevista con M. SPAAK duró cerca de una hora y los Sres. MADARIAGA y LASARTE le plantearon todos los asuntos referidos en el párrafo 2. El Sr. SPAAK les dispensó muy buena acogida y se trataron todas las cuestiones con atención y detalle. Las manifestaciones de M. SPAAK pueden resumirse así:

a) M. SPAAK cree que es imposible liberar a los países del Este por una acción política, pero en cambio cree en la eficacia de una acción política para liberar a España. Repitió varias veces su concepto de que la cuestión de España, y la de los países del Este, son muy distintas.

b) M. SPAAK hizo la siguiente sugerencia sobre lo que a su entender debiera hacerse por la oposición antifranquista. Su sugerencia es formular en un escrito sencillo los puntos de coincidencia de todas las fuerzas democráticas, y luego obtener sobre este programa el apoyo de un grupo de personalidades europeas de los distintos matices de opinión para que con este doble respaldo presentar el asunto en la Asamblea de Estrasburgo.

c Al explicársele a M. SPAAK la composición del Consejo Federal y sus actividades, se manifestó muy interesado concediendo importancia a la unión de todas las fuerzas en el citado organismo. También recogió con interés el que esta

coincidencia se ha dado precisamente en la acción europeista y dentro de una organización miembro del Movimiento Europeo.

d) Sobre las cuestiones concretas en relación con la participación del Consejo Federal en el Movimiento Europeo, el Presidente SPAAK las recogió con el mejor espíritu de comprensión repitiendo que no se debe confuncir la cuestión española con la cuestión general de los exilados de los países del Este y quedando en buscar formulas concretas para la coordinación de los trabajos.

e) Tambien se consideró la acción de tipo europeísta en el interior de España. M. SPAAK dió gran importancia a las manifestaciones que se le hicieron tomando pié del contenido y del significado del documento "LA INTELIGRANCIA LIBRE A LA OPINIÓN ESPANOLA", sobre cuyos extremos se mantuvo una conversación muy concreta. Todas estas manifestaciones fueron hechas en el diálogo que se mantuvo muy franco y cordial.

Los Sres. MADARIAGA y LASARTE agradecieron a M. SPAAK sus contestaciones y quedaron en someter al Consejo Federal el plan sugerido por M. SPAAK. Tambien se quedó en que una vez preparado este plan se consultará, previamente y antes de formalizarlo, con M. SPAAK a fín de facilitar su ulterior desarrollo.

6.- Despues de la citada entrevista el Sr. MADARIAGA recogió en un documento los términos de lo que podía ser la declaración del Consejo Federal. El Consejo Federals se reunió el día 7 con la participación de todos sus miembros y se adeptó el proyecto del Sr. MADARIAGA, que va adjunto. Además del representante monárquico en el Consejo Federal, ha aprobado expresamente los términos del citado documento, el Sr. Vejarano, representante de la Confederación de Fuerzas Monárquicas en el exterior. Además, el Sr. Vejarano va a obtener las firmas de otros dirigentes monárquicos en el exterior y en el interior.

7.- Despues de la reunión citada, el Consejo Federal se ha dirigido de nuevo a M. SPAAK, comunicándole de acuerdo con lo convenido el documento en cuestión para que formule sus observaciones si las tiene. La semana proxima el Consejo Federal va a hacer contacto con el Presidente y el rapporteur" de la Comisión de la Asamblea de Estrasburgo para los asuntos de los países no representados en el Consejo de Europa, para seguir avanzando en el camino trazado.

CONSEIL DE L'EUROPE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Prière d'adresser le courrier officiel:
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, ou bien SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Please address official correspondance to the
SECRETARY-GENERAL, or SECRETARIAT-GENERAL

Adresse télégraphique: EUROPA Strasbourg
Telegraphic address: EUROPA Strasbourg
Téléphone 534.00 à 09

COUNCIL OF EUROPE

SECRETARIAT-GENERAL

Référence à rappeler: 2587
Please quote:

STRASBOURG, le 10 mars 1951

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 7 mars 1951, par laquelle vous avez bien voulu me communiquer les noms des personnes qui composent le Comité directeur du Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen.

J'ai pris bonne note que le Conseil Fédéral Espagnol a réalisé parmi d'autres travaux les Journées d'Etude tenues à Paris l'année dernière. Toutefois je me permets de vous signaler que les résolutions dont fait mention votre lettre n'y étaient pas incluses.

Suivant votre désir je fais suivre à M. K. Pfleiderer, Rapporteur de la Commission spéciale des Pays non réprésentés dans le Conseil de l'Europe, la lettre que vous m'avez transmise à cet effet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

J.C. Paris
Secrétaire Général

Monsieur Salvador de MADARIAGA
Président du Conseil Fédéral Espagnol
du Mouvement Européen
11, Avenue Marceau
PARIS (16)

Conseil Fédéral Espagnol
du Mouvement Européen

Secrétariat :
11, Avenue Marceau, Paris (16e)

Consejo Federal Español
del Movimiento Europeo

Tél. : KLE 77-77 / 13-62

Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, qui groupe des dirigeants politiques et syndicaux, libéraux, socialistes, démocrates-chrétiens, républicains, monarchistes, catalans et basques, c'est-à-dire toutes les tendances politiques, coïncidant, expréssément et organiquement, dans un commun désir d'incorporation d'une Espagne démocratique à l'Organisation européenne et à la Communauté Atlantique,

Devant les incidents survenus à Barcelone,

CONSTATE l'ampleur et l'importance de la réaction populaire spontanée manifestée dans la capitale catalane; que la grève de 300.000 travailleurs protestant contre la cherté de la vie s'est déroulée dans une ambiance de sympathie de toute la population de Barcelone; et que l'interprétation concordante des observateurs espagnols et étrangers, a vu dans ces incidents une confirmation de la situation de misère où vivent les classes populaires en Espagne, et un geste contre la privation de libertés imposée par le Gouvernement du général Franco.

RELEVE la responsabilité incombant au Gouvernement du Général Franco, coupable, par son système politique totalitaire, que l'Espagne ne bénéficie pas du Plan Marshall et ne peut entrer complètement dans la communauté internationale, ainsi que des conséquences y afférentes d'ordre politique, économique et stratégique, ce qui est une des principales causes de la grave situation économique que traverse l'Espagne.

SOULIGNE que Sa Sainteté le Pape, dans un message aux travailleurs espagnols radiodiffusé la veille de la grève, dénonce "tout ce qui est contraire à la nature dans une situation spéciale où, à l'exclusion d'un petit nombre de privilégiés et de fortunés, une masse populaire considérable vit dans la pauvreté",

DENONCE la version intéressée, qui n'a trompé personne, et selon laquelle les incidents de Barcelone sont l'oeuvre du communisme, campagne par laquelle on tente de justifier, à l'intérieur, une répression violente --sur laquelle le Conseil Fédéral attire l'attention des consciences démocratiques en leur demandant de faire pression sur leurs Gouvernements et sur les dirigeants européens afin d'éviter cette répression--. En imputant les incidents de Barcelone au communisme, le Gouvernement du général Franco désire exploiter cette version à l'étranger pour solliciter une assistance économique extérieure, à son régime, sous prétexte d'éviter des désordres.

ATTIRE L'ATTENTION de l'opinion internationale sur le faux dilemme "franquisme ou communisme" que seuls soutiennent, face à l'immense majorité du

peuple, ceux qui voudraient entretenir un climat de guerre civile, afin d'empêcher un régime de liberté et de démocratie, seule solution aux problèmes politiques, sociaux et économiques de l'Etat Espagnol, unanimement réclamée par toutes les forces politiques démocratiques représentées au sein du Conseil Fédéral du Mouvement Européen.

DEMANDE aux dirigeants européens du Conseil de l'Europe de persister dans la voie indiquée par l'Assemblée de Strasbourg, lors de sa session d'août 1950 :

"L'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe émet "le voeu que, dans un proche avenir, le peuple espagnol puisse "tenir des élections libres, et instaurer un régime constitution- "nel dont les parlementaires pourront appartenir à cette Assem- "blée".

DEMANDE aux Gouvernements des Etats Unis, de la Grande Bretagne, et de la France, ainsi qu'à ceux des autres pays occidentaux, de donner des instructions précises à leurs Ambassadeurs récemment envoyés à Madrid afin que ceux-ci démontrent nettement au Gouvernement du général Franco le désir des peuples et des Gouvernements démocratiques de voir exercer en Espagne les libertés politiques, et des élections libres.

Le **CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL du MOUVEMENT EUROPEEN** estime qu'un tel programme de libertés politiques et d'élections libres répond aux nécessités mêmes de la co-existence de communautés civilisées, et de la reconstruction économique, garanties du progrès social et des libertés humaines dans l'Etat Espagnol. C'est aussi la seule voie possible à l'incorporation de l'Espagne à la légalité internationale telle que l'exige le statut du Conseil de l'Europe et du Pacte Atlantique.

Paris, 18 Mars 1951

LE PRESIDENT
Salvador de Madariaga

LE PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF
Rodolfo Llopis

LE SECRETAIRE GENERAL
José M. de Lasarte

MOUVEMENT EUROPÉEN

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :
WINSTON CHURCHILL, ALCIDE DE GASPERI, ROBERT SCHUMAN, PAUL-HENRI SPAAK

PAUL-HENRI SPAAK, PRÉSIDENT
DR. J. H. RETINGER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ANDRÉ PHILIP, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL
BARON RENÉ BOËL, TRÉSORIER
G. REBATTET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL : 25, RUE DE SPA, BRUXELLES
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : UNIEUROPA BRUXELLES
TÉLÉPHONE : 18.58.00

Le 4 April 1951.

Cher Monsieur,

Le 10 Mars dernier, je vous ai fait envoyer une circulaire vous informant que la prochaine réunion du Comité International aurait lieu à Bruxelles, les 21 et 22 Avril.

N'ayant pas reçu de réponse de vous à ce jour, je viens vous demander de bien vouloir m'indiquer, dès que possible, le nom du représentant de votre Conseil devant assister à cette réunion.

D'autre part, il serait indispensable que vous me fassiez connaître également si une chambre doit lui être réservée et pour quels jours exactement : 20 au soir, 21 et 22 ? Une indication quant à la catégorie d'hôtel puisque, comme vous le savez sans doute, les frais de séjour sont à la charge des participants, me serait très utile.

Vous trouverez en annexe :

1) Ordre du jour comportant les heures et lieu des réunions,

2) Quelques informations concernant les prix d'hôtel pratiqués à Bruxelles.

Les rapports introductifs aux principaux sujets : Révision du Statut du Conseil de l'Europe par M. de la Vallée Poussin, et Relations entre les Etats-Unis et l'Europe par M. André Philip, vous seront envoyés aussitôt que possible, avant la réunion, s'ils me parviennent en temps voulu.

Une prompte réponse m'aiderait beaucoup et je vous en remercie à l'avance.

Croyez, cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments bien distingués.

G. REBATTET.

Monsieur José Maria de Lasarte
11, avenue Marceau,
Paris.

Conseil Fédéral Espagnol
du Mouvement Européen

Secrétariat :
11, Avenue Marceau, Paris (16e)

Consejo Federal Español
del Movimiento Europeo

Tél. : KLE 77-77
13-62

Le CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL du MOUVEMENT EUROPEEN où sont représentées toutes les opinions politiques de l'Espagne sauf les totalitaires, constate que l'évolution vers une Europe unie doit s'appuyer sur un Ouest libre et que cette évolution ne saurait être assurée tant qu'un pays aussi important que l'Espagne reste sous un régime totalitaire.

Le Conseil a proposé donc au Comité Exécutif International du Mouvement Européen d'appeler l'attention du Conseil de l'Europe sur la situation d'anomalie politique où se trouve l'Espagne afin d'y mettre un terme, puisque par son existence même, par ses travaux d'études en commun et par la liaison qu'il maintient avec l'intérieur, le Conseil Espagnol prouve qu'il y a unanimité complète entre toutes les opinions politiques non totalitaires de l'Espagne pour organiser en pleine paix civile un régime de liberté et de démocratie permettant de l'intégrer dans une Europe unie.

ENTREVISTA Sres. VEJARANO-LASARTE

18 Abril de 1951

De regreso de su viaje a El Estoril, el Sr. VEJARANO se entrevista con el Sr. LASARTE en la Delegación.

PLAN SPAAK.- El Sr. VEJARANO dice que el proyecto de escrito a M. Spaak fué pasado al interior por el Sr. Conde de los Andes. Asegura que lo firmarán los dirigentes monárquicos y lo pasarán al exterior. El Sr. VEJARANO está dispuesto a entregar el escrito a M. Spaak en el plan de acción del Consejo Federal. Preguntado si los Sres. Gil Robles y Sainz Rodriguez lo firmarán, el Sr. Vejarano dice que no lo sabe pues como el anterior escrito representará a los monárquicos del interior, no han decidido si deben, también, firmarlo. De todos modos ambos estaban de acuerdo con el documento.

TRIFON GOMEZ.- En cambio, al haberse entrevistado, al regreso de El Estoril, con el Sr. Trifon Gomez, le ha encontrado de este reticante sobre el Consejo Federal. El Sr. Gomez no está de acuerdo con el documento a ser presentado a M. Spaak porque no expresa terminantemente la eliminación de Franco en cualquier situación de incorporación a Europa y de realización de elecciones. El Sr. Gomez ha dicho al Sr. Vejarano que el Sr. Llopis no le habia informado de este asunto. Además se queja, también, de que el Consejo Federal se haya preparado unos documentos -sin duda alude a un dictamen de la Comisión Jurídica- en el mismo camino de crear situaciones transitorias sin expresar eliminación de Franco.

El Sr. LASARTE le dice que es curioso que el Sr. Gomez suscite estos reparos que no han tenido los calificados de intransigentes republicanos. Crée que habrá alguna otra razón que la expresada.

El Sr. VEJARANO asiente y se pregunta si no habrá una nueva ofensiva del Sr. Prieto.

Convienen ambos en que el Sr. Lasarte llamará al Sr. Gomez para ratificarle la invitación a entrar en el Consejo Federal, y eventualmente tranquilizarle sobre el estado de ánimo del Consejo Federal y las intenciones contenidas en el Plan Spaak.

CONSEJO FEDERAL.- El Sr. VEJARANO ratifica su voluntad de colaborar con el Consejo Federal, y de llevar adelante el plan convenido. Se conviene, en principio, en celebrar una reunión del Consejo Federal la semana proxima a la que acudirá el Sr. Vejarano.

INFORMACIÓN POLÍTICA.- Sobre la situación política, el Sr. VEJARANO ha dado los siguientes datos:

El ex-ministro Sr. Larraz ha informado a Don Juan sobre la situación económica de España. Ha dicho que si en el curso del año no recibe Franco una ayuda sustancial tendrá que "hincar el pico". Añade el Sr. Larraz que la labor más efectiva que se puede hacer, y que él hace, es informar a los americanos de esta realidad económica. El Sr. Suances y sus amigos tratan de mantener a Franco en una posición de "flamenco" para obligar a los Estados Unidos a que pasen por la política del I.N.I. Si los americanos resisten a esta "flamenqueria" Franco está perdido irremisiblemente.

Don Juan ha dado una órden a los monarquicos de Madrid para que se organicen designando unas autoridades que dirijan la acción de todos pues en la situación actual de disgregación, Don Juan no se atreve a hacer nada por temor a no ser respetado por todos. En El Estoril se ha comentado la huelga de Barcelona. El Sr. Gil Robles manifestaba el criterio de que hay que tener cuidado con no provocar agrupamiento alrededor de Franco de las gentes que estan disgustadas con él. El Sr. Vejarano insiste en que hay que repetir unas cuantas huelgas dentro de las características contenidas de la pasada de Barcelona para demostrar que el pueblo está harto de la situación. El Sr. Vejarano dice que este punto de vista suya tiene buen ambiente en El Estoril.

Según las referencias que tienen en el Estoril, la Iglesia española está cambiando de actitud respecto al franquismo. No conocía el articulo de ECLESIA, pero él interpretó como una confirmación de la opinión anterior.

Le premier nombre qui figure dans les télégrammes après le nom du lieu d'origine est un numéro d'ordre, le second indique le nombre de mots taxés, les autres désignent la date et l'heure du dépôt.

Dans le service intérieur et dans les relations avec certains pays étrangers, l'heure de dépôt est indiquée au moyen des chiffres de 0 à 24.

Voir au dos la signification des principales indications qui peuvent éventuellement, figurer en tête de l'adresse.

Indications de service

PARIS BOURSE

Timbre

date.

/ BDX

L'État n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par la voie télégraphique. (Loi du 29 nov. 1850, art. 6.)

ORIGINE	NUMERO	NOMBRE	DATE	HEURE	MENTIONS DE SERVICE
7323 STJEANDELUZ	689	21	1	1858=	

PERSISTENCIA LIGERA GRIPPE IMPIDEME ASISTIR REUNION STOP DEPLORANDOLO VIVAMENTE TRANSMITE AGRADECIMIENTO AGUIRRE ABRAZOS = ANSALDO =

NOTA : Pour tous renseignements concernant ce télégramme prière de s'adresser au bureau distributeur.

N° 701.-J. S. 720586.

AR = Remettre contre reçu.
D = Urgent.
FS = Faire suivre.
JOUR = Ne remettre que le jour.
MP = Remettre en mains propres
NUIT = Remettre même la nuit (si le bureau d'arrivée est ouvert)

Signification des principales indications qui peuvent éventuellement figurer en tête de l'adresse

OUVERT = Remettre ouvert.
PC = Accusé de réception.
RPx = Réponse payée x francs.
TC = Télégramme collationné.
TÉLÉPHONE = A téléphoner à l'arrivée.
XPx = Exprès payé x franc.





MR JOSE MARIA LASARTE 1 — TÉLÉPHONE

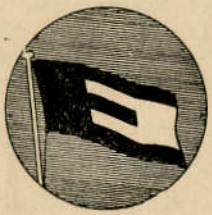
AVMARCEAU PARIS 34 =

LE PORT EST GRATUIT dans l'agglomération du bureau d'arrivée.
Le facteur doit délivrer un récépissé à souche lorsqu'il est chargé de recouvrer une taxe

A DÉCHIRER

LIGUE EUROPÉENNE
DE
COOPÉRATION ECONOMIQUE

(Publication N° 17)



UN PLAN DE SOLIDARITÉ EUROPEENNE
EN FAVEUR
DES RÉGIONS DÉSHÉRITÉES DE L'EUROPE MERIDIONALE

(Décembre 1954)

AFFILIÉE

AU

MOUVEMENT EUROPÉEN

CONSEIL CENTRAL

Fondateur et Président d'honneur : M. Paul van ZEELAND (Belgique, Ancien Ministre des Affaires étrangères.

Président : Baron BOËL (Belgique), Industriel.

Vice-présidents : Hermann J. ABS (Allemagne), Banquier.

Major E. BEDDINGTON-BEHRENS, C.M.G., M.C. (Grande-Bretagne), Industriel et Economiste.

P. R. BENTZ van den BERG (Pays-Bas), Industriel.

Louis CAMU (Belgique), Président de la Banque de Bruxelles.

Edmond GISCARD d'ESTAING (France), Président du Comité Français de la Chambre de Commerce internationale.

Fernand LOESCH (Luxembourg), Bâtonnier de l'Ordre des Avocats, Député.

Baron Viktor von der LIPPE (Autriche), Industriel.

Dr Joseph RETINGER, Délégué général du Mouvement Européen.

Membres : Professeur Dr H. BACHMANN (Suisse), Directeur de l'Institut Suisse pour l'étude des relations économiques extérieures et des marchés.

Robert BOOTHBY (Grande-Bretagne), Membre du Parlement.

Paul DE GROOTE (Belgique), Président du Conseil d'Administration de l'Université Libre de Bruxelles.

Jean DUCROS (France), Président de la Confédération Générale des Cadres.

Bob EDWARDS (Grande-Bretagne), Secrétaire Général du Syndicat des Travailleurs de l'Industrie Chimique.

Professeur Dr C. GOEDHART (Pays-Bas).

Professeur Roy HARROD (Grande-Bretagne), Christ Church. Université d'Oxford.

Dr Richard MERTON (Allemagne), Industriel.

Emmanuel MONICK (France), Gouverneur Honoraire de la Banque de France.

Dr J. PRAT-BALLESTER (Espagne), Président de l'Instituto de Estudios Europeos.

Pierre RICARD (France), Président de la Chambre Syndicale de la Sidérurgie Française.

Secrétaire général : Lucien L. SERMON (Belgique), Conseiller économique de Société.

PLAN DE SOLIDARITÉ EUROPÉENNE EN FAVEUR DES RÉGIONS DÉSHÉRITÉES DE L'EUROPE MÉRIDIONALE

Si l'on veut faire un jour des divers pays de l'Europe libre une nation, on a intérêt à atténuer dès à présent les différences qui les séparent, à réduire en eux ce qu'il y a d'hétérogène et d'arriéré. Leur « intégration » sera plus aisée dans la mesure où ils seront moins dissemblables et plus homogènes. Pour faire des concitoyens du pêcheur de Norvège, du paysan de Normandie et du planteur de tabac grec ou turc, il est souhaitable de diminuer l'écart que l'on constate aujourd'hui entre leurs conditions respectives.

D'un point de vue beaucoup plus immédiat il n'est d'ailleurs pas moins nécessaire de relever — et de relever d'urgence — la capacité de production et le niveau de vie des régions les moins favorisées à cet égard. Les justifications humanitaire, économique et politique d'un tel effort sont si évidentes qu'il faut à peine les développer.

Précisément l'Europe libre comporte en ce moment deux groupes de pays qui sont, l'un par rapport à l'autre, dans une situation assez comparable à celle qui existait entre les Etats-Unis et l'Europe au lendemain de la guerre mondiale.

Au Nord-Ouest, au Nord et au Centre, un groupe important est aujourd'hui raffermi et rééquipé. Son appareil de production, intégralement restauré, est plus moderne et plus efficace qu'auparavant. Son niveau de vie est élevé et continue à progresser. Au Sud et au Sud-Est, il existe en bordure de la Méditerranée une frange de pays ou de régions moins dotés par la nature, comprenant essentiellement la Turquie et la Grèce ainsi que, dans une moindre mesure, l'Italie du Sud et certaines régions espagnoles. Leur situation doit être améliorée

par une aide urgente afin de leur assurer le strict nécessaire. Ensuite un effort solidaire de longue haleine devra les élever à des conditions moins éloignées de celles qui règnent au Nord et à l'Ouest du continent.

I

Pauvreté de l'Europe méridionale

La zone méridionale, sous-développée du fait de la nature et aussi du fait des hommes, englobe toute la bordure nord de la Méditerranée : Turquie (22 millions d'habitants), Grèce (7,8 millions), Yougoslavie (16,7 millions), Italie du Sud (17,6 millions), Péninsule Ibérique : Espagne centrale (10 millions), Portugal (8,5 millions). Tous ces pays en général manquent d'eau pour leurs cultures, tous comportent des régions montagneuses ou des marais stériles, tous ont dû, pour faire vivre une population prolifique, déboiser à l'excès, précipitant ainsi l'érosion qui emportait leurs terres arables.

La pauvreté de certaines de ces régions est manifeste.

On en trouvera la confirmation dans un rapport de la Division des études et des programmes de la Commission Economique pour l'Europe du Conseil Economique et Social des Nations Unies (Genève, février 1954, document E/ECE/174). D'après ce rapport, le rendement moyen en blé de l'Europe méridionale est inférieur de près de moitié à celui de l'Europe occidentale, la consommation d'énergie (l'Italie du Sud mise à part) est, comparée à celle de l'Europe occidentale, comme 1 à 7, celle d'acier dans l'industrie comme 1 à 9, le chiffre d'exportations par habitant comme 1 est à 8. Faute d'une industrie suffisante, l'homme demeure dans l'agriculture. Sur l'ensemble de la population active, 57 % travaillent aux champs, contre 21 % dans l'Europe de l'Ouest. Mais l'agriculture, du fait de ses pauvres rendements, nourrit mal son homme et elle a trop de bras ; il y a de graves excédents de main-d'œuvre agricole et dans plusieurs pays (Grèce, Italie du Sud, Espagne) un tiers des travailleurs agricoles sont sous-employés.

Après cela, on ne s'étonne pas que sous le ciel bleu de la Méditerranée il meure deux fois plus d'enfants de moins d'un an que dans nos régions moins ensoleillées.

II

Aide de l'Europe de l'Ouest à l'Europe du Midi

Il serait donc infiniment souhaitable que l'Europe de l'Ouest qui a pu dans l'ensemble restaurer son économie grâce à l'effort de ses peuples et au Plan Marshall, vienne en aide à l'Europe du Midi pour hâter son redressement économique.

Dans ce geste généreux, l'Europe occidentale trouverait d'ailleurs des avantages. Tout d'abord, on a de plus en plus clairement conscience de la profonde solidarité des peuples : les nations de l'Europe de l'Ouest auraient intérêt à voir s'atténuer la pauvreté de l'Europe du Midi de manière à y trouver de nouveaux clients ; mais surtout, la grande crise des années 1930 a montré les dangers de la surproduction et le risque mortel de chômage qui peut s'ensuivre.

L'aide à apporter par l'Europe de l'Ouest à l'Europe du Midi consisterait essentiellement en produits et fabrications de l'Europe de l'Ouest qui pourraient être livrés gratuitement ou à crédit à l'Europe du Midi. Ce serait sans doute une bonne méthode pour éviter une dépression économique toujours possible. Il vaudrait mieux pour l'Europe occidentale, faire tourner ses usines et payer les fournitures destinées à l'Europe du Midi plutôt que de distribuer du pain et de verser des indemnités à ses chômeurs. Il vaudrait mieux destiner à des dons en nature les sommes que certains Etats consacrent ou envisagent de consacrer au soutien de certaines productions manquant de débouchés.

D'autre part, l'avantage politique est évident ; la misère est, dans tous les pays, le meilleur fourrier du communisme ; il est vain de parler de dignité humaine à celui qui meurt de faim. Au fur et à mesure que ces peuples déshérités du Midi s'élèveront vers le bien-être, la stabilité sociale en sera plus assurée.

Toutes proportions gardées, — et abstraction faite des causes de leurs infortunes respectives — cette Europe du Sud se trouve vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest à peu près comme était l'Europe de l'Ouest elle-même en 1948 vis-à-vis des Etats-Unis. A cette époque, nos pays, ruinés par la guerre, vidés de leur substance par les occupations et les inflations, sans capitaux ni épargne, incapables de relever leurs industries d'exportation, se trouvaient dans l'impossibilité d'acheter aux Etats-Unis d'Amérique les matières premières et l'équipement qui leur étaient indispensables pour restaurer leur économie. C'est alors que fut conçu le Plan Marshall d'aide à l'Europe, magnifique témoignage de solidarité internationale, qui devait jouer au bénéfice de tous. Les Etats européens allaient recevoir gratuitement ces matières et ce matériel qu'ils auraient été bien empêchés de payer, ils en céderaient une part au secteur privé et obtiendraient ainsi des fonds de contre-partie qu'ils pourraient consacrer à leur effort de restauration, et de leur côté les producteurs américains, grâce au contribuable américain, allaient trouver un débouché qui, autrement, leur serait resté pratiquement fermé, faute pour l'Europe de pouvoir acheter.

Cette analogie des situations entre l'Europe de l'Ouest de 1948 et l'Europe du Midi de 1954 a fait concevoir l'idée d'un nouveau Plan Marshall strictement européen celui-là, où les Etats de l'Europe de l'Ouest viendraient en aide à ceux du Sud. Dès janvier 1952, la Conférence de Londres de l'Europe centrale et orientale avait demandé leur aide aux Puissances Atlantiques. La Deuxième Conférence Economique Européenne de Westminster de janvier 1954 a recommandé « chaleureusement le principe d'un plan de collaboration européenne » qui lui avait été exposé le 29 janvier 1954 par M. Edmond GISCARD D'ESTAING, Président de la section française de la Ligue Européenne de Coopération Economique. La Conférence de Westminster a exprimé le souhait « qu'une étude détaillée en soit faite le plus tôt possible et fait appel à la bonne volonté des Gouvernements et des organisations internationales officielles pour qu'ils élaborent un plan qui soit à la coopé-

ration européenne ce que le Plan Marshall a été à la coopération atlantique ».

Il y a toutefois entre le Plan Marshall et le plan que l'on propose aujourd'hui deux différences importantes :

1° Les pays de l'Europe du Midi qu'il s'agit d'aider font partie intégrante de l'Europe ; ce sont des éléments du marché commun que l'on veut créer à l'intérieur de l'Europe. Il est donc tout naturel que les pays de l'Europe de l'Ouest leur viennent en aide. Déjà, lorsque dans un de nos pays survient une calamité agricole qui ruine toute une région, tout le monde admet que la nation toute entière prenne en charge les réparations nécessaires ; on va d'ailleurs plus loin et l'on a vu se manifester la solidarité européenne à l'occasion des inondations des Pays-Bas ou des tremblements de terre de Grèce. C'est dans ce même esprit que l'Europe de l'Ouest devrait aujourd'hui apporter son aide à ces régions déshéritées du Midi, qui sont pratiquement les victimes d'une calamité permanente.

2° L'Europe du Nord-Ouest est beaucoup plus riche par rapport au groupe de l'Europe du Sud que ne l'étaient les Etats-Unis par rapport à l'Europe occidentale de 1948.

Si le revenu national des Etats-Unis était le double de celui de l'Europe, le revenu des pays à qui une aide serait aujourd'hui demandée est plus ou moins le décuple de celui des nations et régions qu'il s'agit d'assister. L'effort à accomplir par les contribuables d'Europe occidentale serait donc léger au regard de celui que consentit le contribuable américain.

Pendant les huit années qui se sont écoulées du 1er juillet 1945 au 30 juin 1953, les Etats-Unis accordèrent à l'étranger 44 milliards de dollars, soit 10 % des recettes budgétaires de la même période. L'aide Marshall à elle seule a représenté 14 milliards, soit environ 3 % des recettes.

Un effort beaucoup moins important suffirait à l'Europe occidentale pour financer les dons indispensables aux régions du Sud et préparer la mise en place d'un système de crédits qui prolongerait ensuite cette première intervention.

III

Nature de l'aide à apporter à l'Europe du Midi par l'Europe de l'Ouest

Dans quels domaines l'Europe occidentale doit-elle apporter son aide à l'Europe méridionale ? Puisque ces derniers pays souffrent surtout du manque de combustible et d'énergie électrique ainsi que d'un mauvais rendement agricole, il est clair qu'ils ont besoin d'abord d'améliorer leur équipement de base : construction de barrages pour fourniture d'électricité, tuyaux d'irrigation, tuyaux de drainage pour les régions marécageuses, tracteurs et machines agricoles, engrais, formation technique, etc. L'Europe occidentale doit donc leur offrir, non pas des hôpitaux, mais le moyen de relever leur production et d'augmenter ainsi leurs exportations, afin de les remettre dans le circuit des nations européennes, et dans des conditions autant que possible égales. A titre d'exemple, et sans qu'on prétende ici établir un plan ni un programme, on peut imaginer que tel pays fournisse des bateaux — et notamment à la Grèce (1) qui traditionnellement gagnait par sa marine marchande une bonne partie des devises étrangères nécessaires à ses importations et qui aujourd'hui n'est pas financièrement en mesure de remplacer ses bateaux, souvent hors d'âge ; que tel autre pays fournisse des tuyaux d'irrigation et de drainage ; que les divers pays de l'Europe de l'Ouest contribuent à l'équipement électrique de l'Europe du Midi ; que tel autre pays encore offre du ciment et des produits sidérurgiques pour les ouvrages d'art ; que tel autre offre à la Turquie des silos et des appareils de manutention et de chargement pour l'exportation de son blé, etc.

Enfin, chacun des pays de l'Europe de l'Ouest doit, dans la meure de ses moyens, inviter gratuitement les

---

(1) Une précaution préalable s'imposerait cependant : les armements grecs devraient être contraints à faire naviguer leurs navires sous le pavillon national, faute de quoi les rentrées de devises ne reviendraient pas à la Grèce mais à d'autres pays.

pays de l'Europe méridionale à envoyer dans ses institutions d'enseignement technique, pour y recevoir une formation complémentaire, les hommes capables de devenir les cadres, les contremaîtres et la main-d'œuvre spécialisée qui sont indispensables aux pays de l'Europe du Midi s'ils veulent développer rationnellement leur agriculture et leur industrie. En outre, les pays de l'Europe occidentale pourraient envoyer sur place, à leurs frais, des instructeurs et des moniteurs dans l'Europe du Midi.

L'aide à apporter aux pays de l'Europe méridionale par l'Europe de l'Ouest pourra revêtir deux formes : les dons et les prêts, formes qui généralement pourront être combinées.

On peut penser que la formule des dons devrait être considérée comme un système temporaire destiné à amorcer le développement de l'économie, «to prime the pump», mais que si ces dons se prolongeaient au-delà d'une certaine période, ils soulèveraient des difficultés morales et psychologiques croissantes, dont l'application du Plan Marshall a donné le meilleur exemple. Il est donc à souhaiter que, après avoir pu démarrer grâce à ces dons sur la voie du progrès économique, les peuples de l'Europe du Sud soient, au bout de quelques années, en mesure de ne plus recourir aux libéralités, et que l'emprunt, formule économique traditionnelle et saine, suffise à leur permettre de continuer d'aller de l'avant.

Il va sans dire que le plan de solidarité doit respecter les lois économiques : les investissements privés auxquels il donnera lieu doivent être rentables et fondés à cet effet sur les ressources naturelles exploitables des régions en cause.

IV

Comment organiser cette aide? Timing. — Nécessité d'un accord international

Il semble que pendant une *première phase*, l'aide devrait être fournie sous la forme de dons soit en nature, soit en monnaie du pays donateur, à charge, dans ce dernier cas, pour les pays qui la reçoivent de la dépen-

ser dans le pays d'origine pour y acquérir les biens ou les services dont ils ont le besoin le plus urgent.

Chaque pays d'Europe occidentale assurerait comme bon lui semble le financement de ces dons. Il pourrait par exemple, s'il l'estime opportun, créer un impôt minime dont la perception devrait être aussi simple et aussi automatique que possible. La formule à choisir ne doit pas être nécessairement la même dans chaque pays pourvu qu'elle produise les sommes que chacun d'eux s'engagera à apporter selon un barème fondé, par exemple, sur le revenu national ou sur la production d'énergie.

Pendant une *seconde phase*, qui pourrait commencer un an ou deux après la première, l'aide serait apportée à la fois sous la forme de prêts et de dons et, dès ce moment, les dons seraient utilisés à alléger, voire annuler, la charge d'intérêts des prêts pendant un certain nombre d'années.

Voilà pour le principe. On traitera davantage les détails dans les paragraphes suivants.

Quel que soit le détail des modalités adoptées, il sera nécessaire que tous les Etats en cause — aidants et aidés — adhèrent à une convention qui fixe dans les grandes lignes la nature et l'importance de leurs obligations et de leurs droits. A défaut de pareille convention, la justice distributive et la continuité dans l'aide risqueraient de n'être pas assurées.

L'objet de la convention devrait être :

1. D'ÉTABLIR pour chacun des pays accordant l'aide une obligation formelle, compatible avec ses possibilités budgétaires et les ressources de son marché financier (ce qui suppose évidemment ratification par le Parlement).

2. DE FIXER la nature des relations contractuelles qui s'établiront entre pays aidés et pays aidants pour une durée de X années.

a) *Pour ce qui concerne les dons de la première phase* il faudra prévoir une étude collective des pénuries de biens de consommation et des besoins d'investissements publics de première urgence non couverts par les ressources nationales des pays ou régions sous-développés. Ensuite les pays aidants auraient à octroyer les dons

dans la limite de leurs obligations respectives et les pays aidés à les utiliser conformément au programme arrêté.

b) *Pour ce qui concerne les prêts ainsi que les dons de la deuxième phase qui leur seront associés* il faudra :

i) que soient inventoriés les besoins d'investissements de deuxième urgence, publics et privés (la documentation existe en grande partie à l'O.N.U., à la B.I.R.D. et à l'O.E.C.E.);

ii) tenant compte des capacités de financement des pays aidants et aidés, que soit établi le programme global d'intervention des pays aidants. Ce serait essentiellement un programme d'émission, sur les marchés financiers des pays d'Europe occidentale, d'emprunts des pays à aider;

iii) que les Gouvernements des pays aidants autorisent l'émission sur leur marché financier national des emprunts de chacun des pays méridionaux dans les limites suggérées ci-après. Ils auraient aussi l'obligation de garantir les emprunts de concert avec le Gouvernement du pays emprunteur. Désormais les dons seraient affectés à abaisser le taux d'intérêt des emprunts. A défaut d'une autorisation d'émettre un emprunt sur leur marché national, les Gouvernements des pays aidants devraient consentir des crédits sous une autre forme mais sans obligation pour le pays emprunteur de dépenser les fonds dans le pays prêteur;

iiii) que les Gouvernements des pays emprunteurs autorisent et facilitent le contrôle de l'utilisation des fonds obtenus.

3. De fixer en % la tranche des emprunts de solidarité dont l'émission serait autorisée sur chaque territoire et dont le remboursement serait garanti par le Gouvernement du pays prêteur. (On devrait se fonder ici sur la capacité d'épargne de chaque marché financier national et sur la capacité budgétaire de l'Etat appelé à donner sa garantie.)

4. De fixer en % la quote-part de chacun des pays aidants dans l'ensemble des dons de la seconde phase associés aux prêts.

5. De fixer en % la part des pays aidés dans l'ensemble des prêts et des dons qui pourront être consentis.

V

Les dons

Le volume global des dons devrait être suffisant pour constituer pendant la première phase un secours efficace en faveur des pays aidés et dans la seconde phase pour abaisser considérablement le taux d'intérêt des prêts. Ce volume sera cependant limité par les possibilités budgétaires des Etats car le financement ne pourra être assuré pratiquement que par le budget ordinaire (réserve faite des minimes ressources qui peuvent être tirées de l'émission d'un timbre spécial, d'une loterie ou de tout autre moyen de solliciter la bienfaisance privée).

Quoi qu'il en soit, la formule des dons présente l'avantage de pouvoir être mise en œuvre dans un délai plus bref que le mécanisme des prêts, lequel demandera une plus longue mise au point.

On peut imaginer plusieurs formules pratiques. La première et la plus simple consisterait pour les Etats aidants à fournir en nature les biens dont le besoin urgent aurait été reconnu dans le chef des pays aidés.

La seconde apporterait aux pays aidés des monnaies des pays aidants avec l'obligation de dépenser ces ressources dans le territoire des pays aidants à y acquérir les biens nécessaires.

Une troisième formule, mais applicable seulement à partir du moment où les prêts commenceront à fonctionner, consisterait à octroyer le don en une monnaie convertible ou transférable de telle manière que le pays emprunteur affecte la somme au paiement de tout ou partie des intérêts des emprunts émis en Europe occidentale. Ainsi les Etats emprunteurs en arriveraient à ne payer qu'un taux d'intérêt nul ou minime tandis que les souscripteurs des emprunts recevraient l'intérêt au taux normal pratiqué sur leur marché national.

Une quatrième formule peut aller plus loin encore, si

les ressources budgétaires des Etats aidants le permettent : elle consisterait à affecter les dons au paiement des premières annuités d'amortissement des emprunts.

Ces formules pourraient être combinées de différentes manières au choix de chaque pays.

VI

Les prêts

En matière de prêts, la L.E.C.E. suggère :

1. Que les pays emprunteurs ne soient pas obligés d'utiliser le produit des prêts à acquérir des biens ou des services dans les pays prêteurs proportionnellement soit à la quote-part de chaque pays prêteur dans la garantie de bonne fin, soit à la contribution apportée par son marché financier national à la souscription de l'Emprunt. Il est préférable que les pays emprunteurs aient toute liberté de choisir leurs fournisseurs parmi les pays signataires de l'Accord de Solidarité. A défaut de cette liberté, l'emploi des crédits risquerait de n'être pas toujours effectué dans les conditions économiques les meilleures et les fonds disponibles devant être dépensés dans le pays prêteur pourraient être affectés à des fournitures qui ne seraient pas indispensables aux pays bénéficiaires : en l'occurrence, l'intérêt du pays prêteur passerait avant l'intérêt du pays bénéficiaire, ce qui aurait pour effet de dénaturer l'opération. On ne peut même plus invoquer les difficultés de change, puisque l'existence de l'Union Européenne de Paiements permet de les tourner.

2. Que les pays aidés s'associent aux autres dans la souscription des emprunts de manière que leur épargne privée fournisse elle-même une partie des sommes mises à leur disposition. On peut par exemple imaginer que la Turquie, empruntant des capitaux aux pays de l'Europe de l'Ouest pour pouvoir y acheter du matériel d'équipement, couvre elle-même 10 % par exemple de cet emprunt, et que les fonds qu'elle aura ainsi recueillis en livres turques lui permettent de payer le personnel turc chargé d'aider au montage de ce matériel.

Il est certain d'autre part que l'Italie du Nord voudra prendre une large participation dans des emprunts « européens » au bénéfice de l'Italie du Sud. La Grèce aura peut-être plus de difficultés à souscrire une part des emprunts qui l'intéressent, mais même si cette part devait se limiter à 5 %, cela vaudrait la peine. Car sur le plan moral et pour les mêmes raisons qui incitent à limiter les dons dans le temps, il est hautement désirable que les pays bénéficiaires de l'Europe du Midi s'associent à l'effort de financement des pays de l'Europe de l'Ouest. Ils y gagneront en dignité et en respect d'eux-mêmes.

3. Que les pays aidés aient fait agréer au préalable le programme d'investissement pour l'exécution duquel ils empruntent et aient organisé leur système de répartition des fonds à l'intérieur de leur territoire (Exemple : Caisse du Midi en Italie).

4. Que les emprunts soient émis au taux du marché si l'on veut qu'ils présentent un attrait pour le souscripteur mais que, d'autre part, le taux d'intérêt supporté par les Etats emprunteurs soit réduit grâce aux dons, au moins pendant un certain nombre d'années nécessaires pour la mise en place de l'équipement.

5. Que chaque emprunt soit émis par chaque Etat emprunteur séparément de manière que la personne juridique contractant l'emprunt soit l'Etat débiteur lui-même, ce qui dispensera les pays signataires de créer un organisme nouveau ayant la personnalité juridique et habilité à émettre des emprunts pour compte collectif.

6. Qu'un consortium de banques soit chargé de chaque émission avec la responsabilité normale d'un syndicat d'émission ou de prise ferme.

7. Que la surveillance de l'utilisation des prêts soit confiée à un organisme existant et outillé à cet effet. Cette surveillance doit avoir pour objet de s'assurer que les fonds ne sont pas détournés de leur destination normale, c'est-à-dire par exemple réexportés ou utilisés à des dépenses superflues.

L'organisme de surveillance pourrait être l'O.E.C.E. qui se ferait rendre compte de l'utilisation des fonds et pourrait déléguer des inspecteurs sur place afin de s'assurer de la sincérité des comptes-rendus. Autant que pos-

sible, il faudrait favoriser soit des investissements d'infrastructure par les Pouvoirs publics, soit des investissements productifs et rentables par des entreprises privées, celles-ci empruntant aux Gouvernements de leurs pays tout ou partie des fonds qu'ils auront obtenus eux-mêmes par leurs émissions sur le marché de l'Europe de l'Ouest.

8. Que les pays emprunteurs s'engagent à observer le « Code de traitement équitable » de la Chambre de Commerce Internationale et les pays prêteurs à respecter les règles que la C.C.I. élabore en ce moment à leur intention.

VII

Mise au point du plan de solidarité européenne

La présente ébauche devrait être confiée à un groupe de travail de l'O.E.C.E. qui serait chargé d'élaborer en détail dans le plus bref délai le plan de solidarité européenne. Ce groupe devrait prévoir notamment :

1. Quels sont les pays ou les régions de l'Europe méridionale auxquels l'aide pourrait être accordée.

2. Quel serait l'organisme de surveillance (vraisemblablement l'O.E.C.E.).

3. De quelle manière il conviendrait de coordonner le plan de solidarité européenne avec les autres plans concernant les pays sous développés (O.N.U. - B.I.R.D.).

Il va sans dire qu'en présentant ce mémoire la L.E.C.E. n'a d'autre propos que de provoquer une discussion nécessaire sur un sujet encore insuffisamment étudié. Le présent schéma n'est pas un plan à adopter ne varietur. Mais en tout cas l'action à laquelle il convie les Gouvernements et l'O.E.C.E. est une des plus nécessaires et des plus urgentes que l'Europe doive entreprendre pour se sauver du désordre économique et politique.

SECTIONS NATIONALES DE LA L.E.C.E.

Allemagne :

Président : M. Hermann J. ABS.
Secrétaire général : Dr Paul KREBS.
18, Rossmarkt, Frankfurt-a-Main

Autriche :

Président : Baron Viktor von der LIPPE.
Secrétaire général : Dr Willfried GREDLER.
1-3, Strauchgasse, Vienne.

Belgique :

Président : M. Roger MOTZ.
Secrétaire général : M. Jacques CHOISEZ.
158, avenue Emile Max, Bruxelles

France :

Président : M. E. GISCARD d'ESTAING.
Secrétaire général : M. L. de SAINTE-LORETTE.
199, boulevard Saint-Germain, Paris

Italie :

Président :
Secrétaire général : Dr Umberto BONALDI.
4, Piazza San Lorenzo in Lucina, Rome.

Luxembourg :

Président : M. Fernand LOESCH.
Secrétaire général : M. Jules HAYOT.
8, Avenue de l'Arsenal, Luxembourg

Pays-Bas :

Président : M. P.-R. BENTZ van den BERG.
Secrétaire général : M. Paul van STAM.
47, Lothariuslaan, Bussum.

Royaume-Uni :

Président : Major E. BEDDINGTON-BEHRENS, C.M.G., M.C.
Hon. Secretary : Lady RHYS-WILLIAMS, D.B.E.
47, Eaton Place, London. S.W. 1

Correspondants en Espagne :

Dr. J. PRAT-BALLESTER.
Marquis de VEGA-INCLAN, Instituto de Estudios Europeos, 66, Paseo de Gracia, Barcelone.

Correspondant en Suisse :

Professeur Dr. H. BACHMANN, Directeur de l'Institut Suisse pour l'Etude des relations économiques extérieures et des marchés, Bahnhofplatz, 7, St. Gall.

Secrétariat international :

7, rue des Petits Carmes, Bruxelles

Secrétaire général : M. Lucien-L. SERMON.

PUBLICATIONS ANTERIEURES

1. Un système de convertibilité des monnaies européennes entre elles.
2. Le Plan Schuman (épuisé).
3. Vers la liberté des transferts internationaux de devises (épuisé).
4. Le réarmement de l'Europe occidentale et son unification économique (épuisé).
5. La démobilisation tarifaire intra-européenne (épuisé).
6. Conférence Europe-Commonwealth. — Résolutions.
7. Conférence Europe-Commenwealth.— Discours (épuisé).
8. La Mobilité des Travailleurs en Europe occidentale (épuisé).
9. L'Organisation des Transports en Europe occidentale (épuisé).
10. Un Institut Européen pour le Perfectionnement de l'administration des Entreprises.
11. Enquête des promoteurs.
12. L'agriculture dans la formation du marché commun européen.
13. La reconstruction monétaire de l'Europe et sa contribution au progrès économique et social.

    Supplément : Résolution de la conférence monétaire de la L.E.C.E. (janvier 1953).
14. La portée économique d'une communauté politique européenne.
15. Incidences économiques de la C.E.D. : Objections et réponses.
16. Les discriminations d'ordre économique envers les étrangers.

IMPRIMERIE DES SCIENCES, s. a., 75, avenue Emile de Beco, Bruxelles
Dir. : Jos. Hilgers, 44, Behrensheijde, Boitsfort

FE DE ERRATAS

===

En el Capitulo VII *("La evolución del comercio exterior español en 1947 y 1948 y el movimiento de divisas sobre las que ha operado")* se han producido algunos errores de confección:

La estadística publicada en la página 2 bajo el título *"Balance del intercambio español con Inglaterra en los meses de Enero-Septiembre 1947 y 1948"* debe considerarse insertada a continuación del párrafo que en la primera columna de la página 3 dice así: *"Las cifras que anteceden presentan notables diferencias con las que arrojan las estadísticas inglesas recogidas"*.

En la referida estadística de la página 2 falta bajo el título la mención: *"en libras esterlinas"*. Y a los subtítulos *"Importaciones"* y *"Exportaciones"* debe añadirse la palabra *"inglesas"*.

SECCION DE ESTUDIOS FINANCIEROS
del
GOBIERNO VASCO

2

LAS CIRCUNSTANCIAS ECONOMICAS ACTUALES EN ESPAÑA

- PROEMIO -

I - Indicaciones Generales.

1.- En los siete capítulos siguientes se presentan, con la debida independencia y la extensión posible, unos estudios sobre los puntos siguientes:

Primero.- La renta nacional en España y su distribución.
Segundo.- La Agricultura española: estado actual
Tercero.- Los gastos públicos en España.
Cuarto.- Los gastos públicos en España: los Organismos autónomos.
Quinto.- El régimen que se aplica a los capitales en España.
Sexto.- Los informes bancarios e industriales sobre la situación economica en España.
Séptimo.- La evolución del comercio exterior español en 1947 y 1948, y el movimiento de divisas.

2.- En el primero de dichos capitulos figuran los estados numéricos que acreditan el hallarse contenida en valor absoluto la cifra de la renta nacional española, sin el crecimiento correspondiente al aumento de la población. El máximo absoluto corresponde al año 1934 y el relativo es el de este año 1934, al que sigue el de 1929.

Figura también en dicho capítulo un estado por el que se sitúa a la Agricultura y a la Ganadería como el primero de los valores de la Economía española.

3.- En el capitulo relativo al estado actual de la Agricultura, consta la importantisima caída de ésta en el actual decenio, tanto en valor absoluto, como con mayor razón todavía en cuanto a la autosatisfacción de las necesidades alimenticias de la población española en los años actuales, incluido el de 1948.

Esta caida de la producción agrícola es un hecho cuya responsabilidad entera pesa sobre el Gobierno del General Franco.

En el mismo capítulo se ofrecen algunos datos para el estudio de la evolución del comercio exterior español.

4.- No se ha dedicado un estudio semejante a la Industria española, que presentaría sectores en considerable mejoría sobre los periodos anteriores, y otros en franca deficiencia.

Se da el caso, que podría parecer paradójico, de que precisamente en sectores industriales cuyas cifras absolutas de produccion y los indices de crecimiento son los más brillantes, se hallan las máximas insuficiencias. Por ejemplo, la cifra total de kilowatios-hora producidos en España es hoy del 200 por 100 con relación a la de 1935; la de cemento supera en un 35 por 100 a la de dicho año; la de carbones se acerca al 190 por 100. Sin embargo, estas tres producciones industriales constituyen obstáculos de los más señalados en el progreso economico español, por quedar netamente por debajo de las necesidades actuales, lo mismo que la industria del acero y los transportes, cuyos indices son menos favorables que los anteriores a la guerra civil.

5.- En el capitulo relativo a los gastos públicos en España, lo que importa es estudiar la parte de la riqueza española que el actual Gobierno de Franco segrega de la Economía para el sostenimiento del aparato estatal. En el mismo figuran indicaciones relativas a esta segregación, tanto por lo que se refiere a los ingresos anuales de la Economía, como a los capitales que ésta consiente ir creando cada año. En el capitulo relativo a los informes bancarios, se encuentran datos para poder calcular que los capitales creados en 1948 y puestos a disposicion de la Economia privada, en forma de acciones y obligaciones de compañias anonimas, equivalen a 750 millones en pesetas al valor efectivo de los años 1922 - 1928. Esta cifra puede ser incorporada al estado que figura en el capítulo tercero (*Capitales nuevos en Sociedades Anonimas*). También es importante señalar que en 1948, las emisiones de valores privilegiados, es decir la apropiación de capitales por el Estado, ha descendido, con relación a los años anteriores desde 1943, de un modo visible.

Se han obtenido estos resultados, sin comprimir los gastos del Estado y de los Organismos autonomos y locales, lo cual significa que estos presupuestos se nutren ahora en mayor proporcion de impuestos.

6.- Destacan en el capitulo tercero las indicaciones relativas al crecimiento y condiciones en que tiene lugar la contratación de deudas públicas, materia que por ser la principal en el presente estudio, será tratado luego con más detalle.

7.- También es importante destacar la parte que los gastos de tipo militar van tomando en el conjunto de los gastos del Estado. Porque desde el punto de vista de la Economía, ello define las circunstancias de la posible solvencia ulterior de España, segun que los fondos confiados a ésta y que ella habría de invertir, vayan o no a parar a inversiones productivas.

8.- El capitulo cuarto solo en parte puede considerarse continuacion del anterior.

Por un lado, es una especificación de las inversiones que se dan a ingresos del Estado.

Pero, por otro, se descubren en los hechos estudiados gravamenes particulares que afectan a los capitales en España, materia del capitulo quinto, y la existencia de impuestos que no son objeto de consignación en el Presupuesto General del Estado, y que quedan sometidos en su cuantía y en sus condiciones a meras disposiciones ministeriales, que pueden cambiar con la simple insercion de una orden ministerial en el Boletín Oficial del Estado. Esta circunstancia es la que crea una situación de inseguridad permanente sobre toda inversion de capitales en España, de tal modo que las condiciones vigentes en el momento de emprender una actividad productiva cualquiera, son alteradas totalmente para cuando el producto está en condiciones de ser vendido.

9.- Dar una idea de conjunto del régimen que se aplica a los capitales en España es el objeto del capitulo quinto. Pero no podía pretenderse que se desarrollase este punto con toda la amplitud necesaria. Por eso, dejando aparte cuestiones como las de tributación, hemos recogido ciertas líneas generales que se refieren concretamente a obstaculos en el manejo de los capitales. Lo que se consigna en el texto es elocuente, sin necesidad de que por nuestra parte tratemos de subrayarlo.

10.- Al resumir lo que se contiene en informes bancarios e industriales recientes nos hemos limi-

tado en el capitulo sexto a desarrollar afirmaciones que en las Juntas generales de accionistas celebradas en los meses de Marzo y Abril del ano en curso han sido comunicadas oficialmente a los accionistas. Entre las entidades examinadas figura el Banco de España, que tiene el privilegio de la emisión de la moneda y está enteramente sometido a la gestión administrativa del Ministerio de Hacienda del Gobierno español.

La Memoria de este Banco oficial afirma que no estan encauzadas las condiciones economicas en materia de precios, etc., en Espana. Del conjunto de las Memorias de que hablamos, se desprende que en el estado actual de la Economia espanola, se carece de los capitales necesarios para el restablecimiento de una normalidad, ni aun en la forma modesta del presente desarrollo de la Economia.

11.- El ultimo de los capitulos presenta el intercambio español con el extranjero, tanto en materia comercial, como en el movimiento de divisas. Se cifra el papel que representan los créditos que otorga la Republica Argentina y el que juega la politica comercial y monetaria inglesa.

En cuanto al primero, enjuga practicamente el desnivel de la balanza comercial española y llena, aunque en forma bien insignificante, el hueco de la subproduccion agricola espanola, que se ha puesto al descubierto en el capitulo segundo. En el estado II de este ultimo capitulo séptimo puede verse la inversion de las cifras del comercio exterior español de substancias alimenticias, para compararlo con el que figura en el apartado 3 del capitulo segundo.

El intercambio comercial hispano-argentino se verifica segun acuerdos de caracter economico y financiero entre los dos paises, que permiten a España disponer a crédito de los descubiertos de las mútuas operaciones. En estos ejercicios el Gobierno de Franco se beneficia ya, aunque en volumen inferior, de circunstancias como las que el Plan Marshall ofrece a los paises de Europa occidental; si bien, tales facilidades no son traducibles sino en suministro de articulos alimenticios, y España debera reembolsar en su dia los anticipos. Esta operacion hispano-argentina sera objeto de alusiones más concretas más adelante.

II - Planteamiento de la cuestion.

12.- El primer punto que se plantea es el de tratar de apreciar en términos de conjunto el volumen de necesidades crediticias que respecto del exterior tenga actualmente Espana.

No podemos, evidentemente, presentar un programa detallado con la justificacion de todas las partidas. Pero si podemos indicar y cifrar un numero importante de las necesidades de la Economia española en capitales.

13.- Debemos previamente hacer una importante distincion.

Por un lado, tenemos las necesidades de la Economia española, considerada ésta en las circunstancias de hoy, pero con independencia de su régimen politico.

Por otro lado, el régimen politico tiene unas directrices que dependen, no de las circunstancias de la Economia española, sino de la mision que ese régimen se atribuye a si mismo, en el plano interior y en el internacional.

Admitida la subsistencia del régimen politico actual de España, no se podrian separar los dos programas de necesidades. Pero objetivamente considerados, los dos grupos son diferentes.

14.- Esta misma consideracion que hacemos se acusa en el articulo de 6 de Abril ultimo, que el Secretario del Consejo de Economia Nacional ha publicado en la prensa. Orientando la politica economica, señala en cuanto a la del Estado las siguientes exigencias:

"impedir que el déficit del Presupuesto sea superior a una fracción del ahorro real".

"limitar la utilizacion del crédito bancario a fines esencialmente productivos".

"acudir al crédito publico por parte de los organismos oficiales, solo para realizar inversiones que supongan un incremento efectivo de la productividad nacional".

"manejo del Presupuesto del Estado, con arreglo al principio de la racionalidad economica, de forma que por cada peseta gastada se consiga el maximo aumento de renta nacional".

15.- Las necesidades crediticias españolas, considerando el punto de vista economico, se deben, a su vez, clasificar en las destinadas a inversiones que aumenten la productividad, e inversiones que satisfagan necesidades del consumo.

Entre las primeras, España tiene fundamentalmente las siguientes:

a) Restablecer la producción agricola anterior a 1936;
b) Equipamiento de la industria hidroeléctrica;
c) Expansión de la produccion hullera;
d) Aumento de la produccion de aceros;
e) Restablecimiento del sistema de transportes interiores. En cuanto a este concepto, se ha proyectado hace poco un desembolso de 8.000 millones de pesetas para los ferrocarriles.

Entre las segundas, la primordial es la concerniente a la construcción de 500.000 viviendas para substituir las destruidas por la guerra y cubrir las necesidades del crecimiento de la población, lo que puede calcularse implica el disponer de 25.000 a 30.000 millones de pesetas.

16.- Admitida la subsistencia del régimen politico actual de España, existe otro programa de necesidad absolutamente independiente. Se trata entonces de equipamiento de fuerzas armadas, de acondicionamiento de bases navales y aéreas, de organización de lineas defensivas y de fortificaciones, etc. Porque el Gobierno del General Franco entiende que su mision es la de un Gobierno preparado para la guerra moderna, que hace de su pais el reducto de un modo de civilizacion. Objetivo al que supedita y somete todo lo demas.

Sus ultimas declaraciones han sido para recabar un pacto militar con los Estados Unidos de Norteamérica. Por si esas palabras no hubieran sido bastantes, un hermano suyo, el Embajador Nicolás Franco, ha hecho después manifestaciones publicas, diciendo que España necesita que se le faciliten recursos para armarse.

17.- Los tres conceptos que agrupan los destinos posibles de los préstamos exteriores a España, pueden ser estudiados desde dos puntos de vista diferentes: el de los préstamos privados y el de los préstamos de Gobiernos extranjeros.

Pero no debemos olvidar que, de permanecer las cosas en el estado actual, es decir sin que se haya recobrado considerablemente la producción agricola española, el 1° de Enero de 1952 se plantearia otra necesidad perentoria: la del suministro de los productos alimenticios deficitarios al pueblo español, con los créditos oportunos que ello implique.

III - Los prestamos privados exteriores a España.

18.- Estudiada la situacion desde un punto de vista puramente economico, es decir como inversion para obtener beneficios y recuperar en su dia los capitales, los préstamos privados exteriores a España, de continuar el régimen de gobierno de Franco y su sistema economico, son irracionables.

La experiencia de la Industria española en los últimos anos, que presentamos en los capitulos siguientes lo prueba ampliamente.

Los capitales que se entregasen en estas condiciones a España a título privado, deberian considerarse como totalmente perdidos.

No es a España ni a su economia a quien esta

conclusion deba ser aplicada, sino al régimen político y económico a que las somete el actual Gobierno de Franco.

19.- Merece ser considerado un caso particular. Tanto más cuanto que, una experiencia desarrollada en los últimos veinticinco años, podría dar la impresión tal vez de que nuestra afirmación antecedente carece de base.

Nos referimos a la posibilidad de que un consorcio privado tome a su cargo, por ejemplo, la reposición de la red ferroviaria española, en condiciones semejantes a las que fueron concertadas en 1924 por un grupo norteamericano con el Gobierno del General Primo de Rivera para el establecimiento de la Red Telefónica Nacional. Es un hecho que España, en sus tres regímenes que la han gobernado desde entonces, respeto el contrato, y que el último *(es el actual)* esta reembolsando los capitales norteamericanos interesados en aquella operación.

El antecedente parece demostrar que el Gobierno español podría ser obligado en condiciones técnicas que asegurasen la recuperación de los intereses privados extranjeros. Bastaría para ello que las obligaciones fueran contraídas por el propio Gobierno español y que se formulase una cuenta en oro de las inversiones y de los beneficios, como se hizo para la Telefónica en 1924.

20.- Es sin embargo obligado señalar la variación radical de las circunstancias. Sin duda que Franco no llegaría a aceptar un contrato semejante, sino obligado por una fuerza mayor, a no ser que tal forma fuera la única manera de lograr un crédito exterior, que le permitiese aducir que cuenta con la confianza del extranjero, y asegurar al aparato militar que sostiene al régimen.

España en 1924 no tenía la perspectiva de que a los dos años y medio le faltasen los medios económicos para alimentar a la población española. Disponía entonces y siguió disponiendo hasta 1936 de un excedente de producción agrícola, que le servía para sostener su comercio exterior habitual. Hoy, España contrae cada año por este concepto una deuda de 700 u 800 millones de pesetas con la República Argentina.

En 1924, España contaba con una fuerte reserva metálica como garantía de su moneda. El contrato con garantía oro tenía una razón de ser real, puesto que el oro se hallaba en poder del Estado español. Hoy nada de ello existe.

No necesitamos decir, por otra parte, que toda inversión privada de esta naturaleza, requiere el estudio del aumento de la renta nacional que ella cree en valores transferibles al exterior. La rehabilitación de la red ferroviaria española parece que no podría asegurar este requisito.

21.- Unos préstamos privados a España, no tendrían hoy otra significación que la de contribuir a que Franco y su aparato militar se sostenga en el poder. Pero los préstamos privados correrían el riesgo de no lograr siquiera este resultado. Porque las necesidades de créditos en tal supuesto carecerán de límite definido, en su duración y en su cuantía.

IV - Préstamos de Gobiernos extranjeros al Gobierno español.

22.- Los problemas planteados en el caso del Gobierno del General Franco, a los efectos de los préstamos exteriores que pudieran serle concedidos, pueden reducirse a tres:

a) ¿Es capaz el régimen del General Franco de dejarse gobernar por la preocupación de la necesidad de reintegrar los préstamos que reciba y ofrece su régimen garantías en cuanto a que tomara en cuenta las bases económicas que aseguren esta solvencia?.

b) ¿Puede considerarse al General Franco como adornado de la virtud de la probidad para confiar en los compromisos que contraiga?

c) ¿Se satisfara al régimen del General Franco en forma tal, que se crea obligado a cumplir las obligaciones que contraiga en nombre de España?

Es bien claro que estos tres interrogantes son materia ajena a la puramente económica en muchos de sus aspectos. Estos enunciados plantean cuestiones de tipo psicológico y político, que influirían en los resultados económicos de los préstamos exteriores que interviniesen.

23.- La experiencia del régimen del General Franco en el terreno de la Economía, constata negativamente al primero de los interrogantes formulados. Ni Franco se ha dejado gobernar hasta ahora por la preocupación de que ha de reintegrar los préstamos que recibe, ni ha tomado en cuenta la necesidad de asegurar tal reintegro.

La prueba se halla en sus operaciones con la República Argentina. Para asegurar este reintegro, Franco debía tratar, primero de reducir el volumen de los préstamos argentinos; para ello debía fomentar la producción agrícola, lo que hubiera reducido el volumen de dichos préstamos argentinos. Pero Franco no ha mostrado la mas mínima preocupación por la recuperación agraria inmediata en España. Pretende que los riegos que se están habilitando tiendan a este resultado. Pero la realidad es que, ni él es el autor de tales programas de riegos *(el pantano que ahora recibe el nombre* "del Generalísimo" *se empezo a construir en 1932)*, ni los nuevos regadíos comenzaran a dejar huellas visibles en la producción obtenida hasta dentro de unos diez años, cuando ya el crecimiento de la población haya hecho más grave el problema, si otros remedios no intervienen antes.

Franco concebio y llevo adelante sus operaciones económicas con la República Argentina, sin mas seriedad que la que pone un jugador ante una mesa de juego, con la agravante de que Franco pone en dicha mesa el pan de millones de españoles, reduciendo a éstos a una raquítica ración, cada vez mas amenazada.

24.- El segundo de los interrogantes formulados tiene aspectos políticos y económicos. Habría que considerar aquí los primeros y seguir paso a paso la vida del General Franco, en el sentido de su lealtad, lo mismo cuando era oficial en el Ejército de Marruecos, que general con la Monarquía o la República, que asociado a Hitler. Nosotros dejamos este punto para los eventuales prestamistas extranjeros. No creemos en la probidad política de Franco, pero no podemos imponer nuestra creencia a otros.

Lo que si podemos y debemos decir es, que la vida económica española esta gobernada con una total falta de probidad. La disimulación de los gastos militares bajo todo género de disfraces; la disimulación de los impuestos mas diferenciales en todo el sistema de la vida económica, ignorados del Presupuesto del Estado y confiados a organismos autónomos o a fondos de retorno o a cajas de compensación; la alteración de las condiciones económicas generales, sometiendo a los productores a los rigores de las condiciones convenidas en un estado económico absolutamente diferente, aparecen en los capítulos siguientes. La falta de probidad de Franco, en el orden económico, es patente, sin que la invocación del interes nacional ofrezca base ni fundamento para explicar las injusticias

creadas.

25.- El régimen del General Franco descansa en una concepcion militar, el servicio castrense de la nacion, para emplear unos términos que al propio régimen gustan.

En el orden economico, esto se traduce en que Franco pretende que los préstamos exteriores le permitan crear y mantener un aparato militar moderno, que podemos evaluar en 2.500.000 hombres. Este plan es comparable, en cuanto a esta cifra, al de las fuerzas armadas actuales de los Estados Unidos.

Admitamos que los préstamos exteriores no permitieran realizar sino una parte modesta: un millón de hombres en las fuerzad armadas, con todo lo que ello significa de material, de instalaciones aéreas, navales, etc. Este solo plan significaria 4.000 a 5.000 millones de dolares anuales, de los cuales España no puede facilitar ni 500 millones. ¿Cabe en estas condiciones imaginar siquiera, qué préstamos de Gobiernos extranjeros satisfagan las demandas del General Franco y obligen a éste politicamente el dia de mañana a los fines para los que dice ha larse dispuesto?. Dejamos la contestación a la consideracion de nuestros lectores.

Estas y otras soluciones, tantas cuantas imaginamos, nos parecen imposibles. Franco, dadas sus ambiciones, en las alternativas que se le presentasen, se colocaria siempre en el plano de los ideales para no verse obligado a cumplir sus compromisos en el de las realidades economicas y diplomaticas.

Mayo 1949.

SECCION DE ESTUDIOS FINANCIEROS
del
GOBIERNO VASCO

LAS CIRCUNSTANCIAS ECONÓMICAS ACTUALES EN ESPAÑA (1)

CAPITULO PRIMERO

La renta nacional en España y su distribución.

Los tres estados que siguen, tienen por objeto presentar en su conjunto la situación de la Economía española en el ultimo periodo, comparativamente con otros periodos anteriores.

Ofrecen también la cifra de la población española, para que sirva de referencia, a fin de apreciar el estado real de la misma población.

En el segundo de los tres estados puede apreciarse el peso de cada una de las tres grandes actividades económicas, en sus aportaciones a la riqueza española. Ofrecen una base para estimar las apreciaciones y datos que se insertan en los capítulos siguientes.

Para este mismo fin se consignan en el estado numero 3 los valores en pesetas de curso egal de los años 1935 a 1942. No seria posible en un breve espacio de tiempo reducir a valores reales en relación con el de pesetas en 1929 las cifras de todos los demas capitulos ulteriores, ya se trate de los gastos publicos, ya de los rendimientos de cada una de las grandes actividades económicas en los ultimos años.

1.- LA RENTA NACIONAL, ESTIMADA EN PESETAS SEGUN EL VALOR DE LA PESETA EN 1929, Y LA POBLACION ESPAÑOLA.

Año	Renta nacional (en millones de pesetas)	Población de España
1914	17.807	
1915	17.024	
1916	18.192	
1917	19.026	
1918	18.987	
1919	22.545	
1920	23.753	21.303.162
1921	22.403	
1922	22.196	
1923	21.435	
1924	21.606	
1925	21.772	
1926	22.354	
1927	22.158	
1928	23.943	
1929	25.213	
1930	24.104	23.563.867
1931	24.026	
1932	25.742	
1933	23.196	
1934	26.148	
1935	25.289	
1939	18.532	
1940	20.977	25.877.971
1941	21.481	
1942	22.515	
1943	22.349	
1944	23.499	
1945	21.204	
1946	25.283	
1947	24.45[illegible]	27.680.000

II.- DISTRIBUCION DE LA RENTA SEGUN SUS ORIGENES EN DISTINTAS FECHAS

	1921	1935
	(En millones de pesetas)	
Agricultura y Ganaderia	9.250	12.866
Mineria extraccion	500	1.361,8
Transportes	1.050	634,4
Industria y Comercio	9.700	11.223,8
Profesiones liberales	2.500	"
Propiedad urbana	1.572	5.288,3
Intereses de valores mobiliarios	1.253	1.089,1
	25.825	32.463,-

III.- LA RENTA NACIONAL EN EL PERIODO DE INFLACION

	En pesetas nominales	En pesetas 1929
	(En millones de pesetas)	
1935	24.759	25.289
1939	28.728	18.532
1940	36.[illegible]30	20.977
1941	43.745	21.481
1942	50.401	22.515

(1) *Véase el PROEMIO en la edición anterior.*

CAPITULO SEGUNDO

LA AGRICULTURA ESPAÑOLA : *ESTADO ACTUAL*

1.- La distribucion de la renta nacional presenta a la Agricultura con la Ganaderia como significando mas de la tercera parte total de los ingresos computables en la Economia espanola. Este porcentaje ha de considerarse como un minimo. En valor real, la produccion de la Agricola significa mas del 40% de la produccion total espanola. Ello no significa que estimemos deben incorporarse a la estadistica producciones agricolas o ganaderas que se suponga no son objeto de declaracion por los productores (aunque no negamos que las hay), sino porque en los otros conceptos hay evidentes casos de duplicidad que deberian ser eliminados, con lo que el porcentaje correspondiente al campo creceria.

2.- La producción total del campo español en el quinquenio 1931 - 1935, está representada por las cifras medias anuales que siguen:

	(en millones de pesetas)
Cereales	4.087,8
Legumbres	485,-
Hortalizas y frutas	1.571,-
Vid y olivo	1.275,-
Plantas industriales	292,1
Raices, tubérculos y bulbos	1.169,-
Pastos y forrajes	380,-
Productos de los montes	402,-
	9.681,9
Ganaderia	2.451,2

3.- Esta produccion del campo daba lugar a que en el comercio exterior espanol, el de las subsistencias alimenticias presentara un excedente de las importaciones espanolas que en 1935 significo el siguiente volumen:

Exportaciones de subsistencias alimenticias	1.425.564	toneladas
Importaciones de subsistencias alimenticias	333.503	"
Saldo neto exportado	1.092.061	"

4.- Los principales articulos alimenticios exportados en dicho año y en 1945, figuran en el siguiente cuadro:

	(en toneladas) 1935	1945
Hortalizas	130.000	38.000
" en conserva	21.400	862
Frutas frescas	775.000	294.056
" secas y pulpa	82.000	53.500
Aceite, vinos y licores	197.804	69.618
Pescado en conserva	28.000	5.679

Este cuadro presenta ya uno de los primeros elementos para juzgar de la subproducción agricola presente en España.

5.- Las principales importaciones de articulos alimenticios en los mismos 2 años, han sido éstas otras:

	(en toneladas) 1935	1945
Pesca (bacalao seco)	30.998	8.978
Huevos	13.427	437
Maiz	51.778	2.023
Garbanzos	20.843	12
Café	23.850	10.653
Patatas	19.891	11.580
Forrajes	54.974	-
Azúcar	50	51.415
Trigo	814	407.585
Cebada	-	28.322
Alubias	1.939	17.953

Este cuadro presenta un segundo elemento para apreciar las circunstancias de la subproduccion agricola en Espana bajo el régimen del General Franco.

6.- Las circunstancias de la caida de la produccion agricola han sido estudiadas ampliamente. El estudio ha demostrado que esa caida no era un hecho obligado a consecuencia de las destrucciones de la guerra civil de 1936 - 1939, ni de las condiciones creadas por la guerra mundial desde 1939 hasta 1945.

En el Pais Vasco, en las tres llamadas provincias de Alava, Vizcaya y Guipuzcoa, la subproduccion rural fué no solo contenida, sino que se han conseguido en el presente decenio producciones superiores a las de 1931 - 1935, al menos en los articulos fundamentales, como lo presenta el cuadro siguiente:

CRECIMIENTO DE LA PRODUCCION EN ALAVA, VIZCAYA Y GUIPUZCOA.

	Media 1931 1935 (en miles de quintales)	ano 1944
Cereales	1.063,4	691,8
Patatas	568,5	1.504,1
Remolacha	258,5	122,3
sumas	1.890,4	2.318,2

aumento de la produccion: 22 %.

7.- Frente a estos hechos, la subproducción agricola en el conjunto de Espana ha sido catastrofica. En unos articulos que han aparecido en el diario *"Arriba"* de Madrid los dias 25 de Marzo y 6 de Abril, se dice que la produccion agricola se encontraba reducida en un 25 % o al 70 % de la anterior a 1936, y que se puede calcular la deficiencia agricola actualmente (teniendo en cuenta el aumento de la poblacion) en un 35 % en relacion a 1935-1936. Estas estimaciones de bajas son inferiores a la realidad.

8.- Por lo que hace a los articulos agricolas fundamentales, el conjunto español ha presentado de 1935 a 1944, la caida siguiente:

DECRECIMIENTO DE LA PRODUCCION EN ESPAÑA

	Media 1931-1935 (en miles de quintales)	Año 1944
Cereales (incluido arroz)	89.815	59.357
Patatas	52.091	34.918
Remolacha azucarera	21.501	9.928
sumas	163.407	104.199

decrecimiento de la producción: 36 %.

9.- Con posterioridad al año 1944, que puede considerarse como un año de produccion media dentro del presente decenio, las circunstancias, salvo en 1946, han sido mas desfavorables.

En la ultima cosecha, la de 1948, se ha podido formar el siguiente cuadro, segun los avances de las estadisticas publicadas:

PRODUCCION EN MILES DE QUINTALES METRICOS

	Media 1931-1935	Año 1948
Cereales (trigo y centeno, cebada, avena y maiz)	86.885	54.753
Patatas	52.091	25.960
Remolacha azucarera	21.501	15.809
sumas	160.477	96.522

En estos artículos fundamentales y teniendo en

cuenta el aumento de la población española, los recursos alimenticios para ésta han disminuido en las proporciones siguientes:

	Media 1931-1935	Año 1948
Cereales.....	100	55
Patatas	100	44
Remolacha azucarera.	100	73

En estos porcentajes de baja, aun ue sobrepasan en mucho el 35 % que se han consigna o en el número 7, no son discordantes con él. Los productos arbóreos, como el olivo, la vid, los frutales, etc. se han dado en unos porcentajes mucho más próximos a los rendimientos de 1931-1935. Las estadísticas y este hecho demuestran que la guerra 1936-1939 no destruyó las plantaciones, y que se habla de mala fe al atribuir a ella la subproducción rural.

10.- Se ha pretendido explicar esta subproducción agrícola por la falta de ganado de labor y la falta de abonos. Pero la primera, desde luego, no ha intervenido en la baja de la producción agrícola, puesto que en 1939 había mayor número de yuntas de vacuno, mular y caballar que en el quinquenio 1931-1935. En cuanto a la escasez de cierta clase de abonos (los nitrogenados), España no fué una excepción y, sin embargo, los otros países europeos con los que se puede comparar, Portugal por ejemplo, han obtenido en el actual decenio producciones agrícolas superiores a las de 1931-1935.

11.- La causa que parece haber influido seriamente en la decadencia agrícola española es la retención de brazos por parte de Franco en actividades distintas a las rurales: fuerzas armadas, presos, industria, etc.

Sin embargo, aún con estas dificultades, queda bien establecido en el numero 6, que la subproducción rural podía ser evitada. El aumento de población, muy especialmente, debía permitir el mantener, por lo menos, el contingente de trabajadores que en 1931-1935 se empleaba en el campo.

12.- Ha faltado al Gobierno de Franco la voluntad o el interés por las necesidades de la Agricultura española. Una sola prueba basta para comprobarlo. En el discurso del Ministro de Hacienda, en el que defendió ante las Cortes el 22 de Diciembre de 1948 el Presupuesto del Estado para 1949, daba cuenta del destino dado por el Estado a los 24.000 millones de Deuda Pública emitida por el régimen de Franco. En toda esa ingente masa de millones no tiene relación con la Agricultura mas que los 850 millones dedicados al Instituto Nacional de Colonización, pudiendo computarse, si se quiere, los 500 millones destinados al Patrimonio Nacional Forestal.

Pero el Instituto Nacional de Colonización no tiene por objeto el fomento de la producción agrícola, sino la redistribución de la tierra, parcelando los latifundios y facilitando capitales a los nuevos propietarios rurales, para que se asienten en las fincas procedentes de la parcelación. Esta obra es, sin duda, laudable, pero había otra más urgente.

Mientras el Gobierno de Franco creó con una idea de conjunto el Instituto Nacional de Industria, cuyo objeto era aumentar la producción industrial y encauzarla a los sectores que el interés general aconsejara, le faltó la misma voluntad o interés de abordar con igual visión de conjunto un programa para el campo, puesto que ningún Instituto Nacional de Agricultura existe en España.

Esta falta irreparable en la política económica, coloca a España para un largo periodo de tiempo en situación económica débil, puesto que faltarán no menos de 50.000 millones de pesetas que el campo español hubiera debido rendir en el curso de los diez años que han seguido a la terminación de la guerra en 1939.

13.- De la misma falta de visión de conjunto es una prueba la baja de la superficie total cultivada en España, la cual era de 20.588.000 hectáreas en 1935, y ha sido inferior a 19.000.000 en el decenio 1939-1949. La baja principal de la superficie cultivada afecta a los cereales, los cuales de 8.288.000 hectáreas en 1935, han descendido a 7.000.000 en 1939-1949.

Mayo 1949.

==========

:::::::::
:::::::
:::::
:::
::
:

(Proxima edición: *Capítulos III y IV*, = **"LOS GASTOS DEL ESTADO FRANQUISTA"**)

SECCION DE ESTUDIOS FINANCIEROS
del
GOBIERNO VASCO

LAS CIRCUNSTANCIAS ECONOMICAS ACTUALES EN ESPAÑA (1)

CAPITULO TERCERO

LOS GASTOS DEL ESTADO FRANQUISTA

A). LA RIQUEZA GENERAL Y LOS GASTOS PUBLICOS EN ESPAÑA.

1.ª Los gastos del Estado español en 1948 se componen de los comprendidos en:
a) Los Presupuestos propiamente dichos, y
b) los de las llamadas Cajas Autónomas.
La suma de ambos presupuestos asciende aproximadamente a 21.220 millones de pesetas.

2.ª Para apreciar la carga general de los gastos públicos sobre la Economía, deben ser tomados en cuenta los presupuestos municipales y provinciales.

3.- En los comienzos del año 1946, el autor de la obra *"Síntesis de la Economía española"*, que es alto funcionario del Ministerio de Industria y Comercio del Gobierno de Franco, cifraba el total de esa carga general en la forma siguiente:

	Miles de millones de pesetas
Presupuesto ordinario	11,0
" extraordinario	2,5
" de las Cajas Autonomas .	3,5
Intereses de la Deuda del Estado.	1,5
Presupuestos provinciales	0,6
" municipales	1,9
Intereses Deudas Corporaciones ..	0,1
Total	21,1

4.ª Segun el mismo autor, esta cifra representaba entonces "alrededor del 40 % del total de la renta nacional".

5.- La gran importancia de este porcentaje no revela, sin embargo, toda la realidad. Obsérvese, en efecto, en el estado del apartado 3 que no son computados sino los intereses de la Deuda Pública, cuando en buena regla debiera contarse tambien la amortización, pues es bien sabido que los elementos del activo requieren no solo conservación sino total sustitución al cabo de un numero variable de años.

Actualmente la carga total puede calcularse en:

	Miles de millones de pesetas
Presupuesto ordinario	16,6
Organismos autónomos	4,6
Presupuestos provinciales	0,8
" municipales	2,3
Total	24,1

La apropiacion de capitales por el Estado.

6.ª Es mucho mas grave comprobar que desde hace doce años, el Estado se apropia la gran mayoria de los capitales que van creándose, como lo pone de relieve el siguiente estado de las emisiones:

Año	Fondos públicos (en millones de pesetas)	Valores industriales (en millones de pesetas)
1940	3.157,3	860,-
1941	2.248,-	1.074,-
1942	1.555,-	1.002,6
1943	2.107,3	1.256,2
1944	2.600,-	1.028,7
1945	5.744,7	1.585,2
1946	6.245,1	3.754,9
1947	3.734,4	1.588,-

La cifra total de los capitales mobiliarios dejados al juego de la Economía privada no exceden de la tercera parte del total.

7.- Todavía es mas difícil la situación si se tiene en cuenta que los capitales reales dejados en manos de la Economía privada no son los que acabamos de cifrar sino los que resultan de la deflación consiguiente a la aplicación de los índices de aumento de los precios al por mayor, los cuales han ido creciendo en la forma siguiente:

Año 1940	288,8
" 1941	341,5
" 1942	375,4
" 1943	419,1
" 1944	450,8
" 1945	500,3
" 1946	600,2
" 1947	704,1

Indices estos que han de tenerse en cuenta para reducir a valores reales, tanto los capitales entregados al sector público como los manejados en el sector privado.

Aplicada la deflación consiguiente, resulta que en los diez años del gobierno de Franco los capitales incorporados a la Economía general en forma de acciones y obligaciones de Compañías Anónimas, han descendido en comparación con el decenio 1920-1930 en la forma que sigue:

Periodos	Capitales nuevos en Sociedades Anónimas (efectivos en pesetas 1922-26) (en millones de pesetas)	Media anual
1921-25	6.500	1.300
1926-31	7.270	1.210
1941-46	3.287	653
1947	227	227

B) EL DESTINO DE LOS FONDOS DEL ESTADO.

8.- Para definir la política económica del Gobierno de Franco no basta con apreciar la cantidad de riqueza que detrae de la Economía general, sino que es preciso saber qué destinos da a la riqueza así detraída. Porque con tales destinos entra esa misma riqueza, de un modo o de otro, en la Economía general.

Algunas dificultades existen -artificiosamente preparadas por el régimen político imperante en

(1) Véanse el Proemio y los Capitulos I y II en las ediciones anteriores.

España- para aclarar el tema, nacidas principalmente de que, no todos los fondos manejados por el Estado pasan por los mismos presupuestos, y de que, algunos de éstos escapan a las normas de publicidad a que están sometidos los presupuestos ordinarios.

Los gastos anuales figuran distribuidos en tres documentos: 1, presupuestos ordinarios; 2, presupuestos extraordinarios; 3, los de las Cajas Autonomas. Ha de tenerse presente empero que, ya hoy no se forma presupuesto extraordinario, sino que sus consignaciones se han llevado al ordinario.

I. LAS OBLIGACIONES GENERALES DEL ESTADO

9.-He aqui un cuadro que ofrece la marcha de los gastos que se consignan en la sección llamada "Obligaciones generales del Estado". El carácter esencial de esta sección es el de que, contra los pagos que realice el Estado, no exige servicio alguno, salvo para una ínfima parte de los gastos. Se trata, en la casi totalidad, de gastos inactivos desde el punto de vista estatal.

(en millones de pesetas)	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948
Jefatura del Estado	2,2	2,2	2,6	2,7	2,9	3,0	3,0	3,0	3,0
Cortes españolas	-	-	-	12,4	12,3	12,3	12,3	12,5	12,5
Falange	9,8	14,3	141,5	154,3	163,9	-	-	-	-
Deuda Pública	1.156,2	1.228,6	1.189,8	1.444,0	1.585,7	1.724,3	2.287,8	2.081,3	2.293,5
Clases pasivas	296,9	296,9	321,2	393,5	511,4	575,8	599,8	599,8	604,8
Tribunal de cuentas	1,9	1,9	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,4	2,5
Otros gastos (Falange) ..	-	-	-	-	-	192,0	36,0	36,0	36,0
Totales	1.467,0	1.543,9	1.657,2	2.009,0	2.278,3	2.509,5	2.921,0	2.735,0	2.952,3

Aparte el índice de crecimiento, en estas condiciones es importante advertir que el gobierno de Franco no ha eliminado del Presupuesto general del Estado el sostenimiento del partido único. Para el Consejo Nacional, el Instituto de Estudios políticos y la Secretaria general del Movimiento, se asignan en estas "obligaciones generales del Estado" treinta y seis millones de pesetas en números redondos. La Falange femenina figura en el presupuesto de Educación Nacional y sobrepasa sus consignaciones *(el 23/12/47 se acordó para ella un suplemento de 3.869.000 ptas.)*.

10.- Como se ha visto, mas de los dos tercios de los gastos que, por los capítulos anteriores, hace anualmente el Estado corresponden a la Deuda Pública. El montante de ésta aparece en las estadisticas oficiales cifrado como sigue:

	(millones de pesetas)
Año 1940	24.151,5
- 1941	28.507,4
- 1942	31.128,4
- 1943	34.947,3
- 1944	38.268,8
- 1945	43.977,9
- 1946	49.319,0
- 1947	53.519,2
- 1948 (30 de Junio)	53.891,2

No se trata sino de la Deuda declarada en los Presupuestos, y hay que agregar a ella otros conceptos que el Estado descarga sobre los Organismos autónomos.

Como el primero de ellos hay que considerar al Banco de España, en cuyo balance del 30 de Setiembre 1948 aparece el Estado como deudor de:

	(millones de pesetas)
Deuda especial creada por las leyes de 13/3/42 y 31/12/42 .	14.754,8
Saldo deudor en cuenta ct. ..	1.070,7

Otros organismos autónomos, como el Instituto de Crédito para la Reconstruccion Nacional, hacen emisiones, siendo la del que hemos citado de 1.000 millones de pesetas.

A cuyos conceptos se agregan las distintas deudas exteriores, de entre las cuales destacan tres:

La emision de 100 millones de dólares en Bonos;

La deuda con la República Argentina, consecuencia del convenio comercial de 1946 y del Protocolo Franco-Perón;

El préstamo de 25.000.000 de dolares concertado con el Chase Bank.

De todos estos conceptos, se infiere que un volumen de deudas muy importante lo mantiene el Gobierno de Franco al margen de los Presupuestos.

Se busca que el país ignore cuales son sus obligaciones. El Gobierno contrae nuevas deudas sin control ni límites. Se obliga en monedas extranjeras. Su esfuerzo por hacer pasar en silencio los compromisos que contrae, rebasa todos los límites de la mas laxa moral pública. Su modo de operar priva de garantías a sus compromisos. (1)

Por lo demas, los conceptos que se han expuesto acercan a unos 80.000 millones de pesetas, si no los rebasan, el montante de las deudas del Estado.

II. LOS GASTOS PARA SERVICIOS ACTIVOS DEL ESTADO

11.- Los pagos por Departamentos ministeriales son presentados asi en la estadistica de las Cámaras de Comercio:

(en millones de pesetas)

Año	Justicia	Guerra Marina Aire	Gobernación	Educación Nacional	Obras públicas	Agricultura Industria Comercio	Hacienda y fiscales	Trabajo	Acción en Marruecos
1940	286	1.329	806	360	452	122	600	69	237
1941	301	1.441	730	369	499	120	639	72	278
1942	297	1.807	951	453	589	122	737	75	413
1943	302	2.424	1.098	473	614	164	1.165	128	536
1944	279	2.667	1.113	492	769	175	1.477	288	517
1945	339	2.982	1.237	665	1.161	198	823	222	561
1946	400	3.002	1.593	876	1.086	194	895	315	518
1947	433	3.969	2.012	987	1.271	202	880	409	627

(1). Un ejemplo de la confusión deliberadamente creada reside, por ejemplo, en el empleo del mismo nombre "Reconstrucción Nacional" para el empréstito directo en dólares y para las cédulas del Instituto de que antes se ha hablado.

12.- Para los ejercicios de 1948 y 1949, los gastos presupuestados para estos Departamentos son los que siguen:

(en millones de pesetas)

Año	Justicia	Guerra Marina Aire	Gober- nacion	Educacion Nacional	Obras publicas	Agricultura Industria Comercio	Hacienda y fiscales	Trabajo	Accion en Marruecos
1948	524,1	5.104,7	2.119,6	1.081,3	1.292,4	252,3	381,8	224,6	708,6
1949	542,3	5.494,2	2.429,5	1.189,7	1.475,3	305,7	521,7	253,2	801,7
% de aumento sobre presupuesto de 1940.	189	410	301	330	326	185	- 11	386	338

Adviértase en las cifras anteriores una desproporcion extraordinaria entre el crecimiento de los gastos de los Departamentos militares (Guerra, Marina y Aire) y el del conjunto de los otros Departamentos ministeriales. Mientras los gastos militares se presupuestan en 1949 en el 410 por 100 de lo que se pagaba en 1940, los otros departamentos ministeriales crecen como promedio al 253 por 100; entre ellos figuran los que verdaderamente significan servicios para la poblacion (Educacion Nacional, Obras publicas, Agricultura, Industria y Comercio y Trabajo). El volumen alcanzado por éstos cuatro queda en el 332,5 por 100.

El desmesurado crecimiento del presupuesto militar se ha producido en los nueve años ultimos, en que España se hallaba al margen de la guerra, y su maxima elevacion relativa no data de los momentos en que la causa aliada pudo hallarse mas o menos amenazada, sino precisamente de 1943 hasta hoy.

Y encierran extrema significación esas cifras e indices porque se trata de los presupuestos ordinarios, es decir de aquellos que recogan la politica permanente del Estado. El Ejército se va atribuyendo cada vez mas parte en la vida politica y en los recursos de España.

13.- Hemos señalado que los gastos llevados a los presupuestos no son sino una parte de los totales del Estado. En los cuadros de los numeros 11 y 12, ademas, no figuran -porque tal es el caso de las estadisticas de las Camaras de Comercio que nos han servido de base- todos los departamentos ministeriales. Procede, pues, completar los datos incluyendo los correspondientes a los Organismos autonomos.

En 1948, los gastos previstos por Departamentos ministeriales son los que siguen:

(en millones de pesetas)

Departamento Ministerial	Totales	Presupuesto del Estado.	Cajas autono- mas afectas al Departa mento
Presidencia	916,1	102,1	814,0
Asuntos Exteriores.	166,9	166,9	-
Gobernacion	2.825,8	2.119,6	706,2
Ejército	3.409,8	3.029,1	380,7
Marina	960,4	956,3	4,1
Aire	1.125,1	1.119,4	5,7
Justicia	596,3	524,1	72,2
Industria y Comercio	517,8	122,6	395,2
Agricultura	760,2	129,7	630,5
Educación Nacional.	1.310,1	1.081,3	228,8
Obras Públicas	1.716,3	1.292,4	423,9
Trabajo	904,8	224,6	680,2
Hacienda	631,9	381,9	250,0
Obligaciones a extinguir de los Departamentos ministeriales	222,9	222,9	-
Acción de España en Marruecos	708,7	708,7	-

14.- Con la incorporacion de las cifras correspondientes a los gastos de los Organismos dotados de Cajas Autonomas, con cuyo nombre figuran en los numeros 1 y 3 de esta nota, se hace mas dificil aun establecer lo que significan los gastos de las fuerzas armadas de toda especie.

He aqui, en efecto, una relacion de Departamentos en que hay consignaciones para fuerzas militares:

Presidencia ..... *(Cuarto Militar y Guardia mora del jefe del Estado, etc.)*
Gobernacion ..... *(Guardia civil, Policia y Policia armada)*
Ejército .....
Marina .....
Aire .....
Industria y Comercio .. *(Construcciones navales y aéreas militares)*
Accion de España en Marruecos ..... *(Fuerzas indigenas y Tercio extranjero)*
Obligaciones a extinguir de los Departamentos ministeriales. *(Procedentes de los Departamentos militares)*

Y todavia es mayor la parte que de los gastos del Estado se llevan los servicios militares, pues en las Clases Pasivas figura el Montepio Militar y otros conceptos destinados a militares. Y en los Organismos Autónomos hay, como veremos, gastos para fuerzas armadas.

III - LOS ORGANISMOS AUTONOMOS

15-El conjunto de gastos que figuran en los presupuestos de estos Organismos tiene de particular el ser cubierto con ingresos que se obtienen fuera de los servicios de la Hacienda pública. Impuestos, tasas, recargos, créditos, etc., son percibidos y administrados por una burocracia que, en casi todos los casos, ha sido reclutada al margen de las garantias exigidas para acceder a la función pública.

Una primera observación poco favorable para estos presupuestos la ofrece la importancia exagerada de los gastos de personal que en ellos figuran. Los datos para apreciarlo nos los ofrece el siguiente cuadro referente a los presupuestos de los Organismos autonomos correspondientes al año 1945:

Organismos autonomos dependientes del	Gastos totales presupuestados	Gastos de personal.
	(en millones de pesetas)	
Presidencia	334	15,8
Gobernacion	515	124,4
Ejército	579	122,1
Aire	2	0,6
Justicia	44	8,1
Industria y Comercio	317	89,8
Agricultura	287	65,5
Educacion Nacional	124	27,5
Obras Publicas	257	65,9
Trabajo	472	128,6
Hacienda	199	43,6

Para apreciar el estado actual hay que tener presente que en 1948 los presupuestos de los Orga-

En ella se puede señalar la tendencia a servir necesidades militares que, en lo que tengan de justificadas, debian ser llevadas directamente al Presupuesto del Estado. Tal es el caso de las aportaciones del Instituto a la Empresa Nacional Bazan, encargada de las construcciones navales militares, incluidas las bases navales. La importancia de los gastos de esta empresa, en materia de bases navales, fué puesta de relieve a fines del verano de 1948, cuando el Ministro de Industria dio cuenta de los trabajos que se estan realizando en el Ferrol, donde se hallaban ocupados 25.000 obreros, construyendo, entre otras cosas, un dique seco para buques de 85.000 toneladas. Otro semejante a éste se halla en construcción en la base naval de Cadiz. La naturaleza de estos gastos, su radicacion en los puertos militares españoles y las caracteristicas de la marina mercante española, hacen ver que el objeto de la construccion es puramente militar.

Instituto Nacional de la Vivienda

Este organismo autónomo que, segun las cifras del Ministro de Hacienda en su discurso ante las Cortes, el 22 de Diciembre de 1948, ha recibido 1.250 millones de pesetas de la Deuda Pública emitida por el Estado y construido con ese auxilio edificaciones por más de 4.000 millones de pesetas, debia ser por su naturaleza una institución de limpia tendencia social. Sin embargo, también este Instituto sirve para ocultar gastos de caracter militar.

En dicho discurso figuran 1.000 millones de pesetas desembolsadas directamente por el Estado en "acuartelamientos de Guardia Civil y Ejército, viviendas y otros edificios militares".

El Estado ha creido necesario disimular bajo las actividades del Instituto Nacional de la Vivienda gastos de esta misma naturaleza, y a fines del año 1948, por ejemplo, se han aprobado créditos extraordinarios para satisfacer al Instituto Nacional de la Vivienda la parte correspondiente al Estado por la construccion de cuarteles de la Guardia Civil.

Junio 1949

(Próxima edicion : *Capitulo V* - "EL REGIMEN QUE SE APLICA A LOS CAPITALES EN ESPAÑA)

SECCION DE ESTUDIOS FINANCIEROS
del
GOBIERNO VASCO

LAS CIRCUNSTANCIAS ECONOMICAS ACTUALES EN ESPAÑA (1)

CAPITULO QUINTO

==o o o==

EL REGIMEN QUE SE APLICA A LOS CAPITALES EN ESPAÑA

I - Indicaciones generales.

1.- Cuando el Ministro de Hacienda del Gobierno de Franco, Sr. Benjumea, presentó a las Cortes el proyecto de ley de ordenación bancaria, aprobado el 31 de Diciembre de 1946, expuso en la siguiente forma cuales eran los principios en que se inspiraba la ley:

"Las varias e importantes disposiciones dictadas en estos ultimos años sobre el mecanismo del crédito, han tendido a imprimir a éste la unidad de dirección precisa para que, como parte de la política económica, responda a las orientaciones que, en materia de tanta trascendencia nacional, solo al Gobierno toca señalar. Excuso decir, por tanto, que el proyecto representa en su conjunto la confirmación de ese principio, y en algino de sus preceptos, un avance en el camino emprendido."

2.- Comentando estas declaraciones y los preceptos de la ley en cuestión, dijimos poco después lo que sigue:

"Los productores y gestores de capitales carecen de la facultad de invertir libremente los que van creando con su actividad de producción.

"Es ésta la realización en el orden económico del principio totalitario *"nada fuera del Estado"*. El Gobierno de Franco puede glorificarse de que lo observa y hace observar a los españoles en materia de capitales. Pero la consecuencia es tambien ineludible; si solo el Estado orienta a los capitales hacia la Agricultura, hacia la Industria, hacia el Comercio, solo el Estado es responsable de todas las insuficiencias, de la insuficiente nutrición, de la falta de alojamiento, etc."

3.- Las circunstancias no han variado desde entonces. Lo que ha hecho es ponerse de relieve que, en efecto, el Gobierno de Franco dispone totalmente de los movimientos de capitales, y que ha conducido la situación económica con su dirección a un estado de gravisima crisis. Las cifras que en el capitulo segundo, relativo a la Agricultura española, se consignan en el numero 9 son por si mismas elocuentes, pero podrian atribuirse a causas naturales climatológicas, si no las contradijera lo que se expone en los números 6, 11 y 13 del mismo capítulo.

4.- De hecho, las medidas relativas a las finanzas y al crédito, a partir de esa fecha de 1946, se han traducido en unos resultados muy visibles, y que podemos resumir brevemente como sigue:

a) La suma de billetes en circulación no ha seguido creciendo;

b) Los indices de producción no han mejorado, descendiendo la renta nacional en el curso de los dos ultimos años;

c) La suma de capitales a disposición de la Industria ha bajado a una sexta parte en 1947, con relación a 1925 *(léase el numero 7 del Capitulo tercero : "Los gastos del Estado franquista")*;

d) La cotización en Bolsa de los valores industriales ha bajado segun resulta del siguiente cuadro:

- Acciones -	Cotizaciones al 31/12/1946		Cotizaciones al 15/3/1949	
Siderúrgicas (Altos Hornos de Vizcaya)	225	%	170	%
Metalúrgicas (Babcock and Wilcox)	685	%	450	%
Bancarias (Banco Hispano Americano)	475	%	310	%
Eléctricas (Iberduero)	308	%	245	%
Papeleras (Papelera Española)	440	%	370	%
Químicas (Unión Española de Explosivos)	440	%	333	%
Cementos (Asland)	420	%	360	%
Navieras (Aznar)	2.400	pts.	1.660	pts.
Ferrocarriles (Vascongados)	1.200	"	912,50	"
Mineras (Española de Minas del Rif)	346	"	246,-	"

e) El tipo de interés ha sido elevado, introduciéndose recientemente una discriminacion en favor de las operaciones que interesan directamente los titulos de la Deuda del Estado;

f) La falta de créditos para las inversiones industriales ha causado un estado de estrechez, que al acumularse las dificultades por insuficiencia de energia eléctrica, han conducido a la Industria a un estado de crisis;

g) Aparentemente, el pleno empleo parece conservado; en realidad, existe un paro real muy extenso, aunque paliado en sus efectos de escándalo por medidas como la que se detalla en el ejemplo de la nota sobre los organismos autónomos;

h) La economia de penuria reina en todas los ramos de la economía, pesando especialmente la falta de aceros, las deficiencias de los transportes interiores, la insuficiencia de los carbones (paliada recientemente con la importación de carbon inglés), y la absorción por los servicios del Estado de los productos de la Agricultura y la Industria, los cuales van a parar a destinos sin productividad real económica, o se manejan en tal forma que las obras comenzadas no llegan a terminarse. El plazo de construcción de las obras públicas en España es cuatro veces mayor que el normal;

i) Esto hace que la revista *"Economia Mundial"*, en su número de Abril, haya consignado, en su sección de actualidad financiera, lo que sigue:

.....

(1) Véanse el Proemio y los Capitulos I, II, III y IV en las ediciones anteriores.

"Un momento delicado.

"Las Juntas generales de estos dias han traido a Madrid personalidades destacadas de diversas provincias. De sus conversaciones se desprende que la crisis en suministro de energia eléctrica, junto con otras dificultades industriales, empiezan a dejar sentir sus efectos en el animo de industriales y comerciantes, preocupados por la baja de la producción y el duro periodo que atraviesan sus negocios. Como los reflejos, tanto de optimismo como de depresión, son contagiosos, se advierte una pérdida de moral en determinados sectores, que ven con preocupación acercarse dias en los que, agudizadas las causas que hoy apuntan, sea difícil un sostenimiento normal de los negocios frente a las obligaciones que ineludiblemente han de atenderse."

La falta de garantia metálica y de convertibilidad en oro o en divisas de la peseta, tiene sometidos a todos los capitales a una política que se varia arbitrariamente por el Estado segun reacciones imprevisibles, no sólo en lo que se refiere a intercambios de capitales con el mundo exterior, sino en cuanto a la inversión misma de los capitales dentro de España. El área de la iniciativa privada es mínima, como lo prueban los ejemplos que desarrollaremos.

6.- Estas restricciones sobre los capitales se ejercen, tanto en cuanto a su inversión, como a la explotación de los negocios con ellos creados y a la disponibilidad de los productos obtenidos.

No hay, pues, mas ley que la voluntad variable del Poder Público en cuanto a la condición de los capitales en España. Formas de las varias manifestaciones de la intervención del Estado vamos a exponer a continuación.

II - Los capitales españoles y su inversión en España.

7.- Las condiciones en que los productores españoles pueden llevar adelante sus negocios, estan influidas por tal serie de diferentes circunstancias juridicas y son éstas tan mudables y efimeras, que es absolutamente imposible sintetizarlas para dar una idea de conjunto a quien desee darse cuenta de la situación actual de la Economía española. No cabe sino elegir algunos ejemplos, advirtiendo de antemano que, iguales o parecidas limitaciones y una inseguridad semejante alcanza a todos los ramos de actividad económica.

8.- Comencemos por citar el ejemplo de la Industria del cemento. Se trata de una industria en crecimiento y cuyo mercado en España presenta indudablemente margenes importantes de expansión. Por eso, hay actualmente en construccion varias fábricas, pero éstas, como las ya existentes, se encontrarán limitadas por una parte por las restricciones de electricidad, por otra por las asignaciones de carbón, que dependen de una comisión oficial del Estado, y por otra por la no libertad de disponer del 80 por 100 de la producción, la cual queda reservada a suministros oficiales del Estado. Todo ello, además de las regulaciones de precios y jornales, que se hallan enteramente en manos tambien de organismos del Estado. En estas circunstancias no se puede hablar de gestión de capitales, en cuanto a los que se pongan a disposición de la producción de cementos en España. Crear una fábrica de cementos es ponerse sencillamente con los capitales a disposición del Gobierno.

La prueba de esto que decimos puede leerse en el informe del pleno del Consejo Económico-Sindical (otro organismo oficial del régimen franquista), en el que se inserta el estudio para un posible aumento de la producción de carbones minerales (lo publica "Información Comercial Española", órgano oficial de la Subsecretaria de Economia Exterior y de Comercio, en su número del 15 de Marzo de 1949). He aquí lo que se lee en él:

"REPERCUSIONES DE UN AUMENTO DE DISPONIBILIDADES DE CARBON EN LAS INDUSTRIAS DE LA CONSTRUCCION.

"Con las actuales instalaciones, y debido fundamentalmente a las escasas asignaciones de carbón, la industria del cemento alcanza tan solo una producción de 1.700.000 toneladas anuales (datos correspondientes al año 1947), de cuyo total se destinan (mas o menos) a suministros oficiales el 80 por 100, es decir, que para la actividad privada, que casi íntegramente se dedica a la construcción de viviendas, solo restan unas 340.000 toneladas por año.

"El aumento de producción carbonífera consentiria a la industria del cemento el disfrute de cantidades suficientes de combustible para trabajar a pleno rendimiento y entonces podria elevarse su producción anual a la cifra de 2.500.000 toneladas, susceptibles de aumento considerable, ya que las ampliaciones de diversas factorias y el montaje de otras nuevas se encuentra detenido por faltar carbon con que atender sus necesidades."

Estas consideraciones se hacen para un plan que permita asignar a las industrias de cemento 960.000 toneladas por año, en vez de las 789.000 que se le han atribuido en 1947.

Estas restricciones son, como decimos, independientes de las de tipo general, que también han de cumplirse, para obtener la licencia para ampliar una industria ya existente o para obtener otra nueva, como para tener las divisas precisas para la adquisición de la maquinaria que deba importarse del extranjero.

9.- Las mismas son las circunstancias que se aplican a todas las industrias de transformación. La metalúrgica, por ejemplo, se encuentra condicionada, no solo por la electricidad y los carbones, sino muy gravemente también por la escasez de acero. Y semejantemente las textiles y las papeleras. En la Junta de la principal de estas últimas, se hizo constar el año 1948 que el 50 por 100 de la producción era retenido por los organismos oficiales del Estado y que los precios impuestos por el Estado a los productos permanecian inalterados desde 1942.

10.- En las industrias que por implicar concesiones de obras o servicios públicos, estaban de siempre sometidas a pliegos de condiciones en los que figuraban las tarifas máximas de los suministros o servicios (ferrocarriles, empresas de suministrospúblico de electricidad, gas, etc.) las intervenciones del Estado eran obligadas. Pero ninguna duda cabe de que, si bien las obligaciones que pesaban sobre tales negocios tenian un caracter contractual, un mínimo sentido de equidad obligaba al Estado a promover la revisión de las condiciones, para que las tarifas se ajustasen a las nuevas condiciones de la economía. El Estado militarista español no conoce las exigencias de la probidad. Se ha atribuido a sí-mismo la libertad de modificar sus propias obligaciones, sin límite ni medida. Pero para darse esta latitud a sí mismo, ha debido recurrir a las máximas injusticias sobre cuanto se mueve y vive en sus territorios. En el caso de los capitales, donde aparecen extremadas las violencias y las lenidades arbitrarias es al comparar el trato diferente que puede advertirse en estos servicios concedidos.

Ello determina, por ejemplo, la situación intolerable de los capitales invertidos en los negocios eléctricos. Una comparación en los índices de precios, presenta a estos en el nivel de 509 por 100 al finalizar el año 1948, y el coste de vida en el nivel de 572,8 por 100. Pero si se examinan los componentes parciales de este último, se ve que la luz eléctrica para el consumo doméstico es pagada ahora a 112,6 por 100 de los precios anteriores a

la guerra civil. Por qué? Porque la producción de energia eléctrica para el consumo doméstico fué en su dia objeto de concesión, y las tarifas son intangibles para las compañias concesionarias, es decir para los industriales productores. En España no hay un sistema de subvenciones para mantener bajo el coste de vida, como en la Gran Bretaña. Lo que hay es que se hace pesar la rigidez de las tarifas de la concesión, aunque el precio del carbón que consuman las centrales térmicas haya subido al 295 por 100 en la misma plaza, cuyos productores de electricidad habrán de conformarse con recibir el 112,6 por 100. Esta actitud, en la que el Estado se considera libre de las minimas exigencias de la probidad, explica hechos como el de la quiebra de la Sociedad "Barcelona Traction and Power" de Toronto.

11.- Donde todavia puede decirse que sobrepasa la injusticia a las violencias que acabamos de señalar, en relación con los servicios públicos objeto de concesión, es en la política seguida con los productos agricolas exportables. Respecto de éstos juega la obsesión por disponer de las divisas que el Estado maneja a través del Instituto Español de Moneda Extranjera.

En el caso de España, lo grave es que toda la política ha operado en el sentido de crear dificultades sobre el productor, a quien se ha hecho victima de gravámenes disimulados, pero excesivos, en tanto que al especulador o traficante se le ofrecian ancho campo y facilidades increibles.

Ya en el capitulo cuarto relativo a los Organismos autonomos, ejemplo A, se ha visto que sin dar ninguna garantia de venta al productor de la almendra y la avellana, se daba al intermediario almacenista libertad absoluta de precio, sometiendo al productor a una tasa.

Tal ejemplo, sin embargo, queda pálido ante el que vamos a consignar. Es el caso de los productores de cebollas. (datos de 1947)

Estos destinaban a la exportación en los años anteriores a 1936, dos millones de cajas. Cada caja contiene 50 kilos y el quintal se vendia a Inglaterra, principal consumidor, seguido de Irlanda, a 20 chelines. La confección de la caja cuesta 20 pesetas y, por la intervención del circuito oficial en el cambio de aquellos 20 chelines, la caja con todo su contenido es pagada al exportador 20,40 pesetas; el productor de la cebolla cobra, pues, 6,40 pesetas por caja. Pero este productor cobraria mucho mas del doble si pudiera disponer libremente de los chelines pagados por el comprador inglés, puesto que, en mercado libre, la libra esterlina vale mucho mas del doble que vendida, como le es forzoso, al Instituto Español de Moneda Extranjera. La primera consecuencia es la de que, en vez de 27.000 hectáreas de cebollas sembradas en 1932, solo haya 16.000 hectáreas en 1944, produciendo 6.405.000 quintales métricos en 1932 y solo 2.997.000 quintales métricos en 1944.

Pero hay otra consecuencia peor. El agricultor que ha producido la cebolla es un consumidor de articulos procedentes del extranjero. Si las divisas que ha procurado por su trabajo estuvieran a su disposición, podria comprar directamente el instrumental de trabajo (tractores, etc.). Pero no puede hacerlo. Sus divisas se perdieron para él en el circuito oficial. Si ha de comprar un tractor o un camión de transporte, ha de acudir a quien puede vendérselo, que sera un importador o un intermediario de segunda o tercera mano de los importadores.

12.- Lo que acabamos de decir nos introduce en el tema de los cambios diferenciales de divisas, segun la clase de mercancias y las operaciones de importación o exportación, que el Gobierno de Franco ha implantado en el mes de Diciembre de 1948. Por no referirnos sino a productos agricolas y de los que se producen concretamente en una de las regiones del Pais Vasco (Alava), citaremos el caso de los cambios especiales para importaciones publicados los dias 5 y 10 de Enero de 1949.

A la importacion de semilla de patata y semilla de remolacha se aplican los cambios siguientes:

Dólares ..... 13,14 pesetas
Libras ..... 52,95 "

Pero a la importación de vinos se aplican estos otros:

Dólares ..... 27,375 pesetas
Libras ..... 110,32 "

La pequeña región de Alava produce vinos de excelente calidad, aunque la zona apta para la producción de estos vinos no sea muy extensa. Pero lanzándose a una renovación de técnicas, se ha especializado en el curso del presente siglo en el resto de la superficie en la preparación de simiente de remolacha azucarera y en la de simiente de patata. Esta última actividad, iniciada en 1933, es la base del resultado de mejoramiento de rendimientos que se ha señalado en el número 6 de la nota sobre la Agricultura española, estado actual.

Ahora bien, los cambios diferenciales de moneda extranjera que acabamos de copiar fijan el criterio siguiente:

Protección, mediante unos aranceles prohibitivos, a la producción de vinos; gravamen exorbitante en comparación con el anterior a la producción de semillas de patata y de remolacha.

Lo cual se traduciria en protección de los capitales dedicados a la producción de vinos y gravamen de los capitales dedicados a la producción de semillas de patata y de remolacha.

De hecho, ni unos ni otros capitales son objeto de protección, puesto que no hay la menor garantia de persistencia de un régimen económico basado en tamanas arbitrariedades.

III - El trato de los capitales extranjeros

13.- Los capitales extranjeros, en cuanto introducidos por particulares, banqueros o industriales, en España, estan sometidos normalmente a las mismas arbitrariedades a que hemos visto son sometidos los capitales españoles. Les alcanzan, sin embargo, otras arbitrariedades suplementarias.

14.- La primera concierne al momento inicial, es decir al de la introduccion de capitales en España.

No ya solo los extranjeros que quieran interesarse con capitales propios en negocios establecidos en este pais, sino los españoles que quieren repatriar los que hayan logrado constituir con sus actividades fuera de España, aspiran a aportarlos en forma de cargamentos de mercancias, efectos o maquinaria, que adquiridos por ellos en buenas condiciones en el extranjero, les sirvan para obtener beneficios al introducirlos en este pais.

Carente España de azucar en los ultimos años, parece razonable que los españoles emigrados a Puerto Rico o Cuba, al repatriarse transfirieran sus capitales en cargamentos de azúcar a vender en España; parece también que, de un modo semejante, los españoles de Méjico o de las Repúblicas del Plata puedan concebir análogos deseos con relación a otros productos de los respectivos paises (trigos, carnes, etc.). Pero tales operaciones se hallan absolutamente prohibidas, aún bajo la forma de repatriación de capitales.

Por orden del Ministerio de Industria y Comercio del 23 de Marzo de 1949, se ha dispuesto que:

"en lo sucesivo- las mercancias cuya importación se verifique sin divisas ni compensación, sufriran, a su entrada en España, un recargo en pesetas

sobre el valor consignado en las respectivas licencias, equivalente al que la mercancía experimente por virtud de la aplicación del cambio especial. Las licencias consignarán el tipo de gravamen que en cada caso deba satisfacerse. Estas licencias no tendrán validez hasta que sean ratificadas despues que el importador justifique haber satisfecho al Instituto Español de Moneda Extranjera el recargo señalado, para su ingreso en el Fondo de Retorno por Cargas Interiores del Estado."

15.- La asociación, por ejemplo, de los productores de algodon americanos con los fabricantes de hilados y tejidos españoles para reexportación o no de los productos, no es, pues, realizable.

16.- Pero si todo ello esta o totalmente prohibido o admitido solo a base de compensar al Instituto Español de Moneda Extranjera las diferencias de precios y cambios que el Ministerio de Industria y Comercio español puede modificar cada mes, la desigualdad que injustamente imponen estas compensaciones y recargos resulta agravada aun para los capitales propiedad de extranjeros.

Los cambios especiales publicados el 21 de Enero de 1949 establecen, en efecto, para la introducción de las divisas los dos cambios siguientes:

Repatriación de capitales

Dólares ..... 25,- pesetas
Libras .....100,75 "

Importación de capitales extranjeros

Dólares ..... 16,40 pesetas
Libras ..... 66,19 "

Esta diferencia de 8,40 pesetas y 34,56 pesetas por cada dólar y por cada libra respectivamente no es otra cosa que un [illegible]uesto.

A este propósito, conviene recordar que, el Ministro de Hacienda del Gobierno de Franco, en su discurso del 22 de Diciembre de 1948 ante las Cortes españolas, al defender el Presupuesto para 1949, ha defendido la tesis de que los recursos de que se nutren los Organismos autónomos no tienen carácter de impuestos. Pero no se podria calificar de otra manera a estas diferencias de exacción a que somete a los productores el Instituto Español de Moneda Extranjera, puesto que, si es verdad que con no repatriar o importar capitales, nadie queda sometido a la exacción, otro tanto ocurre en todos los impuestos indirectos en los que, con no fumar o abstenerse de las bebidas alcohólicas, se exime uno de los impuestos correspondientes.

IV - Conclusión

17.- Cuanto se deja dicho, que no es sino muy poco, en orden a lo arbitrario de la situación del capital en España, prueba que, bajo el régimen de Franco, los capitales sean españoles o extranjeros, carecen de toda garantia, ya sea en orden a su productividad, ya en cuanto a poder disponer de los beneficios eventuales o a obtener su reembolso.

Junio 1949

(Proxima edicion: *Capitulo VI* - "LOS INFORMES BANCARIOS E INDUSTRIALES SOBRE LA SITUACION ECONOMICA EN ESPAÑA)

SECCION DE ESTUDIOS FINANCIEROS
del
GOBIERNO VASCO

LAS CIRCUNSTANCIAS ECONOMICAS ACTUALES EN ESPAÑA (1)

CAPITULO SEXTO

LOS INFORMES BANCARIOS E INDUSTRIALES SOBRE LA SITUACION ECONOMICA EN ESPAÑA

1.- Las informaciones que aparecen en la presente nota son obtenidas de los balances y otros documentos de los Bancos relativos al ejercicio de 1948, que han sido sometidos a las Juntas generales de accionistas en los meses de Marzo y Abril últimos.

Entre dichos documentos figuran en primer término los concernientes al Banco de España, entidad oficial que, por la intervencion que en él ejerce el Ministerio de Hacienda, tiene una especial significación. Por otra parte, el Balance, la Memoria y los acuerdos de la Junta general de accionistas del Banco de España han sido ya aprobados por el Ministerio de Hacienda, conforme a la Ley de Ordenacion Bancaria.

2.- Los documentos bancarios subrayan el estado de deflación monetaria y crediticia. He aqui lo que dice uno de ellos:

"Ha sido característica del año que ha finali-
"zado la de una menor fuidez en las disponibilida-
"des de efectivo, que se ha reflejado en una menor
"... en el incremento de los saldos acree-
"dores, tanto por las menores disponibilidades, como
"por la necesidad que va sintiendo la clientela de
"ir utilizando las reservas acumuladas en momentos
"mas favorables." Esta ultima expresión relaciona-
da con las reservas esta expuesta en forma que pudiera inducir a error. Hacemos sobre ello la reserva oportuna, puesto que la más grave de las características del momento actual en España es la absoluta falta de reservas adecuadas a las necesidades. Daremos luego sobre ello las oportunas precisiones.

Esta apreciación es ilustrada por los datos que figuran en los balances.

Del referente al Banco de España, cuya Junta se ha celebrado los dias 17 y 24 de Abril, obtenemos que el volumen de los créditos concedidos por el Banco emisor en 1948 ha sido de 9.981 millones de pesetas, con baja respecto del año 1947 en que fueron de 10.398 millones de pesetas. En éste, como se ve, no se ha logrado mantener el volumen de los créditos. Tampoco ha sido mantenido en el caso del Banco Hispano Americano, cuyo saldo en el activo era a fin de 1947 de 2.574 millones de pesetas, bajando a 2.384 millones a fin del año 1948. El mismo descenso se observa en el Banco de Vizcaya.

Otros Bancos, como el Banco de Bilbao y el Banco Español de Crédito, aparecen con ligeros aumentos en la cifra de los créditos concedidos por el Banco a clientes. Pero seria preciso desglosar de los balances respectivos las operaciones que figuran en los mismos y que corresponden a los Bancos comarcales absorbidos en el curso del año por estos otros grandes Bancos. Pero aún cuando el Balance presenta un saldo superior al del ejercicio anterior, la deflación ha sido registrada por las operaciones de los Bancos, y asi vemos que el Banco de Bilbao tuvo en 1947 un movimiento de 22.047 millones de pesetas en la cuenta de créditos abiertos a clientes, y este movimiento ha descendido en 1948 a 15.386 millones de pesetas.

3.- Uno de los elementos significativos de la situación económica general que aparece en los documentos bancarios, es el relativo a las emisiones de valores mobiliarios. He aqui el cuadro comparado de las emisiones en los años 1947 y 1948.

Entre ellos tiene significación el que se refiere a las emisiones de capital, que damos en el siguiente estado, comparándolas con las de 1947:

Emisiones privadas	(en millones de pesetas) 1947	1948
Acciones		
Bancos	215,8	38,4
Siderometalúrgicas	165,1	294,8
Inmobiliarias y construcción	205,6	212,3
Transportes terrestres	98,0	50,0
Electricidad	289,9	742,1
Químicas	162,0	348,1
Textiles	35,5	3,2
Cementos y cerámicas	28,1	-
Mineras	1,5	10,4
Navieras	0,4	123,8
Varias	1.038,9	679,2
Obligaciones y bonos	291,8	1.305,5
Valores privilegiados y públicos		
Cédulas hipotecarias	300,0	812,5
- Crédito Local	100,0	167,9
Deuda de Ayuntamientos y Diputaciones	445,0	1.503,0
- de la Deuda y del Tesoro	5.297,5	2.376,3
Sumas	8.684,0	8.878,8

(1) Véanse el Proemio y los Capítulos I al V en las ediciones anteriores.

El Banco de España publica datos sobre este mismo punto en su Memoria. Son menos homogéneos y completos que los que acabamos de dar. Según ellos, los capitales demandados por las distintas entidades emisoras en 1948 fueron inferiores en 740 millones de pesetas a los demandados en 1947. Segun el Banco de España, la caracteristica fundamental es el haberse visto obligadas las empresas a acudir a la forma de emisiones de obligaciones, reduciéndose el volumen de las acciones emitidas. A lo que se aplica por él el siguiente comentario:

"El dinero, al buscar una mayor seguridad de "colocación, junto a mayores rentabilidades, afluyó a las empresas mediante las emisiones a renta "fija. Las empresas ven asi gravados sus costes de "producción, sin la flexibilidad que permite el "capital cuando esta representado por acciones."

4.- Hay un dato que la Memoria del Banco de España coloca siempre como destacable, y es el de la contratación habida en Bolsa sobre Fondos públicos y Otros valores.

Aún eliminados los efectos de la baja en las cotizaciones, resulta que, apreciado solo segúnel valor nominal de los títulos contratados, esta baja es muy visible, puesto que frente a los 9.376 millones de pesetas contratados en Bolsa en 1947, solo se han contratado en 1948 un nominal de7.917 millones.

5.-Copiamos tambien de la nota relativa a la Memoria del Banco de España lo que sigue:

"Precios y producción

"La corrección impuesta del lado de la inflación monetaria ha tenido la virtud de dejar al descubierto la verdadera casualidad de la que dimana el alza de los precios en la producción y el consumo. Efectivamente, durante el año 1948, mientras los títulos - valores bajaban en el mercado de "valores, continuaron creciendo los precios de cos- "te en la producción y el consumo. Según los datos "que recoge la Memoria del Banco de España, publi- "cados por el Instituto Nacional de Estadistica, "con arreglo a la base de precios de 1939 igual a "100, el indice de precios al por mayor, que en "1947 era de 293, ha pasado en el de 1948 a 312, "con un aumento de 19 puntos (un 6,4 por 100). "Ciertamente que los 19 puntos de subida durante "el año indica, frente a los 45 que habian subido "en 1947, una aminoración en el crecimiento de los "precios, pero, en definitiva, queda demostrado que "la subida continúa produciéndose."

"Dado que los factores monetarios no han actua- "do en este fenómeno, será preciso convencerse de "que las verdaderas causas se encuentran en los "factores básicos, que condicionan la productivi- "dad, todavia tan escasa, de la economía espa- "ñola".

"En el sector agrícola la producción fué noto- "riamente inferior a la del año 1947. Menor fué, "asimismo, la producción industrial, por las difi- "cultades para la adquisición de materias primas "extranjeras (1) y la disminución de nuestras po- "sibilidades de energia."

6.- El conjunto de hechos que acaban de exponerse deriva de la politica seguida por el Gobierno de Franco, en relación con los tipos de interés. Estos fueron elevados especialmente desde fines de 1947, después de un periodo de facilidad que habia sido mantenido por el Gobierno de Franco desde el final de la guerra civil. Una consecuencia de estas medidas ha sido el aumento de los beneficios de los Bancos.

Las cuentas de Pérdidas y Ganancias de los mismos ofrecen los productos brutos y netos siguientes, comparados en 1947 y 1948:

Bancos	Productos brutos		Productos netos	
	1947	1948	1947	1948
	(en millones de pesetas)			
España	281,2	404,1	76,8	95,1
Hispano Americano	307,8	382,9	94,5	126,9
Español de Crédito	348,2		75,9	79,0
Bilbao	181,5	214,6	59,5	70,6
Vizcaya	154,6	170,0	63,5	70,3

Este cuadro presenta, especialmente en las cifras relativas al Banco de España, los efectos de la elevación del tipo de interés. A ella ha seguido la consiguiente mayoración de los impuestos percibidos por el Estado. En el caso del Banco de España figuran las tres partidas siguientes, que casi en su integridad ingresa en Caja el Estado:

Previsión para contribuciones e impuestos y valores en suspenso	188,7
Para amortización parcial de la Deuda especial	66,3
Para impuestos sobre dividendos	4,0
Total en millones de pesetas	259,-

Debe advertirse, para apreciar la politica económica del Estado en relación con el Banco de España, que en los años 1932 a 1934 los beneficios liquidos del Banco de España subieron a mas de 138 millones de pesetas por año, de los cuales percibian los accionistas 47.790.000 pesetas, en tanto que de 1942 a 1948 se han pagado a los accionistas dividendos que van de 20.700.000 a 28.800.000 pesetas anuales.

7.- Es el momento de relacionar la reserva que hemos hecho en el número 2 a las expresiones empleadas por la Memoria del Banco Hispano Americano con las que emplea el Banco de España, según hemos visto en el numero 3, y con lo que resulta de las Memorias de sociedades industriales.

Aqueja a toda la Economia española la politica monetaria del Estado español que la ha privado en el curso de este decenio de la posibilidad de constituir reservas adecuadas a sus necesidades.

Expuso este punto un informe sobre la situación económica elevado al Gobierno de Euzkadi, en Noviembre de 1947, en los términos que siguen:

"En primer lugar, existe sobre todas las Empre- "sas la amenaza y el gravamen oculto que implican "toda la politica dirigista del Estado. Comenzando "por el propio negocio bancario, la obligación en

(1) En las condiciones generales en que está formulada, la afirmación que se atribuye aquí al Banco de España es absolutamente falsa, como se demuestra en el capítulo siguiente.

"que se encuentra la Banca privada de absorber las "ingentes masas de Fondos Públicos puestas en cir- "culación por el Estado, cortan las posibilidades "de inversiones industriales. Las inversiones in- "dustriales, a su vez, se hallan amenazadas de in- "cautaciones, limitadas en su tráfico por las corta- "pisas puestas al intercambio con el extranjero "y ven sus beneficios reducidos por la conversión "forzosa de las divisas que puedan obtener, a los "cambios oficiales. En cambio, sus compras al ex- "tranjero están gravadas por el aumento de pre- "cios, que anula los beneficios del cambio oficial. "Sobre ello habremos de hablar más adelante.

"El gravamen principal que pesa sobre el capi- "tal industrial, es sin embargo, otro. Los capitu- "los mas importantes de la producción requieren "constantes renovaciones del utillaje, para que la "productividad se mantenga o mejore. En los últi- "mos años, las previsiones necesarias para la re- "novación del utillaje y la adquisición de los "nuevos elementos de producción que sustituyan a "los que se hallan en uso por encima de su periodo "normal de amortización, no se han guardado. De "aquí que casi todo el capital industrial español "requiere la renovación en tales proporciones, que "tal capital industrial arrastra consigo un inmen- "so gravamen no declarado. Este gravamen es el que "produce la baja de la estimación real del capital "de que se trata.

"Pruébanse estas apreciaciones de un modo direc- "to, si se consideran algunos de los ramos indus- "triales principales:

"**Industria eléctrica.**- Segun una publicación de "las propias Empresas en Mayo del corriente año, "el capital total invertido al terminar el año 1946 "puede estimarse en 7.800 millones de pesetas. Pe- "ro, segun el propio trabajo, mientras la industria "eléctrica suiza ha amortizado el 58,7 por 100 de "sus inmovilizaciones hasta el año 1943, la indus- "tria eléctrica española no ha amortizado sino el 11,92 por 100 de las suyas. Compréndese, por tan- "to, que el 47 por 100 de amortizaciones no prac- "ticadas está gravando el capital de la Industria "eléctrica española y reduciendo su valor real.

"**Industria naviera.**- Conocido es que el estado "de vejez de la flota mercante española es extre- "mo. El Marqués de Urquijo dijo a los accionistas "de la Banca en 1948 que ""al comenzar el año 1948, "solo 38.000 toneladas de buques españoles conta- "ban con menos de cinco años de vida."" Como una "flota mercante, en condiciones normales de reno- "vación, no debe tener sino una edad media de 10 "años, se comprende que el valor real de la indus- "tria naviera española no llegue a la mitad del "que corresponderia por la cifra de toneladas.

"**Industria textil.**- Los estudios financieros "españoles aprecian en no menos de 500 millones de "pesetas los fondos necesarios para renovar el "utillaje de la industria textil. El 40 por 100 de "esta suma habria de ser maquinaria suministrada "por paises extranjeros.

"**Ferrocarriles.**- Las necesidades de renovacion "en los ferrocarriles españoles son tan palmarias "que las confiesan aun los servicios mas incondi- "cionales del régimen franquista. A nosotros nos "bastará citar que, en una nota preparada por los "elementos financieros españoles en el mes de Junio "del corriente año, para obtener créditos urgentes "de los Estados Unidos, se considera indispensable "la inversión de 125 millones de dólares para po- "ner en estado de explotación normal, sin amplia- "ciones de ninguna clase, la red ferroviaria espa- "ñola."

Lo que se decia en ese informe es hoy un hecho confesado por todas las entidades economicas en España.

8.- Los documentos bancarios de que nos ocupamos no presentan sugestión alguna sobre el modo de cubrir las necesidades de capitales, que quedan bien de relieve en el presente estudio.

(Próxima edición: *Capítulo VII* - **"LA EVOLUCION DEL COMERCIO EXTERIOR ESPAÑOL EN 1947 Y 1948, Y EL MOVIMIENTO DE DIVISAS"**

SECCION DE ESTUDIOS FINANCIEROS

del

GOBIERNO VASCO

LAS CIRCUNSTANCIAS ECONOMICAS ACTUALES EN ESPAÑA (1)

CAPITULO SEPTIMO

LA EVOLUCION DEL COMERCIO EXTERIOR ESPAÑOL EN 1947 Y 1948 Y EL MOVIMIENTO DE DIVISAS SOBRE LAS QUE HA OPERADO

I

En el conjunto de los diez primeros meses del año 1948, el balance del comercio exterior español, se presenta en la forma siguiente:

(En millones de pesetas-oro)

Importaciones	1.225,4
Exportaciones	883,7
Saldo a favor de las importaciones ...	341,7

En el año inmediatamente antecedente, o sea en 1947, y en los mismos diez primeros meses, ese balance ofrecía un saldo reducido a 145,3 millones de pesetas-oro.

Diversas particularidades han de ser consideradas para apreciar la significación del hecho de que la España de Franco pueda disponer de la posibilidad de comprar artículos al extranjero por unos cientos de millones de pesetas-oro mas que las compras que el extranjero le hace de productos españoles.

Desde 1929 ha habido tres años (1932, 1934 y 1935) con un saldo desfavorable de más de 200 millones de pesetas-oro por año. Explicar las características del comercio exterior en el año que acaba de transcurrir, y la orientación que tiene el intercambio comercial español, es el objeto de la presente nota.

II

Una de las bases principales con que ha contado Franco para sostener su intercambio comercial han sido los sucesivos acuerdos con la República Argentina, la cual ha venido proveyendo de créditos al Gobierno de Franco para sus compras en la República Argentina. El último de dichos acuerdos comerciales y financieros, conocido con el nombre de protocolo Franco-Perón, fué concertado en el primer semestre de 1948. El anterior había sido hecho en el segundo semestre de 1946.

Estos acuerdos se basan en la admisición por España cada año de artículos argentinos, la compensación parcial de su precio con el de los artículos que la Argentina compre en España, y la admisión por la Argentina de un descubierto a su favor.

En el acuerdo de 1946, el descubierto acumulado se convertía en una deuda consolidada por 400 millones de pesos, que España reconocía a la Argentina en forma de títulos amortizables en 25 años, al tipo de 3,75 por 100 anual. Cada semestre había de amortizarse el 1.225 por 100 de la emisión. Al mismo tiempo se habría un crédito de 350 millones de pesos, del cual podía disponer el Gobierno español en forma rotativa hasta el 31 de Octubre de 1951.

Agotado prematuramente este crédito en el primer semestre de 1948, ha debido formalizarse entre los gobiernos argentino y español el nuevo convenio conocido con el nombre de protocolo Franco-Perón. En este convenio se dice textualmente:

"artículo 2°.- el Gobierno español podrá utilizar durante el año 1948, el descubierto autorizado de hasta 350 millones de pesos argentinos en la cuenta "Crédito".

"artículo 3°.- en el mes de Enero de cada uno de los años 1949, 1950 y 1951, será restablecido en condiciones análogas y por el mismo importe el crédito rotativo de 350 millones". A lo que se agrega en el mismo artículo que "en atención a las excepcionales circunstancias que concurren en el abastecimiento de España en 1948" se podrá ampliar en 100 millones de pesos el descubierto de dicho año, cuya suma se reducirá en los descubiertos de los años ulteriores, "sin que la cifra total del crédito pueda exceder del monto global máximo de las anualidades previstas hasta 1951 (1.750 millones de pesos moneda nacional)".

××××

Esto que acabamos de copiar, significa que por las operaciones del año 1948, España podía llegar a tener en descubierto como máximo 450 millones de pesos como aportación argentina al descubierto de la balanza comercial española.

Pero ese descubierto se refiere tan solo a las operaciones entre la Argentina y España.

Ahora bien, 450 millones de pesos argentinos corresponden a 327 millones de pesetas-oro. Esta cifra no cubre el déficit habido en los diez primeros meses de 1948, el cual ha sido de 341,7 millones de pesetas-oro.

××××

Es difícil con los datos que poseemos precisar exactamente el balance de las operaciones comerciales entre España y la Argentina en esos diez meses. Los datos españoles que se publican por la Dirección General de Aduanas dan los valores de las mercancías intercambiadas al salir o al llegar al puerto español. Y los créditos que abre el protocolo Franco-Perón no cubren los gastos de transporte en buque español del grano argentino hasta España. Según la Aduana española, las exportaciones españolas de enero a octubre de 1948 suman ..... 883.142 millones de pesetas oro. De ellas corresponden a Gran Bretaña 107.395, a Argentina 20.192 y a Estados Unidos 80.912; y las importaciones en el mismo tiempo ascienden a 1.225.380 en total, correspondiendo 97.329 a Gran Bretaña, 251.370 a Argentina y 68.511 a Estados Unidos. Los artículos procedentes de la Argentina de Enero a Octubre 1948, han costado unos 289 millones de pesetas-oro (computando en unos 30 los de Julio que no aparecen en la estadística) y los artículos salidos de España con destino a la Argentina valían unos 23 millones de pesetas-oro. El balance provisional (que hay que rectificar por el juego de los gastos de transporte) significaría, pues, en los diez meses de 1948, que se han puesto a disposición de España créditos en descubierto por 257 millones de pesetas-oro, los que equivalen a 353 millones de pesos.

(1) Véanse el Proemio y los Capítulos II al VI en las ediciones anteriores.

Los resúmenes de estadísticas argentinas que poseemos nos permiten acercarnos algo más a la cifra probable del descubierto argentino de 1948.

En 1947, las mercancías exportadas por la Argentina a España valían en la plaza de Buenos Aires 316 millones de pesos; las llegadas de España a Buenos Aires valían 95 millones de pesos. Es decir, que el descubierto en pesos del comercio hispano-argentino en 1947 fué de 221 millones de pesos.

Ahora bien, las exportaciones argentinas en España en el primer semestre de 1948, fueron de 254 millones de pesos, valor a la salida de Buenos Aires. En el segundo semestre, las cifras han sido superiores a las del primer semestre. Por ello, en vez de los 316 millones de pesos habidos en 1947, las exportaciones argentinas de 1948 habrán subido a cerca de 500 millones de pesos. Frente a lo cual, las importaciones procedentes de España son probablemente inferiores a las de 1947. Podemos, pues, cifrar en 400 millones de pesos el déficit o descubierto que la Argentina ha consentido a España en 1948.

xxxx

Con lo que acabamos de establecer, se llega a la conclusión de que el protocolo Franco-Perón ha contribuido en 1948 a cubrir el déficit de la balanza comercial española en un total no inferior a 290 millones de pesetas-oro. De cuya cifra hasta la de 341,7 millones de déficit total de los diez primeros meses de 1948 en la balanza comercial española, queda un resto lo suficientemente pequeño como para no tomarlo en consideración.

(Nota.- Hay aspectos del juego del protocolo Franco-Perón en el sistema económico español que no afectan al intercambio exterior, pero tienen importancia para la Economía española. Lo indicamos en el Anexo).

III

El comercio exterior español no da el índice de la vida económica por sola la consideración del déficit o superavit en el balance. Interesa mas por el volumen total de las cifras en que el intercambio consiste.

Adviértese en las estadísticas del comercio exterior español de los meses de Enero a Octubre de 1948 el crecimiento de las cifras de 1948.

COMERCIO EXTERIOR DE ESPAÑA DE ENERO A OCTUBRE DE 1948

IMPORTACIÓN

	1947	1948
	Cantidades en kilógramos	
Total	2.926.214.309	4.299.744.585
	Valores en pesetas-oro	
Total	876.980.574	1.225.385.702

EXPORTACION

	1947	1948
	Cantidades en kilógramos	
Total	3.721.892.961	4.723.071.076
	Valores en pesetas-oro	
Total	731.664.940	883.746.360

En 1947, España no pudo traer del extranjero sino 955.700 toneladas de primeras materias. En cambio, en 1948 ha podido importar más de 2.042.600. Como se vé, el crecimiento de un año a otro se acerca a 1.100.000 toneladas, superior al 100 por 100.

Los componentes principales de este aumento no nos son desconocidos. El carbón adquirido por España en Inglaterra creció extraordinariamente, pasando de una cantidad casi nula a otra importante.

BALANCE DEL INTERCAMBIO ESPAÑOL CON INGLATERRA EN LOS MESES DE ENERO - SEPTIEMBRE 1947 y 1948

	1947	1948
Importaciones	19.041.647	20.576.170
Exportaciones	5.038.286	9.512.677

CONCEPTOS PRINCIPALES (Enero-Octubre)

	1947	1948
- IMPORTACIONES -		
Frutas frescas y legumbres	11.125.934	14.577.191
Vinos	2.349.065	1.138.081
Frutas secas	820.159	1.201.227
Hierro, mineral, chatarra y otros metales ferrosos	3.244.131	2.787.112
Metales no ferrosos	556.941	701.245
Semillas y pepitas oleaginosas, aceites, resinas y gomas	522.497	972
Algodón y sus manufacturas	181.865	484.306
Lana y sus manufacturas.	35.245	1.151
Productos químicos, drogas, tintes y colorantes	1.174.312	681.111
Corcho y sus manufacturas	787.846	494.489
- EXPORTACIONES -		
Frutas y vegetales frescos	47.052	25.290
Tabaco	34.128	1.050
Carbón	38.501	1.685.674
Papel y sus manufacturas	59.402	28.498
Goma	85.244	17.026
Alfareria, vidrios y abrasivos	86.201	95.095
Cables metálicos (exceptuando telefónicos y telegráficos) y otros artículos manufacturados de hierro y acero.	270.188	407.548
Metales no ferrosos	170.869	309.735
Cuchillería y ferretería	216.475	282.913
Aparatos y material eléctrico	328.000	416.277
Maquinaria	962.383	1.625.808
Productos colorantes ...	1.114.666	965.162
Motores, automóviles, camiones y otros vehículos y accesorios ...	1.276.938	1.794.045

Las estadísticas inglesas dan para los diez meses, el siguiente cuadro:

Exportaciones de carbón de Inglaterra con destino a (en toneladas inglesas)

-- Enero - Octubre --	1947	1948
España	9.411	453.889
Islas Canarias	7.273	44.870
	16.684	498.759

De 1.100.000 toneladas de aumento de las importaciones de primeras materias, 480.000 corresponden al carbón inglés de que Franco ha dispuesto en 1948, hasta fin de Octubre.

Un segundo concepto es también conocido. Se trata de la importación de fosfatos: en 1948, 190.000 toneladas más que en 1947.

Los petróleos traídos a España en 1948 suponen 110.000 toneladas más que en 1947, y 300.000 toneladas más que en 1935. (El aumento respecto de 1935 se concentra sobre todo en el fuel-oil, con 240.000 toneladas más que aquél año.)

xxxx

La exportación de artículos fabricados registra un aumento del 100 por 100, llegando casi a las 700.000 toneladas. El mismo estado presenta un componente de este aumento, constituido por las 300.000 libras esterlinas más de compras de manufacturas de algodón hechas por Inglaterra en España. Esta cifra corresponde a 3.600.000 pesetas-oro, que significan el 9 por 100 del aumento de valor de los artículos fabricados exportados por España en 1948 en relación con 1947.

xxxx

De las cifras que reflejan el intercambio de sustancias alimenticias, la suma de las importaciones y exportaciones, que no llegaba a 800.000 toneladas en 1947, ha ascendido a más de 1.100.000 en 1948.

En vez de 6.650.000 toneladas del volumen del comercio exterior en Enero-Octubre de 1947, se ha pasado a 9.022.000 toneladas en los mismos diez meses de 1948. Es preciso tratar de descubrir las bases financieras sobre que esta mejora ha descansado.

IV

El volumen total intercambiado por España con todos los paises extranjeros en el curso de los diez primeros meses de 1948, es estimado por la Aduana española en 2.113 millones de pesetas-oro.

A falta de los datos del mes de Julio, vemos que de ese total, 271 millones de pesetas-oro corresponden al intercambio comercial con la Argentina, y 204,7 millones el intercambio comercial con la Gran Bretaña. Computado el mes de Julio, apareceria que entre la Argentina y la Gran Bretaña absorben más del 25 por 100 del total intercambio de España con el exterior. Como ya hemos visto el papel que juega la Argentina en este comercio exterior, procede que examinemos ahora la importancia y el carácter de las operaciones que se producen entre España y la Gran Bretaña.

xxxx

En el curso de los tres últimos años, la importancia de las operaciones comerciales con Inglaterra, aparecen así en la estadistica aduanera española:

(en millones de pesetas - oro)

Año	Importaciones totales	Importaciones procedentes de Inglaterra.	Exportaciones totales	Exportaciones a Inglaterra.
1948	900,2	77,6	712,2	119,-
1947	1.187,-	76,9	885,6	129,5
1948 (Enéro-Octubre)	1.225,3	109,-	881,1	117,3

Las cifras que anteceden presentan notables diferencias con las que arrojan las estadisticas inglesas recogidas.

En 1947, las mercancias intercambiadas con España representaron en los nueve primeros meses del año un balance desfavorable para Inglaterra de 14 millones de libras esterlinas, y en 1948 un balance tambien desfavorable de 11 millones de libras esterlinas.

Tomando como base las estadisticas aduaneras españolas, vemos que en 1948 y 1947 Inglaterra hizo adelantos de divisas a España por más de 40 y 30 millones de pesetas-oro respectivamente. De Enero a Octubre de 1948, no se advierte la existencia de créditos correspondientes. La cifra que interesa es la de exportación a Inglaterra, puesto que ella determina las posibilidades de España para poder comprar mercancias en el área de la libra esterlina. Al haberse cerrado el ejercicio de 1948 con dos meses mas de los que acabamos de consignar, el valor de las mercancias exportadas por España a Inglaterra habrá sido superior por lo menos en un 10 por 100 al valor de las que exportó a Inglaterra en 1947. De hecho, el valor de las mercancias compradas por Inglaterra en España en 1948 ha superado en el 24 por 100 a las compradas en 1947.

Las partidas fundamentales de mercancias compradas por Inglaterra a España son las frutas frescas y secas, que suponen las tres cuartas partes de la suma total, el vino, el mineral de hierro y los productos químicos (entre los cuales se cuentan las potasas), con los metales no ferrosos, el corcho y sus manufacturas, y el algodón y las suyas. La agricultura y sus derivados componen mas de las cuatro quintas partes del valor total.

Inversamente, las compras directas de España a Inglaterra se encuentran sobre todo en el carbón, los vehiculos y motores, los productos colorantes y otros productos químicos y la maquinaria.

xxxx

No podemos dejar de subrayar la parte que toma la Gran Bretaña en el intercambio comercial de las Islas Canarias. El archipiélago parece jugar el papel de colonia británica.

V

El intercambio comercial de España con el extranjero no depende de la Economia inglesa tan solo por el volumen de mercancias intercambiadas entre los dos paises. Tal volumen no ha excedido en los diez primeros meses de 1948 de un porcentaje vecino del 11 por 100. El estado siguiente presenta la suma de divisas cedidas por el Instituto Español de Moneda Extranjera en el último trimestre de 1948.

(En miles de unidades de la moneda respectiva)		(En miles de pesetas)
£	6.585,23	289.750,12
$	13.284,74	148.132,14
$ mexic.	880,11	2.640,33
$ cub.	2.414,51	26.559,61
Crs. s.	54.307,31	165.094,22
Frs. f.	1.052.195,04	46.866,17
Frs. s.	12.516,72	31.867,30
Flors.	11.957,02	49.215,10
Frs. b.	38.680,35	9.670,10
Frs. m.	1.279,49	53,10
Escudos	9.796,47	4.281,46
Crs. n.	8.064,54	24.516,20
Crs. d.	4.378,76	10.071,20
Cruz.	200,-	---
		803.237,05

Como se ve, en vez de quedar la libra esterlina en el porcentaje antes supuesto, resulta que su participación en el movimiento de divisas para fines comerciales y financieros es casi del triple de la que tiene en las mercancías exportadas e importadas. La proporción exacta viene representada por el siguiente cuadro:

Volumen total de mercancías intercambiadas por España..	100
Movimiento con la República Argentina	12,90
Movimiento con los restantes países	87,10
Corresponde a la Gran Bretaña	12,33
Total de divisas comerciales y financieras cedidas por el Instituto Español de Moneda Extranjera (exceptuando el peso argentino) en Octubre - Diciembre 1948	100
Porcentaje en libra esterlina	36,-

Este cuadro nos dice que, mientras el valor de las mercancías cambiadas directamente entre Inglaterra y España no pasa del 12,33 por 100 del total tráfico exterior, exceptuada la Argentina, en las disponibilidades de divisas por parte de España (hecha la misma excepción), son representadas por libras esterlinas en cuanto al 36 por 100 de la suma total de divisas.

xxxx

La desproporción entre ambos porcentajes requiere una explicación.

Si partimos de los datos de las estadística inglesa a que hemos aludido, tendríamos que en los nueve primeros meses del año 1948 quedaron a disposición de España 11 millones de libras esterlinas, equivalentes a 484 millones de pesetas - papel. Veamos como ha jugado el Instituto Español de Moneda Extranjera con esta disponibilidad, y como se armonizan estos datos con los de la estadística aduanera española, la cual no da sino un saldo a favor de España por su comercio con Inglaterra de 2.300.000 pesetas-oro en los diez primeros meses de 1948 (29.689.000 pesetas-papel)

xxxx

Ni la estadística aduanera española, ni la inglesa, pueden tenerse por la representación verdadera de la evolución del comercio exterior entre los dos países. La desproporción que acabamos de señalar lo demuestra.

Tenemos que tratar de armonizar lo que nos dice la estadística aduanera española en relación con lo que nos dice la estadística británica referente a las divisas.

En la estadística aduanera española, las mercancías importadas se consignan segun su valor a la llegada a puerto español. Pero la operación británica consiste en que en las mercancías que de clasifican como procedentes de países que no son Inglaterra, una parte del precio, si es que no es el precio total, tenga que ser pagado por España en libras esterlinas. Este caso es de un volumen notorio en la estadística que estudiamos. Inglaterra, por ejemplo, no es un país productor y exportador de petróleos. En las compras de petróleos, el flete y los gastos de los propios barcos petroleros españoles se satisfacen muy a menudo en libras esterlinas. Así tenemos en la semana del 18 al 23 de Octubre, que se ceden por el Instituto Español de Moneda Extranjera a la Compañía de Petróleos Española 45.000 libras para pago de un cargamento 41.000 libras para pago de dos fletes, y en la semana del 6 al 11 de Diciembre aparece la cesión de 8.000 libras a la misma Compañía para pago de los derechos del Canal de Suez. Sin embargo, el cargamento es pagado en la Arabia en dólares. Y la estadística aduanera española no dice mas sino que ha llegado a España tal cantidad de petróleo crudo procedente de Arabia, y en realidad es la divisa inglesa la que se lleva cantidades que puedan ser del orden de la mitad del precio total. Esto nos demuestra que la política financiera inglesa respecto de España descansa tanto en las operaciones que tienen su origen o su destino en la Gran Bretaña, como en otras que tienen su origen o destino en España, pero que en cuanto a las mercancías no han tocado suelo inglés.

xxxx

Con el algodon ocurre aun más acentudamente el fenomeno señalado en el petróleo. Mas aun, con la suspensión de la convertibilidad de las libras en dólares el 15 de Julio de 1947, se produjo el cambio de proveedores de algodón para España. Compraba hasta entonces ésta la fibra de algodón principalmente en el Brasil. Para pagarlo, se convertian en dólares por el Brasil las libras esterlinas cedidas por el Instituto Español de Moneda Extranjera a los importadores. Pero al cesar la convertibilidad de las libras en dólares, España ha convertido en principales proveedores suyos de algodón a países que se hallan total o parcialmente dentro del área de la esterlina como Egipto, la India, el Pakistan, etc.

xxxx

De otro modo parece tambien que se ha dibujado la penetración de la libra esterlina en el movimiento de divisas sobre las que ha operado el comercio exterior español en el segundo semestre de 1948.

No podemos precisar si se han empleado buques españoles en tráfico inglés de carbón a Argentina y Brasil. Lo que si sabemos es que en 1948 y precisamente a partir del mes de Junio, se han producido exportaciones importantes de carbón de Inglaterra: 128.000 toneladas al Brasil y 575.000 a la Argentina, de Julio a Noviembre de 1948.

En 1947, el número de toneladas transportadas por los buques de bandera española entre países extranjeros, fué de 171.684; en 1948, ha sido de 470.012. En el primer semestre de 1948, ese tráfico ha sido de 115.705 toneladas, y en el segundo semestre, de 354.307.

xxxx

Inglaterra controla con su divisa la parte mas importante del comercio exterior español, ese 36 por 100 de toda las operaciones, excluidas las intervenidas con la República Argentina.

El comercio exterior español hoy es un puente, cuya carga sostienen dos pilares que son la Gran-Bretaña y la Argentina.

VI

Es sujeto a reservas cuanto puede apuntarse en la orientación que se observa en el comercio exterior español. La economía española no funciona hoy espontáneamente sino sujeta a los condicionamientos arbitrarios que se le imponen desde las alturas del Gobierno de Franco.

1.- Con relación al problema alimenticio español y a las relaciones con la Argentina, preséntanse los hechos siguientes:

a) Las posibilidades interiores españolas son las mas criticas que se hayan dado desde la postguerra europea.

Esta crisis será agudísima en el trimestre Abril, Mayo y Junio del presente año, y otra vez a partir de Diciembre de 1949.

b) Las publicaciones oficiales españolas dicen que la cosecha argentina ha sido la mejor conocida. Las fuentes inglesas dicen que ha sido muy deficitaria (2.000.000 de toneladas de cereales exportables, frente a 5.000.000 de sobrante usual, sin contar el maiz). El boletín

informativo del Ministerio de Asuntos Exteriores argentino para sus consulados, silencia todo dato sobre la cosecha, lo que se interpreta en el sentido de que ésta no ha sido buena.

c) No es cierto que se hayan agotado los créditos para 1949 del protocolo Franco-Perón. El descubierto autorizado para este año para España queda en unos 333 millones de pesos; reduciéndose, pues, las disponibilidades en cosa de un 20 por 100. De no bajar en otro tanto los precios de compra en la Argentina, habran pues de sacrificarse otros recursos en divisas para que España disponga en 1949 de los productos alimenticios de que ha dispuesto en 1948.

2.- La recuperacion inglesa viene constituyendo base esencial de la economía de Franco. Esa recuperación va a seguir adelante e Inglaterra contará con más medios para tomar un porcentaje cada vez mayor de la economía de España en el mundo exterior.

a) Podrá comprar más productos españoles para su propio consumo: Naranjas, minerales, etc.

b) Podrá emplear mas buques españoles en tráficos ingleses, lo que dará más esterlinas a Franco.

c) Casi todo, sino todo el movimiento de Alemania con España, corresponde a la zona inglesa de ocupación en Alemania, si se salva la situación particular del Ruhr. Y se ha dicho que España ha vendido 250.000 toneladas de mineral de Sierra Menera a Alemania, para su entrega en el presente año.

d) La producción de mayores sobrantes exportables de carbón de Inglaterra en 1949 y el programa de mayor produccion metalúrgica en España anuncian aumento del intercambio comercial anglo-español para el corriente año.

3.- Existe por parte de Franco una especulación en los momentos presentes, consistente en anunciar la existencia de grandes reservas de uranio en España. En el Diario Oficial del 19 de Enero, se publica un decreto de Franco que reserva a favor del Estado español en todo el territorio nacional y en las zonas de soberania de Marruecos y Colonias, todos los minerales de uranio y otros radioactivos. Por orden del 4 de Octubre y 5 de Noviembre de 1945, se reservaron a favor del Estado los yacimientos de uranio en las provincias de Avila, Badajoz, Barcelona, Caceres, Cordoba, La Coruña, Gerona, Huelva, Huesca, Lugo, Madrid Orense, Oviedo, Pontevedra, Salamanca, Segovia, Sevilla, Tarragona, Toledo y Zamora. La Delegación soviética ha dado buen aire al tema desde la O.N.U. para combatir a Inglaterra y Norteamérica.

Hay en ello algo mas que una publicidad para interesar la ayuda de los servicios estratégicos norteamericanos? Lo ignoramos completamente.

1.- Importa precisar cual sea el estado de descubiertos habidos hasta ahora y que estén cubiertos por los créditos que la Argentina tiene abiertos a España.

Partiendo del acuerdo de 1948, hay que registrar los 400 millones de pesos que reconoce España como deuda suya respecto de la Argentina.

Las operaciones comerciales de 1947 figuran en la estadística aduanera española con un descubierto de 211,1 millones de pesetas-oro. Esto equivaldría a 290,5 millones de pesos. Pero como ahí se hallan cargado los fletes, creemos que prudencialmente se debe considerar una cifra de unos 190 millones de pesos.

Las operaciones de 1948, las hemos dejado cifradas en la nota en unos 400 millones de pesos.

Tendriamos con esto que las deudas con la Argentina ascienden en 31 de Diciembre de 1948 a 990 millones de pesos poco mas o menos.

2.- Las disponibilidades en los créditos abiertos por el protocolo Franco-Perón, quedan reducidas, si nuestros cálculos corresponden a la realidad, de los 1.050 millones que debieran haber sido las tres anualidades, a 1.000 millones de pesos, por haberse excedido en 50 millones los créditos en 1948.

Ha de calcularse, por tanto, que en el año actual y en los dos siguientes, dispondrá España, si el protocolo Franco-Perón es mantenido, de 333,33 millones de pesos cada año.

3.- Hay un extremo relativo a estas operaciones con la Argentina que tiene mucha importancia para el estudio de la situación económica española.

Acabamos de cifrar en 990 millones de pesos la suma de descubiertos que la Argentina ha autorizado a Franco hasta el 31 de Diciembre de 1948.

Franco ha vendido en el mercado interior español las mercancias importadas de la Argentina, cobrando de los consumidores españoles el precio correspondiente. Suponiendo que no haya beneficio ni pérdida, la equivalencia es de 2.574 millones de pesetas. Donde estan estas pesetas?

a) Seria normal que haya una cuenta corriente a favor de la Argentina por ese saldo. Cuando llegase la hora de liquidar con la Argentina, no habría mas que cambiar las pesetas en pesos y cancelar la cuenta corriente y el descubierto.

Es posible que esta cuenta corriente figure en los libros del Tesoro español; pero no creemos que consista en un deposito de cantidad en poder de ningun establecimiento, por ejemplo el Banco de España.

b) Es posible que, el Tesoro se limite a hacer figurar el descubierto en sus propios libros y a ingresar en Tesoreria el precio de venta de los cereales argentinos a los consumidores españoles.

En tal caso, disminuye con estos ingresos su descubierto en la cuenta corriente del Tesoro en el Banco de España, el cual es superior hoy a 1.000 millones de pesetas. Ello reduce artificialmente la cifra de billetes en circulación, mediante dinero ajeno.

c) Seria anómalo que este producto de la venta del grano, figurase como un ingreso propio del Presupuesto español, en la partida de "Recursos del Tesoro", la cual aparece sospechosamente aumentada en los últimos presupuestos.

Nada podemos decir acerca de estas hipótesis, pero el interrogante se basa en una efectiva realidad.

FIN

15/11/55

Gironella, con el que hablé largo y tendido sobre el contenido de la carta de Orduña del 2 cts, después de leerme la del mismo recibida por él, que es más extensa y expresiva, me dice:

El C.F. no puede desautorizar a su propia organización suponiendola inexistente. Allí hay un Presidente, que es Gimenez Fernandez, un Secretario General, que es Vilanova y dos secretarios adjuntos, que son el de Zaragoza y el de Cadiz. Nosotros no podemos autorizar para que, en mesa redonda, se reunan nuestros grupos del interior, de manera individual, suponiendo las inorganicas entre ellos, pues que, existe una organización creada por nosotros y que debemos respetar.

Lo sucedido en la reunión convocada por Azcárate es consecuencia de la actitud adoptada por el Consejo Federal, de repulsa de Azcárate, actitud que ha sido seguida por los grupos federalistas principales. Esa actitud ha determinado la de Azcárate.

Nosotros no podemos desear extender nuestra organización con grupos que no nos ofrezcan garantías de antifranquismo claras y definidas. Sería preferible que, si existe algún grupo al que deban extenderse estas reservas, este grupo se quede fuera.

Lo sucedido en Madrid se debe a que, pienso, que los grupos vascos no han recibido la indicación que aquí se acordó, de que no asistieran a la reunión convocada por Azcárate. Nosotros pasamos esa instrucción a todos los grupos. Los vascos debieran haberla recibido de ustedes mismos. Pienso que no la han recibido. Porque de haberla recibido, no habrían sido escritas como lo han sido estas dos cartas.

Observamos que los vascos a los que nosotros vamos conociendo viven totalmente descamentados con el resto de la organización federalista. El que fué al Lago de Como ignoraba la existencia del Consejo Federal y de los grupos adheridos al mismo. Fui yo mismo quien le puse en antecedentes de ello. El mismo Brasac se ha pasado más de dos años diciendome que no lograba entablar conversación con nadie de la organización nacionalista vasca. Ya no dudo de que ustedes envían al interior la documentación federalista; pero, esta documentación queda sin duda muy bien archivada en poder del que la recibe, que no la da a conocer a los demás.

Tras larga y no siempre acorde exposición de puntos de vista, quedamos de acuerdo en lo siguiente:

1 - El enviará la carta de Brasac al interior. Brasac dice en la carta dirigida a Gironella que ha escrito a Gimenez Fernandez y a Aguilar, y que este último le ha contestado ya manifestandole su conformidad con la gestión realizada en Madrid que dió el resultado conocido. Anuncia Brasac que va a verse con Vilanova. A él remitirá la carta Gironella para que la conozca.

2 - Está de acuerdo en que el interior se mueva de manera autónoma; pero él no puede aconsejar una reunión en mesa redonda en la que se concurra a ella como si no existiera previamente la organización del Consejo Federal. Le parece bien no obstante que, esta organización trate el problema y adopte acuerdo sobre él, y puestos de acuerdo los vascos con Gimenez Fernandez y Vilanova, se hagan las convocatorias previstas en los acuerdos de Madrid.

3 - En definitiva, para Gironella, la solución es que los grupos que sean idoneos y no formen parte de la organización del Consejo Federal, entren en ella, sin que se trate de pacto de dos organizaciones, la del Consejo Federal y la de Azcárate, sino de la incorporación de elementos que pudieran pertenecer a esta última, al Consejo Federal. Para alcanzar este resultado le parece bien utilizar la fórmula establecida en Madrid, para siempre que aquel resultado quede asegurado de antemano a la reunión.

CONSEJO FEDERAL 15 ABRIL 1955

Asisten los Sres MADARIAGA, LLOPIS Secretario General del P.S.O.E., SAURET Secretario General de Esquerra Republicana de Cataluña, MALDONADO Presidente de U.F.I.R., ORTEGA Presidente de la Departamental de Paris de la misma organizacion, ROVIRA del Movement Socialista de Cataluña, SANS de la Esquerra/ GIRONELLA, del Mov. Soc. de Cataluña, Secretario General del Mov. por los Estados Unidos Socialistas de Europa y del propio Consejo Federal, Leizaola, Nardiz, Irujo y Landaburu, vascos. Oficial Mayor de las Cortes.

Se da cuenta del movimiento federalista del interior. La exposicion del Sr. Gironella toca, de manera concreta, agrupaciones o intentos de formarlas en Madrid, Barcelona, Zaragoza, Valencia, Sevilla, Cadiz, Gijon, Galicia, Bilbao y Pamplona. Da lectura a varias cartas, cuya copia incluimos CON EL RUEGO DE ABSOLUTA RESERVA D FIRMAS Y PROCEDENCIA. De ellas y de otros elementos complementarios, deduce un resumen, que hace, de la situacion del Movimiento Federalista en el interior. Abarca grupos de orientación democrata cristiana, como Sevilla, Cadiz y Valencia; otros monarquicos, como Zaragoza; otros republicanos y socialistas, entre los restantes. Cadiz es apendice de Sevilla. La semana de conferencias federalistas tenida en el Caxino Gaditano terminó con un banquete dado a Gimenez Fernandez y Mariano Aguilar. Basta examinar los titulos de sus conferencias para comprender su orientacion democrata-cristiana, testimoniada por la presencia de aquellos. Se detuvo en los dos que nos afectan de manera especifica.

El grupo de Bilbao comenzó a funcionar en 1952. Se dirigió a duversos órganos del Movimiento Europeo, entablando relaciones con el Cpnsejo Federal, al cual lo remitieron aquellos otros organismos. Los miembros vascos del Consejo han tratado a lo largo de estos años que se estableziea algún contacto entre aquel grupo, nacido expontaneamente, y los elementos politicos de la resistencia vasca organizada. No han podido lograrlo. Las relaciones del Grupo de Bilbao con el Consejo Federal, son pues por ello directas. Un miembro de ese grupo pasó por Paris hace unas semanas. Nos visitó. Hablamos mucho. Nos dijo que el pais vasco estaba politicamente muy bien, con un predominio absoluto de los nacionalistas vascos; que él mismo participaba de esas ideas, aunque era de familia españolista; pero que, no obstante desearlo y haberlo esperado durante estos años, no había logrado empalmar ni tomar contacto con la organizacion vasca de la resistencia. La relacion del Sr. Gironella fué complementada por los Sres Sauret y Sans, ambos catalanes de la Esquerra, y ambos empleados en la Jeunesse Europ-

peenne, que hablaron personalmente con el bilbaino.

Fueron relacionados los intebtos federalistas acometidos desde puestos oficiales franquistas o por gàementos que, diciendose no franquistas, participan del presupuesto, se mueven con medios oficiales, disfrutan de las ventajas de la situacion, y en definitiva, pretenden hacer compatible la campaña federalista con el régimen, elementos a los cuales, tanto los grupos federalistas antifranquistas del interior, como el propio Consejo, considera como contrarios. El más caracterizado de ellos es el fundado en Donostia por el Sr. Azaola, trasladado luego a Madrid y establecido en el Ateneo. El Sr. Azaola ideó el año pasado el realizar un ciclo de conferencias en España, invitando com cargo a los presupuestos del Estado, a los Sres Schumann, Fon Brentano, Brugmann, Pinay, etc. Lo supimos a tiempo (por informacion vasca recibida de Madrid), y para cuando el Sr. Azaola llegó a Paris, se encontró con el asunto resuelto, resuelto en contra de sus pretensiones. Acabó yendo a verse con el propio Sr. Gironella, que le hizo saber, lisa y llanamente, cual era la consideracion que él y su grupo tenían para el Consejo Federal, y por lo tanto para el Movimiento Europeo. El Sr. Azaola no pudo encontrar personas de primera linea y se llevó a un desplazado, M. Alexandre Marc, amig nuestro ya viejo, pero hoy desplazado y en posicion incomoda. Es el Sr. Marek el que ha ido a España y a cuyo viaje y gira se refiere la correspondencia adjunta.

Hecha esta exposicion, muy ampliamente matizada y comentada, con reiteradas alusiones a grupos, ciudades y regiones peninsulares diversas, el Sr. Madariaga propuso que se intentara establecer una confederacion de grupos en el interior, al frente de la cual se pusiera un organismo, relacionado directamente con el Consejo Federal. Los Sres Gironella, Saurat, Rovira, Sans e Irujo, sin oponerse frontalmente a la idea, estimaron peligroso crear un Comité en el Interior, que a los pocos dias, semanas o meses, sería descubierto, quebrantad y disuelto por la policía, poniendo en riesgo la seguridad personal de los iniciados y el futuro inmediato de la propaganda federalista, que era desde luego, nítidamente, antifranquista. Es preferible que, cuando vengan los enviados este veramo al campo de vacaciones de Como y a las Jornadas y becas de estudios, se hable con ellos de esa posibilidad, para un día futuro. Hoy es preferible que aquellos grupos se relacionen con el Consejo, sin perjuicio de las vinculaciones que, ya ellos, van estableciendo expontaneamente, como por

ejemplo, la de Cadiz con Sevilla, y la de Zaragoza, proyectada sobre Valencia al Sur y sobre Irufia al Norte. Así se acordó (pero el Sr. Madariaga volverá a las andadas en cuanto crea que existe clima adecuado, porque tiene gran afición a que se organice algo que tenga aspecto nacional, bajo su presidencia, extendiendo la del Consejo Federal a un movimiento de aspecto nacional. El tiene tanta aficion a ello, como los demás a no dejarse conducir por esos caminos)

(Las manifestaciones afectantes a Bilbao y a Iruña no pudieron ser comentadas por los vascos allí presentes, puestos en situación bastante incomoda, porque aquellas manifestaciones son exactas, y fueron dichas todo lo amablemente que puede decirse algo que, a nuestros oidos y ante nuestra consideración, necesariamente había de ser reputado como profundamente desagradable e inexplicable)

(El proyecto de crear en Iruña un Instituto Federal insuflado desde Zaragoza significaría un desplazamiento de nuestra condicion de rectores de la vida intelectual vasca. Y el hecho es tan paradojico, como que, el profesor de la universidad, encargado de la gestion en Navarra y autor de la carta adjunta, ha percibido en Navarra un fuerte renacimiento vasco, que proclama en su carta; siguió con atención el último Movimiento fuerista con sus varias incidencias, y lo califica en la carta de manera sobresaliente; y es autor de una obra "La Ley Paccionada de Navarra y la Vigencia de las Normas Forales sobre sucesión intestada", impresa en 1954, que ostenta el Premio Olave de 1952, y que ha sido calificada por el Gobernador de Navarra como "separatista", ordenando que desaparezca de las vitrinas de las librerías de Irufia por esa causa, informacion que nosotros debemos al propio Sr. Sainz de Varanda, del cual tenemos ~~ahora~~ a la vista un ejemplar dedicado por el autor. Aquel texto recoje, en buena parte, el criterio nacional y nacionalista vasco sobre la significacion de la Ley de 1839, y lo proclama, sin ocultar su adhesion a criterios y afirmaciones que han sido expuestos en libros editados por patriotas bien conocidos).

De los temas exteriores abordados, el principal, que centró todos los restantes, se concreta en el folleto adjunto "Liga Europea de Cooperacion Economica", "Un plan de solidaridad europea en favor de las regiones desheredadas de la Europa Meridional". Se tra-

ta de un Comité de Barqueros, para el cual no existen otras preocupaciones que las económicas, y que, de manera necesaria, pone sus ojos en las instituciones, organismos o personas que puedan ser adecuadas para llevar a la practica aquellos planes, lo que le conduce a tratar con quien se halle en el interior, bien relacionado con el régimen, ya que, es a la postre el Gobierno de facto el que ha de participar en la realización de los planes proyectados. Nos referimos a su contexto, que debe ser leido con atencion.

Sobre el tema se produjeron tres actitudes entre los reunidos. El Sr. Gironella lo trató desde el punto de vista organico y real de su situación, produciendose en los términos que quedan expuestos, los que amplió y comentó.

El Sr. Leizaola hizo una exposición, más documentada en el pasado que en el texto comentado, que solo había visto muy por encima. Su tesis puede concretarse en el título del folleto número 16 publicado por la misma Liga Economica. Con este proyecto se va, como finalidad técnica y economica, a dar cara al problema de las discriminaciones de orden economico en relación a la convertibilidad de moneda, que es la aspiracion permanente y el objetivo especifico de la Liga. (Pero es así que, esa es la preparacion acometida por la Liga en su publicacion anterior, [illegible] preparacion que está paladinamente declarada en la postrera pagina y postrera línea del folleto, que el Sr. Leizaola no había visto al abordar el tema).

Los Sres Madariaga e Irujo manifestaron que, sin perjuicio del aspecto acusado por el Sr. Leizaola y reconociendo la realidad puesta de manifiesto por el Sr. Gironella, la verdad es que la pagina tres del folleto afirma que, el plan se refiere a EUROPA LIBRE, dentro de la cual incluye a España, lo cual, nosotros no podemos admitir y contra lo cual debemos reaccionar con todas nuestras fuerzas. En la pagina 10 se afirma que dicho plan, en su caso, deberá ser ratificado por el Parlamento de cada país afectado; y en España no hay Parlamento que pueda poner esa ratificación. En la pagina 14 se pone un ejemplo que pueda orientar la fórmula juridica a la que pretende concurrirse, mencionandose la Caja especial del Mediodia en Italia, aludiendo a institucion que tiene alcurnia, no tan solo parlamentaria, sino constitucional, lo cual, en el régimen franquista ni existe ni pued existir. Por último, es una realidad española actual, que nadie pone en duda,

la podredumbre caracteristica del régimen, que el pueblo ha bauditado con el nombre de estraperlo, causante de las desigualdades irritantes puestas de manifiesto con descaro cínico, al cual, el régimen debe su subsistencia. Los fondos que lleguen a la España franquista irán a nutrir el estraperlo, a enriquecer a unos pocos y a dejar a los restantes en la miseria, sin otras consecuencias practicas que el envilecimiento de la moneda que la inflación produce siempre, cuando los recursos economicos y monetarios salen de sus cauces normales.

Se adoptó el acuerdo de basarse en los elementos de juicio especificados en el párrafo anterior para formular nuestra oposición, no al auxilio a las regiones desheredadas, sino a que ese auxilio pueda ser convenido con un régimen que carece de Parlamento, de libertad de prensa y de sindicación, de ley de contabilidad y de las mínimas condiciones impuestas por la decencia y que son contenido y norma de la democracia.

Se acordó cubrir las becas para las Universidades y Centros de Estudios europeos de Turin y Sarrebruck. El Consejo hará la petición oficial y su Presidente, personal amigo de quienes han de otorgarlas, la suscribirá, haciendo una gestión personal idónea. (Los vascos, al llegar a un extremo en el que se alude al interior y a personas becadas procedentes del interior, no pueden hacer otra cosa que callarse, que es lo que hicieron, presenciando el paso por el puente que ellos tendieron, de los becarios españoles)

Se acordó así mismo cubrir las veinte plazas que nos otorgan para el campo de verano del Lago Como, en jurisdicción de la ciudad italiana de Cólico. Cadiz, Sevilla y Zaragoza se han ofrecido, cada uno de los grupos, a cubrir cuantas plazas de las veinte les sean reservadas. Por ello, decía el Sr. Gironella, debemos rogar que no se pidan plazas en el campo para no aprovecharlas (En años anteriores, la distribucion inicial de las plazas se hacía, de acuerdo con la fisonomía del propio Consejo Federal, ofreciendonos cinco a cada uno de los grupos fundacionales, republicanos, socialistas, catalanes y vascos. Como los vascos no los hemos cubierto en años anteriores, el Sr. Gironella habló este año de reservar cinco "para el Norte". El Sr. Leizaola tuvo la gentileza de comentar que "Galicia estaba muy desarrollada y debiera en efecto reservarsele algún puesto". Y en eso quedó todo).

Se acordó celebrar en Toulouse las Jornadas Europeas de la Juventud, como el año pasado. La fecha, entre fines de Agosto y primeros de Septiembre, quedó pendiente hasta saber disponibilidades de locales y otros detalles.(Los socialistas y los catalanes -de manera singular- concurrieron con un buen plantel de muchachos a las Jornadas del año pasado, y se preparan a hacerlo este año también, aprovechando el que, en este caso, como en los anteriores, la organización paga los gastos de viajes y estancias de los congregados. Los vascos, que tenemos la experiencia de nuestra inasistencia anterior y no tenemos motivos para pensar en que las causas que motivaron aquella conducta hayan variado, nos callamos como unas tumbas. Ya hemos logrado dar a entender a los demás que, no deben esperar nuestro concurso en estas manifestaciones).

El vicepresidente Nixon viene a España. Se asegura que, tras este viaje, se organizará el de Franco a Norteamerica, y más adelante, el de Eisenhower a España. Por de pronto, para el primero, se pensó en confeccionar un documento que oponer al intento, una vez que sea oficialmente anunciado. Quedó encargado de su redacción el señor Madariaga.

También se acordó que, las charlas radiadas del Sr. Madariaga en Radio Paris sean reproducidas por la Campagne de la Jeunesse, introduciendoles dentro de España en texto escrito. (Al tratar de que pueda hacerse lo mismo con las del Padre Olaso, el Sr. Sauret nos hace observar, con gran sentido, que la Camp. no puede exponerse a las contingencias de ese género de propaganda. Hoy enviamos por correo nuestra propaganda propia, en francés. Franco, que está en Unesco y en otros organismos, no puede exponerse a crearse dificultades por hacer detener ese género de propaganda, que es la exposicion de Europa Federal, pura y simplemente. Pero el día en que observen allí que, esa cubierta envuelve propaganda antifranquista, hecha en español y por refugiados, aquel día le habremos dado motivo para detener toda nuestra propaganda. Nosotros no podemos exponernos a esa contingencia).

15/4/55

CONSEJO FEDERAL del 29/10/56

Se reunen los Sres Madariaga, Llopis, Parera, Ortega, Lopez, Sauret, Sans, Rovira, Leizaola, Irujo y Gironella.

Gironella hace un resumen de situacion. Zaragoza trabaja bien, cada día mejor. Los profesores que dirijen el grupo universitario de Zaragoza, de formacion monarquica, son monarquicos anticonformistas, democratas, y en frase de Saimz de Varanda que lee Gironella de carta reciente de aquel, "estamos con vosotros en un 99 p%. Si algo llega a vuestros oidos que pueda suponer la diferencia del uno por ciento restante, antes de juzgar, oirnos". Barcelona en calma. El conferenciante tal (de un nombre que no recuerdo) ha visitado los grupos de San Sebastian y Bilbao, los ha reunido, y los ha encontrado bien, mas numerosos que nunca, con excelente disposicion. En Madrid calma. Azcola se ha marchado a America por varios meses. En Sevilla, Elias de Tejada se los ha comido a Gimenez Fernandez y Aguilar, porque está en mejor situación, dado su caracter tradicionalista, por su caracter resuelto, y porque los otros están divididos. En Salamanca, el profesor tal (tampoco recuerdo el nombre, pero es conocido) se propone convocar un Congreso Federalista. Le hemos recomendado que sea regional. Tenemos miedo de que, si convoca un Consejo de caracter nacional y sale bien, sea este motivo suficiente para que el régimen se eche encima y acabe con este y con todos los restantes grupos. Nos ha pedido algún conferenciante extranjero y estamos en servirselo.

Hace una alusión a lo que está sucediendo en Europa Central y dice que debemos aprovechar la situación y para ello prepararnos. Hace unos años reunimos las Jornadas Federales. Pero han transcurrido varios años. En el interior quieren saber las soluciones que nosotros, los anticonformistas que estamos en el exterior, en mundo libre y en contacto con el resto del mundo libre, podemos aportar en todos los terrenos, de manera singular en el economico. Quieren saber qué soluciones tenemos pensadas para dar cara a la situación. Ello obliga a estudiar y a prepararse. Por otra parte, los del interior que vienen a vernos y nos encuentran desunidos, separados cada cual en su casa o en su partido o en su organismo, se desalientan. Necesitamos salir al paso de ese desaliento resolviendo el problema que el mismo deja planteado. Dentro están las derechas anticonformistas. Fuera las izquierdas (llamo izquierdas, dice, para emplear un nombre de tipo generico y no para definir). Es indispensable que, entre

aquellas 'derechas' y estas 'izquierdas' sea posible un nuevo pacto de San Sebastian que pueda ligarnos a todos, uniendonos frente al franquismo.

Maderiaga pregunta si el manifiesto impreso de los militares es autentico: dice que hace la pregunta como cuestión previa.

Llopis le dice que los vascos podrán contestarle.

Irujo manifiesta que el manifiesto ha sido redactado y ordenado imprimir por jefes militares españoles que se dicen representantes de la opinión expresada. Que puede asegurar la autenticidad del personal militar aludido, pero no sabe la profundidad representativa alegada.

Llopis habla en terreno confidencial. Consagra su primera parte a la prudencia. Debemos ser prudentes antes de seguir el derrotero marcado por Gironella. El Consejo Federal Español no se ha constituido para eso. Para eso existen partidos y organismos politicos, a los que corresponde entender del caso. Dice a Gironella a su propuesta actual lo que le dijo a otra similar formulada por Irujo en la reunión del Grupo Interparlamentario. Ni en aquel Grupo ni de este Consejo ~~maximum~~ tienen competencia para entender del problema planteado. Eso del ~~Nuevo~~ Nuevo Pacto de San Sebastian es peligroso y, a su parecer, no debe ser acometido. Dentro se están formando los partidos. Hay en formación ~~una~~ una Nueva Democracia Cristiana, la cual, está ya en relación directa con los Partidos similares de Italia y Alemania y con 'otras Jerarquías...' (creemos entender que alude a jerarquías eclesiasticas, aunque no lo dice). Ha tenido un Congreso al que han asistido 150 Delegados. Debemos esperar a que ese nuevo Partido se constituya, actúe, se mueva y nos facilite el camino. Dice lo propio de 'Acción Democratica' de Ridruejo, constituida por los que han salido del Falangismo. Que sean ellos los que se muevan y tomen la iniciativa. Nosotros, desde el exterior, les ayudaremos. Pero, no cometamos la torpeza de interferirnos. De algún detalle, que promete completar el Sr. Maderiaga para que este lo pase al Comité por la Cultura residente en Manchester, referente a atropello universitario cometido en Madrid, del cual, aquella misma mañana ha recibido detalles, nombres, fechas, circunstancias, etc. Y vuelve, machaconamente sobre el tema de la prudencia, para evitar que a los del interior les parezca mal nuestra gestión.

Irujo comienza diciendo que debe iniciar su intervencion relacionando hechos que no son muy estimulantes. "Informaciones Parlamentarias" de Agosto dirigió un llamamiento a todos los exiliados para que pensaran en lo mismo que ahora dice Gironella. Acompañó a su llamamiento la copia de las Conclusiones adoptadas en las Jornadas Federales celebradas hace unos años por iniciativa y organizacion de este Consejo, conclusiones de orden político, jurídico, cultural y economico-social. Esta revista llega, al menos, a todos los diputados y exdiputados que se hallan en exilio, y a otras muchas personalidades. Solamente conozco, dice Irujo, tres respuestas: una de Victoria Kent, de Iberica de Nueva York, y otras dos de los vascos de Mexico y de Buenos Aires.

Madariaga interrumpe para decir que, todos los españoles de America, como regla general, se han perdido para España, se hallan incorporados a los paises donde viven y pueden reputarse como unos nacionales de aquellos paises. El viene de Mexico, donde ha podido comprobarlo, dice.

Irujo continúa. Nosotros, los vascos, hemos observado que los movimientos europeistas, en nuestro país, son suplementarios de los movimientos de resistencia antifranquista. Quiere decir que, si los nuestros disponen de medios más eficaces para poner en peligro al régimen, como son las huelgas, abandonan de momento los que reputan menos eficaces, como el Movimiento europeista en sus diversas formas. Nos costó bastante trabajo lograr que se formara en el interior un Consejo Vasco integrado por representaciones de todo el país. Logramos que comenzaran a moverse, con nexo de relación, los grupos de Bilbao, San Sebastian y Pamplona. No pudimos hacerlo con Vitoria, porque aun continúan las duras represalias por la huelga de 1951, con gentes en la carcel, lo que nos dificulta la actuación en una ciudad pequeña. Pero, en cuanto las huelgas estallaron, las actividades federalistas se silenciaron.

No del todo, porque, Gironella ha dicho ya cómo se han reunido los grupos de Bilbao y San Sebastian. Pero tambien ha dicho el miedo que tiene Bilbao a moverse. Porque en el país vasco tropezamos con un enorme inconveniente que no tienen los demas. Las actividades federalistas son universitarias en todas partes y en el País vasco no tenemos universidad. Así se da el caso de Pamplona. Logramos que se formara un Grupo federa-

lista integrado en el Consejo Vasco. Enseguida se presentó allí Azcola y organizó una serie de Conferencias, tres dadas por él, muy buenas por cierto, y dos por otros dos compañeros suyos, llevados por él desde Madrid. Luego comenzaron a actuar los de Zaragoza, apoyados por un grupo de "economicos", al frente de los cuales se encuentra Aizpun, los cuales se preocupan, no menos de que exista un Grupo Europeista, como de que no lo controle el Colegio Mayor de Pamplona, llevado por el Opus Dei, del cual el Claustro de la Universidad de Zaragoza es enemigo cordial, como sabe Gironella y como nos ha referido a los dos Sainz de Varanda con pintorescos detalles. Y no han cesado las actividades federalistas. Y presenté recortes de Diario de Navarra, del ocho al catorce de este mes de Octubre, en los cuales, se contienen seis articulos correlativos de un Arriata, Licenciado en Derecho y en Ciencias Economicas, cuyo contenido podríamos suscribirlo todos los presentes. Diario de Navarra es un periodico franquista, como todos los demás, pero el tema sigue estando de actualidad, aunque no hemos dado un paso firme o organico sobre el mismo.

Irujo es partidario de la propuesta de Gironella. No se trata de suscribir un pacto. Eso es una figura simbolica. De lo que se trata es de actuar. Dice Llopis que podemos molestar a los democratas cristianos del interior. Pues el Sr. Gil Robles ya es algo en la democracia cristiana española, pero por el OPE sigue nuestras actividades y nunca ha dicho que le parezca mal que operemos, sino en su caso que le disgustaría que operaramos más y mejor.

Llopis y Parera Llopis y Parera interrumpen los dos al mismo tiempo a Irujo.

Llopis, dirigiendose a Parera, dice: "supongo que irás a decir que OPE ya se cuidó de no dar cuenta de la celebración del Congreso de la U.G.T. y de hacer publicas sus Conclusiones. Claro, como aquí OPE estaba de vacaciones aquellos días..."

Nadie contesta a esta interrupción de Llopis, dicha en tono agrio.

Parera se limita a ffirmar que "eso, lo de lo que acaba de decir Irujo, es lo que creen de Gil Robles casi todos los españoles".

Irujo continúa y afirma que él no sabe lo que opinan de Gil Robles casi todos los españoles. Pero que, para hablar de Gil Robles, él no necesita acudir a una referencia de tal manera abstracta, con ser tan numerosa. La última vez que Gil Robles ha visto al

Presidente Aguirre ha sido hace unas semanas en el ferrocarril de Paris a Hendaya, donde se encontraron y trataron de estos y de otros temas.

Llopis dice que sí, que Gil Robles vió al Presidente Aguirre porque se encontraron casualmente en el ferrocarril, pero que vino a Paris a ver a otras personas, que no concreta, y que entre esas personas no se encontraba precisamente el Presidente Aguirre. Añade que Gil Robles no está en el Nuevo Partido Democrata Cristiano Español. Que quien lo está formando y lo dirije es el hermano del Obispo Herrera Oria. Relaciona las actividades de éste, y entre ellas cita, el hecho curioso de que se dedique a escribir cartas firmando con seudonimo, escritas en papel con membrete impreso suyo, hecho que comenta con sonrisa sarcastica. Habla tambien Llopis, ya sin la reserva y el misterio de antes, de que hay militares que conspiran; que son dos grupos; que son contradictorios; que no sabemos cuál nos conviene más; que no sabemos cuál de ellos llevará el gato al agua; que a él le han dicho....y no concreta nada.

Mádariaga dice que le parece bien la propuesta formulada por Gironella y apoyada por Irujo. Que él no ve ningún inconveniente en ella. Que el Consejo organizó antes unas Jornadas, en las cuales, se ocupó ya de todos estos temas. Que no ve por qué no ha de hacerlo de nuevo. Que él les ha dicho a los monarquicos que debieran ya tener dispuestos los textos de los Decretos que piensen dar al hacerse cargo del Poder. Y que mientras no tengan esa preparación, por cerca que esté la Restauración, nadie creerá en ellos, etc.etc. Por [illegible] el contrario, él propone que el Consejo Federal, en el que están representados todos, hasta los monarquicos, aunque no vengan, se convierta en una especie de Clearing House,/un Club, una Bolsa de cambio de las diversas iniciativas que se formulen en orden al futuro de España, cualquiera que sea el que las formule. Dice que él ha dicho en Mexico que no se opone ni a la Iglesia buena, ni al Ejercito bueno, ni a Falange buena. Comenta la frase y hace otras varias al correr del comentario.

Gironella toma las palabras de Madariaga, haciendolas suyas -la Bolsa, el Club y el Clearing- y vuelve a su tema, comentando algunas de acuerdo algunas de las manifestaciones hechas por Irujo.

Llopis dice entonces que, tal como lo han propuesto ahora Madariaga y Gironella él es

de acuerdo con la idea. Nada de "nuevo pacto de San Sebastián" dice, pero sí lo de la Bolsa, el Club y el Clearing.

Gouret dice que es preciso aprovechar la mística creada por los sucesos de Centro Europa. Que las publicaciones de la Camp. de la J. Europ. llegan a todas partes. Que son discretas, para no dar lugar a protestas y reacciones inconvenientes. Pero que están logrando con ellas formar un fichero interesante y tener corresponsales en todas partes. Cita el caso de un socialista de Teruel, desconocido por la Dirección del Partido y cuya correspondencia refleja el carácter del hombre. Propone que se aproveche el momento con una campaña inteligente, sobre cuyos detalles se extiende, dando ejemplos.

Leizaola manifiesta que nos hallamos frente a tres proposiciones: las de Gironella, Madariaga y Gouret. El está conforme con las dos últimas. En cuanto a la primera, no se opone a ella, pero comprende que haya de procederse con discreción por los peligros que entraña. Se extiende sobre estos motivos y aquilata el sentido de las tres propuestas.

Ortega se manifiesta de acuerdo con las dos proposiciones: la de Gironella-Madariaga, que es una sola, y la de Gouret. Cree que hay que preparar la primera con trabajos bien concebidos y realizados. El ofrece los que tiene ya confeccionados su Partido.

Lopez se refiere también a las dos proposiciones en presencia. Añade el matiz de que en España, la juventud ha estado inficcionada por el franquismo, del cual, se espera ahora con los Ridruejo etc; pero que, hay que tener en cuenta que aquella juventud, antes franquista, hoy anticomunista, no cuenta aun treinta años.

Irujo manifiesta dice que, con motivo del Congreso Mundial Vasco han concurrido del interior unas setenta personas. Duda de que no fueran una cincuentena menores de treinta años. (42, dice Lopez). Pues bien, añade Irujo, esos 42 estaban bastante despistados en muchas cosas. Pero, ni ellos, ni los círculos de sus relaciones, habían estado afectados ni antes ni ahora ni poco ni mucho por el falangismo o el franquismo. Bien es verdad que, esos jóvenes vascos venían traídos por las organizaciones democráticas vascas de todo género, políticas y sindicales; y que entre el país vasco y el resto hay diferencias acusadas; pero, él entiende que, como en el país vasco, la mayor parte de la juventud no está inficcionada por la predicación franco-falangista, que ha afectado a un número reducido

de personas.

López acepta de grado la aclaración, pero añade que, las inficcionadas constituyen selección.

Sanz dice que debe pensarse en convocar otras Jornadas Federales como las anteriores.

Cirunella le contesta que está de acuerdo. Pero que, antes es preciso prepararse, o lo que es lo mismo, trabajar. El ofrece pasar a los reunidos unas ideas generales sobre los temas que, a su parecer, preocupan ahora en España, con el fin de que, sobre ellas pueda cada uno pensar y preparar lo que tenga por conveniente.

Se acuerda:

1.- Aceptar la propuesta Cirunella. Que este confeccione las Bases para poder discurrir sobre ellas; que las pase a conocimiento de los miembros; y que, una vez estudiadas, volveremos a reunirnos.

2.- Aceptar la propuesta de Saret, comisionando a él mismo para que la formule, con detalle y presupuesto.

29/10/56

En el homenaje dado mañana a Madariaga en el banquete, Llopis, como primer vicepresidente del Consejo Federal, ofrecerá el homenaje a Madariaga.

******

Campagne Europeenne de la Jeunesse
82, Avenue Marceau
PARIS VIII

Messieurs:

J'ai le plaisir de vous accuser reception de votre envoi de documentation européenne, et je vous en remercie bien sincerement.

Selon vos indications et en vue de vous faciliter votre action d'information, je joins quelques adresses d'amis qui, parce que basques, non seulement s'interessent aux problemes de l'Europe, mais croient consciemment que faire l'Europe c'est sauver leur culture et leurs institutions, qui se débatent aujourd'hui en transes de mort sous la botte franquiste.

D.J. Nicolás.-Avda. de Salsidu, 14-bajo. Algorta(Vizcaya)
D.J. Larrinaga.-Avda. de Salsidu, 16-1° d.- Algorta(Vizcaya)
D.J. Zubiaur.- Torrene, 2-1° Algorta (Viscaya)
D.I. Bengoechea.- San Martin, 17 Algorta(Vizcaya)
D.J. Urrutia.- Avda. de Salsidu,2-bajo Algorta(Vizcaya)
D.J. Saitua.- Avda. del Ejército, 64- Algorta(Vizcaya)
D.J. Jimenez.- Avda. Basagoiti,95-2° Algorta(Vizcaya)

Tres reconnaissant a vos attentions, je vous prie de bien vouloir compter avec notre entiére disposition et dévouement a l'égard de tout ce qui concerne votre labeur européenne et d'agréer l'expression de nos salutations distingués

José M. Aguirre Bilbao
(Firmado y rubricado)

Algorta, le 19 octobre/57

Según laCampagne Europeenne de la Jeunesse, los señores José M. Aguirre Bilbao, Pablo Madariaga, Rincon Vega y José M. Saenz son los que hacen "LA GRAN VIA", que es una revista que se publica en Bilbao.

Consejo Federal Español - 14/10/57.

Manifiesta el Sr. Madariaga:

Ha observado en todas partes, en su gira por Sur-America, un extraordinario interés por España, por el régimen y por la salida del mismo. Ha sido escuchado y aplaudido cuando ha tratado el caso. Todos los demás problemas preocupaban menos a sus auditorios ibero-americanos.

El lugar donde el interés se produjo con la máxima intensidad fué Buenos Aires. El Presidente Aramburu envió a un representante suyo para recibirlo y puso a su disposición un automovil de la Presidencia mientras duró su estancia en Buenos Aires. Posteriormente le invitó a comer. Hablaron ampliamente. Aramburu se manifestó tan antifranquista como el propio Madariaga. Culminó el entusiasmo en la Conferencia que dió en el Centro Republicano. Acudieron al mismo mas de tres mil personas, que llenaban la sala principal, todas las salas y pasillos, las escaleras y la calle. Por medio de altavoces se hizo oir en los distintos apartamentos y en la calle.

Los españoles emigrados a los paises ibero-americanos, en su inmensa mayoría no volverán a España, porque están bien situados en aquellos paises. Solo un pequeño numero se repatriará si tiene condiciones y ocasión. Los restantes no.

Ha observado en Mexico un antiespañolismo patente y creciente. El primer antiespañolista es el General Lazaro Cárdenas, que tiene a un hijo bautizado con un nombre indio y no puede ver a los españoles. Mexico obliga a los españoles que quieran emigrar allí a poner una fianza de diez mil pesos. Son los españoles los unicos obligados a esa vejación. Son mejor tratados que los españoles, los alemanes. Es una barbaridad haber dado un homenaje a un antiespañol como Cardenas. El gran responsable de eso es Feduchy, el representante de la Republica. Ya se lo he dicho.

A Haya de la Torre dijo en público que eso de "indo-americano" que él ha inventado, quiere decir dos veces español, porque lo de "indio" lo inventaron los españoles.

Norteamerica ha perdido, como Estado, toda noción de moral. La tenemos en contra. Yo no espero nada de Norteamerica. Los franceses aun son capaces de adoptar posicio-

nes por romanticismo, como el cierre de la frontera española. Los anglosajones son incapaces de hacer nada que no les de algun beneficio. Y en derecho publico no admiten otra moral que la de la fuerza. Soy muy amigo de Dulles, el hermano del Secretario de Estado. Dulles hermano es de las pocas personas que sientan principios de moral. He hablado con él ampliamente. Creo que le he impresionado. Le dije: Tres posiciones pueden adoptarse dignamente con Franco con motivo del ingreso de Franco en la OTAN que ustedes han acordado apoyar: [redacted] aplicar los acuerdos uno y tres de la OTAN que declaran a esta corporacion democratica y condicionar la entrada de Franco a que cumpla la condicion democratica impuesta por el estatuto; modificar el estatuto, suprimiendo la condicion democratica de la OTAN y dando entrada en la misma a Franco; o rechazar pura y simplemente a Franco del club de la democracia europea. Lo que no puede hacerse es lo que ustedes han hecho: dejar los estatutos de la OTAN democracia y dar entrada o propiciar la entrada de Franco en la organizacion. Eso es una inmoralidad como una bomba atomica. Y si ustedes han perdido toda nocion de moral y no les importa el escandalo que eso representa y proceden con un cinismo tan inaudito, no deberán extrañarse de que el mundo entero acabe por apartarse de ustedes y que en España nadie pueda verles....

Cuando tocó en turno hablar de Chile, Parera, socialista, dijo:

Sobre Baraibar no puede construirse nada. Baraibar cuenta con la animadversion creciente de todos. Allí nadie puede ver a los norteamericanos. Y Baraibar pasa por ser agente a sueldo de los norteamericanos. El propio Baraibar conoce esta situacion. No conviene pues hacerle invitacion alguna, ni mezclarlo en nada, ni servirse de él para nada. Está totalmente quemado en Chile.

Hablando sobre la Radio dijo Madariaga: Hace cinco meses/ los mandé a la porra. Se permitieron censurarme algunas charlas. Yo escribí a ..... que no me contestó. Volví a escribirle y continuó sin contestarme. Los mandé a la porra, escribiendo una carta al embajador en la que le daba los motivos por los cuales retiraba mi colaboracion de Radio Francesa. Entonces recibí una carta de ..... dulzona pretendiendo darme explicaciones. Era tarde. No tengo nada que ver con Radio francesa. Mi trato

de volver a ella. (La persona mencionada es el superior inmediato del amigo de Don Alberto. Este (el amigo de Don Alberto) ha dicho a Don Alberto que es la Radio francesa la que, aprovechando la ausencia en America de Madariaga, trata de prescindir de su colaboración y hasta le ha dado los motivos por los cuales prescinden de dicha colaboración. Esta explicación es falsa. La verdad es que Madariaga ha dejado la Radio y se lo escribió así al Embajador de Francia en Londres, dando lugar a la carta dulzona que Madariaga ha despreciado) (Claro es que lo que está entre parentesis no ha sido dicho por madariaga, ni aludido Don Alberto para nada. Lo pongo yo porque no recuerdo los nombres de los aludidos funcionarios. Del amigo de Madariaga, que es socialista, ha dicho Parera que, con excesiva frecuencia está bien "mamado").

Brughmans, ha continuado Madariaga, se ha hecho catolico; mal negocio; en todas partes donde encuentro un catolico, encuentro un franquista.

Gironella manifiesta que los MEL, la INTERNACIONAL LIBERAL y LOS ESTADOS UNIDOS SOCIALISTAS DE EUROPA, o lo que es lo mismo, las organizaciones europeas en el orden internacional de la democracia cristiana, liberales y socialistas, están dispuestos a celebrar una reunión con el Consejo Federal Español, a escuchar a este y a intentar aquello que de ellas dependa para ayudarlo en su obra europeista y antifranquista. Se ha acordado aceptar la sugestión.

Gorkin a Madariaga

Madariaga ha propuesto que el Infante Don Juan invite a unas sesenta personas, cuarenta del interior y veinte del exterior, para que se expliquen sobre el problema español y su salida. Ha comenzado por hacer asesa de Don Juan, pero añadiendo que sería muy "practico". Todos los reunidos le han puesto mala cara, no a la reunión de los sesenta, sino a la convocatoria de Don Juan. Se ha acordado que Gironella hable con las tres internacionales democrata, liberal y socialista intentando que sean estas internacionales, de acuerdo con el Consejo Federal Español, quien pueda hacer esa invitación. Gironella hablará con aquellos Sres internacionales.

La suscripcion de solidaridad abierta por el Consejo Federal alcanza a un millon de francos. Se han invertido medio millon. Quedan en caja otro medio millon. Se ha dispuesto que sigan en caja por el momento.

Girobella ha relacionado sus actividades. Resulta que existen en las carceles mas de cien mujeres y varios cientos de hombres que están presos desde hace 14, 15 y 17 años. Entiende él que a ellos deben llegar la ayuda del Consejo. La solidaridad no debe limitarse a los resistentes intelectuales. Hay mucha gente que por no depender de partido determinado no tiene nadie que se cuide de él y se pudre en la carcel. Hay algunos que han quedado ciegos. Se acuerda que se haga esa estadistica todo lo mejor posible. Parera ha ofrecido facilitar los datos de que disponen los socialistas. Ha relacionado sus actividades. Siete máquinas les han proporcionado ya. Dos han caido en poder de la policia. Hace algun tiempo, el encargado de girar los socorros que el partido socialista daba, se fue con la lista a una estafeta de correos y libró las cantidades, dando nombres de personas, domicilios, etc. Dió a la policia toda la labor hecha. La policia no tuvo que hacer otra cosa que ir por ellos y llevarselos a la carcel. Cree Parera que no es facil moverse. La gente está escamada. No quieren ni recibir ayuda. Temen que tras la ayuda no esté la policia. Se acuerda que, cuando Girobella disponga de la maxima relacion, Madariaga publicará un articulo en el Manchester Guardian, dando cifras y cuantas concreciones no perjudiquen a los interesados. El Consejo Federal, con los datos a la vista, volverá a ocuparse del asunto, por estimar que debe entrar dentro de su radio de accion de solidaridad a los perseguidos.

Relaciona Girobella los detalles de la suscripcion. Todo el gasto de administracion de la misma, papel, impresos, sobres, franqueo, todo absolutamente, ha sido puesto por los Estados Unidos Socialistas de Europa. En todas partes, los organizadores de la suscripción locales, han pagado ellos los gastos de administracion. Se exceptúa Londres, donde Hickman obtuvo 28 libras, gastó 22 en papel, sobres, franqueos, etc. y ha enviado las seis restantes. Madariaga ha consagrado un cuarto de hora en dos veces seguidas a manifestar su disgusto. ¡Precisamente en Inglaterra! Se ha acordado que no se

haga público este proyecto de liquidación; que Girorella escribirá a Hickman anunciando le que Madariaga hablará con él; y que Madariaga le propondrá que conjuntamente se haga una segunda suscripción en la cual se reunan esas 22 libras de los gastos administrativos de la primera, añadiendo que él mismo cooperará y que hará que coopere Trueta etc. (Girorella ha defendido a Hickman -que tampoco ha sido atacado por Madariaga el cual se ha referido al sistema y no al hombre-, pero sabiendo todo el mundo que Hickman es el encargado de ña Delegacion del Gobierno Vasco, nosotros hemos quedado muy mal).

En Escandinavia no se ha podido hacer nada por la suscripcion de solidaridad. Hay la posibilidad de actuar. El indicado es Girbau. Se acuerda gestionar la obtencion de billete en avión gratuito, complementar los gastos de viaje que sean precisos y que Girbau vaya allí y organice la recaudación etc.

Han sido aceptadas la protesta y las sugestiones del Consejo Catalan expresadas en los documentos adjuntos.

El detalle de la suscripcion con cifras y paises va en varios pliegos aparte.

14/10/57

EUSKO DELEGACION
LA VOZ DE EUSKADI - LA VOIX DES BASQUES
Boîte Postale n° 69 PARIS (XVII

23/5/57

Amigo Gironella:

El domingo salgo para Caracas. Una desgracia familiar me lleva allí. Mi puesto lo cubre el Sr. Leizaola, con el que puede usted entenderse para concretar el Viaje a Roma. Quedo a su disposición en casa de mi hermano: Edificio Loire, Avenida de la Vega, El Paraiso, Caracas.

Hasta la vuelta

MOUVEMENT EUROPÉEN

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

LÉON BLUM (1948-1950). WINSTON CHURCHILL. COMTE COUDENHOVE-KALERGI.
ALCIDE DE GASPERI. ROBERT SCHUMAN. PAUL-HENRI SPAAK

CONSEIL FÉDÉRAL ESPAGNOL

18, RUE D'ENGHIEN - PARIS 10E - TÉL. PRO 15-21, POSTE 261

PRÉSIDENT :
SALVADOR DE MADARIAGA

VICE-PRÉSIDENTS :
RODOLFO LLOPIS
GROUPE DU MOUVEMENT SOCIALISTE POUR LES ETATS-UNIS D'EUROPE

RAFAEL SANCHEZ GUERRA
GROUPE DE L'INTERNATIONALE LIBÉRALE

X. X. (EN ESPAGNE)
GROUPE FÉDÉRALISTE DÉMOCRATE-CHRÉTIEN

JUAN ANTONIO ANSALDO
GROUPE MONARCHISTE EUROPÉEN

CARLES PI SUNYER
CONSEIL CATALAN EUROPÉEN

MANUEL DE IRUJO
CONSEIL BASQUE EUROPÉEN

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :
ENRIC GIRONELLA

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx
19, rue de Lille-PARIS, 7e - BAB 04-89

C./1

PARIS, 20 Abril 1957.

Estimado compañero:

Le adjunto para su informaciôn una serie de documentos relativos a la situaciôn politica y a la represiôn en España.

Esta Secretaria General piensa enviar de una manera regular y periôdica cuantas informaciones le lleguen procedentes de los diferentes lugares de España. Elle debe permitir una mejor cohesiôn, entre los miembros del Consejo Federal, y un complemento de informaciôn para facilitar las tareas impuestas por la Campaña de ayuda a los estudiantes e intelectuales que sufren persecuciôn en España.

En esta ocasiôn le saludo muy cordialmente,

E. GIRONELLA.
Secretario General.

CONSEJO FEDERAL ESPANOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

Servicio de Informaciôn

D./1

Paris, 19 Abril 1957.

NUESTRA DELEGACION DE BARCELONA NOS COMUNICA LAS INFORMACIONES SIGUIENTES:

I. Estudiantes detenidos:

Domingo	MADOLELL
Francisco	FONCILLAS
Alvaro	ROSAL
	PALLISSA
Jorge	ARGENTA
Joaquin	CALVO

II. Relaciôn de las multas impuestas por el Gobernador a los Estudiantes de la Universidad de Barcelona:

José A.	SANMARTIN	20.000	pesetas
Antonio	SENILLOSA	20.000	"
Armando	FLUVIA	20.000	"
Antonio	MUNTANYOLA	20.000	"
José R.	FIGUEROL	10.000	"
Antonio	JUTGLAR	10.000	"
Jorge	ARGENTA	10.000	"
Jorge	MALUQUER	5.000	"
Oriol	BOHIGUES	5.000	"
Pedro	CANALS	2.500	"
Carlos	SANTFONS	2.500	"
Antonio	RIBAS	2.500	"
Bartolomé	MARTORELL	2.500	"
Joaquin	CALVO	2.500	"
Jaime	LORES	2.500	"
	DONATO	2.500	"
Ignacio	TINTORE	2.500	"
Juan	PICARDO	2.500	"
Juan R.	MASOLIVER	2.500	"

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

D./2

Servicio de Informaciôn

SOLICITUD QUE LOS ESTUDIANTES DIRIGIERON AL MINISTRO DE EDUCACION NACIONAL CON MOTIVO DE LOS SUCESOS DE BARCELONA.

Excmo. Sr. Ministro:

Los alumnos de la Universidad de Barcelona, en uso del elemental derecho de peticiôn que, segûn la Ley, poseen todos los españoles, faltos de ôrganos representativos para expresar sus demandas, y no pudiendo utilizar la via jerârquica por carecer actualmente la Universidad barcelonesa de autoridad idônea,

acuden a V.E. y exponen:

1.-Los dias 14 y 15 de enero los estudiantes de la Universidad de Barcelona creyeron que era su deber solidarizarse con el pueblo de Barcelona, que de un modo tan digno y unânime expresaba su protesta contra una situaciôn politico-economica insostenible.

En la mañana del dia 14, los universitarios intentaron dirigirse en manifestaciôn pacifica y ordenada hasta la Capitania General, en señal de adhesiôn y de confianza al Excmo. Sr. D. Juan Bautista Sânchez Gonzalez (q.e.p.d.) en cuya figura cifraban las esperanzas de todos.

Obedeciendo las consignas del Gobernador Civil, la policia cargô violentamente contra los estudiantes, disolviendo la manifestaciôn y deteniendo a muchos de los que participaban en ella.

Seguidamente la fuerza pûblica, metralleta en mano, penetrô en la Universidad donde, a pesar de la natural efervescencia, habia reinado hasta aquel momento el mâs completo orden y la mâs absoluta y significativa coincidencia de opiniones. Con una brutalidad que solo puede explicar el temor a que la Universidad se hiciera portavoz del sentir general, los guardias persiguieron a los estudiantes, a golpes de culata, acorralândolos hasta el fondo de las aulas.

El dia 15 se recrudecieron los choques y la violencia de la represiôn. Sobre los universitarios se descargaban las iras de quienes se veian impotentes para acabar con la firme condena que representaba la actitud de Barcelona entera.

Sirviendo de agentes provocadores y delatores, colaboraron con la policia miembros de la guardia de Franco, armados con lâtigos y pistolas y totalmente extraños a la Universidad.

Resultaron numerosos heridos - algunos graves -, todos ellos estudiantes. Hubo nuevas detenciones dentro y fuera de la Universidad.

Como V.E. no puede ignorar la correcta intervenciôn del Rector Dr. Bucarons, invitando a la fuerza pûblica a abandonar el recinto universitario, era escandalosamente transformada - en nota oficial dada a conocer por el Gobernador Civil - en una increible felicitaciôn a la policia, sin que fuera dado a la primera autoridad académica el derecho de rectificar tan injuriosa violaciôn de la verdad.

Aquella misma tarde el Gobernador Civil dictaba a la Junta de Gobierno la orden de cerrar la Universidad.

2.-El dia 17 de enero ocurrieron hechos de tal gravedad que silenciarlos es ya una vergonzosa complicidad.

Al atardecer de dicho dia, cinco individuos de la guardia de Franco entraron en el domicilio del alumno Masoliver, y, bajo la amenaza de las pistolas, lo secuestraron, llevándolo en automovil a un descampado, donde lo apalearon salvajamente hasta hacerle perder el sentido, abandonándolo desnudo y con fuerte conmoción cerebral; la misma tarde otra patrulla armada violaba el domicilio de otro alumno de derecho, Joaquín Jordá y le hacia objeto de odiosas vejaciones.

Esto ocurria en una ciudad en la que se estaba realizando una agobiante ostentación de fuerzas policiacas y bajo el amparo de las mismas. Y la misma autoridad que protegia a los secuestradores encarcelaba a los abogados que, en el ejercicio de su deber profesional, habian presentado un razonado recurso solicitando la libertad de los detenidos gubernativos.

3.-A la intimidación por la fuerza se unió la intimidación por las sanciones académicas y las amenazas. El decreto del 6 de febrero, a continuación de unos considerandos cuya confusión traicionaba la futilidad de sus fundamentos, declaraba excluidos de la Universidad a 16 estudiantes, a quienes no se otorgó ninguna medida de defensa. En ninguna ley española, por excepcional que sea, se considera como delito el grito de "¡Viva el Ejército!" Sin embargo, por este motivo han sido castigados Domingo Madolell y otros compañeros. Varios han sido objeto de sanciones académicas por hechos ocurridos fuera del recinto universitario. Y por último hay casos como el de Nuria Sales, en los que no se castigan los actos, sino las ideas; ausente de la Universidad los dias 14 y 15 de enero, y no habiendo, por consiguiente, tomado parte alguna en los sucesos, ha sido sancionada simplemente porque sus ideales politicos, según su anónimo denunciante, no coinciden con los del S.E.U. Es decir, por un delito de opinión, el mismo, en que, sépase bien, incurre la inmensa mayoria de los estudiantes españoles y con ellos el pais entero.

Paralelamente a las medidas contra los escolares, se desarrollaba una politica de degradación de los profesores, dictándoles el Director General de Enseñanza Universitaria los humillantes informes que debian dirigirle las Facultades. Las de Farmacia y Ciencias accedieron sumisamente, otras procuraron rehuir el tomar partido, y solo la de Derecho expresó un criterio que hacía honor a su conciencia juridica.

Cuando la universidad anquilosada y moribunda por exceso de conformismo, siente la acuciante necesidad de una profunda reorganización, el Ministerio se limita a tomar medidas de fuerza que vienen a agravar la situación anterior.

Las condiciones en que fueron reanudadas las clases a partir del dia 11 de febrero constituian una humillación para profesores y alumnos. A la arbitrariedad de las sanciones se unia el hecho de que se encargara del rectorado el Sr. Garcia Valdecasas, catedrático por méritos politicos, indigno como persona y como maestro de que le fueran confiados los destinos de la gloriosa Universidad de Barcelona.

Desde el lunes, dia 18, nadie pudo llamarse a engaño. Ni las autoridades académicas respecto a la decidida voluntad de protesta que animaba a la masa estudiantil, ni esta en lo tocante a la actitud del nuevo Rector; quien convirtiô cada facultad en una ratonera; y tres dias consecutivos, lunes, martes y miércoles hizo penetrar la fuerza pûblica armada en el recinto universitario para que ocupara los claustros y desalojara a los estudiantes.

Apoyaron la acciôn del Rector seis miembros de la Junta de Gobierno, en quienes la cobardia pudo màs que la evidencia de que se marchaba por un camino equivocado. Los tres miembros restantes, los Dres. Pi Suñer, Polo y Villavicencio presentaron la dimisiôn de sus cargos el martes dia 19.

En la madrugada del 20 llegaba a Barcelona el Director General de Enseñanza Universitaria. Convocados urgentemente, los dimisionarios fueron colocados ante la alternativa de comparecer ante un tribunal militar "por ayuda a la sediciôn" o deponer su actitud. Cedieron.

Y envalentonado por este fâcil éxito, el Director Géneral obligaba a todos los profesores a que iniciaran sus clases del jueves dia 21 con la lectura de una declaraciôn que era una nueva vejaciôn impuesta a catedràticos y escolares. En la mayoria de las clases, los estudiantes abandonaron las aulas antes de que terminase dicha lectura.

A mediodia de dicho dia 21 los estudiantes irrumpieron en el Paraninfo, donde se desarrollô un acto cuya trascendencia y significaciôn no escapô a ningûn español.

En el corazôn de la Universidad barcelonesa, a pocos pasos del despacho donde, protegido por la policia se mantenia el Director General, un millar de alumnos gritaban "Justicia y Libertad" y aclamaban de un modo unânime una serie de proposiciones. Era seguramente la primera asamblea libre de españoles que se celebraba en nuestro pais desde 1939. Y su voluntad era inequivoca.

Pueden dar testimonio de dicho acto y de los discursos que fueron pronunciados la docena de guardias que asistieron al mismo y que resultaron impotentes para dominar la multitud escolar, la cual no fue desalojada del Paraninfo hasta las cuatro de la tarde con la llegada de refuerzos policiacos y no sin gran esfuerzo.

En los dias, viernes 22 y sàbado 23 - y aûn continua hoy, martes 26 - se efectuô un plebiscito abrumador a pesar de estar detenidos los presuntos jefes del movimiento y privados de entrar en la Universidad los centenares de estudiantes asistentes al acto del Paraninfo - cuyos carnets escolares habian sido confiscados por la policia - sus restantes compañeros, con una unanimidad ejemplar y a pesar de las coacciones oficiales, se negaron a entrar en clase. Asi subrayaron - y subrayan - que no se trataba de la acciôn de un grupo de agitadores, como quiere hacerse creer, ni de una algarada ocasional. Incluso los estudiantes de la escuela de ingenieros se han solidarizado con la huelga.

Ni el silencio oficial - que se esfuerza en ahogar toda informaciôn sobre el problema -, ni las setenta detenciones de estudiantes que han sido practicadas, ni las renovadas sanciones - que amenazan con eliminar definitivamente de la Universidad a centenares de estudiantes cuyo delito

ha sido desear una mayor libertad espiritual el mismo dia que el Gobierno se adheria al Convenio Cultural Europeo -, nada de eso podrâ dosvirtuar este hecho enorme y decisivo: una comunidad española, representando clases sociales e intereses muy diversos, se ha proclamado, tajantemente, insolidaria con el pasado, insatisfecha del presente y ha proclamado que comience una era de profunda reforma.

Por todo lo expuesto, los estudiantes de Barcelona, aceptando su misiôn de portavoces de un sentir general y creyendo que la verdad debe llegar a conocimiento de V.E. y del pais entero, sin que sea falsificada por la propaganda oficial, tiene el honor de presentar las conclusiones que en dicha asamblea del dia 21 fueron aprobadas y que son las siguientes:

1.-Supresiôn del monopolio de la representaciôn universitaria que el S.E.U. ha venido atribuyéndose. Los acontecimientos de estos ûltimos tiempos han demostrado que el S.E.U. carece de la menor base real y constituye uno de tantos organismos artificiales y falsamente representativos cuya ûnica preocupaciôn es ahogar toda manifestaciôn espontanea de la vida española.

2.-Convocatoria de una Asamblea Nacional de Estudiantes con garantias de libertad de elecciôn, de opiniôn y de tribuna; dicha Asamblea se encargarâ de fijar las bases para la constituciôn de una Asociaciôn libre y apolitica, a traves de la cual los estudiantes aportarân su colaboraciôn a la urgente reforma de la Universidad.

3.-Eliminando de las clases de Formaciôn Politica en la Universidad, ya que constituyen una inûtil violaciôn de la conciencia y de la inteligencia de la gran mayoria de los estudiantes.

4.-Castigo de los miembros de la guardia de Franco culpables de viles atentados contra las personas de varios estudiantes, y publicidad de las sanciones que les sean impuestas y de las complicidades oficiales de que hayan venido gozando.

5.-Desarme y disoluciônde la guardia de Franco, cuyas actividades son un peligro para la seguridad y el honor de los ciudadanos y un insulto para las autoridades militares y civiles encargadas de velar por el orden pûblico.

6.-Respeto del autentico fuero universitario, puesto que la labor docente no puede realizarse bajo la amenaza que supone la presencia constante de agentes de policia secreta en el recinto universitario, e incluso en el interior de las aulas.

7.-Anulaciôn de las sanciones dictadas por el decreto de 6 de febrero ya que fueron impuestas, sin ninguna garantia procesal, contra compañeros cuya ûnica falta fue expresar lo que es la voluntad general de la naciôn.

8.-Libertad inmediata de los detenidos, devoluciôn de los carnets escolares u anulaciôn de todas las medidas represivas adoptadas a raiz de los hechos ocurridos en los dias 21 y sucesivos.

9.-Dimisiôn del Director General de Enseñanza Universitaria y destituciôn del Rector y de todas las autoridades que se han hecho complices de su desatentada actuaciôn.

Los estudiantes de la Universidad de Barcelona declaran que la normalidad no podrâ ser restablecida en la Universidad hasta que las anteriores demandas sean satisfechas, apelan a la solidaridad de todos los universitarios españoles, y expresan su confianza en el futuro de la Universidad y en el de España.

CONSEJO FEDERAL ESPANOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

Servicio de Informaciôn D./3

CARTA DEL CONSEJO FEDERAL ESPANOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO AL SECRETARIO GENERAL DE LA ORGANIZACION DEL TRATADO DEL NORTE ATLANTICO (N.A.T.O.)

Paris, 1° Abril 1957.

Muy Sr. nuestro:

Los abajo firmantes, Agrupaciôn de Ciudadanos Españoles, privados del derecho de ciudadania por una dictadura militar, llaman la atenciôn del N.A.T.O. sobre el hecho de que la admisiôn de la España de Franco en la Organizaciôn comportaria la pérdida de toda autoridad moral de esta ûltima. El preâmbulo de la Carta constitucional declara que los participantes "estân determinados a salvaguardar la libertad, la herencia y la civilizaciôn de sus pueblos fundada en los principios de la democracia, de la libertad individual y del derecho". El Articulo 2° añade: "los participantes contribuirân al desarrollo de la paz y de la amistad internacional mediante el reforzamiento de sus libres instituciones y una mejor comprensiôn de los principios sobre los cuales estân fundadas estas instituciones".

Los abajo firmantes, ciudadanos españoles, declaran que el actual régimen español no ha ocultado nunca, antes se ha vanagloriado, del hecho de que sus instituciones no se inspiran en la democracia liberal, y a pesar de afirmar regirse por leyes, tales leyes ni instituciones no existen en la España actual sino la voluntad del dictador; tanto es asi que ningûn español siente en ningûn momento que su vida, su propiedad y su honor estân salvaguardados si alguna vez se manifiesta en desacuerdo con las autoridades.

Ante tales circunstancias, declaramos que si se considera indispensable la participaciôn de España en el N.A.T.O., solo dos caminos quedan abiertos: o bien pedir que el régimen se haga acreedor de ello adoptando instituciones libres, o borrar de la Carta constitucional de esta Institución el preâmbulo y el articulo 2°. Una admisiôn de la actual dictadura significaria que los miembros del N.A.T.O. reconocen publicamente no conceder ninguna importancia a sus compromisos solemnes. Ello destruiria por entero la autoridad moral de esta Organizaciôn.

Por el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo

El Secretario General, El Presidente,

Enrique GIRONELLA Salvador de MADARIAGA

CONSEJO FEDERAL ESPANOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

Servicio de Informaciôn

D./4

CARTA DEL CONSEJO FEDERAL ESPANOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO DIRIGIDA AL SECRETARIO GENERAL DEL CONSEJO DE EUROPA EN ESTRASBURGO.

Paris, 1° de Abril 1957.

Muy Sr. nuestro:

Los abajo firmantes, Agrupaciôn de Ciudadanos Españoles, privados del derecho de ciudadania por una dictadura militar, llaman la atenciôn del Consejo de Europa sobre el hecho de que la admisiôn de la España de Franco en la Organizaciôn comportaria la pérdida de toda autoridad moral de esta última. El Consejo de Europa declara ser una Institución fundada por las Naciones Europeas " con el propôsito de salvaguardar y realizar las ideas y principios que constituyen su herencia comûn, así como facilitar su progreso econômico y social". Así reza el Articulo 1° de sus Estatutos, mientras que el preâmbulo define estas ideas y principios como sigue: "Los valores espirituales y morales ... constituyen la herencia comûn de sus pueblos y la fuente verdadera de libertades individuales y de derechos politicos: principios que constituyen la base de toda democracia". Y afin de que no quede ninguna duda, el preâmbulo añade: "consideran que para mantener y completar la realizaciôn de estos ideales... es necesaria una estrecha unidad entre los paises de Europa", lo que justifica la creaciôn del Consejo de Europa. Mâs aûn, el articulo 3° declara expresamente que: "cada miembro del Consejo de Europa debe aceptar los principios del derecho y garantizar a todos los ciudadanos que se hallan bajo su jurisdicciôn el pleno disfrute de los derechos humanos y de las libertades fundamentales".

Los abajo firmantes, ciudadanos españoles, declaran que el actual régimen español no ha ocultado nunca, antes se ha vanagloriado de ello, el hecho de que sus instituciones no se inspiran en la democracia liberal, y a pesar de afirmar regirse por leyes, tales leyes ni instituciones no existen en la España actual sino la voluntad del dictador; tanto es asi que ningûn español siente en ningûn momento que su vida, su propiedad y su honor estân salvaguardados si alguna vez se manifiesta en desacuerdo con las autoridades.

Ante tales circunstancias, declaramos que si se considera indispensable la participaciôn de España en el Consejo de Europa, solo dos caminos quedan abiertos: o pedir que el régimen se haga acreedor de ello adoptando instituciones libres, o borrar de los Estatutos el preâmbulo 1 y 3. Una admisiôn de la actual dictadura significaria que los miembros del Consejo de Europa reconocen pûblicamente no conceder ninguna importancia a sus compromisos solemnes. Ello destruiria enteramente la autoridad moral del Consejo.

Por el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo
El Secretario General, El Presidente,

Enrique GIRONELLA Salvador de MADARIAGA

CONSEJO FEDERAL ESPANOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

Servicio de Informacion D./5

A los pocos dias de la surpesiôn del "habeas corpus"

HA SIDO ENCARCELADO EN MADRID EL ESCRITOR DIONISIO RIDRUEJO, FUNDADOR DEL NUEVO PARTIDO SOCIAL DE ACCION DEMOCRATICA (CLANDESTINO)

MADRID, 16 de Abril

Acaba de ser detenido el poeta y escritor Dionisio Ridruejo, de 43 años, antiguo falangista y fundador del nuevo "Partido Social de Acciôn Democrâtica", agrupaciôn politica clandestina cuyos objetivos fundamentales, expuestos en su programa, del que se hizo eco, hace unos meses, la prensa extranjera, son: superaciôn del espiritu de guerra civil y de la discriminaciôn entre los españoles, restauraciôn en España de las garantîas politicas de los ciudadanos, responsabilidad de la Administraciôn, retorno a las instituciones democrâticas, libertad de enseñanza, de expresiôn y de sindicaciôn. El Partido de Dionisio Ridruejo enlaza a la vez con los grupos de la derecha democrâtica - reunidos en torno à Gil Robles, algunos monârquicos liberales y el reciente partido, tambien clandestino, llamado "Partido Democrâtico Nacional" - y los sectores politicos socialistas, intentando una alianza de unos y otros en un "Frente Nacional Democrâtico" contrario a Franco.

Dionisio Ridruejo, que fué a los veinte años seguidor entusiasta de José Antonio Primo de Rivera - era el mâs joven entre los fundadores de la Falange -, se opuso a Franco despues de acabada la guerra civil por odio a sus métodos totalitarios, y fué ya desterrado en 1942, a Cataluña. Se le considera como uno de los mâs importantes poetas y periodistas del paîs, siendo premiado hace algunos años con el mâs prestigiado premio periodistico, el "Mariano de Cavîa" por un articulo sobre el filôsofo Ortega. Es persona respetada en todos los ambientes intelectuales de España, tanto de derecha como de izquierda. Profundamente catôlico, ha mantenido siempre, sin embargo, una actitud de cordial tolerancia y comprensiôn hacia los no-catôlicos y las minorias religiosas, los protestantes, perseguidos en su culto pûblico y en su proselitismo por Franco. Esta actitud le ha valido el odio y los duros ataques que le han dirigido, tanto como al antiguo Rector de la Universidad de Madrid, el liberal Laîn Entralgo, los catôlicos "integristas" del Tradicionalismo y del "OPUS-DEI".

La objetividad, la amplitud y el prestigio de la posiciôn liberal de Ridruejo permitieron a este escritor, hace unos meses, reunir las firmas de la mayoria de los intelectuales y académicos españoles - desde el Presidente de la Real Academia Española, Menêndez Pidal, hasta el monàrquico Pemân - para el manifiesto en favor de la amnistia general de los numerosos estudiantes encarcelados en Madrid y Barcelona, por delitos de opiniôn.

Dionisio Ridruejo habia sido ya detenido en Febrero de 1956, junto con un grupo de universitarios liberales, despues de ser asaltada la Universidad de Madrid por grupos de falangistas armados, que pretendian anular

por la fuerza las elecciones estudiantiles, que habian dado el triunfo a los estudiantes democrâticos, contrarios a la Dictadura. La razôn de esta nueva detenciôn son las declaraciones que Dionisio Ridruejo ha concedido, con su firma, a un corresponsal del periôdico "Bohemia" de Cuba, sobre la actual crisis econômica y social del Gobierno español.

La detenciôn de este escritor, a la cual se teme sigan muchas otras, por las grandes vinculaciones de Ridruejo con todos los grupos democrâticos de oposiciôn, se produce muy pocos dias despues de la supresiôn, por un decreto de la Jefatura del Estado, del habeas corpus para los detenidos por actividades "que pueden debilitar la jerarquia y el prestigio del Régimen".

CONSEJO FEDERAL ESPANOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

Servicio de Informaciôn D./6

El totalitarismo al desnudo

FRANCO SUPRIME EXPLICITAMENTE EL "HABEAS CORPUS" Y LAS SUPUESTAS GARANTIAS DEL CIUDADANO CONTENIDAS EN EL FUERO DE LOS ESPANOLES

Madrid, Abril 1957.

Por dos decretos, de fecha 22 de Marzo de 1957, firmados por el Caudillo, se ha reformado el Côdigo Penal y la Ley de Enjuiciamiento Criminal en lo referente a los delitos contra la seguridad interior del Estado. Se ha dispuesto que las personas detenidas por actividades que tiendan a debilitar la jerarquia o el prestigio del Estado, o a debilitar las Instituciones vigentes, no pueden ser puestas en libertad bajo fianza, debiendo permanecer en prisiôn el tiempo que sea necesario. A tal fin se ha añadido un articulo nuevo al Côdigo Penal (el cual lleva el nûmero 268 bis), y un nuevo pârrafo al articulo 503 de la Ley de Enjuiciamiento Criminal.

Esto significa que los derechos de "habeas corpus", contenidos en las disposiciones del Fuero de los Españoles, que ordenan que todo ciudadano sea, en el plazo de 72 horas, o procesado por un Juez o puesto en libertad, dejarân, de ahora en ademante, de aplicarse a los detenidos politicos.

Aun cuando el denominado "Fuero de los Españoles" no tuvo nunca, en realidad, vigencia prâctica, y en este sentido los nuevos decretos no hacen sino institucionalizar la prâctica reiterada del Régimen - es bien sabido que en los campos de concentraciôn de la Direcciôn General de Seguridad, como el tristemente famoso de Nanclares de Oca (Alava), hay detenidos preventivos que permanecen allî años sin pasar a disposiciôn de la autoridad judicial -, sin embargo, resulta interesante señalar como el sentido juridico de estas disposiciones consiste en dar carâcter permanente a la situaciôn que en todo el pais civilizado se denomina suspensiôn de garantias constitucionales. Representan, por consiguiente, estos decretos, la formalizaciôn juridica de un estado de emergencia de hecho existente.

El procedimiento empleado para derogar un derecho civil concedido por el "Fuero de los Españoles" y para reformar un Côdigo, mediante un simple decreto de Jefatura del Estado, sin conocimiento ni aprobaciôn del Cuerpo Legislativo, es un procedimiento tipicamente totalitario que ha causado consternaciôn en los ambientes jurîdicos españoles. Los decretos han sido publicados en el Boletîn Oficial del Estado del 30 de Marzo de 1957. No se ha dado publicidad de ellos en la Prensa.

11/4/57

Amigo Jose Mari:

El Consejo Federal ha organizado una suscripción para socorrer a estudiantes y profesores perseguidos como consecuencia de las últimas protestas. Franco los sitia económicamente, obligándoles a pagar dobles derechos de matrícula, multas, cauciones, costas, etc, que cuando son muchos, ascienden a fuerte suma. Hace unos meses saldamos aquellos gastos con 250.000 francos. Ahora son necesarios un millon. Se ha organizado una suscripción. En la última sesión celebrada, al llegar a Venezuela, Landeburu soltó muy oportunamente el nombre de Pi Suñer. Pero Gironella te pondrá dos letras tambien a ti. Quiero prevenirte para que estés enterado.

Tuyo

26

11/4/57

Amigo Bethurey:

El Consejo Federal Español socorre a los perseguidos por Franco con motivo de las protestas Universitarias. Se necesita bastante dinero para pagar multas, cauciones de libertad, fianzas de procesamiento, letrados y otras asistencias. Para ello ha dispuesto organizar una suscripción en todos los países libres. Su Secretario General, Don Enrique Gironella, se dirigirá a usted. Ruégole espere su carta y la atienda. Lo que pueda usted hacer ahí estará bien hecho sin duda.

Gracias y ab razos

LETTER FROM THE SPANISH FEDERAL COUNCIL OF THE EUROPEAN MOVEMENT TO THE PRESIDENT OF THE COUNCIL OF EUROPE

Paris, April 1st, 1957

Sir,

We, Spanish citizens, deprived of the exercice of our citizenship by a military dictatorship, draw the attention of the Council of Europe to the fact that the admission of Spain would utterly destroy its moral authority. The Council of Europe professes to be an institution founded by European natious "for the purpose of safeguarding and realising the ideas and principles which are their common heritage and facilitating their economic and social progress". So says article 1 of its Statute; while the Preamble defines these ideas and principles as follows : "the spiritual and moral values which are the common heritage of their peoples and the true source of individual freedom, political liberty and the rule of law, principles which form the basis of all genuine democracy". And so that no doubt remains, the Preamble goes on to say : "Believing that for the maintenance and further realisation of these ideals... there is need of a closer unity between like-minded countries of Europe" the Council of Europe is set up. Moreover, article 3 expressly says that : Every member of the Council of Europe must accept the principles of the rule of law and of the enjoyment by all persons within its jurisdiction of hum an rights and fundamental freedom".

We, Spanish citizens, point out that the present Spanish regime has never hidden the fact, indeed boasts of the fact, that its institutions are not those of liberal democracy; and that, whatever the wording of its so-called laws, in fact, there is no law and no institution in Spain to-day but the will of the dictator, so that no Spaniard feels that either his life, his property or his honour is safe if he happens to dissent from officialdom.

In the circumstances, we point out that if Spain is considered as indispensable to the Council of Europe, there are but two courses open: to demand that the regime qualifies by adopting free institutions; or to strike out from the Statute the Preamble and articles 1 and 3. An admission of the present absolute Sultanate would imply that the members of the Council of Europe publicly recognise that they attach no importance to their own solemn engagements. This would thoroughly destroy the moral authority of the Council.

The Spanil Federal Council of the European Movement

The General Secretary — The Chairman

Enrique GIRONELLA — Salvador de MADARIAGA

MOUVEMENT EUROPÉEN

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

LÉON BLUM (1948-1950), WINSTON CHURCHILL, COMTE COUDENHOVE-KALERGI,
ALCIDE DE GASPERI, ROBERT SCHUMAN, PAUL-HENRI SPAAK

CONSEIL FÉDÉRAL ESPAGNOL

~~18, RUE D'ENGHIEN~~ - PARIS 10E - TÉL. ~~PRO 15-21, POSTE 261~~
19 rue d'Lille BAB. 04 89

PRÉSIDENT :
SALVADOR DE MADARIAGA

VICE-PRÉSIDENTS :
RODOLFO LLOPIS
GROUPE DU MOUVEMENT SOCIALISTE POUR LES ETATS-UNIS D'EUROPE

RAFAEL SANCHEZ GUERRA
GROUPE DE L'INTERNATIONALE LIBÉRALE

X. X. (EN ESPAGNE)
GROUPE FÉDÉRALISTE DÉMOCRATE-CHRÉTIEN

JUAN ANTONIO ANSALDO
GROUPE MONARCHISTE EUROPÉEN

CARLES PI SUNYER
CONSEIL CATALAN EUROPÉEN

MANUEL DE IRUJO
CONSEIL BASQUE EUROPÉEN

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :
ENRIC GIRONELLA

París 29 marzo 1957

Querido Imjo

Ahí le mando unos cuantos documentos. Páselos a sus amigos y hagan de ellos el uso que estimen conveniente.

Otros documentos son en preparación. Ya se los mandaré.

Un abrazo

Gironella

ACTA DE LA REUNION DEL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO DEL 19/3/57

La reunión se celebra bajo la presidencia de Don Salvador de Madariaga en los salones de la Delegación Vasca de Paris. Asisten los Srs. Ortega, por los corrientes republicanos; Laizaola, Irujo y Landaburu por el Consejo Vasco; Sauret, Gironella, Rovira y Sans por el Consejo Catalán, y Lopez independiente.

Se excusan los Srs. LLopis y Parera, retenidos en Toulouse y Maldonado, ocupado por razones profesionales.

A - OBJETIVOS EUROPEISTAS DEL NUEVO GOBIERNO DE FRANCO

El Secretario General informa acerca de los pretendidos proyectos europeistas del franquismo segun la declaracion oficial del nuevo gobierno. Los objetivos preven una serie de negociaciones en vistas a la entrada de España al O.T.A.N., a la O.E.C.E. y al Consejo de Europa.

Una discusión general precisa la actitud del Consejo Federal Español. El desarrollo de una oposición democratica cada dia más numerosa y cohesionada nos obliga, no a oponernos a la entrada de España en instituciones fundamentales para el futuro de la Peninsula, sino a pedir intransigentemente que se exija de España el ponerse en condiciones de legalidad democratica y de representación popular, de acuerdo con el estatuto constitutivo de todas las instituciones europeas.

En este sentido,

a) - se aprueba una resolución politica del Consejo,
b) - se encarga a Don Salvador de Madariaga, la redacción de unas cartas dirigidas al O.T.A.N., a la O.E.C.E., al Consejo de Europa y a la U.N.E.S.C.O.

B - SOLIDARIDAD CON LOS ESTUDIANTES DE LA UNIVERSIDAD DE BARCELONA.

El Secretario General somete al Consejo el texto de una carta del Consejo Catalan del Movimiento Europeo de Barcelona pidiendo:

1) la divulgación de los recientes acontecimientos universitarios
2) el voto de una resolución del Consejo Federal
3) una declaración ante el Movimiento Europeo y
4) la creación de un Fondo de Ayuda a los estudiantes españoles

La carta viene acompañada de numerosos documentos e informaciones complementarios.

Despues de una amplia discusión el Consejo Federal decide:

a) Votar una resolución de solidaridad con los estudiantes de Barcelona

b) Organizar una campaña de información y de prensa para dar a conocer la acción y las intenciones de los estudiantes y de los intelectuales españoles.

.../...

c) Crear un fondo de Ayuda a los Estudiantes Españoles. Para ello el Consejo Federal publicara un llamamiento a la solidaridad democratica y nombrara una serie de responsables en los diferentes paises encargados unica y exclusivamente de animar y coordinar la campaña bajo la responsabilidad general del Consejo Federal.

C - CUESTIONES DE ORGANIZACION

El Secretario General comunica al Consejo:

1 - La decision de la delegacion monarquica de reincorporarse al Consejo Federal.

2 - La demanda del Sub-Comite Nacional de la C.N.T. de España en el Exilio (M.L.E.) de asociarse a las actividades del Consejo Federal.

El Secretario General es invitado a entrar en contacto con los firmantes de la carta para dar las informaciones pedidas y negociar la adhesion eventual de las personas que podrian representar esta corriente.

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL
DU MOUVEMENT EUROPEEN

Appel du Conseil Fédéral
Espagnol du Mouvement Européen

AIDEZ-NOUS A SAUVER LES ETUDIANTS ESPAGNOLS

Le malheur s'abat une fois de plus sur l'Université espagnole. 600 étudiants de Barcelone viennent d'être frappés, à différents degrés, de sanctions judiciaires et universitaires pour avoir, d'une part, tenu une réunion dans l'amphithéâtre de l'Université sans autorisation (première Assemblée libre d'étudiants) et d'autre part, protesté contre l'immoralité générale, l'arbitraire politique et l'illégalité administrative.

23 universitaires ont été arrêtés et mis à la disposition de la 11ème Chambre du Tribunal. Trois de ces universitaires sont encore illégalement détenus dans les cachots du Commissariat Supérieur de la Police de Barcelone. Parmi les personnes arrêtées se trouvent : M. Antonio Muntañola, professeur-adjoint de la Faculté de Droit, et les avocats Sanmartin et Senillosa, tous trois monarchistes de tendance modérée. Tous les détenus ont subi des sévices d'usage en régime totalitaire : ils ont été interrogés, debout et sous la lumière aveuglante des phares électriques, pendant dix ou douze heures consécutives. Trois étudiants ont été brutalisés pendant les interrogatoires. Pour obtenir leur mise en liberté provisoire, les universitaires sont obligés de verser une caution variant entre 2.000 et 50.000 pesetas.

270 étudiants ont définitivement perdu le droit d'assister aux cours de l'année scolaire 1956-57 et 300 autres ont été condamnés à verser une deuxième fois leurs droits d'inscription pour pouvoir terminer leurs études. Le gouverneur civil, de son côté, a infligé aux accusés une amende allant de 2.000 à 20.000 pesetas.

A Madrid, à Séville et à Salamanque, d'autres actions judiciaires et universitaires sont introduites contre de nombreux universitaires.

Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, qui groupe sous la présidence de Don Salvador de Madariaga des représentants de tous les milieux intellectuels et politiques de la démocratie espagnole : monarchistes, républicains, socialistes, démocrates-chrétiens, syndicalistes, catalans et basques, a pris l'initiative de créer un FONDS D'AIDE AUX ETUDIANTS ESPAGNOLS et fait appel à la solidarité morale et matérielle de tous les hommes de bonne volonté du monde entier.

l'Espagne veut retrouver ses libertés démocratiques. Des milliers de jeunes tombent, pour cet idéal, sous les coups de l'impitoyable répression du régime totalitaire qui est la honte du monde libre. Ils

acceptent de payer par leur sacrifice personnel ou collectif les libertés que les nations démocratiques auraient dû savoir leur assurer. Personne ne peut assister dans l'indifférence à la dernière épreuve de force entre Franco et les défenseurs de la Liberté.

AIDEZ-NOUS

- A SECOURIR CEUX QUI SONT DEJA EN PRISON
- A ORGANISER ET A PAYER LEUR DEFENSE
- A PAYER LA CAUTION INJUSTEMENT RECLAMEE POUR LEUR MISE EN LIBERTE PROVISOIRE
- A FACILITER AUX ETUDIANTS NECESSITEUX L'ACQUITTEMENT DE LEURS DROITS D'INSCRIPTION QUI LEUR SONT ABUSIVEMENT RECLAMES UNE DEUXIEME FOIS

LE CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL DU MOUVEMENT EUROPEEN, CHARGE PAR SES CAMARADES DE BARCELONE DE L'ORGANISATION D'UN FONDS D'AIDE, PUBLIERA REGULIEREMENT LA LISTE DES DONATEURS ET L'AFFECTATION DES SOMMES RECUES.

ENVOYEZ D'URGENCE VOTRE CONTRIBUTION AU

"FONDS D'AIDE AUX ETUDIANTS ESPAGNOLS"
AU COMPTE CHEQUE POSTAL : PARIS 25-03.

========

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL
DU MOUVEMENT EUROPEEN

Monsieur le Président du
Bureau Exécutif International
du Mouvement Européen
P A R I S

Paris, le 21 mars 1957

Monsieur le Président,

A la demande des organisations européennes qui travaillent en Espagne en collaboration avec le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, nous avons le devoir de porter à la connaissance du Mouvement Européen de ses Organisations nationales et des Mouvements Constitutifs :

a) la résolution approuvée par le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen à l'occasion des objectifs soi-disant européens du nouveau gouvernement de Madrid;

b) une motion de solidarité en faveur de 600 étudiants et professeurs de l'Université de Barcelone frappés par des mesures judiciaires et administratives après les récents événements universitaires du mois dernier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

GIRONELLA
Secrétaire Général

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL
DU MOUVEMENT EUROPEEN

Secrétariat Général
19,rue de Lille -PARIS

RESOLUTION SUR LA SOI-DISANT POLITIQUE EUROPEENNE DU GOUVERNEMENT FRANQUISTE

Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, réuni à Paris le 19 mars 1957 sous la présidence de Don Salvador de Madariaga, a pris note de la récente déclaration du nouveau gouvernement franquiste, aux termes de laquelle l'Espagne se propose, pour sortir de la grave crise économique et morale qu'elle traverse, de s'incorporer dans les institutions européennes tels que l'O.T.A.N., l'O.E.C.E. et le Conseil de l'Europe.

Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen insiste depuis sa fondation sur le fait que le seul avenir pour l'économie et la démocratie espagnoles est l'intégration de la Péninsule dans la Communauté européenne en voie de formation. Cet objectif reflète par ailleurs le désir de l'immense majorité de l'opinion publique espagnole, qui résiste par tous les moyens au régime d'immoralité et d'arbitraire politique de la dictature franquiste, régime en contradiction flagrante avec la charte constitutionnelle de toutes les institutions européennes, dont la ligne directrice commune est le respect de la volonté populaire librement et spontanément exprimée. L'accès de l'Espagne aux institutions européennes présuppose la convocation d'élections générales libres sous contrôle du Conseil de l'Europe, ce qui permettrait aux peuples d'Espagne de désigner des représentants librement choisis.

Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen décide de s'adresser dans cet esprit à toutes les institutions européennes existantes, ainsi qu'au Mouvement Européen auquel il appartient depuis sa constitution.

==========

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL
DU MOUVEMENT EUROPEEN

Secrétariat Général
19, rue de Lille -PARIS

RESOLUTION DE SOLIDARITE AVEC LES ETUDIANTS DE BARCELONE

Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, réuni à Paris le 19 mars 1957 sous la présidence de Don Salvador de Madariaga et avec la participation de personnalités représentant tous les secteurs de l'opinion démocratique espagnole,

- Attire l'attention du monde libre sur les récents événements qui se sont produits à l'Université de Barcelone et qui se sont soldés par l'arrestation et la mise en accusation de 22 étudiants dont trois sont encore en prison, par l'application de sanctions universitaires contre environ 600 étudiants dont 270 ont été exclus des cours pour une durée d'un an et 300 autres condamnés à payer une deuxième fois leurs droits d'inscription universitaire s'ils désirent continuer leurs études ;
- Se félicite du geste de solidarité qui s'est traduit par l'envoi d'une lettre au ministre de l'Education Nationale par Perez d' Ayala, Marañon, Menendez Pidal, Azorin et d'innombrables intellectuels et professeurs espagnols, lettre qui par ailleurs a été signée par des milliers d'étudiants de toutes les universités espagnoles pour solliciter l'annulation des sanctions prises ;
- Demande à tous les universitaires, intellectuels et hommes libres du monde entier de soutenir moralement l'appel des étudiants de Barcelone, qui n'exigent que le respect de l'homme et le droit à la culture et à la liberté ;
- Décide, à la demande expresse des organisations européennes existant en Espagne et pour éviter la multiplication éventuelle d'initiatives de ce genre, de créer un FONDS D'AIDE AUX ETUDIANTS ESPAGNOLS destiné essentiellement à secourir les étudiants emprisonnés, à payer la caution exigée pour la mise en liberté provisoire, à faciliter l'acquittement des pénalités administratives d'ordre pécunier qui frappent actuellement et à différents degrés près de 600 étudiants de l'Université de Barcelone.

==========

Lettre adressée aux membres de l'Assemblée Consultative Européenne

M. le Président de l'Assemblée
Consultative Européenne
STRASBOURG

Barcelone, le 9 mars 1957

Monsieur le Président,

Nous nous permettons d'attirer votre attention sur la violation des libertés universitaires garanties partout dans le monde civilisé et sur la brutale répression policière dont furent l'objet les étudiants de l'Université de Barcelone à la suite des incidents survenus le mois dernier.

Nous tenons à vous informer des sanctions universitaires prises contre plus de 500 étudiants de notre Université et des nombreuses arrestations arbitraires d'universitaires, sanctions contraires notamment aux articles TROIS, CINQ, SIX, HUIT et NIX de la CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME.

C'est la raison pour laquelle nous nous adressons aux membres de l'Assemblée Consultative Européenne, et par leur entremise, à l'opinion publique européenne:

- CONSIDERANT qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit, nous réaffirmons notre profond attachement à ces libertés fondamentales qui constituent les assises mêmes de la justice et de la paix; nous exprimons notre indignation à l'égard de ce régime policier et notre opposition à tout totalitarisme de droite ou de gauche ;

- CONSCIENTS de la mission de cette Europe qui monte, et fidèles à la vocation fédéraliste et européenne de la Catalogne, nous invitons les membres de l'Assemblée Consultative à témoigner leur solidarité unanime et agissante avec les étudiants de Barcelone pour mettre fin à ces procédés d'asservissement des consciences qui nous rappellent le temps de Hitler ou de Staline.

Avec le ferme espoir que vous nous apporterez votre aide fraternelle dans notre combat pour la liberté, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, par-delà les frontières étroites de la géographie, à l'assurance de nos sentiments européens.

Groupe Européen de l'Université de Barcelone

Fédération Nationale des Etudiants de Catalogne

Equipe Catalane de l'Union Internationale des Jeunes Démocrates Chrétiens

Jeunes Catalans de la Gauche Européenne

AUTO. // En la ciudad de Barcelona,a cinco de Marzo de mil novecientos cincuenta y siete.

RESULTANDO: Que de lo actuado aparece que Francisco Foncillas Casaus, Antonio Jutglar Bernaus, José Ramon Figuerol Bañeres,Alvaro Rosal Cortés, Bartolomé Martorell Garau,Ignacio Tintoré Piñol,Jorge Maluquer Bonet, Domingo Madolell Aragonés, Joaquin Calvo Jaques,Oriol Bohigas Marti,Pedro Canals Tolosa,Jorge Argente Giralt,Jaime Lorés Caballeria,con participacion mas o menos activa,en diferentes ocasiones y entre los meses de Noviembre y Febrero ultimos,ambos inclusives,puestos de acuerdo, se reunieron clandestinamente en diferentes grupos y lugares, con la finalidad de adoptar acuerdos tendentes a la disolucion del Sindicato Español Universitario, para lo cual,entre otros actos, valiendose de elementos mecánicos que disponian, imprimieron diferentes hojas, sin pié de imprenta ni firma, divulgándolas mediante distribución de correo, entrega personal y lanzándolas en el recinto de esta Universidad,en cuyas hojas se vierten conceptos con la intencion de perjudicar el crédito de la autoridad del Gobierno de la Nacion ,y provocando es ta actuacion algaradas en los locales universitarios con alteracion del orden público; habiéndose ocupado hojas de las aludidas y efectos con los que las obtuvieron; y hallándose detenidos en la Prision Celular de ésta ciudad los referidos inculpados y Antonio Senillosa, quien en antecedentes de tales actuaciones contribuye con aportacion dineraria al sostenimiento de los gastos originados por la confeccion de las mencionadas hojas clandestinas.

RESULTANDO : Que en los referidos hechos han tomado parte con analoga participacion que los anteriores detenidos, Carlos Sanpons Salgado, Juan Ramon Ma soliver, Antonio Ribas Piera, Armando Fluvià Escorsa, Antonio Montañola Tey José Urenda Dariego,José Antonio Sanmartin Pàramo y Juan Antonio Picardo Bertràn, todos los cuales se encuentran en libertad.

CONSIDERANDO :Que los hechos relacionados son constitutivos de los delitos definidos y sancionados en los artículos 164 165,166 Y 253 del Codigo penal, y apareciendo de lo actuado indicios racionales de criminalidad contra Francisco Foncillas Casaus, Antonio Senillosa Cros, Antonio Jutglar Bernaus, José Ramon Figuerol, Bañeres,Alvaro Rosal Cortés, Bartolomé Martorell Garau , Ignacio Tintoré Piñol,Jorge Maluquer Bonet,Domingo Madolell Aragonés, Joaquin Calvo Jacques, Oriol Bohigas Marti, Pedro Canals Tolosa, Jorge Argente Giralt, Jaime Lorés Caballeria, Carlos Sanpons Salgado, Juan Ramon Masoliver Masoliver,

Antonio Ribas Piera, Armando Fluvià Escorsa, Antonio Montañola Tey, José Urenda Bariego, José Antonio Sanmartin Pàramo y Juan Antonio Picardo Bertràn, procede declararlos procesados de conformidad con lo dispuesto en el articulo 384 de la Ley de Enjuiciamiento Criminal, quedando sujetos a las resultas del presente sumario.

CONSIDERANDO: Que habida cuenta de la pena que en su dia pueda imponerse a cada uno de los inculpados, en razon a la participacion que respectivamente han tenido en los hechos perseguidos, procede decretar la prision provisional de todos ellos, en los terminos que se dirà.

CONSIDERANDO: Que de conformidad con lo dispuesto en los articulos 19 del Codigo Penal y 589 de la Ley de Enjuiciamiento Criminal, procede presten fianza los procesados para garantir las responsabilidades pecuniarias que en definitiva puedan declararse procedentes en la presente causa.

Vistas las disposiciones legales citadas y demàs pertinentes.

EL SR. DON FRNACISCO DE BERMUY BARRIO, Magistrado, Juez de Instruccion número CINCO de ésta ciudad, DIJO: SE DECLARAN PROCESADOS EN LA presente causa y sujetos a sus resultas a Francisco Foncillas Casaus, Antonio Senillosa Cros, Antonio Jutglar Bernaus, José Ramon Figuerol Bañeres, Alvaro Rosal Cortés, Bartolomé Martorell Carau, Ignacio Tintoré Piñol, Jorge Maluquer Benet, Domingo Madolell Aragonés, Joaquin Calvo Jaques, Oriol Bohigas Marti, Pedro Canals Tolosa, Jorge Argenté Giralt, Jaime Lores Caballeria, Carlos Sampons Salgado, Juan Ramon Masoliver Masoliver, Antonio Ribas Piera, Armando Fluvia Escorsa, Antonio Montañola Tey, José Urienda Bariego, José Antonio Sanmartin Pàramo y JUan Antonio Picado Bertràn, conquienes se entiendan en tal concepto las sucesivas actuaciones en la forma y modo prevenidos por la ley. Notifiquesele el presente auto, instruyendoles de los derechos y recursos que contra el mismo pueden ejercitar. Recibaseles declaracion indagatoria en forma y aportese sus antecedentes estadisticos, penales y de conducta, expidiéndose al efecto los oportunos despachos.

SE DECRETA LA PRISION PROVISIONAL a disposicion de este Juzgado y en la Prision Celular de esta ciudad y sin admitirles por ahora ninguna clase de fianza, de Francisco Foncillas Casaus, Alvaro Rosal Cortés, y Domingo Madolell Aragonés. Se decreta igualmente, la prision de José Antonio Sanmartin Pàramo, la que podrà evitar si presta fianza metalica de cincuenta mil pesetas; la prision también de Antonio Senillosa Cros, Juan Ramon Masoliver Masoliver, Armando Fluvia Escorsa, y Antonio Montañola Tey, la que podran evitar si cada uno de ellos presta fianza metalica de veinticinco mil pesetas; y la prision asimismo Antonio Jutglar Bernaus, José Ramon Figuerol Bañeres, Bartolomé Martorell

Carau, Ignacio Tintoré Piñol, Jorge Maluquer Bonet, Joaquin Calvo Jaques, Oriol Bohigas Martí, Pedro Canals Tolosa, Jorge Argentó Giralt, Jaime Lorés Caballeria Carlos Sampons Salgado, Antonio Ribas Piera, Jose Urzenda Bariego, y Juan Antonio Picardo Beltràn, cuya prision podràn evitar si cada uno de ellos constituye fianza metalica de dos mil pesetas, y debiendo ademàs, todos los que constituyan fianza en los terminos que se les ha señalado, prestar obligacion apud-acta de comparecer ante este Juzgado o Tribunal competente los dias primero y quince de cada mes y siempre que fueron llamados y expediendose los procedentes mandamientos para llevar a efecto la prision acordada, formàndose pieza separada sobre este particular.

REQUIERASE A LOS PROCESADOS para que presten fianza en cantidad de cinco mil pesetas solidaria y mancomunadamente para garantir las responsabilidades pecuniarias que en definitiva puedan declararse procedentes en el presente sumario, y de no verificarlo, en el término de una audiencia, procédase al embargo de sus bienes en cantidad bastante a cubrir las expresadas responsabilidades o en su defecto acreditese la insolvencia, formandose ramo separado, sobre este particular.

Pongase este auto en conocimiento del Ministerio Fiscal.

Asi lo dijo, mando y firma el expresado Señor Juez, doy fé. -

Seguidamente se puso el auto anterior en conocimiento del Ministerio Fiscal y se cumple lo demàs acordado, doy fé.-

(Sello en tinta del Juzgado) .-

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

LLAMAMIENTO A LOS INTELECTUALES, PROFESORES Y ESTUDIANTES DE LAS UNIVERSIDADES EUROPEAS

En este mes de marzo de 1957 ,la ofensiva del Regimen del general Franco contra la Universidad Española que, en enero y febrero se habia centrado en Madrid y Barcelona, se ha proyectado ahora contra la Universidad de Salamanca. Esta ofensiva se concreta en dos hechos:

1) Que, con fecha de 13 de marzo, se ha iniciado un expediente academico que terminara probablemente,en expulsion contra en catedratico de Derecho Internacional de Salamanda, Profesor Vicente Ramirez de Arellano.

2) Que, enla misma fecha, y debido a presiones gubernativas, ha sido destituido un Profesor Auxiliar de la misma Universidad, sin posibilidad de defensa.

Las causas de estos echos, que vienen a confirmar una vez mas la interferencia continua de los poderes publicos en la Universidad Española, se debe a que el Profesor Ramirez de Arellano permitio que, en su clase, se leyese el escrito en donde los estudiantes de Salamanca se solidarizaban con sus compañeros de Barcelona y firmaron una suplica para la rehabilitacion de los que estan imposibilitados de estudiar en cualquier Universidad española. Se recogieron,en un dia ,700 firmas en Salamanca y 2.000 en Madrid.

Rogamos a todos los Profesores, intelectuales y estudiantes de las distintas Universidades Europeas se solidaricen consus colegas españoles apoyandonos en la medida de lo posible con el fin de evitar la destitucion del Catedràtico señor Vicente Ramirez de Arellano y otras medidas que pudiere adoptar el Poder Publico.

España, marzo de 1957.

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

LOS INTELECTUALES ESPAÑOLES SE DIRIGEN AL MINISTRO DE EDUCACION NACIONAL :

Excmo. Señor:

Nos dirigimos por segunda vez a V.E. con la esperanza de ser atendidos, como en parte lo fuimos la vez anterior, pero con mayor confianza si cabe ya que ahora se trata de cuestión que está por entero bajo la jurisdición de V.E. y, por asi decirlo, en sus manos.

Los desórdenes universitarios que en el año pasado tuvieron por escenario Madrid se han reproducido este año en Barcelona y en Sevilla. Formalmente la reacción de la autoridad ha sido ahora más moderada que en la ocasión anterior, puesto que si entonces se hizo uso de las vias gubernativa y judicial para imponer sanciones esta vez, y por lo que se refiere a la Universidad de Barcelona, estas sanciones han sido encomendadas a la autoridad académica y a los organismos del Ministerio competente, que han procedido siguiendo las formalidades de rúbrica. El cambio o la mejora no ha sido, sin embargo, más que aparente puesto que, si bien menos espectacular, las sanciones han venido a resultar tanto o más graves que las impuestas entonces. Doce estudiantes, segun leemos en el Boletin Oficial quedarán gravemente afectados en su destino personal y aun se preven otras medidas generales no menos severas.

Todo ello vuelve a causarnos incomodidad, pena y preocupación. Creemos sinceramente que, bajo la agitación de la juventud existen siempre nobles razones morales de insatisfacción por aspectos de la realidad social que aparecen ante sus ojos como deficientes o injustos. Aunque estas razones sean expresadas de modo irregular, imaginamos que seria más constructivo prestarles atención que condenarlos simplemente.

Esto es lo que quisimos sugerir a V.E. en nuestro anterior escrito y esto volvemos a sugerir ahora con todo respeto.

Sin embargo no seria esto cuestión de nuestra incumbencia si no nos encontráramos en presencia de casos humanamente dolorosos que desearíamos ver considerados con clemencia. V.E. es, como la mayor parte de los firmantes de este escrito, un profesor Universitario, un intelectual y comprenderá facilmente nuestro interés por la situación espiritual de los jóvenes en quienes hemos de contemplar a nuestros sucesores.

Por ello creemos que nuestros sentimientos serán atendidos y nuestra petición escuchada. Se reduce ésta a solicitar de V.E. una revisión de los expedientes académicos de referencia, a fin de que las sanciones sean anuladas o mitigadas hasta los grados más leves.

Es gracia que esperamos alcanzar de la probada comprensión y de la conocida prudencia politica de V.E., cuya vida guarde Dios muchos años.

En Madrid, a 20 de Febrero 1.957

INTELECTUALES ESPAÑOLES QUE HAN FIRMADO EL DOCUMENTO DE SOLIDARIDAD

Ramon PEREZ DE AYALA ,Escritor
AZORIN ,Escritor
Gregorio MARANON ,Académico
Menedez PIDAL , Presidente de la Real Academia de la Lengua
P. LAIN ENTRALGO, Ex- Redtor de la Universidad de Madrid
Camilo José CELA , Novelista
Vicente ALEIXANDRE, Poeta
E. TIERNO ,Profesor de la Univefsidad de Salamanca
Federico SOPENA ,Escritor
Dionisio RIDRUEJO, Poeta
Edgar NEVILLE, Autor teatral
Luis ESCOBAR, Escritor,Director del Teatro Nacional
Dàmaso ALONSO, Escritor
L.G. VALDRAVELLANO ,Profesor de Historia y Derecho en la Universidad de Madrid
Joaquin CALVO SOTELO, Autor Teatral
Alfonso SASTRE ,Autor Teatral
José Mº de COSSIO ,Escritor
José Luis ARANGUREN, Escritor
J. REY PASTOR, Profesor
VAZQUEZ DIAZ
Teofilo HERNANDO
SAMPEDRO
BUERO VALLEJO
José Luis CANO
Félix GARCIA
P. CASTILLO PUCHE
Rof CARBALLO
J.M. CABALLERO BONALD
Luis Felipe VIVANCOS
G. TORRENTE
P.GARAGORRI
F.HERRERA ORIA
J. FERNADEZ SANTOS
L. DIEZ DEL CORRAL
J.M. MORENO GALVAN
Pablo M. ZARO
J.M. CASTANON
Luis ROSALES
J.M. RUIZ GALLARDON
J.E. ESCASSI
Fernando BAEZA
J.P. ORTEGA
Emiliano AGUADO
J.M. RUBIO
MONTERO DIAZ
Rafael LAPESA
Carlos BUSONO
Rodrigo URIA
M. CAIBROIS de BALLESTEROS
UrsicinoALVAREZ
N. PEREZ SERRANO
M. GOMEZ MORENO
V. Andrés ALVAREZ
J.M. NAVARRO
E. GOMEZ ARBOLEYA

A. FIGUEROA AYMERICH
Gabriel CELAYA
Angel FERRANT
M. TERAN
E. GOMEZ ORBANEJA
J. CARO BAROJA
GAYA NUNO
Julio CASARES
Francisco ABBAD
Concha LAGOS
R. MORALES
L. de LUIS
G. BERGES
GARCIA SOL
SANCHEZ- CANTON
J.GALLEGO DIAZ
MENCHACA
GOMEZ de ARANDA
ESPLANDIU

y siguen màq firmas.

INTELECTUALES CATALANES QUE HAN FIRMADO EL DOCUMENTO DE SOLIDARIDAD

Carlos RIBA , Poeta y Escritor ,Ex-Profesor de Universidad

J. TEIXIDOR ? Periodista

J. VICENS VIVES ,Cated ràtico de Historia en la Universidad

Juan OLIVER , Escritor

Manuel TRENS pbro. Critico de Arte

M. MANET , Poeta

F. GALLART ,Catedratico de la Facultad de Medicina

L. CERVERA ,Ex-Catedràtico

J. RUBIO, Ex-Profesor de Literatura

Rafael LLIMONA, Artista Pintor

J. CARRERAS ARTAU, Miembro del Instituto de Estudios Catalanes,Profesor de Filosofia

J.BOFILL, Escritor

José Mª VA LVERDE, Profesor de Filosofia Y Letras en la Universidad

Miguel VILLA ,Escritor

R.ROQUER pbro. Escritor

A. M. BADIA ,Profesor de Filosofia

Mauricio SERRAHIMA ,Abogado y Escritor

F. de P. MASPONS ,Jurista y Escritor,Presidente De La Sociedad Catalana de Estudios Juridicos.

J. JANES OLIVE,Escritor

Juan TRIADU, Poeta

J. REBULL, Escultor

R. TRIAS ,Abogado

José Mª de SAGARRA ,Dramaturgo

Jaime DELGADO ,Escritor

Salvador ESPRIU, Escritor

SUREDA , Profesor de Economia y Derecho

A. DURAN SAMPERE ,Miembro del Instituto de Estudios Catalanes

F. ESCALAS, Economista

E. BOSCH ROGER , Pintor

(Prière d'insérer)

MANIFESTATION DE SOLIDARITE AVEC LES ETUDIANTS DE BARCELONE

En réponse à l'appel du 27 février 1957 des universitaires de Barcelone après les événements de ces dernières semaines, un groupe d'universitaires d'Europe et d'Amérique Latine ont signé le document suivant :

Les intellectuels soussignés, alertés par l'appel des plus illustres de leurs confrères espagnols, adressent au ministre de l'Instruction publique de l'Espagne une demande pressante pour que soient levées les lourdes sanctions qui viennent de s'abattre sur plusieurs centaines d'étudiants, coupables d'avoir manifesté leur foi dans la liberté de l'enseignement et dans les valeurs communes à tous les intellectuels occidentaux. En attendant cette mesure d'amnistie, les soussignés demandent à toutes les universités européennes de bien vouloir accueillir les quinze étudiants à qui vient d'être interdit l'accès à toutes les universités espagnoles.

Albert CAMUS, écrivain

Roger MARTIN DU GARD, écrivain

André BRETON, écrivain

Georges ALTMAN, écrivain

André PHILIP, professeur d'Université

Manes SPERBER, écrivain

Edouard SANTOS, journaliste, ancien président de la République de Colombie

German ARCINIEGAS, professeur à la Columbia University de New York

Luis Alberto SANCHEZ, ancien recteur de l'Université de Lima

Victoria OCAMPO, directrice de la revue "SUR" de Buenos-Aires

Francisco ROMERO, professeur de philosophie de l'Université de Buenos-Aires

Ignazio SILONE, écrivain, directeur de la revue "TEMPO PRESENTE" de Rome

Stephen SPENDER, directeur de la revue "ENCOUNTER" de Londres

Benjamin CARRION, président de la Maison de la Culture de Quito

Jaime BENITEZ, recteur de l'Université de Porto-Rico.

Jean CASSOU, écrivain, Directeur du Musée d'Art Moderne.

François MAURIAC, écrivain, Prix Nobel.

Angel del RIO, Director del Departamento Hispà nico de la Columbia University de New York.

Francisco GARCIA LORCA, Profesor de Literatura de la Columbia University de N.Y.

Doctor Jorge ESCUDERO,Profesor ,Ex- Decano de Humanidades. ECUADOR
Matilde de ORTEGA,Directora de LETRAS DEL ECUADOR
Joege ICAZA, Escritor
Alfredo PAREJA DIEZCANSECO ,Escritor
Doctor Humberto GARCIA ORTIZ , Ex- Decano de Jurisprudencia.
Doctor Rafael ALVARADO ,Presidente de la Comision Nacional de UNESCO.
Diogenes Paredes, Director de Bellas Artes.
Fernando CHAVES, Ex- Ministro de Educacion Publica
Alejandro CARRION, Escritor
Alfredo CHAVES, Director del Archivo Nacional
Doctor Gonzalo RUBIO ORBE, Profesor y sociologo
Ingeniero JorgeCASARES, Decano de la Facultad de Ciencias
Pedro Jorge VERA ,Director de LA CALLE.
Hugo ALEMAN, Poeta
Francisco ALEXANDER, Presidente de la Sinfonia Nacional.
Miguel AngelZAMBRANO , Poeta,Secretario General de la Casa de la Cultura.

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL
MOVIMIENTO EUROPEO

FONDO DE AYUDA A LOS ESTUDIANTES ESPAÑOLES

Primera lista de donativos:

Consejo Catalàn del M.E.	50.000	francos frs.
Esquerra Republicana de Catalunya	15.000	
Moviment Socialista de Catalunya ,Region Parisien..	10.000	
Juan Sauret	5.000	
José Sans	5.000	
Enrique Gironella	5.000	
José Rovira 5.000		
José Coll	5.000	
Consejo Vasco del Movimiento Europeo . .	15.000	"
Partido Socialista Obrero Español	50.000	"
Union Republicana	15.000	"
S.Salvador deMadariaga	5.000	"
Partido Obrero de Unificacion Marxista ..	5.000	"
Total	140.000	francos

19/3/57

CONSEJO FEDERAL

Preside el Sr. Madariaga. Asiste el Sorio General Sr. Gironella. Toman parte:

Españoles: Sres. Madariaga, Ortega (Presidente de Union Republicana) y Lopez, joven de formación socialista y afecto al Sr. Madariaga.

Catalanes: Sres. Sauret, Sans, Rovira y Gironella.

Vascos: Sres. Leizaola, Landaburu e Irujo.

Gironella lee una carta de Llopis. Muy larga. No puede asistir a esta reunión. Vendrá próximamente para organizar un mitin de toda la emigración. La carta, escrita en términos afectuosos, la lee Gironella con alguna reticencia y la comenta ampliamente. Hace sus deducciones: Llopis se propone canalizar en un movimiento presidido por el partido socialista, las adhesiones europeas hacia los intelectuales y universitarios catalanes puestos en rebeldía contra el régimen franquista. Plantea con audeza el problema? Es el partido socialista o es el Consejo Federal quien debe organizar este movimiento y centrarlo?

Relaciona las visitas constantes que recibe el Consejo viniendo del interior. Muchas de las personas que vienen de dentro, quieren ver a Llopis. Es el propio Gironella el que los pone en relación.

Cuando sucedió el movimiento estudiantil e intelectual de Madrid, fué el Consejo Federal el que recibió sus demandas de ayuda, el que organizó la suscripción, el que recogió 250.000 francos para ayudarles, y se las envió.

Ahora no bastan 250.000 francos. Son necesarios un millon. Hay cientos de expulsados cientos a los que se obliga a pagar la matricula dos veces. Docenas de procesados, cuya libertad provisional requiere fianzas metalicas. El delegado del movimiento universitario e intelectual catalan se halla en relación constante con el Consejo Federal. Es al mismo al que ha pedido ayuda. Es del Consejo del que espera esa ayuda.

Llopis pretende mezclar este asunto con el de la reunión de partidos, convocados por el socialista, que ha dado lugar a la firma del documento publicado. (De este dice incidentalmente que se ha recibido en Madrid sin satisfacción. Cree Gironella que hubiera sido más habil no otorgar adhesión alguna ni menos aun condicionarla, limitandose a decir

que se estaba de acuerdo para proseguir las conversaciones)

Se abre la suscripción. Los catalanes suscriben 50.000 francos. Madariaga 5.000. Los vascos 15.000.

Sans apoya los puntos de vista de Cirenella. Llopis pretende manejar este Movimiento en favor del partido socialista.

Ortega dice que se les ha presentado una comisión de jóvenes, intitulandose "estudiante en exilio" y representación de los del interior, que pretenden celebrar un acto, pedir fondos a las asociaciones internacionales, ser ayudados por los partidos politicos, etc. Estos estudiantes vienen presentados y avalados por la Departamental Socialista del Sena. Cuenta con la promesa de ayuda de la C.N.T., grupo colaboracionista, único que actúa en estas lides.

Se habla mucho de ello. No conviene dar a esos estudiantes personalidad para que puedan aprovecharla, con éxito personal o de grupo, pero causando daño a la recaudación general. Este problema debe ser separado del problema general.

Intervienen varios. Jmjo dice: Debe llegarse a un acuerdo con Llopis. Llopis es el socialista que ha formado parte, de manera constante, del Consejo Federal. Eso no debe olvidarse.

Sauret entiende que, el Consejo tiene una misión singular, suya propia, de relación directa con Europa y los elementos europeistas, intelectuales, estudiantes, sociales y politicos. Esta relación debe seguirla el Consejo, con los socialistas, sin ellos o contra ellos. Porque, esta es su misión especifica. Nadie puede discutirsela. En lo demás, en los acuerdos de los partidos, en las dificultades del Partido socialista del exterior con el grupo socialista estudiantil de Madrid, en todas las incidencias a que de lugar el documento de los partidos y sus relaciones con el interior, el Consejo Federal no tiene nada que ver, no debe asomarse al problema, debe apartarse de él, porque ese no es su objetivo, ni su jurisdicción.

La intervención de Sauret es aceptada como base de procedimiento.

Se acuerda:

1.- Abrir la suscripcion.

2.- Hacer una declaración de solidaridad con los del interior que luchan contra el regi-

men franquista. Queda encargado de hacerla Gironella. Y se publicará.

3.- Dirigirse al Movimiento Europeo, en el mismo sentido, dando antecedentes etc. La hará Madariaga, con datos que le facilitará Gironella. Se publicará también.

4.- Movilizar para la suscripción a intelectuales, derechos del hombre, sindicales, estudiantes, etc.

5.- Gironella hablará con Llopis poniendo las cosas en su punto, amablemente, procurando sumar y no restar, y apartando al Consejo de derivaciones políticas de partido en las que no tiene por qué entrar, dejándole en su función peculiar representativa de carácter europeo.

5.- Convocar a las sesiones al representante monárquico, que ha expresado deseos de volver de nuevo a su actividad representativa.

6.- Facilitar al senador belga Monsieur Rolin, Presidente del Grupo parlamentario belga de amistad antifranquista (160 diputados y senadores) los elementos informativos que solicita para poder plantear el problema de la posición de la democracia española ante la Comisión de Países no representados del Consejo de Europa, para lo cual va a facilitar el camino la demanda formulada a nombre del Consejo de los húngaros libres recientemente formado.

Madariaga anuncia su viaje próximo a América: Estados Unidos, Brasil, Uruguay, Argentina, Chile y Perú. Va como enviado por el Consejo de la Libertad por la Cultura. No va a países regidos por dictaduras. Dice que él no ve tan próxima la caída de Franco. No encuentra quién lo va a echar ni quién va a sustituirlo.

El viernes (22) y sábado viene a París, de regreso a Barcelona, Vilanova, secretario-enlace del Consejo Catalán por la Federación Europea. Se le entregará lo que se pueda (hasta unos 200.000 frs. calculó Gironella) contando con lo ya suscrito en la reunión y algunos anticipos.

Gironella.- 21/10/58

Tengo con él dos horas de conversación. Hablamos de muchas cosas. Traslado algunas de sus manifestaciones.

El mes de Junio le visitaron unos muchachos de Madrid, de la A.C.E. Asociación Española de Cooperación Europea. Esta Asociación la creó Solá y la legalizó Artajo. Posteriormente, se han tirado los trastos sus componentes. Y así como la Ediactirl Catolica ha quedado en manos de Herrera, Artajo etc, la A.C.E. ha quedado en manos de Paco de Luis. Paco de Luis es, para Gironella, un buen amigo.

Posteriormente, el mismo mes de Junio, aquellos enviados de Paco de Luis fueron a visitar a Van Schaendel a proponerle que la A.C.E. pasara a ser la corresponsal del Movimiento Europeo en España. Schendel advirtió a sus visitantes que el Movimiento Europeo estaba organizado por Estados, que en cada uno no se admitía mas que un representante nacional, y que en España ese puesto estaba cubierto por el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, al que los remitió.

Llegados a Paris estuvieron con Gironella. Este, que había sido advertido por Van Schaendel de la conversación mantenida en Bruselas, dijo a sus visitantes que en el C.F.E. había algo más que exilados; que había hombres representativos del interior, grupos numerosos que representaban opinión mayor que la representada por el A.C.E. Les dijo que veía con simpatía que hubiera un grupo europeista más, que le inspiraba confianza Paco de Luis, pero que no podían ellos ni su organismo ser el organismo nacional representativo del Movimiento Federalista en España, porque lo era el C.F. y porque el organismo representativo debe, en todo caso, admitir a diálogo a todos y permitir que las diversas tendencias estén representadas en su seno, lo que, por el momento al menos, no ocurre en el A.C.E. El C.F. está desde luego dispuesto a dialogar con todo el mundo. Ellos —los visitantes— solamente representan a una parte de la Democracia Cristiana. El que antes de venir aquí hayan hablado con Ridruejo, Gil Robles o Tierno Galvan, no obsta para que pueda decirse de ellos lo que él les ha contestado. No podemos olvidar que existen grupos, cada uno de los cuales es tanto como ustedes, y todos juntos mucho más que ustedes —les dijo—, además de ser anteriores, como son los de Zaragoza, Barcelona, Valencia, Sevilla, Cadiz, Salamanca, Oviedo, Santiago de Compostela, vascos, etc, algunos de los cuales, como el de Barcelona, trabaja con gran intensidad, sobre todo en el interior de Cataluña. El que sus visitantes dispongan del favor oficial o tengán dinero en más abundancia que los demás, no obsta para que los demás existan. Nosotros —el C.F.E.—, les dijo, estamos dispuestos a que el mismo desaparezca el día en que en el interior pueda crearse un organismo más representativo que el nuestro.

Al día siguiente, en el Hotel Lutetia, se reunieron los comisionados de Madrid y Gironella con Van Schaendel. Gironella repitió cuanto les había dicho el día anterior. Van Schaendel dijo a los madrileños que, si se reunía en Madrid una conferencia a la que fueran convocados todos los federalistas conocidos, él iría con mucho gusto, limitándose a informarles y a recibir sus sugestiones, porque él carace de facultad alguna resolutiva.

En Julio se celebró la anunciada conferencia en Madrid, convocada por la A.C.E. de Paco de Luis. Asistieron delegados de Barcelona, Zaragoza, Salamanca, algún vasco etc. El delegado de Barcelona se manifestó reservado y hostil. Se acordó reunir otra conferencia más amplia los dias 24/26 de Octubre en los mismos locales de la A.C.E. de Madrid, conferencia que está convocada y a la que han sido invitados todos los federalistas conocidos.

Robert Schaendel y Gironella se entrevistaron antes de que el primero fuera a Madrid. A la conferencia asistió Sauret. Schaendel quería saber "que actitud tomaba él en Madrid".

Los catalanes eran opuestos a este viaje. Querían que Schaendel no fuera a Madrid. Pedían Gironella que anulára sus decisiones. Estaban alarmados de lo que podía suponer entregar a co de Luis, a la A.C.E., a Madrid a la postre, la dirección de los asuntos federalistas.

En la reunión habida por Sachaendel, Gironella y Sauret, Gironella entregó al primero una ación escrita de puntos de vista que convenía tener en cuenta, extremos que pudiera tocar y itud conveniente. "Yo no podía impedir la reunión", afirma Gironella.

Aprovechando la presencia de los delegados madrileños en Paris, Gironella los presentó a Girbau, con el fin de que este les tomara el pulso. Girbau dijo a Gironella, después de tratar ampliamente con los comisionados madrileños, que se trataba de miembros de lo que pudieramos denominar, si no el ala izquierda de la democracia cristiana, sí al menos el ala democratica de la misma, mereciendo confianza politica por ello.

Gironella se preocupó de que Van Schaendel no fuera demasiado lejos y de que pudiera parecer que el Movimiento Europeo les daba su bendición. Esto lo logró, afirma, pues que Van Schaendel dijo a los reunidos que él estaba allí para informarles y para informarse, pero no para resolver nada, lo que correspondía, en su caso, al Movimiento Europeo.

En Madrid tuvo Robert Van Schaendel muchas entrevistas. Tierno Galvan lo llevó a una reunión de monarquicos preparada por Satrustegui en las afueras de Madrid, donde escuchó muchas críticas contra Don Juan. Solá le propuso una reunión con Ullastres. Van Schaendel contestó que era un invitado de la A.C.E. y que hablaría con Paco de Luis. Tierno Galvan era partidario de no aceptar la invitación y ese parecer siguió Van Schaendel. Pero Solá insistió con reiteración. El Ministro quería verlo a todo trance. Van Schaendel comenzó a temer que si no accedía a la entrevista podía dar lugar a quejas desagradables. Se trataba de un Ministro. Habló con Paco de Luis, que le aconsejó ~~xxxxxxxxxx~~ como Tierno, pero mucho menos violento, ~~xxxxx~~ y que acabó dándole una solución: la de ir los dos juntos, Van Schaendel y Paco de Luis. Fueron los dos a la entrevista a la hora citada. Esperaron mucho tiempo. Llegó Solá. Entró al Ministro. Y salió diciendo que pasara Van Schaendel, pero que no pasara De Luis. Se organizó con este motivo un incidente cómico: "Yo no he pedido ver al Ministro", decía Van Schandel. "¿Quién ha tenido la iniciativa de la visita, el Ministro o usted?", le preguntaba, ya empleando tonos subiditos. "Yo lo veré con ustedes dos, el autor de la ~~xxx~~ iniciativa y mi invitante; de otra manera, no entro a la entrevista". Pero tan agrias se pusieron las cosas que fué Paco de Luis el que le dijo que entrara solo y que él le esperaría allí. Así sucedió. Entrevista violenta, dificil, dura, desagradable.

Ullastres comenzó haciendo una exposición de la proyección economica del Movimiento europeo y de sus instituciones, reiterando mucho este caracter economico, para terminar afirmando la necesidad de que España esté dentro de Europa. Van Schaendel le contestó que lo economico era en Europa de segundo orden; que lo de primer orden era lo politico; la democracia y los derechos de la persona; y que mientras los requisitos que presentan a un régimen no permitieran afirmar que España era en la actualidad una democracia, España no cabía en Europa. Se extendió para reiterar la idea, afirmando que, si se comenzaban por motivos economicos a hacer Europa, ello no quiere decir nada en cuanto al fondo, de tipo politico y espiritual y moral, aparte la necesidad de acometer aquellos problemas indispensables para la unidad europea que se buscaba, basada en la libertad.

Ullastres entonces, bastante excitado y empleando voz muy puesta, desenvolvió la tesis del anticomunismo como base fundamental politica del occidente, añadiendo que, en eso, España ocupa el lugar de vanguardia. Van Schaendel le contestó que Europa no era nada negativo; que el anticomunismo negativo no les decía nada; que necesitaban combatirlo mediante afirmaciones positivas de orden politico, economico y social, para las cuales no estaba dispuesta la España de hoy.

Ullastres defendió entonces que España era una democracia, extendiendose acerca de los motivos por los cuales lo decía y afirmando con énfasis que en España había tanta o más libertad que en los restantes paises asociados al Movimiento Europeo. Van Schaendel entonces le citó las revistas europeistas que se publicaban en todos los paises de Europa, añadiendo: La A.E.C. ha pedido autorización para publicar la suya y ustedes se la han negado. Salamanca publicaba la suya y ustedes se la han suspendido. Granada quería publicar la suya y ustedes le han negado el permiso. Cuando esto es así no puede decirse que en un país hay libertad, ni democracia, ni derecho.

Ullastres se elevó de tono de tal manera que, Van Schaendel se levantó y alegando qué tenía sus momentos contados, dió término a la entrevista. A la salida le esperaba Paco de Luis. Delante de Solá hizo un extracto de lo tratado en la conferencia, preguntandole a Solá si era exacto el traslado. Solá contestó que si. Y Van Schaendel añadió que, quería tener este testigo para evitar falsas interpretaciones, añadiendo como comentario propio: Esta entrevista me ha convencido de la imposibilidad de que España pueda con el presente régimen incorporarse a Europa.

Por su parte, Solá añadió en su comentario posterior —sin estar delante Van Schaendel—: "I sé cómo el Ministro ha tenido paciencia para aguantar las intemperancias de Robert Van Schae

Este, al referirle el resultado de su viaje a Gironella, le anunció un rapport detallado mismo, que no le ha enviado, y que Gironella duda de que tenga tiempo de prepararlo, porque es muy alcanzado de trabajo, viajes y comisiones. "Vi a Schaendel la semana pasada —dice— pero n sé si va o no va a las reuniones que se celebran en Madrid los días 24/26 de este mes convocada por la A.E.C.".

Hecha la relación, siguen los comentarios, alguno de los cuales recojo, en el orden en que surgieron en la conversación.

Vilanova, de regreso de Madrid, me envió una carta en la que explicaba su actitud. Ya no estaba tan contrariado como cuando fué. "Antes de la proxima reunión, me decía, tendremos otra los grupos de Barcelona, Zaragoza y Salamanca, para adoptar una actitud común".

Le han visitado días pasados dos catalanes, democratas cristianos también, uno de los cuales, bajo, entre rubio, con cara redonda, de unos 28 años, gordito, que ha estado varias veces utilizando diversos nombres de batalla, acompañado de otro que es contable, más alto, que es la primera vez que viene (los dos que nos visitaron a nosotros). Los dos son contrarios a que la reunión de Madrid tenga lugar. Pero ?qué quieren que yo haga?, se pregunta Gironella. Yo no se si Schaendel va o no a esa reunión. Si le veo le diré que existe un desacuerdo profundo entre Madrid y los de Barcelona-Zaragoza.

Paco de Luis politicamente es un amigo nuestro, dice.

Es absurda la actitud de no ir a Madrid. El disponer de un grupo numeroso y organizado de federalistas en Madrid es para nosotros una necesidad. Que planteen las cosas claras a Paco de Luis, añade Gironella. Nosotros no podemos pensar en liquidar este brote de Madrid para que tengan satisfacción Zaragoza y Barcelona. Podremos poner condiciones, pero no oponernos a que en Madrid haya un centro federalista. Yo por mi parte, añade, considero que es bueno que en Madrid se cree un centro federalista.

En Barcelona quieren ser independientes de Madrid. Que lo sean. Que recaben para éllos toda la autonomía que sea preciso. Que no dependan de Madrid para nada. Todo eso está bien. Pero eso no obsta para que en Madrid haya también un centro federalista.

Por otra parte, en Barcelona los federalistas están trabajando muy bien. Dan conferencias por pueblos y barriadas. Nadie les estorba. El Mercado Común y la necesidad de situarse ante esta realidad, ha hecho desaparecer todos los obstaculos que los nuestros encontrabán para moverse en terreno federalista europeo. Si no se mueven será porque no quieren hacerlo. En Barcelona se están moviendo muy bien, actuando con gran intensidad, mucho más que en ninguna otra parte.

En Zaragoza no les entiendo. No se lo que quieren. Cada vez los entiendo menos.

Los Ridruejo, Tierno, Gil Robles, Artajo, etc. quieren ser héroes sin poner nada. Eso no puede ser. Si los condenan, que los condenen. Ya sabían a lo que se exponían cuándo jugaron. No parece sino que en el mundo no hay otro proceso que el de Ridruejo y Tierno....

La situación politica es dificil. En el interior, antes, el régimen totalitario contaba para llegar a la base, al pueblo, con los organismos adecuados, Sindicatos, Sea, etc. Esos organismos, de hecho, se han quemado. Los delegados, en lugar de ser designados de arriba a abajo, son ya designados de abajo a arriba, y cada vez representan menos al Gobierno y más a la masa. El totalitarismo pierde medios de influir. Pero, al propio tiempo que sucede eso, se produce otro fenomeno no menos interesante. Las gentes, antes, lo esperaban todo de la muerte de Franco, convencidos de que, en vida de Franco, no podía hacerse nada. Hoy ven con sus propios ojos que en vida de Franco puede democratizarse el país, ocupar los lugares de gobierno y administración, desde los cuales se influye en la opinión publica. Esta observación, hecha tal vez sin darse cuenta de que se hacia, influye en la manera de discurrir y en el clima general. Hoy ya no se espera todo de que Franco desaparezca. Hoy se concibe la posibilidad de hacer que Franco

desaparezca por la presión de los organismos creados por él pero que han sido o van siendo ocupados por sus enemigos.

La Comisión Permanente de los partidos formada en el exilio lo fué partiendo del supuesto de lo que era antes. Esa comisión se reduce a pensar y prepararse para el día en que Franco desaparezca, partiendo del supuesto de que nosotros no podemos hacer nada porque desaparezca, sino prepararnos para aprovechar aquel momento, cuando aquel momento surja. Hoy lo que se busca en el interior es el aprovechamiento de circunstancias que provoquen la caida de Franco. Aquella Comisión ha nacido tarde. Hoy no se piensa en lo que haremos o dejaremos de hacer cuando Franco caiga. Hoy se piensa en lo que podemos hacer para provocar su caida más rápida.

La situación de los socialistas es muy incomoda. La Ejecutiva es un cuerpo muerto. Nadie tiene la menor confianza en su dinamismo. Todos saben que se juega la carta internacional, para que la Internacional socialista mantenga al P.S.O.E. y para que las aportaciones de los diversos partidos socialistas o sindicatos mantengan al Partido y a la U.G.T. Tras eso, en Toulouse no hay mas que burocracia incapaz de evolucionar. Llopis con sus habilidades, sus cortinas de humo y sus recursos de aplazamiento sempiternos. Pascual Tomás incapaz de hacer nada que no sea cultivar su huerto. El conjunto mediocre, pasivo, ineficaz, sin dinamismo, incapaz de percibir el momento vivido y más incapaz aun de aprovecharlo.

Lo sucedido con Levinson es un ejemplo. Levinson es el hombre de los Metalurgicos norteamericanos. Levinson conoce bien Toulouse y no quiere nada con Toulouse. Quiere, sí, ayudar a la U.G.T. y a la C.N.T. que trabajan, que se mueven, capaces de actividad y de sacrificio. Lo que no quiere es mantener la burocracia de Toulouse para que sestee.

Pero todo conspira. Pallaç es un indeseable. Ha estado haciendo de maletero de Llopis. Le salía a esperar a la estación. Llevavaba materialmente las maletas. Era su eco. Se ha prestado a que el Secretario del Partido en el interior, se vaya a Madrid a expulsar a unos amigos, tomando el ofitio que nadie quería tomar y sin saber guardar para su propio partido la dignidad que se merece. Cuando Levinson se prestaba a ayudar a los obreros, no a los burocratas de Toulouse, Pallac organizó la reunión en casa de Serra y Morot, pensando en hacer de aquella casa un nuevo núcleo organico funcional de sindicato propio. La taló. No pudo hacerse nada. Pero ello sirvió para que él, el maletero de Llopis, enseñara la oreja. Y ahora Llopis lo ha declarado indeseable. Y Pallac no puede ver a Llopis. Están a matar.

Aquí andan Foncillas, Bustelo, Kindelán, Sanchez Mazas, Girbau, Villadas, Farreras...buena gente, todos ellos orientados, algo hacia la democracia cristiana, todos los restantes al socialismo. Ninguno logra entenderse con Llopis y la Ejecutiva, porque es difícil dialogar con momias. Todos acuden a mi, como Secretario de los Estados Unidos Socialistas de Europa, suponiendo que yo tengo manera de influir para llevar mayor dinamismo a Toulouse. Eso es imposible. Yo no puedo negarme eternamente a permanecer inactivo. Como tampoco el Consejo Federal Español puede eternamente suponer que haciendo de freno impidiendo que en España se constituya algo positivo, va a triunfar. Eso es imposible en ambos casos. Yo tendré que acabar ayudando a los socialistas, para lo cual, claro está, tendré que dimitir el cargo que mantengo en el Consejo Federal, pues que, en él no cuento con la confianza de uno de los sectores, que es el socialista. Llopis no me ha dicho nada. Entre nosotros no ha habido nada. Pero nuestras distancias son cada día mayores. Sin decirnoslo nos comprendemos. Y no es que yo trate de hacer la competencia a Llopis y al socialismo español. Yo no he de actuar mas que en Cataluña, el día en que volvamos a la normalidad. A mi en Madrid no se me ha perdido nada. Eso lo saben ellos perfectamente. Pero entre tanto es imposible permanecer inerte. Es imposible para mi —dice Gironella—. Es posible para Pascual Tomas.

No es qué todos esos nuevos refugiados sean algo trascendental. Sanchez Mazas, por ejemplo, es un ligero. Fué él el que echó a perder el intento de Levinson de ayudar a los belguistas, por su precipitación. Pero hay algo sustancial. Sanchez Mazas, Girbau, Kindelan etc. hablan un lenguaje que Toulouse es incapaz de entender. Eso acabará un día en estampido. La democracia cristiana española acabará entendiendose. El socialismo, mientras se halle al frente del mismo el equipo de Toulouse es incapaz de entenderse con nadie, ni de permitir que alguien haga lo que ellos son incapaces de hacer.

Todas esas consideraciones me han inducido a no convocar por ahora al Consejo Federal. Para

M. Vila-Abadal, Av. Principe Asturias 9, Barcelona, Tel: 37-41-24.

6

14/10/58

Es de Unió Democratica, tiene muchas simpatías por Gimenez Fernandez, es muy partidario de la inteligencia permanente vasco-catalana, que antes —dice— era mayor que ahora. Se ofrece a servir de puente para esta relación. A tales efectos me da su nombre, señas y telefono en Barcelona. Es la primera vez que viene a Paris. Pero es posible que antes de salir de Paris lleguen de Barcelona otros compatriotas con mayor experiencia, y que vuelva a visitarme con alguno de ellos. Me habla de reuniones de democratas cristianos españoles y de federalistas españoles que son democratas cristianos, a cuyas reuniones ha asistido algún catalán pero a las que no ha asistido vasco. Entiende que los momentos actuales no son para abandonar la obra iniciada desde hace muchos años y que debemos procurar vernos más, cambiar impresiones con mayor frecuencia, contactarnos a todos los efectos, para obrar juntos, de acuerdo, en connivencia y con el mayor conocimiento posible de la situación. El no se explica el por qué a los vascos nos les interese hoy estar enterados de los movimientos de opinión pública; cree por el contrario que debemos estar presentes en ellos, tomando la parte que nos convenga, pero estando enterados desde luego.

17/10/58

Vuelve Vila-Abadal, acompañado de otro, al que yo no he visto nunca, pero que ha saludado muchas veces tratándo de estos temas democratas cristianos y federalistas europeos con Landaburu. Este está en casa. Le llamo. Lo que el nuevo venido dice es verdad. Landaburu le conoce bien. (No he tomado la precaución de anotar su nomvre, confiando en el conocimiento de Landaburu, pero este nó lo recuerda y supone que ha empleado varios nombres de guerra para presentarse anteriormente). Este segundo habla con mayor concreción. Landaburu puede seguirle mejor que yo. Los dos hacemos esfuerzos para cubrir nuestra ausencia total en el interior, que es lo que aparece en la relación del catalán. Este nos cuenta que en Julio se celebró la reunión a la que asistió un catalán y no asistió ningún vasco: que Tierno Galván se mostró en ella excesivamente tierno y reblandecido, a causa por lo que parece del proceso que se le sigue y con temor de colocarse en situación inconveniente. Habla abundante de Francisco de Luis, de Azaola, de Rodriguez Soler, de Gil Robles, de Gimenez Fernandez, de Herrera y otras gentes. De su conversación, dificil de seguir porque nosotros no aportamos datos ni podemos manifestarnos dispuestos a concurso alguno en el interior, vienen a traducirse los siguientes extremos:

1.- Los dias 24, 25 y 26 de Octubre se celebra otra reunión de democratas cristianos y federalistas, convocada, animada y asegurada por el grupo de jóvenes que recibe inspiración de Jimenez Fernandez. Estos jóvenes aseguran haber sabido por Jimenez Fernandez, que los vascos van a concurrir a la reunión. Afirman que eso lo sabe Jimenez Fernandez porque se halla en relación directa con el Presidente Aguirre, con el cual ha llegado a completo acuerdo en el plan a seguir en el actual momento politico español, incluso en el aspecto autonomico que a los vascos nos preocupa tanto como a los catalanes. Quieren estos catalánes saber lo que vamos a hacer los vascos, porque ellos quieren adaptar su actitud a la nuestra. Landaburu tiene la feliz idea de decirles que la persona encargada de mantener relaciones con Jimenez Fernandez suele proceder algunas veces por su cuenta, sin dar el detalle de una gestión hasta que está realizada, por lo cual, existe la posibilidad de que el enlace vasco haya tratado el tema con Jimenez Fernandez sin que nosotros lo sepamos aun. Esto nos da una salida para poder seguir hablando, sin contestar a la pregunta y dejandolos confiados a sus propios instintos a los catalanes.

2.- La relación que estos catalanes hacen, relación que reproduce la que a ellos ha llegado de los jovenes del grupo Jimenez Fernandez, parte del supuesto de que este actúa por su cuenta y no como formando parte del grupo Gil Robles. Insistimos nosotros sobre este punto, pero ellos no pueden darnos otros datos que la actitud y las palabras que conocen de labios del agente que les ha visitado para hacerles la invitación, que es hombre de Jimenez Fernandez.

3.- Gil Robles, por su parte, durante todos estos años, ha venido confiando las actividades organicas de su grupo, a Rodriguez Soler. Era Rodriguez Soler el que se movía para acercar los cuadros directivos de la antigua CEDA, porque Gil Robles preferia no actuar, quedandose en la penumbra, representado por Rodriguez Soler, el cual se movía tras la U.D.N. (creo que es Union Democratica Nacional). Pero un buen dia Gil Robles tomó la dirección de su propio grupo. Esto disgustó a Rodriguez Soler. Y Rodriguez Soler ha roto con Gil Robles, separandose de él y actuando por su cuenta, sin vinculación con la CEDA.

4.- Gil Robles está organizando sus cuadros "Social Cristianos". Prepara un banquete al que asistirán cuatrocientos. Le llaman la reunión de los cuatrocientos ya. Se propone dar un paso franco en la organización de sus huestes, camuflando el motivo y finalidad de la reunión de manera ad

Francos de Baul

5.- La reunión de los días 24, 25 y 26 tendrá lugar bajo los auspicios de locales y organización de ~~Azaola~~ en Madrid. Azaola no es hombre de fiarse, dicen ellos, preguntandonos a nosotros lo que nos parece. Ahí podemos decir lo que nos parece, lo que hacemos con la suficiente vaguedad para no decir inconveniencias, pero con la suficiente concreción para que no pueda suponerse que Azaola nos representa. Azaola les ha dicho a los jóvenes de Jimenez Fernandez que él llevará a algunos amigos suyos donostiarras. Sobre el caracter "azaolista" de Azaola y sobre sus vinculaciones con el régimen al que sirve, estos catalanes añaden que se asegura que está también al servicio del OPUS DEI, del cual, estos amigos, no son ciertamente afectos.

6.- Juega en toda la conversación la actividad del Consejo Federal Español, la visita de Fanssquendo (algo parecido a eso, de lo que yo no tengo la más remota idea), de la reunión habida en las oficinas de Gironella, de las instrucciones dadas por este a nombre del Consejo Federal, etc. Algo largo, confuso y de algún interés, en lo que yo estoy en la mayor inopia. (Después de irse los catalanes hablo por telefono con Gironella, que me confirma en esta idea, añadiendome que se trata de tema dificil de explicar, con muchas derivaciones, pero digno de que lo conozcamos y lo tratamoe. Quedamos citados para el martes próximo).

De cuanto yo oigo a estos catalanes resulta que los vascos estamos ausentes, hace largo tiempo, de las actividades federalistas y democrata-cristianas del interior. Esto no hacia falta que yo se lo oyera a estos amigos, porque ya lo conocía. Pero el reflejo de estos catalanes otorga notoriedad al hecho y nos obliga al examen de conciencia consiguiente.

Sin relación con esta visita, he recibido hoy otra, en la que me hablan de personas situadas en el exterior, que yo tampoco conozco:

Ramon Villadas y Francisco Farreras son dos abogados, exilados recientes, de Marzo pasado, que viven en 45 rue Boissonade, Paris 14me. ?Quiénes son? ?Qué caracter politico tienen?

Aquí está Kindelan, el sobrino del general, con otro amigo suyo, ambos exilados también. Viven en la Cité Universitaire Antony. ?Qué sabemos de su actitud, proyectos y vinculaciones?

En el 189 Bd. St. Germain existe una instalación, con residencia, de españoles, jovenes de edad escolar. ?Qué es eso? ?Quien lo ordena? ?Qué gente es la acogida en ella?

MOUVEMENT EUROPÉEN

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :
LÉON BLUM (1948-1950). WINSTON CHURCHILL, COMTE COUDENHOVE-KALERGI.
ALCIDE DE GASPERI, ROBERT SCHUMAN, PAUL-HENRI SPAAK.

CONSEIL FÉDÉRAL ESPAGNOL

19, RUE DE LILLE - PARIS-7e - TÉL. BAB. 04-89

PRÉSIDENT :
SALVADOR DE MADARIAGA

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :
ENRIC GIRONELLA

PARIS, 26 ABRIL 1958.

Sr. D. Manuel IRUJO
50, rue Singer
PARIS, 16e.

Distinguido amigo:

Aprovechando la estancia por unos dias en Paris de nuestro Presidente, D. Salvador de MADARIAGA, hemos considerado de interés la celebración de una reunión del Consejo.

Esta reunión tendrá lugar el Lunes 28, a las cinco de la tarde en los salones de la Delegación Vasca, 50, rue Singer, en Paris.

Orden del dia:

-Informaciones mutuas sobre la evolución de la situación española y de la situación europea.

-Tareas del Consejo Federal Español.

-Asuntos generales.

Contando con su presencia, le saluda cordialmente,

Enrique GIRONELLA

Secretario General

Consejo Federal Español del Movimiento Europeo

28 Abril 1958

Preside Madariaga. Asisten Parera, Ortega, Maldonado, Sauret, Leizaola, Irujo y Gironella.

Gironella da cuenta de los asuntos pendientes.

Evolución de la situación española: La idea europeista es ya común denominador de todos, los democratas y los franquistas, los Ministros de Franco y el propio Franco y los jesuitas. Sauret ha comenzado a hacer una consulta plebiscitaria, enviando a los que se dirijen a él un cuestionario con la manifestación de adhesión al ideal europeista. Trescientos se lo han devuelto firmado con su nombre, apellido y circunstancias. De repente, el ideal europeista se presenta como el catalizador de todas las voluntades que las une en aspiración común.

Sauret confirma el hecho y da detalles, añadiendo que, una vez recibidas las adhesiones, él cuida de hacer saber a los adheridos que el ideal europeo, tal como está concebido y aplicado, requiere como problema previo la democracia y que los enemigos de la unidad europea son los enemigos de la democracia.

Gironella plantea el problema de la organización de esta tendencia europeista del interior. Antes, dice, dejamos de hacerlo, reduciendo esta adhesión a contadas personas, cuyos nombres mantuvimos en secreto y dimos solamente en confidencia precisa. Pero hoy la cosa ha variado. Nadie teme represalia alguna por mantener un ideal que predican a todas horas Franco y sus ministros y que repiten los órganos de Falange y los jesuitas y el Opus Dei. Formar la media naranja interior, que se corresponda con la media naranja exterior que la constituimos nosotros, cosa que antes no era aconsejable, puede serlo hoy.

Al propio tiempo que el ideal europeista se esparce ~~en España~~ el clima de la inconveniencia de la entrada de España en el mercado común, porque la producción peninsular no está preparada para la competencia con la producción exterior, y la competencia de esta sobre el mercado interior sería mayor que las ventajas derivadas para nuestras esportaciones, como ha observado Ullastres en su discurso de Murcia y otros repi-

ten. Y habría que saber cuál es la actitud del Consejo, si la de mantener la conveniencia de la entrada de España en el mercado común, o la de sumarse al coro de los que ven los inconvenientes, estimando, con el Gobierno franquista, que es preferible la zona de libre cambio sugerida por los ingleses.

Madariaga dice que convendría que una ponencia del Consejo estudiara el caso y trajera propuestas sobre los temas propuestos por Gironella, para saber si convenía resolverse o no por la adhesión de España al mercado común y si conviene la organización del movimiento procuropeista en el interior en paralelo y/ coincidencia con el Consejo Federal o debemos dejar esto por el momento dada la posición adoptada por el Gobierno franquista.

Irujo entiende que el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo no puede partir de otro punto de vista que el de la entrada de España en el mercado común y en todas las iniciativas derivadas de la unión europea. Para eso nacimos. Esa es nuestra posición indiscutible. La ponencia que propone Madariaga debe tener por finalidad la indicada, partiendo de nuestra posición firme y sin duda alguna. Otra cosa es que nos reservemos modalizar la entrada en atención a la singularidad de la situación española durante estos veintidos años. Si los demás paises se reservan plazos para atemperar sus economías a las uniones aduaneras correspondientes, esta reserva está más indicada aun en favor de España. Pero esta reserva no debe poner en duda, en manera alguna, la posición fundamental del Consejo, sea cualquiera la adoptada por el Gobierno franquista y por las corporaciones economicas del interior.

Leizaola cree que debe nombrarse esa comisión y propone a Parera, Gironella e Irujo.

Madariaga acepta la propuesta de Leizaola.

Irujo la acepta también, pero sustituyendo su nombre por el de Leizaola. Y/ así es aceptado en definitiva por unanimidad.

Gironella dice que el Movimiento Europeo no se mueve, extendiendose en consideraciones atinentes al caso. En paralelo, Franco y su régimen están cada vez más introducidos en las filiales del Consejo de Europa. Los agentes franquistas o forman parte de estas filiales en pleno derecho o están presentes como observadores, formando parte

del club deliberante.

Madariaga entiende que eso no podemos impedirlo, pero que debemos vigilar para que Franco, llevado por los americanos, no se introduzca de derecho en el Consejo de Europa.

Gironella da amplias explicaciones.

Madariaga se refiere entonces a una frase de la intervención de Irujo (sin mencionarlo) que había dicho que, nosotros debemos estar dispuestos a entrar en el Mercado Común reservandonos modalizar plazos y condiciones, como debemos estar dispuestos a entrar en la NATO sin perjuicio de reservarnos también el reducir cuanto sea posible el presupuesto de gastos improductivos del Estado que hoy se eleva al cuarenta por ciento y que es preciso dedicar a transportes, agricultura, escuelas, producción electrica y otras atenciones más importantes que el ejercito. Dice Madariaga que debemos pensar todo lo que signifique la entrada de España en la NATO. Que mientras Gibraltar sea inglesa nosotros no podemos entrar en la NATO sin dejar bien aclarada nuestra salvedad y sin que nuestra entrada suponga aceptación de aquella ocupación.

Nadie toma en serio la observación de Madariaga, que suena a hueco.

Gironella continúa con el tema de la extensión de los grupos europeistas. Menciona los de Valencia, Oviedo, Salamanca, Valladolid, Zaragoza, Barcelona y Sevilla. (Ni él hace alusión alguna, ni los demás tampoco, respecto a grupos vascos, ya que, todos estamos convencidos de que, de hecho, no existen, al menos no existen como grupos activos). Relaciona este hecho con las Jornadas de Verano, para las cuales le han ofrecido varias plazas. Habla una vez de diez y otra vez de veinte. De todas maneras, dice, convendría que pudieramos llevar una o dos personas de cada uno de esos grupos, para relacionarlas entre ellos y para relacionarlas con el mundo europeo, constituido a base de los derechos del hombre y de la democracia, que son la base politica de Europa. Así se acuerda.

De las recaudaciones hechas por el Consejo, dice Gironella, nos quedaban el día en que nos reunimos la vez anterior 700.000 francos. Hemos gastado 100.000 durante estos últimos meses. Detalla el gasto y menciona los nombres de los beneficiarios, que varios de los reunidos conocen y comentan. Quedan en caja unas 600.000 francos.

Gironella da cuenta de una incidencia enfadosa. El recibió la copia de un escrito dirigido por los Sindicatos Libres a la Administración norteamericana al respecto de un agregado obrero y su gestión, dentro de la cual se había permitido comer un día en la Embajada con Sanz Orrio y Solis, los cuales, además, se permitieron decir pestes de Franco, llevandole el aire al norteamericano. Esta conducta puso en vilo al Sindicato que la denunció, con el proposito de que fuera separado de su cargo y función aquel. El Sindicato preparó el escrito. Hizo una relación de las personas que debían recibirlo para estar enteradas, alrededor de la docena. Consultó con la U.G.T. acerca de la lista y a instancias de la U.G.T. suprimió de la lista a dos personas. Quedó pues un muy reducido número de personas. Y solo ellas recibieron el documento, ultrasecreto, pues que, ~~xxxxx~~ debía ser presentado a la Administración Americana. Gironella recibió un ejemplar. El no ha dicho ~~qu~~ién se lo dió. Hizo del mismo varias copias, y una de ellas la envió a Iberica, que publicó en parte el documento en cuestión. Además, llevó un extracto de aquel documento a la información pasada en ciclostil a los miembros del Consejo y personas allegadas. El Sindicato Libre Mundial se reunió. Pusieron el grito en el cielo. Estaban dispuestos a formular una querella criminal para que se averiguara quién era el que, faltando a su deber, había facilitado la copia. Costó mucho trabajo que se apearan. Pero, ya el documento, desde el momento en que había sido publicado, no pudo ser presentado a la Administración, y ha quedado sin efecto, el Sindicato Mundial burlado y todos los inyervinientes muy enfadados. Entre Gironella y Parera se cruzaron palabras duras. Se dan explicaciones dificiles. Queda terminado el incidente.

Se acuerda dar el pésame a la viuda de Ansaldo.

Madariaga ruega reserva para lo que va a decir. Le ha buscado por todo Europa Calvo Serer hasta que ha dado con él. Le ha manifestado que él -Calvo Serer- no está en monarquico. Que Don Juan no es solución. Que nadie espera esa solución. Pero que Franco no puede durar. Franco es imbecil. Ya no le quiere nadie y nadie confía en él, ni él confía en nadie. La gestión africana ha sido desastrosa y ha terminado en desastre, incumbado por los militares a Franco. Los días de Franco están contados. Entre Junio y Octubre dejará su puesto, siendo sustituido por una Junta de Militares. Opus Dei no es monarquico. Hay algunos monarquicos. El -Calvo Serer- no está entre ellos. En Opus

Dei cada cual es libre de pensar y situarse en politica como mejor le parezca. Ullastres le objeta
es una persona decente. Pero, ~~xxxxxx~~ Madariaga, dicen que está mazclado en eso del Banco de Andorra, destinado a facilitar la evasión de capitales. Contesta Calvo Serer que no sabe una palabra de eso; y que en España es dificil enterarse de las cosas. Añade Madariaga que hablaron varias horas, de todo. No dice si la sutileza de Gibraltar nació de las observaciones de Calvo Serer, pero todo hace suponer que, trataron de ello en la conversación. En esta salió a relucir Herrera y su acólito Martin Artajo, pero no Gil Robles (esto lo dice respondiendo a pregunta concreta que le hacemos).

Gironella da cuenta de que, los encargados de la suscripción abierta en los paises ibero-americanos para ayudar a los represaliados universitarios, se han constituido en Delegaciones en America del Consejo Federal. Algunas de esas Delegaciones, como la de Montevideo, tienen ya papel impreso expresivo de dicho caracter. Otras, como la de México, han organizado series de conferencias para explicar lo que es Europa, lo que es el Movimiento Europeo y lo que es el Consejo Federal.

Madariaga cree que Franco, además de haber fusilado a mucha gente, ha envenenado a otras. Menciona el caso del Capital General de Barcelona, cuyo cadaver ha sido negado a su familia para poder ser trasladado. Hace otras alusiones concretas. Se refiere al articulo publicado en Cuadernos por Sanchez Mazas en el que relaciona los generales muertos por Franco, cuya lista, dice, es impresionante. No dice que de esto haya tratado con Calvo Serer, pero dada la forma de su expresión, deja la impresión que, como en el caso de Gibraltar, el tema fué motivo de aquella charla, con los restantes que forman el problema politico de conjunto.

Añade Madariaga que él ha hablado con otras muchas gentes, españolas y no españolas, pero que conocen bien España, de la situación actual. Dice que todos ellos están de acuerdo en que Franco no puede durar: en que aquello se hunde y se hunde pronto. La última vez en que pone fechas, en lugar de ser de Junio a Octubre, es de Julio a Septiembre. Termina afirmando el triunfo de los laboristas en Inglaterra y de los democratas en Estados Unidos, lo cual pone aun peor la situación de Franco, pues que, unos y otros, sobre todo los primeros, están ahora en antifranquistas.

CONSEJO FEDERAL ESPANOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

PARIS, 30 de ABRIL 1958.

Servicio de Informaciôn

ACTA DE LA REUNION ORDINARIA DEL COMITE EJECUTIVO DEL C.F.E. DEL M.E. CELEBRADA EN PARIS EL 28 DE ABRIL DE 1958.

Presentes: ORTEGA y MALDONADO, por los sectores republicanos.
PARERA, por el sector socialista.
LAIZAOLA e IRUJO, por el Consejo Vasco.
SAURET, por el Consejo Catalân.

Presidente: D. Salvador de MADARIAGA.
Secretario: GIRONELLA.

Los presentes deciden dividir la Reuniôn en dos partes: la primera relativa a los problemas especificos del Consejo Federal Español del Movimiento Europeo; la segunda, a un cambio de impresiones sobre la situaciôn politica española.

Actitud de los sectores españoles ante los problemas de la integraciôn europea.

-Los medios oficiales del franquismo multiplican su ofensiva cerca de los organismos europeos en vistas a obtener el reconocimiento directo o indirecto del gobierno español. Sus intentos se han traducido en una nueva victoria formal. El gobierno español habiendo suscrito la Convenciôn Cultural Europea, los miembros de la Universidad y de la Instrucciôn Pûblica Española son invitados a participar en reuniones técnicas convocadas por el Consejo de Europa. Por ejemplo: los españoles pueden actualmente concurrir, al igual de los originarios de los otros paises europeos, a las becas que este Consejo concede en vistas a apoyar estudios en favor de la unidad europea. De todas maneras, esta colaboraciôn queda limitada al dominio técnico. Todas las informaciones recogidas por los miembros del Consejo Federal concuerdan en que, en lo inmediato, las puertas del Consejo de Europa continuan politicamente cerradas a la participaciôn de la España franquista. Para que cambiara esta actitud, es imprescindible y previo un debate pûblico en la Asamblea, donde el franquismo cuenta con muy pocos partidarios.

-Un debate sobre el Mercado Comûn Europeo y sus repercusiones sobre la economia española ha empezado en todos los medios econômicos españoles. El gobierno ha nombrado comisiones especiales, los bancos nacionales, los medios financieros e industriales, los organismos agricolas, discuten actualmente la cuestiôn. Las opiniones son diversas; en lo que todos estân de acuerdo es en subrayar la importancia de la unidad econômica europea para el porvenir de la economia española.

-Por su parte, todos los grupos politicos de la oposiciôn, monârquicos, liberales, democratas cristianos, socialistas, catalanes y vascos, han incluido el problema de la integraciôn de España a Europa en sus programas relativos al futuro democrâtico de España.

-La mayor parte de los grupos, comisiones o comités creados en los diferentes paises americanos y europeos en torno a la Campañâ de solidaridad y ayuda fomentada por este Consejo, se han transformado espontaneamente en nûcleos de propaganda europeista. A subrayar especialmente las conferencias realizadas en México por los representantes del F.U.E., asi como en Uruguay y en Argentina.

Fondo de Ayuda

-Ningûn hecho fundamental ha tenido lugar en las Universidades españolas en el transcurso de los meses ûltimos en lo que concierne a detenciones o represiôn. El movimiento de oposiciôn y de protesta se ha desplazado hacîa los sectores obreros, planteando problemas que sobrepasan las atribuciones del Fondo de Ayuda a los estudiantes y universitarios, creado por este Consejo.

-Una serie de estudiantes perseguidos y procesados han pasado la frontera trasladândose a Paris. La Secretaria del Consejo Federal ha procurado, en colaboraciôn con los organismos españoles de exilio, organizar el mâximo de solidaridad para estos compañeros, ayudândoles a obtener su legalizaciôn y su establecimiento en el exilio.

Decisiones

-El Comité Ejecutivo decide la creaciôn de una Comisiôn destinada a preparar los elementos de un estudio y de una resoluciôn sobre la actitud de España en el Mercado Comûn Europeo. Esta Comisiôn estâ constituida por los señores LAIZAOLA, GIRONELLA y PARERA.

-El Consejo Federal Español se inclina ante la memoria del Capitân ANSALDO, recientemente fallecido. El Consejo envia a sus familiares su pésame mâs sentido y recuerda que el Capitân Ansaldo fué uno de los primeros monârquicos que se presentô pûblicamente en la tribuna del Consejo Federal Español renunciando a su pasado, denunciando al régimen franquista y declarândose solidârio de una soluciôn democrâtica susceptible de devolver a España un régimen de derecho y de permitirle su incorporaciôn a Europa.

MOUVEMENT EUROPÉEN

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :
LÉON BLUM (1946-1950). WINSTON CHURCHILL, COMTE COUDENHOVE-KALERGI.
ALCIDE DE GASPERI, ROBERT SCHUMAN, PAUL-HENRI SPAAK.

CONSEIL FÉDÉRAL ESPAGNOL

19, RUE DE LILLE - PARIS-7e - TÉL. BAB. 04-89

PRÉSIDENT :
SALVADOR DE MADARIAGA

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :
ENRIC GIRONELLA

PARIS, 5 de ABRIL 1958.

R./152

Sr. D. Manuel IRUJO
50, rue Singer
PARIS, 16e.

Señor Irujo:

No crea que por el hecho de no haber contestado mâs pronto a su carta de 16 de Marzo, he hechado su consulta ni su amistad en olvido.

He preguntado a todos los amigos, tanto a los que estân de paso como a los que tienen relaciôn regular con España, sobre los billetes de banco falsificados, de que usted me habla. Nadie ha sabido darme ninguna razôn. Mejor dicho, nadie conocia el asunto.

Antes de contestarle he preguntado a ciertos amigos del interior. Acabo de recibir su respuesta. Aunque no es muy facil descifrar exactamente su respuesta, mis amigos no tienen noticia del hecho.

Pensaba consultar el caso con algûn técnico frances en la materia. Hasta la fecha ningûn pàjaro se ha puesto a tiro. Aprovecharé la primera ocasiôn para obtener una respuesta sobre la cuestiôn.

Como siempre, tengo muchas ganas de charlar con usted. Hace ya tantos meses que no hemos tenido la ocasiôn. Espero dejarme caer un dia en su despacho.

Le abraza,

Prieto

CONSEJO FEDERAL ESPANOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

PARIS, 22 Marzo 1958.

Servicio de Informaciôn

LA HUELGA DE LOS MINEROS DE ASTURIAS

Como consecuencia del movimiento huelguîstico que con entusiasmo ejemplar iniciaron el 4 de los corrientes, los mineros asturianos en diferentes centros de la regiôn, el gobierno franquista ha decretado el estado de alarma en toda la zona minera. Por otra parte y al objeto de prevenir cualquier acciôn de mayor amplitud, el dia 14 tuvo lugar un Consejo de ministros que decretô, entre otras mendidas draconianas, la de suspender durante cuatro meses articulos fundamentales del llamado "Fuero de los Españoles". Transcribimos a continuaciôn la nota oficial dictada en dicho Consejo de Ministros y, por considerarla de sumo interés, la nota informativa profusamente distribuida en toda la cuenca minera asturiana, a consecuencia de la huelga y de las medidas represivas del gobierno, editada por los organismos sindicales en la clandestinidad.

Abrogaciôn de los articulos 14, 15 y 18 del "Fuero de los Españoles" . Nota oficial.

"El "Boletîn Oficial del Estado" publica hou un decreto-ley de la Jefatura del Estado por el que, en uso de las atribuciones que confiere al Gobierno el articulo 35 del Fuero de los Españoles, se suspende por tiempo de cuatro meses la vigencia de los articulos 14, 15 y 18 del mismo. Dice la disposiciôn:

"La ilegal paralizaciôn del trabajo en determinadas minas de carbôn de la regiôn asturiana y la necesidad imperiosa de defender, dentro de la Ley, el interés general, aconsejan al Gobierno a hacer uso de las facultades que le confiere el articulo 35 del Fuero de los Españoles, en relaciôn con lo dispuesto en el nûmero 9 del articulo 10 de la Ley de Régimen Juridico de la Administraciôn del Estado, texto refundido y aprobado por decreto de 26 de julio de 1957. Y, en su virtud, previa deliberaciôn del Consejo de Ministros, dispongo:

"Articulo primero.-Quedan en suspenso, en las provincias donde radican las cuencas carboniferas españolas y durante el plazo de cuatro meses, contando desde la vigencia del presente decreto-ley, los articulos 14, 15 y 18 del Fuero de los Españoles promulgado por la ley de 17 de julio de 1945, y puestos simultâneamente en vigor los articulos 40 al 47 inclusive, los que proceda aplicar del titulo tercero, y los demâs concordantes, todos ellos de la ley de Orden Pûblico de 26 de julio de 1945.

"Articulo segundo.-El presente decreto-ley entrarâ en vigor el dia de su publicaciôn en el "Boletîn Oficial del Estado", y del mismo se darâ cuenta a las Cortes.

"Asî lo dispongo por el presente decreto, dado en Madrid, a catorce de marzo de mil novecientos ciancuenta y ocho.-Francisco FRANCO".

Los articulos cuya suspensiôn ha sido decretada

"Art.14.-Los españoles tienen derecho a fijar libremente su residencia dentro del territorio nacional.

"Art.15.-Nadie podrâ entrar en el domicilio de un español ni efectuar registros en él sin consentimiento, a no ser con mandato de la autoridad competente, y en los casos y en la forma que establezacan las leyes.

"Art.18.-Ningûn español podrâ ser detenido, sino en los casos y en la forma que prescriben las leyes. En el plazo de 72 horas, todo detenido serâ puesto en libertad o entregado a la autoridad judicial.

Nota informativa de los mineros asturianos

"La prensa del régimen va a darnos, como siempre, una versiôn tergiversada de los sucesos de Asturias: maniobras comunistas, subversiôn del orden, etc. Esta es una relaciôn escueta de los hechos.

Cuando en 1956 el Gobierno, tras las huelgas del norte y de Barcelona, se ve obligado a proceder a la correcciôn de salarios, los mineros son perjudicados. No se reajustan, en efecto, todas las retribuciones que componen, sumadas, su salario de base. Ello provoca, en la primavera de 1957 las huelgas obreras que se inician en el Pozo Maria Luisa.

En las minas, los trabajadores perciben, junto con el salario, una remuneraciôn por destajo (avance en el testero). Esta remuneraciôn no puede nunca ser mayor que el cien por cien del salario de base. Cuando un minero rinde mâs, por su destajo, que este tope, la empresa puede, segûn la ley, rebajar el premio al destajo para que el limite no sea nunca sobrepasado. Despues de los sucesos de 1957 las empresas, sin embargo, pagaron el destajo por encima de lo legal, por interés econômico propio. Perô la producciôn de carbôn ha aumentado en un 11%, y el Ministro de Industria ha anunciado ûltimamente que se ha alcanzado un nivel satisfactorio. No interesa ya a las empresas mantener el mismo ritmo de extracciôn (1). El procedimiento para conseguir ésto es sencillo: se redujo el premio al destajo (2). Por otra parte los patronos cuentan con una buena covertura para sus manejos: el Gobierno les autr iza a despedir a cualquier trabajador que disminuye, siquiera sea poco, su rendimiento normal.

El dia 7, nueve mineros de la mina Maria Luisa piden al ingeniero jefe que se mantenga el antiguo premio del destajo. Son despedidos el dia 8. Veinte mineros de otras rampas se solidarizan, disminuyendo un una proporciôn minima, esto es, produciendo un poco mâs del minimo legal. Son también despedidos. Espontaneamente cunde el movimiento de apoyo entre los mineros. La empresa cierra rampa tras rampa, mina tras mina. El despido se efectua negandoles simplemente la lâmpara a su llegada al trabajo (la ley de despido vigente exije un escrito). La empresa ha despedido también - claro sîntoma de lock-out - a los mineros que no han reducido su rendimiento. En el dia de hoy estân cerradas las siguientes minas: María Luisa, el Fondôn, el Sotôn, Pozo Carrio, Pozo Barredos, Pozo Villar y la Mosquitera, todas ellas de la Duro Felguera; Mina Encarnada y Llascaras, como las anteriores de la cuenca de Langreo, y la Camocha, de Gijôn. Pueden calcularse en 15.000 los mineros incluidos en el movimiento.

El decreto-ley suprime las garantias del Fuero de los Españoles y pone en vigor los articulos 40 y 47, esto es, proclama el estado de alarma con todas sus consecuencias. Ha sido nombrado juez instructor el de primera instancia de Laviana que ha anunciado su proposito de atenerse a la justicia estricta. Se dice que serà relevado de su cargo. No se han practicado hasta ahora detenciones. sido enviados refuerzos de la Guardia Civil a la regiôn. Mineros en situaciôn de "redenciôn militar por trabajo de minas" que se presentaron a las autoridades afirmando que no secundarían a sus camaradas fueron sin embargo despedidos, incorporados a filas y, algunos, enviados a Ifni.

Los mineros han recurrido a sus representantes legales,(enlaces, vocales, delegados). El Sindicato, las Delegaciones de Trabajo, han dicho todos lo mismo:" [illegible] este conflicto nosotros no podemos entrar, es una cuestiôn de orden pûblico. Nosotros nos inhibimos". El Delegado sindical de una capital de la cuenca, dijo: "Antès que obrero, soy un patriota y un mando politico. Que les peguen 'fuerte'". Los mineros que se destacaron en el paro del [illegible]57, no han intervenido esta vez. Ha sido una acciôn espontanea, pacífica, por parte de los mineros. Las empresas han cerrado los economatos. No es necesario explicar los efectos de esta medida sobre el presupuesto de las familias obreras. Se dice que van a ser tambien suspendidas las consultas del Seguro de Enfermedad.

Un grupo de once mineros ha pedido audiencia al Arzobispo de Oviedo para exponerle sus justas quejas. El prelado no los ha recibido.

El dia que apareciô en la prensa la nota del Gobierno, un catedrâtico de Oviedo telefoneô al Gobernador civil: "Como protesta ante esta nota, suspendo a partir de hoy mis clases de Derecho".

Estos son los hechos. No se trata de una huelga politica preparada por los viejos partidos desde el exilio. Ha sido un lock-out patronal amparado por el Gobierno. Con alguna excepciôn, las medidas adoptadas por las empresas han sido perfectamente "legales". El ordenamiento juridico - ley del despido, regulaciôn de salarios - protege a los patronos. Los Sindicatos, los representantes de la clase obrera en el régimen, se abstienen en estos casos "porque no son competentes". La huelga es un delito en España. Que recurso queda a los obreros? No cabe juzgar los sucesos de Asturias como un hecho aislado, un incidente premeditado. Se trata de algo que deriva logicamente de la mecânica propia de un régimen - el del General Franco - y de un sistema - el capitalista."

---

(1) En el Musel habia el dia 16 seis barcos al cargo y 15 vagones de carbôn inmovilizados. (2) Las horas de trabajo en las minas han sido siempre 7. Desde 1957 se les ha hecho trabajar 8 horas. Los mineros piden volver al horario normal.

Creemos util puntualizar, sobre lo que precede, que el Fuero de los Españoles ha tenido siempre un valor puramente teôrico. Nunca ha sido respetado su articulado, ni en espiritu ni en la letra. El menor signo reivindicativo o de protesta ha puesto de manifiesto, sin excepciôn, durante los años ûltimos, el método clâsico de las autoridades que ha consistido en saltarse a la torera los atisbos de garantias sancionados en dicho côdigo. Esta vez, signo claro del temor a los peligros que el desaliento popular pueda desencadenar contra el régimen, este siente la necesidad de emplear métodos més eficaces, como son los de anular su propia obra juridica, con la suspensiôn de los articulos 14, 15 y 18 del Fuero de los Españoles y la abrogaciôn subsiguiente del "habeas corpus".

El balance de la huelga en la zona minera asturiana, se salda en esta fecha de la manera siguiente:

Extensiôn del movimiento: este ha afectado la casi totalidad de la industria minera y el nûmero de los huelguistas [illegible] es [illegible] de unos 10.000. El nûmero de obreros despedidos como consecuencia del movimiento es de cuarenta. Es muy posible que esta cifra se vea considerablemente aumentada despues de la publicaciôn del bando, lleno de amenazas, del gobernador civil de Asturias.

CONSEJO FEDERAL ESPANOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

Servicio de Informaciôn

ACTA DE LA REUNION RESTRINGIDA DEL CONSEJO FEDERAL ESPANOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO CELEBRADA EN PARIS EL 29 DE ENERO DE 1958.

Presentes, los Sres: Rodolfo LLOPIS y PARERA, por el P.S.O.E., ORTEGA, por los sectores republicanos; Jesûs de LANDABURU, por el Consejo Vasco y Juan SAURET, por el Consejo Catalân.

Secretario: Enrique GIRONELLA.

El motivo de la Reuniôn ha consistido ûnica y exclusivamente en el examen de la situaciôn creada en España por la campaña de represiôn ejercida en los medios universitario y obrero de Madrid y de otras ciudades españolas en el transcurso de las ûltimas semanas.

Una serie de informaciones sobre la importancia y el carâcter de esta represiôn son presentadas por un representante delegado por los grupos universitarios españoles. De la informaciôn y de la discusiôn de la misma entre los miembros del Consejo, se llegô a las conclusiones siguientes:

-Las detenciones en los medios universitarios suben a 44 detenidos y en los medios obreros a varios centenares. La mayor parte de estos ûltimos han sido sometidos a interrogatorios y puestos, posteriormente, en libertad. Las ciudades mâs afectadas han sido Madrid, Zaragoza y Valencia.

-El motivo alegado ha sido la participaciôn de una delagaciôn española en el Congreso Juvenil de Moscû de hace unos meses y los intentos de reorganizaciôn del Partido Comunista Español.

-Un gran nûmero de los detenidos ha sido apaleado y torturado. Algunos de los detenidos han sufrido torturas, habiéndoseles quemado los pies y las manos en un brasero. Otros han sido hospitalizados debido a costillas fracturadas. Otros, en fin, se han vuelto locos a consecuencia de las palizas sufridas, como es el caso de una muchacha obrera que habia participado en la organizaciôn de una colecta en la fâbrica donde trabajaba.

-El sedicente complot descubierto por la policia ha sido imaginado pura y simplemente por la propia policia con el fin de crear un cierto clima de terror provocando el abortamiento de cualquier acontecimiento resultante del malestar creciente que se manifiesta en los medios obrero y universitario españoles.

-El inspirador del complot parece ser el agente de policia Conesa, harto conocido por su pasado de brutalidades, entre las cuales cabe destacar la muerte a palos del socialista Tomâs CENTENO y de numerosos militantes antifranquistas.

-El complot aparece actualmente como una pura fantasia. Se dice, también, que la primera victima de él ha sido el propio Conesa que, al parecer, ha sido destituido de su puesto.

El Consejo Federal Español abre una discusión sobre la actitud a adoptar ante la actual represión. Despues de un amplio cambio de impresiones, el Consejo aprueba unanime las dos decisiones siguientes:

1° El Consejo Federal Español del Movimiento Europeo llevará a cabo una violenta protesta contra la arbitrariedad de las detenciones y sobre todo contra las torturas ejercidas sobre los detenidos. La participación a un congreso internacional, en Moscú o en cualquier otra parte del mundo, asi como posibles actividades con vistas a la organización de un partido politico, no pueden ser consideradas como delictivas y mucho menos justificar vilencias y tortura fisica.

2° En lo que se refiere a la posible ayuda financiera a los perseguidos, el Consejo estima que el Fondo de Solidaridad puesto a su disposición no puede ser destinado por el momento, y hasta más amplia información, a los actuales encartados. Las razones son varias: El Fondo de Solidaridad ha sido reunido por hombres y grupos de los sectores democráticos del exilio para casos concretos, hechos determinados acontecidos en los medios universitarios e intelectuales españoles. El motivo de la acusación actual: participación en el Congreso de Moscú e intento de reorganización del Partido Comunista, caen fuera de los objetivos que se ha fijado el Consejo Federal con el Fondo de Solidaridad. En caso de ser probades estas acusaciones, el problema debe ser considerado como interno del Partido Comunista, que dispone de fondos suficientes para sus múltiples actividades. De todas maneras, el Consejo Federal seguirá atentamente la evolución de la situación creada, presto a intervenir si estima que ciertos casos están incluidos en el criterio más arriba citado y con arreglo a sus normas de actuación.

El Consejo Federal Español estima que la situación actual en los medios universitarios y politicos del interior se agrava progresivamente, gravedad que puede abocar a movimientos de extrema importancia. Todos los medios a la disposición del Consejo deben ser movilizados para hacer frente a tal eventualidad y ello con la prontitud que esta eventualidad exija.

PARIS, 29 de Enero de 1958.

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

R E S O L U C I O N

El Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, reunido en Paris el 29 de Enero último,

PROTESTA contra la arbitrariedad que representan las medidas policiacas y represivas llevadas a cabo estas últimas semanas en los medios universitarios y obreros de Madrid y otras ciudades españolas. Denuncia el escândalo y el ridiculo que representa la invenciôn artificial de "complots" por parte de comisarios de policia, expertos en la provocaciôn y que, como el policia Conesa, tienen en su pasado el asesinato a palos de innumerables militantes antifranquistas, entre los cuales el inolvidable Tomâs CENTENO, "complots" cuya ûnica finalidad es la creaciôn de un clima de terror y el deseo de desnaturalizar el carâcter democrâtico de la oposiciôn al totalitarismo franquista.

PROTESTA enérgicamente contra la brutalidad y las torturas empleadas contra la mayoria de los detenidos, muchos de ellos enteramente inocentes de toda acusaciôn: estudiantes con las manos y pies quemados por los carbones de un brasero, estudiantes transportados al hospital con las costillas rotas, muchachas obreras enloquecidas a consecuencia de los malos tratos y de las torturas.

El Consejo Federal Español del Movimiento Europeo reafirma su esperanza y su confianza en el carâcter democrâtico de la lucha actual del pueblo español y denuncia toda confusiôn posible con el Partido Comunista Español, organismo de espiritu totalitario y agente de intereses ajenos a los pueblos de España. Sin embargo, el Consejo Federal Español se considera en la obligaciôn de protestar violentamente contra los métodos de terror y de tortura empleados por la policia de Franco contra estudiantes y obreros acusados de haber asistido al Congreso de la Juventud de Moscû o de haber intentado reorganizar el Partido Comunista Español. Participar a un congreso internacional o a la reorganizaciôn de un partido politico no puede ser considerado como un delito o un crimen, y mucho menos justificar la arbitrariedad y la tortura.

El Consejo Federal Español del Movimiento Europeo invita al pueblo español y a la opiniôn libre del mundo entero a sumar su protesta a la suya y a redoblar la campaña y la acciôn en vistas a devolver a los pueblos de España su derecho a la libertad y a la paz social.

==========

50. RUE SINGER
PARIS (XVI[e])

14/12/61

Amigo Llopis:

En la sesión celebrada por el Consejo Federal el primero de Noviembre se acordó que usted redactara una carta, la cual, suscrita por usted y por Gironella, fuera remitida a Gimenez Fernandez, planteandole el caso que Gironella nos había a su vez planteado, como sugestión de Gil Robles.

Hace diez días llamé a Pavera para preguntarle si la carta había sido remitida. No sabía nada. Prometió trasladarle a usted la pregunta. Hoy le he llamado de nuevo. Al no encontrarle, he llamado a Gironella, el cual me ha dicho que usted no le ha enviado la carta prometida ni le ha vuelto a hablar del asunto.

Qué quiere usted que le diga? Que me parece bien lo que usted hace, mejor dicho, lo que usted no hace debiendo hacerlo? Pues no se lo puedo decir. Si usted creyó en algún momento que convenía retener el envío de aquella carta ha debido decirnoslo. Lo que en buena politica colegiada no puede hacerse es acordar una cosa y obrar como si nada hubiera sido acordado, amigo Llopis.

Gorkin me ha dicho que, de acuerdo con usted, había pedido a Gironella la reunión del Consejo Federal para plantear el tema tratado por él con los laboristas en Londres. Gironella me dice que, no tratandose de asunto que, de manera especifica, se refiera al Movimiento europeo, no ha adoptado medida alguna porque nada le ha dicho usted; y él prefiere no merecer sanciones por moverse en terreno que puede no afectar especificamente al Consejo. Tampoco esto conviene que quede así. Yo no veo dificultad alguna en dar satisfacción a Gorkin. Pero si existe dificultad, debe decírsele a Gorkin que no espere aquella convocatoria, para que de a sus iniciativas otro cauce. No le parece a usted?

Respecto a eso de Londres, si no ha leido usted el report de Davies no deje de leerlo. Las manifestaciones hechas en el mismo acerca de la actitud de Amat coinciden exactamente con las que he oido de labios de Angeles Arrillaga, a su paso por Paris.

Envio copia de esta carta a Parera para evitarme el repetir esas explicaciones. Y espero que usted se mueva, sin echarle la culpa a su mucho quehacer. Por mucho que sea no ha de impedirle escribir una carta.

Muy suyo

Los dos documentos que siguen son meras proposiciones que el presidente hace al Consejo Federal Espanol del Movimiento Europeo para su aprobacion y con vistas a un acuerdo con los delegados del interior. El primer documento es una descripcion de lo que se intenta hacer, para que circule entre nosotros. El segundo previamente elaborado por el Consejo podria llegar a ser la base publica de la Conferencia proyectada.

I.

El propòsito de la Conferencia consiste en hacer constar ante el mundo la existencia de una "alternativa" al presente régimen, mediante una manifestacion de unidad entre todas las tendencias no-totalitarias de Espana y entre los espanoles de dentro y los de fuera.

Se reuniran personas y no organizaciones; pero se cuidara de escoger las personas de modo que ninguna tendencia carezca de voz y que esta sea la màs autorizada posible. La seccion se aprobaria por el Consejo Federal.

Se procurarà preparar la documentacion de modo que la discusion no degenere en desacuerdo, puesto que se trata de manifestar la union de todos los espanoles en lo fundamental.

A tal fin se establecerà un comitè de redaccion, escogido por el Consejo Federal del Movimiento Europeo, de modo que estén representadas todas las tendencias. Este comitè estableceria el texto concreto del documento basico para la Conferencia sobre el cual se hacen màs adelante proposiciones; una vez aprobado por el Consejo Federal pleno, se imprimiria como documento de base para la Conferencia, la cual naturalmente tendria plena soberania para discutirlo, enmendarlo o refundirlo.

II.

PROYECTO DE ORDEN DEL DIA.

1.- Discusion y aprobacion de una declaracion conjunta de adhesion a Europa de todos los asistentes;

2.- Iden iden de una declaracion conjunta de adhesion al Convenio de los Derechos del Hombre adoptado por el Consejo de Europa.

3.- Iden iden de una declaracion conjunta estableciendo el minimo de instituciones politicas, economicas y sociales, para garantizar los derechos arriba aludidos y para hacer constar que los asambleistas consideran necesario que el desarrollo de la politica espanola tenga lugar en paz civil, por lo cual renuncian explicatamente al uso de la fuerza para la consecucion de sus fines.

4.- Declaracion conjunta de adhesion al Mercado Comun con las atemperaciones que imponga la situacion excepcional de Espana como consecuencia del periodo dictatorial y de la guerra civil.

El Consejo Federal del Movimiento Europeo redactara los proyectos de la declaraciones arriba previstas precedidos cada uno de un breve preambulo explicativo.

21 de abril de 1961.

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL

DEL MOVIMIENTO EUROPEO

R E S O L U C I O N

Los dos documentos que siguen son meras proposiciones que el Presidente hace al CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO para su aprobación y con vistas a un acuerdo con los delegados del interior. El primer documento es una descripción de lo que se intenta hacer, para que circule exclusivamente entre nosotros. El segundo, previamente elaborado por el Consejo podria llegar a ser la base pública de la Conferencia proyectada.

I

El propósito de la Conferencia consiste en hacer constar ante el mundo la existencia de una "alternativa" democrática al presente régimen, mediante una manifestación de unidad entre todas las tendencias no-totalitarias de España y entre los españoles de dentro y los de fuera.

La lista de personas convocadas, que seria aprobada por el CONSEJO FEDERAL, se preparará de modo que ninguna organización o tendencia carezca de voz y que ésta sea lo más autorizada posible.

Se procurará preparar la documentación de modo que la discusión no degenere en desacuerdo, puesto que se trata de manifestar la unión de todos los españoles en lo fundamental.

A tal fin se establecerá un comité de redacción en el que estarán representadas todas las tendencias. Este comité establecerá el texto concreto del documento básico para la Conferencia sobre el cual se hacen más adelante proposiciones.

PROYECTO DE ORDEN DEL DIA

1.- Discusión y aprobación de una declaración conjunta de adhesión a Europa de todos los asistentes.

2.- Idem idem de una declaración conjunta de adhesión al Convenio Europeo de los Derechos del Hombre.

3.- Idem idem de una declaración conjunta estableciendo el minimo de garantias politicas económicas y sociales, para el libre ejercicio de los derechos arriba aludidos y para hacer constar que los asambleistas consideran necesario que la evolución de la politica española tenga lugar en paz civil por lo cual renuncian explicitamente al uso de la fuerza para la consecución de sus fines.

4.- Declaración conjunta de adhesión al Mercado Común con las atemperaciones que imponga la situación excepcional de España como consecuencia del periodo dictatorial y de la guerra civil.

El CONSEJO DEFERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO redactará los proyectos de las declaraciónes arriba previstas precedidos cada uno de un brev preambulo explicativo.

21 de abril de 1961

MOUVEMENT EUROPÉEN

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :
LÉON BLUM (1948-1950). WINSTON CHURCHILL, COMTE COUDENHOVE-KALERGI.
ALCIDE DE GASPERI, ROBERT SCHUMAN, PAUL-HENRI SPAAK.

CONSEIL FÉDÉRAL ESPAGNOL

19, RUE DE LILLE - PARIS-7e - TÉL. BAB. 04-89

PRÉSIDENT :
SALVADOR DE MADARIAGA

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :
ENRIC GIRONELLA

Paris, 12 de abril de 1961

C O N V O C A T O R I A

Estimado amigo,

Me permito confirmarle oficialmente la reunión del CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO, que se celebrará, bajo la presidencia de Don Salvador de Madariaga, el próximo martes, 18 de abril, a las tres de la tarde en los locales del Movimiento GAUCHE EUROPEENNE, 19 rue de Lille - PARIS 7e. (metros Rue Bac - St. Germain des Près) escalera izquierda - primer piso.

El Sr. Robert van Schendel, Secretario general del Movimiento Europeo participará a la reunión.

El Orden del dia de la reunión será el siguiente:

1.- Información General

2.- Proyecto de coloquio sobre el tema España-Europa, que deberá celebrarse en Estrasburgo, en el hemiciclo del Consejo de Europa a mediados de septiembre próximo.

3.- Cuestiones diversas.

Dada la importancia de las cuestiones a tratar me permito insistir encarecidamente para que su presencia sea asegurada.

Suyo affmo.

GIRONELLA
Secretario General

P.S. Adjunto una nota informativa sobre el origen y el estado actual del coloquio España-Europa.

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL

Mouvement Europeen -10,Bvd. Poissonniere-Paris 9

(Es copia)

Paris, 24 de marzo de 1964

Apreciado amigo,

El día 15 de marzo, el CONSEJO FEDERAL, después de un amplio debate sobre la conveniencia y la posibilidad de convocar una Conferencia del Movimiento Europeo sobre la situación española, aprobó la siguiente resolución:

"El CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL, fiel al espíritu y a las conclusiones de Munich, considera de la máxima oportunidad la convocación de una Conferencia del Movimiento Europeo que estudiaría las condiciones políticas necesarias para la incorporación de España a las Comunidades Europeas teniendo en cuenta las circunstancias políticas del momento y en el espíritu repetidas veces reafirmado sobre este problema por el Movimiento Europeo".

La respuesta del Movimiento Europeo ha sido inmediata. Unos días después, el 20 de marzo, el Comité Ejecutivo del Movimiento Europeo, reunido en París, aprobó el principio de una tal Conferencia y encargó al Sr. Robert van Schendel de su organización material y práctica.Una comisión de trabajo empezará inmediatamente la preparación de la manifestación. El proyecto y el programa definitivos serán sometidos a la próxima reunión del Comité Ejecutivo del Movimiento Europeo,previsto para el mes de mayo o junio próximos.

Tres noticias complementarias:

— El Parlamento Europeo (los 6 del Mercado Común) que acaba de reunirse en Estrasburgo ha discutido la solicitud española de asociación al Mercado Común. Procuraré obtener los detalles del debate.

— La Asamblea Consultativa del Consejo de Europa ha inscrito en el orden del día de su próxima sesión (20 al 24 de abril) el problema español. El punto del orden del día correspondiente dice textualmente: "Jueves, 23 de abril: VOTE sur le projet de résolution relative à la situation en Espagne présenté par la Commission politique.- Rapporteur: M. Bretscher".

— En el orden del día de la reunión del Consejo de Ministros de la C.E.E., previsto para el día 25 de marzo en Bruselas, figura el tema siguiente: "Respuesta al gobierno español relativa a su demanda de asociación a la C.E.E.".

Si otras noticias llegasen a conocimiento de esta Secretaría, haré los posibles para tenerle a Vd. y a los demás colegas informados.

Queda de Vd. atentamente amigo,

FIRMADO Y RUBRICADO
Gironella
Secretario

L'ESPAGNE EN EUROPE

ÉDITÉ PAR LE CONSEIL FÉDÉRAL ESPAGNOL DU MOUVEMENT EUROPÉEN - 10, BLD POISSONNIÈRE - PARIS 7e

DECLARATION DU CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL DU MOUVEMENT EUROPEEN APRES L'ACCORD DU COMITE DES MINISTRES DU MARCHE COMMUN D'OUVRIR DES NEGOCIATIONS AVEC L'ESPAGNE FRANQUISTE

Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, organisme qui groupe la majorité des organisations démocratiques de l'Espagne et de l'exil, est profondément outré par la décision que vient de prendre à Bruxelles le Comité des ministres de la Communauté Européenne.

L'opposition démocratique espagnole est déçue, mais nullement surprise. Depuis des années nous avons appris à supporter le destin tragique de nos familles et le manque de courage de ceux qui se prétendent nos meilleurs amis. Chaque fois qu'on oppose les oranges et les olives, les accords militaires et les bases stratégiques à la volonté profonde de liberté et de dignité de tout un peuple, c'est cette volonté populaire qui est sacrifiée, pis encore, ridiculisée et bafouée.

Le compromis de Bruxelles est inacceptable pour l'opposition et vexatoire pour la dignité du peuple espagnol. Le seul obstacle à la création de liens institutionnels entre l'Espagne et l'Europe est la persistance d'un régime politique honni par tout ce qui représente l'Europe. Une fois de plus, et contre toute honnêteté, le gouvernement de Madrid subordonne et sacrifie les intérêts permanents du peuple espagnol à la survie d'un régime arbitraire et anachronique. Le compromis de Bruxelles livrera l'Espagne sans défense à la colonisation des investissements européens et condamnera les Espagnols à rester les fournisseurs de main-d'oeuvre bon marché.

Pour l'opposition espagnole, démocratique et européenne, la véritable question n'est pas "d'examiner les problèmes économiques posés à l'Espagne par le développement du Marché Commun", mais d'arriver à l'intégration totale et définitive de l'Espagne dans la Communauté européenne, après une étape d'adaptation économique et le retour progressif et irréversible de l'état actuel de force à un état de droit. Ce qui signifie: rendre au peuple espagnol la liberté et la possibilité de décider de son propre sort au sein de la Communauté européenne en formation.

Le compromis européen du 2 juin ne facilitera pas l'évolution démocratique de l'Espagne mais il ne pourra non plus l'arrêter. Jusqu'aujourd'hui, le régime totalitaire s'est heurté à la résistance et à l'hostilité des travailleurs, de la jeunesse, de l'Université et de l'intelligence espagnols. Dans les mois à venir, il rencontrera dans un combat sans merci et à l'échelle du continent, l'ensemble des formations démocratiques et syndicales de toute l'Europe. Le combat pour les libertés démocratiques en Espagne deviendra la condition et la garantie d'une Europe de paix et de progrès social.

Paris, le 3 juin 1964

==========

N° 14 — MARDI 14 JANVIER 1964 — 2e ANNÉE — 0,50 F

LES DÉBATS

« Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres. »

LE QUOTIDIEN DE PARIS

28, rue Vernet, PARIS (8e)
Tél. : BAL. 65-30
Télex. 25.838
Bureaux : Bruxelles et Genève

L'axiome : « Le Français est l'homme de son journal » semble plus vrai que jamais. Chacun de nous s'habitue à son journal.

C'était ce haut magistrat, Président de Cour, qui montrait le mieux ce que pouvait être l'influence du journal quotidien, quand il s'écriait en parlant du « Journal des Débats » : « Voilà un véritable journal. Depuis 40 ans que je le lis assidûment, j'en suis à chercher un point sur lequel il fût en désaccord avec moi ! »

La semaine politique

LES LIMITES DU CONFLIT SINO-SOVIETIQUE OU LA PHASE POLYCENTRISTE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Les désaccords doctrinaux peuvent-ils laisser présager la désintégration d'un mouvement idéologique ? L'histoire de ces deux mille dernières années n'est-elle pas une suite d'hérésie et de schismes ? Et ce n'est rien d'autre qu'une tentation historique bien naturelle que de vouloir étendre l'analogie Rome-Byzance à la phase « polycentriste » du mouvement communiste mondial. Cependant, chaque situation historique est unique en son genre et de tels rapprochements sont d'une validité douteuse.

Qui y a-t-il donc d'unique dans ce conflit idéologique qui oppose la Chine à l'U.R.S.S. ? C'est sans doute dans le fait que les deux grandes « unités » du bloc communiste, assymétriques quant à leur force, vont propager à l'extérieur leur programme doctrinal basé sur leurs options et sur leurs buts propres; et ce n'est là qu'une conséquence naturelle des différences profondes qui existent entre les niveaux de développement socio-économique des deux puissances, et, cela à l'intérieur d'un conditionnement idéologique du leadership respectif et de l'héritage culturel.

Ces différences souvent exprimées dans des termes scolastiques et mystérieux, ont conduit beaucoup d'étudiants de la **sino-soviétologie** à croire que les relations entre les deux pays en sont arrivées à leur stade ultime. Cependant, quand à conclure de ces différences une inévitable polarisation des deux camps communistes internationaux en deux centres, semble prématuré, car ce serait ignorer les forces cohésives actuellement en action. Les différences sino-soviétiques n'apportent pas quelque chose de totalement nouveau au mouvement communiste mondial (on peut se rappeler à cet égard les controverses Staline - Trotsky) : dans quelle mesure une révolution marxiste-léniniste peut-elle coopérer avec des forces socialistes ? Dans quelle mesure peut-elle s'aliéner au monde, se retirer et s'efforcer de le changer en essayant de le détruire ?

Les questions de **bourgeoisie nationale** ont soulevées d'amères polémiques des deux côtés, les soviets affirment que la lutte réelle du tiers monde doit se faire contre ce qui reste des structures féodales et non entre les **exploiteurs et les exploités.** Ils conseillent aux régimes nationaux de dédaigner leurs contradictions internes, de représenter une force progressive dans le monde des affaires et demandent aux partis communistes locaux de soutenir pour l'instant ces régimes en mobilisant l'approbation populaire et de maintenir ainsi la position anti-occidentale de ces régimes. La meilleure tactique pour les amener dans le camp socialiste est, pensent-ils, de leur offrir une aide technique et économique intensive. Dans la conception soviétique, ce n'est pas la révolution des paysans en arme, mais celle des intellectuels bien préparés, hypnotisés par les résultats techniques obtenus par l'U.R.S.S., qui conduiront ces nations dans le camp socialiste.

Les Chinois qui voient l'aide russe passer de pays sous-développés communistes à des pays de régime neutraliste, critiquent le rôle passif qu'impose Moscou aux cadres communistes locaux, et insistent sur le fait que les régimes neutralistes, loin de devenir socialistes, passent dans le camp impérialiste (exemple de l'Inde). Il est clair que ces différences sont basées beaucoup plus sur la tactique à suivre que sur un point de doctrine fondamental.

L'approche soviétique peut être graduelle, elle n'en est pas moins révolutionnaire, en fin de compte que celle des Chinois. Leur hostilité commune envers les **non-engag's** née de l'acceptation d'un système de valeurs, limite sans doute une déviation à devenir une défection. Cela est confirmé par le fait que la Chine qui se réclame idéologiquement plus pure que l'U.R.S.S., évite avec soin des accords hors du camp socialiste, exceptées des alliances stratégiques comme le récent axe Pékin-Karachi, destiné contre un ennemi commun. L'image du leadership chinois que laissent entrevoir les Soviets ainsi que celle des mégalomanes sans scrupules, prêts à réaliser leurs buts, même au prix d'une guerre atomique, s'oppose à une réalité historique. Des exemples de la politique extérieure chinoise nous le montrent bien. Ce n'est qu'à contre-cœur que la Chine s'est engagée dans la guerre de Corée, sa prudence extrême dans les crises mondiales, l'usage mobile de ses troupes sur la frontère himalayenne, tout cela concorde avec le fameux dicton de Mao : **« Méprisez l'ennemi stratégiquement, mais respectez le tactiquement ».**

Ce que les Chinois préconisent, c'est plutôt une stratégie de la menace de la guerre nucléaire, telle la politique pratiquée par J. Foster Dulles, pour parvenir à leur fins. De même, quand ils préconisent une politique de guerre de libération, ils comptent sur le fait que les Américains ne peuvent employer leurs bombes atomiques dans la jungle du Laos ou les montagnes de l'Himalaya, et la Chine, avec une capacité monstrueuse, à miser sur une guerre conventionnelle et non effectuée, poursuit profitablement sa politique en Asie.

F. F.

LA REFORME DE LA CONSTITUTION BELGE PARAIT AUJOURD'HUI INDISPENSABLE

Bruxelles. — Promulguée à l'époque libérale dans un esprit d'Etat-gendarme et non-interventioniste, elle ne fait aucune place à la quasi-institution constituée par une dualité de langues qu'elle n'avait même pas prévue. Tout au plus y palliait-elle à l'avance par le respect de la liberté individuelle.

Or, que nous le voulions ou non, la Belgique actuelle n'est plus un Etat libéral dans le sens du XIXe siècle, où l'individu existe seul. S'il n'en est plus ainsi en fait, il doit en aller de même en droit. Le mouvement flamand a pu être à ses débuts un mouvement de libération mais en concevant la liberté pour son peuple, non pour les individus qui le composent. Il s'est agit d'un nationalisme-libéral, genre « Tugenbund » et non du libéralisme à la Jean-Jacques. C'est cette affirmation d'un peuple, surgi, semble-t-il, de la nuit, depuis un siècle, qu'accepte quotidiennement la politique des nominations dans ses dosages ainsi que la phraséologie courante des enseignants et journalistes des « deux communautés nationales ». Toutes les lois linguistiques votées depuis 1932, l'ont été pour cette résurrection d'un peuple, non pour la sauvegarde des individus, largement assurée depuis 1830. Si on ne part pas de cette réalité, on s'expose, comme Memnon dans **La Revue Générale Belge,** à vouloir confier le règlement démocratique d'une situation donnée à des partis politiques devenus dictatoriaux. Car s'il y a une cause à la division de fait du pays en deux communautés non prévue par la constitution, n'est-ce pas aux seuls partis et à leur toute puissance électorale qu'on la doit ? N'est-ce pas l'un d'eux qui s'est mis au service d'un nationalisme tandis que l'autre n'a d'autre ressource que de l'imiter très tardivement pour l'autre communauté ?

Se féliciter de la puissance et de la stabilité des partis n'est-ce pas déjà réformer une constitution qui ne les prévoit pas ? Les partis luttent pour une idéologie, la constitution doit se baser sur un fait.

On veut, en effet, considérer les questions linguistiques traitées au Parlement comme « matières réservées » qui exigeraient des décisions prises à la majorité des deux tiers. Mais ne voit-on pas que toute matière en Belgique a un côté linguistique ? A la dictature majoritaire d'une langue sur l'autre, on risquerait ainsi de substituer une obstruction systématique d'une minorité. Cette paralysie des institutions démocratiques ne pourrait profiter qu'aux compromis de couloirs, c'est-à-dire, aux partis.

D'ailleurs, la grande objection au fédéralisme est justement la crainte que l'on émet de voir certains partis mis en minorité dans certaines régions. Comme si la vie privée devenait impossible du fait d'un renversement de majorité politique. Ne voit-on pas, en Suisse, les églises et collèges catholiques des cantons protestants vivre des subsides émanant des cantons catholiques voisins ? En réalité, personne en Belgique n'a étudié objectivement l'hypothèse fédérale.

C'est ainsi qu'on lui objecte que les économies flamande et wallonne sont complémentaires. Et alors ? Ce sont justement les matières économiques et nationales qui sont « réservées » en état fédéral et non les matières linguistiques qui peuvent l'être en état unitaire. Le premier système unit le pays, le second le divise.

Envisager le problème dans une optique unitaire, comme le fait par exemple le Comité d'Action Nationale, permet à chacun d'espérer indéfiniment que cette unité se refera à son seul profit. C'est bien ce qui se passe d'ailleurs et on arrive au paradoxe de l'unité affaiblissante pour le pays. Et cette volonté de domination n'est pas une simple opinion sujète à fluctuations et compromis démocratiques mais bien une idéologie arrêtée de part et d'autre.

Ne vaut-il pas mieux se baser sur le fait indiscutable, à moins de revenir sur toute la législation depuis 1932, de l'existence de deux peuples ? C'est cela seul qui permettrait de ne pas s'arrêter à des formules vagues comme de mentionner dans cette constitution **« la garantie de l'égalité entre les Flamands et les Wallons, la défense pour l'un d'imposer sa volonté à l'autre ».**

Tout ceci ne sont que des garanties individuelles transposées au niveau des peuples. Il faudrait une nouvelle définition de la nation et de l'Etat faite à partir de ces deux peuples et sans lesquels il n'existe pas. Il ne s'agirait pas là **« d'un manifeste ou des idées directrices d'un parti »,** comme le dit Memnon, mais bien d'un retour aux sources de la réalité nationale. Ce sont, au contraire, les constituants de 1830 qui ont manifesté en **« se bornant à donner un cadre, une ossature à notre vie publique »,** ce caractère individualiste qui a fait, peut-être, la gloire du siècle dernier, mais qui semble dépassé par les événements aujourd'hui. D'ailleurs, l'individu ne s'épanouit que dans un milieu culturel homogène et non aux confins de deux cultures dont il ne s'assimile jamais parfaitement aucune. La Belgique n'est pas un pays à fortes individualités, c'est le pays des réalisations. La conjoncture politique de l'après-guerre n'a pas fait surgir chez nous un De Gaulle mais nous pouvons être les premiers à appliquer cette décentralisation qui est dans l'air partout et est aujourd'hui la forme de la vraie liberté.

F. G.

UN DOCUMENT SECRET : LA NOUVELLE POLARIS A3

Washington. — La **Polaris A3,** dernière née de cette série, équipera bientôt les sous-marins alliés en patrouille, **Polaris A3** a une autonomie additionnelle de plus de 1.609 km, ce qui donne au total plus de 4.023 km. Les sous-marins qui sont encore obligés de se tenir près des côtes de l'Europe afin de garder leur **Polaris** à moins de 2.400 km de la Russie, pourront bientôt posséder, grâce à cette nouvelle fusée, une arme encore plus forte qui leur permettrons une grande autonomie.

Mr. Burris, le directeur de Loockeed Aircraft Company, a signalé : **« A part la peinture qui est la même que pour les autres Polaris, tout est nouveau ».** Mr. Burris estime que seulement 10 % des éléments de la **A3** furent pris à la **A2.** Le nez de **Polaris A3,** de forme oblongue, qui se détache en arrivant dans l'atmosphère découvrant le « Warhead » ce que les ingénieurs nomment plus communément le « Roc », est plus lourd, donc plus efficace que dans **A2.** Quelques statistiques non officielles de la « Warhead » de **A3,** 750 kilotons d'explosifs, alors que la **A2** n'en possédait que 600, et la bombe qui explosa à Hiroshima ne possédait que 20 kilotons.

Pour pouvoir lancer plus loin la **Polaris A3,** celle-ci possède plus de puissance et moins de poids mort. La flamme est de 3.100° à 3.300° centigrades, la caisse qui retient la pression a été étudiée dans une autre matière, au lieu de métal, de la fibre de verre.

Le 2e étage de **A3,** construit par H. Powers and Co., a un nouveau combustible. La caisse de fibre de verre, déjà utilisée pour la précédente **Polaris,** a été mieux étudiée, avec une couche protectrice, car le combustible dégage une chaleur supérieure.

La **Polaris A3** est encore plus précise dans la destruction de sa cible.

L'originale **Polaris A1** et la suivante **A2** étaient tirées de la mer à la surface par de l'air comprimé, procédé qui nécessitait de lourds réservoirs et des soupapes compliquées, tandis que **A3** commence son trajet quand le petit moteur du Rocket est déclenché et envoie le gaz chaud dans la chambre à eau, une partie de cette eau devient vapeur. Ce mélange Vapeur-Gaz pousse le projectile hors de sa cellule sous-marine.

Polaris A3 équipera, en février prochain, les principaux sous-marins de la Flotte Américaine, chacun avec ses 16 **Polaris A3** longue distance.

CANADA : LE SEPARATISME EN PROGRESSION

Québec. — Le Parti Républicain du Québec somme le gouvernement du Québec de faire son devoir en intervenant vigoureusement auprès du gouvernement d'Ottawa pour que le choix de l'avion Caravelle soit imposé à Air Canada.

Depuis des mois, la décision est retardée pour permettre à la British Aircraft Corporation de prouver les caractéristiques en vol de son modèle BAC-111.

A cet avion, la société Sud-Aviation oppose une Caravelle améliorée, supérieure au BAC-111. La Caravelle peut être entièrement construite ici au Québec. Toutefois, deux facteurs pénalisent gravement la Caravelle.

a) Entièrement construite au Québec, à Montréal, chez Canadair, sa construction ne fournirait aucun travail aux ouvriers de l'Ontario, alors qu'avec le BAC-111, les usines de Toronto auront du travail pour leurs employés.

b) Aujourd'hui, le prototype du BAC-111 vient de s'écraser, quelques heures avant l'annonce d'un choix décidé depuis longtemps. Le choix d'Air Canada devant influencer lourdement le choix d'autres compagnies mondiales, la haute direction anglo-saxone d'Air Canada trouvera les bonnes raisons qui l'autorisent à retarder son choix. Peu importe le chômage de milliers de Montréalais.

Il nous semble qu'un gouvernement responsable aurait dû, depuis des mois, s'inquiéter des avantages d'une dépense de 200 millions de dollars susceptible de fournir des emplois rémunérateurs à 5.000 Québécois et d'activer sérieusement l'économie délicate d'une « colonie » qui a plus de 100.000 chômeurs.

MODALITES DE L'AIDE AUX PAYS ASSOCIES A LA C.E.E.

Bruxelles. — Parmi les demandes de subventions que les Etats Associés à la Communauté Economique Européenne présentent au Fonds européen de Développement, celles qui font l'objet d'une décision favorable au financement sont, après mise au point, publiées sous forme d'avis d'appel d'offres dans le Journal Officiel des Communautés Européennes. Il y a quelques mois, la Commission, ainsi que différents milieux européens s'inquiétèrent de ce que le nombre de soumissions, qui doivent émaner d'entreprises installées dans les Etats membres ou associés, était généralement très réduit, limitant de la sorte les avantages qu'une concurrence plus ouverte aurait pu entraîner.

La Commission de la C.E.E. mit alors en œuvre des moyens destinés à améliorer la diffusion de ces avis, mais les entreprises habilitées à soumissionner ne répondirent pas plus nombreuses qu'auparavant, celles-ci semblant surtout vouloir éviter de s'engager à travailler dans les conditions économiques relativement peu stables qui existent dans certains des pays associés : hausses désordonnées du coût de la main-d'œuvre, difficultés de change.

Afin d'élargir la concurrence dans ces soumissions, la Commission a décidé récemment, pour deux projets de financement au Surinam et au Tchad, d'inviter les entreprises de certains pays tiers à concourrir. Ces pays sont : l'Autriche, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie; le Portugal a été admis uniquement pour le projet au Surinam, et Israël a ensuite été ajouté à cette liste pour des projets futurs.

Cette mesure d'extension de la qualité de soumissionnaire a ému les Représentants permanents des Six, qui semblent vouloir en obtenir la suspension et le réexamen de ses bases juridiques. D'autres avis négatifs quant à cette mesure ont amené la Commission à s'engager à ne plus prendre de nouvelles décisions sans consultation préalable des Etats Membres. L'avis des pays associés est cependant favorable à cet élargissement.

LA REPUBLIQUE FEDERALE DIMINUERA SES DEPENSES EN 1964

Bonn. — Le budget fédéral pour 1964 que le Gouvernement présente au corps législatif, doit limiter ses dépenses à 60,6 milliards de D.M. Cette somme est certes supérieure aux dépenses totale de l'année [illegible] 56,8 milliards), mais l'augmentation restera dans le cadre de l'accroissement réel du produit social.

La République Fédérale estime qu'il est de son devoir, dans le domaine de la politique intérieure, de maintenir la valeur monétaire stable et d'empêcher si possible l'augmentation des prix.

Le nouveau Chancelier a annoncé qu'il emploierait tous les moyens qui sont à sa disposition — et ils sont nombreux — pour freiner une telle augmentation. Il est inévitable que la plupart des budgets soient fortement diminués, particulièrement le budget du ministère de la défense qui revendiquait en 1962 déjà plus de 30 % des dépenses globales du pays. Mais les dépenses qu'entraînent la sûreté sociale représentent un plus grand pourcentage encore : 32 %. Ce problème est d'autant plus difficile qu'une augmentation des rentes des victimes de guerre semble indispensable. Ici en particulier il ne sera pas facile d'établir un équilibre entre les désirs et les possibilités. D'autres dépenses supplémentaires seront dues à l'augmentation des allocations pour enfants, une mesure qui sera inévitable du fait que l'Allemagne a un énorme retard dans ce domaine sur ses voisins occidentaux.

Le Chancelier devra faire preuve de beaucoup d'autorité s'il veut faire accepter son programme qui servira à limiter les dépenses malgré les nombreux désirs qui sont plus ou moins justifiés.

Les difficultés sont d'autant plus grandes que le Chancelier doit traiter avec les gouvernements des différents Länder (La République Fédérale est un pays Fédéraliste). Il s'agit en premier lieu de fixer la part des prélèvements des impôts sur le revenu et des impôts sur les revenus des sociétés revenant au Gouvernement Fédéral. Une lutte passionnée s'est déjà engagée entre le Gouvernement Fédéral et les différents Länder. On est convaincu à Bonn que la participation des Länder en 1964 se limitera à 58,65 %. Les Länder ont refusé jusqu'ici de s'engager en principe mais ont mis à la disposition du Gouvernement Fédéral, pour l'année 1964, une aide d'environ 1 milliard de D.M.

Comme les rapports entre le Gouvernement Fédéral et les pays sont devenus difficiles aussi sur le plan psychologique à cause de cette divergence d'opinion, le Chancelier Erhard a convoqué les Présidents des Conseils des ministres. Il est vraisemblablement convaincu qu'on ne peut trouver une solution à ce problème que si tous les participants font part de bonne volonté. Une des réformes principales de l'année prochaine sera une réforme financière énergique qui tiendra compte des besoins nouveaux du présent et de l'avenir.

La semaine économique

LA CANALISATION DE LA MOSELLE SERA TERMINEE AU PRINTEMPS PROCHAIN

Rotterdam. — Les travaux de canalisation de la Moselle, commencés il y a sept ans, à la suite de l'accord franco-allemand-luxembourgeois du 27 octobre 1957 seront achevés au printemps prochain. On se souvient de l'importance politique de cette décision intervenue lors d'une réunion qui fut marquée par l'accord Adenauer-Mollet sur la Sarre et qui scella l'amitié franco-allemande. L'importance économique de la canalisation n'est pas moindre. La voie d'eau permet pratiquement seule, le transport bon marché des produits pondéreux, matières premières et sources d'énergie. La Moselle canalisée constituera dans le sens Allemagne-France, la voie d'accès la moins chère pour les charbons à coke nécessaires à la sidérurgie lorraine et le lien naturel entre la Lorraine et la Ruhr. Rejoignant le Rhin à Coblence, elle reliera directement les industries de l'est de la France à la mer du Nord par Rotterdam. Enfin, dans le grand projet de liaison mer du Nord-Méditerranée, qui doit relier par voie d'eau Anvers et Rotterdam à Marseille, le canal de la Moselle pourra constituer un tronçon de ce « canal de Suez » de l'Europe.

La canalisation de la Moselle a nécessité des travaux d'aménagement considérables sur plus de huit cents hectares. Il a fallu, en effet, sur 270 km entre Thionville et Coblence :

— construire 13 barrages (9 en Allemagne, 2 dans le condominion germano-luxembourgeois, 2 en France);
— établir 14 écluses (13 associées à chacun des barrages plus une à Coblence qui s'ajoute au barrage et à l'écluse déjà construite en 1951);
— aménager en aval et en amont de chaque barrage des garages pour péniches;
— procéder aux dragages et dérochages nécessaires à l'aménagement d'un chenal permettant la navigation pendant toute l'année de bâtiments de 1.500 tonnes d'un tirant d'eau de 2,5 m et de convois poussés;
— construire 5 ports refuges (4 en Allemagne et un en France);
— procéder à de nombreux travaux annexes tels que écluses à nacelle, échelles à poisson, bâtiments d'exploitation et de logement des éclusiers, aménagement des ouvrages d'art existants, balisage, éclairage, signalisation, etc.

Au total plus de sept millions de mètres cubes de déblais et de rochers ont été extraits du lit de la Moselle. Le coût total des travaux s'élevera à près de 960 millions de francs. En pratique le financement incombe approximativement pour les deux tiers à la France et pour un tiers à l'Allemagne. Les péages perçus sur la Moselle canalisée seront sensiblement égaux à la moyenne de ceux perçus sur le Main et le Neckar en Allemagne. Les recettes seront utilisées d'abord pour couvrir les frais de fonctionnement, d'entretien et de renouvellement de la voie navigable, le surplus pour amortir l'investissement. Le régime de la navigation sera très proche de celui du Rhin : une commission de la Moselle comprenant deux délégués pour chaque pays riverain, remplira les tâches analogues à celles de la commission centrale du Rhin.

L'AUSTRALIE ET LE POTEZ 840

Paris. — Après avoir reçu M. Ronald R. Walker, Directeur de Ansett Transport Industries Ltd, les Etablissements Henry Potez ont été chargés, d'examiner les possibilités de desserte de Lord Howe Island, actuellement reliée au continent australien par hydravion.

Les exigences d'infrastructure et du survol entièrement maritime, la nécessité d'emporter le carburant pour l'aller et retour (1.500 km), telles étaient les données qui rendaient difficile le remplacement de l'hydravion trop onéreux d'exploitation.

Les caractéristiques du Potez 840, performances, autonomie et charge marchande correspondant, dans ces conditions particulières, à 20 passagers plus bagages, sont conformes aux exigences d'Ansett et font l'objet d'un examen entre Ansett Ana et le Département de l'Aviation Civile Australien.

VA-T-ON ENCORE RETARDER L'AMENAGEMENT DES CANAUX DU MIDI ?

Toulouse. — Nul ne contestera l'importance que doit revêtir, pour les régions méridionales de la France, l'axe Méditerranée-Atlantique que constituent le canal du Midi et le canal latéral à la Garonne.

Aussi, on ne dira jamais assez, combien il est urgent et nécessaire d'apporter, à ces voies de communications, l'amélioration et la modernisation qu'elles attendent depuis fort longtemps déjà.

Les différents aspects de cet aménagement ont été évoqués à Toulouse, lors des journées d'études qui ont réuni, autour de M. Moris, inspecteur général de l'administration pour la V[e] région, les présidents des trois régions économiques : Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Aquitaine, les parlementaires, les représentants des collectivités locales et des administrations intéressées.

Dans un rapport très apprécié et bien documenté, M. Sarramon, président de la région économique Midi-Pyrénées, souligna combien le raccordement de ces canaux au reste du réseau national et international était indispensable au développement et à la prospérité du Midi, car il est nécessaire d'ouvrir à l'économie régionale les foyers industriels de l'Est et du Nord. En effet, doit être écarté le danger que, dans le cadre du Marché Commun, l'économie des régions méridionales ne soit isolée des grands centres de l'activité économique de l'Europe.

A l'issue de ces journées, une motion finale a été adoptée. Elle déclare que les aménagements projetés — représentant un investissement de 250 millions de francs — ne sauraient être reportés trop longtemps, sans porter préjudice à l'économie régionale; il est demandé que, dans le cadre d'une lettre rectificative adressée au parlement, ces aménagements fassent l'objet d'une inscription au IV[e] Plan.

Cependant, de l'avis de M. Le Gorgeu, inspecteur des voies navigables, il est à craindre que les 250 millions nécessaires ne puissent être obtenus, sur un budget qui, pour le IV[e] Plan, ne prévoit que 800 millions pour l'ensemble des voies navigables françaises.

LANCEMENT D'UN SATELLITE FRANÇAIS EN 1965

Toulouse. — Présidant à l'inauguration de l'Ecole Nationale d'Ingénieurs des Constructions Aéronautiques, M. Messmer a insisté sur le fait que le transfert de l'E.N.I.C.A. à Toulouse s'inscrit dans le cadre d'un plan de décentralisation concerté qui, entre autres, prévoit la prochaine installation à Toulouse du Centre National d'Etudes Spatiales et de l'Ecole Nationale Supérieure d'Aéronautique.

Faisant ensuite allusion au programme spatial de la France, le ministre des armées a indiqué que notre pays prendrait vraisemblablement le troisième rang dans la course à l'espace grace au lancement d'un satellite français qui, pense-t-on, aura lieu en 1965.

La semaine culturelle

LA GRANDE PITIE DE L'UNIVERSITE CAENNAISE

L'Université de Caen fondée en 1432 par S.M. le Roi Henri V d'Angleterre, reconstruite entièrement après le bombardement de 1944, se révèle trop étroite. Les étudiants (3.000 en 1965, 5.500 en 1970) en proie à des difficultés matérielles croissantes : bourses insuffisantes, augmentation des loyers en ville et en cité universitaire, parallèlement à l'augmentation du coût de la vie, réclament — le déblocage des crédits pour les constructions de la faculté des Lettres, de la faculté des Sciences et l'aménagement de l'école de Médecine, une augmentation des crédits des bourses d'enseignement supérieur — Alors que les amphithéâtres sont archi-combles (un professeur pour 150 élèves) il arrive que les bibliothèques se trouvent vides faute de crédits pour acheter des livres !

L'Université devra pourtant faire face à la vague démographique prévue pour 1965. Souhaitons que les revendications formulées aujourd'hui soient entendues...

LA DAME AUX CAMELIAS AU THEATRE SARAH BERNHARDT

Le Théâtre Sarah Bernhardt nous offrit, pour une série de représentations limitée, une nouvelle **Dame aux camélias** en la personne de Loleh Bellon. Qu'il nous soit permis d'y revenir.

Voici donc une Marguerite Gautier en porcelaine de Saxe et dotée d'une âme tchékovienne ou giralducienne, une Marguerite Gautier désincarnée, simple, gentille, naturelle mais pas du tout bonne fille de la campagne sensuelle et vernissée par l'éclat de la société galante dans laquelle elle évolue. Cette Marguerite là ne déparerait pas le salon de M. Duval père : c'est une frêle créature d'une grâce très sage à qui on offre le collier de perles du confort bourgeois mais point la lionne à qui on jette la rivière de diamants de la vanité.

Mme Loleh Bellon n'est donc point Marguerite Gautier mais Loleh Bellon est une grande comédienne : si son personnage n'est pas plausible dans sa condition sociale, du moins est-il vivant et très présent ce qui n'est pas un mince compliment pour cette monumentale erreur de distribution.

Le rôle d'Armand Duval est tenu par Pierre Massimi; il est, lui, exactement le personnage : il a la fougue d'un jeune homme bourré d'illusions, la maladresse d'un provincial parlant le langage d'une société qu'il ne peut que frôler; il a la beauté d'un caprice digne de se changer en passion.

Yves Brainville est un père Duval vraiment trop plein de bonnes intentions ou alors vraiment très sadique : il s'est trompé de rôle; c'est dommage. Et pourquoi Yves Brainville se met-il à user d'un débit de paroles semblable à celui de Pierre Fresnay. Erreurs passagères, espérons-le. Prudence, sympathique et odieuse tout à la fois est incarnée par Paulette Dubost, excellemment bien entendu. Le reste de la distribution est très honorable mais pourquoi la comédienne qui joue Olympe appuie-t-elle si fort sur la note vulgaire : il lui aurait suffit de paraître.

Le soin de diriger les acteurs avait été confié à Jean Leuvrais qui s'est très soigneusement et très honorablement acquitté de sa tâche. Bernadette Fenwick a signé des décors ravissants d'un goût presque trop délicat pour une cocotte fille de paysans.

En bref, **La Dame aux Camélias** ne devait pas se jouer en mineur : il eut fallu avoir le courage d'aller jusqu'au bout du mélodrame. Edwige Feuillère avait très bien compris cela et, outre son tempérament mieux accordé au personnage, cette clameur à la limite du supportable et du ridicule dont elle submergeait ses spectateurs explique qu'elle ait pu mourir quelque six cents fois avec le même succès.

F. P.

CINEMA : LE MAGOT DE JOSEPHA, LA FOIRE AUX CANCRES, CLEOPATRE

On aime, ou pas, la truculence qui se dégage de la plupart des films que tourne Autant-Lara : **(La Traversée de Paris, Les régates de San Francisco, La Jument verte).**

Ce réalisateur s'entend, comme pas un, à dépeindre le caractère des humains. Dans son dernier film, **Le Magot de Josépha,** n'existe, en fait, que dans l'imagination de cette dernière.

Anna Magnani campe cette explosive italienne, bernée dans sa jeunesse misérable, par les gens du pays et assoiffée de respectabilité, parvenue à l'âge mûr.

Tenancière de la buvette-épicerie du village, Josépha règne sur la populace méprisante de jadis grâce au crédit qu'elle accorde généreusement et à une soi-disant fortune héritée d'Amérique.

Tout irait pour le mieux si un jour, son fils — poète à Paris — ne lui déléguait un ami en vue de lui soutirer un peu de cette fortune supposée.

L'ami, c'est Bourvil, toujours si naturel, si humain.

Pierre Brasseur campe un hobereau de village, paillard et pein de sel.

La Magnani, elle, fait le film. Truculente, coléreuse ou émouvante, on souhaite la revoir tourner en France. Mise en scène efficace d'Autant-Lara.

*

Il y a quelque vingt ans, M. Daquin nous avait donné un film plaisant, **Nous les gosses,** lequel révélait, alors, Raymond Bussières.

Dans **La Foire aux Cancres,** on ne nous révèle pas grand-chose. En dehors de quelques perles illustrées plaisamment, ce film à sketchs est bâti sur le succès du « roman » de Jean-Charles. Cela ne nous apporte rien et l'on se sent « pigeonné ».

*

Cléopatre : des milliards... des décors grandioses... une publicité « époustouflante ».

Ce sont les **Folies Bergères** multipliées par cent ! Ajouter à cela un scandale entre les deux principaux héros, scandale qui alimente, encore, la presse à sensation et vous comprendrez que les âmes sensibles se ruent sur cette imagerie en couleurs.

Il y a tout de même un comédien dans ce film aux quarante mille personnages : Rex Harisson.

Plutôt que courir à **Cléopatre,** les amateurs de cinéma, seront bien avisés d'aller voir, ou revoir, **Le Pont de la Rivière Kwaï.**

B. D.

JEAN CELERSE, POETE MECONNU

Jean Célerse, poète savoyard, est **« un bien grand cœur, plein de générosité »,** a pu écrire un critique.

En vers émouvants, parfois d'un réalisme qui fait mal, mais toujours empreints de compassion envers les êtres et les choses, il choisit pour thème d'inspiration les grands problèmes de l'heure présente, et **« la faim dans le monde »** n'en est pas un des moindres.

« Il est, dit-on, en certains lieux.
Bon an mal an, grandes famines... »

Et, plus loin :

« Des fruits jetés... essaims de mouches.
Ami, peux-tu fermer les yeux ? »

La vision qu'il a de l'univers, vision volontiers nostalgique, n'est cependant pas désespérée, et, si l'on découvre parfois dans son message des résonances verlainiennes, Célerse ne nous place jamais dans une situation sans issue.

Parmi le choix de poèmes qu'il a bien voulu nous présenter, nous avons également placé en tête **Le Blessé,** extrait de **Souvenirs d'Indochine.** Non parce que ce thème du soldat blessé à mort, et qui sent ses forces décroître, soit nouveau, mais parce que Jean Célerse a su, avec talent, il faut bien le dire, lui donner un tour original et émouvant.

« Il se plia, grotesque, un rictus à la bouche,
Toucha le sol des mains comme on palpe une couche. »

A la fin du poème, lorsque, après bien des angoisses et bien des espoirs fous, reviennent enfin **« les amis de sa race »,** il est trop tard pour le malheureux blessé :

« Le soldat était mort et goûtait le silence. »

« Ces poèmes ne devraient pas être des longues plaintes, mais des cris de révolte » a dit le même critique. Voire !

Jean Célerse veut nous faire réfléchir...

A nous d'apporter notre réponse, en suivant notre propre sentiment.

A. F.

TROIS EXPOSITIONS A LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Pour célébrer le 250[e] anniversaire de la naissance de Diderot, la Bibliothèque Nationale a consacré une de ses galeries aux souvenirs et documents de cet auteur trop méconnu. Elle avait peu de temps avant inauguré, pour le centième anniversaire de la mort d'Alfred de Vigny, une exposition du même ordre qui se continue avec le même succès. Dans un autre domaine, on peut visiter une exposition consacrée à Manon Lescaut.

A ceux qui veulent connaître mieux les deux écrivains, une visite à ces expositions s'impose. Il est toujours intéressant de comprendre mieux les auteurs par leur vie intime et la nombreuse correspondance qu'ils eurent avec leurs contemporains. Ils vivent trop dans nos esprits comme des auteurs d'immortels chefs-d'œuvre, et seulement comme cela. Leur vie intime est trop négligée. En prenant connaissance avec les lettres qu'ils ont écrites ou reçues, et ce n'est pas un sacrilège de le faire, l'on aborde des êtres humains, à notre portée, avec des passions qu'ils n'expriment pas toujours par l'intermédiaire des éditeurs. Dans cet ordre d'idées, les lettres d'Alfred de Vigny et de Marie Dorval ne sont pas moins belles et expressives que les poèmes qui lui sont dédiés. Elles nous introduisent dans un merveilleux univers de prose où la personnalité de Vigny se manifeste entièrement. Avoir sous les yeux les actes de naissance, de mariage ou les certificats militaires du poète est d'un intérêt mineur, mais découvrir à l'état brut, dans une correspondance où il est certain que l'écrivain ne recherchait pas la gloire, un homme qui atteignit par le langage une supériorité en exprimant à la perfection ce qu'il ressentait et cela à propos d'une femme qu'il aime, ouvre des perspectives nouvelles à celui qui s'intéresse à la littérature et qui la considère comme œuvre essentiellement humaine, à l'échelle de l'homme et pour l'homme.

Deux parties divisent ces expositions : des tableaux relatifs aux œuvres où à la vie des écrivains, et des documents écrits, correspondance ou actes divers administratifs. Le visiteur se trouve donc dans un climat à peu près semblable à l'époque, le XVIII[e] et le XIX[e] siècles. Nous y découvrons une véritable vie, l'existence de cabales, de caricaturistes. On peut citer deux gravures célèbres : **La course à la postérité** et **La course à l'Académie** qui se moquent dans les meilleures traditions des contemporains.

L'exposition Diderot n'a pas la même orientation. La collection d'archives semble moins complète et l'on a donné à cette manifestation un caractère beaucoup moins personnel que pour Vigny. En effet, Diderot, par l'intermédiaire surtout d'un ouvrage nommé **Salons** de critiques, donne le prétexte d'une exposition où l'on retrouve des tableaux de Greuze, peintre trop méconnu. De même la grande disparité de l'écrivain contribue à donner une sensation confuse, et l'on a voulu embrasser avec Diderot un grand nombre de domaines. L'amour du paradoxe chez Diderot fait que nous n'avons le sentiment d'une unité qu'après avoir visité entièrement la galerie.

Quant à Manon Lescaut, il est utile de préciser d'abord que l'on montre à l'entrée une petite restrospective assez complète de l'Abbé Prévost et que l'on a essayé de retrouver le cadre dans lequel se meuvent les personnages du roman. La plus grande originalité est dans le fait que la moitié de l'exposition est consacrée aux différentes interprétations de l'ouvrage à diverses époques. Par exemple, dans les illustrations des éditions du XIX[e] siècle, il semble que l'on ait insisté davantage sur la condition déshéritée de Manon et sur les malheurs de Des Grieux. L'aspect courtisane est tenu à l'écart. Au contraire, au début de notre siècle, à la belle époque, le lecteur peut se rassasier des scènes grivoises et d'images fort galantes. On n'insiste que peu sur le caractère malheureux du roman. Le cinéma lui-même s'empara du thème et en tira, d'après les photos que l'exposition nous offre une interprétation fort différente des autres époques.

Ces trois manifestations satisferont l'habitué de ces expositions, l'érudit avide de connaître et feront comprendre l'intérêt que l'on a à ressortir des archives des documents peu connus à ceux qui s'y rendent pour la première fois.

J. L.

CINQ PEINTRES CANADIENS AU MUSEE GALLIERA

Cette initiative est excellente et notre jeune école picturale en sort grandie; mais notre ami Alfred Pellan écrase tellement le reste de l'exposition qu'il fait pour ainsi dire cavalier seul. Surtout qu'on n'aille pas lui en faire grief ! On dirait que lui, qui adore brosser de grandes surfaces, s'est plu à n'adresser à cette exposition que des toiles de moyen, voire de petit format.

J'ai admiré en particulier **La maison hantée, Et le soleil continue, Aube magique.** Une des âneries que j'entends assez souvent lorsque je rencontre certains peintres ou amis des peintres décadents, c'est que Pellan est dépassé, fini.

Au Musée Galliera, je me suis contenté de dire aux gardiens : **« Ça, c'est de la peinture ».** Et ils m'ont répondu : **« Quelle lumière, quelle clarté ! »** J'attache beaucoup d'importance dans ce domaine à l'avis des gens simples. J'ajouterai, pour ma part, quelle précision, quelle force et quelle finesse dans le dessin ! C'est du grand art. Surtout, c'est un art **unique,** qui ne ressemble à nul autre.

Après Pellan, je mettrais sur le même pied Lemieux et Plaskett, qui sont des peintres au métier sûr, doués d'une grande finesse. Lemieux a acquis une simplicité, un dépouillement du meilleur aloi. Quant à Plaskett, tout en nuances, porté sur le camaieu, je n'oserai pas écrire que sa peinture fait un peu féminin. Toutefois, elle est d'une rare élégance et pleine de goût.

Avec Wilson, à mon avis, ça se gâte. C'est vigoureux, mi-formel, mi-informel, mais s'est sale; ça fait baclé, mal torché. Ça ne m'émeut pas. On sent toutefois un certain souffle et un métier certain. Après Wilson hélas ! Après McEwen hola !

Là, je ne marche plus. Qu'on apprenne à dessiner; sinon on ne fera, toute sa vie, qu'œuvre de pur technicien de peintre en bâtiment, fantaisiste si l'on veut. On est sorti de l'art pictural. Pourtant, je n'ai rien contre McEwen. Je l'ai même encouragé à ses débuts; mais j'espérais en vain qu'il se mettrait au dessin. Je ne sais pas vraiment ce que ces immenses et « hénaurmes » panneaux peuvent apporter à l'art. Je ne voudrais pas voir chez moi ces vastes machines, fort savantes mais encore plus stériles. Certes, il y a chez lui de la somptuosité, mais tout cela me paraît assez morbide; en tout cas ce fut déjà fait et refait.

Bref, l'exposition actuelle nous présente un très grand peintre de calibre international, deux excellents peintres au niveau régional et deux peintres dont l'œuvre ne m'intéresse pas beaucoup.

F. H.

LE DEVELOPPEMENT DE LA RADIO ET DE LA TV DANS LE MONDE AU COURS DE LA DERNIERE DECENNIE

L'Unesco vient de faire paraître, les *Statistiques de la radiodiffusion et de la télévision, 1950-1960;* ce rapport permet de mesurer les progrès qui se sont réalisés dans le monde — particulièrement en Europe — pour la télévision.

Le rapport repose sur les réponses fournies par tous les pays à des questionnaires adressés par l'Unesco à leurs services spécialisés en 1959, 1960 et 1961: il est divisé en quatre parties, où l'on étudie respectivement l'organisation de la radiodiffusion (émetteurs et récepteurs), puis de la télévision, la composition des programmes dans les divers pays, avec des suggestions en vue d'une classification internationale, enfin, et c'est la partie la plus nourrie de la brochure, les tableaux statistiques fournissant des données sur le nombre d'émetteurs nationaux et leur puissance, sur leurs pourcentages par millier d'habitants, sur le caractère et la durée des diverses sortes d'émissions, etc.

C'est en matière de télévision qu'au cours de la dernière décennie se produisent les développements les plus spectaculaires. En 1953, l'Amérique du Nord comptait 90 % des émetteurs en activité dans le monde, l'Europe (y compris l'U.R.S.S.) n'en ayant que 7 % et l'Amérique du Sud et l'Asie ensemble 3 %. La situation change en 1960, où l'Europe passe à 55 %, l'Amérique du Nord se situant à 32 %, et de nouveaux continents, l'Afrique (1 %) et l'Océanie (1 %) apparaissent auprès de l'Asie, qui monte à 7 %, et de l'Amérique du Sud avec 4 %. Même constatation pour le nombre de télérécepteurs, où pourtant l'Amérique du Nord conserve la primauté, avec 89 % en 1953 et 60 % en 1960 : l'Europe passe de 11 % à 31 %, l'Asie où le bond en avant est spectaculaire, d'un pourcentage infime à 6 %, l'Amérique du Sud de 0,3 % à 2 % et l'Océanie s'inscrivant pour 1 %. L'Afrique, encore à ses débuts dans l'équipement télévisuel, ne compte que 0,1 % du nombre total des télérécepteurs en service dans le monde.

ACTUALITE DU " PARI " DE PASCAL

Avoir foi en l'homme et répandre cette foi. Apprendre à substituer des jugements réfléchis aux mauvais paris, ceux qui invoquent le destin ou le cours de l'histoire pour s'exempter de penser et d'agir disait aussi Leibniz. Prêter attention au contenu des mots qui véhiculent toutes les entreprises si un sens tragique, pour parler comme Unamuno, plus Pascal est actuel. Dans cette perspective que sommes-nous donc pour le politique ? Ni joueurs, ni surhommes, ni César, ni Machiavel, ni même Montaigne en sa « librairie », mais des hommes « embarqués » selon le mot des Pensées.

Bref, faire servir à notre instruction la complexité ambiante et la confusion des plans où l'on situe les problèmes, restituer la genèse des événements avant de les interpréter, écouter les leçons de l'histoire et de la psychologie, en rejetant le hasard aveugle qui insulte à l'effort humain ; développer le sens critique et la responsabilité, en opposant à la fatalité la méthode et la morale universelle. Souvenons-nous que l'homme de science quand il formule une hypothèse et Pascal lorsqu'il fait son pari fameux s'appuient sur une expérience du monde et de l'homme antérieure à toute option.

A l'usage des jeunes ajoutons une directive inspirée par la marche actuelle de la civilisation, c'est l'appel du multiple qui s'impose déjà comme le maître principe dans la nouvelle manière d'organiser les rapports entre les individus, les peuples, les phénomènes, et les comprendre.

De ces données indiscutables on peut tirer au moins cette conclusion : aucun pays, aucun citoyen ne peut se placer hors des causes soit par peur, soit par psychose de « dégagement », soit par philosophie. Car dans notre civilisation tout s'enchaîne, notre époque est pleine de présence sans alibi, sans « divertissement » au sens pascalien ; seuls comptent le savoir, l'organisation, le travail, la liaison avec les faits, avec la Cité, avec le monde. Aussi, il n'y a pas de petits paris. Mais il y a un grand pari : surmonterons-nous l'angoisse attachée à la vie contemporaine ou cèderons-nous à l'absurde, à l'à quoi bon ? Là encore Pascal adresse un message à l'homme social : tirer de nos misères et de notre soif les occasions de survivre et de nous parfaire.

— La *Banque internationale* pour la reconstruction et le développement, a accordé au Pakistan un prêt de $ 20 millions pour aider au développement industriel de ce pays.

CORRESPONDANCE
LA COTE-D'IVOIRE A SON CHEF : " HOUPHOUET, CONDUIS-NOUS JUSQU'AU BONHEUR "

« Apres les découvertes de menées subversives de quelques ambitieux, le peuple indigne par ces mauvais actes contraires à son aspiration, vient de démontrer par les manifestations du 28 septembre 1963, qu'il est **attaché, fidele et confiant,** en la personne du Président **Houphouët-Boigny.**

Après un imposant défilé auquel prirent part plusieurs centaines de milliers de personnes, venues de toutes les régions du pays, plusieurs personnalités ont pris la parole au cours d'un grand meeting populaire tenu au Stade Houphouet-Boigny. Au cours de ce meeting, le Chef de l'Etat s'est adressé à plus de 500.000 personnes. Il a fait une analyse de la situation politique et économique du pays et fait part du programme futur du gouvernement.

Les manifestants qui sont venus apporter leur appui et leur soutien au **parti** et au gouvernement, portaient des pancartes sur lesquelles on relevait notamment : « Nous t'aimons et avons confiance en toi, **Houphouët »...** « Le peuple uni derrière le parti et son chef »... « Houphouët notre libérateur, conduis-nous au bonheur »... « Pas de place pour les complots »... « Les assassins au poteau »...

Mamadou SANOGO.

A MON AMI ALLEMAND

« Camarade, ami voisin, j'écris car je comprends ta peine. Tu as dix-sept ans comme moi, et que sais-tu de la guerre ? Toi, qui n'as jamais connu Hitler qu'en photographie ! Toi, qui ne vécus aucun des actes téméraires du fou qui par malheur dirigea ton pays. Toi, l'innocent, tu payes, tu payes parce que tu es le fils de ton père, et que sa faute, si faute il y a, doit être punie. Qu'importe comment, qu'importe le sujet !

Punissons, car tous les crimes doivent être châtiés. Mais par pitié, ne frappons pas pour frapper. Oui bien sûr le bourreau en exécuta beaucoup. Hélas pas tous, et pas toujours les plus coupables. Les intérêts de certaines nations déréglerent plus d'une fois la balance. Ainsi quel n'est pas notre effroi, lorsque nous retrouvons à la une de nos journaux, des noms trop connus qui ont déjà fait parler d'eux il y a quelque vingt années. Oui, et ces noms qui furent pendant plus de quatre ans, nos ennemis, sont à la tête du monde militaire, scientifique et industriel. Ces hommes qui auraient dû pour le moins, en simple reconnaissance pour nos morts, être écartés du pouvoir. Non, voyez-vous, même s'ils furent des ennemis honnêtes, ils firent volontairement tomber des têtes. Toi, mon camarade Allemand, toi qui n'as que dix-sept ans, tu n'as fait mourir personne. Mais qu'importe, tu payeras pour le général, pour le savant. Toi, derrière ton mur, tu vois mourir tous les jours, de cette mort affreusement lente, tes frères moins chanceux, moins bien nourris que toi. Toi, mon ami, tu n'as qu'un mur pour tout horizon, toi qui côtoies à tout moment fusils et canons, toi qu'on oblige, toi qu'on torture, tu souffres, tu saignes, tu meurs dans la crasse, dans la vermine, caché des yeux du monde par un paravent, par un mur ! Vous ! Dites-moi, qu'a-t-il fait pour cela ?

Ami, je te le jure personne n'est dupe, personne n'est trompé. Nous, les gens qui sentons ta peine, qui te voyons dans nos rêves pleurer à chaudes larmes, nous ne pouvons rien, si ce n'est t'envoyer quelques vivres. Mais ceux qui peuvent, qui te semblent bons, les chefs américains et ceux que tu détestes par-dessus tout, les dirigeants soviétiques, eux, ils ne feront rien pour t'aider, car tu es devenu un objet cher, convoité par le voisin, et ce sera à qui l'emportera. Une simple question de prestige... Qu'importe que tu crèves de faim, du moment que le Spoutnik tourne bien et que le mur ne cède pas ! »

Fernand BRODURE.

LES VIEILLARDS NE SONT PAS DES MENDIANTS

« L'on nous a dit : « des œuvres pour l'aide aux vieillards nécessiteux, il en existe des centaines : que dis-je, des milliers en France ! Il n'est pas une Mairie de grande ville. Il n'est pas une Paroisse de quelque importance qui ne possède en son sein un organisme spécialement destiné à secourir les vieux sans ressources ».

Evidemment, cela, nous le savons — aussi notre but n'est pas de soulager la misère, mais de **supprimer** la **misère** des **vieux !** Nous ne sommes pas — nous ne devons pas être — nous ne serons pas des donneurs de bons de pain ou de charbon — car les vieillards demandent d'abord la justice avant d'accepter la charité.

Tous ces vieux travailleurs qui avaient mis quelques sous de côté pour leurs vieux jours, ont vu disparaître ces petites ressources à la suite des dévaluations monétaires successives — de cela, ils ne sont pas responsables ! et c'est pour cela que la collectivité leur doit les moyens de vivre et de vivre décemment selon cet article de la Constitution de 1946 : « Tout « être humain qui, en raison de « son âge, de son état physique « ou mental, de la situation éco- « nomique, se trouve dans l'inca- « pacité de travailler, a le droit « d'obtenir de la collectivité des « moyens convenables d'exis- « tence. »

André TRICOT,
Vice-Président
du Front social.

LA PROCHAINE CONSTITUTION EN ESPAGNE D'UN CABINET FANTOME EST LE FAIT POLITIQUE LE PLUS IMPORTANT DE CES 24 DERNIÈRES ANNÉES

Nous apprenons de source sûre qu'il va se constituer prochainement à Madrid un « Cabinet Fantôme », à l'image de celui qui fonctionne en Angleterre, formé par le Parti qui se trouve dans l'opposition.

Le Cabinet Fantôme espagnol, dont le but sera de repenser la politique du gouvernement officiel de Franco, est l'aboutissement d'une longue série de tâtonnements des opposants du régime. L'opposition espagnole s'est caractérisée jusqu'à présent par son incohérence et son inefficacité. Les partisans de l'action directe ont pu constater que leurs bombes n'ont rien donné. Les intellectuels ont vu que l'action ouverte contre Franco, illustrée par la rencontre de Munich, s'est soldée par un échec.

En effet, les participants à la réunion de Munich ont vite été neutralisés. Les uns confinés à résidence sont devenus impuissants; les autres, en choisissant l'exil, empechés de faire tout prosélytisme à l'intérieur.

Tant que le régime de Franco conservera les caractéristiques typiques d'un totalitarisme primaire, toute opposition à face découverte se trouve condamnée à l'échec. Il fallait donc trouver un système d'opposition qui fut à la fois efficace, clandestin et ne donnant pas prise à la répression franquiste, ce qui n'était pas, l'on s'en doute, chose facile.

Un long et patient travail a été entrepris en début de cette année. A Barcelonne et à Madrid, puis dans les grandes villes de province, circula une lettre adressée à certaines personnes du monde des lettres, des sciences, des techniques et des arts, les priant de se mettre en contact les unes avec les autres. Chaque lettre était individuelle et contenait le nom et l'adresse d'une personne que le destinataire devait contacter. Ainsi se forma une chaîne groupant des avocats, des médecins, des ingénieurs, des professeurs d'université, des journalistes, des écrivains, des artistes, des hommes d'affaires, des gens représentatifs, en somme, des sphères dirigeantes du pays.

De quoi s'agissait-il au juste Il s'agissait de prendre rendez-vous pour le mois de mai à Porto-Rico. A l'ordre du jour de cette réunion figurait la constitution d'une sorte de gouvernement provisoire espagnol, qui devait adresser une lettre à Franco, l'invitant à accepter ce gouvernement à la manière d'un gouvernement parallèle, qui se mettrait au courant des affaires pour entrer en fonction à la mort du Caudillo, ou à sa disparition politique.

Cette réunion à Porto-Rico eut effectivement lieu, mais d'une manière restreinte et les promoteurs ne remportèrent pas le succès escompté dans les démarches effectuées auprès du gouvernement américain, Porto-Rico ayant été choisi en fonction de sa proximité des Etats-Unis.

Cependant, la rencontre clandestine de Porto-Rico a servi à mettre à jour un programme de travail qui peut s'avérer efficace dans un très proche avenir. La notion de Gouvernement Provisoire a été écartée parce qu'elle implique un état de lutte. On ne se constitue pas Gouvernement Provisoire si l'on ne se trouve en conflit direct avec un Gouvernement officiel qu'on prétend supplanter.

La formule du Cabinet Fantôme a été choisie comme la plus appropriée à la lutte pour les libertés démocratiques en Espagne. En effet, il existe en Angleterre un Cabinet Fantôme, en temps de paix, et nul ne songe à emprisonner ou à confiner à résidence les membres qui le composent. Au contraire, le Cabinet Fantôme anglais est une institution, et lorsque la destinée du pays doit être engagée, le Gouvernement officiel n'hésite pas à consulter le cabinet fantôme afin que la décision prise soit unanime.

Pas plus que le Cabinet Fantôme anglais ne représente une menace pour le Gouvernement officiel, le Cabinet Fantôme espagnol ne représentera pas une menace violente pour le régime de Franco. Cependant, la réalité politique en Espagne n'est pas la même qu'en Angleterre. Tandis que dans ce pays le Cabinet Fantôme représente la tendance minoritaire, son homologue espagnol représentera en réalité la majorité du pays, alors que le Gouvernement officiel de Franco, s'appuyant sur la force, ne représente qu'une très étroite minorité.

Le Cabinet Fantôme espagnol, conscient de ses responsabilités, donnnera ses consignes aux citoyens, au moyen d'un Journal Officiel qu'il se propose de lancer. Chaque Ministre Fantôme s'adressera ainsi à la nation, l'invitant à coopérer à l'œuvre de démocratisation du pays. L'activité de ce Cabinet Fantôme ne franchira jamais la limite des lois admises, dans le monde entier, bien que, compte tenu du particularisme politique espagnol actuel, il soit obligé d'enfreindre certaines lois promulguées par Franco dans le but évident, non de servir la communauté nationale, mais de mieux la subjuguer. Parmi ces lois, la première en cause sera naturellement celle concernant la presse, qui ne permet que les publications autorisées par le Ministère et dont les textes doivent au préalable passer par la censure.

Les noms des membres de ce Cabinet Fantôme seront tenus secrets, car il s'agit de personnes qui vivent à l'intérieur de l'Espagne et qui ne pourraient pas travailler efficacement si leurs noms et leur participation étaient connus. Mais, selon les rumeurs, il s'agirait de personnes que leur travail et probité entourent d'un grand prestige. Il semblerait qu'au sein de ce Cabinet Fantôme se trouvent certaines personnalités qui ont déjà eu des postes ministériels dans les cabinets de Franco, mais qui ont toujours été en désaccord avec le Caudillo.

Le Cabinet Fantôme ne se propose donc pas, comme nous l'avons déjà dit, de renverser le Gouvernement de Franco, mais de repenser sa politique, de se mettre au courant des affaires publiques, ignorées du pays par le fait de la dictature, afin que lorsque Franco ne sera plus là, il y ait une équipe préparée, susceptible de prendre le pouvoir en attendant que le peuple puisse se prononcer au moyen d'élections générales.

Le Caudillo devra donc compter bientôt avec une opposition souple, pacifique, insaisissable. S'il veut vraiment s'engager dans la politique libérale que préconisent certains de ses Ministres, il peut le prouver d'une manière retentissante : en offrant une Carte de Légalité à ce Cabinet Fantôme.

DIALOGUE ENTRE L'ABBE DE MONTSERRAT ET LE MINISTERE DE L'INFORMATION

La première subversion qui existe en Espagne est celle du Gouvernement - dit l'Abbé
Vous vous excédez dans vos attributions en jugeant la conduite des hommes politiques - répond le Ministère

Les déclarations faites au correspondant en Espagne du journal « Le Monde » par l'Abbé de Montserrat, ont suscité de vifs remous au sein du gouvernement espagnol, qui a répondu à l'Abbé par l'intermédiaire de l'hebdomadaire « El Espanol » édité par le Ministère de l'Information, réponse que toute la presse espagnole a reçu consigne de reproduire.

Pour les lecteurs qui n'ont pu lire les déclarations de Dom Escarre Abbé de Montserrat, nous en reproduisons ici les passages essentiels.

A la question : « *Que pense Votre Paternité du moment actuel de l'Espagne ?* » Monsieur l'Abbé a répondu :

— *L'Espagne, et c'est là le grand problème, est encore divisée en deux partis. Nous n'avons pas derrière nous vingt-cinq ans de paix, mais seulement vingt-cinq ans de victoire. Les vainqueurs, y compris l'Eglise, qui fut obligée de lutter du côté de ces derniers, n'ont rien fait pour en finir avec cette division en vainqueurs et vaincus. Cela représente l'un des échecs les plus lamentables d'un régime qui se dit chrétien, mais dont l'Etat n'obéit pas aux principes de base du christianisme.*

— *La majorité de ses dirigeants* — poursuit l'Abbé — *sont honnêtes et sont catholiques de bonne foi, mais ils ne voient pas clairement ce que c'est que d'être chrétien quant aux principes politiques. Ils n'ont pas médité sur l'encyclique Pacem in Terris, qui est l'expression évangélique et traditionnelle de notre temps; à la lumière de celle-ci, la première subversion qui existe en Espagne est celle du gouvernement.*

— « *Pour quelles raisons, selon Votre Paternité, l'Etat espagnol n'est-il pas chrétien ?* »

— *Le peuple doit choisir son gouvernement et pouvoir en changer s'il le désire : voilà la liberté. Il a besoin d'une liberté de presse de sincérité dans l'information. Que s'est-il passé, par exemple, pour la « lettre des intellectuels » ? Pourquoi y a-t-il eu ces attaques dans la presse ? Ces instructions judiciaires ? Le gouvernement n'a pas le droit d'abuser de son pouvoir : il doit être un administrateur au nom de Dieu et un serviteur du peuple. Le manque d'information est contraire à la doctrine de l'Eglise et cela doit poser des problèmes de conscience aux dirigeants catholiques d'un Etat qui, s'il ne change pas de principes politiques, ne peut se dire catholique.*

Par la suite, l'Abbé prit position sur le problème ethnique catalan. Arrêtons- nous ici, malgré l'intérêt certain de la totalité des déclarations du Révérend Père. Que répond le Ministère de l'Information à ces affirmations ? Voici :

Tout d'abord, il exprime sa tristesse de voir un Père de l'Eglise faire des déclarations à un journal étranger. En ce qui concerne le manque de chrétienté des gouvernants, le Ministère dit que la qualité d'Abbé de son interlocuteur ne l'autorise nullement à exprimer une opinion concernant les affaires publiques. Il dépasse ses attributions en jugeant des hommes politiques d'un point de vue religieux. Ce sont les évêques et non lui qui doivent orienter la conduite du peuple chrétien et le Ministère dispose — dit-il — d'une véritable anthologie de textes d'évêques qui reconnaissent et proclament l'esprit chrétien du régime espagnol et des hommes qui le dirigent.

Sur la division entre vainqueurs et vaincus, le Ministère affirme que la volonté que la victoire fut pour tous a été présente dans les paroles et les actes des gouvernants depuis le Soulèvement. Lors de la paix, ce fut un devoir pour les gouvernants que d'éclaircir les responsabilités dans « l'orgie de crimes » qui avait sévit en Espagne. Mais les tribunaux furent si modérés dans leurs verdicts, que bien des Espagnols se montrèrent indignés de voir dans la rue des « *responsables de graves délits commis en zone rouge* ». Aujourd'hui, se trouvent mêlés les uns et les autres et le Ministère met l'Abbé au défit de dire quel fonctionnaire ou quel ouvrier lutta dans une armée ou dans une autre.

Enfin, le Ministère revient sur la mise en doute de l'esprit chrétien des gouvernants, chose qui visiblement le chiffonne. Monsieur l'Abbé n'a qu'à voir qui sont les ennemis et qui les amis du régime. Sont contre, les communistes athées, les anarchites « *avale-curés* », les progressistes qui sont au bord de l'hérésie, les loges maçonniques, les sectaires des églises dissidentes. Mais de son côté, l'immense majorité des catholiques espagnols, les esprits les plus éclairés de l'Eglise.

Imprudente affirmation de la part du Ministère, que s'attribuer ainsi la faveur de la majorité des catholiques espagnols, car l'édition catalane de l'Encyclique Pacem in Terris, faite précisément par l'Abbaye de Montserrat, a atteint en deux mois le chiffre de vente de 100.000 exemplaires. Et si 100.000 personnes l'ont achetée, ce n'est certainement pas par pure ferveur religieuse, mais parce que cette encyclique papale représente un véritable pamphlet subversif contre le gouvernement espagnol, sa mise en accusation la plus directe et radicale.

L'on peut juger de la valeur de la réponse du Ministère. Si un certain « catholicisme de papa » a été, à un certain moment, favorable au régime de Franco, le catholicisme d'aujourd'hui, après la prise de conscience spectaculaire à laquelle l'a obligé le Pape Jean XXIII, n'est plus, mais plus du tout pour Franco.

CECI SE PASSE EN ESPAGNE

L'Espagne exporte de plus en plus les patrons espagnols vont en Allequelle société parfaite ! se serait écrié aveugles et sourds-muets. Rien n'obli- l'Espagne, cependant, il prit peur... — Folledo.

L'exode de la main-d'œuvre oblige les patrons espagnols à recruter leurs ouvriers en Allemagne

L'Espagne augmente sans cesse ses exportations vers les pays du Marché Commun et ceci en dépit des protections douanières de la Petite Europe. En réalité, il s'agit d'exportation de main-d'œuvre. Ainsi, les ouvriers espagnols, après avoir couvert les marchés français, allemand, suisse et belge, se dirigent-ils maintenant vers la Hollande. Ils sont déjà 4.500 à travailler dans ce petit pays, chiffre ridicule si on le compare avec les centaines de milliers qui travaillent dans les autres pays de l'Europe. Mais c'est que les patrons hollandais n'avaient pas résolu le problème du logement et qu'une bonne part de cette main-d'œuvre espagnole couchait à la belle étoile.

Le Gouvernement espagnol vient de faire savoir à ses ouvriers, par une note discrète publiée dans tous les journaux du royaume, que désormais les Hollandais offriraient travail et chambre à coucher. Ainsi, ceux que le dormir dehors avait découragé, sont-ils donc priés de reprendre leur poste, et d'en amener d'autres, si possible.

Cependant, les premiers effets de cet exode de main-d'œuvre commencent à se faire sentir, et c'est ainsi que les journaux de Colonia, Francfort et Wuppertal ont publié ces derniers jours des petites annonces, rédigées en espagnol, et qui demandent de la main-d'œuvre espagnole pour travailler en Espagne. On pousse la délicatesse jusqu'à offrir le voyage gratuit. L'initiative en revient à une entreprise de construction qui a ouvert un chantier sur la Costa Brava, et ne trouve plus d'ouvriers pour faire avancer les travaux.

Franco chez les aveugles et les sourd-muets

Le 12 décembre dernier, les aveugles d'Espagne ont fêté leur patronne, Sainte Lucie. L'Organisation Nationale des Aveugles fêtait de plus ses noces d'argent — 25 ans d'existence — et le Général Franco rendit une visite solennelle aux aveugles de Madrid.

Les aveugles ont accueilli le Caudillo par des chants, des danses rythmées, des exercices de gymnastique collectifs, chose bien méritoire puisque la plupart des exécutants étaient aveugles, sourds et muets. A la fin, le Caudillo leur adressa la parole.

Quelques mots seulement — leur dit-il — pour vous raconter comment est née l'Organisation Nationale des Aveugles. Eh bien, notre guerre avait fait des aveugles, et j'ai mis en œuvre les moyens nécessaires pour assurer leur existence. Mais il y avait les autres aveugles et j'ai demandé leur nombre. Quelques 20.000 me fut-il répondu. Alors, j'ai proposé au Conseil des Ministres de s'en occuper. Le Général Martinez Anido, qui avait été Ministre de l'Intérieur sous la Dictature, et qui s'était occupé des aveugles, m'a dit : « Vous échouerez. Ce sont des ingrats ». Pourquoi ? ai-je demandé. Et il m'a répondu vaguement que les aveugles avaient voulu le battre. Je me suis renseigné auprès des aveugles et ils m'ont expliqué que le Général avait voulu les faire enfermer. Il y avait une barrière entre le monde des voyants et celui des aveugles et j'ai voulu l'abattre. »

Ce discours a fait rire les aveugles. Le ton bon enfant, très inhabituel chez Franco, marque un tournant caractériel. Dans ses dernières sorties, on a noté que Franco essaye de se rapprocher du peuple, qu'il avait traité jusqu'à présent comme le sergent-major traite les jeunes recrues. Ses derniers discours sont aussi moins vides, plus humains et pourvus de sens, ce qui indique, à ne pas s'y tromper, qu'il y a eu une « relève » chez ses « inspirateurs », symptomes qui conduisent à penser que le courant de démocratisation est irréversible.

A la sortie de cette fête des aveugles, il semble que le Caudillo, impressionné par les prodiges accomplis par ces grands mutilés, se serait écrié : Ah ! si les voyants pouvaient s'inspirer de ceux-là !... Et il est bien certain que dans une société d'aveugles, de sourds et de muets, le Caudillo se sentirait très à l'aise.

Que l'on nous permette de regretter que le Caudillo n'ait pas su organiser la société des gens qui voient d'une manière aussi parfaite que celle des aveugles.

Monsieur Bergamin ou l'affaire du collier

On se souviendra que le poète catholique José Bergamin a dû reprendre, il y a quelques semaines, à soixante-huit ans, le chemin de l'exil, coupable d'avoir adressé au Ministre de l'Information une lettre, signée d'ailleurs par une centaine d'intellectuels.

Monsieur Bergamin reçut un passeport, valable seulement pour l'Uruguay, Mais l'opinion espagnole n'a pas été informée de ce détail. La jugeant sans doute peu mûre pour supporter cette vérité pourtant assez anodine, les journaux espagnols ont simplement dit que José Bergamin avait quitté le pays librement, muni d'un passeport, comme tout le monde, et qu'il avait choisi l'Uruguay pour son exil volontaire.

Il semble que Monsieur Bergamin ait été pris de panique sans qu'aucune mesure officielle ne le justifiat. Mais cette méprise ne va pas sans rappeler la célèbre affaire du collier de la Reine. Au temps de Marie-Antoinette, le Cardinal de Rohan crut bien que la Reine désirait acheter le collier d'une manière dérobée, parce que l'attitude de la Reine rendait la chose plausible. Si Monsieur Bergamin prit peur, c'est peut-être bien parce que l'Espagne officielle inspire la crainte.

Après son échec, il pleut sur Folledo

L'Espagne sportive se remet mal de la défaite de Folledo devant le Hongrois Laszlo Papp. Maintenant que la chose s'est accomplie, les blagues fusent de toutes parts sur le pauvre Luis Folledo à qui la vie aura donné une rude leçon d'humilité.

Ce jeune puncheur espagnol était si sûr de sa victoire sur un homme de 37 ans, qu'il en négligeait de se préparer et qu'on put le rencontrer souvent dans les boîtes de nuit de Madrid, distribuant les autographes à la ronde et invitant les vedettes à la fête qui devait marquer son triomphe sur Papp. A présent, Folledo se cache. Son infériorité sur le ring était si évidente que c'est au milieu du silence sépulcral de ses supporters, rendus muets par l'ampleur de la défaite, qu'il s'écroula.

Papp, par contre, jouit d'un bonheur quelque peu inespéré, car un homme jeune, comme Folledo ayant à son actif une histoire impressionnante de K.O., ne pouvait que lui inspirer de vives inquiétudes. Il s'est accordé quelques jours de vacances qu'il a employés à parcourir Madrid et ses environs, en compagnie de Puskas, le célèbre footballeur hongrois de la Réal Madrid. Ayant épuisé sa réserve de boîtes de goulasch, il s'attaque maintenant à la paella. La TV espagnole lui a offert le film de son combat, comme cadeau, en s'excusant qu'il ne soit pas un peu plus long, le pauvre Folledo ayant succombé au cinquième round.

REVUE DE PRESSE

La récolte extraordinaire d'huile d'olive reste inférieure à celle des années 1927-28 écrit « ABC »

Il est juste de reconnaître que la presse espagnole est en train d'évoluer. Nous sommes déjà loin des mornes platitudes d'il y a quelques années où tous les journaux espagnols se ressemblaient comme une goutte d'eau ressemble à une autre goutte d'eau. Il y a encore des articles de consigne, des sujets qu'il faut toucher à des dates précises par ordre du Ministère de l'Information, mais on trouve, dans les journaux de Madrid surtout, le souci évident de faire participer le lecteur aux problèmes du pays. Après avoir eu les yeux bandés durant de longues années, voici que les Espagnols sont mis en contact, petit à petit, avec l'Espagne.

Nous lisons dans « ABC » de Madrid, un très intéressant reportage sur la récolte de l'olive, qui est, on le sait, une des principales richesses du pays. Cette année, on s'attend à une récolte de 630.000 tonnes d'huile d'olive, récolte qu' « ABC » qualifie d'extraordinaire, due à l'évolution favorable du climat. Mais, précise ce journal, la meilleure récolte de l'histoire de l'olive fut celle de 1927-28, qui monta à 660.000 tonnes. Que 35 ans après, on ne soit pas parvenu à dépasser la récolte de 1928 prouve que l'on n'a pas fait tout le nécessaire pour développer la principale richesse de la région andalouse.

Une si extraordinaire récolte — poursuit « ABC » — ne va pas sans créer des problèmes financiers, car les travaux de récollection coûteront trois milliards et demi de pesetas et le journal suggère que le Commissariat Général de Ravitaillement anticipe les sommes nécessaires sous le couvert des contrats de vente de l'huile. Le journal s'élève contre l'exportation de l'huile en vrac, alors que le produit manufacturé laisse de plus grands bénéfices au pays et sert à créditer une marque. Enfin, le journal critique l'autorisation donnée à l'industrie espagnole de conserves d'utiliser de l'huile d'arachide, alors que l'Espagne est le premier pays producteur d'huile d'olive, huile qui est tout de même considérée partout supérieure à celle d'arachide, et alors que la Suède et la Norvège utilisent l'huile importée d'Espagne pour leurs conserves de poissons. La valeur de l'actuelle récolte se chiffrera à 24 milliards et l'Espagne disposera de 350.000 tonnes pour l'exportation.

Devons-nous suivre pas à pas l'expérience des pays évolués, ou procéder par ellipse ? demande « Pueblo »

« Pueblo » de Madrid, est sans doute le premier journal espagnol, par les audaces qu'il se permet, compte tenu des circonstances. Si ses positions en ce qui concerne la liberté syndicale sont en repli — car n'oublions pas que « Pueblo » est le journal des Syndicats Verticaux — par contre, il est à la pointe dans beaucoup d'autres domaines.

Nous relevons un article apparu il y a quelques jours, sous le titre « Audacia y originalidad », signé Miquel Fisac, qui pose un problème capital pour l'avenir de l'Espagne.

L'Espagne est en retard, dans bien des domaines, par rapport aux pays évolués. Nous avons devant nous des problèmes auxquels d'autres pays ont donné des solutions qui se sont vite avérées insuffisantes. Devons-nous suivre le même chemin, faire exactement les mêmes choses que les autres, et nous heurter aux mêmes insuffisances ? Ou bien devons-nous procéder par ellipse et rejoindre les pays développés sur le terrain où ils se trouvent aujourd'hui ?

L'auteur de l'article donne un exemple. L'année prochaine — dit-il — le nombre de voitures à Madrid aura doublé. Il y aura donc le problème du stationnement à résoudre et nous verrons les autorités municipales imposer la « nouveauté » des compteurs dans les rues, puis ce sera la « zone bleue ». Ne serait-il pas plus sage de s'inspirer dès maintenant des derniers projets que publie la revue « Forum », concernant la circulation des villes de Chicago, Atlanta, Washington, San Francisco ?

D'ailleurs, cette question de voitures doit être traitée en profondeur. C'est un fait indubitable que les ouvriers, pas plus les employés espagnols ne songent pas actuellement à posséder une voiture. Ils ne se sentent pas malheureux de ne pas en posséder. Si dans un proche avenir, leur pouvoir acquisitif augmente, jusqu'à quel point serait-il utile de faire naître en eux le désir de posséder une auto, grâce à des campagnes de publicité, à grands frais, pour pouvoir leur vendre des voitures ? Est-ce que dans les pays évolués, la voiture a apporté aux gens le bonheur qu'ils espéraient en tirer ? Ne serait-il pas plus utile d'aiguiller les désirs du peuple vers les appareils de télévision, vers un élargissement intellectuel qui ouvrirait l'esprit à des plaisirs nouveaux et plus élevés ? Après l'engouement pour la voiture, le dégoût de la voiture n'est-il pas à prévoir dans les pays évolués ?

Ce sont des questions qui méritent certainement réflexion, car lorsqu'un peuple se dispose à donner un bond en avant, il est logique qu'il se demande à quoi cela aboutira.

Cette page a été réalisée sous la direction et la responsabilité de M. Enrique Llop.

IMMOBILIER FONDS DE COMMERCE

Industrie tenue 20 ans par cedant. Spécialité. 600 m2 en zone industrielle. Rapport : 150.000. Prix 350.000. AIGUIER 6, bd Strasbourg - BOT. 18-33 - 89-95.

Ile-de-France splend. 225 m2 : COUTEAUX, 27, bd Rodocanachi, Marseille.

Loue : fermes 15-21-60-120 ha. V. 26 Fermes 1 à 170 ha. MARY-MORIN, à Vimoutiers (Orne) - Tél. : 59.

Cède urgence, cause mal. Entrepr. Vidange, excell. aff., très bon rapp. Log. conf. Fac. paiement. Bas prix. AGENCE TANQUERAY, Avranches.

App. à La Baule à vendre. Face mer. Libre de suite, entrée, séjour et ch. sur mer, balcon, cuis., s. de b., W.C., cave, eau chaude, meublé. AGENCE DE BRETAGNE, 67, av. Gal-de-Gaulle, La Baule.

Vends proximité du littoral nord-vendéen : plusieurs maisons rurales libres. - VRIGNAUD, expert foncier - Challans.

RESIDENCE DU PARC MONCEAU, 33, bd de Courcelles. Emplacement exceptionnel, en bordure du parc. Construction grand standing. Il reste disponible quelques appts : Un très beau rez-de-chaussée avec jardin part. sur parc — Living + 1 et 2 pièces, balc. — 6e ét., magnifiques apparts avec terrasse, situation unique. Actuell. fondat. Livr. automne 65. Cessions à 45 %, avec facilités. - J.-B. GOUAULT CONSORTIUM PARIS-FONCIER, 8, av. de Messine, Paris (8e). Lab. 62-14 (lignes groupées).

Boucherie ville Orne 5 à 6.000 la sem. en boutique, cse maladie - Droguerie V. Calv. 75.000 d'aff. vend. se retire. Machines agricoles motoculture, import. chif. aff., gros bénéfices, avec les murs. Cabinet DELVA, Flers (Orne) - Téléphone n° 348.

Imp. Alimentation. Primeurs. Sous-préfecture Maine-et-Loire. Beau magasin. S'adresser : A. LOURDAIS, à Segré.

Belle Droguerie, immeuble neuf, conviendrait pour peintre, ville en extension. S'adresser Cab. E. BOISGONTIER, 20, rue de Belfort à Flers (Orne).

Boul. vil. Calv., 63 qx, bx log. et inst., av. 9 de cpt. - Autre, gros bourg Calv., 60 qx + grain, petit port., av. 6 de cpt. - Boucheries 300, 350 et 600 la sem. CAB. G. LEROY, Vire - Tél. 298.

Canet : 1.600 m2, prox, gar. aut.-route, zone indust. Pr t. renseign. s'adres. PHOCEA, 64, rue St-Ferréol, Marseille.

Pointe-Rouge - Villa constr. pierres, 3 p. cuis., bains, véranda vitrée, gar., jardinet. Nous consulter AG. SYLVABELLE, 83, rue Sylvabelle, Marseille.

A V. Libournais maison camp. av. étang poissonneux. GUICHARD, 32, crs Tourny, à Libourne, Gde.

Sur place ombragée d'un beau village, coquette maison pierr., entièr. restaurée, 2 p., cuis., s. eau, W.C., gar., remise aménageable. Toute viabil. install. Vue splend. Avec 19.000 francs comptant + 20.000 frs pay. en 10 ans. VARALP, 20, avenue Albert-1er, Saint-Maximin (Var) - Tél. 1-42.

Balma : villa grand standing, construction, jardin 700 m. construction, jardin 700 mètres. Prix : 165.000. Versements échelonnés. Cabinet T.I.C.I., 27, rue Metz, Toulouse.

Croix-Daurade, très bon placement : deux villas F 5 tout confort, louées. Total : 130.000 plus Crédit Foncier. O.N.I.F., 15, rue Caffarelli, Toulouse - Téléphone : 62-74-26.

35 kilomètres sud Toulouse : maison parfait état, refaite à neuf, deux pièces, cuisine, eau, électricité, jardin. Prix : 15.000; avec 7.000. AVIS, 24, rue Alsace, Toulouse.

10 kilomètres Saint-Gaudens, maison cinq pièces, garage, jardin : 20.000. Cabinet BUC, Saint-Gaudens.

Domaine élevage, 240 hectares seul tenant, eau, force, grands bâtiments, deux logements, libre. Immobilière AUDOISE, Limoux (Aude).

Vendons propriété 10 hectares, dont 5 vignes plein rapport, bons bâtiments, SOTICO, 7, rue Hôtel-de-Ville, Albi.

Vends magnifique domaine 45 hectares, maison de maître, tracteur neuf, outillage complet : 250.000 F. S'adresser à : M. André COSTES, à Termes-d'Armagnac (Gers) - Téléphone : 19.

Exceptionnel : élevage polyculture 40 tenant, plus de 20 fermage, mais. maître neuve plus colon, deux hangars, étables. Urgent. Agence BOURTHOUMIEU, Les Barthes (Tarn-et-Garonne). Tél. : 12, Labastide-du-Temple.

Pessac - Belle Villa 3 ch., séjour, tt conft., gar., grand jdin. — Quart. St-Louis, 4 p. cuis. s. de b. jard. VION, 6, c. Clemenceau, Bordeaux.

Banlieue, grand pl.-pied, séjr, 4 ch., s. de b., c. toil., ch. cl maz., b. in 1.200 m2 — Bordeaux, près Pierre-1er, beau plain-pied surélevé, neuf, gde récept., 4 ch, tt confort, garage, jardin, très belles p. LOUIS, 191, rue Pessac. Bx.

Béquet, villa nve 6 p., gr. stand, jdin, g. 5 + Fonc. — Ht-Brion, villa F 5 nve, jdin, p. g. 3,5 + F + P. Bx éch. 3 p., cr. 1,6 + F. UNIC, 36, rue P.-L.-Lande, Bordeaux.

Côte Varoise : apparts neufs. Plage à quelques mètres. Prime et Crédit Foncier 20 ans. F.2 : Prix 36.000 F + 16.000 F C.F. F.3 avec garage : Prix 46.800 F + 19.200 F C.F. F.4 avec garage : Prix 47.700 F + 22.300 F C.F. AGENCE TESSE, 28, bd de Tessé, Toulon.

Désire urgt., F.4 ou F.5 b. conft. Ecr. à M. BARBIER André, 5, chem. des Châtes-Lavie, Marseille (4e).

Endoume, 2e et dernier ét., bel F.3, 65 m2 + chambrette, bains, balcon, vue, soleil, tr. bon état 55.000 av. 30.000 cpt. Maison de Fond 1 ét. sur r.-de-ch., 3 p., balc. ensol. + 3 p. occup. Prix 34.000, 17.000 cpt, solde 10 ans. SUD-EST TRANSACTIONS, 76, La Canebière, Marseille.

La Ciotat, apparts près plage. Type F3, larges facil. de paiement. M.-L. COSTE - T. 936, La Ciotat - St-Jean.

Prado appt luxe 110 m2, 3 ch., living, terrasse, balcon, chauff. 20 avec 14 cpt. — Capelette F4 65 m2 ch. central, 4,5 + C.F. — Bonneveine F4 occup., chauf. cent., bains, balcons. Prix 4,7 + C.F. CABINET A.B.C., 8, rue Paradis, Marseille.

Chez J. MICHAUD, à louer vides, littoral : F3, Prix 350 - F4, Prix 400 - F5, Prix 450, 10, place Félix-Baret - Téléphone : 33-41-43 et 33-46-31, Marseille.

AGENCE MAZET, Aubagne, 37, rue République - Tél. 08-12-12, Aubagne. Bel propriété d'agrément : séj., salon, cuis. moderne, 3 ch., s. d'eau, gar. + log. gardiens. Jolie pinède, vue splendide, du calme. Prix : 200.000 francs.

Cause changt situat. vdu pavill. Ach. urgt 2 ou 3 p. ds 18e ou proxim. Ecr. M. DALTON, 26 bis, r. R.-Salengro, Champs-s/Marne.

J'achète compt. stud. ou 2 pces, Paris ou banl. Ecr. JEAN-CHARLES, 35, rue de Villiers, Neuilly.

Garage 50 voitures, station-service, atelier rép., logement cour. Superficie totale 800 m2. Tenu 50 ans. Vendu avec murs. DEBEL, seul chargé, 25, c. Clemenceau, Bordeaux.

Mimizan - Plage. Magnifique terrain boisé bord du courant, vue mer., situat. unique. Prix intér. HERMES, 34, c. Chapeau-Rouge, Bordeaux.

Vds plus offrant terrain libre 12.700 m2; mais. 2 loc., 5 km Pont-de-Pierre. Ne pas écrire. G. PICART, 56, rue d'Omano, Bordeaux.

Propr. 14 ha sl tenant, pvt créer vignoble 10 ha non gélif fin bois, 66 a. en rapport. Mais., bât. parf. ét. Lib. Ag. LORION, Archiac (C.-M.).

Antony, rue de Châtenay. Pr. métro Antony. Dans un parc de 6 hectares 2 à 5 pièces livrés terminés. Construct. qualité pierre de taille. Imm. fondat. term. Livr. print. 65. 2 immeubles habités en référ. Sur place : lundi, jeudi, dimanche après-midi, samedi tte la journée et Anj. 39-40. ESNAULT, 34, bd Malesherbes.

A v. villa neuve F 4, avec ss-sol, dépend., jdin. Prime à 600 F. Agence FOUCAUD, Ribérac (Dgne).

Cap-Ferret, villa gd cft, 5 ch., récept., cuis., garage. — Moulleau, villa 4 ch., récept., cuis. THERMAC, 13, rue Lhote, Bordeaux.

Bel imm. très bien placé, Rez-de-Chauss. commercial + 3 etages libres. Rapport possible 15 %. HERMES, 34, c. Chapeau-Rouge, Bordeaux.

Boulogne, Me Marcel-Sembat. Reste disponible 2 appartements de 3 pièces, cuis., bs, loggia, livrés entièr. term. mai-juin 64. Act. 2e ét. Px 110.000 à 125.000. J.-D. RAYBAUD, 10, rue de la Paix. Opé. 56-33.

Bar - Belle situation. Bénéfice annuel : 90.000. Cabinet MARIO CRESP, 22, cours Voltaire, Aubagne - Tél. 08-14-60.

Maison d'Enfants à caractère sanitaire, spécialisée, agréée 40 enfants, impeccable. Belle affaire murs et fonds. MAUDAMEZ, St-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie).

Cannes : cède beau mag. en S.A.R.L. Epicerie fine. Bail tt comm. av. appart cft, tél., ou donne en gerance libre à personn. ayant sér. référ. MIRASSON, 4, bd Gambetta, Le Cannet (A.-Mmes) - Téléphone : 39-19-98.

Import. aff. transp. bières - charb. Riche canton Sarthe. Matériel impeccable. S'adres. CABINET Gilbert DUVAL, 4, rue Joinville, Le Mans - Téléphone : 28-59-10.

Fonctionn, muté paie cpt, Paris, Banl. proche, 2-3 p. av. cft. STAAL, 11, av. Eugène-Adam, Maisons-Laffitte.

Recherche 3-4 p., bon standing, Saint-Cloud, proche banlieue ou rive gache. Ecr. Mme REYGNIER, Résidence des 3-Forêts. Bougival, ou tél. à Ric. 05-39, Poste 242.

Routiers, R.N. 23, emplac. except., parking, tr. gr. passage. 160.000 F. Gros % limonade. Bénéf. import. Prix int. Facil. FERRE, place Roosevelt, Le Mans - Tél. 28-50-50.

Excellente affaire à vendre pour raison de santé, magasin spécialiste laine et bonneterie (appui du plus important groupe textile européen), situé meilleure ville du Midi. Emplacement 1er ordre. Possibilité appartm. Il faut 16 Unités pour traiter. Ecrire : R. DUTILLEUL, 7, rue A.-Diétrich, à Dijon (Côte-d'Or).

Bourg-la-Reine - Ensemble résidentiel de classe. Petits bâtiments de 3 étages. Appartements 3 et 4 pièces. Rez-de-chaussée surélevé avec jardins particuliers. Construction très soignée. Actuell. 2e ét. Livrais. avril 1965. PROFINA, 19, rue Auber. Ric. 74-75. Ouvert le samedi.

Ag. B. ZATTARA, place Basseron, Roquevaire - Tél. 143. A 20 mn de Marseille, tr. belle villa, tt conft, sur 2 plans, av. chauf. cent., tél., 5.000 m2 terr. Px 170.000 fr. av. facilités.

Commerçant cesse activ. rech. petite villa ou maison avec jard., banl. indiff. min. 2 chbres, même mauv. état. Pas d'ag. M'écrire : NAPOLI, 5, av. des Carmélites, Marseille.

EXCLUSIVITE R. GUIRAN. Av. Long JB ou quart. St-Jean, La Ciotat. Tél. 357 ou 166. Villa style provenç. V. mer, imp., pl. centre. Séjour, 2 ch., cuis., W.C., s. eau, terr., gar., jardin clôt. Exceptionnel 85.000.

La Valentine, plain-pied, séjour, véranda, cuis., 4 ch., s. de b., garage, dépend., jard. 800 m2. Prix : 8,7 avec 5 comptant. Cab. BEAUVAU, 9, rue Beauvau, Marseille.

Agence immobilière, tenue 25 ans. Gérances imm. Px 30.000. Appt 5 p. Autre av. portef. Assur. Rap. 60.000 av. 100.000. VIOU, 20, rue Pont-Neuf.

Copros Neuves en construction. Visitez nos chantiers. Voyez nos plans et devis. Comparez nos prix et facilités de paiement. Une solution sûre pour chacun. L'URBAINE IMMOBILIER, 35 bis, r. Montgrand, Marseille.

Cab. LE STRAT, St-Malo - Hôtel-Rest. 25 ch. C.A. 130.000 F. av. 50.000 F. - Souvenirs - Jouets, emplac. 1er ord. 120.000 F. - Droguerie bien située, 30.000 F.

Garage rég. St-Malo, 55 voitures. Stat.-Serv. Réparat. 2 P. essence. Ag. ROLLAND, Paramé (I.-V.).

CAPITAUX

Prêts fonction., rap., ach. imm. et comm., ts crédits. OFA, 136, Ste-Catherine, Bordeaux.

Prêts s. maisons et commerces 6-10%. Discrétion. LAVERGNE, 21, rue Duplantier, Bordeaux.

Tous les Prês. DULUCQ, 6, r. Poquelin-Molière, Bordeaux.

Prêts aux salariés rapidem. S.N.A.C., 3, rue des Batignolles, Paris (17e).

100.000 F s. hyp. 1er rang. ARDOUIN, B.P. 21, à St-Jean-d'Angély (Chte-Mme).

Prêts immédiats fonctionn. RHODES, 20, rue Castéja, Bordeaux.

Placez vos capitaux avec gros intérêts. Ecrire ETUDE P.L., 154, rue Legendre, Paris.

Ai Placement, premier ordre s. pâtisserie dépôt pain, localité import. B.-du-Rhône. Assure bon intérêt. Il faut 5 Unités. Hippolyte BLANC, 5, rue Grignan, Marseille.

Je prête de suite 10.000 à 500.000 fr en 1er et 2e hypoth., taux normal, sur villa, appt., terrain, propriété et pour bâtir. Discrétion absolue. LEANDRI, 29, rue Longue-des-Capucins, Marseille.

Prêts rapides. Fonct., salariés : SOGETRA, Serv. M., Nice - B.P. 74.

Prêterais somme importante. S'adresser : BECHU, à Cholet (M.-et-L.) - Tél. 7-80.

EMPLOIS

Cadre administr., 37 a., long. prat. organisat. secrét., actif, dyn., angl. cour., ch. poste respons. SIMON, 3 bis, av. Villemomble, Rosny (S.)

Filature - Tissage - Jute, ayant dépôt Bretagne, rech. Représ. C. M. pr ses toiles. Ecr. et réf. Ets Th. SUEUR, Auray.

Décorateur - Arts A., 34 ans, spécialiste de l'emploi des Polyesters en décoration, cherche situation d'avenir, d'ordre artistique, technique, administratif. Excell. références. Ecrire : BORDREUIL, 60, rue. Lecourbe, Paris.

Représ. cart. mult. pr cart, carnets vœux Im. Rel. Menus, rég. Bretagne-Vendée. Client. existante. EDITIONS DE MASSY, 63, r. Gabriel-Péri, Massy (S.-et-O.).

Secrét. 34 a., bon. connais. angl., sér. réf., ch. poste préf. Edition, Ag. voyage ou Organisme social, Mlle BAUDET, 29, bd Victor (15e).

ROYAL-JUPE, 64, Rambuteau, Paris-3e, Fabr. Spécialisé jupes dames et J. F., conf. soign. en atel., prix compét., rech. V.R.P. à C.M. introd. spécialistes en confect. fémin. Bretagne.

J. H. dég. obl. mil., Ec. Ch. Com. + E.S. P., ch. empl. Ag. Publ. ou Annonc. POURTEAU, 4, r. E.-Jumin, Paris-19e.

Offre situation de 1er ordre H. ou F. tr actifs pouv. assurer après mise au courant, direction départ. pr vaste diffusion de Transistors de santé indispens. à chaque foyer. Gar exig. Ecr. pr R.V. M. DELASSE, 188, r. Rivoli, Paris-1er.

H.E.C. J. F. 26 ans, cadre, Trilingue, anglais, ital, not. all., dipl. Chbre comm. brit., exc. cult. gén., aimant rédact., ch. poste intér. Lib. rapidem. Ecr. ESQUENET, 10, r. Croix-de-Pts-Chps, q. tr.

H. 35 a., expér. adm., organ. gest., Sté commerciale, ch. collabor. ds jne Sté en voie d'expans. Ecr. : M. CAPELL, 43, av. Brossolette, Créteil (S). (Seine).

Groupe intern. ch. Représent. (e) pr diffus. auprès industries et entrep. articles bureau grande consommation. Ec. MEST, 30, rue Vernet, Paris 8e.

Jne homme 23 a., licence droit, diplôme sciences Po, bnes connaiss. angl., lib. obligat. milit., cherche situat. HERRY, 42, rue Louis-Rouquier, Levallois-Perret.

1re Marque Française Anti-Buée et Anti-Givre, ch. pr ttes rég. V.R.P. Multicartes, vis. : March. accessoires auto, Station service, Droguiste, Aliments gros ou détail. Ecr. ou se prés. SONNOISTREAM, 22, rue Drouot, Paris (9e).

Comptable retraité cadre, 59 ans act., ch. empl, compt. ou de bur. APTEL, 83, r. Malassis, Vitry-sur-Seine.

La Société SODEPA Ets PATARD à René (Sarthe), tél. 1, recherche Représentant qualifié tracteurs et moiss.-batteuses.

Nantes - Célibataire, 39 ans, expérience 15 ann. ventes, niv. bacc., lib. suite, voit., tél., bur., dépôt 100 m2, dem. Agence, Chef Ventes, LAUROY, 40, bd G.-Lauriol, Nantes.

H. 36 ans, lic. d'anglais, exp. traduction écrite, cap. rédiger en anglais, ch. emploi en rapport. Ecr. : M. COMTE, 62, rue Nationale, Châteauroux.

Ets TYRO, Mach. Out. La Ville-ès-Nonais (I.-et-V.), rech. Repr. démonstrat. dyn, lib. serv. mil. Conn. trav. métaux ex. Curr. V.

J. fille, 23 a., posséd. dipl. et sér. réf., ch. place responsab. ou chef de service mécanogr., cartes perfor., SALAUN, 24, rue A.-Decobecq, Bezons.

St.-dact. corresp. 33 ans ch. empl. stab., trav. var., resp., amb. saine, réf. 12 a. même Sté, lib. 20-1. 8×5 (si poss. journ. cont.) 900×13. Ecr. Mme CASALTA, 5, allée Butte-Blanche, Créteuil, Mont-Mesly, Seine.

Secrétaire part. anglais, sér. réf., bne présent., aim. contacts clients, ch. place stable Paris. Ecr. : RODI, 13, r. de la Gare à Aubergenville (S.-et-O.)

Secr. st.-dact, angl., réf., ch. trav. après-midi. PAPE, 41, rue Guersant, 17e.

Rech. personne ayt bon. connaiss. en Latin pr emploi stable. Ecr. VAUDEL, 12, rue J.-Jaurès, Rochefort (Charente-Maritime) - Tél. 926.

H.E.C., J.F. 31 a., cadre, angl. parf., rédactrice, sens initiat. et respons., ch. poste collaboratrice. LAINE, 5, rue Léon-Bonnat, Paris-16e.

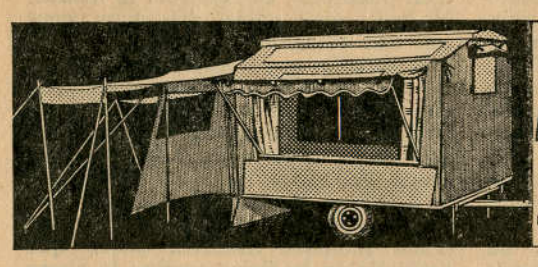
J. H. 23 a., b. form., ayt fait ét. march., ayt dirigé serv. représ., rech. bne sit. BEZAYRIE, 76, r. de la Jonquière-17e.

Cadre, 34 ans, études psycho., sens dévelop, organisat. et respons., libre de suite, cherche emploi service person. ou autre. RICHLY, 4, avenue Corbera (12e).

POTABLE... OUI
BUVABLE... NON
L'eau du robinet a très souvent un GOÛT



Désodorise, filtre, adoucit et vous procure, pour un prix modique, un GRAND CRU d'eau de table.
PRIX: 149 F
En vente : GRANDS MAGASINS ARTS-MÉNAGISTES, DIETÉTICIENS.
EXPO. 91, rue Réaumur PARIS (2e)
CONST. OTEM-ISORADIA
31, rue Buffon PARIS (5e) GOB. : 16-99

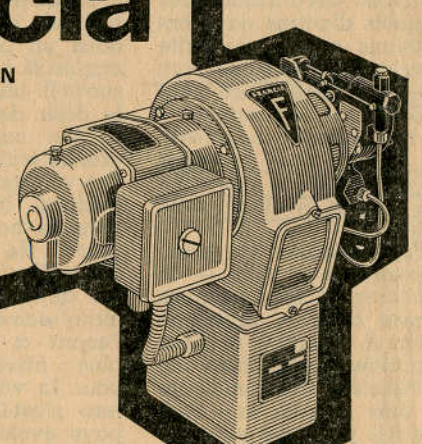


VACANCES ROULANTES AVEC ARABELLE-LYS
21, R. COUSTOU LILLE
DEPLIANT GRATUIT SUR DEMANDE

CHAUFFAGE CENTRAL AUTOMATIQUE AU MAZOUT

Si vous n'avez pas encore le chauffage central automatique au mazout, demandez à votre installateur habituel d'adapter sur votre chaudière un brûleur Francia ou de vous installer un bloc-chaudière Francia.
C'est maintenant qu'un chauffage central au mazout s'installe dans les meilleures conditions, avec les plus larges facilités de crédit.
POUR VOUS 2 GARANTIES :
- le meilleur matériel au service de l'usager
- les meilleurs techniciens au service de l'installateur

brûleurs francia
26, rue Desseaux - ROUEN
(Seine Mar.)
Tél. : 70-45-70
Documentation gratuite sur demande



LA MAISON GRAND EMPEREUR NAPOLEON
Son origine - Ses produits

La Maison GRAND EMPEREUR NAPOLEON a été fondée en 1712 à SAINT-ESTEPHE (Médoc) et transférée en 1779 à COGNAC.
La Maison GRAND EMPEREUR NAPOLEON est propriétaire en Charente du Domaine de Brissac et de Gimeux, avec ses fameuses distilleries AUGUSTE BERCHON, GRAND EMPEREUR NAPOLEON et WAGRAM.
La Maison GRAND EMPEREUR est devenu Maison GRAND EMPEREUR NAPOLEON en 1804, à l'occasion du Sacre de l'Empereur Napoléon 1er.
Elle conserve toujours, avec un soin religieux, le magnifique aigle en bois sculpté haut de 95 centimètres, qui fut remis à cette occasion à son fondateur par Napoléon 1er LUI-MEME, en témoignage de sa fidélité et de la haute qualité de ses produits.
Le Cognac GRAND EMPEREUR NAPOLEON ***, Carte Or, est un produit très fin, délicat et souple, véritable régal, pris en coup du milieu, selon l'usage des Charentes, et aussi en long drink. En faisant dissoudre un morceau de sucre, dans un verre à liqueur de ce cognac, on le transforme en une incomparable liqueur de dames.
Le Cognac GRAND EMPEREUR NAPOLEON MONDIAL est un vieux nectar très coloré, très parfumé et puissant.

CHAUDIERE DE CHAUFFAGE CENTRAL "SAHARA 10"
La chaudière "SAHARA 10" de 10.000 Calories est estampillée "NF-GAZ" pour le gaz de ville
Le corps de chauffe de la chaudière SAHARA est constitué par un serpentin en gros tube de cuivre rouge comme en 1921. Ce matériau résiste le mieux à l'usure et fournit un démarrage plus rapide grâce à sa plus haute conductibilité et à sa légéreté.
La chaudière SAHARA, à circulation d'eau chaude, fonctionne sans accélérateur, elle améliore la circulation. Les organes de régulation et de protection, à l'avant de l'appareil, sont facilement accessibles.
F. MOURRET
Ingénieur E.C.P. constructeur
Primé en 1921, en 1923, en 1934
59, avenue de la République
Châtillon-sous-Bagneux (Seine)
Tél. : ALE. 02-54.

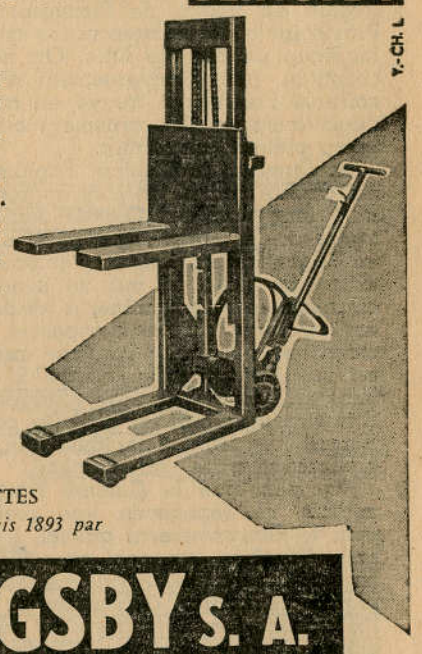
UNE INNOVATION SENSATIONNELLE : LE MULTIROIR
MULTIROIR est composé d'un casier, et d'un tiroir. Le casier est muni sur chaque face de glissières permettant de les assembler les uns au-dessus ou à côté des autres.
Le tiroir est muni à l'intérieur de rainures pouvant recevoir des plaquettes pour le cloisonner de 2 à 18 cases, toutes les combinaisons intermédiaires étant possibles.
Les cloisons peuvent rester amovibles ou être soudées à froid à l'aide de Trichloréthylène.
Le tiroir peut également recevoir six godets semi-sphériques afin d'y loger de très petits objets difficiles à saisir dans un angle (épingles, aiguilles etc.).
Les casiers et les tiroirs étant entièrement transparents, on peut juger instantanément du volume du stock contenu dans chaque tiroir.
Multiroir peut occuper tout emplacement disponible, puisqu'il épousera la forme de cet emplacement.
- A bon café - Bon appareil PERCOLATEUR MILANO (UTENTRA)
- Un café "Express" chez soi avec PERCOLATEUR MILANO (UTENTRA)
- Un petit Percolateur de ménage... PERCOLATEUR MILANO (UTENTRA)

"JOUJOULAC" Usine Monart Lacroix-Saint-Ouen (Oise)
Beaux jouets en bois laqué

CHAMPAGNE CHARLES HEIDSIECK REIMS

MATERIEL DE BUREAU
Créations TIRLET
Distribuées par SERICOM
13 bis, rue de l'Eglise, Neuilly

Choisissez votre élévateur dans la gamme des
ÉLÉVATEURS A FOURCHE SLINGSBY



Forces 500 et 1.000 kg. Hauteur de levée jusqu'à 3 m.
Tous les modèles hydrauliques à bras peuvent être équipés pour élévation électrique.
CHARIOTS
DIABLES
BROUETTES
ELEVATEURS
ECHELLES
MARCHEPIEDS
ROUES ET ROULETTES
fabriqués à Paris depuis 1893 par
SLINGSBY S. A.
Société Anonyme au capital de 750.000 NF
22 à 24, rue de Chabrol, Paris 10e - Pro. 13-27 et 68-29
75, rue Jacquemars Giélée à Lille - Tél. 57.29.47
3, Place Edgar Quinet à Lyon - Tél. 52.19.83
90, rue d'Italie à Marseille - Tél. 59.77.55

DABO
14, place Verheyleweghen,
BRUXELLES 15
ECHELLES DE MENAGE
ECHELLES INDUSTRIELLES
BOIS OU ALUMINIUM

Reproduction interdite sans autorisation.
Les opinions émises n'engagent que leurs auteurs.

ABONNEMENTS :
ZONE FRANC .. 50 F
Zone Franc : CC.P. 11.650.44 Paris.
ETRANGER ... 65 F
Autres pays : Compte 732.395 Société Générale de Belgique-Bruxelles.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.
Quotidien (provisoirement hebdomadaire) imprimé en France. — Numéro Commission paritaire des Papiers de Presse : 36.139.
Dépôt légal : 1er trimestre 1963.
Impr. LOINTIER, rue Casanova, Paris-Drancy. Le directeur de la publication : J. ENFER.

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL

MOUVEMENT EUROPÉEN — 10, BOULEVARD POISSONNIÈRE - PARIS-9e — LAF. 02-11

Paris 17 de julio de 1964

Sr. D. Manuel IRUJO
Delegación Vasca
48, rue Singer
PARIS 16 ème.

Querido D. Manuel

Le adjunto copia de la respuesta a Don Salvador y resumen de prensa sobre las negociaciones España-Mercado Común, tal como convenimos. Espero haber interpretado el sentimiento de todos nuestros amigos.

Un abrazo

Gironella

Paris, 16 de julio de 1964

D. Salvador de Madariaga
Hotel Cosmos
CONTREXEVILLE -Vosges

Querido Don Salvador,

Contesto a su apreciada carta del 22 de junio con un poco de retraso. Este retraso está explicado, sino justificado, por tres hechos concretos: 1) Cuando recibi la carta de Vd. llamé por teléfono a Julian. Este, que había recibido el mismo dia una copia de la carta, me confesó que la dimisión de Vd. era un hecho politico grave, susceptible de dar pábulo a toda clase de interpretaciones equivocas. Me anunció que le escribia a Vd. aquel mismo dia y me rogó, mientras esperaba la respuesta de Vd. a su carta, de no precipitar una decisión del Consejo Federal; 2) La dimisión eventual del Presidente es un asunto que interesa al conjunto del Consejo Federal y que no puede ser aceptada por el Secretario General y los sólos vice-presidentes. Siguiendo la indicación de Vd. "...ruego a Vds. cuatro examinen el asunto de mi sustitución como presidente", y dando al asunto la importancia requerida, quedamos con Parera que la presencia de otras personas (Llopis y Valera por ejemplo) era imprescindible para que la discusión propuesta por Vd. tuviera sentido y responsabilidad. Habia pues que esperar el paso de Llopis por Paris. La reunión tuvo lugar el miércoles de la semana pasada, dia 8 de julio; 3) Mi trabajo profesional anda un poco descompuesto. Estoy sin secretaria y paso la mitad del mes fuera de Paris. Es una dificultad suplementaria.

Cerrado este paréntesis de escusas, pasemos al problema planteado por Vd.

Como digo más arriba, el miércoles 8 de julio nos reunimos en Paris los amigos Llopis, Parera, Valera, Maldonado, Irujo y un servidor. Hubo una explicación general y tomamos dos decisiones, una sobre la forma y otra sobre el fondo de la cuestión. Hay que hacer constar que entre los seis no hubo la más pequeña discrepancia. Los comentarios, las informaciones y las decisiones respondieron a un sentimiento de total unanimidad. Las decisiones fueron las siguientes:

1.- Sobre la forma. Los presentes consideraron que no habia ningún vicio de procedimiento. En el transcurso de las dos últimas reuniones plenarias del Consejo Federal —la última presidida por Vd.— se tomó el acuerdo que en caso de una decisión del Comité de Ministros de la CEE, el Secretario General en conformidad con los vice-presidentes residentes en Paris, podia y debia publicar una resolución marcando la posición del Consejo. Esto y nada más es lo que se hizo. Afirmado el principio hay que decir que si hubiéramos pensado que Vd. u otro miembro del Consejo podia no estar de acuerdo con el texto o el estilo de la resolución, la hubiéramos sometido previamente a la consideración y a la aprobación del conjunto de los miembros del Consejo. Puede haber habido exceso de celo, pero nadie ha pretendido sorprender la confianza o la buena fe de nadie.

2.- Sobre el fondo. Todos los presentes, unanimemente, me pidieron le rogara a Vd. con todo cariño y con toda amistad, que reconsidere su deseo de abandonar la Presidencia del Consejo Federal Español. Primero porque el hecho de vivir en Inglaterra no es ni puede ser ningún obstáculo insuperable. Otros miembros del Consejo viven en Madrid, en Ginebra o en Albi. Esta dispersión geográfica complica indiscutiblemente el funcionamiento normal de nuestro Consejo y es posible que no haya solución mientras una parte importante de nuestros efectivos esté obligada a vivir en el exilio.- Segundo, porque las discrepancias a que Vd. hace referencia, discrepancias que han realmente existido, no son discrepancias de fondo o de principio, sino de interpretación y de táctica. Un hecho determinado —en este caso la decisión del Comité de Ministros de la CEE— ha sido interpretado diferentemente por V. y por nosotros. En defensa de nuestro deseo de evitar la decisión que Vd. nos anuncia en su carta, está el hecho de que la dificultad de una interpretación exacta no está solamente entre Vd. y nosotros, sino tambien en el seno de la Comisión de la CEE, en el seno del Parlamento Europeo y en el seno de la opinión pública. Los extractos de prensa que acompañan esta carta no pueden ser tomados a la ligera. La decisión de Bruselas no es una habilísima fórmula de Spaak para oponerse a las presiones franco-alemanas. Los italianos, Tratado de Roma en mano, estimaban que el único acuerdo posible era un acuerdo comercial; Spaak exigia una respuesta clara diciendo no a la asociación y ofreciendo una negociación comercial. La respuesta se refiere a conversaciones económicas y no comerciales. El matiz parece insignificante, pero en torno a estas dos palabras hubo una verdadera batalla diplomática. Contrariamente a lo que Vd. supone el vencedor del maratón no fué Spaak, sino los ministros francés y alemán. Las conversaciones económicas, que empezarán el próximo septiembre, pueden traernos sorpresas desagradables. Precisamente para ayudar a nuestros amigos como Spaak y Saragat, para que puedan jugar un papel intermedio o de árbitros, es imprescindible que nosotros nos situemos en una posición sin équivocos. Esta era nuestra intención al redactar la declaración. Sería absurdo y catastrófico que el resultado concreto de la decisión de Bruselas fuera una crisi más o menos profunda o justificada de nuestro Consejo Federal. Entonces si que podríamos decir que la dimisión de Vd., por ejemplo, sería una verdadera victoria de Franco contra nosotros. Por todo ello, conscientes que Munich debe seguir siendo más importante que la decisión de Bruselas, es por lo que le pedimos que reconsidere el deseo manifestado en su carta.

Reafirmándole personalmente mi simpatia y mi amistad y en espera de una respuesta que todos esperamos positiva, queda de Vd. seguro servidor y amigo

CIRONELLA
Secretario General

EL PROBLEMA DE LAS CONVERSACIONES "ECONOMICAS" ESPAÑA-MERCADO COMUN
VISTO DEL INTERIOR DE LOS ORGANISMOS DE LA COMUNIDAD EUROPEA

Extractos de prensa publicados por la Agencia Internacional EUROPA, agencia oficiosa de los medios europeistas de Bruselas y Luxemburgo

Bruselas, 12 mayo 1964.- En matière d'association à la Communauté, le Mémorandum que l'Italie vient de transmettre aux Institutions communautaires et aux autres Etats membres parvient à la conclusion que l'association n'est possible que pour les pays européens qui entendent évoluer vers l'adhésion et pour les pays africains en voie de développement ou les pays extra-européens assimilés. Dans tous les autres cas —aussi bien pour les pays européens qui ne réunissent pas les conditions politiques indispensables à l'adhésion que pour les pays extra-européens qui ne sont pas assimilables aux pays africains— la seule voie à retenir, selon l'Italie, serait celle des accords commerciaux.

En examinant les articles 111 et 113 du Traité de Rome, le Mémorandum italien parvient à la conclusion suivante:

— Au cours de la période de transition, tant que la politique commerciale commune n'existe pas encore, la Communauté est habilitée à conclure seulement des accords tarifaires, portant sur le tarif extérieur commun.

—Après l'expiration de la période de transition, c'est à dire après l'instauration de la politique commerciale commune, la Communauté peut conclure, en plus des accords tarifaires, des accords commerciaux au sens le plus large"

Bruselas, 22 mayo 1964.- M. Spaak, président en exercice du Conseil de la CEE, vient de transmettre aux gouvernements des autres Etats membres le projet de la lettre par laquelle —à son avis— la Communauté devrait répondre à la demande de l'Espagne visant l'ouverture des négociations. M. Spaak aurait rédigé deux textes alternatifs, le premier plus souple et le deuxième plus rigide, mais qui tous les 2 s'inspirent des principes que le ministre belge a déjà exposés aussi bien devant le Parlement de son pays que devant le Conseil de la CEE, à savoir:

1) La Communauté doit préciser explicitement dans sa réponse qu'il ne peut pas être question d'ouvrir des négociations visant une association de l'Espagne à la CEE étant donné que dans la conception communautaire l'association d'un pays européen ne peut être que le prélude à l'adhésion. Or, l'adhésion n'est pas possible pour un pays qui ne partage pas les idéaux politiques de la Communauté.

2) La Communauté est toutefois prête à examiner avec le gouvernement espagnol les questions commerciales qui pourraient résulter de la création du Marché Commun".

Bruselas, 25 mayo 1964.- (Un premier paragraphe fait référence aux deux lettres de M. Spaak).

A première vue, il apparait très improbable que l'ont puisse aboutir, le 2 juin, à une décision. Les ministres pourront tout au plus essayer de rapprocher leurs positions respectives. Selon certains, une proposition de compromis pourrait être avancée sur la base du deuxième texte (le plus souple) suggeré par M. Spaak. Ce texte, qui comporte un premier paragraphe rappelant les deux lettres du Gouvernement espagnol, préciserait dans son deuxième paragraphe que la Communauté est prête à antamer des conversations exploratoires en vue des négociations économiques On laisserait par contre tomber le troisième paragraphe du projet, qui précise que ces négociations ne pourraient en aucun cas aboutir à un accord d'association. Il s'agit de savoir si l'expression "négociations économiques" n'apparaîtra pas à certains comme implicant un engagement allant beaucoup plus loin de ce que la CEE peut accep
ter

Bruselas 30 de mayo de 1964.- "... Les échanges de vues intervenus au niveau des Représentants Permanents ont cependant permis de dégager certaines idées qui serviront sans doute aux Ministres pour engager le dialogue. Les voici en bref:

a) La Communauté ne réfuse pas, en principe, d'entrer en conversation avec un pays tiers pour examiner avec lui les problèmes soulevés par les relations commerciales reciproques, ...

b) L'énonciation, dans le texte d'une telle réponse, d'allusions directes aux régimes politiques, pose un problème d'opportunité politique.

c) Quatre pays membres désirent qu'il soit dit explicitement, et dès le début, que l'objectif de la négociation ne peut pas être l'association.

A partir de ces données, il est possible de supposer que les Ministres pourraient décider d'adresser au Gouvernement espagnol une lettre extrêmement concise, en acceptant d'engager des conversations exploratoires (il faudrà s'accorder sur la terminologie: s'agira-t-il de negociations commerciales ou économiques)?). Simultanément, la déclaration des quatre pays membres sur l'objectif de la négociation serait inscrita au procès-verbal et la Commission Européenne pourrait être chargée d'informer l'Espagne, dès l'ouverture d'un dialogue, de l'existance de cette réserve.

Strasbourg, 16 juin 1964.- M. Fernand Dehousse a déposé sur le Bureau du Parlement Européen une demande de question orale sans débat, adressée à la Commission de la CEE pour savoir "quelle est la portée du mandat qu'elle a reçu du Conseil de Ministres et quelle orientation elle compte donner aux conversations avec les représentants du Gouvernement espagnol".

Samedi dernier, au cours de la réunion conjointe du Parlement avec l'Assemblée consultative, M. Dehousse avait notamment déclaré: "Le mandat donné à la Commission est celui-ci: entreprendre des conversations sur les rélations économiques avec l'Espagne. Qu'est-ce que cela signifie? Il ne peut pas être question, évidemment, d'une adhésion. Est-il question d'une association? On serait tenté de repondre comme les Normands, à la façon du conseil des ministres: peut-être bien que oui, peut-être bien que non. Les uns disent: si on ne mentionne pas l'association, c'est parce qu'elle est exclue à priori. Les autres disent: Ah non, si on ne la mentionne pas, c'est pour des raisons d'ordre diplomatique. C'est là un clair-obscur auquel, sans déflorer ma question, monsieur le président, je voudrais essayer de donner quelque lumière lors des débats du Parlement européen qui auront lieu ici la semaine prochaine".

M. Rey, en répondant aux différents orateurs, avait dit au sujet de l'Espagne que puisqu'"il existe encore visiblement des dissentiments au sein de notre Conseil et de notre Communauté, notre Commission a répondu qu'elle veillerait, dans l'exécution du mandat qui lui était donné, à ne porposer au Conseil que des solutions pour lesquelles elle aurait un raisonnable espoir d'obtenir l'accord unanime, puisque nous sommes encore dans une période où l'unanimité est necessaire. Le Conseil ..."

Strasbourg, 18 juin 1964.- M. Jean Rey, membre de la Commission de la CEE chargé des relations avec les pays tiers, a repondu ce matin à la question de M. Fernand Dehousse. M. Rey a employé les mêmes arguments par lesquels il avait répondu samedi passé lors de la session jointe . Il a indiqué notamment qu'il ne lui appartenait pas de se prononcer sur la "portée du mandat" donné à l'Executif, question qui est de la compétence du ConseilEn ce qui concerne l'orientation que la Commission compte donner a ses conversations avec l'Espagne, M. Rey a fait remarquer à M. Dehousse qu'il lui était difficile de donner des précisions et que l'on ne sait pas encore ce que demanderont les Espagnols...

Dehousse s'est déclaré non satisfait des informations qui lui ont été fournies par M. Rey.

Luxembourg, le 17 juin 1964:- Editorial: L'Association: doctrine ou pragmatisme ?

"Deux conceptions différentes, voire opposées, de la politique à suivre à l'égard de la participation de nouveaux membres aux Communautés Européennes, soit sous forme d'adhésion soit sous forme d'association, ont été exposées à l'occasion de la réunion jointe des membres du Parlement européen et de ceux de l'Assemblée consultative. M. Dehousse, rapporteur au nom du Parlement européen, a notamment déclaré, nous citons: "En premier lieu, les candidats à l'association et surtout les candidats à l'adhésion doivent pleinement se rendre compte de la signification originale des Communautés au point de vue politique et au point de vue juridique. Il ne s'agit pas d'une simple alliance, d'une simple juxtaposition de souverainetés; il s'agit de quelque chose d'autre, qui implique de méthodes et des disciplines qui ne sont pas celles des alliances ou des unions du droit international classique". Ce n'est pas l'énonciation d'une veritable doctrine, mais la fixation des certains grands principes et surtout le rappel aux candidats possible de l'existance des principes qu'il faut préalablement reconnaître et accepter, et qui sont à la base même de l'existance de la Communauté. Qu'on les appelle "démocratie","idealisme européen","méthode communautairé", etc., ce n'est pas le plus important. Ce qui importe est qu'ils existent et qu'ils doivent être acceptés préalablement pour tout candidat à l'adhésion, même lorsque cette adhésion passe par le chemin de l'association. Qu'avons-nous entendu dire, par contre, par M. Bernascosi, membre du Parlement européen ? Après avoir reconnu que l'association peut être concue comme comme une adhésion différée, il déclare: "élaborer, comme certains le souhaitent, une veritable doctrine de l'association, c'est donner aux articles du Traité de Rome une interpretation rigide et par la même éloigner de nous des Etats qui seraient disposés à adhérer à la CEE s'ils n'y étaient empêchés par des impératifs économiques et politiques. Ce serait d'autre part donner lieu au sein même de la Communauté à des discusions doctrinales qui risqueraient de nous conduire à certains ostracismes et de diviser ainsi l'Europe. M. Bernascosi en tire la conclusion que la définition d'une doctrine de l'association "aurait pour conséquence un repli de l'Europe des six sur elle-même et, à plus ou moins terme, u, étiolement de cette Europe".

Bruselas, 2 de julio de 1964.- M. Rey, responsable des rélations extérieures au sein de la CEE, a réçu avant-hier le chef de la mission d'Espagne auprès de la CEE, M. Casa-Miranda, et l'ambassadeur d'Espagne auprès de l'OCDE, M. Nuñez Iglesias, qui dirigéra la délégation espagnole dans les conversations exploratoires avec la Communauté. Les deux parties de commun accord ont décidé que les coversations en question s'ouvriront au début d'octobre, por une réunion consacrée à l'établissement d'une procédure: ensuite, à la fin octobre, l'Espagne exposera ses problèmes et ses "desiderata".

ARDE

Acción Republicana Democrática Española

COMISION EJECUTIVA NACIONAL

París 11 de Julio de 1964

Señor don Manuel de Irujo
48 rue de Singer
París16

Mi querido amigo:

Te incluyo con ésta copia de la carta que, en cumplimiento últimamente adoptado por la U. de F.D., envié al Presidente del Partido Laborista Británico señor Wilson.

Aprovecha la ocasión para enviarte un cordial abrazo

R. Prieto

París,10 de Julio de 1964

Señor Harold Wilson
Transport House
LONDRES.

Distinguido señor:

Un considerable sector de la opinión democrática española,integrado por diferentes partidos políticos de honda raigambre en el país,como "Izquierda Demócrata Cristiana","Acción Republicana Democrática","Partido Socialista Obrero Español","Partido Nacionalista Vasco" y "Acción Nacionalista Vasca" y por organizaciones sindicales tan importantes como la "Unión General de Trabajadores" y la "Solidaridad de Trabajadores Vascos",han constituido hace años la "UNION DE FUERZAS DEMOCRATICAS" (U.de F.D.),organismo de oposición a la dictadura española,con el propósito de sustituirla,reemplazándola por un régimen democrático,basado en una consulta electoral de carácter constituyente,que nos permita a los españoles decidir libremente de nuestros destinos.

Quienes constituimos la U.de F.D. hemos seguido con el mayor interés el debate a que ha dado lugar la discusión,en la Cámara de los Comunes,del presupuesto de Asuntos Exteriores.Con tal motivo hemos tenido ocasión de leer,con emoción de hombres libres,las nobles palabras que allí pronunció.Con ellas,a la vez que defendía usted una causa que de manera directa nos afecta,enunciaba una elevada doctrina de ámbito universal.Por ello,en la última reunión de nuestro Organismo Central,se tomó el acuerdo de enviarle,en nombre de todos,con nuestro reconocimiento más profundo,nuestra más sincera felicitación.

Al complacerme transmitiéndole nuestra decisión,aprovecha la ocasión para saludarle atentamente,

Por la UNION DE FUERZAS DEMOCRATICAS

José Maldonado
Vicepresidente

Hasta el 20 de julio:

GRAND HOTEL TROIS-EPIS ***
Direction A. Bentz
TROIS-EPIS (Haut-Rhin)
Téléphone Colmar 49.07.65 - Trois-Epis n°8
C. C. P. A. BENTZ Strasbourg 1386.42
R. C. Colmar 57 A 427

Trois-Epis, le 10 de Julio de 1964.

Excmo. Sr.
Don Manuel Irujo
50, rue Singer
Paris, 16.

Querido amigo,

Le agradezco su carta del día de San Fermín y todo lo que en ella me dice viene con la autoridad que le concede la amistad que le tengo. Trátase no obstante de una carta privada y personal.

Quedan por aclarar de modo oficial el punto añejo y el punto nuevo. Por qué se lanzó un texto tan importante y relativamente tan poco urgente sin consultarme; y por qué no se me ha contestado todavía al cabo de un mes.

Cuando todo esto esté aclarado podremos considerar la situación y ver cómo la resolvemos para que no se vuelva a producir.

Entre tanto le manda un cordial saludo
su amigo

Sandoval

GRAND HOTEL TROIS-EPIS ***
Direction A. Bentz
TROIS-EPIS (Haut-Rhin)
Téléphone Colmar 49.07.65 - Trois-Epis n°8
C. C. P. A. BENTZ Strasbourg 1386.42
R. C. Colmar 57 A 427

Trois-Epis, le 6 de junio de 1964.

COPIA.

12 de junio de 1964.

Sr.D. Enrique Gironella
Gauche Européenne
10, Boulevard Poissonnière
Paris.

Querido Gironella,

Por conducto de Gorkin recibí la declaración del Consejo Federal Español, y como estamos entre amigos quisiera que tanto Vd. como los tres Vice-Presidentes me permitieran exponer las razones de mi desacuerdo en cuanto al procedimiento, al fondo y a la forma.

En cuanto al procedimiento estimo que el asunto tiene bastante importancia y no tenía bastante urgencia para que se hubiera hecho una declaración pública sin consultar el presidente; y ya hecha, hubiera necesitado una carta del secretario al presidente justificando tan excepcional procedimiento.

En cuanto al fondo, estimo la actitud adoptada poco afortunada. La decisión de Bruselas me parece una habilísima fórmula de Spaak para mantener su negativa frente a las presiones franco-alemanas. Bruselas no ha abierto la puerta ni a la integración política ni a la asociación económica de España. Sólo habla de conversaciones para estudiar las relaciones económicas entre el Mercado Común y España, relaciones que existen ya, y por lo tanto, a cambio de no dar nada nuevo, Spaak ha neutralizado a los dos amigos de Franco.

Nosotros teníamos la posibilidad de apoyar la versión Spaak o la versión Franco-Francia-Alemania; la primera, la que arriba doy; la segunda, la que da la prensa española. La declaración adoptada por el Consejo viene pues a apoyar la propaganda de Franco y supongo que Fraga Irribarne le dará toda la publicidad que pueda.

En la forma, la declaración me parece muy defectuosa. Cae en el sentimentalismo, ofende a nuestros amigos en Bruselas y en general da la impresión de derrota y frustración por nuestra parte. Hubiera sido mucho más hábil, y a mi ver más conforme a la realidad, haber presentado la decisión de Bruselas como otra victoria nuestra en la línea de Munich, lo que reforzaría a Spaak y a los holandeses, mientras que ahora, nuestros amigos podrán aflojar y dejarse ir a la otra vía ya que nosotros mismos damos por sentado que ya la han tomado.

Es mi mayor deseo que tanto Vd. como los amigos Irujo, Maldonado y Parera tomen estas críticas como una expresión objetiva de mi estado de ánimo. No hay en ello ni el menor asomo de sentimiento personal. Ante una situación nueva, hemos reaccionado de modo distinto, como tantas veces ha sucedido, sólo que otras veces estábamos en conversación o en correspondencia u esta vez nó. Ello me lleva a decirles a Vds. que ya hace tiempo, desde Munich, al hacerse más urgente y vital el problema español ante Europa, vengo pensando que el Consejo Federal no puede ser presidido desde Inglaterra, y necesita un presidente que viva en Paris. Esta opinión que ya viene formándose desde hace tiempo en mi ánimo llega a punto de decisión con el caso que ahora nos ocupa.

Por lo tanto ruego a Vds. cuatro examinen el asunto de mi sustitución como presidente, pues yo deseo dejar mi puesto el 10 de julio de este año. Vuelvo a repetir que no se trata de una postura afectiva sino puramente funcional. Desde Oxford no puedo seguir lo que se hace ni Vds. pueden llevar adelante las cosas sin demora y sin riesgos de desacuerdos graves como el actual.

Salude Vd. cordialmente a los tres Vice-Presidentes y reciba un abrazo de su amigo

7/7, San Fermin de 1964.

Amigo Don Salvador:

Algo habrá, que determina que haya recibido la suya de ayer y la conteste el día de San Fermin.

Paso copia de la suya y de la adjunta del 12 pdo a los tres vicepresidentes y a Gironella.

Permítame expresarle mi parecer. La fórmula Spaak fué una transacción entre la posición franco-alemana y la nuestra. Para mantener a Spaak en esa posición, es preciso que nosotros nos mantengamos en la nuestra. Eso quiso hacer la Comisión Permanente del Consejo Federal. Créamelo Don Salvador.

La Comisión actuó porque entendimos que tal era la voluntad del Consejo al instituirla, con la doble finalidad de que no actuara solamente el Secretario General y la de que, por fálta de reunión del pleno, la voz del Consejo Federal pudiera ser escuchada de alguna manera.

El que usted viva en Inglaterra, como el que nosotros vivamos en Francia, no parece motivo demasiado fundamental para basar en él una actitud trascendental. Yo le suplico de que sea usted amable y acepte nuestra interpretación. En usted es un acto de delicadeza y de elegancia espiritual el ofrecer su dimisión. En nosotros constituye un deber el no aceptársela. Yo le pido a Dios --déjeme decírselo-- que no surjan otros motivos que puedan distanciarnos de manera más fundamental. Y permítanos la satisfacción de que siga usted siendo nuestro Presidente. Tal vez nos toque en suerte jugar batallas de mayor importancia que las reñidas hasta la fecha. Déjenos vivir en la satisfacción de que en ellas usted siga siendo nuestro gran patrón.

Muy suyo

GRAND HOTEL TROIS-EPIS ***
Direction A. Bentz
TROIS-EPIS (Haut-Rhin)
Téléphone Colmar 49.07.65 - Trois-Epis n°8
C. C. P. A. BENTZ Strasbourg 1386.42
R. C. Colmar 57 A 427

Trois-Epis, le 6 de julio de 1964.

Excmo Sr.
D. Manuel de Irujo
50, rue Singer
Paris, 16.

Querido amigo,

Agradeceré a Vd. considere esta carta como dirigida a los tres Vice-Presidentes del Consejo Federal y por lo tanto también a Maldonado y a Parera.

En fecha que no puedo precisar recibí un ejemplar de la declaración del Consejo Federal Español relativa a la decisión tomada en Bruselas por el Comité de Ministros sobre sus relaciones con España. Venía en un sobre con cuatro líneas a mano de Gironella escritas sobre el mismo texto, expresando esperanza de que yo encontraría aprobable la declaración redactada por él y los tres Vice Presidentes.

El 12 de junio, poco después de recibido el texto, escribí a Gironella la carta cuya copia le adjunto.

Ha transcurrido casi un mes y no tengo respuesta. Todo bien pensado, me inclino a creer que se ha perdido mi carta o que está enfermo Gironella. Por lo cual le escribo a Vd. a fin de que (c'est le cas de le dire) tome cartas en el asunto. No dudo que recibiré pronto noticias de Vd, y entre tanto le manda un abrazo

su amigo

Santamaya

Dimisión de Madariaga

Madariaga ha presentado la dimisión en su cargo de Presidente del Consejo Federal. La formuló en carta dirigida a Gironella, que este no debió contestar. La reiteró en carta dirigida a Irujo. Se fundaba la dimisión en que 'el vive en Inglaterra y los restantes miebros del Consejo en Francia, los vicepresidentes habían dado una nota de protesta contra el acuerdo de los Seis respondiendo a la petición franquista de ingreso en el Mercado Común sin contar con él, y reputaba esta nota inadecuada pues que la respuesta Spaak era lo mejor o lo menos malo que nosotros podíamos esperar.

Irujo pasó copia de la carta de Madariaga a los restantes vicepresidentes y la contestó, con caracter personal, diciendo a Madariaga: Que el vivir en Inglaterra, como el vivir en Francia, no suponían motivos de dimisión y que tal vez lo fueran de conveniencia; que la respuesta había sido acordada por la Comisión Permanente del Consejo designada en la última reunión plenaria del mismo para poder actuar mientras el Consejo en pleno no se reuniera; y que la respuesta no podía ser otra que la que fué, ya que, la actitud Spaak significa una transacción entre nuestra posición y la franco-alemana. Para que esta transacción se mantuviera, era preciso que nosotros insistieramos en nuestra actitud inicial, pues que, si nosotros nos colocabamos en la misma actitud de Spaak, la nueva transacción sería establecida entre la de Spaak y la franco-alemana.

La respuesta oficial acordada por el Consejo reiteró la que ya había anticipado con caracter personal Irujo, apoyada, además, en las manifestaciones de los socialistas y democratas cristianos, que siguen manteniendo, no la actitud Spaak, sino la inicial del Consejo Federal, que es la reiterada.

Suponemos que Madariaga retirará su dimisión, dándose por satisfecho de la confianza reiterada del Consejo.

8/7/64

Consejo Federal Español del Movimiento Europeo

8/7/64

Entre otros extremos de menos importancia, se trató de la propuesta de intentar la constitución de un Comité Europeo de Amigos de la Democracia Española, en el que se reunan todos aquellos que realmente lo son y quieran integrarlo, para dar tracto organico y funcional a las actividades dispersas de sus diversos componentes.

Sirvieron de base a la propuesta, formulada por el Secretario General, Gironella, laa manifestaciones hechas por diputados socialistas y democratas cristianos en Estrasburgo y algunas informaciones de prensa, que leyó el Sr, Gironella y que prometió distribuir. La finalidad del Comité, añadió Gironella, debería ser la de prestar ayuda a la democratización de España, apoyando a los fermentos que en el interior se mueven en tal sentido, de lo que dió algún detalle.

Llopis se manifestó opuesto a la idea. La democratización del régimen franquista es imposible, mientras no deje de ser una dictadura totalitaria. Ese es el señuelo del interior. Y están equivocados al seguirlo, porque es engañoso. Hay que luchar frontalmente contra el régimen. Se extendió en abundantes consideraciones en tal sentido.

Irujo, manifestandose de acuerdo con Llopis, expuso sin embargo que en la formulación de Gironella había dos extremos, totalmente distintos y que pueden ser estudiados separadamente. Primero, la constitución del Comité de Amigos de la Democracia Española; segundo, los objetivos que traten de alcanzarse de tal organismo. Irujo en cuanto a la propuesta recogida en el primer extremo se muestra en pleno acuerdo con Gironella; en las alegaciones del segundo está también de pleno acuerdo con Llopis. No deja sin embargo de observar que, aun sin propkmerse la democratización del régimen, que es tanto como resolver la cuadratura del círculo, aquel Comité podría servir de excelente pivote a cualquier actuación postsrior. La huelga es un delito, con arreglo al código penal franquista; sin embargo, la verdad es que cuarenta u ochenta mil obreros han pasado por la huelga, sin que se les haya aplicado la sanción del código penal franquista. Lo mismo sucede con la reunión ilegal, otro delito, que han puesto en ridículo los treinta o cuarenta mil congregados en Guernica. Si aquel Comité sirve para hacer presión en la opinión pública, en los Gobiernos y en la prensa, puede obtener el que, las gentes del interior, crean

o no en la democratización del régimen franquista, se encuentren amparados, protegidos, solidarizados, por la gestión que pueda realizar aquel Comité. Por lo cual, Irujo propone que, sin hacer dedicación del mismo a la democratización del régimen, se constituya dicho Comité, con la mayor amplitud y autoridad posible por sus componentes, comenzando por contar conn las dos Sindicales, libre y cristiana, y siguiendo después con todos aquellos q e se dispongan a establecer esa solidaridad de equipo, solidaridad que no existe hoy y que puede ser interesantisima, tomando como base inicial los acuerdos de Munich.

Maldonado, en cuanto Irujo estableció la distinción, fué manifestando con un motimiento de manos su conformidad a la exposición. Altermimar Irujo, Llopis volvió a hablar para dar su plena y total conformidad a la propuesta, tal cpmo había diso aclarada. Todos hablaron en el mismo sentido. Eran los socialistas Llopis y Parera y los republicanos Valera y Maldonado. En pleno acuerdo, por unanimidad, muy reitarada, se acordó iniciar rapidamente las gestiones para constituir el Comité de referencia.

Terminada la reunión, Maldonado y Llopis quedaron hablando con los socialistas, mientras Gironella e Irujo, que tenían prisa, salieron juntos. Gironella comentó la reunión, aatisfecho de haber podido vencer, de manera afortunada, el innovilismo que suele ser caracteristica de los socialistas, inmovilismo que, suele llegar hasta ubicarse en contra, como había sido la posición inicial de Llopis. Muy satisfecho, anunció Gironella que, la primara conferencia sería con Becu. Luego con el Secretario democrata cristiano. Y de acuerdo con ambos, con Monnet en primer término, por estimar que es la figura más prestigiosa en los actuales momentos mirando a Europa.

No conviene hacer uso indiscreto de esta información, ya que, realmente, no hubo mas que una deliberación amable, en la cual, a fin de cuentas, no hubo ni vencedores ni vencidos, sino acuerdo total y entusiasta, porque, a última hora, el más satisfecho parecía ser el propio Llopis que había inicialmente combatido la propuesta.

***

PROJET D'UNE CONFERENCE DU MOUVEMENT EUROPEEN SUR L'ASSOCIATION DE L'ESPAGNE AU MARCHE COMMUN

CONSIDERATIONS SUR L'OPPORTUNITE DE CETTE CONFERENCE.

Le problème de l'association de l'Espagne au Marché commun et, à travers lui, à la Communauté Européenne, est provisoirement en suspens. Cette situation ne pourra pas se prolonger indéfiniment; tôt ou tard, il faudra apporter une réponse à cette question.

1.- Le gouvernement de Madrid a posé sa candidature depuis 1961. Comme pour la Grèce, le gouvernement espagnol demande l'association de l'Espagne au Marché commun dans une première étape, et l'intégration sur un pied d'égalité après une période d'adaptation. Cette demande doit être renouvelée incessamment, si elle ne l'a pas déjà été au cours de ces derniers mois.

2.- Pour préparer cette association, le gouvernement espagnol a procédé à une série de transformations économiques internes, notamment à une ébauche de libéralisation, suivie d'un plan de développement mis en application à partir du 1er janvier 1964. Sans vouloir porter un jugement de valeur sur les mesures prises et les projets en cours, il faut reconnaître que l'économie espagnole s'est ouverte à l'intervention économique européenne. Elle l'a fait au moment même où les premières mesures d'un tarif douanier commun entre les six pays risquaient de fermer la porte aux exportations traditionnelles de l'Espagne, pour favoriser des produits d'autres secteurs du Marché commun. Un tel état de choses ne saurait se prolonger sans condamner l'économie espagnole au suicide.

3.- D'autre part, l'ensemble de l'opposition démocratique espagnole (depuis les démocrates-chrétiens et les monarchistes libéraux jusqu'aux libéraux, socialistes et syndicalistes des différentes tendances) a affirmé à Munich, lors du dernier congrès du Mouvement Européen, sa ferme volonté d'associer l'Espagne à la construction européenne. Sans tenir compte des conceptions idéologiques qui opposent toutes les tendances démocratiques au gouvernement actuel en ce qui concerne l'avenir du pays, divergence qui ne peut être tranchée en définitive que par le peuple espagnol lui-même, nous jugeons utile de rappeler la dernière partie de la résolution de Munich : ".... Le Congrès exprime le profond espoir que l'évolution consécutive à l'application des points précédemment énoncés, permettra l'incorporation de l'Espagne à l'Europe dont elle est un élément essentiel. Il prend acte de la ferme conviction, exprimée par tous les délégués espagnols présents au Congrès,

que l'immense majorité du peuple espagnol souhaite que cette évolution se fasse selon les règles de la prudence politique, et aussi rapidement que les circonstances le permettront, dans la sincérité de tous, et leur engagement de renoncer à toute violence active ou passive pendant ou après le processus d'évolution".

4.- Le problème de l'association de l'Espagne à la C.E.E. divise les gouvernements et l'opinion publique de la Communauté.

Sur le plan gouvernemental, Paris et Bonn semblent favorables à une première prise de contact entre le gouvernement espagnol et les services de la C.E.E., alors que d'autres gouvernements et certains parlements nationaux s'opposent à toute négociation, tant que l'hypothèque démocratique ne sera pas définitivement levée.

Sur le plan de l'opinion publique, certains milieux politiques et certains milieux d'affaires estiment qu'il serait insensé d'exposer l'expérience économique espagnole en cours à des difficultés insurmontables, ou considèrent que l'association de l'Espagne au Marché commun, loin de retarder l'évolution démocratique nécessaire, l'accélérerait plutôt. Par contre, d'autres milieux politiques, et notamment les syndicalistes, estiment que l'association de l'Espagne franquiste constituerait une véritable trahison envers la démocratie et l'Europe.

5.- Dans ces circonstances, il nous paraît évident :

a)- qu'il n'est pas souhaitable de laisser indéfiniment pourrir le problème;

b)- que la question ne relève pas de la simple technique économique, mais qu'elle est plutôt d'ordre politique. La C.E.E. est mal outillée pour trouver une solution et le désaccord entre gouvernements rend toute solution difficile ou, dans le meilleur des cas, boiteuse. Les rapports de force risquent de rendre le problème pratiquement insoluble;

c)- que seul un organisme neutre, tel le Mouvement Européen, est qualifié pour préparer une solution réaliste et efficace. En effet, dans le Mouvement Européen se trouvent représentés toutes les tendances politiques, tous les milieux économiques et sociaux, tous les pays du Marché commun et du Conseil de l'Europe, et la volonté et la sincérité européen de ce Mouvement ne peuvent pas être mises en doute.

6.- En conséquence, nous nous permettons de soumettre au Bureau exécutif du Mouvement Européen le projet suivant :

REUNION D'UNE CONFERENCE EUROPEENNE SUR L'ASSOCIATION DE L'ESPAGNE A LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE.

I.6 Le Mouvement Européen prend la décision de réunir une Conférence sur le problème de l'association de l'Espagne à la Communauté Economique Européenne. Cette conférence se tiendra à Bruxelles, les septembre 1964.

II.- Le but de cette conférence est de permettre aux représentants des milieux économiques, professionnels, politiques et sociaux des pays représentés au Mouvement Européen d'analyser d'une façon objective et constructive le problème de l'association de l'Espagne au Marché commun, et d'en définir éventuellement les conditions.

III.- Participeraient à cette conférence 80 personnalités appartenant aux pays et organisations membres du Mouvement Européen et 30 personnalités espagnoles venant en majorité de l'intérieur de l'Espagne. Comme la conférence devrait permettre aux représentants européens de définir une position commune sur la question, les délégués espagnols y joueraient essentiellement un rôle de témoins. La délégation espagnole ne devrait pas se limiter aux personnalités de l'opposition de l'intérieur ou de l'exil, mais inclure des personnalités non gouvernementales appartenant aux milieux proches du gouvernement.

IV.- La conférence pourrait se composer de quatre parties :

- un rapport sur l'économie espagnole et la nécessité de l'intégration de l'Espagne dans le Marché commun, après une période d'association. L'élaboration de ce rapport serait confiée à un éminent économiste espagnol;
- un rapport culturel sur les attaches traditionnelles de l'Espagne à l'Europe et la volonté unanime de s'intégrer dans la Communauté en formation. Ce rapport serait rédigé par un professeur espagnol renommé;
- un débat général introduit par un ou plusieurs rapporteurs européens;
- conclusions.

V.- La conférence serait organisée par le secrétariat du Mouvement Européen. Un comité ou un groupe de travail pourrait éventuellement être créé auprès du Secrétariat Général.

==========

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

PROYECTO DE AMPLIACION DEL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO

Se proyecta una ampliación del CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL. Este proyecto ha sido considerado por la mayor parte de los miembros actuales del Consejo y por el Sr. Gil Robles. Todos han convenido en su oportunidad.

Serán normas para la formalización de este proyecto, las siguientes:

Primera.- El CONSEJO FEDERAL seguirá siendo fundamentalmente el órgano de representación de los grupos democráticos europeistas españoles en el Movimiento Europeo. Secundariamente el CONSEJO debería servir como plataforma de contacto entre los diferentes grupos políticos españoles a efectos de establecer una política europea común.

Segunda.- Se duplicará el número de los miembros integrantes del CONSEJO mediante la incorporación al mismo de nuevos miembros residentes en el interior de España. Este nuevo fragmento del CONSEJO tendrá una composición simétrica a la del CONSEJO actual. Los miembros lo serán a título personal, pero de hecho serán representantes de las diversas tendencias ideológicas del europeismo: socialistas, demo-cristianos, liberales, independientes, sindicalistas, etc.

Tercera.- A efectos institucionales y ante el Movimiento Europeo el CONSEJO constituirá un solo organismo. A efectos funcionales actuará en dos cámaras separadas bajo una presidencia comúny con dos vicepresidencias. Una de las cámaras funcionará en Paris y tendrán derecho de asistencia, con voz y voto, a sus sesiones todos los miembros de la segunda cámara que eventualmente puedan encontrarse en la capital francesa. La segunda cámara tendrá su residencia en Madrid y los miembros de la cámara de Paris tendrán respecto a ella los mismos derechos. Ambas cámaras estudiarán con toda independencia los problemas que consideren oportunos y tomarán sus decisiones, que para ser efectivas deberán merecer la aprobación de la cámara paralela.

Cuarta.- Se sugiere la conveniencia de integrar el fragmento del CONSEJO FEDERAL residente en Madrid con las tendencias siguientes: dos independientes (Srs. Lain Entralgo y Tierno Galván); dos demócratas social-cristianos (a designar por su partido); dos miembros de la democracia cristiana (a designar por su partido); dos socialistas (a designar por el P.S.O.E.);dos miembros de Acción Democrática (a designa por su partido); un representante de la Alianza Sindical (a designar por su Ejecutiva); dos representantes de la Unión de Fuerzas Democráticas de Cataluña, dos del Partido Nacionalista Vasco y dos del movimiento autonomista gallego. Eventualmente podrán incorporarse como independientes elementos representativosde las organizaciones europeistas democráticas de las diferentes localidades españolas.

Quinta.- Se recomienda que los representantes de las diversas tendencias en el CONSEJO FEDERAL (cámara interior) coincidan en la persona con los representantes de las mismas tendenciason la Directiva de la A.E.C.E. Tambien es recomendable que en el CONSEJO figuren personalmente los señores Gil Robles, Giménez Fernández y Dionisio Ridruejo.

JOSEP SANS

Bruselas, 11 de marzo de 1964

Amigo Irujo,

Recibí ayer su carta y los comentarios a la publicación de "Pacem in Terris". Gracias. Comprendo su punto de vista. No he tenido aún tiempo de leerlo pero supongo que será buen material para el próximo número?

Es comprensible lo que me dice usted de no haber indicado "un hombre" y sí solamente un equipo y un programa. Pero desgraciadamente, entonces, todo mi artículo caía por su base, puesto que todo el mundo cree que trabaja en un equipo y con un programa, pero para mi nadie lo hace, bien al contrario. Estoy seguro que mis argumentos no serviran para nada, en los momentos actuales... Cada persona, cada grupo, continúa queriendo ser EL, y nada más.

Un ejemplo lo tenemos en el proyecto de "ampliacion del Consejo Federal Español del Movimiento Europeo" que supongo ha recibido usted de Gironella. De nuevo quieren hacernos avalar a Gil Robles como "jefe" del interior con su A.E.C.E. y compañia. Yo, con eso no marcho. Adjunto encontrarà usted "mi proyecto" de reorganización. Puesto que es un Consejo "federal" hay que actuar federalmente. O en caso contrario, que se lo hagan. No podemos sacrificar a nuestros amigos del interior solamente para tener unos contactos con un grupo de Madrid.

Quizás me quede sólo en esta posicion. Pero yo lo siento mucho. Hace demasiado tiempo que dura esta comedia y si hay que continuarla aún, yo prefiero, o no estar en ella o que cada cual aguante con su responsabilidad.

Veremos ~~que es~~ lo que pasarà el domingo. Le telefonearé el sàbado por la mañana. Quizás pueda venir a verle pero no lo sé puesto que al llegar a Paris tengo aún que preparar varias cosas.

Un fuerte abrazo de su buen amigo,

Mi nueva direccion:
57,D, Avenue d'Auderghem - Bruxelles, 4

Josep SANS
57 D, avenue d'Auderghem
Bruxelles 4

PROYECTO DE REORGANIZACION DEL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO

Serán normas para la formalización de esta reorganización las siguientes :

1a.- El CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL continuará siendo fundamentalmente el órgano de representación de los grupos democráticos europeístas españoles ante el Movimiento Europeo. Subsidariamente, el CONSEJO debería servir como plataforma de contacto entre los diferentes grupos políticos españoles a efecto de establecer una política europea común.

2a.- Para una mayor eficacia de la acción política europea se considera necesario y oportuno integrar al CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL una representación lo más completa posible de todos los grupos europeístas democráticos del interior del territorio del Estado Español.

3a.- A efectos institucionales y ante el Movimiento Europeo, el CONSEJO constituirá un sólo organismo. A efectos funcionales actuará en dos Camaras separadas, con un Presidente común, varios vicepresidentes y un Secretario General común.

4a.- Una de las Cámaras funcionara en París y estará constituída como sigue :

- 2 representantes socialistas - P.S.O.E.
- 2 representantes liberales - A.R.D.E.
- 2 representantes demócratas cristianos
- 2 representantes federalistas
- 2 representantes sindicalistas (Alianza Sindical)
- 4 representantes catalanes
- 4 representantes vascos
- 2 representantes gallegos.

Por decisión unánime de las representaciones podrán ser cooptadas a título personal un máximum de cuatro miembros.

El Presidente y el Secretario General del CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL del MOVIMIENTO EUROPEO, dadas sus funciones, no deberán ser considerados como representantes de una de las tendencias o grupos componentes del Consejo.

5a.- La segunda Cámara estará constituída por representantes de los grupos que actúan en el interior. Los miembros designados lo serán a título personal, pero de hecho deberán representar las diferentes tendencias ideológicas del europeísmo.

./...

La estructura de la segunda Cámara será la siguiente :

a) Un organismo residente en Madrid y compuesto de :

- 2 representantes demócratas-cristianos
- 2 representantes social-cristianos
- 2 representantes socialistas (P.S.O.E.)
- 2 representantes liberales (A.R.D.E.)
- 2 representantes sindicalistas (Alianza Sindical)
- 2 representantes federalistas
- etc.

Por decisión unánime de las representaciones podrán ser cooptadas a título personal un máximum de cuatro mienbros.

b) Un organismo residente en Barcelona y compuesto de representantes de las fuerzas y tendencias europeístas catalanas.

c) Un organismo residente en Bilbao y compuesto de representantes de las fuerzas y tendencias europeístas vascos.

d) En caso necesario podrán constituírse organismos similares en Galicia o en otros pueblos o regiones del Estado Español.

Estos organismos tendrán plena libertad para relacionarse entre sí. A efectos institucionales se creará un Comité compuesto de :

- 4 representantes del organismo de Madrid
- 2 representantes del organismo catalán
- 2 representantes del organismo vasco.

En caso de creación de nuevos organismos parecidos la proporción de la representación respectiva deberá ser adaptada a las necesidades del momento afin que no pueda existir una preponderancia demasiado manifiesta de uno u de otro organismo.

6a.- Ambas Cámaras estudiarán como toda independencia los problemas que consideren oportunos y tomarán sus decisiones que, para ser efectivas, deberán merecer la aprobación de la Cámara paralela.

7a.- Los miembros de la Cámara del interior que eventualmente se encuentren en París podrán asistir, con voz y con voto, a las sesiones que celebre la Cámara del exterior.

8a.- Las vicepresidencias serán las siguientes :

- Cámara del exterior : Cuatro vicepresidencias a repartir entre las principales tendencias y los grupos catalán, vasco y gallego ;

- Cámara del interior ; Cuatro vicepresidencias : (este número podrá ser ampliado en caso de creación de otros organismos)

  Dos para el organismo de Madrid
  Una para el organismo catalán
  Una para el organismo vasco.

Bruselas, 10 de marzo de 1964.

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL

MOUVEMENT EUROPÉEN — 10, BOULEVARD POISSONNIÈRE - PARIS-9e — LAF. 02-11

C O N V O A T O R I A

Muy apreciado amigo,

Tengo el gusto de confirmarle que el CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO se reunirá el próximo domingo dia 15 de marzo, en el salón de reuniones de la Gaucho Européenne 10, Bld. Poissonnière (3er. piso) Presidirá la reunión Don Salvador de Madariaga y ha prometido su asistencia nuestro amigo el Sr. Robert van Schendel, secretario general del Movimiento Europeo.

La reunión empezará a las 11 de la mañana y continuará por la tarde. Una comida en común será posible en un restaurant vecino.

El CONSEJO discutirá del siguiente

ORDEN DEL DIA

1.- El proyecto de Conferencia del Movimiento Europeo sobre la asociación de España al Mercado Común.

2.- El proyecto de ampliación del CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO.

3.- La participación eventual del CONSEJO FEDERAL a las actividades del Consejo Mediterráneo que preside el Sr. La Pira.

4.- La próxima reunión en Paris del Comité Internacional del Movimiento Europeo (20 et 21 marzo 1964)

5.- Questiones varias.

Le saluda afectuosamente

Secretario General

CONSEIL DE L'EUROPE - COUNCIL OF EUROPE

DIRECTION DE L'INFORMATION — DIRECTORATE OF INFORMATION

C (64) 6
PL/m-thn
7.3.1964

RECEVABILITE PARTIELLE DE DEUX NOUVELLES REQUETES LINGUISTIQUES BELGES

Le Secrétariat de la Commission européenne des Droits de l'Homme publie le communiqué suivant :

Les 5 et 6 mars 1964, la Commission européenne des Droits de l'Homme, siégeant à huis clos à Strasbourg, a tenu une audience contradictoire sur la recevabilité de deux nouvelles requêtes déposées contre la Belgique en matière linguistique. Les requérants étaient représentés par Me. Laloux, avocat près la Cour d'Appel de Bruxelles, le Gouvernement belge par M. Gomrée, magistrat délégué au Ministère de la Justice, et par Me. Bayart, avocat à la Cour de Cassation.

Les requérants sont francophones et habitent Louvain et Mol ou les environs de ces deux villes, situées en région légalement unilingue-néerlandaise. Ils font valoir que la nouvelle législation linguistique de 1963 les empêche de faire donner sur place à leurs enfants un enseignement de langue française dans une école publique ou subventionnée. Plus précisément, ils se plaignent de ce que leurs enfants n'ont pas accès aux classes françaises de l'Institut du Sacré-Coeur de Heverlé (Louvain) et de l'école européenne de Mol. Ils allèguent à cet égard la violation des articles 8, 9, 10 et 14 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de l'article 2 de son Premier Protocole Additionnel.

Statuant à ce sujet, la Commission a déclaré les requêtes recevables en ce qui concerne les griefs portant sur les articles 8 (respect de la vie privée et familiale) et 14 (non-discrimination) de la Convention ainsi que sur l'article 2 du Premier Protocole Additionnel (droit à l'instruction et droit des parents d'assurer l'enseignement et l'éducation de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques). Elle les a, en revanche, déclarées irrecevables, comme manifestement mal fondées, pour autant qu'elles se réfèrent aux articles 9 et 10 de la Convention (liberté de pensée et liberté d'expression).

./.

D 1183

La Commission a décidé de joindre ces deux requêtes aux quatre autres affaires linguistiques belges qui, déclarées partiellement recevables le 26 juillet 1963, sont actuellement pendantes devant une sous-commission. On rappelle que ces quatre requêtes émanent d'habitants d'Alsemberg, Beersel, Kraainem, Gand et Anvers.

Constituée le 5 octobre 1963 afin d'établir les faits et de tenter de parvenir à un règlement amiable, cette sous-commission se compose de sept des membres de la Commission, à savoir: Mme. Janssen-Pevtschin et M. Welter, désignés respectivement par le Gouvernement belge et par l'ensemble des requérants, et de MM. Petren, Beaufort, Castberg, Triantafyllidès et Sigurjonsson, désignés par tirage au sort. La sous-commission se réunira à Strasbourg dans la deuxième quinzaine d'avril afin d'entendre à huis clos les explications des parties sur le fond des six affaires.

Proyecto anunciado Birrell

PROJET D'UNE CONFERENCE DU MOUVEMENT EUROPEEN SUR L'ASSOCIATION DE L'ESPAGNE AU MARCHE COMMUN

CONSIDERATIONS SUR L'OPPORTUNITE DE CETTE CONFERENCE.

Le problème de l'association de l'Espagne au Marché commun et, à travers lui, à la Communauté Européenne, est provisoirement en suspens. Cette situation ne pourra pas se prolonger indéfiniment; tôt ou tard, il faudra apporter une réponse à cette question.

1.- Le gouvernement de Madrid a posé sa candidature depuis 1961. Comme pour la Grèce, le gouvernement espagnol demande l'association de l'Espagne au Marché commun dans une première étape, et l'intégration sur un pied d'égalité après une période d'adaptation. Cette demande doit être renouvelée incessamment, si elle ne l'a pas déjà été au cours de ces derniers mois.

2.- Pour préparer cette association, le gouvernement espagnol a procédé à une série de transformations économiques internes, notamment à une ébauche de libéralisation, suivie d'un plan de développement mis en application à partir du 1er janvier 1964. Sans vouloir porter un jugement de valeur sur les mesures prises et les projets en cours, il faut reconnaître que l'économie espagnole s'est ouverte à l'intervention économique européenne. Elle l'a fait au moment même où les premières mesures d'un tarif douanier commun entre les six pays risquaient de fermer la porte aux exportations traditionnelles de l'Espagne, pour favoriser des produits d'autres secteurs du Marché commun. Un tel état de choses ne saurait se prolonger sans condamner l'économie espagnole au suicide.

3.- D'autre part, l'ensemble de l'opposition démocratique espagnole (depuis les démocrates-chrétiens et les monarchistes libéraux jusqu'aux libéraux, socialistes et syndicalistes des différentes tendances) a affirmé à Munich, lors du dernier congrès du Mouvement Européen, sa ferme volonté d'associer l'Espagne à la construction européenne. Sans tenir compte des conceptions idéologiques qui opposent toutes les tendances démocratiques au gouvernement actuel en ce qui concerne l'avenir du pays, divergence qui ne peut être tranchée en définitive que par le peuple espagnol lui-même, nous jugeons utile de rappeler la dernière partie de la résolution de Munich : ".... Le Congrès exprime le profond espoir que l'évolution consécutive à l'application des points précédemment énoncés, permettra l'incorporation de l'Espagne à l'Europe dont elle est un élément essentiel. Il prend acte de la ferme conviction, exprimée par tous les délégués espagnols présents au Congrès,

que l'immense majorité du peuple espagnol souhaite que cette évolution se fasse selon les règles de la prudence politique, et aussi rapidement que les circonstances le permettront, dans la sincérité de tous, et leur engagement de renoncer à toute violence active ou passive pendant ou après le processus d'évolution".

4.- Le problème de l'association de l'Espagne à la C.E.E. divise les gouvernements et l'opinion publique de la Communauté.

Sur le plan gouvernemental, Paris et Bonn semblent favorables à une première prise de contact entre le gouvernement espagnol et les services de la C.E.E., alors que d'autres gouvernements et certains parlements nationaux s'opposent à toute négociation, tant que l'hypothèque démocratique ne sera pas définitivement levée.

Sur le plan de l'opinion publique, certains milieux politiques et certains milieux d'affaires estiment qu'il serait insensé d'exposer l'expérience économique espagnole en cours à des difficultés insurmontables, ou considèrent que l'association de l'Espagne au Marché commun, loin de retarder l'évolution démocratique nécessaire, l'accélérerait plutôt. Par contre, d'autres milieux politiques, et notamment les syndicalistes, estiment que l'association de l'Espagne franquiste constituerait une véritable trahison envers la démocratie et l'Europe.

5.- Dans ces circonstances, il nous paraît évident :

a)- qu'il n'est pas souhaitable de laisser indéfiniment pourrir le problème;

b)- que la question ne relève pas de la simple technique économique, mais qu'elle est plutôt d'ordre politique. La C.E.E. est mal outillée pour trouver une solution et le désaccord entre gouvernements rend toute solution difficile ou, dans le meilleur des cas, boiteuse. Les rapports de force risquent de rendre le problème pratiquement insoluble;

c)- que seul un organisme neutre, tel le Mouvement Européen, est qualifié pour préparer une solution réaliste et efficace. En effet, dans le Mouvement Européen se trouvent représentés toutes les tendances politiques, tous les milieux économiques et sociaux, tous les pays du Marché commun et du Conseil de l'Europe, et la volonté et la sincérité européen de ce Mouvement ne peuvent pas être mises en doute.

6.- En conséquence, nous nous permettons de soumettre au Bureau exécutif du Mouvement Européen le projet suivant :

REUNION D'UNE CONFERENCE EUROPEENNE SUR L'ASSOCIATION DE L'ESPAGNE A LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE.

I.6 Le Mouvement Européen prend la décision de réunir une Conférence sur le probleme de l'association de l'Espagne à la Communauté Economique Européenne. Cette conférence se tiendra à Bruxelles, les septembre 1964.

II.- Le but de cette conférence est de permettre aux représentants des milieux économiques, professionnels, politiques et sociaux des pays représentés au Mouvement Européen d'analyser d'une façon objective et constructive le problème de l'association de l'Espagne au Marché commun, et d'en définir éventuellement les conditions.

III.- Participeraient à cette conférence 80 personnalités appartenant aux pays et organisations membres du Mouvement Européen et 30 personnalités espagnoles venant en majorité de l'intérieur de l'Espagne. Comme la conférence devrait permettre aux représentants européens de définir une position commune sur la question, les délégués espagnols y joueraient essentiellement un rôle de témoins. La délégation espagnole ne devrait pas se limiter aux personnalités de l'opposition de l'intérieur ou de l'exil, mais inclure des personnalités non gouvernementales appartenant aux milieux proches du gouvernement.

IV.- La conférence pourrait se composer de quatre parties :

- un rapport sur l'économie espagnole et la nécessité de l'intégration de l'Espagne dans le Marché commun, après une période d'association. L'élaboration de ce rapport serait confiée à un éminent économiste espagnol;
- un rapport culturel sur les attaches traditionnelles de l'Espagne à l'Europe et la volonté unanime de s'intégrer dans la Communauté en formation. Ce rapport serait rédigé par un professeur espagnol renommé;
- un débat général introduit par un ou plusieurs rapporteurs européens;
- conclusions.

V.- La conférence serait organisée par le secrétariat du Mouvement Européen. Un comité ou un groupe de travail pourrait éventuellement être créé auprès du Secrétariat Général.

==========

PROJECT D'UNE CONFERENCE DU MOUVEMENT EUROPEEN SUR L'ASSOCIATION DE L'ESPAGNE AU MARCHE COMUN

CONSIDERATIONS SUR L'OPPORTUNITE DE CETTE CONFERENCE.

Le probléme de l'association de l'Espagne au Marché commun et, à travers lui, à la Communauté Eurppéenne, est provisoirement en suspens. Cette situation ne pourra pas se prolonger indéfiniment; tôt ou tard, il faudra apporter une réponse à cette question.

1.- Le gouvernement de Madrid a posé sa candidature depuis 1961; Comme pour la Gréce, le gouvernement espagnol demande l'association de l'Espagne au Marché Commun dans une premiére étape, et l'integration sur un pied d'égalité aprés une période d'adaptation. Cette demande doit être renouvelée incessamment, si elle ne l'a pas déjà été au cours de ces derniers mois.

2.- Pour préparer cette association, le couvernement espagnol a procédé à une série de transformations économiques internes, notamment à une ébauche de libéralisation, suivie d'un plan de développement mis en application à partir du 1er janvier 1964. Sans vouloir porter un jugement de valeur sur les mesures prises et les projets en cours, il faut reconnaître que l'économie espagnole s'est ouverte à l'intervention économique européenne; Elle l'a fait au moment même oú les premieres mesures d'un tarif douanier commun entre les six pays risquaient de fermer la porte aux exportations traditionnelles de l'Espagne, pour favoriser des produits d'autres secteurs du Marché commun. Un tel état de choses ne saurait se prolonger sans condamner l'économie espagnole au suicide.

3.- D'autre part, l'ensemble de l'opposition démocratique espagnole (depuis les démocrates-Chrétiens et les monarchistes libéraux jusqu'aux libéraux, socialistes et syndicalistes des différentes tendances) a affirmé à Munich, lors du dernier congrés du Mouvement Européen, sa ferme volonté d'associer l'Espagne à la construction européenne. Sans tenir compte des conceptions idéologiques qui opposent toutes les tendances démocratiques au gouvernement actuel en ce qui concerne l'avenir du pays, divergence qui ne peut être tranchée en définitive que par le peuple espagnol lui-même, nous jugeons útile de rappeler la derniére partie de la résolution de Munich: "... Le Congrés exprime le profond espoir que l'évolution consécutive à l'application des points précédemment énoncés, permettra l'incorporation de l'Espagne à l'Europe dont elle est un élément essentiel. Il prend acte de la ferme conviction, exprimée par tous les délégués espagnols présents au Congrés, que l'immense majorité du peuple espagnol souhaite que cette évolution se fasse selon les régles de la prudence politique, et aussi rapidement que les circonstances le permettront, dans la sincérité de tous, et leur engagement de renoncer à toute violence active ou passive pendant ou aprés le processus d'évolution."

4.- Le probléme de l'association de l'Espagne à la C.E.E. divise les gouvernements et l'opinion publique de la Communauté.

Sur le plan gouvernamental, Paris et Bonn semblent favorables à une premiére prise de contact entre le gouvernement espagnol et les services de la C.E.E., alors que d'autres gouvernements et certains parlements nationaux s'opposent à toute négociation, tant que l'hypothéque démocratique ne sera pas définitivement levée.

Sur le plan de l'opinion publique, certains milieux politiques et certains milieux d'affaires estiment qu'il serait insénsé d'exposer l'expérience économique espagnole en cours à des difficultés insurmentables, ou considérent que l'association de l'Espagne au Marché commun, loin de retarder l'évolution démocratique nécéssaire, l'accélérerait plutôt. Par contre, d'autres milieux politiques, et notamment les syndicalistes, estiment que l'association de l'Espagne franquiste constituerait une véritable trahison enverse la démocratie et l'Europe.

5.- Dans ces circonstances, il nous paraît évident:

a)- qu'il n'est pas souhaitable de laisser indéfiniment pourrir le probléme;

b)- que la question ne reléve pas de la simple technique économique, mais qu'elle est plutôt d'ordre politique. La C.E.E. est mal outillée pour trouver une solution et le désaccord entre gouvernements rend toute solution difficile ou, dans le meilleur des cas, boiteuse. Les rapports de force risquen de rendre le probléme pratiquement insoluble;

c)- que seul un organisme neutre, tel le Mouvement Européen, est qualifié pour préparer une solution réaliste et efficace. En effet, dans le Mouvement Européen se trouvent représentés toutes les tendances politiques, tous les milieux économiques et sociaux, tous les pays du Marché commun et du Conseil de l'Europe, et la volonté et la sincérité européen de ce Mouvement ne peuvent pas être mises en doute.

6.- En conséquence, nous nous permettons de soumettre au Bureau éxecutif du Mouvement Européen le projet suivant:

REUNION D'UNE CONFERENCE EUROPEENNE SUR L'ASSOCIATION DE L'ESPAGNE A LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE.-

I.- Le Mouvement Européen prend la décision de réunir une Conférence sur le probleme de l'association de l'Espagne à la Communauté Economique Européenne. Cette conférence se tiendra à Bruxelles, les Septembre 1964.

II.- Le but de cette conférence est de permettre aux représentants des milieux économiques, professionnels, politiques et sociaux des pays représentés au Mouvement Européen, d'analyser d'une façon objective et constructive le probléme de l'association de l'Espagne au Marché commun, et d'en définir éventuellement les conditions.

... / ...

III.- Participeraient à cette conférence 80 personnalités appartenant aux pays et organisations membres du Mouvement Européen et 30 personnalités espagnoles venant en majorité de l'intérieur de l'Espagne. Comme la conférence devrait permettre aux représentants européens de définir une position commune sur la question, les délégués espagnols y joueraient essentiellement un rôle de temoins. La délégation espagnole ne devrait pas se limiter aux personnalités de l'opposition de l'interieur ou de l'exil, mais inclure des personnalités non gouvernamentales appartenant aux milieux proches du gouvernement.

IV.- La conférence pourrait se composer de quatre parties:

- un rapport sur l'économie espagnole et la nécessité de l'intégration de l'Espagne dans le Marché commun, aprés une période d'association. L'élaboration de ce rapport serait confiée à un éminent économiste espagnol;

- un rapport culturel sur les attaches traditionnelles de l'Espagne à l'Europe et la volonté unanime de s'intégrer dans la Communauté en formation. Ce rapport serait rédigé par un professeur espagnol renommé;

- un débat général introduit par un ou plusieurs rapporteurs européens;

- conclusions.

V.- La conférence serait organisée par le secrétariat du Mouvement Europeen. Un Comité ou un groupe de travail pourrait éventuellement être créé auprés du Secrétariat Général.

(Es copia)

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO.

PROYECTO DE AMPLIACION DEL CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIM.EUROPEO

Se proyecta una ampliación del CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL. Este proyecto ha sido considerado por la mayor parte de los miembros actuales del Consejo y por el Sr. Gil Robles. Todos han convenido en su oportunidad.

Serán normas para la formalización de este proyecto, las siguientes

PRIMERA.- El CONSEJO FEDERAL seguirá siendo fundamentalmente el órgano de representación de los grupos democráticos europeistas españoles en el Movimiento Europeo. Secundariamente el CONSEJO debería servir como plataforma de contacto entre los diferentes grupos políticos españoles a efectos de establecer una política europea común.

SEGUNDA.- Se duplicará el número de los miembros integrantes del CONSEJO mediante la incorporación al mismo de nuevos miembros residentes en el interior de España. Este nuevo fragmento del CONSEJO tendrá una composición simétrica a la del CONSEJO actual. Los miembros lo serán a título personal, pero de hecho serán representantes de las diversas tendencias ideológicas del europeísmo: socialistas, demo-cristianos, liberales, independientes, sindicalistas, etc.

TERCERA.- A efectos institucionales y ante el Movimiento Europeo el CONSEJO constituirá un sólo organismos. A efectos funcionales actuará en dos cámaras separadas bajo una presidencia común y con dos vicepresidencias. Una de las cámaras funcionará en París y tendrán derecho de asistencia, con voz y voto, a sus sesiones todos los miembros de la segunda cámara que eventualmente puedan encontrarse en la capital francesa. La segunda cámara tendrá su residencia en Madrid y los miembros de la cámara de París tendrán respecto de ella los mismos derechos. Ambas cámaras estudiarán con toda independencia los problemas que consideren oportunos y tomarán sus decisiones, que para ser efectivas deberán merecer la aprobación de la cámara paralela.

CUARTA.- Se sugiere la conveniencia de integrar el fragmento del CONSEJO FEDERAL residente en Madrid con las tendencias siguientes: dos independientes (Sres. Lain Entralgo y Tierno Galván); dos demócratas social-cristianos (a designar por su partido); dos miembros de la democracia cristiana (a designar por su partido); dos socialistas (adesignar por su partido); un representante de la Alianza Sindical (a designar por su Ejecutiva); dos representantes de la Unión de Fuerzas Democráticas de Cataluña, dos del Partido Nacionalista Vasco y dos del movimiento euronomista gallego. Eventualmente podrán incorporarse como independientes elementos representativos de las organizaciones europeístas democráticas de las diferentes localidades españolas.

QUINTA.- Se recomienda que los representantes de las diversas tendencias en el CONSEJO FEDERAL (cámara interior) coincidan en la persona con los representantes de las mismas tendencias en la Directiva de la A.E.C.E. También es recomendable que en el CONSEJO figuren personalmente los señores Gil Robles, Gimenez Fernandez y Dionisio Ridruejo.

(Es copia)

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL

Mouvement Europeen - 10 Bvd. Poissonniere, Paris 9

CONVOVATORIA

Muy apreciado amigo,

Tengo el gusto de confirmarle que el CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO se reunirá el próximo domingo, día 15 de marzo, en el salón de reuniones de la Gauche Europeenne 10, Bvd. Poissonniére (3er. piso); Presidirá la reunión Don Salvador de Madariaga y ha prometido su asistencia nuestro amigo el Sr. Robert van Schendel, secretario general del Movimiento Europeo.

La reunión empezará a las 11 de la mañana y continuará por la tarde. Una comida en común será posible en un restaurant vecino.

El CONSEJO discutirá del siguiente

ORDEN DEL DIA

1.- El proyecto de Conferencia del Movimiento Europeo sobre la asociación de España al Mercado Común.
2- El proyecto de ampliación del CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO.
3- La participación eventual del CONSEJO FEDERAL a las actividades del Consejo Mediterráneo que preside el Sr. La Pira.
4- La próxima reunión en París del Comité Internacional del Movimiento Europeo (20 y 21 marzo 1964).
5- Cuestiones varias.

Le saluda afectuosamente

Gironella
Secretario General
(firmado y rubricado)

La Paix par la Confiance et des Traites

Pour servir de guide

A Berlin, capitale de la République Démocratique Allemande, plus de 140 personnalités de douze Etats européens se sont rencontrées les 17 et 18 novembre 1964 pour une importante conférence sur le thème

« Un ordre pacifique durable par la confiance et les traités ».

Nous rappelant l'exhortation du Pape Paul VI demandant que la sécurité des peuples soit fondée sur « la compréhension mutuelle, sur la confiance réciproque généreuse et sur l'esprit de la coopération fondamentale à l'avantage commun », des dignitaires de l'Eglise, des prêtres et des laïcs de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Hongrie, de France, de Belgique, de Hollande, de Grande-Bretagne, d'Italie, d'Autriche, de Suisse, de la République Fédérale Allemande, de Berlin-Ouest et de la République Démocratique Allemande ont examiné comment contribuer le plus efficacement, sur la base de l'encyclique « Pacem in terris », avec tous les hommes de bonne volonté au maintien et à la consolidation de la paix. Ce faisant, ils ont reconnu que leur devoir primordial était de s'opposer de toutes leurs forces à l'esprit malfaisant de la course aux armements, au danger de la dissémination des armes nucléaires par le biais de la M.L.F., ainsi qu'à la détérioration des relations entre Etats par la méfiance et la guerre froide.

Fermement décidés à accomplir ce service de paix, qui rehausse l'authencité du témoignage chrétien dans le monde moderne, les personnalités catho-

liques de l'est et de l'ouest ont adopté à l'unanimité presque totale la « Déclaration de Berlin » en tant qu'appel à l'action. Puissent tous les coreligionnaires catholiques la prendre à cœur ! Agissons suivant la directive du Saint-Père : « Pour nous, la paix est un commandement et un engagement ! » En formulant ce vœu, nous vous remettons le gouvernail.

Les invitants à la conférence de Berlin des personnalités catholiques :

Professeur MARGARETE BÄUMER
cantatrice, Leipzig

Professeur FRANZ FLECK
médecin-chef de la clinique
de dermatologie, Gera

KARL GROBBEL
gérant de la revue
mensuelle catholique « begegnung »,
Berlin

Dr WERNER KARWATH
médecin-chef de la polyclinique de
l'industrie minière, Schwarzenberg

Professeur RUDOLF NEUHAUS
chef de musique, Dresde

MAX REUTTER
maire-adjoint du Grand-Berlin

WILLY RUTSCH
Président de la Chambre unifiée
de l'Eglise et du Couvent, Erfurt

LUITPOLD STEIDLE
maire de Weimar, la ville de Goethe

Un ordre de paix durable par la confiance et des traités

Excellences ! Révérents pères !

Mesdames, messieurs ! Chers amis !

Nous vous avons invité à participer à Berlin à une importante conférence dans cette partie de Berlin où ni le revanchisme, ni les militaristes avec leur soif de bombes atomiques ne pourront jamais s'établir. Nous vous avons invités dans la capitale de la République Démocratique Allemande. Certains d'entre vous seront peut-être étonnés que l'orateur en cette réunion soit un artiste et non un homme politique. Mais je peux vous donner l'assurance, qu'en dehors de moi, tout artiste, tout homme de science ou représentant d'une autre profession, qui aime vraiment son travail et qui sait qu'il ne peut l'accomplir que dans un état de paix garanti, aurait pris la parole à ma place.

L'année 1964 doit donner à réfléchir à tous les hommes épris de paix. Des souvenirs douloureux nous animent lorsque nous nous rappelons, qu'il y a 50 ans, a commencé la première guerre mondiale et que, malgré les terribles expériences qui ont en ce temps déjà fait naître l'appel : « J a m a i s p l u s l a g u e r r e » –, 25 ans plus tard seulement une catastrophe encore plus grande déferla sur nous. De telles réminescences historiques acquièrent une double signification par les soucis qui nous préoccupent actuellement. Les stocks de bombes atomiques et à hydrogène, qui ont été accumulés ces dernières vingt années, ont atteint une monstrueuse envergure. Leur pouvoir de destruction – comme on l'a calculé – est si grand que l'on pourrait déclencher quotidiennement, bien au delà de l'année 2100, une force explosive aussi grande que celle de toutes les bombes, grenades et explosifs utilisés pendant l'ensemble de la seconde guerre mondiale. Face à cette effrayante réalité le professeur Carl Friedrich von Weizsäcker, le célèbre physicien atomiste a déclaré en 1963, à l'occasion de la réception du Prix de la Paix des libraires ouest-allemands :

« La paix mondiale est nécessaire. Nous vivrons dans une situation qui mérite le nom de paix mondiale ou nous ne vivrons **pas** ! »

Malheureusement cette opinion n'est pas encore celle de toutes les gens. Malheureusement, il existe toujours des hommes qui considèrent que la guerre est un moyen autorisé pour résoudre les conflits internationaux. Nous voulons rappeler qu'aujourd'hui une sale guerre coloniale est menée au Sud-Vietnam et en Angola, avec des armes conventionnelles certes, une guerre qui renferme cependant le danger de la dissémination et par là de l'utilisation d'armes de destruction massive. Nous voulons rappeler la crise de Chypre et les dangereuses intrigues de forces impérialistes au Congo. Et nous pensons surtout aux efforts inquiétants entrepris ces derniers jours et ces dernières semaines pour la création d'une force nucléaire multilatérale de l'O.T.A.N. qui doit permettre aux responsables de la dernière guerre d'avoir accès aux armes nucléaires.

La sauvegarde de la paix est une nécessité morale

Dans cette situation menaçante, il est pour tous les hommes, dont la vie et le bonheur dépendent du maintien de la paix, non seulement une nécessité morale, mais avant tout un acte d'autodéfense, d'employer toutes leurs forces pour la sauvegarde et le renforcement de la paix. L'intérêt à la paix est une chose qui est commune à tous les hommes doués de raison, quel que soit le pays dans lequel ils vivent, quelle que soit l'opinion philosophique qu'ils défendent. Car l'existence d'armes nucléaires est une menace pour tous les peuples, et les armes de destruction massive ne font pas de différence entre chrétiens et athéistes. Elles détruisent les lieux du travail, de la vie familiale et de la prière. D'innombrables hommes de bonne volonté dans de nombreux pays du monde – parmi eux un grand nombre de chrétiens catholiques – ont élevé leur voix pour mettre en garde devant le danger d'une guerre nucléaire. En notre Saint-Père le pape Paul VI, ils ont trouvé un défenseur de leur cause. Dans des paroles très graves, rappelant les exhortations de paix de Jean XXIII, le père de l'église catholique s'est adressé le 26 août à l'opinion publique mondiale :

> « Le 50e et le 25e anniversaire du début des deux guerres mondiales, qui ont empreintes de sang la première moitié de notre siècle, ne devraient-ils pas être l'occasion de nous saisir à nouveau des messages de paix des papes et de maintenir constamment en notre esprit leur vivante et poignante exhortation ? »

En même temps, le pape Paul VI a demandé aux chefs de gouvernement de ne pas fonder la sécurité des peuples « sur la terrible violence des armes de destruction massive », mais plutôt sur « l'entente réciproque, sur une loyale

confiance et sur l'esprit d'une coopération fondamentale au profit de tous ». Ce n'est pas par hasard que le pape Paul VI, dans son appel à l'occasion de l'anniversaire du début des deux guerres mondiales, s'est référé à « la parole solennelle et convaincante que Notre prédecesseur Jean XXIII a adressé au monde dans son encyclique « Pacem in terris ». Concordant presque textuellement avec la déclaration donnée le 26 août 1964 par le pape Paul VI au sujet d'un « équilibre des forces » formé par des armes de destruction massive, il est dit dans cette « Grande Charte » d'un ordre de paix durable fondé sur la foi et la raison :

« Dans les discussions des hommes éminant par leur position et leur autorité il doit sérieusement être examiné comment, dans le monde entier, les relations réciproques des Etats doivent être réorganisées dans un équilibre plus humain. Nous voulons dire un équilibre fondé sur la confiance réciproque, sur des traités sincères et sur des accords inviolables. »

Nous savons que le pape Jean XXIII n'a pas considéré l'encyclique « Pacem in terris », l'édification d'un ordre de paix durable, comme une affaire n'étant du ressort que de peu de personnes, mais plutôt comme un commandement et un engagement pour chaque chrétien catholique. Nous n'oublierons pas ses paroles :

« L'église pousse ses fils à collaborer activement à la réalisation de la paix . . . En aucun cas, les catholiques ne doivent se contenter de la position de simples observateurs, ils doivent au contraire se sentir liés à une mission d'en haut. »

Le pape Paul VI a renouvelé le 26 août cet ordre de mission au service de la paix, une paix qui « à chaque instant doit être examinée et gagnée ».

Les théologues parlent du « kairos », du don de penser et d'agir au juste moment. Ce juste moment de coopérer activement, en tant que catholiques, à la réalisation de la paix conformément aux exhortations des papes, ne serait-il pas venu maintenant, où nous nous souvenons des événements lourds de conséquences qui ont secoué le monde il y a 50 et 25 ans ? Ne serait-il pas venu précisément, à un moment où les dangers d'une dissémination des armes nucléaires, où le désir des responsables d'hier de participer à la M.L.F. sont sur toutes les lèvres ?

Oui, c'est le juste moment pour une réunion de personnalités catholiques de pays européens sur les questions vitales les plus urgentes de l'humanité, sur leur contribution à l'édification d'un ordre de paix durable par la confiance et des accords. Dans les directives des papes que nous avons citées nous ne voyons pas seulement la légitimation ecclésiastique mais avant tout un engagement pour notre action pleine de responsabilité.

Un nouveau chapitre de l'histoire de l'Eglise

Des chrétiens d'autres confessions nous ont déjà donné à ce sujet des exemples remarquables. Je pense avant tout à l'action de la Conférence Chrétienne de la Paix de Prague. Aujourd'hui et en ce lieu, nous voulons répondre au désir de nombreux amis de la paix catholiques et chercher les voies et les moyens qui doivent nous permettre, à nous catholiques, de renforcer le témoignage de paix chrétien et d'organiser encore mieux le service de paix commun de tous les hommes de bonne volonté.

Cette contribution constructive nous paraît possible et utile pour deux raisons avant tout : Premièrement, parce que toute l'humanité se trouve dans une situation de profonds changements qui donne droit à de grands espoirs. D'un autre côté, parce que notre église, sous le signe du IIe Concile du Vatican, subit une rénovation intérieure qui nous réjouit profondément et nous encourage. Tenant compte du processus fondamental de transformation sociale de notre époque, le pape Jean XXIII a ouvert avec le Concile un nouveau chapitre de l'histoire de l'Eglise. Dans sa perspective « l'adaptation aux exigences du présent » ne signifie pas uniquement une nouvelle évidence de l'église, une rénovation de la tête et des membres, mais aussi une réponse aux questions vitales les plus urgentes de l'humanité.

Il faut s'adapter aux exigences de l'époque

> « Nous savons tous », a déclaré notre Saint-Père le pape Paul VI dans son encyclique « Ecclesiam suam » du 6 août 1964, « que l'humanité se trouve dans cette époque sur la voie de grandes transformations, de grands bouleversements et évolutions, qui ne modifient pas uniquement ses formes de vie extérieures, mais aussi sa façon de penser. Sa pensée, sa culture, son esprit subissent un profond changement, tant bien par le progrès scientifique, technique et social, que par les courants de la pensée philosophique et politique qui la pénètrent et la traversent. »

Vous tous connaissez les phénomènes de ce grand processus de modification : Les transformations économiques, qui ont mis au service de l'humanité, entre autres, l'énergie atomique, ainsi que de nouvelles matières synthétiques, de nouveaux moyens de travail et de nouvelles méthodes sous le signe de la cybernétique et de l'automatisation. Ces changements sont si profonds que l'on parle d'une « seconde révolution industrielle ». Parallèlement, des transformations politiques sous le signe du socialisme, marquées par la progression d'un nouvel ordre social, par la liquidation du sys-

tème colonial impérialiste et la lutte de libération de nations opprimées jusqu'à présent, – des transformations politiques, qui ont modifié fondamentalement le rapport des forces international. Enfin, des transformations c u l t u r e l l e s, partant de nouvelles connaissances scientifiques, telles que la théorie des quantas et la théorie de la relativité, une nouvelle époque de l'exploration du cosmos par des vols astronautiques, une rénovation du système de l'enseignement qui permet à tous les hommes d'avoir part aux biens de la culture.

Ces transformations universelles ébranlent avec une force séculaire la coutume existant depuis le 19e siècle d'utiliser d'année en année une part toujours plus grande du revenu national pour l'industrie de guerre. Un Etat qui persisterait aveuglement dans cette mauvaise habitude, deviendrait sous peu un pays culturellement arriéré. Un exemple de ce que doit forcément être la conséquence d'un armement à outrance nous est donné par la large discussion sur l'état d'urgence dans l'enseignement en Allemagne occidentale. Mais partout où la raison logique est déterminante on a reconnu la nécessité majeure du désarmement. Et si actuellement les négociations à ce sujet sont encore trainantes, on peut pourtant déjà constater certains progrès très réjouissants qui nous donnent droit à de grandes espérances.

Un tel progrès est, à mon avis, le traité signé en 1963 à Moscou sur l'arrêt des essais nucléaires dans l'atmosphère, sous l'eau et dans le cosmos. Il faut également saluer le traité signé entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. sur la restriction de la production de matériel fissible. Un autre fait positif doit être vu dans la restriction unilatérale des forces militaires et des armes conventionnelles par l'Union Soviétique.

Tous ces progrès réjouissants résultent en premier lieu du nouveau rapport global des forces. Il est caractérisé par le fait que les forces pacifiques – en tête les Etats socialistes – ont réussi ces dernières années à imposer telle et telle mesure importante en vue de la détente. Ceci a été une précieuse contribution à la coexistence pacifique d'Etats à systèmes sociaux différents.

Les progrès cités montrent aussi que d'autres conditions qu'en 1914 ou en 1939 sont données aujourd'hui pour le maintien de la paix. A cette époque également, les peuples désiraient la paix, mais ils n'avaient pas de possibilités suffisantes pour mettre efficacement en valeur leur volonté de paix. Le grand bras du levier était actionné par les forces impérialistes belliqueuses. Aujourd'hui, c'est exactement le contraire : l'existence du camp de la paix, en tête l'Union Soviétique, la condamnation de la guerre impérialiste par les jeunes Etats indépendants, la force des travailleurs dans tous les pays industrialisés et le mouvement de la paix toujours plus puissant englobant tous les continents – tous ces facteurs dans leur ensemble, sont une force si puissante, que les fauteurs de guerre notoires n'ont pas réussi jusqu'ici, par leurs tenta-

tives de déclencher une troisième catastrophe mondiale, à réaliser leur objectif. Ce sont aussi tous ces facteurs qui ont permis aux forces de paix chrétiennes de défendre efficacement leur objectif.

Tous les hommes de bonne volonté unissent aujourd'hui leurs forces afin de défendre et de renforcer ce bien, qui leur est à tous aussi précieux, la paix. Il suffit de penser aux années qui suivirent la première guerre mondiale, où il existait ici et là de vivants courants de paix, souvent chrétiens, mais entre lesquels régnait la discorde et qui n'étaient pas capables d'actions communes – il suffit de penser à ce regrettable chaos de tentatives sincères, mais dès le début condamnées à l'échec, pour reconnaître qu'un changement décisif a eu lieu et que les catholiques épris de paix également ne peuvent atteindre leur objectif que dans cette communauté de tous les hommes de bonne volonté. Cette communauté est conforme aux intentions de notre Sainte Eglise, dans le sens d'une « catholicité ouverte », qui désire la rencontre fraternelle avec le plus proche et le plus éloigné de notre Eglise.

Il faut créer le bien en unissant nos forces

Si nous, catholiques, employons toutes nos forces pour la paix, en commun avec des hommes ayant une autre confession ou opinion, nous agissons en pleine conformité avec les préceptes pastoraux du pape Jean XXIII. Vous vous rappelerez certainement que le paragraphe V de son encyclique « Pacem in terris » part de l'exhortation aux catholiques de se mettre à la disposition pour l'administration des tâches publiques et de compléter constamment leur expérience professionnelle. A ce sujet il est dit textuellement :

« Il ne suffit pas d'être éclairé par la foi et inspiré par la volonté de faire le bien, afin qu'une culture soit pénétrée de principes sains et afin de la faire revivre dans l'esprit de l'Evangile. Pour cela il est nécessaire de se ranger dans des institutions et d'agir avec succès à partir d'elles. »

Et Jean XXIII a considéré ici qu'il doit être tout naturel « que, sous de multiples formes, les catholiques coopèrent avec des chrétiens qui se sont séparés du Saint-Siège ou avec des non-chrétiens, qui sont cependant guidés par une pensée raisonnable et des hommes d'une honnêteté naturelle ».

Jean XXIII a décrit les voies et les méthodes de cette coopération de la façon suivante :

« Ils (c.a.d., nous, les catholiques) doivent examiner l'opinion de l'autre côté avec une véritable bienveillance, avec objectivité et dévouement et être prêts à créer de force commune ce qui de par sa nature est bon ou qui peut être rendu bon. »

Le pape Paul VI, on ne doit pas l'oublier, avait déjà exigé en 1951, en tant que substitut du pape, un contact entre le Vatican et le Conseil Mondial de la Paix, et lors de son inthronisation, et depuis, en de nombreuses autres occasions, il a déclaré poursuivre et continuer la ligne établie par son prédécesseur. Ainsi, il est dit dans l'encyclique « Ecclesiam suam » du 6 août 1964 :

« L'« aggiornamento » de Notre respectueux prédécesseur Jean XXIII sera toujours considéré par Nous comme un programme et une ligne de conduite. »

En plein accord avec les préceptes pastoraux de l'encyclique « Pacem in terris », Paul VI appelle en même temps les fidèles à chercher, en cette heure de l'histoire du monde, toute rencontre possible avec l'humanité et de s'ouvrir à un dialogue avec le monde, dans lequel l'Eglise vit aujourd'hui. Comme caractéristiques nécessaires de ce dialogue, Paul VI a cité la clarté, la clémence, la confiance et l'intelligence. Mais il a surtout fait ressortir :

« Notre dialogue également doit être de nature générale, catholique, c.a.d., qu'il doit avoir lieu avec tout le monde, à condition qu'on ne le refuse pas ou que l'on ne feigne pas seulement de l'accepter. »

La volonté de mener ce dialogue avec le monde sous une forme nouvelle doit être comprise comme une partie importante de la volonté de rénovation dont est empreinte aujourd'hui l'ensemble de l'église catholique. Cette volonté trouve également son expression dans le IIe Concile du Vatican. Au début de la deuxième session du 29 septembre 1963, le Saint-Père a déclaré que les tâches du Concile étaient l'évidence de l'église, ses réformes, le regroupement dans l'unité de tous les chrétiens ainsi que le dialogue de l'église avec le monde d'aujourd'hui.

L'encyclique « Ecclesiam suam » est consacré à l'évidence de l'église, c'est pour elle qu'a été établi le schéma sur l'église qui est actuellement discuté dans la troisième session du concile. L'orientation de la réforme est déjà tracée dans le schéma sur la liturgie adopté en 1963 déjà : Le libéralisme de l'église à l'égard du monde qui l'entoure, est souligné par l'utilisation accrue des langues nationales, et sa liaison avec la richesse de l'Evangile, par une plus grande souplesse dans l'ordre des péricopes. La nouvelle forme de la concélébration fait ressortir le caractère communautaire de la célébration eucharistique. La participation de représentants de 23 autres communautés religieuses au Concile, la rencontre du pape Paul VI avec le patriarche Athénagoras à Jérusalem, les contacts plus étroits avec l'Eglise orthodoxe russe et d'autres efforts écuméniques sont des signes encourageants sur la voie d'une unité future de la chrétienté.

La paix est l'œuvre des hommes

Comme il l'a déjà été dit dans l'introduction, le pape Paul VI s'est référé, dans son allocution du 26 août 1964, aux nombreux messages de paix de ses prédécesseurs. Certes, les décennies précédentes on avait déjà entendu maint appel à la paix de la part d'un pape. Mais la plupart du temps ils ne rencontrèrent aucun écho. Si l'on cherche les raisons de ces vains efforts des papes Léon XIII, Pie X, Bénédict XV et encore Pie XI et Pie XII, il faut constater que leurs circulaires et leurs messages s'adressaient à un monde, dont les chefs d'Etat étaient sans exception dominés par la pensée impérialiste, que leurs appels à la paix s'adressaient à des gouvernements qui considéraient la guerre comme une continuation autorisée de la politique avec d'autres moyens. Jusqu'au début de notre siècle les guerres ont été barbares et sanglantes comme il l'a toujours été, mais elles furent menées avec des armes dont on peut dire qu'elles étaient relativement « innofensives » comparées aux armes de destruction massive modernes. Les hommes étaient alors trop nombreux qui partageaient l'opinion de la nécessité et de l'autorisation morale de la guerre. Le mouvement de la paix qui commençait juste à se déployer était encore faible et divisé. En raison de cette situation, les circulaires de paix, telles que l'encyclique « Praeclara gratulationis » de Léon XIII en 1894, l'encyclique « Pacem Dei munus » de Bénédict XV en 1920 et l'encyclique « Pax Christi in regno Christi » de Pie XI en 1922 ne s'adressaient qu'à l'église et aux fidèles catholiques. La radio et la télévision n'étaient pas encore disponibles. Le tirage des encycliques était si faible que même tous les catholiques séculiers n'en connaissaient pas le texte. En dehors de l'église, ces manifestations furent à peine remarquées. En 1894, au 6e Congrès Mondial de la Paix à Anvers, la motion d'adresser un message à Léon XIII, qui venait juste de publier l'encyclique « Praeclara gratulationis », fut rejetée. Et c'est surtout à Bertha von Suttner que l'on doit d'avoir établi en 1896 le premier contact entre le mouvement de la paix et le Vatican.

Mais il devait paraître, même à ceux qui avaient vraiment lu ces encycliques, que les papes élevaient en principe la revendication de paix comme l'enseigne le Christ, mais qu'ils faisaient en même temps la réserve que la paix est en premier lieu « Dei munus », un don de dieu, et non l'œuvre des hommes. Ce point litigieux a été traité par l'éminent historien catholique, Dr Friedrich Heer, dans la revue « Hochland » (n° 12/1959) :

> « Les grandes confessions du christianisme européen se sont laissées entraîner sans résistance notable dans deux guerres mondiales et se trouvent aujourd'hui souvent désemparées devant la menace d'une troisième guerre, parce que dans les recherches théologiques, sociologiques et politiques, et surtout dans les recherches du domaine de la psychologie sociale

et individuelle, la paix n'avait pas assez été examinée et méditée. La difficile et belle activité de maintenir la paix exige un exercice spirituel qui peut se fonder sur le travail de générations. Cet entraînement a fait défaut en 1914, de façon à ce que l'appel de paix du pape Bénédict XV a été un coup d'épée dans l'eau, pour la raison aussi que de larges couches chrétiennes en Europe n'étaient pas préparées psychiquement, moralement et religieusement à une considération positive de la paix et se sont laissées envoûter par des considérations . . . « de politique réelle. »

Ainsi s'explique, qu'en 1914, les thèses officielles du « combat de défense imposé à l'Allemagne » ont été acceptées sans critique par la majorité des catholiques allemands. Comment auraient-ils pu réagir autrement quand on sait que même le cardinal Faulhaber avait déclaré en 1915 : « A mon avis, dans l'éthique de la guerre, cette campagne deviendra pour nous l'exemple modèle d'une guerre juste . . . ». Ni Pie XI, ni Pie XII n'ont réussi à sortir le catholicisme des bastions d'une « paix défensive » intérieure vers le large d'une « paix ouverte », vers un véritable dialogue avec le monde moderne. Ils sont restés papes dans le ghetto ecclésiastique et politique du 19e siècle, représentants du style dépassé de la diplomatie curiale, et finalement prisonniers des conceptions sociales du passé, sans compréhension véritable pour les transformations fondamentales des temps nouveaux, sceptiques même envers la démocratie bourgeoise.

Il faut interpréter justement les signes de notre temps

Il en est autrement pour les papes Jean XXIII et Paul VI, dont les messages de paix ont rencontré et rencontrent un monde extérieur radicalement transformé. Les amères expériences de deux guerres mondiales ont éveillé la conscience des peuples ; ils savent faire la différence entre ceux qui veulent véritablement la paix et les autres qui ne simulent qu'une telle volonté. L'existence du camp de la paix, des jeunes Etats indépendants, des travailleurs organisés et du puissant mouvement mondial de la paix assurent, à toute voix sincère qui s'élève pour la paix, une forte résonnance.

C'est pourquoi le pape Jean XXIII trouva un large écho international, lorsque, le 11 octobre 1962, au début du IIe Concile du Vatican, face à la crise des Caraïbes lourde de menaces, il adressa de la Chapelle Sixtine, sous le merveilleux tableau de Michelange « Le jugement dernier », un appel ardent aux hommes d'Etat pour le maintien de la paix, et prit ainsi partie pour les hommes dont la pensée est guidée par les réalités. Ses paroles exhortantes furent reproduites par la presse de tous les pays :

« Qu'ils entendent, la main sur la cœur, le cri d'angoisse, des enfants innocents et des vieux, des individus et des communautés, qui dans toutes les parties du monde s'élève vers le ciel : Paix, Paix ! »

Lorsque la crise s'accentua, Jean XXIII n'hésita pas, le 25 octobre 1962, à adresser aux hommes dirigeants des grandes puissances engagées l'exhortation instante :

« Nous implorons les chefs d'Etat de ne pas rester impassibles devant ce cri d'angoisse de l'humanité. Ils doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir afin de sauver la paix . . . »

Cet appel personnel du pape fut encore appuyé par une adresse de paix adoptée par la session plénière du Concile. Le fait d'avoir jeté dans la balance au profit de la cause de la paix toute l'autorité morale de l'Eglise catholique, avec une vitalité et une détermination sans exemple, a été une contribution décisive pour surmonter cette crise menaçant la vie de l'humanité.

Cette action non-conformiste du pape, qui a utilisé les nouvelles possibilités d'une action universelle, a trouvé la compréhension pleine de gratitude non seulement des catholiques, mais aussi des chrétiens d'autres confessions et de nombreux non-chrétiens. Jean XXIII en a résolument tiré les conséquences et a adressé le Jeudi Saint 1963 son encyclique « Pacem in terris » non seulement à l'Eglise et aux catholiques, mais aux « chrétiens du monde entier et à tous les hommes de bonne volonté ».

Jamais auparavant, une encyclique papale n'avait été autant remarquée. C'est avec une attention particulière que l'opinion publique mondiale remarqua le courage de Jean XXIII d'interpréter justement « les signes du temps » et de les reconnaître : le progrès social et économique de la classe ouvrière, la participation de la femme à la vie publique, la nouvelle conscience de la famille de l'humanité. Dans son encyclique, le pape a salué la fondation, le 26 juin 1945, de l'Organisation des Nations Unies et la « Déclaration Générale des Droits de l'Homme » du 10 décembre 1948. Au nom de « la justice, de la raison et de la dignité de l'homme », Jean XXIII a exigé la cessation de la course universelle aux armements. Car la paix véritable entre les peuples « ne peut pas s'établir par l'égalité des appareils militaires, mais uniquement par la c o n f i a n c e réciproque ». En même temps, le grand pape de la paix réclame avec force l'interdiction des armes atomiques.

De toute évidence, certains gouvernements qui se veulent chrétiens, et qui mènent tourjours une « politique de la force » et de chantage à l'égard de leurs pays voisins, à l'aide d'armes nucléaires, se trouvent en contradiction éclatante avec ce précepte pastoral de paix de l'église catholique.

Naturellement, l'encyclique « Pacem in terris » part également de la constatation que l'ordre établi par Dieu doit être respecté si l'on veut établir et

maintenir la paix. Mais elle indique en même temps concrètement la voie et la méthode par lesquelles les hommes peuvent y parvenir. Et l'encyclique fait ressortir « que tous les hommes de bonne volonté ont ici une grande tâche à accomplir », à la solution de laquelle catholiques et non-catholiques, chrétiens et non-chrétiens doivent coopérer de concert.

Le pape Paul VI poursuit consciemment cette orientation vers la paix de son prédécesseur avec non moins de compréhension pour la nécessité d'adapter le language et les formes de présence de l'église aux réalités de notre temps, comme en témoigne la continuation du concile, qui doit être, selon le legs testamentaire de Jean XXIII, un Concile de la paix. En témoignent également le pélerinage de Paul VI en Palestine et l'appel de paix de Béthléem, ainsi que son message à tous les chefs d'Etat et qui a été adressé aussi — nous le constatons avec satisfaction — à notre président du conseil Walter Ulbricht et dans lequel il fut assuré de la prière du pape pour le bien-être et la paix. Walter Ulbricht a répondu au pape par le télégramme suivant :

« Je Vous remercie pour Votre message de paix de Jérusalem et je Vous assure que la population, le Conseil d'Etat et le gouvernement de la République Démocratique Allemande continueront à employer toutes leurs forces pour le maintien et la sauvegarde de la paix, pour le bien-être des peuples et pour l'amitié entre les peuples. »

En tant que citoyen catholique de la République Démocratique Allemande, je peux confirmer que les principes exprimés dans ce télégramme sont ceux sur lesquels se fonde la politique de notre Etat. Témoigne finalement de la continuation de la ligne de paix établie par Jean XXIII, l'appel du pape Paul VI lancé le 26 août à l'occasion de l'anniversaire du début des deux guerres mondiales. Ce message se termine par ces mots :

« Hommes de bonne volonté ! Ecoutez notre humble voix, issue d'un cœur fraternel et paternel, qui, du souvenir ineffaçable des deux guerres mondiales ne veut pas projeter des images d'horreur et d'épouvante, mais qui veut inviter les cœurs à la sage et responsable réflexion. Elle veut vous exhorter à placer au-dessus de tous les intérêts et de toutes les valeurs, la dignité de l'homme et la concorde fraternelle. Elles seules sont les hérault de la joie et du bien-être, qui ne pourront jamais être obtenus par la guerre, mais uniquement par la paix dans la sincérité et la bonne volonté. »

Suivant l'exemple de son prédécesseur, Paul VI s'est également adressé consciemment à tous les hommes de bonne volonté, c'est consciemment qu'il recommande la voie de la concorde fraternelle, de la confiance et des accords, que son prédécesseur a tracée dans l'encyclique « Pacem in terris ».



La présidence de la conférence comprenait des représentants de douze Etats européens. Cette conférence, qui a duré deux jours, était placée sous la devise « Un ordre pacifique durable par la confiance et les traités »



Le stand de livres dans la Salle des Congrès a attiré beaucoup de monde. Les invités ont constamment exprimé leur étonnement devant les nombreux livres chrétiens édités en R.D.A.



Le professeur Rudolf Neuhaus,
chef de musique,
a présenté le rapport sur le thème
« Un ordre pacifique durable
par la confiance et les traités »



Vue de la salle de conférence



que cette conférence de personnalités catholiques de pays européens sur un ordre de paix durable par la confiance et des traités ait lieu dans la capitale de la République Démocratique Allemande, c.a.d., dans la capitale de l'autre Allemagne qui a tiré conséquemment les leçons qui s'imposent de l'histoire de l'impérialisme allemand.

Bonn n'a tiré aucun enseignement de l'histoire

Bonn, la capitale de l'Etat ouest-allemand, a été fondée par les Romains. « Castra Bonnensia », déjà mentionné par Tacite, a servi, comme « Castra Vetera » (Xanten) et « Colonia Agrippina » (Cologne), de base de départ en territoire étranger aux légions romaines pour leurs campagnes de conquête vers l'est. Cette fonction coloniale et agressive n'a rien apporté de bon à cette placeforte des occupants sur le Rhin, comme nous l'apprend l'histoire. Bien des siècles plus tard, Bonn devint la ville natale de ce grand compositeur qui, mettant en musique les nobles vers de Schiller, créa l'ode de la fraternité universelle. Il serait certainement un grand honneur pour les citoyens de la ville de Beethoven s'ils voyaient dans cet esprit, la maxime de leur activité politique. Malheureusement les hommes politiques de Bonn ne veulent rien apprendre de l'histoire de leur propre capitale, comme ilsne veulent rien apprendre non plus des encycliques des papes qui y sont – dans la mesure où elles exhortent à une politique de paix et d'entente – soit bagatellisées, falsifiées, soit complètement tues. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut comprendre qu'un protagoniste de cette conception politique, qui ne pense que dans les catégories de l'armée du Rhin des Romains – l'ancien chancelier Adenauer, président aujourd'hui encore de l'Union Chrétienne-Démocrate ouest-allemande – ait eu l'impudence en 1960, au cours d'une audience chez Jean XXIII, de déclarer :

« Je crois que Dieu a chargé le peuple allemand, en cette époque tempétueuse, d'une tâche particulière, de celle d'être le gardien de l'occident contre les puissantes influences qui agissent sur nous à partir de l'est . . . »

Je crois que vous savez tous comment ces « gardiens » allemands de « l'occident chrétien » ont interprété dans le passé leur prétendue mission divine. Au cours du récent 11e Congrès d'Erfurt de l'Union Chrétienne-Démocrate en République Démocratique Allemande, son secrétaire général Gerald Götting a très justement remarqué :

« Par deux fois en ce siècle, les impérialistes allemands, les ennemis les plus dangereux de la paix en Europe, qui ont entraîné notre peuple dans

le désastre, ont été les responsables du meurtre de millions et de millions de victimes de leur politique de conquête et de leur soif de profits. Par deux fois, ils ont essayé de faire croire au peuple allemand que sa mission particulière était de subjuguer d'autres peuples. Et comme si deux fois ne suffisait pas, nous devons constater aujourd'hui que les mêmes forces maléfiques en Allemagne occidentale motivent leurs projets d'agression avec cette même « mission divine » . . .

Mais tous ces slogans lancés à son de trompe dans le monde comme quoi Bonn serait le « rempart contre le communisme » ne sont en vérité que le manteau devant couvrir l'aspiration de conquête des impérialistes et des militaristes. »

La politique de la M.L.F. approuve la mort atomique

Que ces « gardiens » de l'« occident chrétien » ne veulent rien savoir de la détente, du désarmement et de l'interdiction des armes nucléaires est tout à fait évident. Ainsi, le président du Bundestag ouest-allemand, Dr. Gerstenmaier, déclara-t-il avec un cynisme révoltant au Congrès culturel de son parti à Gelsenkirchen en 1960 :

« Nous n'avons jamais eu l'idée de gouverner avec le Sermon sur la Montagne ou de combattre la mort atomique. »

Avec cet aveu qui dénonce ses intentions, le Dr. Gerstenmaier a effectivement « fait usage du luxe de la vérité dans cet Etat », un luxe qu'il tient à s'accorder, mais en même temps il a dévoilé l'infâme trahison envers le « C » sur l'enseigne de son parti. Au lieu de gouverner avec le Sermon sur la Montagne et de combattre la mort atomique, ces hommes politiques « chrétiens » s'emploient depuis longue date à une rénovation systématique du militarisme allemand (et ceci même contre les appréhensions de leur propre chargé d'affaire du parlement aux questions militaires, qu'ils ont limogé !). Ils ont procédé et ils procèdent à la mise sur pied d'une armée d'agression sous le couvert de l'O.T.A.N., ils ont exigé et exigent l'accès aux armes atomiques, soit sur la voie de la force nucléaire multilatérale de l'O.T.A.N. ou d'un accord bilatéral avec les U.S.A., soit dans une alliance avec la France qui, on le sait, n'a pas signé l'Accord de Moscou sur l'arrêt des essais nucléaires.

Et il y a longtemps qu'il est de notoriété publique que les politiciens et les militaires de Bonn ne considèrent ces différentes variantes d'une participation à l'armement nucléaire que comme « une première étape » sur la voie du droit de disposer à eux-seuls de l'utilisation d'armes atomiques. Ceci a été exprimé sans équivoque dans la revue « Der Spiegel » paraissant à Hambourg :

« Rien que le sentiment d'avoir un souffle de co-décision dans le club atomique de la M.L.F. vaut dans les yeux des politiciens de Bonn les 800 millions de marks de cotisation annuelle, qui sont la part ouest-allemande des actions pour les premières années de la M.L.F. . . . Et on ne cache donc pas que des hommes politiques ouest-allemands chrétiens-démocrates et chrétiens-sociaux considèrent l'accord sur la M.L.F., dans la forme prévue jusqu'ici, comme une première étape vers une plus haute autorité atomique de l'Allemagne fédérale . . . »

En octobre 1963 déjà, l'inspecteur général de la Bundeswehr, Heinz Trettner, avait confirmé le caractère de chantage des ambitions ouest-allemandes concernant la M.L.F., lorsqu'il déclara dans un entretien avec plusieurs généraux :

« La M.L.F. n'est pas la dernière étape . . . N'oubliez pas que si nous nous engageons fortement dans la M.L.F. actuellement, il sera difficile pour nos alliés américains de maintenir leurs appréhensions contre un équipement plus équilibré de nos forces armées. »

Bonn — l'adversaire principal de la détente

Les objectifs agressifs sur lesquels s'orientent les aspirations des politiciens et des militaires de Bonn sont connus. Parmi la multitude de faits prouvant la préparation systématique, soutenue par les moyens de la propagande, à une agression, nous ne voulons citer que les exemples suivants :

— Le 22 décembre 1963, le député chrétien-démocrate au Bundestag et expert des questions de l'O.T.A.N., Majonica, déclara à la télévision ouest-allemande :

« Je vois la force nucléaire multilatérale principalement sous l'aspect d'un arrangement politique et militaire encore plus puissant des U.S.A. en Europe . . . Et je dois vous dire franchement que je crains que la politique de détente ait déjà eu des répercussions aussi dans le camp occidental, que nous ne pouvons voir qu'avec grande inquiétude, je veux dire que si la pression extérieure disparaît, les intérêts nationaux éclateront à nouveau et qu'il s'introduira dans notre domaine quelque chose que nous aurions bien aimé porter dans le bloc oriental . . . »

— Comme le relate le journal hambourgeois « Die Welt » du 11 janvier 1964, le ministre de la défense von Hassel a déclaré au début de cette année :

« On semble se moquer des avertissements contre l'illusion sur les premiers pas en vue de la détente, qui, sur la voie d'une paix garantie

sans armes, ne signifient pas plus que la profondeur d'un sillon sur la voie vers le centre de la terre . . . »

– Dans le numéro de mai 1964 de la revue « Wehrkunde », organe officieux de l'état-major ouest-allemand, le publiciste chrétien-démocrate Alfons Dalma à écrit :

« Vivre en sécurité dans l'âge atomique, veut dire être prêt et capable de vivre de façon dangereuse. L'enthousiasme pour la politique de détente menace unilatéralement, et au détriment de l'occident, la conscience des peuples occidentaux de cette nécessité . . . »

Ce que ce même publiciste Alfons Dalma entend par capacité « de vivre de façon dangereuse », il l'avait déjà dit sans équivoque dans un éditorial du « Münchener Merkur » du 24 juin 1961, peu de semaines donc avant les mesures de sécurité prises par la R.D.A. le 13 août 1961 à ses frontières. Sous le titre « Le dur noyau de la crise de Berlin », l'auteur avait exigé « des préparatifs politiques, psychologiques, de propagande, et avant tout des préparatifs d'organisation et de subversion de la part de l'ouest, afin de parvenir, partant du sabotage de la production et des transports, passant par une vague de grèves, à la résistance passive complète ; et partant de la désertation en masse et de manifestations de rues allant jusqu'à la liquidation complète de l'armée populaire, à un véritable soulèvement populaire contre les troupes soviétiques . . . »

– Pour terminer, encore une citation extraite du fameux mémorandum secret de l'état-major général ouest-allemand d'automne 1961, qui résume tout ce qui a déjà été dit. Selon « Libération » (Paris) du 15 décembre 1961, il est dit dans ce mémorandum :

« Sans posséder la bombe atomique, il ne peut pas être pensé à rétablir l'Allemagne dans ses frontières historiques et nationales . . . »

Multipliez les protestations contre la M.L.F. !

De toute évidence, chers amis, notre sérieux avertissement contre un armement atomique de la Bundeswehr n'apparaît que trop justifié ! Par le chantage et la pression, comme dans les temps de Hitler, les militaristes ouest-allemands essaient d'entraîner leurs propres alliés dans une politique aventurière. Par là, la force nucléaire multilatérale (M.L.F.), qui doit devenir un instrument des militaristes ouest-allemands, se retourne aussi contre les U.S.A. et les autres pays de l'O.T.A.N. Elle provoque exactement ce que du côté américain on prétend vouloir éviter :

Des actions en solo des miltaristes ouest-allemands en vue de corriger les résultats de la seconde guerre mondiale et d'entraîner les partenaires de l'O.T.A.N. dans une politique dirigée contre toute détente, contre le désarmement et l'entente.

Tout soutien accordé aux aspirations atomiques de Bonn renforce la base d'opération des forces revanchardes et encourage les aventuriers de l'acabit de Seebohm. Et c'est entre autres le célèbre physicien atomiste, Carl Friedrich von Weizsäcker, qui vient de lancer un avertissement contre ces conséquences, en faisant remarquer que la République fédérale est le seul pays eu Europe à élever ouvertement des revendications territoriales.

C'est avec satisfaction que nous apprenons que les projets des politiciens et des militaires de Bonn, qui sont une menace pour la paix, ont été reconnus toujours plus clairement par les peuples européens et que même dans des milieux responsables des pays de l'O.T.A.N. ils rencontrent une opposition toujours croissante.

Comme nous l'avons appris entretemps, le président français de Gaulle maintient son refus à l'égard du projet plein de risques de la M.L.F., aussi après la visite d'Adenauer. Le nouveau premier ministre britannique Harold Wilson avait déjà déclaré au cours de sa campagne électorale dans une réunion à Plymouth :

« Qui pourrait rester tranquille en se représentant que l'Allemagne – l'Allemagne occidentale – doit devenir une puissance nucléaire? Je voudrais le répéter clairement, qu'aucun premier travailliste n'approuvera une politique qui doit permettre aux Allemands d'avoir le doigt sur la gachette atomique. »

De vives protestations se sont également faites entendre en Hollande, en Italie et surtout en Belgique. Ainsi, l'hebdomadaire de Bruxelles « Pourquoi pas ? » du 16 octobre a écrit que le chancelier devrait savoir que le fait de persister sur la force nucléaire multilatérale signifierait la fin de l'O.T.A.N. et dresserait de nombreux pays contre la République fédérale ; plus que jamais « on attribuera aux Allemands des intentions équivoques ». Le parlement norvégien s'est également déclaré, dans une rare unanimité, contre la M.L.F. Et même le « Neue Zürcher Zeitung » ne sait y trouver du bien, car on encouragerait de cette façon la dissémination des armes atomiques.

Finalement, une prise de position des U.S.A. mérite d'être retenue, qui devrait mieux être prise en considération par les hommes entourant le président Johnson. Je cite un passage caractéristique de l'hebdomadaire « I. F. Stone's Weekly » du 9 novembre :

« Ils (les militaires ouest-allemands) calculent autrement. Ils pensent qu'une nouvelle guerre commencera par un combat atomique entre les

U.S.A. et l'U.R.S.S., qui anéantirait les deux pays. Mais les armées soviétiques pourraient tout de même encore être intactes en majeure partie et avancer vers l'ouest pour fuir la radioactivité et trouver de la nourriture. Les U.S.A. ayant complètement disparu, les Allemands pourraient entrer en action et utiliser la M.L.F. pour « mettre hors de combat » ces armées et les détruire en les bombardant avec des armes atomiques et sortir ainsi vainqueurs (!) de la troisième guerre mondiale . . . »

Face à cette perspective de guerre des militaires de Bonn que le journal n'a certainement pas inventée, celui-ci propose une campagne immédiate contre la M.L.F. « Un traité sur la M.L.F. », poursuit Stone's Weekly, « doit être ratifié par le Sénat avec une majorité des deux tiers ; il y a donc des chances de la mettre en échec en combattant. » Finalement, la M.L.F. serait en contradiction avec la politique du président Johnson qui vise à une diminution des tensions internationales. La M.L.F. ne ferait qu'encourager les forces revanchardes en Allemagne occidentale, qui n'attendent qu'une nouvelle occasion de mesurer leurs forces afin de rétablir les frontières de 1937 . . . Il n'y a rien à ajouter à cette voix du peuple américain !

Il peut sembler que, sous la pression des protestations internationales, les militaristes et les revanchards ouest-allemands se voient obligés de faire certaines concessions en ce qui concerne leurs visées atomiques. Que personne ne se laisse tromper par de telles manœuvres tactiques !

Dans cette situation, les forces de la paix ouest-allemandes ont plus que jamais besoin de notre soutien. Et nous approuvons le Dr. Arno Klönne, chargé de presse de la campagne pour le désarmement en République fédérale, dans son appel à tous les adversaires de la M.L.F. :

« Le caractère prétendument « multilatéral » de la nouvelle puissance atomique en préparation est un leurre par lequel on veut tromper l'opinion publique mondiale qui se montre inquiétée par l'accès de l'Allemagne aux armes atomiques . . . Toute protestation, en République fédérale avant tout, est une contribution nécessaire à la continuation de la stratégie de la paix établie par le président Kennedy ! »

Nous saluons tous nos amis de la paix ouest-allemands ! Que cette conférence leur soit un soutien et un encouragement dans leur dure lutte ! Avec eux nous proclamons cet engagement : Après deux terribles guerres mondiales, la plus importante tâche de notre peuple est de faire en sorte que jamais plus une guerre ne soit déclenchée à partir du sol allemand ! Jamais plus les bottes du militarisme allemand ne doivent fouler le territoire des pays voisins ! Jamais plus les crimes fascistes, comme ceux à Rotterdam, Oradour, Lidice, Auschwitz, ne doivent se reproduire ! Le sacrifice d'innombrables hommes pacifiques ne doit pas avoir été vain !

Les catholiques dans la lutte pour la paix

Si en tant que catholiques, fidèles aux préceptes de Jésus et aux exhortations des papes, nous luttons pour le maintien et la sauvegarde de la paix, nous perpétuons une longue et glorieuse tradition. Nous pensons qu'il serait faux de considérer avec dédain les efforts de paix du passé, parce que ces efforts, dans les conditions sociales données, n'ont et n'auraient pas pu être couronnés de succès.

En cette heure, nous voulons évoquer avec gratitude les efforts des ecclésiastiques et des profanes catholiques qui, avant et après la première guerre mondiale, se sont mis au service de la cause de la paix. Je voudrais citer la « Ligue internationale des pacifistes catholiques », fondée en 1911 à Lyon, « L'Union de Paix des catholiques allemands », créée en 1919 à Francfort-sur-le Mein et la « Ligue internationale catholique », fondée en 1920 à Zug en Suisse.

Dans la résistance contre la barbarie fasciste, les combattants de la paix catholiques ont également fait leurs preuves. J'évoque ici l'abbé Joseph Metzger de Fribourg/Breisgau, un éminent représentant du mouvement de la paix catholique, qui a été exécuté le 17 avril 1943 par les bourreaux de Hitler, parce qu'il avait essayé de faire passer en Suède un mémorandum traitant de la future coopération pacifique des peuples. D'innombrables catholiques de toutes les nations, qui ont subi l'horreur de cette époque, ont sacrifié leurs biens, leur sang et leur vie dans la résistance, tel les martyrs des communautés primitives. Je veux également citer ici, à la mémoire de tous ces combattants courageux contre la guerre et la barbarie, le nom de l'abbé polonais Maximilian Kolbe, qui entra volontairement dans la chambre d'extermination d'Auschwitz pour sauver la vie à un de ses camarades qui était père de famille. Je cite encore le nom de l'abbé tchèque Stemberka, curé de la paroisse de Lidice, qui à l'âge de 75 ans se rangea volontairement parmi les hommes de son village condamnés à l'exécution et qui, en commun avec eux, fit le sacrifice de sa vie.

Mais nous voulons également évoquer les multiples efforts entrepris pour la paix par des chrétiens catholiques dans les siècles passés, à commencer par la lutte pour la trève de Dieu, la « Treuga Dei », et la paix publique, dans laquelle, au cours des interminables guerres du moyen-âge, se sont en particulier distingués des catholiques français. Je cite le nom du roi tchèque Georg Podiebrad, qui avait proposé en 1462 une ligue de paix des princes chrétiens et qui établit le projet d'un ordre de paix fondé sur la confiance et des traités, selon lequel toutes les questions litigieuses devaient être réglées par des moyens pacifiques. Le roi Henri IV élabora en 1634 l'idée de réunir tous les Etats de l'Europe en une « res publica », afin de rendre les guerres impossibles

à l'avenir. Telles furent également les pensées que l'abbé Saint Pierre exposa en 1712 dans son écrit « Mémoires pour rendre la Paix perpétuelle ».

Si nous considérons les difficultés énormes qui dans le passé ont fait obstacle à la réalisation d'un ordre de paix, nous devons admirer le courage, la foi et la persévérance des femmes et des hommes qui ont lutté dans de telles conditions pour la cause de la paix. Il est pour nous un devoir et un honneur de nommer ici Bertha von Suttner, dont nous avons célébré le cinquantenaire de sa mort le 21 juin. Au milieu d'un monde dominé par l'impérialisme, elle a osé lancer l'appel : « Jetez les armes ! » Avec abnégation, elle a consacré toute sa vie au service d'une revendication, que nous sommes fiers de nommer une revendication chrétienne : « La paix sur terre ! » Comme nous l'avons déjà mentionné, c'est à son initiative que nous devons, qu'en 1896 les premiers contacts entre le mouvement de la paix et le Vatican ont pu être établis.

A la loi de la violence il faut opposer la loi de la raison

J'ai placé ce rappel historique en conclusion de mon exposé pour approfondir en nous la conscience, qu'en tant que chrétiens et catholiques et en tant que combattants pour la paix, nous sommes liés à une grande et noble tradition. Seul celui qui n'aurait aucun sens pour les lois et la continuité de l'histoire, pourrait prétendre que tous ces efforts du passé ont été vains. Rien ne serait plus faux ! Celui qui sait penser dans un contexte historique, reconnaît tant bien l'identité de tous les courants humanistes en faveur d'un ordre de paix durable que la continuité interne de tous les efforts historiques entrepris en faveur de la paix. Permettez-moi de me servir d'une image actuelle : Avant l'ouverture des Jeux Olympiques, la flamme solennelle allumée en ce lieu classique, passe de main en main, est portée sur un long parcours à son lieu de destination, jusqu'à ce qu'elle donne le signal de l'ouverture de la grande compétiton pacifique des peuples. Et c'est également ainsi, que des hommes courageux et intrépides ont porté la Sainte flamme de la foi en la Paix à travers les siècles jusqu'à nos jours où le monde entier se tourne vers cette Sainte flamme et où tous les hommes de bonne volonté sont prêts à lutter en commun pour la paix.

Les conditions politiques, économiques et culturelles de notre époque nous donnent le droit de constater que les guerres ne sont plus inévitables, que la paix peut être assurée à jamais par les efforts communs de tous les hommes de bonne volonté. Et le but de notre conférence et de ses participants, en tant que membres fidèles de notre Sainte Eglise catholique, est d'apporter notre contribution efficace et valable à tous ces efforts. Laissez-moi exprimer la conviction que cette aspiration commune à la paix sera couronnée de succès, en citant les paroles du cardinal Rampolla qui en 1896, au nom du pape

Léon XIII, a répondu à l'adresse de salutation du 7e Congrès Mondial de la Paix :

« Dans cette intention de servir la paix, nous nous voyons confirmés par la conviction, qui pénètre de plus en plus dans la conscience des hommes, que la loi de la violence fera place à la loi de la raison, et qu'une nouvelle ère de civilisation véritable de la famille des hommes facilitera l'accomplissement de son plus haut destin. »

Lettre de salutations

A Son Excellence
Dr. Alfred Bengsch, archevêque
Evêque de Berlin
108 Berlin
Hinter der Katholischen Kirche 3

Excellence,

Les participants à la conférence de personnalités catholiques de 12 Etats européens réunis à Berlin, capitale de la République Démocratique Allemande, pour étudier sur le thème « Un ordre pacifique durable par la confiance et les traités », comment contribuer à l'établissement d'un ordre pacifique durable avec le concours de tous les hommes de bonne volonté, transmettent leurs salutations à Votre Excellence en tant qu'évêque diocésain de la ville de la conférence.

Nous savons que par nos délibérations sur une telle contribution, nous agissons conformément aux directives qui nous été données par Jean XXIII et Paul VI. Nous savons aussi que la participation plus importante de catholiques aux efforts pour que soient entendues ces exhortations à la paix est d'une nécessité toute particulière précisément de nos jours à cause du danger de la dissémination des armes nucléaires.

Nous exprimons l'espoir que notre conférence sera de nature à encourager une participation plus large des catholiques aux efforts de tous les hommes pacifiques pour maintenir la paix.

Extraits des discussions

Ont participé aux discussions portant sur le rapport moral et sur les buts de la session, 24 personnalités de presque tous les pays représentés. La discussion profonde autant que large était dirigée successivement par le président Rutsch (R.D.A.), Mme Fassbinder (professeur de la R.F.A.), le vicaire de chapitre Stehlik (Tchécoslovaquie), l'abbé Vico (France), l'abbé titulaire Dr. Babócsa (Hongrie) et le conseiller municipal Reuter (R.D.A.). Nous reproduisons ci-dessous et par ordre chronologique quelques extraits des interventions les plus importantes :

Alfons M a l i k – R.D.A.

Nous avons besoins de l'action de paix de tous les catholiques

M. Alfons Malik, rédacteur en chef se réfère à l'activité toujours plus grande, en faveur de la paix, qui est en train de se développer parmi les catholiques de la République Démocratique Allemande. Cela s'exprime d'ailleurs par la convocation de cette session. Il déclara notamment :

Nous avons toujours essayé dans le passé, depuis la session extrêmement importante des citoyens catholiques qui eut lieu à Bautzen jusqu'à la dernière session de mai 1964, à Berlin, d'expliquer que, prendre position pour une bonne politique, pour une politique de paix et d'entente n'était pas seulement une nécessité, mais un devoir.

Nos efforts ne se sont pas avérés vains. Nous avons réussi à démontrer que l'homme, le chrétien, ne peut pas tout simplement se distancer de la politique, que le chrétien ne peut plus aujourd'hui se contenter de rester impassible et en marge, mais qu'il est indispensable qu'il participe à l'action et que, dans la politique quotidienne, il ne craigne pas la diffamation venant des ennemis de la paix. Ceci est lié à une évaluation et à une interprétation générales nouvelles de la vie religieuse, à savoir que le monde n'est pas enfermé uniquement dans une chambrette tranquille ou dans la chapelle aux émanations d'encens, que ce n'est pas là que se trouve la vie véritable. La foule extraordinaire des tâches politiques qui n'ont point trouvé de solution en Allemagne, en Europe et dans le monde entier, dans le domaine de la politique extérieure, dans les problèmes touchant à la vie spirituelle, à l'âme, y compris également ceux de la religion, cette foule de problèmes donc, menace de nous submerger si nous n'arrivons pas à gagner tous les hommes de bonne volonté à une bonne politique . . .

Les textes sacrés ne nous autorisent pas seulement de cette tribune, mais nous en fait une mission, d'empêcher que le monde soit encore une fois préci-

pité dans le malheur. Evidemment, cela ne convient pas à certains que des chrétiens demandent la parole en leur qualité de catholiques. Ils seront rapidement stigmatisés et considérés comme contaminés par les « idées communistes de paix », voire même comme des « ennemis de l'Etat ». Or, cela ne doit en aucun cas constituer pour eux un obstacle, même si la critique provient de leur supérieur ecclésiastique. Je me permettrai de rappeler la lettre pastorale adressée en son temps aux évêques catholiques d'Allemagne occidentale au sujet du conformisme et du non-conformisme. Or, depuis Constantin, il a existé des conformistes et des non-conformistes chrétiens. Je voudrais évoquer ici, pour mes confrères, une sentence du pape Pie XI : « Il ne nous est pas permis aujourd'hui d'être « médiocres ». Ce dont nous avons besoin à notre époque, c'est une action renforcée, une action de paix des catholiques. »

Dr Jan Frankowski – Pologne

Une proposition comportant neuf points

Les paroles prononcées par le Président de l'Union chrétienne sociale de Pologne, le député Dr Jan Frankowski, prouvent que les catholiques polonais, eux-non plus, ne veulent pas être « médiocres » dans leur option politique :

En ma qualité de catholique polonais, c'est une mission utile et responsable que de parler de la paix à d'autres catholiques. Et il m'est justement donné de parler à Berlin d'où partit l'ordre d'envahir la Pologne, invasion qui devait marquer le début de la Seconde guerre mondiale. Je parle en République Démocratique Allemande qui est l'amie et l'alliée de la République Populaire de Pologne, en République Démocratique Allemande, cette partie de l'Allemagne qui a reconnu notre frontière commune sur l'Oder et la Neisse comme frontière de paix. Parmi les assistants, j'ai la joie de remarquer la présence de sœurs et frères catholiques de la République Fédérale Allemande, de cet Etat de l'attitude et de la politique duquel dépend, dans une large mesure, la paix mondiale . . .

Si la paix est aussi un problème politique, donc un problème plein de contradictions, quel critère utile devrions-nous accepter en commun au profit de la paix ?

Selon moi, il n'existe aucun critère qui soit véritablement réel. Par contre, il existe des directives pouvant être acceptées par tous les catholiques, chrétiens et hommes de bonne volonté. Elles résident dans le fait que toutes les solutions partielles doivent être soutenues consciemment et énergiquement. Bien que les solutions partielles soient incomplètes, elles ont cependant une caractéristique commune : le rétablissement progressif de la confiance, l'atténuation des tensions à leur source, l'amélioration de l'atmosphère entre les relations internationales.

Je propose donc, à cet effet, que nous concentrions notre attention et notre activité sur les points qui suivent :

1) Mobilisation de l'opinion publique catholique afin que le schéma XIII, qui doit être mis aux voix à la prochaine session du Concile, renferme dans l'esprit du projet, l'interdiction inconditionnelle des possibilités d'emploi des armes nucléaires et appelle à la destruction des réserves d'armes nucléaires. En effet, il faut prévoir que l'opposition conservatrice parmi les pères du Concile va essayer d'affaiblir le contenu de ce texte. C'est pourquoi, il faut que les déclarations des autorités morales de l'Eglise les plus grandes sur les armes nucléaires créent un climat tel que l'activité des catholiques de par le monde s'en trouve facilitée.

2) Désarmement total et contrôlé, en premier lieu l'armement nucléaire.

3) Soutien des plans Rapacki et Gomulka ainsi que les diverses conceptions concernant des zones libres d'armement nucléaire et toutes les propositions qui ont pour objectif de freiner la course aux armements.

4) Solution pacifique du problème allemand pour lequel la reconnaissance de la R.D.A. est une condition absolue. Lutte contre l'équipement atomique de la R.F.A. Reconnaissance de toutes les frontières qui existent en Europe.

5) Soutien de tous les accords et négociations qui consolident la confiance et la coopération entre tous les peuples.

6) Activité commune des catholiques avec tous les hommes de bonne volonté. La politique de l'anticommunisme détruit les possibilités de consolider la paix mondiale. Œuvrer fraternellement à sauver le monde est le devoir de tout catholique et de tout chrétien.

7) Le caractère œcuménique de la paix – cela signifie l'élargissement et l'approfondissement des contacts entre les catholiques de tous les pays ainsi qu'entre catholiques et autres confessions chrétiennes.

8) Transmission d'une requête au Siège apostolique ayant pour objet la création d'un Secrétariat permanent de la paix.

9) Appel aux organisations catholiques existantes, en particulier à Pax Romana et Pax Christi afin que celles-ci orientent leur attention et leur activité vers le soutien de toutes les initiatives concrètes dont le but est d'arriver à des solutions partielles dans l'intérêt de la paix.

Dr Yves G r e n e t – France

Seul Bonn a des revendications territoriales

M. le docteur Grenet, expert dans les affaires économiques, traita surtout du danger qui découle de l'intention de l'Allemagne occidentale de posséder les armes atomiques. Il déclara notamment :

Il faut se réjouir profondément de la tenue de cette conférence. Jusqu'ici, des rencontres de catholiques de l'Est et de l'Ouest de l'Europe n'étaient qu'un rêve. Maintenant, c'est devenu une réalité : nous sommes tous ici fraternellement rassemblés. Nous devons louer nos amis catholiques allemands d'avoir pris l'initiative de cette rencontre et être reconnaissants aux autorités de la République Démocratique Allemande de l'avoir facilitée.

Je me réjouis que cette rencontre se tienne en Allemagne où convergent tous les problèmes de la paix en Europe, mais aussi qu'elle ait lieu dans un pays socialiste. Cette rencontre vient en son temps, alors que le Concile à Rome agit en sorte que l'Eglise catholique aille de l'avant . . .

Les chrétiens doivent naturellement, dans ce monde divisé en deux, travailler à l'établissement et à la consolidation de la coexistence pacifique entre pays à régimes sociaux différents. Cette coexistence est nécessaire partout dans le monde, mais elle présente une urgence toute particulière en Europe où pays capitalistes et socialistes ont des frontières communes.

Au cœur de l'Europe se trouve l'Allemagne divisée en deux : les deux républiques allemandes. Le problème allemand est le plus important problème de la paix en Europe. Les Etats occidentaux refusent de reconnaître la République Démocratique Allemande, comme si ce pays peuplé de 17 millions d'habitants n'existait pas. Je pense que, pour que les Allemands puissent vivre fraternels et heureux, il n'était pas nécessaire, après la 2ème guerre mondiale, de leur redonner des armes. Cependant les Etats occidentaux ont commencé à le faire et, naturellement, l'Allemagne de l'Est ne pouvait pas rester désarmée en face d'une Allemagne de l'Ouest surarmée. Mais la responsabilité du réarmement – et elle est grande – repose historiquement tout entière sur les épaules des puissances occidentales.

Ici, dans la République Démocratique Allemande, on honore les déportés et les résistants de la Seconde guerre mondiale ; ici, on appelle la frontière sur l'Oder et la Neisse – frontière avec la Pologne – frontière de paix ; on ne regarde pas avec des regards concupiscents vers Wroclaw ou Strasbourg. On ne peut en dire autant de l'Allemagne occidentale. Bien sûr, dans ce pays il y a beaucoup de démocrates courageux qui luttent contre le réarmement, mais il y a aussi beaucoup de généraux, de juges et de fonctionnaires d'Etat de l'époque hitlérienne qui sont encore en place.

La République Fédérale Allemande est le seul pays à avoir de grandes revendications territoriales en Europe. Elle cherche aujourd'hui, par tous les moyens, à obtenir les armes atomiques . . .

Pour éviter un tel danger, il faut l'union de toutes les forces pacifiques d'Europe. Ce problème du réarmement de l'Europe exige une solution. Le mieux serait également un désarmement général et contrôlé dans le monde entier. Mais avant cela, ainsi que le délégué polonais le disait avant moi de cette tribune, il serait possible d'établir, au centre de l'Europe, une zone libre

d'armes atomiques comprenant des pays socialistes et des pays capitalistes, y compris la République Fédérale Allemande.

Jusqu'ici, les Etats de l'Europe occidentale n'ont pas accepté cette solution, mais ils pourraient y être amenés par la pression des peuples et nous reconnaissons notre responsabilité dans ce domaine.

Professeur Andrea G a g g e r o – Italie

L'heure de l'action a sonné !

Le théologien italien, le professeur Gaggero, rappelle les conséquences lourdes de menaces que représenterait la dissémination des armes atomiques, en particulier la formation d'une force multilatérale avec la participation ouest-allemande et appelle les catholiques d'Europe à agir en commun :

Sans aucun doute, les croyants aujourd'hui sont tenus de s'intéresser aux problèmes posés par le désarmement. En notre qualité d'hommes religieux, nous devons considérer cela comme un devoir quotidien. Les catholiques, dans leur ensemble, commencent à reconnaître cette nécessité. De plus en plus s'élèvent des voix conscientes de leur responsabilité. On a commencé, lors du Concile, à discuter d'un projet de documentation qui renferme des prises de position importantes sur le problème de la paix.

Nombreux parmi nous – peut-être tous – sont ceux qui ont agi dans ce sens, avant même ce pas fait par l'Eglise et, pour quelques uns, en sont résultés des désavantages parce que, dans cette question justement, ils ont formé une avant-garde. Mais nos sacrifices ne se sont pas avérés vains et c'est cela qui compte.

Or cela ne suffit plus aujourd'hui. Il ne suffit plus de se déclarer en faveur de la paix, il faut agir pour la paix. Il ne suffit plus de répéter que nous avons des principes pacifiques. Il ne suffit plus d'adapter ces principes au monde moderne. Il ne suffit plus de citer continuellement l'opinion du Pape et des cardinaux sur le problème de la paix. Il ne suffit plus de prendre position dans nos revues. Il faut agir et agir résolument. Et nous devons chaque jour agir dans ce sens afin que nous puissions aboutir au désarmement.

L'époque des simples professions de foi est révolue. L'heure de l'action a sonné. Il s'agit d'organiser un travail positif, un travail efficace – ce qui est déjà fait à l'échelle internationale – afin de contribuer de notre côté à créer une vaste coopération en faveur de la paix.

Des centres d'initiatives créés dans cet esprit existent dans chaque pays. Nous devons, en premier lieu, adopter les principes suivants :

1) nous devons prendre la parole partout où il s'agit de la défense de la paix.

2) Nous ne devons pas, dans ce genre d'activité, permettre une discrimination. Cela, nous ne devons pas le tolérer, en aucun cas !

3) nous devons, en notre qualité de chrétiens et de croyants, être un élément de l'union de toutes les forces de paix.

Nous devons reconnaître que nous sommes restés légèrement en retard sur ce chemin. De plus en plus des initiatives sont développées en vue d'une coopération entre les forces de paix les plus diverses. C'est ainsi qu'il existe de bonnes relations entre le Conseil Mondial de la Paix et la Confédération Internationale pour le désarmement et la paix. Récemment, une rencontre s'est déroulée entre des représentants du Conseil Mondial de la paix et de l'Organisation des adversaires de la guerre. Sont utilisées simultanément, et dans une mesure toujours plus large, les possibilités d'échanges entre les représentants du mouvement de la paix aux U.S.A. et le Comité de paix de l'Union Soviétique. Ces derniers jours a eu lieu en Inde une grande rencontre des délégués des forces de paix les plus diverses ; également à Alger s'est déroulée une rencontre analogue sur le problème de la paix dans le bassin méditerranéen. Le nombre de ces rencontres qui groupent les organisations les plus diverses augmente toujours plus. Or, les organisations catholiques sont absentes de ces rencontres.

D'autre part, la Confédération internationale pour le désarmement et la paix est née, à laquelle participent des organisations américaines, des organisations de paix anglaises et de larges milieux d'organisations de paix de l'Europe occidentale. Mais peu d'organisations catholiques y sont représentées.

De plus en plus, des pas courageux sont entrepris dans le monde. Le nombre d'hommes en Angleterre, en Italie et dans d'autres pays, prêts à faire de la prison pour faire triompher ce but grandit constamment, parce qu'ils sont prêts à des actions décisives contre la force nucléaire multilatérale, contre les bases militaires érigées dans nos pays.

Il est donc clair que le moment est venu où toutes les organisations de paix doivent se rencontrer . . . Nous voudrions imposer partout le chemin de la paix. Pour y arriver, il faut absolument qu'ait lieu une rencontre de toutes les forces de paix avec la pleine participation des catholiques. Il s'agit donc de faire le premier pas en vue d'établir la coexistence entre les régimes politiques. Nous pouvons participer concrètement afin que le désarmement et la détente deviennent une réalité, afin que des accords internationaux soient conclus et qu'ils soient également respectés.

Je viens de montrer quelques idées qui nous permettraient de continuer notre travail. Toutefois, je pense que nous devons faire davantage encore. Nous devons agir concrètement en Europe. Nous vivons en Europe et nous nous trouvons au cœur même de l'Allemagne. Que devons-nous faire, partant d'une situation concrète ? Nous devons empêcher que toujours plus

d'armes atomiques fassent leur apparition en Europe. Nous devons tout faire pour que soit créée une zone libre d'armes atomiques au centre de l'Europe. Nous devons réussir ! Mais nous nous heurtons à la force nucléaire multilatérale. Celle-ci n'est actuellement encore qu'un projet, mais elle constitue certainement un grand obstacle au désarmement de l'Europe, à l'évolution d'une détente dans le monde. La MLF est un grand danger et c'est pourquoi nous devons reconnaître sans équivoque aucune qu'il ne pourra y avoir de désarmement tant qu'existera une force nucléaire multilatérale. Nous ne pouvons ignorer qu'elle conduit à un renforcement de l'armement et que, par conséquent, il ne peut exister ni détente, ni relations internationales, mais qu'avec cette force nucléaire multilatérale, nous aboutirons de nouveau à la « guerre froide » . . .

La clarté à ce sujet doit exister dans nos têtes et plus particulièrement dans celles des catholiques des pays occidentaux. C'est un combat décisif que nous devons mener et là, nous pouvons donner la preuve que nous sommes véritablement des hommes voulant la paix. Et, si nous ne sommes pas d'accord sur cette idée fondamentale, alors nous prouvons que nous ne sommes pas assez convaincus de la nécessité que le moment est venu de mettre un terme à l'histoire des guerres. Si nous ne le faisons pas, alors nous prouvons que nous sommes encore satisfaits par des déclarations orales ou écrites, mais que nous ne pouvons pas encore concrètement contribuer à ce que l'humanité puisse mener une vie plus cultivée.

Il ne suffit pas d'être à la traîne dans notre travail. Nous devons maintenant donner la preuve que nous sommes prêts et que nous sommes en mesure d'imposer véritablement une nouvelle morale de la paix.

Nous devons empêcher la réalisation du programme concernant la force nucléaire multilatérale et nous possédons de très bonnes conditions pour y parvenir.

Adolf N i g g e m e i e r – R.D.A.

Pas de prescription pour les crimes nazis

A la lumière de la décision du gouvernement de Bonn sur la prescription des crimes nazis et de guerre, le juriste diplômé A. Niggemeier caractérisa le passé comme n'ayant pas été surmonté en Allemagne occidentale. Il déclara :

Je me permets d'attirer votre attention sur un problème actuel qui appartient au chapitre « Surmonter le passé en Allemagne » . . .

Il y a quelques jours, le gouvernement fédéral a proclamé sa décision au sujet de la prescription – en 1965 – des crimes odieux commis par les nazis et les S.S. Il a, à l'encontre des stipulations claires relevant du Droit inter-

national ainsi qu'à l'encontre de toutes les conceptions élémentaires sur la justice et l'injustice, sur les fautes et les châtiments, élargi le délai de prescription, en vigueur pour des cas criminels normaux, aux crimes de violence commis par le national-socialisme. Quel doit être le climat moral et politique d'une société dans laquelle, par une telle décision, la possibilité de recommencer des crimes est pratiquement évoquée ? . . .

Quelques-uns d'entre vous se rendront probablement, à la fin de nos délibérations, au Mémorial de Sachsenhausen, dans ce camp de concentration qui devait devenir le tombeau de 100.000 personnes. Une des pages les plus sombres de l'histoire allemande sera ouverte devant vous. N'oubliez pas, en visitant ce mémorial, que c'est seulement dans une partie de l'Allemagne, en République Démocratique Allemande, que tout a été mis en œuvre pour châtier les coupables comme ils le méritaient, mais que malgré tous nos efforts, le plus grand nombre de crimes commis dans les camps de concentration sont aujourd'hui encore impunis et le resteront si l'on ne réussit pas à faire en sorte que le gouvernement de Bonn observe les normes fixées par le Droit international.

Sont également restés impunis les crimes commis à Dachau contre plus de 1.000 prêtres catholiques. M. Robert Kempner, ancien vice-procureur américain au procès de Nuremberg évalue à 10.000 environ le nombre des criminels nazis vivant sous un faux nom ou portés disparus et qui jouissent de la liberté.

Pour nous, catholiques, il est tout à fait légitime d'exiger que l'Etat n'abandonne pas les possibilités de punir les crimes commis, de poursuivre les méfaits les plus monstrueux et d'exiger le châtiment des assassins, même si ces crimes remontent à 20 ans ou plus.

Le chapitre XIII de la Lettre de l'Apôtre Paul aux Romains motive expressément le devoir qui est fait à l'Etat de punir tout crime. On y lit notamment au sujet de l'autorité de l'Etat : « Cette dernière ne porte pas l'épée sans raison – elle est l'auxiliaire de Dieu pour châtier tous ceux qui commettent le mal. » Le grand théologien Romano Guardini, lui aussi, constate que « lorsqu'une faute relevant du res publica n'est pas reconnue, punie ou châtiée d'une façon ou d'une autre, elle devient alors la forme d'une attitude se répétant périodiquement et détruit l'existence politique ».

Le martyre enduré par tant de nos frères et sœurs de religion à l'époque nazie – martyre qui a de nouveau porté à la connaissance générale le droit public de l'Eglise de Jésus-Christ – nous autorise largement à dire notre mot . . .

La Chambre du Peuple de la République Démocratique Allemande, organe suprême de notre Etat, a promulgué à l'occasion du 25e anniversaire du déclenchement de la Seconde guerre mondiale, une loi sur la non-prescription des crimes nazis et de guerre. Notre Etat a agi ainsi, conscient qu'il est, que

plus jamais une guerre ne doit partir du sol allemand. Permettez-moi d'exprimer ici ma fierté et ma satisfaction devant une telle mesure.

Cette décision revêt aussi une grande importance parce qu'il ne s'agit pas seulement d'une question touchant le passé allemand mais le présent immédiat. Les injustices qui ont été commises doivent être châtiées afin d'empêcher à jamais le renouvellement de tels crimes.

Le gouvernement de Bonn, faisant allusion au procès qui se déroule actuellement, prétend que la Justice ouest-allemande a poursuivi et jugé tous les cas de crimes nazis et de guerre qui ont été portés à sa connaissance. Or, je crois que nous sommes tous, plus ou moins bouleversés par la manière dont les tribunaux ouest-allemands ont « rendu la justice » ! Dans les cas où l'on ne pouvait faire autrement que de prononcer une accusation, on a trouvé pour les criminels connus comme tels, des circonstances atténuantes telles que « obligation d'exécuter les ordres reçus », « inconscience d'avoir commis des injustices » ou une prétendue « insuffisance de preuves ». Une documentation publiée ces jours-ci par le ministère fédéral de la Justice nous le confirme. Selon cette documentation, les tribunaux fédéraux, de 1945 à janvier 1964, sur 12.000 procès environ n'ont pas même prononcé la moitié des peines. Une autre statistique illustre encore mieux la situation. On y apprend notamment que, de 1958 à 1963, 231 procès en tout ont eu lieu contre des assassins SS et nazis ayant participé aux crimes perpétrés dans les camps de concentration ou aux opérations de destruction massive. Plus d'un tiers, c'est-à-dire 35 %, n'ont pas été punis. Les coupables ont été acquittés ou bien l'on a interrompu la procédure.

Il faut, à ce sujet également, et telle est mon opinion, dire clairement que les efforts faits en vue de la prescription des crimes nazis et de guerre font partie des vains efforts politiques de Bonn de nier la culpabilité de l'impérialisme allemand dans la guerre, de justifier sa néfaste politique et de « corriger » les résultats de la Seconde guerre mondiale.

Le désir d'entrer en possession des armes nucléaires, la nocivité de l'esprit de revanche dont il a déjà été question à maintes reprises à cette tribune, et les faits que je viens de vous décrire ne sont pas des faits isolés de la politique fédérale que nous dévoilons ici, en République Démocratique Allemande, non pas pour le plasir de montrer le négatif qui existe dans l'autre Etat allemand mais pour prouver qu'ils font partie d'un tout. Il faut les dénoncer car ils constituent une contradiction cohérente. Ils sont la preuve indubitable que, dans une partie de l'Allemagne, le passé est encore très vivant. Tout cela doit être l'objet de nos soucis et doit fixer le cadre de notre responsabilité . . .

Que cette conférence puisse donner un essor et aiguiser justement la conscience de nos frères et sœurs de religion en République Fédérale Allemande ! Mais surtout que par les efforts conjugués de tous les hommes épris

de paix, on arrive à rétablir partout la justice bafouée afin que le monde, et avec lui les hommes, ne périssent pas dans un chaos d'injustices. –

Mme Fassbinder, professeur (R.F.A.) président de séance compléta cette intervention en indiquant qu'en Allemagne occidentale aussi des voix s'élèvent contre la prescription des crimes nazis et de guerre. Elle déclara : Je crois qu'une grande partie de l'opinion publique chez nous est absolument contre la prescription. Les délégués ouest-allemands ici présents pourraient peut-être trouver un moment pour se réunir afin de voir ensemble ce qui peut encore être fait dans ce sens. Car je crois que tous, nous savons que ce serait une grande injustice, non seulement à l'égard de nos frères de religion assassinés, mais aussi à l'égard de toutes les victimes, qu'elles soient catholiques, protestantes, juives ou communistes... Toutes ont été injustement assassinées.

Dr Janos Szavo – Hongrie

« Pacem in terris » – Magna Charta de notre époque

Le chanoine hongrois Dr Janos Szavo évoqua les douloureuses expériences de la 2ème guerre mondiale dont les co-responsables devaient, en Allemagne occidentale, rester impunis et, ce faisant, motiva l'avtivité de paix du clergé hongrois. Il déclara notamment :

C'est pour moi une grande joie et un bien agréable devoir que de pouvoir exprimer, au nom de la délégation hongroise, les remerciements les plus sincères d'avoir été invités à cette session et nous avouons y avoir répondu avec le plus grand plaisir.

Notre petite nation vit en communauté avec le grand peuple allemand et notre histoire millénaire confirme que notre nation honore les immenses valeurs et la grande culture du peuple allemand ainsi que ses extraordinaires succès dans le domaine des sciences et de la technique. Mais nous devons aussi dire sincèrement que notre peuple, surtout dans ce dernier demi-siècle, a été le témoin des erreurs du peuple allemand. C'est pourquoi nous ne pouvons rester indifférents à la solution de la question allemande.

Nos peuples sont passés tous les deux par l'école de la douleur pendant deux terribles guerres mondiales. C'est une expérience historique qui nous enseigne que la guerre ne résoud aucun problème, mais qu'elle détruit tout ce qui est précieux, beau, bon et noble. Avant la 2ème guerre mondiale, j'avais l'occasion de dire la messe à la Cathédrale Sainte-Edwige de Berlin et, lorsque j'appris sa destruction, j'en éprouvai une peine réelle. Quelle ne fut pas ma joie de la revoir, reconstruite plus belle encore que par le passé !...

Nous savons pertinemment que les contradictions idéologiques demeurent. Nous n'abandonnerons jamais notre foi. Mais combien immenses sont les

domaines dans lesquels nous pouvons avoir une activité commune, dans le sens donné par la Magna Charta de notre époque, l'Encyclique « Pacem in terris » de notre Saint-Père Jean XXIII.

L'homme – homo – est un tout, saisissable et insaisissable. Tout ce qui, bon et noble vient de lui doit, selon notre Dieu créateur, être apprécié et protégé. C'est pourquoi le clergé catholique hongrois participe depuis 15 ans, sous la direction hiérarchique, au travail de paix avec ses croyants . . .

Nous apprécions hautement la convocation et les travaux de cette session. L'invitation à cette session qui s'est fixé pour objectif d'aider à établir un ordre de paix durable par la confiance et les accords a été acceptée par nous avec une joie profonde. Naus informerons nos concitoyens et croyants de ce que nous avons entendu ici et nous propagerons les idées débattues.

Nous vous remercions une fois de plus de votre hospitalité. Je voudrais saluer avec la cordialité hongroise proverbialement connue tous les participants de cette session. Que Dieu bénisse notre travail en faveur de la paix !

Rappelant le danger accru – au moment même de la tenue de cette conférence – de voir se transformer l'organe catholique « Le Sillon » de Vienne en un organe du groupe Strauss de Munich, le journaliste autrichien Dr Victor Matejka démontra les visées de grande puissance des forces politiques les plus réactionnaires de l'Allemagne occidentale.

Frances V i c o – France

Le prêtre doit être celui qui unit et non celui qui divise

Partant du devoir de tout prêtre catholique d'être au service de la paix, le prêtre-ouvrier Vico développa trois réflexions. Il déclara :

Je suis prêtre-ouvrier et, chaque semaine, pendant quatre ou cinq jours, je travaille comme ouvrier dans la construction. Je suis l'un des trois responsables du mouvement de la paix dans le département de la Gironde et, chaque semaine, il faut faire des réunions dans les villes et les villages de ce département. Nous échangeons avec les prêtres du département, avec les pasteurs de l'Eglise réformée, avec les athées, socialistes, marxistes nos idées sur les questions du désarmement. L'évêque de ce département nous reçoit ainsi que les autres collègues prêtres pour s'informer sur le sérieux de ce travail et de ces échanges.

Dans le cadre de cette assemblée, je ne veux pas renouveler les souhaits et les résolutions qui ont été exprimées ce matin et sur lesquels, en grande partie, je suis d'accord. Je voudrais faire simplement deux réflexions :

Premièrement : pourquoi un catholique doit travailler pour la paix.

Deuxièmement : comment un prêtre doit travailler pour la paix.

Il faut vivre cette lutte aujourd'hui avec une conscience religieuse claire.

1) Ce n'est pas sortir de notre mission de baptisés que de travailler pour la paix. Jésus-Christ, donc l'Eglise, donc le chrétien, ont une seule vocation : sauver les hommes, sauver tous les hommes. C'est découvrir avec eux qu'ils sont dans le plan de Dieu, mais aussi leur faire découvrir qu'ils doivent transformer le monde et que le monde soit dans le plan de Dieu. Transformer le monde, selon Jésus-Christ, c'est créer des rapports nouveaux entre l'homme et la matière, entre l'homme et l'économie, entre l'homme et la politique, entre l'homme et la société, entre l'homme et les autres hommes. Ces rapports nouveaux, Jean XXIII les définit dans le paragraphe 149 de « Pacem in terris ».

Toutes ces valeurs ne peuvent se développer que dans un monde qui vit dans la paix. Si la guerre tue la paix, il n'y a plus de vérité. Sans la paix, il n'y a plus de justice. Sans la paix, il n'y a plus d'amour. Sans la paix, il n'y a plus de liberté. Sans la paix, le monde ne peut être sauvé. Il est perdu. Seuls quelques hommes peuvent se sauver . . .

2) Le prêtre a un rôle particulier dans ce travail pour la paix. Parmi les catholiques, le prêtre ne se distingue pas par son intelligence, ni par son courage, ni par une manière différente de vivre l'Evangile parmi les événements du monde. Il est comme tous les autres. Sa seule spécialité c'est de rassembler les hommes pour l'Eucharistie. Il rassemble les membres très dispersés et très disparates du Corps du Christ. Et pourquoi fait-il cela ? Pour devenir, avec les chrétiens rassemblés autour de lui, un signe pour tous les hommes, chrétiens ou non. Et quel est ce signe ? C'est que, malgré les divergences de races, de cultures, de langues, d'idées, tous les hommes sont appelés à entrer eux aussi dans cet acte de réconciliation.

C'est donc un travail du prêtre que de rassembler les hommes pour qu'ils dialoguent. C'est le travail du prêtre de participer à des colloques, à des assemblées où l'on cherche avec des athées les chemins de cette réconciliation des hommes, le chemin d'une coexistence fraternelle dans la paix et dans l'amour. C'est le rôle du prêtre d'être avec les chrétiens dans cette recherche qu'il faut mener avec tous les hommes de bonne volonté. C'est donc un droit et un devoir pour le prêtre de remplir ainsi son rôle particulier dans cette construction du monde dans la paix.

J'en arrive au dernier point : comment le prêtre peut devenir celui qui unit et non pas celui qui divise. Parmi les catholiques, les prêtres ont une tâche à accomplir . . .

Tous peuvent être d'accord sur l'arrêt des essais nucléaires, sur la condamnation des bombes atomiques. Les réflexions faites par le Pape Paul VI, le Cardinal Feltin et autres le prouvent. C'est dans sa manière de se situer dans le combat pour la paix que le prêtre doit chercher avec sagesse et avec une grande tolérance comment éclairer ses frères, sans sectarisme, sans intran-

sigeance, en respectant les divergences, en supportant la lenteur de ceux qui ne voient pas encore très clair, de ceux qui ne comprennent pas encore que nos analyses sont justes.

Prof. Dr Klara-Marie F a s s b i n d e r – R.F.A.

Dialoguer avec le monde dans l'esprit de l'entente

Mme Fassbinder, membre de la Présidence du Mouvement des femmes pour la paix en Allemagne occidentale, a décrit la lutte menée par ce mouvement contre la force nucléaire multilatérale et a déclaré :

Le 14 octobre 1964, nous avons organisé à Bonn, un « Forum pour la paix ». A cette occasion s'est déroulée une marche du silence. Ces derniers jours, on m'a rapporté qu'un grand nombre de personnes qui passaient dans la rue à ce moment et qui croisaient le cortège, demandaient : « Que se passe-t-il ? » Lorsqu'on leur répondit : « Nous défilons dans le silence en signe de protestation contre la force nucléaire multilatérale et contre les lois d'urgence », les gens spontanément répondirent : « Nous aussi, nous sommes contre ! Pouvons-nous nous joindre au cortège ? » C'étaient des gens qui, bien qu'ignorant notre manifestation, avaient la même position que nous.

La question qui se pose est la suivante : Comment pouvons-nous approcher ces gens ? Comment pouvons-nous gagner leur confiance pour qu'ils ne croient pas que, lorsque nous leur parlons, nous sommes « inspirés » par l'autre côté ? . . .

Je voudrais, une fois de plus, exprimer ma joie de voir tant de délégués venus d'autres pays. Par exemple, les fortes délégations tchécoslovaque, hongroise et polonaise. Je prie tous mes compatriotes de la R.F.A. de propager cela chez nous et de dire que toutes ces délégations qui viennent de ces pays pouvaient, primo venir et, secundo, avoir la possibilité d'exprimer librement leurs opinions et points de vue. Nous pouvons à bon droit prétendre que l'esprit d'entente exprimée dans l'Encyclique « Pacem in terris » s'y reflétait vraiment.

Le Pape Paul VI a dit qu'il voulait continuer le dialogue avec le monde, également avec ceux qui pensent autrement, avec ceux qui ne reconnaissent ni le Christ, ni Dieu. Il est convaincu que c'est justement ainsi qu'il remplit sa mission en tant que chef de l'Eglise catholique, comme nous disons – de vicaire de Dieu. Nous tous, indépendamment de la place que nous occupons, sommes appelés à coopérer à cette œuvre et à aider nos évêques à ne pas oublier les bonnes idées qu'ils ont rapportées de Rome lorsqu'ils se retrouvent plongés dans l'atmosphère de la République Fédérale Allemande. Ils doivent savoir qu'ils ont dans leurs diocèses des hommes bons que cela réjouit . . .

Hubertus Guske – R.D.A.

Témoignage commun de tous les chrétiens en faveur de la paix

M. Hubertus Guske, rédacteur de la revue mensuelle des catholiques allemands « Rencontre », partant des expériences recueillies à Prague pendant le 2e rassemblement de paix pan-chrétien, rappelle la nécessité pour les catholiques de mener des actions communes en faveur de la paix avec leurs autres frères chrétiens :

Notre conférence est une délibération groupant des catholiques. Nous nous sommes réunis ici pour ainsi dire comme une partie de la grande famille de l'Eglise catholique, une famille dont le père est l'évêque de Rome, notre Pape, et nous pouvons donc nous donner le nom de frères.

Ici, dans cette salle, il y a quelques prêtres et laïques de l'Europe de l'Est et de l'Ouest qui, tout comme moi, avaient le bonheur de participer au 2e rassemblement de paix pan-chrétien qui s'est déroulé à Prague. C'est sciemment que j'emploie le mot bonheur, car chacun de nous a vraiment éprouvé un sentiment de bonheur à cette conférence, a participé à ses résultats et s'en est retourné chez lui avec la conviction qu'ici mûrit un fruit dont la graine a été semée depuis des décennies déjà par les meilleures forces de toutes les confessions chrétiennes.

Je ne dévoile aucun secret en disant que nous, catholiques, n'étions jusqu'alors que des observateurs, que des « spectateurs en dehors de la clôture » – comme nous disons en allemand – de ce mouvement chrétien de paix praguois. Nous nous contentions de l'observer de loin et, dans certaines de nos considérations se mêlaient le scepticisme et le malaise qui d'ailleurs n'était pas toujours dénué de fondement.

Lors du déroulement de cette conférence, il y eut maints désaccords quant au catholicisme, maints jugements erronés, maintes exagérations dans la façon de caractériser les intentions politiques du Vatican. Cette conférence n'a saisi que progressivement les efforts de paix faits dans le monde catholique et, aujourd'hui, elle est non seulement prête mais en train d'honorer et de reconnaître pleinement le témoignage de paix catholique. Plus encore. La conférence de Prague veut aujourd'hui et à l'avenir, arriver à une coopération étroite et fraternelle également avec nos catholiques et nos autorités cléricales. Prague nous tend un main fraternelle. Devons-nous la leur refuser ?

Nous qui étions à Prague, nous avons senti les efforts véritables et sincères faits par nos frères protestants, orthodoxes, anglicans et autres d'arriver, en dépassant le simple cadre des disputes théologiques, à une entente sur des mesures pratiques au service du bien-être de l'homme et de la paix. Nous avons constaté que notre dialogue avec nos frères ne possédait pas seulement une valeur académique, mais qu'il était bien plus encore. Il est une partie de

l'action pour laquelle nos papes nous ont toujours de nouveau exhortés dans l'intérêt de la paix . . .

La paix et tous ses problèmes touchent tous les hommes et l'on ne peut dire que catholiques, protestants, orthodoxes, anglicans ou non-chrétiens sont à la recherche d'une autre paix. Même si nous avons peut-être des points de départ différents, nous nous rencontrons tous pour un but : un ordre de paix durable dans ce monde. La bombe atomique fait, comme on le sait, aucune différence entre les confessions, entre croyants et non-croyants.

Elle nous menace à tous et nous menace ici, en Europe, directement par le danger de la force nucléaire multilatérale à participation ouest-allemande. On peut aisément imaginer les conséquences que cela aurait si les généraux d'hier et les revanchards d'aujourd'hui pouvaient entrer en possession des armes nucléaires. Lutter contre cela est une action concrète dans cette situation.

Ce faisant, nous nous sentons en pleine concordance avec nos frères de la Conférence de Prague qui ont exprimé dans leur message aux Eglises du monde leur désapprobation quant à la création d'une force nucléaire multilatérale. Si l'on considère que la majorité des participants de la conférence venaient de pays non socialistes, on reconnaîtra clairement avec quel sérieux, aussi dans les Eglises des pays occidentaux et en dehors de l'Europe, on considère les suites que pourrait avoir une telle force de frappe.

Je pense que nous catholiques, devant la paix menacée, devons nous prononcer clairement. Le nouveau président du Mouvement international Pax-Christi élu ces jours derniers, le cardinal hollandais Alfrink, a exigé tout récemment du Concile qu'il condamne nettement dans le schéma XIII les armes atomiques et a refusé énergiquement l'affirmation selon laquelle il existerait à côté de la prétendue « bombe sale » aussi une « bombe propre » qu'on pourrait éventuellement utiliser en cas de conflit militaire . . .

Une telle différenciation ne doit pas exister, même si incompréhensiblement d'autres pères du Concile – l'archevêque de Liverpool par exemple – ont exprimé l'opinion que dans une guerre, il se peut qu'il y ait des objectifs qui, comme buts légitimes, puissent nécessiter l'emploi de l'arme atomique. Tout emploi de l'arme atomique est un crime ! Il n'y a ni bombe atomique « sale » ni bombe atomique « propre ». Il y a la bombe atomique qu'il faut interdire !

Imaginons que notre Eglise accepte la doctrine d'une bombe « propre ». Combien il serait alors facile aux hommes politiques, qui aujourd'hui déjà prévoient l'emploi de l'arme atomique dans une guerre d'agression, de s'y référer. Avec quelle avidité les politiciens nucléaires ouest-allemands s'y référeraient pour justifier leur participation à la force nucléaire multilatérale et l'emploi des armes nucléaires. Une telle base de justification ne doit pas exister dans notre monde catholique !

M. K n o b l i n g , docteur en médecine – R.D.A.

Plus de courage dans les décisions politiques !

M. Knobling, docteur en médecine, exigea des catholiques qu'ils montrent plus de courage vis-à-vis de l'activité et des décisions politiques si l'on veut éviter une nouvelle guerre mondiale. Il déclara :

La question qui me préoccupe particulièrement, c'est le développement du courage à l'égard de l'activité politique. Je suis assez âgé pour avoir connu deux guerres et le fait que, 25 ans après le déclenchement de la 1ère guerre mondiale, un deuxième conflit éclatait, m'a fait comprendre que la résistance des masses contre les préparatifs d'une nouvelle guerre avaient été trop faibles. Le manque de courage à l'égard de l'activité politique s'étend à tous les milieux et pas seulement aux intellectuels !

Je voudrais reprendre les paroles prononcées par Mme Fassbinder, lors d'une conférence à Eisenach. Selon elle, il s'agit de s'engager. Ce faisant, on accomplit le premier pas vers la prise de décision. C'est sciemment que j'appelle cela une prise de décision, tout comme le titre d'un livre d'Anna Seghers. Le premier pas en implique d'autres. On s'engage davantage et c'est ainsi que cela doit être. On est amené à la croisée des chemins et lorsqu'on prend une fausse décision, alors on porte en soi une mauvaise conscience et c'est seulement lorsqu'on a pris une décision juste que l'on ressent en soi une profonde satisfaction . . .

Je disais que nous avons besoin de héros de la vie quotidienne et justement dans ce livre d'Anna Seghers, on rencontre de tels héros. Comme catholique ou, tout simplement, comme homme religieux, nous avons une bonne condition préalable : nous pouvons nous référer au précepte : « Ignorez la crainte ! » Or, nous devons constater que nous nous sommes engagés assez tard en tant que totalité. La politique d'intimidation des fauteurs de guerre est malheureusement encore une arme trop efficace !

Dr Alexander H o r á k – Tchécoslovaquie

Le pape nous montre la voie à suivre

Le chanoine Dr Horák, président de la Croix-Rouge slovaque considéra les paroles du pape en faveur de la paix comme une confirmation du travail de paix des prêtres catholiques en République socialiste tchécoslovaque et posa la question : pourquoi cette activité en faveur de la paix est-elle accueillie haineusement à l'ouest. Le chanoine déclara entre autres :

Le problème primordial est d'atténuer les tensions internationales et de juguler le danger d'une nouvelle guerre. Cela concerne la consolidation de la cause de la paix et de l'amitié entre les peuples. Il s'agit de soutenir les principes d'une coexistence pacifique entre des Etats à régimes sociaux différents.

C'est très beau de voir des prêtres catholiques et laïques unis sur le chemin qui mène vers un avenir meilleur de l'humanité. C'est une noble activité qui répond à l'Encyclique « Pacem in terris » ainsi qu'aux déclarations faites par le Pape Paul VI. Je veux parler de sa première Encyclique « Ecclesiam suam » et de son appel passionné en faveur de la paix, en date du 26. 8. 64 à l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la 1ère et de la 2ème guerres mondiales.

Les papes nous montrent une voie claire pour résoudre les problèmes les plus importants. Ils appellent tous les hommes de bonne volonté à créer un ordre de paix durable et à renouveler les rapports humains dans la vérité, la justice, l'amour et la liberté. Nous, prêtres catholiques de Tchécoslovaquie, nous nous sommes engagés dans cette voie, il y a 15 ans déjà, et nous avons l'intention de la poursuivre. Ce faisant, nous restons fidèles au Saint-Siège, à l'obéissance papale et à notre Eglise catholique ainsi qu'à nos devoirs pastoraux.

Nous ne pouvons pas comprendre pourquoi de nombreuses personnalités catholiques de l'Ouest méconnaissent notre position et notre travail. Nous ne comprenons pas pourquoi, à nos paroles d'amour véritable, on réponde par la haine. Nous ne pouvons pas comprendre non plus, pourquoi ceux qui prêchent l'amour ne condamnent pas ceux qui se trouvent directement en contradiction avec l'amour, c'est-à-dire la préparation d'une nouvelle guerre mondiale, l'esprit de revanche et la force nucléaire multilatérale. Lorsqu'il s'agit de la cause de la paix, de la vie de l'humanité et de l'avenir de notre planète, il ne peut y avoir de compromis. Se taire, c'est collaborer . . .

Nous espérons que tous les catholiques du monde entier, les catholiques de l'Ouest et de l'Est, de la République Démocratique Allemande et de la République Fédérale Allemande feront leurs les paroles de paix énoncées par les papes et se réuniront en une action dirigée contre la guerre, contre l'armement atomique et contre la déraison. Ce serait aussi un des plus grands services qu'ils pourraient rendre à notre Eglise catholique.

M. Leopold Becker, ancien ministre de la R.D.A. aujourd'hui en retraite, traita lui aussi du problème des chants revanchards remplis de haine, en Allemagne fédérale. Il regrette qu'ils se trouvent encore dans cette partie de l'Allemagne des catholiques qui s'accomodent des menées revanchardes de quelques-uns de leurs politiciens qui menacent grandement la paix en Europe. « Nous n'avons nullement besoin de provocateurs. Nous voulons être les frères d'une grande famille ! »

Mme Prof. Dr Cornelia de Vogel, Pays-Bas

Conjurer la menace atomique

Madame Dr de Vogel, Professeur de Philosophie auprès de l'Université d'Utrecht a exprimé son plein accord avec les orateurs qui ont constaté que les armes nucléaires constituent une grave menace pour l'humanité. Elle a exigé que soit fait un premier pas vers un désarmement, soit que les gouvernements acceptent un contrôle réciproque efficace. L'universitaire a déclaré : Je voudrais dire ici quelque chose sur le problème qui nous occupe tous, quelque chose qui me semble important. Je me suis rendue compte que certains problèmes de la politique internationale – je pense par exemple à l'armement nucléaire multilatéral – sont beaucoup plus sentis par vous que chez nous, je dirais avec plus d'acuité. Naturellement que nous sommes au courant de ces choses, mais elles ne nous concernent pas aussi directement. Peut-être avons-nous tort. Je constate une chose : Il a été rappellé ici avec urgence que nul n'a le droit de rester indifférent à ces faits. Je voudrais exprimer toute mon admiration pour le fait que les catholiques de ce pays considèrent comme un besoin personnel de se prononcer publiquement et de lutter personnellement pour la paix. Vous savez que la Hollande est un pays éminemment pacifique. Mais nous nous disons toujours plus ou moins ceci :

Notre gouvernement fera les choses telles qu'elles doivent être faites. Malgré cela on a déjà organisé une résistance publique. En tant que catholiques néerlandais et, pour ma part, tout personnellement, nous sommes d'accord avec vous. Vous avez parfaitement raison de constater que nous devons faire tout le possible pour conjurer le danger qui nous menace. Nous devons exiger que la paix durable soit garantie au moyen de la confiance et par des traités . . .

Witold Jankowski, Pologne

La coexistence, entente créatrice

M. Witold Jankowski, rédacteur en chef et membre de la présidence de l'union « Pax » polonaise, a analysé tout particulièrement la notion de coexistence, en démontrant qu'elle ne consistait pas seulement à empêcher une guerre. Il a dit, entre autres :

Nous tous, qui sommes réunis ici pour discuter de la contribution des catholiques à la sauvegarde de la paix, nous avons un motif de satisfaction et de joie. Je voudrais dire que dans notre effort, nous nous voyons enrichis de deux nouveaux éléments : tout d'abord, nous connaissons les expériences de la

coopération entre chrétiens et non-chrétiens, chrétiens et marxistes, collaboration qui prend une évolution positive, malgré toutes les difficultés, non seulement dans la pratique quotidienne, mais aussi sur le plan théorique.

En second lieu, nous nous sentons plus riches grâce aux grandes conquêtes obtenues sous le pontificat de Jean XXIII, mais aussi sous celui de Paul VI, ainsi que grâce aux résultats atteints jusqu'ici par le IIe Concile du Vatican. Il faut en effet reconnaître que le commandement adressé à toute la chrétienneté d'œuvrer pour la paix qui est un des fondements immuables de notre foi, n'a pas toujours été suivi avec toute l'ardeur nécessaire, ni interprété toujours comme il l'eut fallu . . .

Ces derniers temps, l'idée de la coexistence a évolué de façon créatrice. Il avait été dit que la coexistence, c'était simplement le fait d'empêcher la guerre. Aujourd'hui, cela ne suffit plus, car de nos jours, on risque à chaque instant, lorsqu'on se trouve au bord de l'abîme, de glisser dans la catastrophe nucléaire. Le grand enseignement de la crise des Caraïbes de 1962 a justement été le fait que pour résoudre le conflit, on a appliqué une nouvelle formule de la coexistence, considérée la recherche d'un compromis raisonnable, d'une entente créatrice.

Vue sous cet angle, la coexistence pacifique constitue une alternative valable à cet équilibre de la peur dont certains hommes politiques prétendent qu'il est la seule perspective pour notre monde d'aujourd'hui . . .

Il est donc compréhensible que le peuple polonais – y compris les catholiques – qui connaît toute l'horreur de la guerre et le prix de la paix, fasse tout son possible pour sauvegarder celle-ci. Il met tout en œuvre, aux côtés des autres pays socialistes, pour le maintien de la paix, pour protéger ses frontières occidentales contre les menaces des impérialistes ouest-allemands, pour renforcer l'amitié envers la République Démocratique Allemande et pour une solution du problème allemand sur la base de la reconnaissance des deux Etats allemands et du principe de la coexistence pacifique. Je dirais que sur la contribution des catholiques au maintien de la paix, sur les possibilités non encore utilisées, tout n'a encore pas été dit et fait. Rappelez-vous la déclaration récente du cardinal Feltin, qui a dit que le problème de la paix devait être considéré dans le cadre général de l'apostolat, car la paix est l'essence même de la doctrine de l'Eglise. Mais le cardinal Feltin a dit plus encore. Il existe un apostolat de la paix, un dialogue de la paix qu'il faut développer . . .

Je voudrais, au nom des catholiques progressistes de Pologne et au nom de l'association « Pax » que je représente ici, vous assurer, qu'aux cours des vingt ans de notre activité, la cause de la paix est devenue une de nos tâches essentielles. Je voudrais aussi vous dire que la présente réunion et les décisions qu'elle adoptera donneront à notre travail un élan nouveau pour que triomphe définitivement la cause de la paix dans le monde entier.

Prof. Dr Léon H a l k i n , Belgique

Solidaires avec la lutte contre la force nucléaire multilatérale

Le Prof. Halkin, Président du Mouvement Chrétien pour la Paix en Belgique a exprimé, tout comme Madame Prof. de Vogel de Hollande son plein accord avec les catholiques de la R.D.A. dans leur lutte pour la paix et contre la force nucléaire multilatérale. Il a déclaré :

Nous nous sommes demandés ce que nous pouvions apporter en tant que belges, citoyens d'un petit pays occidental, à votre rencontre d'aujourd'hui. Tout d'abord, il nous faut remercier pour l'accueil que vous nous avez réservé et pour l'excellente organisation de cette session.

Notre charte, c'est l'encyclique « Pacem in terris », et à notre avis, elle ne peut pas être réalisée sans la vérité, la justice, la liberté et l'amour. Il nous faut constater que si une seule de ces conditions manque, la paix reste extrêmement fragile. Mais vous savez tout cela aussi bien que nous, mieux que nous. Nous ne sommes pas venus ici pour vous donner des conseils. Nous sommes venus pour apprendre quelque chose, pour faire votre connaissance, vous, les Allemands de l'Est, pour apprendre à connaître vos craintes, votre peur, mais aussi vos espoirs. Ce que nous avons déjà vu et entendu nous oblige à exprimer ici notre admiration en tant que chrétiens. Cette sensation très vive des difficultés qu'il vous faut affronter, ne nous empêche nullement d'être d'accord avec vous sur le principe de la lutte contre la guerre, contre le projet de M.L.F., contre tout armement nucléaire, pour la paix par la négociation, pour le désarmement général et complet ainsi que pour l'assistance internationale aut pays en voie de développement. Nous souhaitons que nos idées communes et fraternelles en faveur de la paix se précisent toujours plus et se concrétisent en une question de la foi qui nous unit dès l'abord. Nous souhaitons qu'on ne parle plus de guerres justes et d'armements nucléaires acceptables, mais que le débat sincère soit pour nous un besoin personnel et général, dans le but d'éduquer les hommes dans l'esprit de la tolérance, en faveur de la coexistence pacifique en Allemagne, en Europe et dans le monde.

Janusz M a k o w s k i , Pologne

Une coopération avec tous les humains

J. Makowski, député au Parlement et secrétaire général de l'Union chrétienne sociale de Pologne a rappelé combien était nécessaire une étroite coopération des catholiques avec les non-chrétiens sur le plan politique. Il a

montré toute l'importance qu'assume la neutralité positive que l'Eglise professe depuis Jean XXIII.

Selon les doctrines morales immuables de l'Eglise, il faut proclamer aujourd'hui, sur le plan social, des principes indépendants des systèmes concrets et des situations particulières et tenant compte de la réalité et des besoins actuels de l'humanité. C'est une question de notre responsabilité pleine et entière pour la mission de l'Eglise catholique et de toute la chrétienneté en ce qui concerne la grande œuvre de réconciliation des hommes. Pour les catholiques, il n'y a, selon moi, aucune raison valable de refuser le principe de la coexistence pacifique, la pratique de la liberté religieuse et le droit d'exprimer ses opinions dans toutes les conolitions possibles. Mais nous ne pouvons pas, au nom du christianisme, refuser à d'autres ce même droit que nous réclamons pour nous. Plus encore. Jean XXIII a lancé, dans son encyclique « Mater et magistra », l'appel à nous tous afin que nous collaborions avec ces autres dans tous les domaines qui servent le bien et dont on peut retirer du bien. A l'échelle internationale, la coexistence pacifique est une coopération ou du moins la volonté de coopérer avec tous les peuples, toutes les nations, quel que soit l'ordre politique et social qui les régit, indépendamment de toutes les idéologies qui en déterminent le comportement . . .

Pour les catholiques, pour tous les chrétiens d'Europe, notamment pour ceux qui vivent dans les pays socialistes, la neutralité positive est une attitude qui, comme l'a exposé Jean XXIII, assume une grande importance pour l'Eglise romaine. Jean XXIII a introduit le renouvellement intérieur de l'Eglise, mais il s'est également prononcé pour l'abolition de tout ce qui oblige l'Eglise à prendre plus ou moins consciemment position, dans les luttes et les rivalités qui divisent aujourd'hui le monde, pour l'un des partis. Et cette neutralité positive n'a nullement la tendence à nous isoler encore plus, à cantonner l'Eglise dans le domaine de la spiritualité. Bien au contraire, l'Eglise catholique romaine se rend parfaitement compte du dénûment de moyens matériels qui existe partout dans le monde actuel. Nous sommes convaincus que l'universalité de l'Eglise et de sa doctrine s'étend à tous les systèmes politiques et sociaux, nous savons qu'aucune initiative, aucun effort humain pour établir une paix durable et garantir un bien-être croissant ne pourront remporter le succès sans la liberté de la personne humaine, sans amour du prochain, si rarement pratiqués dans la vie quotidienne.

Nous sommes reconnaissants pour toutes les possibilités de participer à cette rencontre. Nous voudrions proposer qu'on organise chaque année une semblable rencontre dans un pays de l'Est ou de l'Ouest afin que tous les problèmes relatifs à la paix puissent être discutés de façon concrète et précise à partir de la foi chrétienne et selon le point de vue catholique.

William T. R i s b y , Grande-Bretagne

Dans la paix, il sera possible de renouveler le monde

William T. Risby, vice-Président d'un syndicat national de Grande-Bretagne, a donné un compte rendu de l'apport des catholiques britanniques à la lutte pour la paix. Il s'oppose lui aussi à la force nucléaire multilatérale. L'orateur a dit :

Je ne suis pas venu ici comme représentant d'un mouvement de la paix. Je suis, pour ma part, favorable à une destruction des armes atomiques. Je suis certain que tout le monde fera son possible pour sauvegarder la paix. Notre organisation pour le désarmement nucléaire est la seule organisation qui lutte activement chez nous, et pas seulement parmi les masses catholiques. Comme vous le savez, la tradition veut que chez nous il n'y ait pas d'organisations spécifiquement catholiques. Ces derniers adhèrent au différents partis : au Parti travailliste, au Parti conservateur ou libéral. Nous n'avons pas de formation chrétienne spéciale. Il faut du reste dire que le mouvement de la paix à proprement parler ne pèse pas très lourd. Mais il y a chez nous un grand nombre de catholiques qui œuvrent en faveur de la paix.

Deux mots en ce qui concerne notre session. Lorsque nous organisons de semblables conférences, il faut veiller à ce qu'elles ne se limitent pas à des situations locales ou à des aspects particuliers. Nous devons nous concentrer sur la paix mondiale et pas seulement sur la paix en Europe. Il va sans dire que la force nucléaire multilatérale reliée au pacte nord-atlantique doit être combattue. M. Harold Wilson, élu récemment au poste de premier Ministre de notre pays, a dit qu'il mettrait tout en œuvre afin que l'on ne cède à aucun allemand le poste qui lui permette de lancer la bombe atomique. J'espère qu'il tiendra parole.

Il est de notre devoir de veiller à ce que tous les êtres humains qui ont une conscience religieuse et politique travaillent en faveur de la paix. Nous devons parler de la paix, garantir cette paix car c'est seulement dans la paix que nous pourrons nous développer. C'est seulement dans la paix qu'évolueront les nations et les systèmes, dans la paix seulement qu'il nous sera donné de renouveler le monde. La guerre, elle, ne peut nous apporter que la mort, comme elle l'a fait pour nos pères. La guerre atomique, c'est aussi la mort certaine pour nos enfants, c'est en toute probabilité la disparition de toutes les créatures vivantes. C'est pourquoi cette question est une question essentielle pour le monde entier. Voilà notre crainte en tant que catholiques. C'est pourquoi nous assumons, en tant que catholiques, une très grande responsabilité. Il nous faut propager partout l'humanisme véritable cela constituera aussi un triomphe pour notre propre vie.

Onze personnalités étaient venues de la seule Belgique pour participer à la conférence de Berlin, capitale de la R.D.A.





Des participants à la conférence
visitant la frontière à la Porte
de Brandebourg



Heinz Willmann, secrétaire général du Conseil de la paix
de la République Démocratique Allemande,
Horst Brasch, vice-président du Conseil national du Front national
de l'Allemagne démocratique,
et Gerald Götting, vice-président du Conseil d'Etat
et secrétaire général de l'Union Chrétienne-Démocrate,
ont donné une réception en l'honneur des participants à la conférence.
Notre photo les montre en conversation
avec le professeur Jean Boulier (de gauche à droite)

fauteurs de la guerre froide et les pécheurs contre la paix humaine. Surmontons patiemment tous les obstacles ! Tendons-nous amicalement la main et réconcilions-nous ! Nous avons tout à gagner dans la paix, tout à perdre dans une guerre !

Madame Laurent-Partoens, Belgique

Le désarmement des cœurs et le rapprochement entre les peuples

Madame Laurent-Partoens, du mouvement ouvrier chrétien de Belgique, a brossé un tableau de la lutte des catholiques de son pays pour la paix et le désarmement. Elle a rappelé que le projet de M.L.F. était actuellement le problème le plus urgent. Madame Laurent-Partoens a déclaré :

La délégation belge a pensé que vous seriez peut-être intéressés par les formes de coopération entre chrétiens dans un pays ou les différentes couches sociales, les différentes idéologies coexistent à l'échelle nationale dans le cadre des universités, des écoles, les syndicats, les organisations de la jeunesse. Notre mouvement se groupe autour du Mouvement de « Pax Christi ». D'autre part, les organisations sociales chrétiennes se sont toujours efforcées de donner à leurs adhérents un sentiment civique, pour attirer leur attention sur les problèmes de la paix et de la guerre. Nous trouvons toujours de nouvelles formes d'action . . . Nous sommes profondément reconnaissants d'avoir pu vivre ces journées avec vous et avec tous nos amis réunis ici. Beaucoup d'entre nous ont été tout particulièrement éprouvés et frappés par la guerre. Notre sentiment de gratitude et de joie prennent une importance toute particulière, car il nous a fallu faire un grand effort pour surmonter nos appréhensions et venir ici. Il nous a fallu faire de grands efforts au cours de toutes ces années, mais nous les avons faits avec modestie et patience. Mais on nous a accueilli à bras ouverts. Ce sont donc des journées de grande joie pour nous, et c'est peu dire que d'affirmer que nous pardonnons. Il faut dire que nous nous aimons et nous nous estimons toujours plus, maintenant que nous nous connaissons. Car nous avons eu l'occasion de mieux nous comprendre et cela a été une grande joie pour nous. Et nous avons la ferme intention de dire partout combien nous avons senti ici la ferme décision de contribuer de façon positive, à la cause de la paix . . .

Il y a un autre problème de fond. C'est celui du désarmement général et parallèle. Nous pensons en effet que tant qu'il existera deux coalitions dans le monde, celui de l'Union Soviétique et celui des Etats-Unis, qui disposent tous deux d'une puissance quasi inconcevable, tant que la situation ne change pas, le danger persiste. Nous regrettons aussi que la Chine possède la bombe atomique. Pour toutes ces raisons nous devons exiger avec toujours plus

d'insistance et de force que l'on réduise les armements atomiques. C'est une question très urgente.

Pour conclure je voudrais dire ceci : A côté du désarmement des cœurs, du rapprochement des peuples, il nous faut exiger un désarmement réel et contrôlé. Les modalités de celui-ci et certaines perspectives ont été définies au cours de cette session. La réalisation de ces deux tâches – le désarmement des cœurs et le rapprochement des peuples doit être poursuivie par l'action commune des chrétiens et de tous les hommes. Nous n'avons pas publié l'encyclique rien que pour nous. Le Saint-Esprit est vivant dans le cœur de tous les hommes. Nous sentons sa présence même lorsque nous discutons avec des gens que le Saint-Esprit n'anime pas encore, car il est en eux. C'est ainsi que tout, croyants et non-croyants, nous pouvons collaborer de façon efficace à un monde meilleur.

Franz G e r t h , R.D.A.

La guerre froide dans les feuilles des évêchés

La propagande anticommuniste dont parlait Madame Legermann trouve aussi son expression dans les journaux des évêchés ouest-allemands, a déclaré le rédacteur du « Thüringer Tageblatt », Franz Gerth. Il a fait mention du décret adopté par le concile sur les moyens de propagande et a déclaré :

Selon le décret, la condition préalable pour toute information c'est que « l'information doit avoir un contenu véridique et tenir compte des limites tracées par le droit et la retenue humaine ». Malheureusement, en ce qui concerne ces journaux d'évêché, je me sens obligé à polémiquer sérieusement, car ces feuilles ne tiennent vraiment pas compte de la vérité tant exigée dans ce décret quand elles parlent des conditions des pays socialistes en général et des événements qui concerne l'Eglise dans ces régions en particulier. Quelles sombres images ne donne-t-on pas des fidèles et de l'Eglise qui, comme chez vous, se sent liée chez nous à l'Eglise générale de Jesus-Christ. L'anticommunisme, dont Thomas Mann a dit qu'il est « l'erreur fondamentale de ce siècle », n'a jamais craint de recourir au mensonge et à la falsification. Et c'est ainsi que les forces décisives du régime socialiste, mais aussi les catholiques qui se retrouvent au service du prochain avec tous les hommes de bonne volonté pour un travail commun, sont victimes de soupçons, de calomnies de la pire espèce.

Les victimes ne sont pas seulement en deçà des frontières, mais dans tous les pays où des catholiques documentent leurs aspirations de paix en collaborant avec des gens d'autres conceptions. Citons à ce propos Heinrich Böll,

Hans Wirtz, et cette personnalité éminente que nous avons persue récemment, Leo Weismantel . . .

Que les journaux ecclésiastiques peuvent être variés et intéressants de par leurs sujets mais sans intoxication politique, les feuilles de l'eglise qui paraissent en R.D.A., comme « Tag des Herrn » ou « Hedwigsblatt » pour le diocèse de Berlin, le prouvent amplement. Tous deux ces journaux sont intéressants pour leur contenu et leur présentation et il serait utile que le décret sur les moyens de propagande contribue à transformer les journaux ouest-allemands dans cet esprit.

Le dernier orateur, Carlo C a n d i d a , membre du Comité Exécutif du Parti Démocratique Italien, déclara que l'absurdité de la guerre dans le monde moderne ne constituait pas encore un gage absolu de paix. Il ne suffit pas, a-t-il dit, de dresser des obstacles sur le chemin de la guerre ; il s'agit, de nos jours, de forcer la machine de guerre à faire marche arrière. Mais pour ce faire, il s'agit de changer le système mondial actuel qui se fonde sur l'équilibre des forces.

Message de salutations du secrétaire d'Etat aux questions religieuses

Hans Seigewasser, secrétaire d'Etat aux questions religieuses auprès du gouvernement de la R.D.A., a transmis à la conférence un message de salutations lu par son adjoint, Fritz Flint. Ce message souligne notamment :

Vous vous êtes réunis pour examiner ce qui doit être fait pour que la paix en Allemagne et en Europe soit sauvegardée par un ordre pacifique durable par la confiance et les traités. L'initiative de personnalités catholiques laïques de la République Démocratique Allemande de lancer les invitations à cette conférence est à considérer comme l'expression de la haute conscience des responsabilités des citoyens catholiques de notre république envers les problèmes vitaux qui se posent aujourd'hui à notre nation et à toute l'humanité.

Je puis constater avec satisfaction et joie qu'un grand nombre d'ecclésiastiques et de personnalités laïques ont répondu à cet appel. Je tiens à saluer de façon particulièrement chaleureuse le fait que des invités des pays socialistes voisins, de la République fédérale et d'autres Etats européens participent à cette importante rencontre.

Le débat sur la « Déclaration de Berlin »

Au cours du débat de la première journée, un grand nombre de motions avaient été déposées. Il a donc été proposé de tenir compte des propositions faites dans un document final qui devait être soumis à la confirmation de l'ensemble des participants au Colloque. Au matin de la deuxième journée de débat, la Présidence a nommé une commission de rédaction chargée de rédiger un document sur la base de toutes les suggestions.

Les personnalités suivantes ont été désignées pour la commission de rédaction : Otto Hartmut Fuchs (R.D.A.), Président ; Antonin Titman, vicaire au chapitre (Tchécoslovaquie) ; Père André Dekker, dominicain (Hollande) ; Prof. Andrea Gaggero (Italie) ; le Dr Yves Grenet (France) ; Hans-Jürgen Meier (R.F.A.) ; en qualité de membres de la Commission et Hubertus Guske (R.D.A.), comme secrétaire de la commission.

Au cours d'un débat qui a duré plus de cinq heures, la commission a élaboré le projet d'une « Déclaration de Berlin ». Ce projet a été présenté, au nom de la commission, à la session d'après-midi de la deuxième journée de travail, par le Professeur Gaggero et lue in extenso par Otto Hartmut Fuchs. Dans son commentaire du projet, le Prof. Gaggero a dit textuellement :

Nous avons travaillé ici très intensément pendant deux journées. La Présidence a nommé une commission chargée d'élaborer un document. Dans cette commission, il y avait un représentant français, un représentant de Hollande, un représentant de la Tchécoslovaquie, un représentant de la République Fédérale Allemande et un représentant de la République Démocratique Allemande et un représentant italien. Nous avons travaillé avec beaucoup d'intensité pendant cinq à six heures.

Le travail de la commission a été fait avec beaucoup de soin et de réflexion. Nous avons tenu compte de toutes les remarques faites, de toutes les propositions et idées issues de la discussion de la session plénière. Nous avons fixé quelques principes pour notre travail . . .

Mais le document se fonde sur des critères d'ordre général pour d'autres raisons encore. Il nous a fallu, en effet, tenir compte de la diversité des opinions qui ont été exprimées ici, au cours du débat. Il s'agissait donc d'élaborer un texte qui puisse nous mettre tous d'accord. C'est pourquoi le texte que nous vous soumettons nous semble une chose extrêmement importante.

Nous nous sommes efforcés de partir de l'affirmation suivante : L'encyclique « Pacem in terris » – nous le disons expressément – est pour nous un document permanent, valable pour notre lutte en faveur de la paix. Nous constatons que la tendance générale de la discussion qui s'est deroulée lors de la discussion du concile écuménique sur le schéma 13 confirme les thèses de notre décla-

ration. Nous affirmons ensuite – et cela me semble un principe essentiel – qu'il ne suffit pas de se prononcer en faveur de la paix et de manifester notre volonté de paix, mais qu'il est nécessaire de travailler pour la paix sur le plan concret et politique.

Après ces constatations générales, nous appelons, dans le premier point de notre déclaration, tout particulièrement les milieux catholiques, à prendre concrètement position, dans la situation politique telle qu'elle se présente actuellement dans le monde, quant au problème de la paix. Dans le texte de notre déclaration, nous nous référons toujours à nouveau au texte de l'encyclique « Pacem in terris » et nous rappelons à différentes reprises les engagements vis-à-vis de la paix, tels qu'ils ont été formulés par Jean XXIII qui nous a appelés à œuvrer pour la paix dans l'intérêt de la vérité, de la justice, dans l'amour et la liberté. Nous avons commenté ces quatre points en nous efforçant de donner une interprétation concrète de notre engagement de paix.

Dans notre déclaration nous mettons en relief l'aspect spécifique de la situation politique actuelle. Nous disons notre inquiétude quant au développement de la force de frappe française, quant au projet de force nucléaire multilatérale de l'O.T.A.N. Nous constatons que ces deux projets contribuent à agraver la course aux armements. Nous montrons que ces faits entravent la détente. Nous affirmons qu'ils contribuent à donner aux forces agressives dans la République fédérale allemande la possibilité de disposer d'armes atomiques. Nous disons enfin qu'une semblable évolution est contraire aux espoirs de paix du monde, contraire au sens profond des documents élaborés et publiés par l'Eglise.

Dans la conclusion de notre document, nous constatons que nous nous sommes réunis dans un pays qui a décidé de servir la paix, dans un pays où nous avons pu discuter librement les problèmes qui nous occupent et de manifester notre volonté de paix. Nous disons cela compte tenu de la tragédie du passé, et nous appelons tous nos frères à travailler activement en faveur de la paix aux côtés de tous ceux qui appuyent cette action, quelles que soient leurs opinions, qu'ils soient chrétiens ou non. Nous voulons coopérer avec tous ceux qui œuvrent pour sauvegarder la paix . . .

Je puis vous assurer ici que nous avons soigneusement et longuement examiné tous les aspects du problème, que nous avons tenu compte de toutes les suggestions et idées. Le document que nous vous présentons est donc le texte le meilleur que nous pouvions élaborer dans ce cadre. Nous sommes profondément convaincus que ce document témoigne de notre bon travail commun. C'est pourquoi nous pouvons constater avec satisfaction que pour la première fois il a été offert, aux catholiques de l'Est et de l'Ouest, qui luttent depuis de longues années, mais séparément, pour la paix, la possibilité de se réunir ici. Pour la première fois, il nous a été donné ici d'établir un contact entre

nous. Nous avons constaté, à cette occasion que, venus de différents pays, nous avons pourtant tant de choses en commun. Tout d'abord notre foi commune. Mais il y a bien plus encore : nous avons découvert que dans notre attitude vis-à-vis du problème de la paix nous avons un même point de départ.

Cette première expérience favorable a été possible grâce à nos amis de la République Démocratique Allemande qui ont pris cette initiative. Dès maintenant, il y a des voix qui se sont élevées pour critiquer cette initiative. Nous savons tous que nous nous heurterions à ce genre de difficultés. Depuis que nous luttons pour la paix, il nous a fallu compter avec de semblables critiques, certains d'entre nous ont été frappés d'anathème et nous ne sommes pas au bout de nos sacrifices.

Mais la déclaration a démontré que notre travail a été juste et bon et qu'il doit être poursuivi. C'est pourquoi je me permets d'affirmer ceci : Nous devons faire preuve de compréhension et de patience si nous ne retrouvons pas tous les idées que nous avons formulées dans ce document. Nous ne sommes qu'au début d'un chemin commun. Nous espérons qu'un grand nombre de rencontres suivront et que ce n'est qu'un premier pas. Au cours de ces nouvelles rencontres, nous pourrons mieux encore élaborer et formuler nos idées communes en faveur de la paix et constituer, de nos forces conjuguées, vraiment l'élément vivant menant à un meilleur avenir humain.

Après lecture du projet de déclaration, le Père Dekker (Hollande) a demandé la parole. Il a montré combien il était important de donner à l'assemblée plénière, la conviction que dans la commission de rédaction on a vraiment fait de son mieux pour tenir compte de tout ce qui avait été dit au cours de la séance plénière. Il a demandé au Président de bien vouloir permettre à tous ceux qui ont réellement l'impression qu'on n'a pas suffisamment tenu compte de leurs idées de prendre encore une fois la parole.

La présidence a tenu compte de la suggestion. Le Dr Frankowski (Pologne), Prof. Dr Fassbinder (R.F.A.) et Wilhelm Gerst (R.F.A.) ont présenté des motions d'amendement et proposé des adjonctions, après lesquelles Prof. Gaggero a encore une fois pris brièvement la parole.

Ensuite il y a eu encore une brève discussion sur la question si, oui ou non, on était libre partout de servir la paix. La question avait été soulevée par une remarque de Johannes Gorlas (R.F.A.). Ce dernier, se rapportant au passage du projet de déclaration où il est dit que la session se tient dans un pays « qui nous a permis de discuter librement de notre service pour la paix », a affirmé : « Je vous en prie, n'est-ce pas une évidence ? Lorsqu'on dit qu'on est heureux d'avoir cette liberté, il semble presque qu'il soit possible que justement l'on n'en dispose pas. »

A cette question, le Prof. Boulier (France) a répondu : qu'en ce qui concerne la liberté qui nous a été donnée de discuter ouvertement les problèmes de la paix, en ce qui concerne la constatation que cela nous a été possible

dans la République Démocratique Allemande, il faut se rendre compte que, par exemple, en France, une semblable session n'aurait probablement pas été possible. En effet, ajoute le Prof. Boulier, certains d'entre nos amis de la R.D.A. et de la Tchécoslovaquie n'auraient probablement obtenu de visa pour la France. La liberté que nous avons eu, en tant que catholiques, de discuter pendant deux jours, ne nous aurait certainement pas été concédée dans une mesure aussi large dans un pays occidental qui se dit libre.

Mme Prof. Fassbinder a ajouté :

Que nous ayons pu parler aussi librement dans la capitale de la R.D.A. est un fait que nous devrions avoir le courage de reconnaître. Je demanderais à mes compatriotes ouest-allemands : pensez-vous qu'il aurait été possible de réaliser une semblable rencontre chez nous avec la participation de représentants des pays socialistes et de la R.D.A. ? (Des voix dans la salle : N o n !) Organiser une telle session avec des représentants de la R.D.A. n'aurait pas été possible chez nous dans la R.F.A. Je propose donc que nous disions : Nous sommes reconnaissants d'avoir pu mener un débat entièrement libre à Berlin, capitale de la République Démocratique Allemande.

Wilhelm Gerst (République Fédérale Allemande), a souligné : la question de Mme Prof. Fassbinder, si une réunion semblable à la nôtre aurait pu se tenir en Allemagne fédérale, je voudrais répondre très brièvement par un non.

A la demande de Mme Prof. F a s s b i n d e r, la discussion sur le projet de déclaration a été close. La Présidence et la commission de rédaction se sont réunis pendant quelques minutes pour discuter les projets d'amendement et les adjonctions. Otto Hartmut Fuchs a fait connaître à la session plénière les formulations amendées. La déclaration de Berlin a été adoptée par tous les participants moins trois abstentions.

DÉCLARATION DE BERLIN

adoptée par des personnalités catholiques d'Etats européens

Nous catholiques, prêtres et laïques de douze Etats européens, conscients comme chrétiens de notre responsabilité devant les hommes, dans la capitale de la République Démocratique Allemande, avons réfléchi ensemble sur ce qu'entraîne pour nous le devoir de servir la paix.

Nous considérons l'encyclique « Pacem in terris » comme le document qui d'une manière permanente, soutient notre action pour la paix et où nous continuerons de puiser une force nouvelle.

Affermis par la tendance générale du concile Vatican II, telle qu'elle s'exprime, par exemple, dans la discussion du schéma 13 et dans d'autres déclarations sur des questions vitales pour les hommes, nous déclarons :

1) Tout catholique, à quelque Etat qu'il appartienne et sous quelque régime social il vive, est appelé dans le dessein de Dieu à servir la paix. Cette vocation exige que nous prenions dans la vie quotidienne des décisions politiques, que nous nous engagions dans les actions politiques concrètes.

2) Les armes nucléaires qui menacent l'humanité dans son existence, le danger de leur dissémination, la détérioration des relations internationales par la méfiance et la guerre froide, sont des réalités qui nous obligent à nous décider et à agir.

3) Avec anxiété nous voyons que l'on s'engage dans la formation d'une force atomique multilatérale (M.L.F.). Une telle politique tourne en dérision la volonté de tous les hommes épris de paix, mais de plus elle s'oppose aux déclarations et aux avertissements des plus hautes autorités de notre Eglise. La M.L.F., tout comme la force de frappe française, favorise la course aux armements et contribue à la dissémination des armes atomiques en Europe. En même temps la M.L.F. encourage dans l'Allemagne de l'Ouest les forces qui aspirent au droit de décider seules sur des armes nucléaires et à obtenir une révision des résultats de la Deuxième guerre mondiale. Nous appelons tous nos frères et sœurs à se dresser de toutes leurs forces contre cette menace.

4) Selon l'encyclique « Pacem in terris » l'équilibre des forces militaires n'est pas un moyen d'assurer la paix. C'est pourquoi nous exigeons l'interdiction des armes nucléaires et un désarmement total et contrôlé. Nous espérons que par la confiance réciproque, des mesures de contrôle appropriées deviendront possibles. L'établissement en Europe et de là dans le monde entier de zones

dénucléarisées serait un pas décisif vers le désarmement et vers la proscription universelle des armes nucléaires, que rechaire l'encyclique « Pacem in terris » ainsi que des armes bactériologiques et chimiques.

5) Avec les Papes Jean XXIII et Paul VI nous proclamons ces quatre principes sur lesquels reposent les fondements de la paix :

La v é r i t é réclame entre les Etats et les Peuples des relations fondées sur le respect du droit et sur la confiance sans faire de différence entre leurs régimes sociaux. Elle ne peut se trouver dans les mensonges de la guerre froide.

La j u s t i c e proclame le droit à la vie et reconnaît la dignité de tous les hommes, de tous les Peuples et de tous les Etats. Elle refuse toute entreprise sur le droit souverain d'un Etat ou d'un Peuple comme toute menace sur ses frontières.

L' a m o u r exige un service efficace du prochain. Pour nous le prochain est aussi le chrétien d'une autre église et le nonchrétien. L'amour est inconciliable avec la préparation à la guerre et la course aux armements nucléaires.

La l i b e r t é réclame le respect des convictions religieuses et politiques et le droit d'agir pour défendre la paix du monde. La discrimination, l'oppression et la persécution des forces pacifiques ne sont pas compatibles avec la liberté.

La paix est pour l'humanité sur terre le plus grand des biens. C'est pourquoi elle est pour nous, catholiques, un devoir primordial. Servir la paix réclame une action commune avec tous les hommes de bonne volonté, en particulier l'union de nos efforts avec ceux de tous nos frères chrétiens. Les seuls moyens efficaces pour servir la paix sont : la raison, la disposition à négocier et à se comprendre les uns les autres, la confiance et des traités.

Nous, participants de la session, prêtres et laïques de douze Etats européens, nous appelons les catholiques d'Europe, surtout les hommes d'Etat catholiques, à suivre les déclarations pressantes des papes et à se consacrer entièrement au service de la paix dans le monde.

Nous exprimons notre reconnaissance d'avoir pu à Berlin, capitale de la République Démocratique Allemande, nous réunir, catholiques de l'Est et de l'Ouest, et réfléchir ensemble en toute liberté sur notre devoir de servir la paix.

Devant les 65 millions de morts des deux guerres mondiales, devant les tombes qui couvrent l'Europe de champs de mort, devant les préparatifs d'une nouvelle guerre, nous lançons notre appel à tous nos frères et sœurs dans la foi :

La guerre se dresse contre la volonté de Dieu ! Elle est – comme l'a dit le Pape Pie XI – un assassinat collectif et même un suicide ! Ce sont les hommes qui font la guerre, ce sont les hommes qui peuvent et doivent la supprimer !

Requête au Concile

Les participants de la Session des personnalités catholiques des pays d'Europe, après avoir adopté à l'unanimité la « Déclaration berlinoise », s'adressent au Concile avec la prière d'ériger un Secrétariat permanent pour la paix. Cette résolution a été adressée aux personnalités suivantes : au Cardinal-secrétaire d'Etat Cicognani, aux quatre Modérateurs ainsi qu'au Cardinal Alfrink (Utrecht), président du mouvement Pax Christi, au Cardinal Bea (Rome) et au Cardinal Kœnig (Vienne).

SESSION DES PERSONNALITÉS CATHOLIQUES DES PAYS D'EUROPE

Berlin, le 1er déc. 1964

Eminence,

C'est en leur qualité de fils fidèles à la Sainte-Eglise et en plein accord avec l'Encyclique « Pacem in terris » de Jean XXIII, encouragés par les paroles d'exhortation prononcées par notre Saint-Père, le pape Paul VI, à l'occasion de l'anniversaire du déclenchement des deux dernières guerres mondiales, que plus de 140 personnalités catholiques, ecclésiastiques et laïques, venant de 12 Etats d'Europe, se sont réunies les 17 et 18 novembre 1964 à Berlin, capitale de la République Démocratique Allemande, en une session ayant pour thème : « Ordre de paix durable par la confiance et par des accords ».

A l'issue de ses travaux, la Conférence confirma à l'unanimité une requête adressée au IIe Concile Œcuménique du Vatican et dont la teneur est la suivante :

Nous, catholiques, prêtres et laïques de 12 Etats d'Europe, prions sincèrement les pères du Concile de se prononcer en faveur de la création d'un Secrétariat permanent pour la paix auprès du Saint-Siège.

Puisse ce Secrétariat, dans son activité, se laisser guider par les saintes intentions de l'Encyclique « Pacem in terris » et contribuer à sa réalisation.

Au nom de tous les participants de la « Session berlinoise », nous transmettons avec le plus profond respect à votre Eminence cette requête avec la prière de bien vouloir la remettre au Saint-Père, en notre nom, afin que le Concile puisse en décider.

Selon nous, le Secrétariat pour la paix devrait se consacrer aux tâches principales suivantes :

– propager les doctrines de l'Eglise sur la paix, notamment, celles des dernières Encycliques ;

– étudier de façon scientifique aussi bien les principes théologiques sur l'emploi de la violence (desquels découle que la guerre constitue aujourd'hui un crime contre l'humanité) que les règles du Droit International qui méritent toute l'attention des chrétiens et engagent leur responsabilité ;
– transmettre aux mouvements de paix qui sont encouragés par les Encycliques, en particulier par « Pacem in terris », la documentation nécessaire afin d'assurer la justesse et l'efficacité de leur action.

Etant donné l'importance et l'ampleur de ces tâches, il est évident qu'elles ne sont pas moins importantes que celles qu'accomplit le Secrétariat pour l'unité des chrétiens. C'est pourquoi nous voudrions dans le cas où un placet serait accordé à notre requête, vous soumettre très respectueusement la proposition de confier la direction de ce Secrétariat pour la paix à un cardinal.

Le texte ci-joint de la « Déclaration berlinoise » – fruit de nos travaux lors de cette session – qui a été adoptée à l'unanimité par les participants de la Conférence, permettra à votre Eminence de reconnaître beaucoup mieux que par de longues explications, dans quel esprit de fidélité et d'amour envers l'Eglise, nous avons élaboré cette requête que nous recommandons à la bienveillance de votre Eminence.

Nous prions votre Eminence de bien vouloir accepter l'expression de notre respect le plus profond.

Colens sacram purpuram

Prof. Rudolf Neuhaus
Directeur général de musique
Dresde

Dr Werner Karwath
Docteur en chef de la polyclinique des mineurs Schwarzenberg

Willy Rutsch
Président des Eglises et chambres conventuelles réunies – Erfurt

Allocution de clôture

Le Dr Werner Karwath, membre de la Chambre du Peuple de la République Démocratique Allemande, a résumé par l'allocution de clôture suivante les résultats de la conférence :

Nous avons derrière nous deux journées pendant lesquelles nous avons parlé sincèrement et avec la volonté d'admettre les opinions les plus diverses, du problème le plus brûlant qui se pose à l'humanité. Nous avons souvent déjà entendu que les mots ne suffisent pas à eux seuls pour atteindre le but qui est le nôtre en tant que catholiques – servir la paix et aimer son prochain comme soi-même – mais qu'il exige les actes, l'activité de chacun des catholiques convaincus et conscients de leurs responsabilités.

Je crois que le déroulement de notre conférence a montré que l'on s'efforce sérieusement partout et dans tous les pays représentés ici de démasquer les forces de guerre et de couper court à leurs menées, non pas parce que nous estimons devoir parler de culpabilité et de coupables ou parce que nous nous arrogeons le droit de juger en tant qu'hommes d'autres hommes, mais simplement parce que l'histoire, le passé et l'expérience vécue doivent nous amener à la conclusion que le genre humain dans son ensemble ne doit pas regarder faire comment de simples êtres humains abusent de leur puissance pour causer préjudice, souffrance et misère à l'humanité.

Bien des choses ont changé au cours de notre vie, de notre évolution, si bien que des conceptions qui passaient pour être absolument justes auparavant doivent être révisées aujourd'hui.

Ainsi, par notre conférence, nous ne sommes nullement en contradiction avec le Concile de Rome où nos supérieurs religieux sont saisis du même problème et où ils s'efforcent avec la même volonté commune d'éliminer les erreurs ou d'adapter des conceptions anciennes à la vie du XX^{ème} siècle. Il s'agit évidemment là d'un processus qui ne s'effectue pas sans difficulté. Mais je pense que la plus grande difficulté réside dans le fait que beaucoup de gens dans le monde et aussi de nombreux chrétiens et de nombreux catholiques n'ont pas encore compris clairement que l'on ne peut désormais plus prendre une décision dans un seul secteur de la vie, mais que chaque décision que nous devons prendre demande l'homme tout entier. Cet homme tout entier, ce n'est pas seulement l'homme professionnel ou l'homme politique ou l'homme chrétien, mais le tout uni en un seul homme. La décision que nous prenons, nous devons aussi la défendre partout et entièrement, non seulement par la parole, non seulement par des discours mais aussi par les actes, même si cela est parfois difficile et va à l'encontre de son propre avantage et de l'existence confortable de l'un ou de l'autre. Partout et à tout moment, nous les catholiques devons être prêts à pratiquer notre foi dans la paix en

tant qu'expression de notre foi en Dieu dans la vie de tous les jours en ce monde, et cela partout où l'occasion s'en présente.

Menons une vie telle que celle dont nous avons parlé ! Ce faisant, changeons la vie d'autres qui n'ont pas encore su suivre cet exemple ! Comment pouvons-nous le faire autrement qu'en obtenant que tous les hommes, tous les cerveaux qui ont saisi la justesse de ce cheminement de pensée s'attaquent ensemble à cette œuvre.

On disait jadis : Rendons à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César. Ne devons-nous pas dire à notre époque : Donnons à l'homme, qui a été fait à l'image de Dieu, ce qui lui revient de droit : la paix, le bonheur et l'essor pour lui, pour sa famille et pour ses enfants ! L'objectif fondamental de notre conférence a été de s'employer à cela.

Je crois que les débats qui ont précédé l'adoption des résolutions ont une fois de plus montré clairement que personne d'entre nous n'a agi à la légère ou superficiellement, étant donné que l'on s'est disputé longuement même pour la formulation de certaines phrases et que l'on a longuement réfléchi, non pas pour le mot mais pour la compréhension générale.

Nous devons être sans équivoque dans le monde entier dans notre exigence en faveur de la paix. Que Dieu nous bénisse !

Messages à la conférence

De nombreuses personnalités catholiques, que des raisons impérieuses ont empêché de participer à la conférence, ont envoyé des messages de salutations, notamment :

Le professeur Manning, Hollande
Le professeur Dobretsberger, Autriche
Père André Gence, France
L'Abbé P. Valet, France
L'Abbé Marcel Hu, France
L'Abbé Lugon, Suisse
Giorgio La Pira, maire de Florence
Père F. O. Dubarle, France
Deryck Hanshell S. J., directeur de Camping Hall, Angleterre
Heinrich Böll, Allemagne fédérale
Le professeur Rheinfelder, Allemagne fédérale
Le prélat prieur Josef Streb, R.D.A.
L'archiprêtre Dr. Benno Scholze, R.D.A.
L'archiprêtre Karl Ruppel, R.D.A.

Participants étrangers à la Conférence de personnalités catholiques

BELGIQUE

M. Jean Bouhy	Président national du Groupe Populaire Catholique
Mlle Marie Alix Druwe	Dirigeante nationale du Mouvement Chrétien des Femmes Flamandes
M. Robert de Gendt	Président du Werkers Bond
M. Josse Gilquin	Président du Groupe Populaire de la région de Mons
Prof. Léon Halkin	Professeur à l'Université de Liège, Président du Mouvement Chrétien pour la Paix
Abbé Alfons D'Hoogh	Professeur au Séminaire Jean 23
Abbé Jean Maquet	Membre de l'Union Belge pour la Paix
Abbé Jean Michel	Curé de la Paroisse de Ste-Marguerite
Mme Laurent Partoens	Présidente du Mouvement National Chrétien Ouvrier
M. Urbain Vanderschraege	Dirigeant national du Mouvement des Jeunesses catholiques, membre du Comité national des marches anti-atomiques
M. Jean Verjans	Secrétaire du Mouvement Chrétien Ouvrier de Liège

FRANCE

M. R. Bécart	Prêtre et prêtre pour la jeunesse
Prof. Jean Boulier	Membre du Conseil National du Mouvement Français de la Paix
Abbé Maurice Combe	Prêtre-ouvrier de St-Etienne
Mlle Garrigou-Lagrange	Journaliste à « Témoignage Chrétien »
Dr Yves Grenet	Economiste
Mlle Anne Jacquot	(pour l'Abbé Goettmann) de Nancy
R.P. Jean-Yves Jolif, O.P.	Professeur de théologie
M. Jacques Nantet	Ecrivain
Mlle Elia Perroy	Membre d'un institut de recherche scientifique
Abbé Francis Vico	Prêtre-ouvrier d'Angoulême

GRANDE-BRETAGNE

M. William T. Risby	Vice-président national des syndicats SLADE PW

ITALIE

Prof. Andrea Gaggero	Membre de la présidence du Comité Italien pour la Paix, membre du comité exécutif de la Confédération Internationale pour la Paix et le Désarmement
M. Carlo Candida	Membre du comité exécutif du Parti Démocrate Italien

PAYS-BAS

Abbé André Dekker, O.P.	Zwolle
Dr Johannes Feldbrugge	Recteur du lycée catholique d'Utrecht
Dr Wilhelmus Ferenschild	Secrétaire général de l'Association catholique pour les relations internationales
M. Cornelius Smal	Secrétaire général de L'Association St-Adalbert
Prof. Dr Cornelia de Vogel	Professeur de philosophie à l'Université d'Utrecht

AUTRICHE

Dr Viktor Matejka	Rédacteur
M. Ernst Schwarcz	Propriétaire de l'imprimerie du « Sensenverlag »
M. Ferdinand Wessiak	Editeur

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE

Dr Jan Frankowski	Député, président de l'Association Chrétienne Sociale, rédacteur-en-chef de la revue catholique « Za i Przeciw »
M. Janusz Makowski	Député, secrétaire général de l'Association Chrétienne Sociale
M. Witold Jankowski	Membre de la présidence de l'Association Pax, rédacteur-en-chef du journal « Slowo Powszechne »
M. Janusz Stefanowicz	Membre de la présidence de l'association Pax, chef du département des relations étrangères
Mme Anna Borowska	rédacteur-en-chef-adjointe de la revue « Kjerunki »

SUISSE

M. Théophile Grin	Editeur du « Monde Chrétien »
M. Michel Rouvinez	Employé de poste

REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHECOSLOVAQUE

Dr Vaclav Bartunek	Directeur-adjoint de la faculté Cyrill-Methodius à Prague
Dr Alexander Horák	Professeur de pédagogie et de catéchistique, chanoine de Roznava, président de la Croix-Rouge slovaque et du CMKVD
M. Ludvik Horký	Chanoine à Brno, membre du comité central du CMKVD
Dr Josef Korec	Recteur du séminaire de Bratislava et secrétaire de diocèse du CMVKD
M. Josef Kula	Président du CMVKD à Spisske Podhradi, chancelier épiscopal
M. Mikulas Sindelár	ancien déporté à Dachau, doyen à Hlucin
Prelat Dr Antonin Stehlik	Vicaire au chapiteau de Prague, vice-président du CMVKD
M. Antonin Titman	Vicaire au chapiteau de Budvar en Bohème membre de la présidence du CMVKD
M. Vilém Tvaruzek	Vice-président du CMVKD, doyen à Ostrava

REPUBLIQUE POPULAIRE DE HONGRIE

Dr Endre Babócsa	Abbé, Prêtre à Budapest
Dr Béla Bacsóka	Recteur du séminaire gréco-catholique à Nyiregyháza
Dr Ferenc Bády	Abbé, Prêtre à Budapest
Dr János Száva	Chanoine à Eger
Dr György Zemplén	Professeur de théologie morale à la faculté de théologie de Budapest

En marge de la conférence

Le 18 novembre, les participants à la conférence ont assisté à un service religieux célébré à la cathédrale de Sainte-Edwige de Berlin par Monseigneur Heinz Endres, chanoine capitulaire. Dans son sermon, le prélat a souligné que le chrétien ne peut pas rester indifférent envers l'Etat terrestre. Il lui faut en particulier œuvrer à la paix sur la terre.

De nombreux prêtres étrangers ayant participé à la conférence ont célébré des messes dans diverses églises de la capitale de la R.D.A., telles les églises de Saint-Pie et de Saint-François Xavier.

Des participants ouest-allemands et étrangers à la conférence ont profité de leur séjour à Berlin pour rendre visite à l'ordinariat épiscopal où ils ont eu des entretiens amicaux avec le prélat Bernhard Drews, chanoine capitulaire, qui exerce les fonctions de vicaire général dans la partie de la R.D.A. de l'évêché de Berlin. Au nombre des visiteurs se trouvaient aussi des ecclésiastiques de Hongrie et de France, dont des prêtres ouvriers.

Des excursions à Neuzelle (Eglise du pélerinage), à Eisenhüttenstadt et à Dresde (Galerie de peintures et Eglise de la Cour) ont été entreprises par de nombreux participants à la conférence dans les journées qui ont suivi la clôture de cette rencontre. Une excursion à travers la capitale de la R.D.A. a également été effectuée.

Retraduction de l'allemand
255/64 (1/3) (3)

Copias d parte d Gironella

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL
DU MOUVEMENT EUROPEEN

Secrétariat Général

Bruxelles, le 10 Mars 1965.

Monsieur Maurice FAURE
Mouvement Européen
57bis Ave. d'Auderghem
BRUXELLES.

Monsieur le Président et cher ami,

J'ai l'honneur de vous informer que le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen réuni à Paris le 6 Mars dernier, m'a demandé de bien vouloir proposer au Bureau Exécutif du Mouvement Européen, en remplacement de M. Salvador de MADARIAGA, demis pour des raisons professionnelles et de santé, la candidature de M. Rodolfo LLOPIS, premier Vice-Président du Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, Secrétaire Général du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol.

En vous remerciant pour la confiance que m'a accordé le Bureau Exécutif, je vous prie d'accepter, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments dévoués.

Henri GIRONELLA
Secrétaire Général

13350
118 to Beltive
Neele Pinckney 18

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO
c/o M. GIRONELLA
118, av. Bel Air
UCCLE - BRUXELLES 18

Bruselas, 18 de marzo de 1965

A los miembros del
Consejo Federal Español del Movimiento Europeo

Apreciado amigo,

Hace unos dias (concretamente el 9 de este mes de marzo) el Sr. Robert Van SCHENDEL, Secretario General del Movimiento Europeo me convocó a su despacho para informarme, en mi calidad de Secretario General del Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, del contenido de una carta procedente de la Asociación Española de Cooperación Europea, de Madrid.

En esta carta, firmada por los Srs. Gil Robles, presidente, y Alvarez de Miranda, secretario, la A.E.C.E. resumia las disposiciones contenidas en la nueva Ley de asociaciones, ley que debe entrar en vigor el dia 30 de abril próximo, y solicitaba el reconocimiento oficial de la A.E.C.E. por parte del Movimiento Europeo.

El argumento de la A.E.C.E. es el siguiente: la nueva ley pone dificultades y condiciones a toda clase de relaciones internacionales de las futuras asociaciones españolas. Si el 30 de abril, fecha de entrada en vigor de la nueva ley, la A.E.C.E. puede demostrar que forma oficialmente parte del Movimiento Europeo, el Gobierno español tiene que tomar la iniciativa de una prohibición eventual. Si el 30 de abril la A.E.C.E. no forma parte del Movimiento Europeo y quiere participar en el futuro a actividades europeistas fuera de España, deberá solicitar una decisión especial del Consejo de Ministros. La carta iba acompañada de la lista de la Junta Directiva actual de la A.E.C.E. y de una fotocopia de la nueva Ley de asociaciones.

El Sr. Van Schendel me pidió la opinión y la actitud del Consejo Federal Español ante la demanda de la A.E.C.E.

Mi respuesta fué que no podia dar la opinión del Consejo Federal Español por la sencilla razón que la gestión de la A.E.C.E. nos era, hasta aquel momento, totalmente desconocida. Que me pondria en contacto con los miembros del Consejo Federal Español y que si necesario convocaria una reunión extraordinaria para fijar nuestra actitud.

En espera de la posición oficial del Consejo Federal Español me tomé la libertad, a titulo exclusivamente personal, de darle mi primera reacción en cuanto a la forma y al fondo de las gestiones emprendidas por nuestros amigos de la A.E.C.E.

En cuanto a la forma me permiti tres observaciones concretas: Conociendo nuestros amigos de la A.E.C.E., como conocen, la representación exclusiva del Consejo Federal Español en el seno del Movimiento Europeo, y lo que es más importante la buena voluntad y la buena disposición de los componentes del Consejo,

-- por qué la gestión no ha sido hecha por intermedio del Consejo Federal Español, único organismo realmente habilitado para ello?

-- por que en la carta de la A.E.C.E. no se hace la menor alusión al Consejo Federal, como si practicamente no se reconociera su existencia?

-- por qué no se ha mandado copia de la carta de la A.E.C.E. al Consejo Federal, aunque sólo fuera como información. Lo cortés no quita lo valiente, dicen en España. Un mínimo de atención merecemos unos y otros, los de dentro y los de fuera, si no queremos negar en la vida de cada dia lo que tan solemnemente proclamamos en Munich.

En cuanto al contenido, aparte lo que pueda decidir el Consejo Federal, me permiti dos observaciones:

-- el Consejo Federal Español no se ha considerado nunca, ni se considera hoy, como un organismo mutilado, de tendencia, practicamente de exilio, sino como el organismo nacional español (o su prefiguración por lo menos) en el seno del Movimiento Europeo. Asi hemos actuado siempre, desde la constitución del Consejo. Partiendo de este principio hemos sido y seguimos siendo sensibles e interesados en todas las dificultades que conocen o pueden conocer los europeistas españoles, del interior o del exilio. La gestión emprendida por los amigos de la A.E.C.E. no nos es indiferente y la consideramos en su justo valor.

-- mientras el Comité Ejecutivo del Movimiento Europeo no decida otra cosa, el único organismo legal susceptible de facilitar o encontrar una solución justa y equitativa a problemas como el planteado por la A.E.C.E., sigue siendo el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo. Desgraciadamente, hasta la fecha, no ha sido ni siquiera consultado por los interesados.

Ahi termina mi intervención. Supongo que el Sr. Van Schendel tendrá presente estas mis primeras reacciones al redactar su respuesta a los amigos de la A.E.C.E. Entre tanto, le ruego me diga si he bien interpretado los intereses del Consejo, que no pueden ser otros que los de una España y una Europa democráticas, y si estima V. necesario que convoque el Consejo Federal Español, asi que me sean comunicados todos los elementos de información.

Le saluda atentamente

GIRONELLA
Secretario General

DE BERLIN (1964) A VIENNE (1965)

Les 17 et 18 Novembre a eu lieu à Berlin une RENCONTRE DE PERSONNALITES CATHOLIQUES D'ETATS EUROPEENS qui a rassemblé des catholiques de l'Europe de l'Est et de l'Europe de l'Ouest, venus de 12 Pays.

En conclusion des travaux de la *Rencontre* une déclaration a été adoptée : la *Déclaration de Berlin, Berliner Erklärung*, dont vous trouverez le texte par ailleurs.

La Rencontre proposée, qui se tiendra à Vienne du 17 au 22 Août 1965, a pour but d'approfondir la *Déclaration de Berlin*, d'en mieux dégager les principes et la portée, de l'étendre à d'autres domaines où la paix est en danger, d'élargir encore la participation des catholiques à l'action proposée au service de la paix selon les principes de *Pacem in terris*. Telles sont les raisons qui nous ont décidés à aller de Berlin à Vienne.

Sur la Rencontre de Berlin, nous pensons que vous trouverez la meilleure information dans l'article du R.P. André G. DEKKER, O.P., Docteur en théologie, paru dans la revue des Pères Dominicains de Hollande, *De Basuin* du 31 Décembre 1964.

Le R.P. DEKKER a participé à la Rencontre de Berlin avec l'autorisation de ses Supérieurs. La source des commentaires malveillants que le R.P. cite et qu'il attribue à des bulletins de Paris, est en réalité la *Katholische Nachrichten Agentur* (K.N.A.) de l'Allemagne de l'Ouest. Les mots soulignés dans l'article le sont dans le texte original.

UN MESSAGE A RESPECTER NOUS EST VENU DE BERLIN

par le R.P. André G. DEKKER O.P.

Pour la première fois, dans le cadre d'un Congrès sur le thème : *Vers une paix durable par la confiance et des traités*, des catholiques des deux Europes, celle de l'Est et celle de l'Ouest, se sont retrouvés dans une rencontre publique : prêtres et laïcs de l'Allemagne de l'Ouest, de France, d'Angleterre, d'Italie, d'Autriche, de Suisse, des Pays-Bas, et de Belgique, prêtres de Tchécoslovaquie et de Hongrie, laïcs de Pologne et de l'Allemagne de l'Est.

Des prophètes ? des naïfs ? des traîtres ? ou un peu de tout cela ? — Je n'en sais rien : Dieu le sait. Mais lorsqu'on m'invite à venir causer, je me fais un devoir de répondre.

Plus d'un mois auparavant, « de source bien informée », la presse catholique des pays de l'Ouest, toujours vigilante, soutenait que l'entreprise était suspecte. L'un des signataires de l'invitation était Karl GROBBEL, éditeur d'une revue qui paraît dans l'Allemagne de l'Est : *Begegnung* (Rencontre). Aussi pouvait-on lire : « Cette feuille se donne pour catholique, mais pratiquement elle est dirigée contre l'Eglise. » (Communiqué par *telex* de Paris, 15 Octobre 1964, C.I.P.) « La direction du Congrès est dans les mains de Karl Grobbel, éditeur de la feuille *Begegnung* qui se dit « revue catholique » mais qui paraît sans autorisation des Evêques. » (Paris, 14 Octobre 1964, K.N.P.) Ces imputations reposent dans les deux cas sur un mensonge : *Begegnung* ne s'intitule pas « revue catholique », mais « revue de catholiques allemands » et il est hautement caractéristique qu'un nuance aussi essentielle se soit perdue dans les communiqués : ils donnent à entendre que *Begegnung* usurpe le droit de parler en Allemagne de l'Est au nom de l'Eglise, mais la revue, *très honnêtement*, déclare qu'elle ne parle qu'au nom d'un certain nombre de catholiques, en liaison étroite avec l'*Union démocrate chrétienne* (C.D.U.), une association de chrétiens de l'Allemagne de l'Est qui acceptent loyalement la « démocratie populaire ». Ne serait-il pas enfin temps que nous soyons informés avec exactitude sur les véritables conditions qui existent dans l'Europe de l'Est, au lieu de nous en tenir obstinément aux scies monotones de la guerre psychologique avec ses simplifications mensongères ?

LA FOI CHRETIENNE ET LA M.L.F.

Officiellement et sans le cacher, le Congrès a déclaré que son thème était *politique*. Je le rappelle, mais ce n'est pas pour m'élever là contre : les Allemands de l'Est, organisateurs de cette Rencontre, n'ont fait là-dessus *aucun mystère :* ils voient dans la Force atomique multilatérale (M.L.F.) un grand danger pour la paix, parce qu'ils pensent que la M.L.F. peut représenter le premier pas vers une participation indépendante de l'Allemagne de l'Ouest à l'arme atomique et surtout parce que, grâce à cette participation, une certaine clique militaire *dont les ambitions sont très agressives*, pourrait augmenter le trouble dans le monde d'une manière considérable.

Déjà, dans le discours de Walter Ulbricht devant le Conseil d'Etat de la République démocratique allemande, du 1er Septembre 1964, nous trouvons ce point de vue sur la M.L.F. et l'on ne peut l'écarter en prenant pour argument l'attitude de l'autruche, que c'est un point de vue *communiste*. Par exemple, les principes de la politique des Pays-Bas en ce qui concerne le problème des armements, qu'il faut arrêter la course aux armements, qu'il ne faut en aucun cas élargir le « Club atomique », conduisent de soi, nécessairement, à une conclusion *négative* au sujet de la M.L.F., bien que, naturellement, en ce cas, l'accent se trouve placé tout autrement.

Mais même si la condamnation de la M.L.F. était une pure avance communiste, ce serait encore une opinion politique de première importance, étant donné que le désir d'une détente militaire dans le monde est entièrement justifié, qu'il ne faut pas empoisonner l'atmosphère en réglant les choses de telle sorte que le monde communiste y voie une provocation.

Tout ceci soit dit pour que personne n'ait lieu de crier à la honte devant une association de catholiques de l'Est européen qui adopte ce point de vue de la politique communiste.

TOUS LES PAPES CONTRE LA GUERRE ?

Il ne faudrait pas penser qu'à Berlin-Est le Congrès en est resté à la lutte contre la M.L.F. Dans son rapport général d'introduction, le professeur NEUHAUS, au sujet de l'orientation politique, s'est élevé à la hauteur d'*une doctrine complète de la paix à partir des principes catholiques*. Il est frappant de remarquer ici que l'orateur a cherché expressément à ne pas envisager les Papes Jean XXIII et Paul VI comme des Papes qui, *pour la première fois*, ont pensé que la guerre et le christianisme sont inconciliables, et qu'ils seraient ainsi des exceptions. Par là, il s'est écarté d'un lieu commun qui, dans un tel sujet, revient souvent à la surface quand, en Europe de l'Ouest, on discute de l'attitude de l'Eglise dans le problème de la guerre. NEUHAUS a nommé *tous* les Papes qui, depuis Léon XIII, portent témoignage à la volonté fondamentale de paix de l'Eglise. Que ces déclarations des Papes aient eu si peu d'influence, NEUHAUS l'explique de la manière suivante : « Les encycliques et les messages de paix en appelaient à un monde dont les dirigeants politiques, presque sans exception, étaient imprégnés de pensées capitalistes. Ces exhortations à la paix étaient adressées à des gouvernements qui considéraient la guerre comme une politique menée par d'autres moyens. » Traiter ainsi la question, c'est s'écarter de l'opinion commune du monde communiste et cependant, d'un point de vue strictement historique, cela peut en quelque sorte se justifier.

A un autre point de vue, cette citation est encore intéressante. Elle exprime un doute sur la maxime de Clausewitz, le grand théoricien de la guerre au XIXe siècle, tant admiré de Lénine : « La guerre, c'est la politique par d'autres moyens. » La manière dont NEUHAUS a formulé le message de paix des Papes modernes depuis Léon XIII, contient aussi cette nuance que jusqu'à Jean XXIII, la paix a été désignée exclusivement comme un *Dei munus*, un don de Dieu, et qu'ainsi, parmi les croyants moyens, un certain fatalisme n'a pas été assez combattu. Mais NEUHAUS félicite précisément les Pères du Concile, comme les cardinaux Feltin et Alfrink, parce qu'ils ont osé exalter devant le Concile le pouvoir et la responsabilité de l'homme qui fait la paix et qui déchaîne la guerre.

SURMONTER LES CONFLITS.

Tout ceci procède d'une position raisonnable et chrétienne dans les questions de la guerre et de la paix.

Sur tout le champ de conceptions dont nous avons parlé jusqu'ici, une longue discussion s'est instaurée, au cours de laquelle les représentants des pays de l'Est et de l'Ouest de l'Europe ont pu réellement *en toute liberté* dire ce qu'ils avaient sur le cœur. Malheureusement, en général, ce fut une série de monologues de qualité inégale et ceci est certainement une conséquence des expériences trop peu nombreuses de dialogue que les catholiques de l'Est et de l'Ouest ont eu jusqu'ici l'occasion d'échanger ensemble. Aussi la discussion à Berlin, en tant qu'échange de pensées, s'établit-elle au-dessous du niveau de la Conférence des Eglises chrétiennes (orthodoxe et protestantes) à Prague, en Juillet 1964. Mais il faut aussi ajouter que le dialogue, dans les milieux qui se sont réunis à Praque, a été instauré depuis 1958. L'expérience apprendra aux catholiques de l'Est et de l'Ouest à se parler entre eux et à découvrir leurs intérêts communs, aux uns et aux autres.

A la fin de la discussion, l'on porta aux voix un texte, la *Déclaration de Berlin*, qui recueillit à peu près l'unanimité des assistants et qui a fini par faire son chemin dans le monde. Dans ce document, après avoir déclaré que l'encyclique *Pacem in terris* demeure la charte de l'action des catholiques en faveur de la paix, l'on parle du devoir du catholique d'agir pour la paix à la place où il se trouve ; du danger de tensions politiques à la suite d'une intensification des armements ; du danger de la M.L.F., de la « force de frappe », et de l'excitation causée par les revendications territoriales dans l'espace européen ; de la nécessité d'un désarmement universel et contrôlé et de la création d'une ou plusieurs zones désatomisées, ce qui serait un premier pas dans ce sens. Enfin la *Déclaration de Berlin* proclame solennellement *sa fidélité aux quatre principes fondamentaux de Pacem in terris :* la vérité, la justice, la charité et la liberté. Et voici la conclusion : « La paix est pour l'humanité sur terre le plus grand des biens. C'est pourquoi elle est pour nous, catholiques, un devoir primordial. Servir la paix réclame une action commune avec tous les hommes de bonne volonté, en particulier l'union de nos efforts avec tous nos frères chrétiens. Les seuls moyens efficaces pour servir la paix sont : la raison, la disposition à négocier et à se comprendre les uns les autres, la confiance et les traités... La guerre se dresse contre la volonté de Dieu. Elle est — comme l'a dit le

Pape Pie XI —, un assassinat collectif et même un suicide. Ce sont les hommes qui font la guerre : ce sont les hommes qui peuvent et doivent la supprimer. »

En ce qui concerne la thématique politique, la *Déclaration de Berlin* porte très clairement des traits fort reconnaissables et qui lui viennent de l'Europe de l'Est. Mais sur ces points décisifs des nuances ont été apportées qui élèvent ce document *au-dessus du niveau des querelles politiques.* Ces nuances, surtout si on les rapproche de l'appel authentiquement chrétien à la nécessité d'une action des catholiques au service de la paix, et de la présentation de ses principes essentiels, font de ce texte, à tout prendre, un message tout à fait respectable, *ein respektables Wort,* par lequel des catholiques européens se prononcent sur la guerre et la paix, un message qui tient compte des problèmes politiques.

Qu'une commission de rédaction, composée d'éléments très différents soit parvenue dans un temps relativement court à cette expression raisonnable, mérite notre reconnaissance et prouve qu'il est possible, en s'élevant au-dessus des oppositions politiques, d'engager sur les problèmes politiques un dialogue vraiment chrétien.

DANS LES COULISSES.

Avons-nous par là tout dit sur la *Rencontre de Berlin* ? Plus important encore que l'échange de vues public sur les problèmes politiques et militaires, est le fait qu'une telle rencontre a été *possible,* que, *pour la première fois,* l'occasion s'est offerte d'un dialogue d'information absolument libre avec des prêtres de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Pologne et de la République allemande démocratique. Il nous faut comprendre que ces catholiques de l'Europe de l'Est ont rencontré chez leurs frères dans la foi, dans leur propre pays, bien peu de compréhension pour les options politiques qu'ils ont choisies. Ce manque de compréhension est pour eux lourd à porter et ils prennent courage quand ils rencontrent des catholiques de l'Europe de l'Ouest qui comprennent que l'on peut aussi aimer sa patrie socialiste. Ils réclament notre aide pour trouver un langage qui leur rendra possible, *en même temps qu'ils maintiennent leur fidélité inébranlable à l'Eglise,* de rendre acceptables leurs options politiques.

Sommes-nous prêts à les aider ? Pour moi, je suis prêt à croire sur parole un frère dans la foi, vivant dans le monde communiste, quand il me donne à entendre que son réalisme est *un réalisme de croyant,* celui d'un catholique qui commence à comprendre que le temps est révolu d'une Eglise qui ne pourrait se passer du pouvoir, *Machtkirche.*

*
**

Depuis que cet article a paru, le comité d'invitation a reçu une lettre du Cardinal Bea auquel le comité d'invitation avait adressé le vœu adopté par la Conférence, que le Concile institue un *Secrétariat pour la paix* analogue au *Secrétariat pour l'union des Eglises.* Selon l'avis du Cardinal Bea, la chose devrait être remise entre les mains du Pape et Son Eminence consent à la lui proposer. Ce n'est pas un des moindres résultats de la *Rencontre de Berlin.*

Roma, via Aurelia 527, 26 Janvier 1965.

Tagung
Katholischer Persönnlichkeiten
Europäischer Staaten
108 Berlin
Friedrichstrasse 169/170

Sehr geehrte Herren !

Votre lettre du 1er Décembre, qui m'est arrivée par la poste le 19 Décembre et encore avec beaucoup de retard, m'est enfin parvenue et je désire vous adresser la réponse suivante.

Tout ce que Jean XXIII et Paul VI ont fait pour la paix est bien connu. Il est sans doute bien peu d'hommes si haut placés qui aient fait autant pour la paix. En ce qui concerne votre demande adressée au Concile Vatican II, je crois pouvoir vous indiquer que ce n'est pas l'affaire du Concile d'instituer un tel secrétariat. Le Concile peut recommander de travailler pour la paix, mais il doit laisser au Pape la manière dont celui-ci entend ce travail. Mais

je parlerai au Pape de votre requête en lui abandonnant la décision à ce sujet. Les tâches dont, d'après votre lettre, ce Secrétariat devrait s'acquitter sont déjà, pour une bonne part, entreprises par la presse catholique et diverses organisations.

Ceci sur la question du secrétariat. Au reste, je n'ai qu'à vous exprimer ma grande joie pour vos efforts au service de la paix dans le monde d'aujourd'hui où les dangers sont si grands.

Mit meinen besten Empfehlungen und vielen Grüssen

Ihr sehr ergebener

AUG. Card. BEA.

Nos efforts au service de la paix, dont le Cardinal Bea se réjouit, auraient eu un résultat plus considérable si la campagne de dénigrement menée par la K.N.A. n'avait pas détourné des personnalités catholiques notoires, en France surtout, de se rendre à Berlin-Est, comme elles en avaient manifesté le désir. « La Rencontre de Berlin-Est », a dit la K.N.A., avant même la première convocation, « est l'entreprise de catholiques suspects en vue de donner un sens communiste (*sic*) à *Pacem in terris.* »

Nous espérons que la Rencontre de Vienne n'essuiera pas les mêmes calomnies. Nous n'en sommes nullement certains. L'encyclique *Pacem in terris* a été accueillie dans certains milieux de l'Allemagne de l'Ouest par un silence hostile, certains même ont parlé de « trahison ». Si nous voulons agir sur la réalité internationale pour la rendre conforme aux enseignements de *Pacem in terris*, de telles difficultés sont inévitables. L'essentiel est qu'elles ne nous arrêtent pas.

La *Rencontre internationale de Vienne* est donc ouverte à tous les catholiques :

1° qui ont accueilli avec gratitude et joie l'encyclique *Pacem in terris* et,

2° qui sont décidés, en s'inspirant de ses enseignements, à adopter en commun des décisions *politiques* qu'ils jugent favorables à une paix solide et loyale mais qui, éventuellement, ne plairont pas à tous les gouvernements, ni à tous les catholiques qui soutiennent ces gouvernements.

Les uns nous approuveront, les autres nous quitteront ou même nous attaqueront.

Nous ne recherchons pas avec les autres catholiques une *unanimité* impossible à réaliser *in temporalibus*, mais nous gardons la volonté fraternelle de maintenir avec eux la *communio* et même nous serions heureux de participer avec eux à des discussions approfondies, afin de parvenir ensemble à des résolutions d'action politique. C'est ainsi que nous avons déjà pris parti dans des choix politiques à Berlin en adoptant, après une discussion prolongée, la *Déclaration de Berlin.*

C'est ainsi que nous prendrons parti à Vienne.

Dans quel sens ? Dans le sens de la *Déclaration de Berlin* qui demeure la *Magna Charta* de notre effort. Mais dans ce cadre général, il y a place pour des détails pratiques en vue d'une action efficace au service de la paix. Venez en discuter et en décider avec nous.

Nous vous invitons à cette Rencontre internationale dans l'esprit de Jean XXIII. Travaillons ensemble *concrètement* à la paix. En partant de la *vérité* et dans la *liberté*, construisons une paix qui, fondée sur la *justice*, soit une œuvre de *charité* à l'égard de tous les hommes de bonne volonté.

Le 2 Janvier 1965, le cardinal Kœnig, archevêque de Vienne, déclarait : « Si je suis pour la paix, il faut que je travaille pour la paix... Proclamer des lèvres un principe ne suffit pas. Il faut collaborer, il faut s'engager. »

On ne peut définir plus heureusement la tâche qui nous attend à Vienne et que nous souhaitons accomplir avec vous.

DÉCLARATION DE BERLIN

Nous catholiques, prêtres et laïcs de douze Etats européens, conscients comme chrétiens de notre responsabilité devant les hommes, dans la capitale de la République Démocratique Allemande, avons réfléchi ensemble sur ce qu'entraîne pour nous le devoir de servir la paix.

Nous considérons l'encyclique « Pacem in terris » comme le document qui, d'une manière permanente, soutient notre action pour la paix et où nous continuerons de puiser une force nouvelle.

Affermis par la tendance générale du concile Vatican II, telle qu'elle s'exprime, par exemple, dans la discussion du schéma 13 et dans d'autres déclarations sur des questions vitales pour les hommes, nous déclarons :

1) Tout catholique, à quelque Etat qu'il appartienne et sous quelque régime social qu'il vive, est appelé dans le dessein de Dieu à servir la paix. Cette vocation exige que nous prenions dans la vie quotidienne des décisions politiques, que nous nous engagions dans les actions politiques concrètes.
2) Les armes nucléaires qui menacent l'humanité dans son existence, le danger de leur dissémination, la détérioration des relations internationales par la méfiance et la guerre froide, sont des réalités qui nous obligent à nous décider et à agir.
3) Avec anxiété nous voyons que l'on s'engage dans la formation d'une force atomique multilatérale (MLF). Une telle politique tourne en dérision la volonté de tous les hommes épris de paix, mais de plus elle s'oppose aux déclarations et aux avertissements des plus hautes autorités de notre Eglise. La MLF, tout comme la force de frappe française, favorise la course aux armements et contribue à la dissémination des armes atomiques en Europe. En même temps la MLF encourage dans l'Allemagne de l'Ouest les forces qui aspirent au droit de décider seules sur des armes nucléaires et à obtenir une révision des résultats de la deuxième guerre mondiale. Nous appelons tous nos frères et sœurs à se dresser de toutes leurs forces contre cette menace.
4) Selon l'encyclique « Pacem in terris » l'équilibre des forces militaires n'est pas un moyen d'assurer la paix. C'est pourquoi nous exigeons l'interdiction des armes nucléaires et un désarmement total et contrôlé. Nous espérons que par la confiance réciproque, des mesures de contrôle appropriées deviendront possibles. L'établissement en Europe et de là dans le monde entier de zones dénucléarisées serait un pas décisif vers le désarmement et vers la proscription universelle des armes nucléaires, réclamée par l'encyclique « Pacem in terris », ainsi que des armes bactériologiques et chimiques.
5) Avec les Papes Jean XXIII et Paul VI nous proclamons ces quatre principes sur lesquels reposent les fondements de la paix :

   La **vérité** réclame entre les Etats et les Peuples des relations fondées sur le respect du droit et sur la confiance sans faire de différence entre leurs régimes sociaux. Elle ne peut se trouver dans les mensonges de la guerre froide.
   La **justice** proclame le droit à la vie et reconnaît la dignité de tous les hommes, de tous les Peuples et de tous les Etats. Elle refuse toute entreprise sur le droit souverain d'un Etat ou d'un Peuple comme toute menace sur ses frontières.
   L'**amour** exige un service efficace du prochain. Pour nous le prochain est aussi le chrétien d'une autre église ou le non-chrétien. L'amour est inconciliable avec la préparation à la guerre et la course aux armements nucléaires.
   La **liberté** réclame le respect des convictions religieuses et politiques et le droit d'agir pour défendre la paix du monde. La discrimination, l'oppression et la persécution des forces pacifiques ne sont pas compatibles avec la liberté.

La paix est pour l'humanité sur terre le plus grand des biens. C'est pourquoi elle est pour nous, catholiques, un devoir primordial. Servir la paix réclame une action commune avec tous les hommes de bonne volonté, en particulier l'union de nos efforts avec ceux de tous nos frères chrétiens. Les seuls moyens efficaces pour servir la paix sont : la raison, la disposition à négocier et à se comprendre les uns les autres, la confiance et des traités.

Nous, participants de la session, prêtres et laïcs de douze Etats européens, nous appelons les catholiques d'Europe, surtout les hommes d'Etat catholiques, à suivre les déclarations pressantes des Papes et à se consacrer entièrement au service de la paix dans le monde.

Nous exprimons notre reconnaissance d'avoir pu à Berlin, capitale de la République Démocratique Allemande, nous réunir, catholiques de l'Est et de l'Ouest, et réfléchir ensemble en toute liberté sur notre devoir de servir la paix.

Devant les 65 millions de morts des deux guerres mondiales, devant les tombes qui couvrent l'Europe de champs de morts, devant les préparatifs d'une nouvelle guerre, nous lançons notre appel à tous nos frères et sœurs dans la foi :

La guerre se dresse contre la volonté de Dieu !

Elle est — comme l'a dit le Pape Pie XI — un assassinat collectif et même un suicide ! Ce sont les hommes qui font la guerre, ce sont les hommes qui peuvent et doivent la supprimer !

BERLIN, 18 Novembre 1964.

ES COPIA

CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL
DEL MOVIMIENTO EUROPEO

c/o M. Gironella
118, Av. Bel Air
UCCLE-BRUXELLES 18

Bruselas, 18 de marzo de 1965

A los miembros del Consejo Federal Español del Movimiento Europeo

Apreciado amigo,

Hace unos días (concretamente el 9 de este mes de marzo) el señor Robert Van Schendel, Secretario General del Movimiento Europeo me convocó a su despacho para informarme, en mi calidad de Secretario General del Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, del contenido de una carta procedente de la Asociación Española del Cooperación Europea, de Madrid.

En esta carta, firmada por los Sres. Gil Robles, presidente y Alvarez de Miranda, secretario, la A.E.C.E. resumía las disposiciones contenidas en la nueva Ley de Asociaciones, ley que debe entrar en vigor el día 30 de abril próximo, y solicitaba el reconocimiento oficial de la A.E.C.E. por parte del Movimiento Europeo.

El argumento de la A.E.C.E. es el siguiente: la nueva ley pone dificultades y condiciones a toda clase de relaciones internacionales de las futuras asociaciones españolas. Si el 30 de abril, fecha de entrada en vigor de la nueva ley, la A.E.C.E. puede demostrar que forma oficialmente parte del Movimiento Europeo, el Gobierno español tiene que tomar la iniciativa de una prohibición eventual. Si el 30 de abril la A.E.C.E. no forma parte del Movimiento Europeo y quiere participar en el futuro a actividades europeístas fuera de España, deberá solicitar una decisión especial del Consejo de Ministros. La carta iba acompañada de la lista de la Junta Directiva actual de la A.E.C.E. y de una fotocopia de la nueva Ley de asociaciones.

El Sr. Van Schendel me pidió la opinión y la actitud del Consejo Federal Español ante la demanda de la A.E.C.E.

Mi respuesta fue que no podía dar la opinión del Consejo Federal Español por la sencilla razón que la gestión de la A.E.C.E. nos era hasta aquel momento, totalmente desconocida. Que me pondría en contacto con los miembros del Consejo Federal Español y que si necesario convocaría una reunión extraordinaria para fijar nuestra actitud.

En espera de la posición oficial del Consejo Federal Español me tomé la libertad, a título exclusivamente personal, de darle mi primera reacción en cuanto a la forma y al fondo de las gestiones emprendidas por nuestros amigos de la A.E.C.E.

En cuanto a la forma me permití tres observaciones concretas:

Conociendo nuestros amigos de la A.E.C.E., como conocen, la representación exclusiva del Consejo Federal Español en el seno del Movimiento Europeo, y lo que es más importante la buena voluntad y la buena disposición de los componentes del Consejo,

— por qué la gestión no ha sido hecha por intermedio del Consejo Federal Español, único organismo realmente habilitado para ello?.

— por qué en la carta de la A.E.C.E. no se hace la menor alusión al Consejo Federal, como si prácticamente no se reconociera su existencia ?.

— por qué no se ha mandado copia de la carta de la A.E.C.E. al Consejo Federal, aunque sólo fuera como información. Lo cortés no quita lo valiente, dicen en España. Un mínimo de atención merecemos unos y otros, los de dentro y los de fuera, si no queremos negar en la vida de cada día lo que tan solemnemente proclamamos en Munich.

En cuanto al contenido, aparte lo que pueda decidir el Consejo Federal, me permití dos observaciones:

— El Consejo Federal Español no se ha considerado nunca, ni se considera hoy, como un organismo mutilado, de tendencia, prácticamente de exilio, sino como el organismo nacional español (o su prefiguración por lo menos) en el seno del Movimiento Europeo, Así hemos actuado siempre, desde la constitución del Consejo. Partiendo de este principio hemos sido y seguimos siendo sensibles e interesados en todas las dificultades que conocen o pueden conocer los europeístas españoles, del interior o del exilio. La gestión emprendida por los amigos de la A.E.C.E. no nos es indiferente y la consideramos en su justo valor.

— mientras el Consejo Ejecutivo del Movimiento Europeo no decida otra cosa, el único organismo legal susceptible de facilitar o encontrar una solución justa y equitativa a problemas como el planteado por la A.E.C.E., sigue siendo el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo. Desgraciadamente, hasta la fecha, no ha sido ni siquiera consultado por los interesados.

Ahí termina mi intervención. Supongo que el Sr. Van Schendel tendrá presente estas mis primeras reacciones al redactar su respuesta a los amigos de la A.E.C.E. Entre tanto le ruego me diga si he bien interpretado los intereses del Consejo, que no pueden ser otros que los de una España y una Europa democráticas, y si estima Vd. necesario que convoque el Consejo Federal Español, así que me sean comunidados tosos los elementos de información.

Le saluda atentamente

FIRMADO: GIRONELLA
Secretario General

20/4/65

Amigo Maldonado:

Reduzco a términos escritos nuestra conversación y la posterior que he tenido con Gironella.

Esta mañana me ha llamado para decirme en síntesis: Schaendel va a contestar a la carta de la A.E.C.E. otorgándoles lo que piden. Tiene la autorización de Maurice Faure para hacerlo. Si eso se hace sin intervención del Consejo Federal, quedamos desairados. Es preferible que nosotros nos demos por heridos por la actitud incorrecta de la A.E.C.E. pero que aceptemos el que les sea otorgada la protección que piden.

Yo le he sugerido, como fórmula, la de que, el Consejo Federal se dirija al Buró del Movimiento para pedirle que asista a todos los grupos y asociaciones europeistas de España, otorgando en su favor credenciales que puedan exhibir, de ser miembros del Movimiento Europeo. De tal manera, no es la iniciativa de la A.E.C.E. la que dá lugar a la expedición de tales credenciales, ni estas se otorgan de manera exclusiva a la A.E.C.E., sino a todas las asociaciones y á todos los grupos europeistas. Con ello salimos al paso de la pretensión evidente de la A.E.C.E. de desplazar al Consejo Federal y sustituirlo en la representación de España.

Gironella, que no está conforme con esta última apreciación mía que dejo subrayada, ha aceptado plenamente la primera sugerencia, por la cual, van a ser amparadas como miembros del M.E. todas las asociaciones europeistas de España y no solamente la A.E.C.E. Me ha prometido redactar una fórmula y llamarme a la tarde para leérmela. Entre tanto, yo debía tratar de cambiar impresiones con los demás, para ganar tiempo, pues que, la solución, me ha dicho que urgía, dada la fecha, etc.etc.

He hablado con usted recogiendo su conformidad. He llamado a los socialistas y no había nadie. He vuelto a llamar por la tarde y me han dicho que Parera no ha vuelto de Toulouse y que Llopis es posible que llegue mañana.

He concretado mi pensamiento en una nota, para pider hacer referencia a los términos del problema con más seguridad. Esta nota no aspira a trocarse en comunicación, sino a servir de base para deliberar sobre los términos de la misma, de manera que se logre mantener de manera indudable la personalidad y jurisdicción del Consejo Federal, que es quien hace la demanda y quien se reserva la iniciativa de echar de la comunidad a quienes resulten incompatibles con los fines perseguidos.

Me ha llamado Gironella. Me ha leido la nota preparada. Bien hecha. Contiene el principio de que el Movimiento acredite a todas las asociaciones como miembros del mismo. Eso está totalmente claro. Pero partí del supuesto de la petición formulada por la A.E.C.E., cosa que yo he reputado inconveniente. Le he dicho: si la A.E.C.E. no se ha dirigido a nosotros, no tenemos por qué hacer referencia al escrito que, sin contar con nosotros, ha dirigido al Mov. Europeo. Me ha contestado: Nosotros tenemos conocimiento oficial del escrito de la A.E.C. porque tal conocimiento me lo ha dado a mi, oficialmente, Schaendel; por lo tanto, debemos referirnos a aquel escrito. Yo creí que Schandel había cambiado palabras con Gironella, pero resulta que aquellas palabras eran la comunicación oficial, aunque no hubiera ni siquiera entrega de copia del escrito. Le he hecho la reflexión de la conveniencia de reserva de jurisdicción reserva que, de por sí sola, pone de manifiesto nuestra jurisdicción mantenida y ejercitada. Le parece innecesaria; y en los términos en que va el escrito, le parece inconveniente, porque equivale a señalar con el dedo al acusado.

Hemos hablado de fecha para enviar la comunicación: la suya, que yo acepto, no la mía que él no acepta. Le he propuesto demorar su envío hasta el 24, para dar lugar a que

los miembros del Consejo la conozcan y la rumien. Me ha hablado de fechas. Resulta que no hay ni siquiera ese tiempo de espera. Schaendel tiene que enviarla a Madrid y en Madrid tienen que recibirla antes del 30 y hacer con ella la maniobra estatutaria para que produzca efecto. No hay tiempo material que perder.

Hemos quedado en que él pondría la nota en limpio; se la leería a Schandel, para que éste la tenga por recibida y pueda escribir a la A.E.C.E.; al mismo tiempo que nos envía cópia para conocerla y ver si deben ser alterados sus términos antes de remitir el texto escrito.

Gironella espera que aun nos avisarán los de la A.E.C.E. para reunirnos y partirnos la naranja. Le he dicho que también yo creo que será así, siempre que la comunicación que reciban de Schaendel no les permita seguir ambicionando su propósito inicial y permanente, que es el de desplazarnos. El tiene la fortuna de no creerlo así. Ojalá acierte.

A mi no me satisface ni un poco trabajar con estos apresuramientos, de espaldas a los miembros del Consejo --fuera de usted al que he agarrado en casa por casualidad--. Pero, qué le voy a decir a un hombre que comienza por decirme: Schaendel va a contestar de acuerdo con lo que pide la A.E.C.E. y de acuerdo con Maurice Faure? Creo que la sugestión que le he hecho de que la concesión no sea exclusiva para la A.E.C.E. sino que sirva por igual para todos los grupos y asociaciones europeistas, nos deja a salvo por el momento al menos. Gironella la ha aceptado plenamente. Y el escrito que me ha leido parte de la misma para dirigirse al Buró del Movimiento, aunque mencione, contra mi criterio inicial, la instancia formulada por aquella entidad.

Me temo que este asunto nos traiga dificultades. Prefiero dejar por escrito, con esta misma fecha, lo sucedido.

Muy suyo



— inherente a todos los regímenes totalitarios de duración prolongada

Boceto

Existen en España diversos grupos y asociaciones europeistas que tropiezan con el régimen instaurado para manifestarse y corren el riesgo de poner en peligro su propia existencia. El Consejo Federal Español, representante de España en el Movimiento Europeo, estima que pudiera serles beneficioso tal vez el disponer de una credencial que los acredite como grupos o asociaciones que forman parte del mismo. A tal fin solicita del Buró Central que arbitre la fórmula por la cual pueda ser expedido en favor del grupo o asociación europeista española que lo demande, una credencial que lo acredite como integrante del Movimiento Europeo.

Tal otorgamiento debe ser no obstante acompañado en su caso de las obligadas precauciones. El régimen actual imperante en España utiliza con frecuencia los conceptos y vocablos de "liberalizar", "democratizar", "nacionalizar", "europeizar", etc. y hasta ha formulado propuesta de asociación con el Mercado Común. A tales invocaciones y actitudes no hay que reconocerles otro valor que el que otorgamos al calificativo "popular" puesto tras el enunciado de "democracia" en los regímenes totalitarios de tipo comunista instaurados al otro lado del telón de acero. Existe, por tanto, el peligro de que el propio régimen, al través de personas interpuestas, trate de introducirse en la organización europeista; como existe igualmente el riesgo de que personas determinadas, que se reputen asistidas de mandatos mesianicos, intenten valerse del Movimiento Europeo para que éste sirva sus apetencias personales. Es preciso tomar precaución contra ambos peligros. A tal fin, el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, como representante de España, se reserva el derecho de hacer saber al Movimiento, si el caso llega, la concreción de cualquiera de ambos peligros señalados. Si alguno de los grupos acogidos a la protección europea resulta ser mera apariencia puesta al servicio del actual régimen español o expresión de apetencias personales que el Movimiento Europeo no tiene la misión de propugnar, el Consejo Español pondrá el hecho en conocimiento del Buró Central, a fin de que aquellos grupos o asociaciones donde tales supuestos se concreten, dejen de formar parte del Movimiento Europeo.

***

CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL
DU MOUVEMENT EUROPEEN

Projecto d carta al Mov. Europeo. Confirmar inpetenemente si acuerdo lo de acuerdo a

Gironella
118, av. Bel Air
UCCLE-BRUXELLES. 18
Tel. 13-32-60

M. Robert van SCHENDEL
57bis Ave. d'Auderghem
BRUXELLES.

Cher ami,

Suite à notre conversation officielle sur la demande formulée par nos amis de l'A.E.C.E. de Madrid, je me permets de formuler au nom du Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen quelques remarques et un souhait :

1° Ils existent en Espagne plusieurs organisations de vocation européenne travaillant en contact direct et suivi avec le Conseil Fédéral Espagnol;

2° Le régime franquiste a décidé la mise en application d'une nouvelle loi d'association dont la nature arbitraire et antidémocratique a été dénoncée par toutes les personnalités indépendantes et par tous les secteurs de l'opinion démocratique espagnole. Cette loi pose aux futures associations espagnoles des obligations inacceptables en ce qui concerne leurs rapports internationaux;

3° Face aux mesures arbitraires de la nouvelle loi d'associations il est possible que certaines organisations espagnoles ~~que le~~ souhaite Mouvement Européen leur confirme officiellement les liens de solidarité qui existent depuis des années et plus spécialement depuis le dernier Congrès de Munich.

Le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, conscient de la précarité d'une telle garantie, souhaite que le Mouvement Européen veuille bien accorder leur aval moral aux organiations espagnoles qui en feraient la demande, sous la forme d'une confirmation officielle de leur appartenance au Mouvement Européen. Ce document ne doit changer en rien les rapports organiques existant actuellement entre notre Conseil Fédéral Espagnol et le Mouvement Européen.

Je vous prie de croire, cher ami, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Henri GIRONELLA
Secrétaire Général

26/4/65

Querido Sans:

Vino Gironella. Me habló por teléfono. Era indispensable escribir la carta al Movimiento Europeo. Yo llamé á los socialistas. No había nadie. Encontré a Maldonado. Hablé con él. En completo acuerdo. Para evitar olvidos escribí a Maldonado la carta cuya copia incluyo, rogandole que no haga uso público de la misma. Maldonado se la leyó a Llopis.

El viernes envió Gironella su proyecto de carta, que incluyo en copia. Nos reunimos Llopis, Maldonado y yo. Aceptamos la carta, menos la alusión a la A.E.C.E. que va en el primer párrafo, que es innecesaria y que reputamos inconveniente.

Llopis nos dijo que Schendel había hablado con él por telefono, expresando le el temor de que algún cristiano pusiera reparos a su candidatura y aconsejando que quede sin dar cuenta en esta primera sesión, por ser esa situación preferible a la de que quede sobre la mesa por reparos opuestos por alguien.

Maldonado pidió a Llopis que hiciera actuar a los socialistas. Llopis se negó. (Todos recordamos la actitud de Erler y sus zalemas a personajes del régimen español, a Tierno Galbán, etc.etc. en Madrid. Llopis no pisa firme ni el Partido socialista está en España como para presumir). Pensamos en que Gimenez Fernandez escriba al Movimiento Europeo apoyando la candidatira de Llopis, lo cual saldría al paso de cualquier otro intento como el aludido por Schendel.

Es preciso que grupos o asociaciones europeistas que viven en el interior pidan al Movimiento Europeo que los declare formando parte del mismo, con lo cual, quitamos a la A.E.C.E. la condición de única que le interesa, para, sobre ella, dar el asalto y sustituir el Consejo Federal, que es lo que se propone, aunque Gironella diga que no. Piense usted en lo que pueda hacerse en Barcelona.

Ahí le envío el cheque de Camps. En el sobre pone como dirección "55 Champs Elysées".

Espero sus noticias



Querido Don Manuel. Aki va copia de la carta del Movimiento Europeo al Sr. Gil Robles. Para la información de Vd. Saludos

Bruxelles, le 27 avril 1965.

Cher don José-Maria,

A de très nombreuses reprises - entre dix et quinze fois - j'ai essayé, mais en vain, devous appeler à votre hôtel de GENEVE, où j'ai laissé des messages, pour vous parler du problème posé par votre lettre du 4 mars dernier. Le problème était en effet que notre première réunion possible du Bureau Exécutif International ne se situait qu'au 30 avril, c'est-à-dire un jour trop tard pour la prise de position que vous nous demandiez. Il était aussi qu'il m'était impossible de prendre sur moi seul, en dehors d'une délibération du Bureau Exécutif International, de déclarer l'Association Espagnole de Coopération Européenne membre du Mouvement Européen, sans m'assurer qu'aucune difficulté ne surgirait du côté de notre organisation espagnole actuelle, le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen. Vous savez en effet que de ce côté, comme du nôtre d'ailleurs et comme du vôtre aussi, je crois, était né le désir de régler d'une manière plus claire et plus définitive l'ensemble du problème posé par la participation espagnole au Mouvement Européen.

Les démarches nécessaires ont pris un certain temps. J'adresse aujourd'hui même par express à Fernando ALVAREZ de MIRANDA les trois lettres dont vous voudrez bien trouver copies ci-jointes. Je suppose que la déclaration de caractère administratif ne convient pas du tout pour le but que vous recherchez, qui n'est pas de faire déclarer maintenant que l'Association fait partie du Mouvement Européen, mais que ce soit plus ancien. C'est la raison pour laquelle j'ai écrit une autre lettre qui indique que l'Association fait partie du Mouvement Européen, mais à propos d'une communication ayant rapport aux activités en cours.

J'envoie les deux à Fernando ALVAREZ di MIRANDA pour qu'il ait l'une et l'autre à sa disposition en cas de besoin.

Cette communication est ainsi faite en réponse à votre demande et dans le but d'aider l'Association dans un moment qui peut être difficile. Je dois dire d'ailleurs très franchement que le Conseil Fédéral Espagnol m'a encouragé à le faire, sans insister pour un règlement préalable de la situation juridique au sein du Mouvement Européen, comme il eût été en droit de le faire. Néanmoins, je ne vous cache pas que nous souhaiterions que dans un très prochain avenir, le problème de la représentation espagnole au Mouvement Européen soit abordé franchement et complètement entre espagnols de diverses provenances.

C'est dans ce sens que j'avais fait suggérer à Fernando ALVAREZ di MIRANDA qu'une rencontre de délégués de l'Association et éventuellement d'autres organisations " faisant partie du Mouvement Européen ", d'une part et de représentants du Conseil Fédéral Espagnol ou d'associations en faisant partie, d'autre part, se tienne à mon invitation ou sous mon égide en qualité de Secrétaire général international du Mouvement Européen, pour étudier ensemble les problèmes posés.

J'avais cru comprendre qu'une telle réunion avait votre assentiment et pourrait avoir lieu avant le 30 avril, mais n'ayant aucune nouvelle depuis lors, je suppose que vous-même ou Fernando ALVAREZ de MIRANDA me ferait connaître sous peu une date et un lieu qui pourraient avoir votre agrément. C'est donc sans attendre, que j'adresse les lettres dont je parle ci-dessus.

En espérant vous rencontrer prochainement en cette occasion ou une autre, je vous prie de croire, cher José-Maria, à l'assurance de mes sentiments très amicalement et fidèlement dévoués.

Robert van SCHENDEL.

don José-Maria GIL ROBLES
Hotel Metropole
GENEVE.

JOSEP SANS

Bruselas, 8 de mayo de 1965

Amigo Irujo,

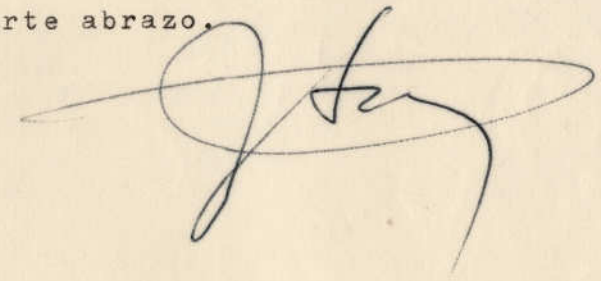
Recibí en su tiempo sus diferentes cartas, copias e informaciones. Muchas gracias.

Llegaron a tiempo puesto que así pude estar informado de la situación antes de la reunión del Buró Ejecutivo del Movimiento Europeo.

Con toda la buena fe del mundo, creo que se metieron ustedes en el engrenaje de nuestra dimisión. Le adjunto copia de la carta que dirijo a Llopis sobre este asunto y por ella verá mi posición y lo que pienso de ello.

Quizás a fines de la próxima semana, a mi regreso de Estrasburgo, pase por París. Me permitiré llamarle y si podemos vernos será manera de examinar a fondo la situación y decidir si vale la pena o no de continuar dejándose llevar por los acontecimientos...

Un fuerte abrazo.



Bruselas, 8 de mayo de 1965

Amigo Llopis,

Queria escribirte a principios de esta semana, pero no me ha sido posible debido al trabajo suplementario que me ha caido encima en el despacho. Pero creo necesario conozcas la situacion a fin que puedas juzgar de los acontecimientos en conocimiento de causa.

Irujo me mando copia de la carta que habia escrito a Maldonado asi como copias de la carta propuesta por Gironella para el Movimiento Europeo y los principios que Irujo habia indicado a Gironella. Al mismo tiempo me explicaba como los acontecimientos se habian desarrollado, la reunion que tuvisteis en Paris y la conversacion telefonica que tu habias tenido con Van Schendel.

Veo que desgraciadamente no me he equivocado. A mi Gironella no me puso al corriente de nada hasta el dia antes de la reunion del Movimiento Europeo en Paris a la que él no asistio y de la que se habia retirado del orden del dia la propuesta de nombramiento de "una personalidad española" para el Buro Ejecutivo Internacional. Le dije a Gironella que, personalmente, no estaba de acuerdo con lo que se habia hecho y que consideraba un grave error no presentar la propuesta con tu nombre a la reunion del Movimiento Europeo y dar en cambio un certificado al grupo de Madrid, antes de que hubiéramos discutido de ello en el Consejo y que los de Madrid hubieran hecho acto de supeditacion al Consejo Federal. Como ya te habia indicado a ti, le dije que a mi entender eso no era nada mas que una maniobra para deshacer el Consejo y para quela representacion caiga en manos de los del grupo de Madrid. Gironella no esta de acuerdo con esta interpretacion mia, pero yo no creo equivocarme.

En Paris aproveché en el final de la reunion para extrañarme que se hubiera suprimido del orden del dia la propuesta que figuraba en el primitivo. Me contesto Maurice Faure que se discutiria en el proximo Ejecutivo (ese se reune en Londres el mes de julio) y Van Schendel dijo que era porque el asunto no estaba maduro y que se habia hecho de acuerdo con el interesado (es decir tu). Me limité a decir que yo no estaba de acuerdo con aquello, dejando el asunto asi. El ambiente no estaba para continuar la reunion puesto que la mayoria querian marcharse dado lo avanzado de la hora.

No he visto de nuevo a Van Schendel, pero yo mañana me voy a Estrasburgo y probablemente veré a Maurice Faure a quien pienso indicarle mi extrañeza por la manera como esto se ha llevado. Ya veremos como reaccionarà.

.../...

.../...

En cambio vi, al finalizar la reunion, a los representantes italianos que me pidieron infonmacion sobre este asunto, pensando que la propuesta era para nombrar a Gil Robles, cosa a la que ellos se oponen. El mas opuesto de ellos es el Presidente de la Asociation Catolica de Trabajadores (Dr.Livio LABOR) y Franco Nobili esta en la misma posicion. Yo les dije que el Consejo Federal te habia propuesto y consideraron que habria tenido que presentarse la propuesta. Si es necesario - y nosotros lo queremos - ellos plantearan el problema.

Estoy seguro que si se hubiera dado cuenta de la propuesta, no habria habido ninguna objecion. Por lo tanto hay algo que no marcha. Creo que sera necesario tener una reunion plenaria del Consejo Federal y ver cuales son las explicaciones que unos y otros podemos dar de todo eso; y que cada uno tome sus responsabilidades. Lo que no podemos permitir por mas tiempo es que el Consejo no sirva para nada mas que para aprobar lo hecho sin que el Consejo lo haya debatido.

Te digo francamente que ha sido un lamentable error autorizar al Secretario General a que enviase una carta pidiendo que el Movimiento Europeo enviase credenciales a los que lo pidan del interior acreditando que pertenecen al Movimiento Europeo. Ese es el primer paso para la eviccion total de nuestro Consejo - o a lo menos tal como esta constituido actualmente. Habria sido preferible que el Secretario General del Movimiento Europeo enviase el certificado bajo su responsabilidad. Ya habriamos visto como justificaba eso ante una reunion plenaria, si nosotros no estabamos de acuerdo. Ya sabes tu como es delicado tomar decisiones sin acuerdos precisos del pleno.

Pero la cosa ya esta hecha, y ahora podran decirnos que ha sido a peticion nuestra que se ha hecho, y se hará sin que nosotros tengamos la mas pequeña intervencion en ello...

.*.

Te agradeceré me indiques los puntos exactos de tu conversacion con Van Schendel. Naturalmente esto en la medida en que lo consideres necesario. Segun tu reaccion, yo tomaré una posicion o una otra.

.*.

Supongo recibistes las publicaciones que te interesaban referente a las Comunidades. Ya me diras si crees necesario que yo intervenga en algo.

Un fuerte abrazo,

12/5/65

Amigo Gironella:

Recibí ayer, 11 cts, la copia de la carta que M. Van Schendel envía al Sr. Gil Robles el 27 pdo.

De ella me permito llamar a usted la atención sobre algunas frases:

"...de notre organisation espagnole actuelle, le Conseil Federal Espagnol du Mouvement Européen. Vous savez en effet que de ce coté, comme de notre d'ailleurs et comme du votre aussi, je crois, etait né le desir de regler d'une maniere plus claire et plus definitive (el subrayado es mío) l'ensemble du probleme posé par la participation espagnole au Mouvement Européen".

"...le Conseil Federal Espagnol m'a encouragé a le faire, sans insister pour un reglement prealable de la situación juridica au sein du Mouvement Européen (subrayado mío)..."

"...nous souhaiterions que dans un tres prochain avenir, le probleme de la representation espagnole au Mouvement Européen soit abordé franchement et completement entre espagnols de diverses provenances"(subrayado mío igualmente).

No es preciso ser un lince para observar que en esas frases se envuelve una estimación de provisionalidad para la actual representación española en el Movimiento Europeo, provisionalidad que, además es poco clara, y que requiere un reglamento más claro y más definitivo. Y esa estimación la hace el Secretario General del Movimiento Europeo.

Yo no dudo de la buena fe de M. Van Schendel y quisiera seguir manteniendo en su persona y en su gestión la confianza que Vd. sabe tuve en el pasado. Pero me permito hacerle una observación. ¿Es que, entre las facultades del Secretario General, está la de declarar provisional una representación integrante del Movimiento? ¿Es que nuestra actitud, sin excluir los últimos momentos, merece del Secretario del Movimiento Europeo que abra la crisis de nuestra sucesión, desde el momento en que declara provisional la representación que ostentamos? Por legítimo que pueda ser el interés —y yo no lo pongo en duda— reflejado en las diez o quince llamadas con cuya relación comienza la carta del 27 pdo, ello no da motivo para abrir una crisis de confianza en la representación ostentada por el Consejo Federal, recogiendo esos elementos en una carta de la cual, en el momento presente, yo no podría asegurar el empleo que pueda hacerse.

Déjeme decirle, amigo Gironella, que me maravilla que usted no piense como yo, y que si piensa como yo, no se haya apresurado a expresarlo, haciendoselo saber al Sr. Van Schendel en primer término, y a nosotros desde luego.

Cordialmente

Antonio

14/5/65

Querido Gironella:

Escribí a usted anteayer. Le pongo estas líneas, sin esperar respuesta, porque he tenido noticia autentica de que algunos madrileños se preparan a visitarnos, lo cual no quiere decir precisamente que lo hagan; pero obliga a estar preparados.

En un Consejo celebrado el mes de Febrero, el mismo en que se propuso la sustitución del Sr. Madariaga por el Sr. Llopis, cubriendo la vacante creada por la dimisión de Don Salvador, acordamos que en el término de quince días usted nos enviaría una minuta de Declaración en la que se desenvilvieran las bases de que: España no forma parte de Europa; Europa no está completa sin España; y es preciso que desaparezcan los obstáculos que se oponen a la integración de España en Europa, adaptando las estructuras politicas, sociales y economicas españolas, a lo que Europa es y representa.

Han transcurrido tres meses sin recibir la propuesta formulada. ¿Es que existe algún motivo para ese retardo? ¿Quién lo ha autorizado en su caso? Yo pienso plantear el tema en la primera reunión. Pero como el señalado con el dedo, en primer término, es usted, prefiero hacerselo saber previamente. Me gustaría que me dijera algo sobre el tema. Entiendo que este deseo mío le parecerá a usted correcto y lógico. Sea bueno y dígame lo que haya.

Muy suyo

Tuyo

Por no echar demasiado peso en la epistola, dejé de hacerme eco en la anterior de algo que quiero decirle a usted, que no se me ha pasado desapercibido. Descuento cuanto pueda haber de recurso literario. Pero se dará usted cuenta de lo racional del discurrir mío. Vd. me dijo á mí y repitió a los demás, que M. Van Schendel estaba dispuesto a escribir la carta a la A.E.C.E., con asentimiento nuestro o sin él, y que contaba ya con el de M. Maurice Faure. M. Van Schendel, en la carta del 27 pdo que usted me envió, dice textualmente: "Il etait aussi qu'il m'etait impósible de prendre sur moi seul, en dehors d'une deliberation du Bureau Executif International, de declarer l'Assotiation Espagnole de Cooperation Européenne membre du Mouvement Europpeen, sans m'assurer qu'aucune difficulté ne surgirait du coté de notre organisation espagnole actuelle, le Conseil Federal Espagnol du Mouvement Européen". Esta es la actitud correcta y yo celebro qué Van Schendel lo haya escrito así. Pero eso no es lo que usted nos anticipó, mi querido amigo.

Otra cosa. Nos ofreció usted enviarnos copia de la carta que la A.E.C.E. escribió al Movimiento Europeo, de la que no tenemos otra noticia que la mera referencia hecha por usted. ¿Quiere usted hacer favor de enviarmela? Gracias anticipadas.

GIRONELLA Henri
118, rue de Bel Air
UCCLE - BRUXELLES 18

Bruselas 26 de mayo de 1965

Querido Don Manuel,

Recibí en su día su apreciada carta del 12 de los corrientes, y a la mañana siguiente --sábado 15, la digamos segunda parte, fechada en Paris el 14 de mayo. Unas horas después salía con mi esposa camino de Paris; el lunes 17 a las 9 de la mañana, tomaba el avion para Roma, donde estuve hasta el sábado 22. El domingo 23 salía para Rotterdam y La Haya para regresar a Bruselas el miércoles 26 de mayo. No le cuento todas estas zarandajas por pedanteria viajera, sino para explicarle que hasta hoy, jueves, día de la Ascensión, no me ha sido posible contestar a sus dos últimas. Le ruego tenga la bondad de creerme y excusarme.

Pasemos al contenido de las cartas de V.

1. Copias de las cartas cruzadas entre la AECE y el Movimiento Europeo.

Como V. dice muy bien he mandado a los Vice-presidentes del Consejo Federal copia de la carta enviada por el Movimiento Europeo al Sr. Gil Robles y no he mandado copia de la carta de la AECE al Mov. Eur. La explicación es que hasta la fecha la copia de esta última no está todavia en mi poder.

Es cierto que en la última reunión, en la calle del Gral. Beuret, a la que asistieron Vd., Parera, un servidor y, con un ligero retraso, el Sr. Maldonado, yo declaré que si era necesario yo podía pedir copia de la carta, o que si se celebraba la reunión prevista con los amigos de Madrid --reunión a la que el Sr. Van Schendel deseaba participar--, yo esperaba que el Secretario general del M.E. no tendría inconveniente en dar a conocer a los miembros del Consejo Federal, el contenido textual de la misma. Puede que mi memoria me falle, pero creo recordar que ninguno de Vds. pidió concretamente que yo reclamara copia de la carta en cuestión.

Por qué pedi en cambio copia de la carta del Mov. Eur. al Sr. Gil Robles y permiso para darla a conocer a los miembros del Consejo Federal? La razón es fácil. La carta de la AECE al Movimiento Europeo podía ser considerada, en cierta manera, como la de un particular. En cambio, la del Mov. Eur al Presidente de la AECE era un documento oficial del Mov. Eur. Es decir que yo me consideraba con derecho y obligación a exigir copia de esta última; recibir copia de la primera dependía de la buena disposición del Sr. Van Schendel. Ello no quiere decir que este último hubiera reusado darme copia de la carta, pero hasta la fecha yo no se la he pedido, porque según mi recuerdo --repito-- ninguno de Vds. había expresado deseo de que yo realizara la gestión. Ello no obsta para que si Vd. u otro miembro del Consejo lo desea, yo haga oficialmente la demanda.

2. Contradicciones aparentes entre mis explicaciones y el texto de la carta del Movimiento Europeo al Sr. Gil Robles.

Vd. me perdonará si le digo que no veo tales contradicciones. Yo les dije a Vds. en el curso de la mencionada reunión, tenida en los locales del PSOE, que el Comité Ejecutivo del Movimiento Europeo no podía reunirse antes de fines del mes de abril, demasiado tarde para dar una respuesta a la AECE antes de la fecha dada como limite. Dije tambien que el Sr. Van Schendel, después de haberme dado lectura de la carta de la AECE en mi calidad de Secretario del Consejo Federal, habia planteado el caso al Sr. Maurice Faure, Presidente del Movimiento Europeo. Que la respuesta del Sr. Faure habia sido sin equivocos. Habiendo participado al Congreso de Munich del Mov. Eur., habiendo sido perse-

guidos por esta participación en el Congreso, y el Movimiento Europeo habiendo enviado a Madrid una delegación de solidaridad, la respuesta del Movimiento Europeo a la demanda de la AECE -- por las circunstancias y las razones invocadas-- no podía ser otra que positiva y favorable. Añadí que el Presidente Faure habia recomendado al Sr. Van Schendel que buscara, de acuerdo con el Consejo Federal Español, una fórmula viable. No creo que haya entre esta información mía, la carta del Movimiento Europeo al Presidente de la AECE y los hechos tal como se han desarrollado, la menor contradicción.

3. Provisionalidad de la representación del Consejo Federal Español en el seno del Movimiento Europeo

Otra vez la pido que perdona mi ingenuidad, pero no llego a ver en la carta del Movimiento Europeo al Sr. Gil Robles ni que se declare provisional la representación del Consejo Federal Español en el seno del Movimiento Europeo, ni que el Secretario General de este último abra la crisis de nuestra sucesión. Si ello es así, que significa la frase citada por Vd. mismo en la segunda carta: "... du côte de notre organisation espagnole actuelle, le Conseil Federal Espagnol du Mouvement Européen".

Lo que está planteado, no por la carta del Movimiento Europeo al Sr. Gil Robles, sino por la realidad objetiva, no es la representación del Consejo Federal en el seno del Movimiento Europeo, sino la representación de los españoles europeistas, de dentro y de fuera, en el seno del Consejo Federal. No creo que ello necesite demostración. Vd. conoce, como todos los miembros del Consejo Federal, los esfuerzos que hemos realizado desde la constitución del Consejo, y las intenciones que nos han guiado, para encontrar una solución justa y honorable a este problema, todo y reconociendo que nuestra buena voluntad no ha encontrado en ciertos medios del interior, la comprensión que merecía. Lo que no me parece justo ni honrado es acusar al Movimiento Europeo de intenciones o de situaciones que nosotros solos, los españoles, hemos creado, o no hemos sido capaces de resolver.

4. Todo lo que precede responde al deseo de aclarar objetivamente textos y situaciones que para mi no presentaban equivoco alguno. Permítame ahora unas pocas consideraciones personales en lo que se refiere a la forma. Debo confesarle que releyendo sus dos cartas no acabo de comprender el tono de las mismas. Hay tanta susceptibilidad y tanta amargura que no acabo de comprender si de quien desconfía Vd. es de los amigos de Madrid, del Sr. Van Schendel y del Movimiento Europeo, o de mi personalmente. Reclamándome de la franqueza que ha presidido durante años y años nuestra amistad y nuestras relaciones, permítame que le resuma el fondo de mi pensamiento.

Detrás de las cartas, de las declaraciones y de las susceptibilidades de unos y otros, hay evidentemente un problema político. El régimen franquista se descompone a ojos vista; la oposición democrática, para demostrar que está en condiciones de hacerse cargo del poder, debería forjar su unidad política y orgánica; desgraciadamente ello no se realiza ni en la politica interior ni en la política internacional y europea (terreno en el que se situa el Consejo Federal Español); muy al contrario, es posible que ciertas personas o ciertos grupos especulen con las dificultades y abriguen intenciones

absorbentes o de monopolio. En el caso concreto del Consejo Federal Español, para no andarnos por las ramas, digamos que es posible que ciertas personas o ciertos grupos resistan (por razones que no es del caso analizar) a unificar el esfuerzo y la representación de todos los españoles europeistas ante los organismos públicos o privados de la acción europea. Incluso que pretendan o sueñen con la eliminación del Consejo Federal y con hacerse reconocer directamente y en exclusividad por el Movimiento Europeo.

En lo que a mi se refiere --si es ésto lo que Vd. desea saber-- sepa que me opondré con todas mis fuerzas a estas intenciones, si es que realmente existieran. Y crea Vd. que mi vida ha estado lo suficientemente zarandeada para saber discernir, en las intenciones de los hombres, lo que hay de trigo y lo que hay de paja. Me opondré a posibles maniobras no por espiritu de tienda o si Vd. quiere de campanario, sino por la idea que me hago de los intereses de la oposición en su conjunto y, porqué no, de los intereses superiores del pueblo español o de los pueblos de España.

Ahora bien, de la misma manera que me opondré a todos las maniobras interesadas, facilitaré todas las medidas y todas las acciones que pretendan o ayuden a superar -- de una manera justa y equitativa-- la división actual de la oposición democrática española. A lo mejor me equivoco, pero estoy convencido que en lo que se refiere a la política internacional y europea de esta oposición, el meridiano pasa por el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo. Nosotros podemos hacer mucho porque, aun que no lo parezca, tenemos en mano las mejores cartas. El problema estriba en saber si las sabremos jugar.

Nuestra táctica es la misma que seguimos cuando el Congreso de Munich: buscar o provocar el diálogo. Una vez en torno a la misma mesa, la única intransigencia posible es la que se refiere al contenido profundamente democrático de la política europea. El objetivo a conseguir, objetivo actualmente al alcance de nuestras manos, a pesar de las contradicciones aparentes, es la creación de la doble naranja o de las dos mitades de la naranja. El mismo objetivo: entrada de una España democrática en la Comunidad europea. Dos estructuras operacionales, paralelas, autónomas, utilizando todas las posibilidades de acción, en el interior y en el exterior, coordinadas al nivel europeo sobre un pié de igualdad y de respeto mútuo.

Psra llegar a ello, nuestras únicas armas son la claridad de objetivos y la sinceridad de intenciones. Si a pesar de ello fracasamos, es la oposición democrática en su conjunto que va a fracasar, en uno de los capítulos fundamentales de su acción. En todo caso, y digo esto pesando cuidadosamente mis palabras, si a pesar de nuestra voluntad, de nuestra sinceridad y de nuestra tenacidad, fracasamos, cosa que me resisto a creer, sepa Vd. que no seré yo el que parta en guerra contra la gente del interior. Y no seré yo tampoco el que lleve nuestro problema ante el Movimiento Europeo, para que sea éste el que falle en definitiva sobre la calidad representativa de unos u otros. Los problemas o las dificultades entre españoles, son los españoles solos los que deben resolverlos. Y peor para ellos si son incapaces. Tengo demasiado orgullo y demasiada confianza en la grandeza de nuestro combate, para declararme vencido antes de la prueba.

Le abraza sinceramente

Spinelli

31/5/65

Amigo Gironella:

Gracias por su carta 26 cts, que recibo hoy.

El último párrafo de la segunda cara y todo el contenido de la tercera, es mural. Lo he leido con gusto.

Vd. ofreció pedir al Sr. Van Schendel copia de la carta de la A.E.C.E. en la reunión habida y ninguno de los presentes recogió en aquel entonces su ofrecimiento. Es cierto. Yo le ruego que la pida y me envíe copia. Mi interés nació después de conocer el texto de la dirigida por el Sr. Van Schendel al Sr. Gil Robles. En cuanto a que "la carta de la A.E.C.E. al Movimiento Europeo podía ser considerada, en cierta manera, como la de un particular", permítame que le conteste con su propio texto: "que el Sr. Van Schendel, después de haberme dado lectura de la carta de la A.E.C.E. en mi calidad de Secretario del Consejo Federal...". Le ruego pida y me envíe copia de la carta en cuestión. Gracias anticipadas.

Muy cordialmente, amigo Gironella, debo referirme a dos frases suyas: "Lo que no me parece justo ni honrado es acusar al Movimiento Europeo de intenciones..."; y "Hay tanta susceptibilidad..." (Los subrayados son míos). Mire amigo mío. Nos conocemos hace ya un rato largo. Yo no he sido susceptible jamás. Creo haber dado buena muestra de ello en mi ya no corta vida. Y he pasado en ella por situaciones que no son ciertamente fáciles. Creo no haber merecido nunca, de nadie, que me haya dicho, respondiendo a motivos por mi expuestos, que no parezca honrado. Vamos a dejarlo. Pero sí que le agradeceré que busque otros calificativos para tratarme. Usted sabe bien que le es facil encontrarlos. Porque no querrá usted que yo le dé vuelta a los argumentos y a los apelativos. Tengamos pues la fiesta en paz, mi amigo. Pero no olvide que fué usted el que nos refirió que había dicho a Van Schendel que en el Consejo Federal lo tenían por partidario de las situaciones atribuidas á los amigos de Madrd, lo que hizo para provocar en él una fuerte reacción en sentido contrario. No pretenda pues, ni literariamente siquiera, que sea susceptible y no parezca honrado el discurrir sobre el tema de modo parejo.

Cordialmente

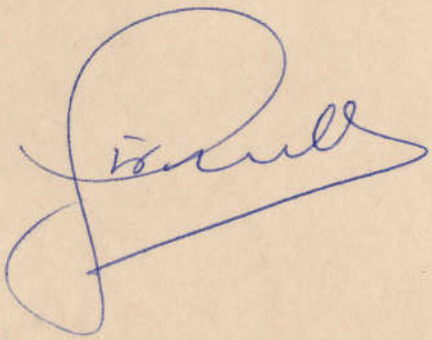
Tuyo

Bruselas, 8 junio 1965

Querido D. Manuel

Como convenimos allí le mando, para su información, copia de las cartas del Sr. Gil Robles y de la AECE al Mov. Europeo

Un abrazo



José Mª Gil Robles

Ginebra, 4 de Marzo de 1965

Sr. D. Robert Van Schendel
Secrétaire Général du Mouvement Européen
Av. Général Merjay

Bruxelles

Mi querido amigo:

Le envio la comunicación de la Asociación Española de Cooperación Europea, pidiendo su incorporación oficial al Movimiento Europeo. Remito también la lista de los miembros que integran la Junta Directiva, por la que verá que la A.E.C.E. es hoy el núcleo de coincidencia de todos los sectores verdaderamente demócratas de España, que estuvieron representados en el Congreso de Munich, de Junio de 1962.

Se ha promulgado en España una nueva Ley de Asociaciones, cuya copia igualmente incluyo. La ley entrará en vigor el 30 deAbril próximo. Le ruego lea la disposición adicional primera y verá que si antes de esa fecha no se ha conseguido la incorporación de la A.E.C.E. al Movimiento Europeo, luego ya no será posible.

Si Vd. cree que, como Presidente de la Asociación, debo entrevistarme con alguna personalidad del Movimiento Europeo, tenga la bondad de avisarme con alguna antelación.

Procuraré comunicar con Vd. por teléfono y, entretanto, le saludo cordialmente.

JMGR:gh

Hôtel Métropole
Genève

Asociación Española
de
Cooperación Europea

Avda. José Antonio, 43, 3.º F
Telef. 247 50 07
Madrid-13

EXCELENTISIMO SEÑOR PRESIDENTE DEL MOVIMIENTO EUROPEO :

La Asociación Española de Cooperación Europea cree llegado el momento de formular de un modo oficial su deseo de incorporarse al Movimiento Europeo.

Antes de hacerlo, ha querido la Asociación adquirir el más amplio carácter nacional, en el sentido de englobar en su seno a los representantes más autorizados de todas las tendencias democráticas de la opinion española, que propugnan los ideales de que es portavoz ante el mundo el Movimiento Europeo. En el seno de la A.E.C.E. -como lo prueba la adjunta relacion nominal de los miembros integrantes de su órgano directivo- conviven y colaboran estrechamente compenetradas las tendencias demócrata-cristiana, social-demócrata y liberal, que en el Congreso de Munich de 1962 levantaron la bandera de la concordia nacional y de la incorporacion de una España democrática a una Europa democraticamente unida.

Creemos llegado el momento de que se reconozca oficialmente nuestra incorporación al Movimiento Europeo, con lo que, entre otras finalidades, se conseguiría la de reforzar el unico movimiento europeista del interior que, vinculado a la democracia de occidente, puede el dia de mañana ser un factór insustituible de paz en España.

En ejecucion del acuerdo adoptado por la Junta Directiva de la A.E.C.E. -siguiendo la orientación marcada en la Junta General de cinco de Julio de mil novecientos sesenta y cuatro- dirigimos la presente comunicación al Movimiento Europeo. que esperamos sea favorablemente acogida.

Madrid veintiocho de Febrero de mil novecientos sesenta y cinco.

El Presidente

El Secretario General

Fernando F. de Miranda

Asociación Española
de
Cooperación Europea

Avda. José Antonio, 43, 3º F
Telf. 247 10 07
Madrid-13

FERNANDO ALVAREZ DE MIRANDA Y TORRES, SECRETARIO GENERAL DE LA ASOCIACION ESPAÑOLA DE COOPERACION EUROPEA, CERTIFICA QUE CONFORME A LO ACORDADO POR LA JUNTA GENERAL DE SOCIOS Y COMO CONSECUENCIA DE LAS FACULTADES ESTATUTARIAS CONCEDIDAS AL PRESIDENTE, LA JUNTA DIRECTIVA DE LA A.E.C.E. ES LA SIGUIENTE:

Presidente .-	D.Jose Maria Gil Robles y Quiñones
Vice - " .-	D. Joaquin Satrustegui Fernandez
" " .-	D.Enrique Tierno Galvan
Bibliotecario -	D.Jose Maria Moutas Meras
Director Estudios -	D. Juan Luis de Simon Tobalina
Tesorero .-	D.Jose Luis Ruis Navarro
Secretario.-	D.Fernando Alvarez de Miranda y Torres
" Adjunto.-	D. Carlos Maria Brú Puron
" " .-	D.Iñigo Cavero Lataillade
Vocales .-	D.German Adanez Horcajuelo
	D. Jose Luis L.Aranguren
	D.Fernando Baeza Martos
	D.Jesus Barros de Lis
	D.Juan Antonio Canovas del Castillo
	D.Francisco Cantera Burgos
	D.Jose Federico de Carvajal Perez
	D.Emilio Casinello
	D.Jaime Garcia de Vinuesa
	D.Juan Carlos Guerra Zunzunegui
	D.Luis Juanes Diaz-Santos
	D.Pedro Lain Entralgo
	D.Jose Antonio Maravall
	D.Julian Marias
	D.Antonio Menchaca Careaga
	D.Jaime Miralles Alvarez
	D.Vicente Pinies
	D.Alfonso Prieto
	D.Jesus Prados Arrarte
	D.Jose Ortega Spottorno
	D.Dionisio Ridruejo Jimenez
	D.Enrique Ruiz Garcia
	D.Juan Antonio Salabert Arnal
	D.Rodolfo Vazquez de Marcos
	D.Jose Vidal Beneyto
	D.Juan Antonio Zulueta Cebrian

Madrid 28 de Febrero de 1965

Vº Bº
EL PRESIDENTE

EL SECRETARIO GENERAL

ASOCIACION ESPANOLA
de
COOPERACION EUROPEA

Av. José Antonio, 43, 3º F
Tel. 247 10 07
MADRID 13

EXCELENTISIMO SENOR PRESIDENTE DEL MOVIMIENTO EUROPEO:

La Asociación Española de Cooperación Europea cree llegado el momento de formular de un modo oficial su deseo de incorporarse al Movimiento Europeo.

Antes de hacerlo, ha querido la Asociación adquirir el más amplio carácter nacional, en el sentido de englobar en su seno a los representantes más autorizados de todas las tendencias democráticas de la opinión española, que propugnan los ideales de que es portavoz ante el mundo el Movimiento Europeo. En el seno de la A.E.C.E. -como lo prueba la adjunta relación nominal de los miembros integrantes de su órgano directivo- conviven y colaboran estrechamente compenetradas las tendencias demócrata-cristiana, social-demócrata y liberal, que en el Congreso de Munich de 1962 levantaron la bandera de la concordia nacional y de la incorporación de una España democrática a una Europa democráticamente unida.

Creemos llegado el momento de que se reconozca oficialmente nuestra incorporación al Movimiento Europeo, con lo que, entre otras finalidades, se conseguiría la de reforzar el único movimiento europeísta del interior que, vinculado a la democracia de occidente, puede el día de mañana ser un factor insustituible de paz en España.

En ejecución del acuerdo adoptado por la Junta Directiva de la A.E.C.E. -siguiendo la orientación marcada en la Junta General de cinco de Julio de milnovecientos sesenta y cuatro- dirigimos la presente comunicación al Movimiento Europeo, que esperamos sea favorablemente acogida.

Madrid veintiocho de Febrero de mil novecientos sesenta y cinco.

El Presidente
FIRMADO Y RUBRICADO

José M. Gil Robles

El Secretario General
FIRMADO Y RUBRICADO

Fernando D. de Miranda

ASOCIACION ESPANOLA
de
COOPERACION EUROPEA

Av. José Antonio, 43 - 3° F
Tel.: 247 10 07
MADRID 13

FERNANDO ALVAREZ DE MIRANDA Y TORRES, SECRETARIO GENERAL DE LA ASOCIACION ESPANOLA DE COOPERACION EUROPEA, CERTIFICA QUE CONFORME A LO ACORDADO POR LA JUNTA GENERAL DE SOCIOS Y COMO CONSECUENCIA DE LAS FACULTADES ESTATUTARIAS CONCEDIDAS AL PRESIDENTE, LA JUNTA DIRECTIVA DE LA A.E.C.E. ES LA SIGUIENTE:

Presidente.-	D. José María Gil Robles y Quiñones
Vice " .-	D. Joaquín Satrústegui Fernandez
" " .-	D. Enrique Tierno Galvan
Bibliotecario.-	D. José María Moutas Meras
Director Estudios-	D. Juan Luis de Simón Tobalina
Tesorero.-	D. José Luis Ruis Navarro
Secretario.-	D. Fernando Alvarez de Miranda y Torres
" Adjunto.-	D. Carlos María Brú Puron
" " .-	D. Iñigo Cavero Lataillade
Vocales.-	D. German Adanez Horcajuelo
	D. José Luis L. Aranguren
	D. Fernando Baeza Martos
	D. Jesús Barros de Lis
	D. Juan Antonio Canovas del Castillo
	D. Francisco Cantera Burgos
	D. José Federico de Carvajal Perez
	D. Emilio Casinello
	D. Jaime García de Vinuesa
	D. Juan Carlos Guerra Zunzunegui
	D. Luis Guanes Díaz-Santos
	D. Pedro Lain Entralgo
	D. José Antonio Maravall
	D. Julian Marías
	D. Antonio Menchaca Careaga
	D. Jaime Miralles Alvarez
	D. Vicente Pinies
	D. Alfonso Prieto
	D. Jesús Prados Arrarte
	D. José Ortega Spottorno
	D. Dionisio Ridruejo Jimenez
	D. Enrique Ruiz García
	D. Juan Antonio Salabert Arnal
	D. Rodolfo Vazquez de Marcos
	D. José Vidal Beneyto
	D. Juan Antonio Zulueta Cebrián

Madrid 28 de Febrero de 1965
V° B°
EL PRESIDENTE
José Ma. Gil Robles

EL SECRETARIO GENERAL
Fernando A. de Miranda

José Ma. Gil Robles

Ginebra, 4 de Marzo de 1965

Sr. D. Robert Van Schendel
Sécretaire Général du Mouvement Européen
Av. Général Merjay
BRUXELLES

Mi querido amigo:

Le envío la comunicación de la Asociación Española de Copperación Europea, pidiendo su incorporación oficial al Movimiento Europeo. Remito también la lista de los miembros que integran la Junta Directiva, por la que verá que la A.E.C.E. es hoy el núcleo de coincidencia de todos los sectores verdaderamente demócratas de España, que estuvieron representados en el Congreso de Munich, de Junio de 1962.

Se ha promulgado en España una nueva Ley de Asociaciones, cuya copia igualmente incluyo. La ley entrará en vigor el 30 de Abril próximo. Le ruego lea la disposición adicional primera y verá que si antes de esa fecha no se ha conseguido la incorporación de la A.E.C.E. al Movimiento Europeo, luego ya no será posible.

Si Vd. cree que, como Presidente de la Asociación debo entrevistarme con alguna personalidad del Movimiento Europeo, tenga la bondad de avisarme con alguna antelación.

Procuraré comunicar con Vd. por teléfono y, entretanto, le saludo cordialmente

FIRMADO Y RUBRICADO: Ilegible

JMGR: gh

Hotel Métropole
GENEVE

Secretario

El 22 ct a las cinco de la tarde se reunió aquí en París el Comité Federal con asistencia de Vidal Schmidt, Secretario General del Movimiento Europeo, que vino a suscribirse ante el Comité Federal, dispuesto á responder a cuanto los miembros quieran preguntarle.

Seguidamente, se halla reunido con Retinger para tratar de acuerdo en la forma y modalidades de su designación para el cargo de miembro permanente del Bureau Central del M. E.

El mismo día, Pivowella tiene otra reunión de Declaración, que tiene de base para preparar el nuevo Munich, que debería tener lugar con asistencia de ministros en Cannes la Asamblea General del M. E.

Todo esto lo he comunicado a Gonzalo y a Agenta (Solidaridad). A Gonzalo le envié copias como les adjuntas. Creo que no sería mala oportunidad para que Vd. Regrese si desea ver y conocer a gentes

10/5/55

14/6/65

Consejo Federal. Problemas actuales.

Dimitió el Presidente, Sr. Madariaga, por motivos de salud, desgraciadamente bien efectivos. Se reunió el Consejo el 20/2/65, acordandose que siguiera vacante el puesto de Presidente, en señal de respeto a Don Salvador, pero que fuera cubierto inmediatamente el puesto de miembro permanente del Bureau Central del Movimiento Europeo. Hubo dos propuestas, una para que fuese en favor de alguien del interior —el dibujado era el Sr. Gil Robles, aunque su nombre no fué mencionado— y otra la de que se cubriera el puesto, corriendose la escala, con el primer vicepresidente, Sr. Llopis. Triunfó esta última, que fué oficialmente comunicada al Movimiento Europeo. Yo la hice saber al Sr. Gimenez Fernandez, que no ha acusado recibo de mi carta.

En el mismo Consejo se acordó aprovechar la celebración de la Asamblea General ~~anual~~ del Movimiento Europeo, anunciada para Septiembre en Cannes, para repetir lo hecho en Munich. A tal fin se dispuso que el Secretario General del Consejo Federal, Sr. Gironella, presentara, en el plazo de quince días, un boceto de Declaración del Consejo, desenvolviendo como tesis fundamentales: 1.- Que España es Europa, 2.- Que Europa no está completa sin España, y 3.- Que para que España ingrese en Europa deben desaparecer los obstaculos que se le oponen: el régimen franquista, implantandose la democracia. La minuta no ha sido aun repartida a los miembros del Consejo.

Entre tanto, el Sr. Gil Robles, Presidente de la Asociación Española, se dirigió al Movimiento Europeo pidiendole que éste declare que aquella Asociación integra dicho Movimiento. Tomaba base para la iniciativa de la Ley de Asociaciones, pidiendo que la Declaración del Movimiento llegara a ellos antes de que el 30 de Abril entrara en vugor dicha Ley de Asociaciones. El Consejo Federal conoció la carta de la A.E.C.E. porque el Secretario del Movimiento, Sr. Van Schendel, se lo comunicó al Secretario del Consejo, Sr. Gironella.

A la reacción molesta del Consejo Federal, de haberse dirigido la A.E.C.E. al Movimiento sin contar con el Consejo y sin darle siquiera noticia, respondió aquella asociación anunciando su visita a Paris, dando fecha concreta, que transcurrió sin que tal visita fuera efectuada.

Una semana antes del plazo fijado por la A.E.C.E., el Secretario del Consejo, Sr. Gironella, comunicó a los miembros directivos del mismo, que el Sr. Van Schendel estaba dispuesto a dar entrada oficial en el Movimiento a la A.E.C.E. con asentimiento del Consejo Federal o sin él y que para ello estaba de acuerdo con el Presidente del Movimiento, M. Maurice Faure. El Sr. Gironella nos pedía la conformidad del Consejo Federal, para evitar que el Movimiento apareciera aceptando aquella medida sin contar con el Consejo, lo cual significaba un grave desaire y una tácita desautorización. Puestos junto a la pared, los directivos consultados accedieron facilitar la comunicación, con una salvedad sustancial. El Consejo autorizaba al Movimiento para que diera ingreso en el mismo a todas las Asociaciones europeistas del interior de España que lo solicitaran, sin hacer mención de la A.E.C.E. ni de su petición formulada.

Así se hizo y el Movimiento Europeo, basandose en la conformidad del Consejo Federal, ha dado a la A.E.C.E. la declaración que pedía.

Los temas relacionados han dado motivo a correspondencia, que conviene leer, para tener una idea, siquiera aproximada, de la cuestión:
4/3/65.- Carta del Sr. Gil Robles al Sr. Van Schendel haciendo la petición de ingreso en el Movimiento para la A.E.C.E., acompañada del acuerdo de la Asociación y relación de socios de la misma.
10/3/65.- Comunicación del Secretario General del Consejo Federal al Movimiento europeo proponiendo cubrir la vacante del Sr. Madariaga en el Movimiento por el Sr. Llopis.
18/3/65.- Carta del Secretario General del Consejo Federal a los directivos del mismo.
20/4/65.- Carta del Sr. Irujo al Sr. Maldonado relacionando los problemas pendientes.
21/4/65.- Propuesta (aparece sin fecha) del Sr. Gironella para solucionar el asunto de la propuesta de la A.E.C.E.
26/4/65.- Carta del Sr. Irujo al Sr. Sans.
8/5/65.- Carta del Sr. Sans al Sr. Irujo.
8/5/65.- Carta del Sr. Sans al Sr. Llopis.

27/4/65.- Carta del Sr. Van Schendel al Sr. Gil Robles.
12/5/65.- Carta del Sr. Irujo al Sr. Gironella.
14/5/65.- Otra carta entre ambos.
26/5/65.- Carta del Sr. Gironella al Sr. Irujo.
31/5/65.- Carta del Sr. Irujo al Sr. Gironella.

El 22/cts está convocado el Consejo para tratar de todos los temas debatidos. En dicha sesión dará lectura é Sr. Gironella de su propuesta de Declaración del Consejo, que abra el camino al nuevo Munich. A la misma precederá una entrevista entre los Sres Van Schendel y Llopis para quedar de acuerdo en cuanto a la designación del segundo como representante español en el Consejo Central del Movimiento. A la sesión del Consejo asistirá el Secretario General del Movimiento, Sr. Van Schendel, para sincerarse de su actitud y dar las explicaciones que se le pidan.

De toda la documentación precedente he facilitado copia al Presidente, que se propone tener enteradoos a los hombres representativos que viven en Bayona.

El Consejo que ha de celebrarse el 22 cts es importante. Convendría la asistencia de todos los representantes, de manera concreta, los Sres Nardiz y Rezola, para quienes son puestas estas notas. Doy por supuesto de que conocen las cartas relacionadas.

***

Detalles de última hora: La Asamblea del Movimiento Europeo se traslada de Septiembre a Enero, para dar lugar a que se celebren diversas elecciones pendientes. La reunión del día 22 será a las tres de la tarde para el Consejo, y a las cinco de la tarde para el Consejo reunido con el Sr. Vas Schendel.

***

CONSEJO FEDERAL ESPANOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO
Secretaria General
GIRONELLA - 118 ave. Bel Air - BRUXELLES 18.

15 junio 1965.

C O N V O C A T O R I A

Querido amigo,

EL CONSEJO FEDERAL ESPANOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO se reunira el proximo martes 22 de junio de 1965, a las 17 horas, en la sala de reniones del P.S.O.E. - 31 rue du Général Beuret - PARIS, bajo el siguiente

O R D E N D E L D I A

1.- Informaciones sobre la evolucion de la situacion espanola.
2.- El problema de las relaciones organicas entre el Movimiento Europeo y el Consejo Federal, con la Associacion Espanola de Cooperacion Europea (A.E.C.E.) de Madrid.
3.- Actividades futuras
4.- Asuntos varios

A la demanda del Consejo Federal, el Sr. Robert VAN SCHENDEL, Secretario General del Movimiento Europeo, asistira a la reunion en calidad de invitado.

Bayona, 16 Junio 1965

M.Manuel de Irujo
48 rue Singer - PARIS,16

Querido Manuel

Ayer estuvo a verme Joseba Rezola y juntos consideramos el contenido de las tuyas en relacion a la reunion del Consejo Federal,donde estara presente el Secretario del M.E. y que tendra lugar el 22/actual.

No decidimos sobre si iriamos o no.Joseba tiene otra reunion en Bruxeles el dia 28 y ello no va sin sugerirle los gastos que le originaria tener que esperar en Paris hasta esa fecha,o el repetir viaje caso de regresarse de Paris.

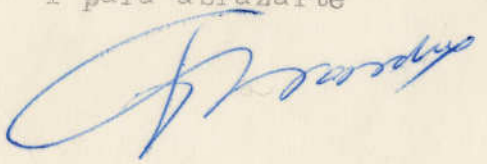
Por otra parte,la presencia de Van Scaendel,una vez resuelto el caso de la representacion en el M.E. en Favor de Llopis,no veo pueda prestarse a otra reaccion que la del asentimiento a las explicaciones que quiera darnos,y esto tampoco aconseja ni justifica el desplazamiento.

Donde yo aprecio un interes es en la posibilidad de aprovechar la reunion y la presencia en ella del Secretario del M.E. para significar que el C;F;E; tenia un proyeccion en el Interior(en nuestro Pais concretamente) que en modo alguno puede pretender representar el Sr.Gil Robles o el AFCE que regenta.

Por apreciarlo asi,y dado que presto a la cuestion una gran importancia por las derivaciones politicas que pueda tener la pretendida representacion peninsular,he insinuado a Rezola la posibilidad de que yo subiera a Paris,donde,quiza,presumo se aproveche la ocasion para tratar algo en relacion a la Union de Fuerzas Democraticas,de cuyas deliberaciones llevo tanto tiempo ausente.

Hoy,despues de la reflexion a la que he sometido tal eventualidad,he decidido ir por ahi el lunes proximo para a cudir a la reunio prevista

Y para abrazarte



Tomado del "PRIVATE BULLETIN - THE SPANISH ECONOMIC NEWS SERVICE - Edition Francaise - Vol. XX, nº 1 - 8 juin 1965

Pag. 11.- "SUISSE: La totalité de la presse espagnole a signalé que M. Julio Muñoz, considéré responsable des difficultés de deux banques suisses et d'une banque romaine avait été emprisonné par les autorités suisses. En même temps, le Président de la Commission Bancaire suisse, M. Max Hommel, a été relevé de ses fonctions, ce qui donne una idée de la profonde impression que le scandale bancaire a fait sur un pays notoirement jaloux et fier de son integrité financiére. Le cas n'a guere favorisé auprés des suisses, M. Muñoz ou son collaborateur, le politicien espagnol Gil Robles. Le groupe Muñoz comprende à part les banques suisses et romaine, la Sociedad de Banco Andorrana, la Banque Sociale de Luxembourg, la Banque Liban-Suisse, le Holding Bancaire et financier Européen, Cotram Inc. Canada et Duquessa SA/Luxembourg. Le complexe entier a son centre à Généve sous le nom de Safintex."

Pag. 15.- "Droit et Administration.- Il est plutôt de noter què le correspondant, habituellement bien informé du "Figaro" consacré una attention peu habituelle à l'appel démocratique de Gil Robles, qui semble plutôt mélé à l'affaire suisse de Julio Muñoz."

JOSEP SANS

Bruselas, 20 de junio de 1965

Mi querido D. Manuel,

He estado de viaje toda la última semana. Al llegar a casa encuentro sus dos cartas, una del 11 y otra del 16, las dos refiriéndose a la reunión convocada para que se reúna el Consejo federal español del Movimiento Europeo, el próximo martes, dia 22. También he encontrado la convocatoria oficial enviada por el amigo Gironella.

Lo lamento mucho, pero no me será posible asistir a esta reunión. Tengo para el mismo dia 22 una importante reunión en mi despacho para asuntos urgentes de América latina y me es absolutamente imposible dejar de participar en ella.

No creo que mi presencia altere el resultado de la reunión Mi mujer me había telefoneado a Estrasburgo para indicarme que se había recibido su carta y que había reunión el 22 en París. Yo ví, entonces, y hablé muy largamente con Van Schendel (quien me indicó no estar al corriente de esta reunión, pero que él se encontraría el lunes 21 en Paris y que, por consiguiente, si había esta reunión asistiría gustoso a ella). Le expuse mi punto de vista, que ya conocía de otras veces en lo que se refiere, tanto a la AECE de Madrid, como a la representación española en el Buró Ejecutivo Internacional del Movimiento Europeo.

En lo que se refiere a Madrid, mi posición no ha cambiado: Hacer todo lo que sea necesario para ayudarles, SIEMPRE que de manera formal, clara y concreta, la Asociación se considere, y conste en un documento aunque sea éste secreto, miembro integrante del Consejo Federal y, como tal, sujeto a todos los derechos y a todos los deberes.

En lo segundo, y así se lo dije a Llopis en una reciente carta soy de opinión que tenemos que dejar pasar tiempo. Si no quiso hacerse normalmente cuando le correspondía, hay que dejar el nombramiento para la reunión del próximo Consejo Internacional puesto que no vale la pena nombrar alguien para que pueda asistir solamente a dos reuniones del Ejecutivo.

Por otra parte creo que se impone una nueva orientación del Consejo Federal consistente en estar presente con más persistencia en todo lo que ocurra. Y si eso no se quiere o no se puede hacer... no vale la pena de continuar reuniéndonos.

Un abrazo, y seguramente hasta pronto.

13 de noviembre de 1965

Sr. D. Manuel IRUJO
P a r i s

(a texto)

Querido Irujo : Por fin sé la copia que le interesa y que le adjunto. A esa carta, que nos llegó la víspera de la fecha tope que nos daba Jesùs para contestar, le envíamos un telegrama diciéndole que no tomase decisiones en tanto no recibiera noticias nuestras. Después vino Cannes.

En relación a lo que Gironella me dió procedente de José María, fíjese que en mi nota de remisión no digo que José María lo presenta al Consejo Federal, sino a la A.E.C.E. y que caso de que ésta lo aprobase, lo presentaríamos al Consejo Federal.

La impresión de Gironella es que no pasaría pues està la A.E.C.E. en plena crisis. Y yo añado que esa crisis responde no tanto por las relaciones con el exterior como por querer "ejecutar" a su Presidente por otras cuestiones.

Hasta pronto. Un abrazo,

Rodolfo LLOPIS

Para Euzkadi 1966

HENRI GIRONELLA

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

CENTRE EUROPÉEN DE L'ENTREPRISE PUBLIQUE

Feliz año Nuevo

18/24, RUE DES COLONIES

BRUXELLES

TÉL. 13.32.60

Le adjunto copia de la carta de Salvador a los amigos de Pamplona. También copia del proyecto de Consejo Coordinador de la AECE y del proyecto modificado que sometió a la consideración del Consejo Federal. Lealo atentamente y prepare modificaciones posibles. Un abrazo [illegible]

4/11/65

Amigo Llopis:

A la suya circular de 2 cts.

Estoy en pleno acuerdo con sus términos. Para facilitar el conocimiento del tema a los miembros del Consejo Vasco por la Federación Europea que preside Nardiz y al que yo represento como Vicepresidente en el Consejo Federal, les he enviado la nota cuya copia le incluyo, la que así mismo conocen los Sres Maldonado, Sauret y Sans, que me manifestaron su conformidad en los términos de su expresión.

Muy suyo

Don Jose Maria Gil Robles ha propuesto al Consejo Federal Español del Movimiento Europeo la adopción del acuerdo siguiente:

1.- Se acuerda la constitución de un Consejo Coordinador del Europeismo Español.

2.- Será su función principal coordenar las actividades españolas en el seno del Movimiento Europeo.

3.- Para la mayor efectividad de esa coordinación, el Consejo designará los representantes españoles en los organismos europeistas, tomando esos representantes de cada una de las entidades integrantes del Consejo, con criterio de absoluta paridad y, cuando esto no fuera materialmente posible, estableciendo las debidas compensaciones.

4.- Las entidades representadas en el Consejo conservarán la más completa independencia en orden a sus actividades especificas, dejando siempre a salvo las materias que son objeto de coordinación.

5.- El Consejo Coordinador estará integrado por seis miembros, tres de ellos nombrados por la Asociación Española de Cooperación Europea y otros tres por el Consejo Federal Español. El Consejo se reunirá en las fechas que él mismo señale o cuando sea convocado por el Presidente.

6.- En cada sesión que celebre, el Consejo nombrará un Presidente y un Secretario, que estará en funciones hasta la reunión siguiente. Ambos serán reelegibles.

7.- Los acuerdos que cualquiera de las entidades representadas en el Consejo considere de importancia fundamental serán adoptados por unanimidad.

Los miembros del Consejo ausentes podrán delegar su representación y voto en cualquiera de los presentes.

***

Observaciones a la propuesta:

El Consejo Federal es, ya de por sí, el Consejo Coordinador de la propuesta. Está integrado por los Consejos socialista, liberal, democrata cristiano, monarquico, catalán, gallego y vasco. Ha probado en sus 18 años de vida el acierto de su constitución. No se ve motivo alguno para sustituirlo por otro consejo coordinador.

Es en el exterior donde tiene existencia legal el Consejo Federal. El que ahora se propone, tal como viene formulada la propuesta, también tendría su existencia legal en el exterior porque ni los exilados pueden ni quieren ir a lá España franquista, ni ésta consentiría la actuación de los grupos exilados en su territorio. No se ve ventaja alguna en la constitución de un nuevo organismo en el exterior con la misma misión que la desempeñada por el que existe

Se propone un organismo de seis miembros designados, tres por el Consejo Federal y otros tres por la AECE. El Consejo Federal ostenta la representación de los grupos que lo integran, tanto en el exterior como en el interior. La AECE no es mas que una de las varias asociaciones que en el interior se preocupan de los problemas europeistas. No se ve motivo alguno por el cual la AECE pueda arrogarse la representación de aquellos grupos europeistas, mientras no conste de manera expresa que tal representación le ha sido otorgada.

El voto reconocido en el proyecto no puede ser otorgado a la AECE, que no consta represente mas que a las personas que lo integran, por muy dignas de respeto que estas sean.

En el orden internacional, menos que en otro alguno, puede ser otorgada una representación sin que exista base doctrinal de acuerdo previo para el ejercicio correcto del cargo deferido. Esta base doctrinal ha sido eludida de manera expresa al afirmar que "las entidades representadas en el Consejo conservarán la más completa independencia en orden a sus actividades especificas". Las designaciones hechas en estas condiciones --aun admitida la buena fe

de todos-- equivaldrían a la entrega de credenciales firmadas en blanco, con las cuales y en ejercicio de la independencia reservada a los otorgantes en el aludido artículo cuarto, podríamos aparecer suscribiendo actitudes que signifiquen tesis distintas, contradictorias u opuestas a las básicas y constituyentes del Consejo Federal, que llevamos manteniendo 18 años.

La fórmula de renovación del Consejo propuesta en el artículo sexto no es recomendable, pues deja confiado su cumplimiento a la buena fe --al arbitrio-- del designado que se halle en funciones en cada momento.

En el estado actual, a nuestro parecer, la ARCE tiene la opción entre dos soluciones: Una, la de intentar constituir ese Consejo Coordinador del Europeísmo Español en el interior, para hallarse en condiciones de plantear el problema al Consejo Federal; otra, la de proponer su ingreso en el Consejo Federal, con el fin de participar, como todos los restantes grupos integrantes del mismo, en sus deliberaciones y actividades, en los términos de funcionamiento que puedan concertarse. Lo que no podemos es otorgarle la exclusiva de la representación de todo el movimiento federalista del interior, ni poner en riesgo la autoridad representativa del Consejo Federal, adquirida en el transcurso de años que representan una generación humana.

París 31/10/65

Consejo Federal Español
d e l
Movimiento Europeo

2 de noviembre 1965

Estimado amigo : El 30 de octubre recibí el documento adjunto, que me envió nuestro Secretario Enrique Gironella. Como Gironella salía de viaje e ignoro si ha distribuído dicho documento, por si acaso no lo ha podido hacer, lo hago yo.

Según Gironella, se trata de una propuesta que Gil presentará a la A.E.C.E. -quizà lo haya hecho ya a estas horas- y si fuese aprobada, en el transcurso de noviembre vendría una delegación de Madrid a discutir con nuestro Consejo Federal.

Ante esa eventualidad conviene que todos los miembros del C.F. Español conozcan el texto y lo estudien para discutirlo nosotros previamente a la posible reunión conjunta.

Muy cordialmente le saluda,

Rodolfo LLOPIS,

Vicepresidente.

Muchas gracias por el folleto. Ya le enviaré la copia de la carta de Barros.
Un abrazo
R.

Sr. D. Manuel de Irujo
50, rue Singer
P a r i s (XVIe)

Observaciones a la propuesta Gil Robles al Consejo Federal

El Consejo Federal es, ya de por sí, el Consejo Coordinador de la propuesta. Está integrado por los Consejos socialista, liberal, democrata cristiano, monarquico, catalán, gallego y vasco. Ha probado en sus 18 años de vida el acierto de su constitución. No se ve motivo alguno para sustituirlo por otro consejo coordinador.

El Consejo Federal tiene existencia legal en el Exterior. El que ahora se propone no podría tener existencia legal en el Interior, porque ni los exilados quieren ni pueden ir allí, ni el régimen imperante consentiría la actuación de los grupos exilados en su territorio. El nuevo organismo propuesto habría de tener su existencia legal en el Exterior, como el actual. ?Qué ventaja hay en ello?

Se propone un Consejo de seis miembros designados, tres por el Consejo Federal y otros tres por la AECE. El Consejo Federal tiene la representación de los grupos que lo integran, tanto en el exterior como en el interior. La AECE no es mas que una de las varias asociaciones que en el interior se preocupan de los problemas europeistas. No se ve motivo alguno por el cual la AECE se arrogue la representación de aquellos grupos europeistas, mientras no conste que tal representación le ha sido otorgada.

El veto reconocido en el proyecto a la AECE, que no consta represente mas que a las personas que lo integran, es de todo punto improcedente.

En el estado actual, la AECE tiene la opción entre dos soluciones: Una, la de intentar constituir ese "Consejo Coordinador del Europeismo Español" en el Interior, para estar en condiciones de plantear el problema al Consejo Federal; otra, la de proponer su ingreso en el Consejo Federal, con el fin de participar, como todos los restantes grupos integrantes del mismo, en sus deliberaciones y actividades, en los términos de funcionamiento que puedan concertarse. Lo que no podemos es otorgarle la exclusiva de la representación de todo el movimiento federalista del Interior, ni poner en riesgo la autoridad representativa del Consejo Federal, adquirida en el transcurso de años que representan una generación humana.

Paris 30/10/65

CONSEJO COORDINADOR DEL EUROPEISMO ESPAÑOL

Artículo 1º/ - Se acuerda la constitución de un Consejo Coordinador del Europeismo Español.

Artículo 2º/ - Serà su función principal coordinar las actividades españolas en el seno del Movimiento Europeo.

Artículo 3º/ - Para la mayor efectividad de esa coordinación el Consejo designarà los representantes españoles en los organismos europeistas, tomando esos representantes de cada una de las entidades integrantes del Consejo con criterio de absoluta paridad y, cuando esto no fuera materialmente posible, estableciendo las debidas compensaciones.

Artículo 4º/ - Las entidades representadas en el Consejo conservaràn la màs completa independencia en orden a sus actividades específicas, dejando siempre a salvo las materias que son objeto de coordinación.

Artículo 5º/ - El Consejo Coordinador estarà integrado por seis miembros, tres de ellos nombrados por la Asociación Española de Cooperación Europea y otros tres por el Consejo Federal Español. El Consejo se reunirà en las fechas que él mismo señale o cuando sea convocado por el Presidente.

Artículo 6º/ - En cada sesión que celebre, el Consejo nombrarà un Presidente y un Secretario, que estaràn en funciones hasta la reunión siguiente. Ambos seràn reelegibles.

Artículo 7°/ - Los acuerdos que cualquiera de las entidades representadas en el Consejo consideren de importancia fundamental serán adoptados por unanimidad.

Los miembros del Consejo ausentes, podrán delegar su representación y voto en cualquiera de los presentes.

P R O Y E C T O D E

C O N S E J O E S P A Ñ O L C O O R D I N A D O R

P A R A E L M O V I M I E N T O E U R O P E O

Proyecto propuesto por la ASOCIACION ESPAÑOLA DE COOPERACION EUROPEA, de Madrid

Proyecto modificado ~~y completado por el CONSEJO FEDERAL ESPAÑOL DEL MOVIMIENTO EUROPEO~~ por el P. Groucho

P R E A M B U L E

Dado que desde hace 16 años el Consejo Federal Español viene ostentando ininterrumpidamente la representación de España en el Comité Internacional del Movimiento Europeo, y dado que la A.E.C.E. está incorporada a este Movimiento, es indispensable que se establezca un sistema que asegure a la A.E.C.E. una parte de dicha representación española.

Para ello la A.E.C.E. propone las siguientes bases para el funcionamiento de un CONSEJO ESPAÑOL COORDINADOR PARA EL MOVIMIENTO EUROPEO.

ARTICULO PRIMERO

Se constituye un Consejo cuya función será la de coordinar las actividades españolas dentro del Movimiento Europeo.

Se constituye un Consejo cuya función será la de coordinar, dentro del Movimiento Europeo, las actividades europeístas de las organizaciones democráticas españolas reconocidas oficialmente por el Movimiento Europeo.

Las bases ideológicas del CONSEJO ESPAÑOL COORDINADOR son, en el terreno europeista, el programa y las resoluciones de los diferentes Congresos del Movimiento Europeo y, en el terreno español, la llamada Declaración de Munich de 1963.

ARTICULO SEGUNDO

Para mayor efectividad en esa coordinación el Consejo designará los representantes españoles en los órganos del Movimiento Europeo, tomando esos representantes de cada una de las entidades integrantes del Consejo, con criterio de absoluta paridad, y cuando esto no fuera materialmente posible, estableciendo las debidas compensaciones.

Para mayor efectividad en esa coordinación el Consejo designará los representantes españoles en los órganos del Movimiento Europeo, tomando esos representantes de cada una de las entidades integrantes del Consejo con criterio de absoluta paridad entre el conjunto del interior y el conjunto del exterior, y cuando esto no fuera materialmente posible, estableciendo las debidas compensaciones.

ARTICULO TERCERO

Salvo lo acordado anteriormente, las Entidades representadas en el Consejo conservarán la más completa independencia en orden a sus actividades especificas.

ARTICULO CUARTO

El Consejo estará integrado por seis miembros, tres de ellos nombrados por la Asociación Española de Cooperación Europea y otros tres por el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo. El Consejo se reunirá en las fechas que el mismo señale o cuando sea convocado por el Presidente.

El Consejo estará integrado por diez miembros, cinco de ellos nombrados por las organizaciones europeistas del interior y otras cinco por el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo. De los cinco miembros designados por el interior, tres serán nombrados por la Asociación Española de Cooperación Europea, y los otros dos por otras organizaciones europeistas existentes en el pais y reconocidas por el Movimiento Europeo. El Consejo se reunirá en las fechas que el mismo señale o cuando sea convocado por el Presidente.

ARTICULO QUINTO

En cada sesión que celebre, el Consejo nombrará un Presidente y un Secretario, que estarán en funciones hasta la reunión siguiente.

ARTICULO SEXTO

Los acuerdos que cualquiera de las Entidades representadas en el Consejo consideren de importancia fundamental será adoptado por unanimidad.

Los miembros del Consejo ausentes podrán delegar su representación y voto en cualquiera de los presentes.

CONSEJO COORDINADOR DEL EUROPEISMO ESPAÑOL

Articulo 1° - Se acuerda la constitución de un Consejo Coordinador del Europeismo Español.

Articulo 2° - Será su función principal coordinar las actividades españoles en el seno del Movimiento Europeo.

Articulo 3° - Para la mayor efectividad de esa coordinacion el Consejo designará los representantes españoles en los organismos europeistas, tomando esos representantesde cada una de las entidades integrantes del Consejo con criterio de absoluta paridad y, cuando esto no fuera materialmente posible, estableciendo las debidas compensaciones.

Articulo 4° - Las entidades representadas en el Consejo conservarán la más completa independencia en orden a sus actividades especificas, dejando siempre a salvo las materias que son objeto de coordinación.

Articulo 5° - El Consejo Coordinador estará integrado po seis miembros, tres de ellos nombrados por la Asociación Española de Coopoeración Europea y otros tres por el Consejo Federal Espanol. El Consejo se reunirá en las fechas que él mismo señale o cuando sea convocado por el Presidente.

Articulo 6° - En cada sesi on que celebre, el Consejo nombrará un Presidente y un Secretario, qu estarán en funciones hasta la reunión siguiente. Ambos serán reelegibles.

Articulo 7° - Los acuerdo que cualquiera de las entidades representadas en el Consejo consideren de importancia fundamental serán adoptados por unanimidad.

Los miembros del Consejo ausentes, podrán delegar su representación y voto en cualquiera de los presentes.

MOUVEMENT EUROPEEN

ASSOCIATION INTERNATIONALE

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

KONRAD ADENAUER, SIR WINSTON CHURCHILL, COMTE COUDENHOVE-KALERGI, ROBERT SCHUMAN, PAUL-HENRI SPAAK

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL — 57B, AV. D'AUDERGHEM. BRUXELLES 4

INFORMATIONS

N° 20
Mars 1965
Section III

Section III. Informations diverses.

ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES ADHERANT AU MOUVEMENT EUROPEEN.

Conseil allemand, Stockenstrasse,1-5, BONN 53, tél. 38593.
Président : Hans FURLER, Bundeshaus, BONN.
Secrétaire général : Karlheinz KOPPE, Stockenstrasse,1-5, BONN, tél. 38593.

Conseil autrichien, Minoritenplatz,3, WIEN, tél. 65.56.31, postes 560 à 569.
Président : Edward LUDWIG, Minoritenplats, 3, WIEN.
Secrétaire général : Mlle Erika PRUSCHA, Minoritenplatz, 3, WIEN.

Conseil belge, 57a, boulevard Botanique, BRUXELLES, tél. 18.33.64.
Président : Etienne de la VALLEE POUSSIN, 64 rue de la Limite, BRUXELLES,tél.17.24.85
Secrétaire général : Theo BOGAERTS, 57a bd Botanique, BRUXELLES, tél. 18.33.64.

Conseil britannique, Parliament Street, 38-39, LONDON S.W. 1, tél. WHI 2842-3.
Président:Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS,Chesham House,Chesham Place, LONDON S.W. 1.
Directeur général : Dennis WALVIN JONES, Parliament Street, 38-39, LONDON S.W.1.

Conseil danois, 28 Dronningens Tvaergade, COPENHAGUE K, tél. 142625.
Président : Erhard JACOBSEN, Gladsaxe Raadhus, KONTORVEJ 1, SØBORG (COPENHAGUE).
Secrétaire général : Anker NIELSEN, 28 Dronningens Tvaergade, COPENHAGUE K.

Conseil fédéral espagnol,c/o M. GIRONELLA, 118 avenue Bel Air, BRUXELLES 18.
Président :
Secrétaire général : Henri GIRONELLA, 118, avenue Bel Air, BRUXELLES 18.

Conseil français, rue des Petits Champs, 39, PARIS 1, tél. RiC 85.59.
Président : René MAYER, 21 rue de Lille, PARIS 7, tél. BAL 85.93.
Secrétaire général : René LHUILLIER, rue des Petits Champs, 39, PARIS 1.

Conseil grec, 39 av. El. Venizelos, ATHENES, tél. 31.714.
Président : Georges PESMAZOGLU, rue Pesmazoglu, KIFiSSIA-ATHENES,tél.673209 et 234048.
Secrétaire général : Athanasios DASKAROLIS, 39, av. El. Venizelos, ATHENES.

Conseil irlandais, Merrion Square, 27, DUBLIN 2, tél. 63.448.
Président : Donald O'SULLIVAN, Trinity College, 40, DUBLIN.
Secrétaire général : Denis CORBOY, Merrion Square, 27, DUBLIN 2.

Conseil italien,163, via Torino, ROMA, tél. 48.11.23.
Président : Giuseppe PETRILLI, Prés. de l'IRI,89 via Vittorio Veneto,ROMA,tél. 4677.
Secrétaire général : Angelo LOTTI, via Torino, 163, ROMA. ./.

Conseil luxembourgeois, 20bis rue de Louvigny, LUXEMBOURG, tél.414.39.
Président : Arthur CALTEUX, rue des Dahlias, 13, LUXEMBOURG, tél. 246.16.
Secrétaire général : Max WAHL, 94, rue de Mühlenbach, LUXEMBOURG.

Conseil néerlandais, :Alexanderstraat, 2, LA HAYE, tél. 11.03.74.
Président : A.T. LAVERGE, Prins van Wiedlaan, 40, WASSENAAR.
Secrétaire général : M. van AKEN, Alexanderstraat, 2, LA HAYE.

Conseil norvégien, Kronprinsesse Märthas Plass, 1, OSLO 1, tél. 415.442.
Président : Terje WOLD, Gregers Grams Weg, 17, OSLO.
Secrétaire général : Trond GABRIELSEN, Stortinget, OSLO.

Conseil suédois, Vattugatan , 7 IV, STOCKOLM C, tél. 08/210540.
Président : Bengt ELMGREN, Riksdagen, STOCKOLM, tél. 229.560.
Secrétaire général : Ivar HALVARSSON, Vattugatan, 7 IV, STOCKOLM C.

Conseil suisse, 15 Lilienweg, BERNE.
Président : Alfred BOREL, chemin du Vallon, 37, CHÊNE-BOUGERIES.
Secrétaire général : Max A. AMBÜHL, 15, Lilienweg, BERNE.

Conseil turc, Zia Gökalp Caddesi Onaï Han, 23, YENISEHIR-ANKARA.
Président : Muhlis ETE, Mayis Boylu Sokak, 150, ANKARA, tél. 220.86.
Secrétaire général:Asim SÜREYVA ILOGLU,Ziya Gökalp Caddesi Onaï Han,23,YENISEHIR-ANKARA.

Association européenne des Enseignants (A.E.D.E.)
Président : André ALERS, av.Brugmann, BRUXELLES 18, tél. 44.43.42.
Secrétaire général : Alfred BIEDERMANN, rue Brûlée, 4, STRASBOURG, tél. 324400.

Centre d'Action Européenne Fédéraliste (A.E.F.)
Président du Comité fédéral : Henry BRUGMANS, Recteur du Collège d'Europe, BRUGES,Belg.
Président du Comité exécutif:André VOISIN, 9 rue Auber, PARIS 9,France,tél. OPE 81.00
Secrétaire général : Ulrich JOUIN, c/o Europa Union, 6 FRANKFURT,Allemagne,
Niddastrasse, 39, tél. 33.65.39.

Conseil des Communes d'Europe (C.C.E.)
Président : Henry CRAVATTE, place de l'Eglise,6,DIEKIRCH,Luxembourg, tél. 835.22.
Secrétaire général : Jean BARETH, 89 av. Niel, PARIS 17, France, tél. WAG 29.47.

Conseil parlementaire du M.E.,57b, av. d'Auderghem, BRUXELLES 4, Belgique,tél.35.01.94.
Président : Georges BOHY, 42 rue d'Espagne, BRUXELLES, Belgique, tél. 37.51.88.
Secrétaire parlementaire : E. de la VALLEE POUSSIN,64 rue de la Limite,BRUXELLES,Belg.
tél. 17.24.85.
Ligue Européenne de Coopération Economique (L.E.C.E.) 11 rue de Namur, BRUXELLES,Belg.
Président : Baron BOËL, 4 Square de Meeus, BRUXELLES,Belgique, Tél.12.70.63
Secrétaire général : Mme de WERGIFOSSE, 11 rue de Namur, BRUXELLES, tél. 12.20.89.

Mouvement fédéraliste européen, 6 rue de Trévise, PARIS 9, France, Tél. PRO 9074
Président : Raymond RIFFLET, 60 rue Dautzenberg, BRUXELLES, Belgique.
Secrétaire général : Orio GIARINI,147 Seestrasse, THALWIL-Zurich,Suisse,tél. 925112

Mouvement gauche européenne,10 bd Poissonnière, PARIS 9,France, tél. TAI 8419
Président :
Secrétaire : Max MOREL, 10 bd Poissonnière, PARIS 9, France, tél. TAI 8419. ./.

Mouvement libéral pour l'Europe unie
Président :
Secrétaire général : Joseph SANS, 57d, av. d'Auderghem, BRUXELLES 4, Belgique.

Nouvelles Equipes Internationales
Président : Theo LEFEVRE, rue des Deux Eglises, 41, BRUXELLES, Belgique.
Secrétaire général:Jean SEITLINGER,33 rue Godot de Mauroy,PARIS 9,France,Tél. OPE 3738.

Union des Résistants pour une Europe-unie,
Président : Jean KREHER, rue Vignon 22, PARIS 9, France.
Secrétaire général : Hubert HALIN, 28 Place Eugène Flagey,BRUXELLES 5,Belgique,tél.482295.

MEMBRES DU BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL DU MOUVEMENT EUROPEEN

Maurice FAURE, Président, 6 rue de Remusat, PARIS 16, France.

Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS, Vice Président, Chesham House, Chesham Place, LONDON S.W.1, Grande-Bretagne.

Dr Enzo Dalla CHIESA, Vice-Président de l'INAIL, Via IV Novembre,144, ROMA, Italie.

Baron F.C. von OPPENHEIM, Unter Sachsenhausen, 4, KÖLN, Allemagne.

Pierre WIGNY, avenue Louise, 94, BRUXELLES 5, Belgique.

André ALERS, avenue Brugmann, 499, BRUXELLES 18, Belgique.

Paul de AUER, rue Daru, 33, PARIS 8, France.

Baron BOËL, Square de Meeus, 4, BRUXELLES 4, Belgique.

Georges BOHY, rue d'Espagne, 42, BRUXELLES, Belgique.

Henry CRAVATTE, place de l'Eglise, 6, DIEKIRCH, Grand-Duché de Luxembourg.

Fritz ERLER, 53 BONN, Bundeshaus.

Etienne HIRSCH, rue de Siam, 8, PARIS 16, France.

John HYND, House of Commons, LONDON S.W.1, Grande-Bretagne.

Dr Livio LABOR, Président central de l'ACLI, Via Monte della Farina, 64, ROMA, Italie.

René MAYER, 21 rue de Lille, PARIS 7, France.

J.H.C. MOLENAAR, Laan van Meerdervoort, 1654, 'S GRAVENHAGE, Pays-Bas.

André MORICE, 13 boulevard Raspail, PARIS 7, France.

./.

Franco NOBILI, via Niccolo Piccini, 37, ROMA, Italie.

Georges PESMAZOGLU, rue Pesmazoglu, KIFISSIA - ATHENES, Grèce.

André PHILIP, rue du Calvaire, 32, ST CLOUD, Seine et Oise, France.

The Rt Hon. Duncan SANDYS, 86, Vincent Square, LONDON S.W.1; Grande-Bretagne.

André VOISIN, rue Auber, 9, PARIS 9, France.

Th. E. WESTERTERP, Valkenierslaan, 330, BREDA, Pays-Bas.

Terje WOLD, Gregers Grams Weg, 17, OSLO, Norvège.

Aloïs ZIMMER, Egbertstrasse, 8a, TRIER, Allemagne.

Robert van SCHENDEL, Secrétaire général, 57b avenue d'Auderghem, BRUXELLES 4, Belgique.

El Movimiento Nacional es ley democrática orgánica
de Estado de la Monarquía Tradicional

EL MONOPOLIO DE LA LIBERTAD

DESDE hace cuatro meses recibo, sin saber quién me la envía desde la capital de Francia, la publicación "Mañana", que se subtitula "Tribuna democrática española" y que advierte en su cabecera que "se edita en París porque no puede editarse todavía en Madrid".

Como todo lo que se refiere a la política española me interesa "con miras a la convivencia civil y a la integración de España en el mundo moderno", como se dice en la citada cabecera de la revista, he leído con atención todos sus artículos y comentarios.

Por el aspecto externo y por el nombre de algún colaborador esperaba encontrar un tono mesurado, abierto al diálogo, transigente y superador de antiguos odios y rencores. Veo, sin embargo, que en nada contribuyen a la apertura y a la auténtica reconciliación nacional. Siguen aferrados a las mismas ideas del frentepopulismo español de 1936.

Nada se les ha contagiado de las corrientes democráticas y liberales que imperan en la mayor parte de los países occidentales y que tanto esgrimen como bandera. "Mañana" es algo así como la Radio Praga en su emisión española, pero con pretensiones doctorales en vez de las soflamas incendiarias, cada día más apagadas, de la "Pasionaria".

Para "Mañana" todo lo que se ha hecho en España desde el 1 de abril de 1939 no son sino farsas encubridoras, tiránicas vanidades, latrocinios y crímenes. Todo el que de un modo o de otro ha colaborado o convivido pacífica y positivamente con el régimen a lo largo de estos años está manchado, tarado, descalificado.

Somos tantos los que de buena fe nos hallamos en este caso que si emplean la táctica equivocada que utilizan van a seguir muchos años editando "Mañana" en París.

Cuando en España se acentúa la evolución hacia un clima de mayor libertad, no siempre ostensible pero cada día más extendido y prometedor; cuando se van superando antiguas diferencias y viejos recelos; cuando los hijos de los que estaban hace años en trincheras opuestas tienen hoy ideas y problemas comunes; cuando hemos visto las inmensas ventajas de la paz y el orden, "Mañana", con tono agrio y de revancha a base de verdades a medias, de disimuladas ambiciones personales, pretende intervenir en la vida política española, orientarla y dirigirla.

Se equivoca de medio a medio. El futuro de España se está haciendo en España: participan en la obra hasta los disconformes, hasta los firmantes de escritos que "Mañana" airea equivocamente.

Les aseguro que lo siento. Primero por el respeto e incluso simpatía que me merecen los nombres de algunos intelectuales que circunstancialmente han publicado artículos en las páginas de "Mañana". Segundo, porque teniendo razón en principio en algunas de sus críticas, impiden toda posibilidad de diálogo o de influencia positiva al hacerlas derivar por caminos torcidos, tergiversando hechos, generalizando sin ton ni son, negando "a priori" todo valor a lo que en España se ha hecho en estos últimos veintiséis años. "Mañana" vive hoy el tozudo y anacrónico de anteayer.

Prueba de ello es la alusión que me dedica en su comentario "La libertad como problema", refiriéndose a un artículo que publiqué en A B C titulado "Lealtad y libertad", artículo que mereció también la diatriba, extensa y correcta por cierto, de "Le Socialiste", de Toulouse.

A "Mañana" le parece "esquizofrénico" que se sienta amor a esa libertad y que al mismo tiempo se sea leal a los principios de la doctrina católica, de la unidad de la Patria, de la aspiración a la paz entre las naciones, de la justicia social, de la defensa de los valores humanos y familiares, de la democracia orgánica, de la Monarquía tradicional, del trabajo como deber y honor, de la elevación del nivel de vida del país... No otros son los principios del Movimiento Nacional.

Leales a ellos somos y partidarios de la libertad religiosa como el Concilio nos enseña, de un sano regionalismo, de la mayor representatividad política posible, de la garantía de la libertad en su más amplio y hermoso sentido, dentro de un orden y en pro del bien común...

Todo esto lo vamos a hacer desde aquí, superando antiguos rencores a los que "Mañana" se aferra; criticando positivamente los fallos en los que se regodea desde París y no atizando como ellos, con insanas ambiciones egoístas, el lógico inconformismo de la juventud, las situaciones personales de algún que otro—que no hay por qué analizar aquí—y las naturales dificultades socioeconómicas de un país en pleno desarrollo.

Los problemas actuales de España, que los hay y muy importantes, no nos tienen "dándonos contra las paredes"—como dice "Mañana"—, a los que trabajamos todos los días por superar dificultades, corregir defectos, olvidar agravios e ir creando una convivencia constructiva, pacífica y liberal, muy liberal, por el pueblo, con el pueblo y para el pueblo, es decir, para todos los españoles.

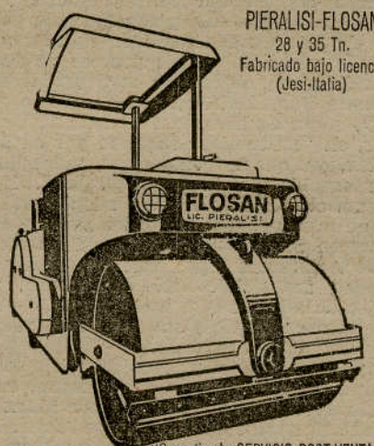
Esto puede hacerse desde el régimen y aun criticando al régimen, pero con la verdad completa por delante, sin tergiversaciones y sin odio.

Es lástima que se dejen engañar algunas personas de buena fe por una camarilla trashumante dirigida por los que ya eran viejos políticamente en 1936.

Sin esos lastres, con un poco más de generosidad y de realismo y un poco menos de acritud y de arcaísmo político, tal vez algún día "Mañana" llegue a editarse en Madrid.—José Antonio VACA DE OSMA.

APISONADORAS Y RULOS VIBRANTES

PIERALISI-FLOSAN
28 y 35 Tn.
Fabricado bajo licencia (Jesi-Italia)



"Garantizado SERVICIO POST-VENTA"

ONARA, S.A.

O'Donnell, 8 - Tel. 276 07 24 - MADRID-9

INSTALACION FRIGORIFICA ALEMANA

en funcionamiento, completa, con tres compresores para amoníaco de 100.000 Fr./h. cada uno y motores de 60 CV, se vende.

Puede verse en PERLOFIL, S. A. Calle López de Hoyos, 226 - MADRID (2).

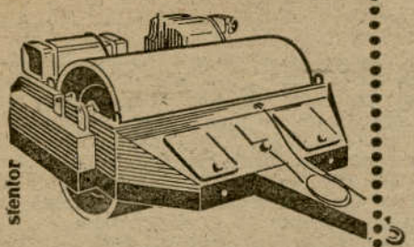
REDUCCIONES DE LA LIBERTAD

NUESTRO tiempo se presta acaso más que ninguno a las reducciones. El ritmo de la vida y un estado mental permanentement sitiado por choques e insidias exteriores sin fin, se prestan a esta tendencia a las reducciones, a las simplificaciones excesivas, a un incesante encaminar de una realidad en movimiento hacia fórmulas y módulos, que pretenden explicar todo, ofrecer soluciones prácticas y esclarecer posiciones de por sí complejas, por el incesante juego de luz y sombra que su entendimiento implica.

Piénsese, en este sentido, sólo en el destino que ha adquirido entre nosotros la palabra estructura. No hay sector de actividad, teórica o práctica, que no le sea familiar. Técnicos y periodistas, científicos puros o cultores de las ciencias del espíritu, matemáticos y filólogos, urbanistas y economistas, industriales y filósofos, en boca de todos, el concepto de estructura se encuentra ya todos los días. Raymond Abellio, el escritor francés que se hizo famoso por sus libros "Los ojos de Ezequiel están abiertos", "La fosa de Babel", "La Biblia, documento en clave", "Hacia un nuevo profetismo", "Asunción de Europa", pero que es, además, o quizá por encima de todo, el más importante representante francés de la fenomenología fundada por Edmund Husserl, ha publicado últimamente un libro titulado "La estructura absoluta". Es un libro de vastas perspectivas y complejidades, enormemente serio y elaborado, sorprendente para quien considerara hasta ahora a su autor bajo la perspectiva limitada de un novelista de prestigio. Es, sobre todo, un libro que denuncia esta tendencia hacia las reducciones, en la espiritualidad de hoy y, sobre todo, en el llamado "estructuralismo" contemporáneo. Lo primero que hace Abellio es preguntarse cuáles son las motivaciones profundas del universal empleo prolífico del concepto de estructura. Se pregunta, en efecto, si no se trata de una palabra-refugio que permite eludir más dificultades de las que resuelve o con las que se enfrenta. En el estado actual de multiplicidad, de especialización y de movimiento de las ciencias llamadas humanas, esta palabra parece echar un puente transversal entre las disciplinas, anuncia por doquier reducciones, fijaciones, invariantes, deja creer en comunes posibilidades de anclaje, de pasajes obligados, de puesta en forma. Tranquiliza el espíritu. Halaga sus necesidades de unidad y permanencia. Pero esta palabra-refugio no es sino una palabra-trampa. Las "estructuras" se multiplican. A su vez, es preciso reducirlas, jerarquizarlas. Y el proceso sigue su pendiente negativa. A fuerza de estructurar todo, las estructuraciones mismas se pierden. De modo que el mismo concepto de estructura vuelve a ser puesto en tela de juicio, se duda de su validez, de su contenido, vuelve a su origen oculto, dejando en pie únicamente el hecho fenomenológico de la interdependencia global entre los elementos de la realidad. Al estructuralismo se sustituyen lenta, pero sensiblemente, nuevas formas de globalismo.

Todo ello viene a cuenta por muchas razones. Algunas de ellas, razones muy al orden del día, que se insinúan cada vez más en los problemas vitales de nuestro tiempo, es decir, en el orden de problemas que se deslizan del campo dialéctico al campo vital. Piénsese, si no, en la actual problemática de la libertad, que sociólogos como Raymond Aron centran en lo que, según él, parece ser el "fin de las ideologías". Tanto la temática de las ideologías, como la temática de la libertad en general, nos llevan inexorablemente a la noción de estructura. Una noción con todas las apariencias de la lógica, pero incapaz de someterse a unas reglas lógicas rigurosas. Hecho éste difícil de lograrse, ni siquiera

compacte por vibración con
el sistema **DYNAPAC**
VIBRO-VERKEN



KYNOS

EDIFICIO ROXY - FUENCARRAL, 123
MADRID-10 - Tels. 223 27 27 Y 223 18 68

TECNICOS en ELECTRONICA

COLOCACION ASEGURADA en numerosas empresas privadas y en organismos oficiales

PROFESION TECNICO-CIENTIFICA de fácil aprendizaje poseyendo una buena Instrucción Primaria, Bachillerato Elemental o estudios análogos.

CURSO ACELERADO EN 5 MESES

Clases teórico-prácticas a partir del 1 de marzo, sobre ELECTRICIDAD, RADIO, TRANSISTORES, TELEVISION en los MODERNOS Y AMPLIOS LABORATORIOS ELECTRONICOS del

CENTRO ESTUDIOS

TELEVISION

(Autorizado para la FORMACION INTENSIVA PROFESIONAL)
Dirección y Profesorado: Ingenieros y Peritos especializados
Informes y matrícula: Mañanas 9 a 1 y tardes 6 a 10
BARQUILLO, 44 - Teléfono 222 66 60
MADRID

DISTRIBUIDOR

Fábrica de calentadores de agua a hulla y gas butano, radicada en Bilbao, precisa entidad o particular para distribuidor en exclusiva.

Interesados soliciten entrevista con el señor Gallego, telefoneando al Hotel Nacional el día 7, a partir de las nueve de la mañana.

TAQUIMECANOGRAFA

NECESITA

IMPORTANTE EMPRESA

mayor de 30 años, con experiencia administrativa, capacidad de trabajo, para ocupar puesto de responsabilidad. Buen sueldo, a convenir. Jornada cómoda. Imprescindible que las solicitudes vengan detalladas al máximo, con datos personales, trabajos realizados, estudios, etc. y escritas a mano. Dirigirse al **Apartado de Correos n.º 50.093 MADRID.** (2.201.)

en el campo de las matemáticas. Por todo ello, en la especulación filosófica que sigue la herencia de Husserl, se prescinde del concepto de estructura como tal, y se habla de la idea de "estructura absoluta", que "no puede surgir de modo válido sino para una conciencia trascendental".

Tanto el problema de la libertad, como el problema de las ideologías, padecen de un vasto fenómeno de reducciones, específico en la noción de estructura. En manos de los sociólogos, estos complejos problemas se han simplificado tanto, se han tecnificado, han sufrido un proceso de formalismo lógico tan excesivo, que, en aras de unas estructuras de perfiles aparentes y mudadizos, se ha decretado pura y simplemente el fin de las ideologías, su muerte definitiva, y a las múltiples libertades o simplemente a la libertad en "crisis" se ha sustituido la "liberalización". Como sea que las ideologías reinantes, operantes, capaces de remover las estructuras mismas del mundo político y social contemporáneo, han convivido, se han contaminado unas con otras, han consumado la mayor parte de sus energías en mitos y utopías revolucionarias, se ha deducido que las ideologías han muerto, simplemente, porque constituían una degradación del mundo noble y diáfano de las ideas, y en su lugar están surgiendo, con cartesiana claridad, estructuras nuevas, que regirán el mundo "more matemático", sin mitos, sin utopías, sin grandes pasiones desencadenadas. Al mismo tiempo, harta de tanta dialéctica, de tanta sangre y tanta tinta vertida para justificar la distinción entre libertades formales y libertades reales, la libertad misma ha encontrado su panacea en la "liberalización", hábilmente manejada por técnicos y especialistas de la política y la economía. El pecado de las ideologías y de la teoría decimonónica de la libertad fue el pecado de la alienación. Fenómeno este de la alienación, que los ideólogos, sobre todo los marxistas, quisieron atribuir a los demás, pero en el cual incurrieron ellos mismos. Pero pecado y fenómeno que caracteriza igualmente a los firmes profetas del estructuralismo contemporáneo.

En realidad, el destino de las libertades está íntimamente ligado al destino de las ideologías contemporáneas. Las reducciones, las alienaciones y los estructuralismos las afectan conjuntamente y de igual modo. En esta perspectiva, la política en sí como fenómeno integrador y fecundo, sufre un amplio proceso de degradación y el "ciudadano se degrada, como afirma Raymond Aron en su último "Ensayo sobre las libertades", en sujeto", a saber, en "consumidor inquieto por su bienestar, ya que no ciudadano, cuidadoso y responsable de la cosa pública". Desde luego, el sociólogo francés adopta una actitud muy prudente ante los síntomas que parecen indicar "la muerte de las ideologías", síntomas específicos de nuestra sociedad industrial. Está, por tanto, muy lejos de admitir esta muerte, que a su espíritu neopositivista ofrecen los datos estadísticos de la economía.

Sin embargo, el proceso de crisis es evidente. El se inscribe políticamente, en un siglo de conflictos entre lo que Marx llamaba libertad real y la libertad formal del mundo burgués y sus ideologías. Conflicto confuso, en el cual operan igualmente reducciones simplistas. Todo el mundo se disputa la palabra libertad. El Este y el Oeste, las ideologías en pugna, las tecnocracias de distinto signo. Las reducciones sucesivas han aumentado la confusión. El hombre pierde gradualmente el gusto por la política. Los sociólogos decretan entonces que la sociedad se desideologiza. El hombre pierde el sentido profundo, óntico, de la libertad. Los tecnócratas le ofrecen en cambio el bienestar. Pero en cuanto al destino de su libertad el hombre rehace la experiencia de Prometeo. Un Prometeo triste y banal. Encadenado, creyéndose libre.—Jorge USCATESCU.

COSECHADORA DE CEREALES

LA AUTOMOTRIZ ARRASTRADA JF



RADIO DE VIRAJE - MANIOBRABILIDAD VISIBILIDAD Y MANEJO COMO EN LA AUTOPROPULSADA

A UN PRECIO MAS BAJO QUE UNA DE ARRASTRE **130.000** PESETAS

- Acoplamiento y desacoplamiento en menos de cinco minutos.
- Superficie de zaranda extraordinariamente larga garantiza una sacudida efectiva de la paja y las mínimas pérdidas.
- El bajo centro de gravedad y la transmisión del peso sobre el tractor proporcionan excelentes condiciones de marcha, incluso en terreno con pendiente, y ventajas considerables en terreno resbaladizo.
- La unidad compacta de cosechadora y tractor permite un peso propio muy reducido y una construcción ligera de chasis.
- No hay que efectuar cambio de posición para el transporte.
- Rendimientos horario de unos 1.200 a 1.800 kilogramos.
- Potencia de tractor: Desde 25 HP.

JF-IBERICA, S.A.
FRANCISCO SILVELA, 80
Tel. 255 82 07 - MADRID (6)
Sucursales: CUENCA - TALAVERA DE LA REINA - VALLADOLID

CAMBIARIA PISO

280 m²

casa lujo en SEVILLA, zona residencial calle primer orden, por otro en Madrid aproximadas características

SEÑOR MORGADO

CALLE JOAQUIN MARIA LOPEZ, 74
MADRID

IMPORTANTE EMPRESA INTERNACIONAL

PRECISA

AYUDANTES DE INGENIERO

con experiencia en proyectos eléctricos de instalaciones industriales de alta y baja tensión, iluminación y señalización ferroviaria

Condiciones económicas a convenir. Remitir "curriculum vitae" al núm. 2.317. **San Bernardo, 62 - MADRID** (2.317)

SE OFRECE

APAREJADOR

Ocho años experiencia dirección obras cálculo estructuras, presupuestos, conocimientos inglés, francés. Coche propio. Escribir: **Ref. 2.278. San Bernardo, 62. MADRID** (2.278)

Los partidos y sindicales catalanes y vascos, con el fin de colaborar al restablecimiento de la libertad política y de las instituciones democráticas en España, han estudiado la situación política actual y deseando contribuir a solucionar los distintos problemas que dicho restablecimiento, liquidando el régimen dictatorial franquista, presenta,

DECLARAN

A).- que los Estatutos de autonomía aprobados para Cataluña por la ley de 15 de septiembre de 1932 y para Euzkadi por la de 1º de octubre de 1936, constituyeron un esfuerzo de los pueblos peninsulares en pro de la estabilización de la vida política española dando carácter jurídico-constitucional a las aspiraciones de los pueblos mencionados.

En reacción violenta contra todas las formas de libertad, el franquismo ha demostrado que la represión antinacionalista por él llevada a la práctica contra Cataluña y Euzkadi constituye un fracaso y va en contra de la estructura natural del Estado y de la marcha general política del mundo entero.

Por lo cual,

AFIRMAN

que los instrumentos jurídicos al principio mencionados siguen manteniéndose en vigor como base del acuerdo que une a las fuerzas políticas y sindicales catalanas y vascas con las republicanas, socialistas y sindicalistas españolas para el supuesto de un posible restablecimiento de las instituciones anteriores a la guerra civil de 1936 - 1939.

B).- Ante la eventualidad en que nos encontramos de un proceso en el que el restablecimiento de la libertad política y de las instituciones democráticas en España exija un pacto al que se integren otras fuerzas ajenas a las que instituyeron el sistema estatutista en el periodo republicano, las organizaciones que suscriben han acordado ofrecer, como solución transitoria a la situación actual y que lleve a la libertad política, la aceptación de toda fórmula acordada por las fuerzas pactantes y que incluya las siguientes :

B A S E S

1º.- Desde que se inicie en España la situación transitoria y hasta que se logre la normalidad institucional, regirán en Cataluña y en Euzkadi las correspondientes DIPUTACIONES GENERALES, una para cada uno de los dos países. La Diputación General correspondiente asumirá la representación de

toda Cataluña y la de Alava, Guipuzcoa, Navarra y Vizcaya en sus relaciones con el Estado, y la del Estado en lo que se refiere al ejercicio de los poderes de éste en los indicados territorios.

Las bases legales en materias de Hacienda y de Cultura serán las que regían inmediatamente antes de las disposiciones dictadas por el gobierno del general Franco respecto a Cataluña y a Euzkadi.

2º.- Corresponderá especialmente a las Diputaciones Generales de Cataluña y de Euzkadi :

a) Aprobar las normas por las que ha de regirse el funcionamiento interno de las mismas.

b) Ejecutar las leyes, decretos-leyes, decretos, órdenes y disposiciones reconocidas vigentes y las emanadas del Gobierno Provisional del Estado, y aplicar en los países respectivos las bases políticas acordadas para la situación transitoria.

c) Asegurar el mantenimiento del Orden Público, organizarlo y ejercer cuantas facultades corresponden a las Autoridades gubernativas, para lo que podrán designar las autoridades y funcionarios que estimen convenientes.

d) Dictar las normas por las que hayan de constituirse y regirse, durante el periodo transitorio, los Municipios y las Diputaciones, respetando en su constitución, funcionamiento y facultades, la autonomía y personalidad tradicionales de unos y otras y pudiendo convocar al efecto las correspondientes elecciones.

e) Velas por el respeto de los Derechos del Hombre reconocidos internacionalmente y por la libertad cultural de sus países respectivos.

f) Organizar en sus territorios la consulta popular o elección para que los pueblos catalán y vasco declaren su voluntad en cuanto al régimen ulterior de sus países. Organizar también la consulta popular o elección en que se decida el régimen definitivo del Estado, ejerciendo para ello las funciones que correspondan a la Administración pública, según la ley que a tal efecto se promulgue.

g) Transmitir la representación y la autoridad que ostenten a los órganos representativos de las instituciones que definitivamente queden instauradas en Cataluña y en Euzkadi al iniciarse la nor-

malidad institucional.

3º.- Las Diputaciones generales estarán compuestas, respectivamente, de un número igual de representantes designados por las cuatro diputaciones catalanas y, en Euzkadi, por las de Alava, Guipuzcoa, Navarra y Vizcaya.

En tanto no hayan designado las Diputaciones sus representantes para las Diputaciones generales, y desde que se inicie la situación transitoria, estas últimas estarán constituídas por ciudadanos nombrados a propuesta de los sectores políticos democráticos catalanes y vascos en cada caso, en forma que queda garantizada la adecuada representación y la imparcialidad que deben presidir esta etapa, con pleno ejercicio de las facultades consignadas en las presentes BASES.

Las Diputaciones Generales de Cataluña y de Euzkadi elegirán libremente sus presidentes respectivos.

El Consejo Federal se rije por su Estatuto de 5 de Mayo de 1949, aprobado por el Movimiento Europeo el 9 del mismo. La Asamblea General se constituye con dos representantes de cada grupo integrante del Consejo, los miembros a título individual y la Ejecutiva. Esta se compone de un presidente, varios vicepresidentes, los presidentes de comisiones, el Secretario general y los Secretarios de Secciones.

En la actualidad existen un Presidente y siete Vicepresidentes, uno por cada grupo asociado: socialista, liberal, demócrata cristiano, monarquico, catalán, gallego y vasco, mas un Secretario general y un adjunto. Los Presidentes de Comisiones y los Secretarios de Secciones —indispensables para organizar Jornadas y Ponencias—, de hecho, no existen en la actualidad. le dan

La fórmula de Madrid, enmendada por Gironella, propone un Consejo de diez miembros, en lugar de siete que cuenta en la actualidad: cinco del interior y otros cinco del exterior. Tiene aquella propuesta facil realización sin necesidad de crear una nueva entidad, añadiendoa a los siete grupos actuales —con sus correspondientes vicepresidentes— otros tres, representativos de la A.E.C.E., el Partido Social Cristiano de Gil Robles y el Partido liberal-democrata de Ridruejo. Con ello, los diez vicepresidentes, con sus grupos consiguientes, serían cinco con residencia en el interior —monarquico, U.D.C., A.E.C.E., D.S.C. y liberal-democrata— y otros cinco con residencia en el exterior aunque representen exterior e interior —socialista, liberal, catalan, gallego y vasco—.

Presidente y Secretario deben seguir siendo Madariaga y Gironella. Cuando estos dejen sus cargos, la Junta General designará los que hayan de cubrir sus vacantes, con residencia en el interior o en el exterior, integrantes o no de los diez grupos organicamente representados.

Podrían ser designados dos Secretarios adjuntos en lugar de uno solo, con residencia respectiva en el interior y en el exterior.

Los cinco Vicepresidentes que viven en el interior, asistidos de sus Grupos respectivos y del Secretario adjunto, están en condiciones de atender y realizar el papel coordinador que invoca la propuesta de la A.E.C.E., en relación con los grupos europeistas de España no vinculados a la actual organización.

La propuesta de Madrid enmendada por Gironella, más que caracter representativo tiene condición funcional, con misión coordinadora de orden especificamente interior. Carece de órganos de expresión indispensables, como son la Junta General y la Ejecutiva. En el caso de que fuera aceptada por el Movimiento Europeo, pudiera suceder que no arrastrara otra consecuencia que la de declarar silla vacante la representación española hasta hoy otorgada al Consejo Federal, abriendo su sucesión, situación a la que, en manera alguna podemos prestarnos.

Por otra parte, si lo que se pretende es desligar a las personas que vivan en el interior de contactos "impuros" con los exilados, tampoco se alcanza el objetivo mediante un pacto de colaboración permanente. Es menos expuesto a represalias —técnicamente hablando— la realidad representativa arrastrada por el Consejo Federal desde hace 16 años en virtud de acuerdo del Movimiento Europeo y sin protesta de nadie, que lo que pudiera serlo el pacto actual otorgado entre elementos del interior y del exilio.

Paris 1/2/66

Al Consejo:

Estudiadoel proyecto de constitucion de un Consejo coordinador del movimiento europeo, sometido por la AECE y las enmiendas formuladas por nuestro Secretario Sr. Gironella, me permito elevar al Consejo las observaciones siguientes:

Es evidente que para la constitucion de una asociacion cualquiera es preciso, además de la clara especificacion de los fines, tener en cuenta el estado de espiritu de los futuros componentes de la proyectada asociacion. A ésos dos aspectos voy a limitar mis comentarios.

La permanente actitud de la AECE, facilitada cierto es por complacencias nuestras que han debido estimarse como debilidades, revela un deseo evidente de ignorar al Consejo Federal y por éso sus procedimientos son incorrectos y tortuosos. Sin retroceder excesivamente, partiré del famoso "reconocimiento" del Movimiento Europeo. A pesar de las sucesivas aclaraciones de Bruselas, de Paris y de Cannes, la AECE continua asegurando su pertenencia al movimiento europeo y en tanto que asociado firme al Movimiento europeo, disputàndonos la representacion oficial en su seno. Véase el preambulo de las proposiciones de Madrid. Añadiré que éstas proposiciones vienen por conducto del Sr. Van Schendel y no directamente. Se me arguyo al hacer la observacion que se habia convenido que el correo trasncurriese asi por medida precautoria. Si asi es me parece infantil, por que la Policia puede perfectamente abrir, leer y fotografiar la correspondencia dirigida a Van Schendel. No he visto la carta de acompañamiento y por tanto no puedo asegurar que en ella se ruegue simplemente se transmitan las proposiciones al Consejo. Sinceramente dudo que asi sea. Està claro que el deseo de la AECE es tratar de tu a tu con el Consejo, bajo el arbitraje de Van Schendel. Y compartir, inmediatamente si posible, la representacion internacional. Lo demàs no les interesa siendo muestra de ello la vaguedad de sus propuestas en cuando al trabajo a realizar, màas aun, la ausencia de propuestas.

Por otra parte, tengo la impresion de que se està exagerando la importancia de la AECE, falseando su representatividad y, si en el interior de nuestra organizacion podemos matizar los elementos que aconsejen la incorporacion al Consejo de tal o cual grupo, hacia el exterior ello nos està vedado. Para incorporar seriamente al Movimiento Europeo en las condiciones pretendidas por Madrid, habrian de plantearse una serie de medidas y sucederse unos periodos de observacion que no se han dado aun para que nosotros aceptemos lo que se nos propone.

En resumen pues, no estimo aceptables ésas proposiciones. En su respuesta no debemos hacer otra cosa que ofrecer la incorporacion al seno del Consejo en condiciones a estudiar encomun, oferta que hemos de hacer llegar a otras entidades que se creen o existan de iguales fines. Dispuestos a abrir el dialogo en ésas condiciones, pero rehusando hacerlo en las que lo vienen planteando y con los fines que persiguen.

Paris, 3 de enero 1966.

Bruxelles, le 3 décembre 1965.

Monsieur le Directeur,

Vous avez bien voulu m'adresser, le 26 août dernier, la déclaration d'adhésion à l'esprit qui caractérise les efforts poursuivis en faveur de l'unité européenne, adoptée par le Sémainaire d'Etudes Européennes et Ibéroaméricaines de la Real Sociedad de Amigos del Pais de Pamplona.

Je vous dois des excuses pour ne pas vous en avoir accusé réception plus tôt, mais, en ce moment, je me suis consacré exclusivement à la difficile préparation du Congrès Extraordinaire que nous avons tenu à Cannes au début d'octobre. Depuis lors, de nombreuses tâches m'ont requis et je constate, avec beaucoup de remords, ne pas vous avoir encore remercié pour les termes de votre déclaration. C'est ce que je veux faire aujourd'hui, tout en souhaitant que l'esprit qui nous anime continuera, comme vous me le dites si aimablement, à inspirer vos activités et vos travaux.

Veuillez croire, je vous prie, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma considération la plus distinguée.

R.

Robert van Schendel

Monsieur Pedro TURULLOS AGUIRRE,
Directeur del Seminario de Estudios
Europeos e Iberoamericanos,
Calle de Aoiz, 12-1°,
PAMPLONA.

JOSEP SANS

Bruselas, 12 de enero de 1966.

Amigo Irujo,

He recibido sus cartas. La primera, con la propuesta de Madrid y las enmiendas de Gironella; la segunda, hoy, comunicándome las últimas noticias sobre este asunto.

Mi posición es clara, y más después de haber leído el texto transmitido por Gironella: existe un solo Consejo, al que pertenecen los del interior y los del exterior. La AECE no es nada más que una asociación que puede pedir pertenecer al Consejo. Y si no pertenece al Consejo, no es nada.

La referencia que hacen a su **afiliación al Movimiento** Europeo es falsa, y **eso habrá que repetirlo a saciedad. Se** les envió una carta solamente para justificar ante las autoridades que participaban en actividades del Movimiento Europeo. Pero en éste existen solamente los Consejos Nacionales a exclusión de las organizaciones nacionales independientes.

El preámbulo de la nota no sólo es incorrecto sino que está desplazado, y por lo tanto no podemos ni tan sólo admitir que se discuta.

Mi criterio siempre habrá sido que podríamos encontrar una solución permitiendo que alternativamente nuestro representante en el Bureau Ejecutivo fuera una persona residente en el exterior y una en el interior. Ahora bien, esta persona tiene que representar al Consejo Federal, puesto que no hay ningún otro organismo que pueda designarlo.

En caso de que los de Madrid continuen con sus maniobras, tendremos que dar la batalla con todas las consecuencias. Y si ellos ganan, cosa que dudo, diremos al mundo de lo que se ha tratado, es decir reemplazar los fundadores por algunos que piensan que ha llegado la hora de jugar una papeleta personal.

No tengo noticias de que el Consejo Federal se reúna el 21 en París. En caso de que fuera confirmada esta fecha, yo no podría asistir puesto que me encontraré en Estrasburgo, o en el tren de regreso a Bruselas para asistir a la reunión del Bureau Ejecutivo, que tiene lugar el 22.

Un fuerte abrazo,

París,31 de Enero de 1.966

Querido Llopis:

Quiero que conozcas mis inquietudes en relación con la proyectada reunión del final de esta semana,si es que en definitiva se celebra.En el cambio de impresiones del pasado domingo se manifestó un criterio,el de Parera,que,en líneas generales,tuvo el asentimiento de cuantos allí representamos fuerzas políticas.Ese debiera ser a mi entender,el que debemos mantener en nuestras conversaciones con los compatriotas de Madrid aunque,naturalmente,despojando la nota de tu correligionario del tono deliberadamente áspero,que no era inadecuado para una comunicación de carácter interno,sólo dirigida a nosotros.Tu intervención final dejó el planteamiento del asunto en términos un poco vagos y no creo que esas sean las condiciones más propicias para iniciar esas conversaciones,negociaciones diría mejor,que pueden ser espinosas.Yo soy como todos nosotros,partidario de la facilidad y de la transigencia,pero me temo que si no precisamos previamente nuestra actitud entre nosotros corramos el riesgo de encontrarnos allí en situación poco grata.De ahí que entienda que debiera reunirse el C.Federal antes delsábado para que todos sepamos con precisión a lo que vamos.

Pienso,por otra parte,que el Consejo Federal tiene,además de las preocupaciones específicamente europeistas otras que nos afectan en relación con la política interior española - preocupaciones que siempre han aparecido entrecruzadas en estas discusiones con la AECE - por lo que me parece necesario que además de la reunión del C.F. debiéramos celebrar otra de la U.de F.D. y,si es posible,con la asistencia de Barros.

Ahí quedan mis preocupaciones y mis propuestas,y en espera de tus noticias te envía un cordial abrazo,

2/2/66

Q/: Gonzalo:

Me ha llamado Parera. Los de Madrid no están documentados. Si insistimos vendrán los que lo están, pero como quieren venir todos, preferirían aplazar la reunión hasta el cinco de Marzo. El ha hablado con Llopis, que está de acuerdo. Yo le he dado la conformidad, con una sola condición: la de que, antes de reunirnos con los de Madrid, nos reunamos nosotros, siguiendo las líneas de la propuesta de Maldonado, que te incluyo. Guárdala, porque no he sacado copia.

A mi la suspensión no me ha sorprendido nada. Previne la posibilidad. Y a la verdad, no me ha dado ningún disgusto. Porque no veo claro. Estar dispuesto a pasar por la propuesta de Madrid, con la enmienda Gironella, a cuenta de qué nos den uno de los dos puestos que esta enmienda quita a la A.E.C.E., me parece una puerilidad. Nosotros tenemos que mantener el Consejo Federal, cuya base constitutiva séptima, recogida y aprobada por el Movimiento Europeo, nos otorga una situación de derecho, la cual desaparece el día en que el Consejo Federal quede sustituido por el Coordinador propuesto por los madrileños.

Si los madrileños fueran gentes de buena fe, todo podría resolverse, pero yo no creo en la buena fe de Gil Robles. Creo, por el contrario, que á donde Gil Robles va es a sustituirnos en la representación de España en el Movimiento Europeo. Y mi creencia no es gratuita, vive el cielo.

Eso, y mi sospecha de que el cinco de Marzo volverá a pasar algo, no obsta para que yo prepare una fórmula, sobre la que he pensado y que tengo en la cabeza, fórmula que pudiera merecer, al menos, la aprobación del Consejo Federal, sirviendo de base para nuestras deliberaciones con los madrileños. Porque la actitud de negarse a una propuesta, sin formular otra, no es airosa.

Te incluyo esa fórmula. Es para tí: para tí solo. Yo no la he mostrado al Presidente, ni a Maldonado, ni a Parera, ni a nadie. Piensa sobre ella. Dime lo que se te ocurra. Piensa, sobre todo, en la forma y términos más adecuados para hacerla adoptar como acuerdo en el Consejo Federal.

Maldonado me ha dicho que Don Claudio está más que satisfecho con el informe que le he enviado, que le abre caminos anchos para sus realizaciones. El pobre Maldonado, que se contempla víctima, no me agradece demasiado el servicio. Me ha hablado simpatico.

Claro que ya habrás recibido lo que te he enviado antes, sin lo cual, andarías mal para entender esta carta.

He escrito a Andres y a Don Iñaki sobre el tema del libro de Celaya.

Tuyo

El Consejo Federal se rije por su Estatuto de 5 de Mayo de 1949, aprobado por el Movimiento Europeo el 9 del mismo. La Asamblea General se constituye con dos representantes de cada grupo integrante del Consejo, los miembros a título individual y la Ejecutiva. Esta se compone de un presidente, varios vicepresidentes, los presidentes de comisiones, el Secretario general y los Secretarios de Secciones.

En la actualidad existen un Presidente y siete Vicepresidentes, uno por cada grupo asociado: socialista, liberal, democrata cristiano, monarquico, catalán, gallego y vasco, mas un Secretario general y un adjunto. Los Presidentes de Comisiones y los Secretarios de Secciones —indispensables para organizar Jornadas y Ponencias—, de hecho, no existen en la actualidad.

La fórmula de Madrid, enmendada por Gironella, propone un Consejo de diez miembros, en lugar de siste que cuenta en la actualidad: cinco del interior y otros cinco del exterior. Tiene aquella propuesta facil realización sin necesidad de crear una nueva entidad, añadiendoa a los siete grupos actuales —con sus correspondientes vicepresidentes— otros tres, representativos de la A.E.C.E., el Partido Social Cristiano de Gil Robles y el Partido liberal-democrata de Ridruejo. Con ello, los diez vicepresidentes, con sus grupos consiguientes, serían cinco con residencia en el interior —monarquico, U.D.C., A.E.C.E., D.S.C. y liberal-democrata— y otros cinco con residencia en el exterior aunque representen exterior e interior —socialista, liberal, catalan, gallego y vasco—.

Presidente y Secretario deben seguir siendo Madariaga y Gironella. Cuando ostos dejen sus cargos, la Junta General designará los que hayan de cubrir sus vacantes, con residencia en el interior o en el exterior, integrantes o no de los diez grupos organicamente representados.

Podrían ser designados dos Secretarios adjuntos en lugar de uno solo, con residencia respectiva en el interior y en el exterior.

Los cinco Vicepresidentes que viven en el interior, asistidos de sus Grupos respectivos y del Secretario adjunto, están en condiciones de atender y realizar el papel coordinador que invoca la propuesta de la A.E.C.E., en relación con los grupos europeistas de España no vinculados a la actual organización.

La propuesta de Madrid enmendada por Gironella, más que caracter representativo tiene condición funcional, con misión coordinadora de orden especificamente interior. Carece de órganos de expresión indispensables, como son la Junta General y la Ejecutiva. En el caso de que fuera aceptada por el Movimiento Europeo, pudiera suceder que no arrastrara otra consecuencia que la de declarar silla vacante la representación española hasta hoy otorgada al Consejo Federal, abriendo su sucesión, situación a la que, en manera alguna podemos prestarnos.

Por otra parte, si lo que se pretende es desligar a las personas que vivan en el interior de contactos "impuros" con los exilados, tampoco se alcanza el objetivo mediante un pacto de colaboración permanente. Es menos expuesto a represalias —técnicamente hqblando— la realidad representativa arrastrada por el Consejo Federal desde hace 16 años en virtud de acuerdo del Movimiento Europeo y sin protesta de nadie, que lo que pudiera serlo el pacto actual otorgado entre elementos del interior y del exilio.

Paris 1/2/66

ES COPIA

Barcelona, le 2 fevrier 1966

Cher ami,

De retour de son voyage, notre ami nous a fait un exposé de la situation et des nouvelles perspectives offertes par l'affaire que, depuis si longtemps, nous avons en projet avec la collaboration technique étrangére. Nous sommes parvenus à la conclusion que si nous voulions éviter une concurrence (intercalado a mano, madrileña) qui pourrait s'averer reuineuse pour nous tous, il fallait accepter de nouveaux associés. Mais, dans cette perspective, nous entendons que notre groupe barcelonais, qui, comme vous le savez, est constitué par des gens compétents et solvables, avec des disponibilités immédiates, et avec des capiteaux plus importants que personne d'autre, avec un marché possible, surtout, plus étendu que partout ailleurs, ne peut accepter, en aucune façon, de se trouver placé en situation d'infériorité vis-à-vis des capitalistes de Madrid. Nous considérons que dans nos rapports avec nos associés étrangers, le groupe de Barcelona doit être tout à fait sur pied d'égalité avec celui de Madrid, aussi bien sur le plan théorique qu'en pratique, c'est-à-dire en ce qui concerne la représentation dans le Conseil d'Administration (intercalado a mano; C.T.E.) l'accés aux informations techniques et commerciales, etc. Si, plus tard, l'extension du marché rend souhaitable d'étendre nos affaires à Bilbao, oú, comme vous le savez, il existe une industrie puissante, mais beaucoup plus spécialisée, les décisions nécessaires seront prises. En tout cas, il faut attendre que la nécessité s'en fasse sentir, et, bien entendu, qu'elle soit manifestée par les groupes intéressés.

(a mano: entenderse con los europeistas vascos)

Notre ami prépare un mémorandum détaillé qu'il fera parvenir à la Banque (intercalado a mano; a Van Schendel) et dont il vous adressera une copie. Compte tenu, cependant, du fait que pour le préparer comme il faut il lui faut quelques jours, et, étant donné que je crois savoir que vous devez avoir un échange de vues sur l'affaire trés bientôt, avec les responsables des négociations; j'ai décidé de vous écrire sans tarder ces quelques mots qui n'ont aucun caractére officiel, mais qui veulent surtout vous donner un aperçu de notre état d'esprit.

En esperant pouvoir revenir bientôt là-dessus, je vous adresse mes salutations trés cordiales.

FIRMADO: E. Ripert

(Añadido a mano: "las aclaraciones para mejor comprender el texto, son mías".

"Amigo Irujo: Le traslado a título confidencial, un avance de lo que se opina en Barcelona cuanto a las pretensiones de l'A.E.C.E. - Le ruego me devuelva esta carta una vez leída -Su amigo: Sauret.

7/2/66

3/2/66

Me ha visitado Parera, de la Ejecutiva Socialista. Me ha recordado que hace medio año, hallandome yo ausente de París, se reunió Union de Fuerzas Democraticas, acordando crear un centro de la misma en Madrid. Los socialistas, los republicanos y los democratas cristianos dieron sus nombres. El Presidente Leizaola que, para cubrir mi ausencia acudió a la reunión, prometió comunicar a E.B.B. el acuerdo, con el fin de que fuera designado el vasco que ha de representarlo en el Centro de U.F.D. de Madrid. Yo conocía estos antecedentes por haberlos escuchado de labios del Presidente, que a su vez los dió á conocer a E.B.B. Con motivo de la visita anunciada para fecha proxima por el Secretario de U.D.C., Parera me recuerda estos antecedentes con el fin de que tengamos la persona designada y podamos conformar en los términos de su reunión con los representantes democratas cristianos, republicanos y socialistas.

Paris 3/2/66

Bayona, 2 Febrero 1966

M.Manuel de Irujo
48,rue Singer - PARIS,16

Querido Manuel:

En mi poder la tuya del 27.En este momento recibo,de Maldonado,copia de la que escribio a Llopis con fecha 31. Recibirias tu,supongo, la mia del 29,donde me referia a la conversacion que hube con Parera camino de Austerlitz.Igualmente te supongo enterado del contenido de la carta que anteayer escribi al Presidente y donde,entre otras cosas,era objeto de una carta que Tierno Galvan habia dirigido a Llopis,asegurandole de su fidelidad al PSOE,del acatamiento a su disciplina y del deso de aprovechar su proximo viaje a Paris para poner a punto cordiales relaciones.

Tanto lo expuesto por Parera,como esto ultimo,parece garantizar que Tierno Galvan viene a la reunion del sabado y con él Gil-Robles y algunos mas.En cuanto a la reunion previa solicitada por Maldonado,a la cual dimos nuestra conformidad,yo no estoy muy seguro de que tenga lugar,aunque tampoco descarto se celebre.La duda de que asi sea,aparte la consideracion de apreciar la dificultad de que lleguemos,en el CFE,a concretar una posicion rigida como seria la de defender la propuesta de Parera,me la sugirio éste cuando,camino de la estacion,me dijo ~~xxxx~~ que personalmente no pensaba asistir a las reuniones con los de Madrid,cuya ~~xxxxxxxx~~ intimidad consideraba ya comprometida por la numerosa presencia de nuestra parte,aludiendo concretamente a la representacion excesiva que calculaba seria la de los republicanos.

Si Parera no acude a la reunion,yo no sé que por nuestra parte podamos defender su propuesta;la cual,por otra parte,tampoco la hace suya el PSOE,cuyo criterio lo expreso,a mi juicio,Llopis al decir que no creia llegado el momento de que,los de dentro y los de fuera,pudieramos participar en una organizacion,ni en el CFE ni tampoco en la que Van Scaendel ,y no sé si los de AECE,quisieran constituir;lo cual no debia ser obstaculo a tener conversaciones ni para llegar a inteligencias en orden a la representacion ante el M.E.,si ello se estimara conveniente. ----------

Aqui interrumpi la carta para atender a vuestra llamada y enterarme asi de que se suspende la Reunion hasta el dia 5 de Marzo,por razones que,segun me explico el Presidente,obedecen a dificultades para obtoner pasaporte para algunos que habiande venir.Casi simultaneamente me entregaron tu carta de fecha 31;la cual,no voy a comentar ahora.Sí te dire que estoy enterado(por mis servicios particulares)del interes que el carlista de tu carta venia a comunicar a Leizaola,y aun anadire que ha sido ya objeto de conversaciones en el Interior,donde la propuesta ~~xxxxxx~~ fue rechazada,razonada y razonablemente.-He sacado de la tuya el encargo para Urrestarazu,ante quien he cumplido respecto a la indicacion del Presidente.-Como antes de hablar con el Presidente,me dijo Urrestarazu que habia reservado habitacion, ruegote le digas avise al Regencia anulando el encargo.Gracias.

En mi visita ayer a Izarra les informé,entre otras cosas,sobre el tema que nos expuso Sanchez Albornoz respecto a la necesidad de cubrir las vacantes en la Vice-presidencia de las Cortes.Luego de referirme al caso mencionando los detales concernientes a republicanos y catalanes,defendi la tesis que conoces en orden a la eventualidad que los vascos fueramos invitados a participar en la operacion.Mi opinion ya la conoces:es carta que a nada compromete y que,puede ,en cambio,ser util,sea para negociarla o bien para mantener una legalidad que pudiera ser sabordeada.Me oyeron con atencion y nada mas.-Un abrazo

J. Irujo

Bayona, 4 Febrero 1966

Mr. Manuel de Irujo
48, rue Singer - PARIS

Querido Manuel:

Maldonado me habia enviado copia de su carta a Llopis. Te devuelvo, pues, la que acompana a la tuya del 2/actual. Bien hiciste en apoyarla ante Parera y no me parece mal la formula que has elaborado en vista a la reunion de que es objeto.

Subrayas en la dicha carta la afirmacion de que "nosotros tenemos que defender el Consejo Federal, cuya base constitutiva septima, recogida y aprobada por el Movimiento Europeo, nos otorga una situacion de derecho" No dire yo otra cosa, pues sabes que de tiempo atras vengo defendiendo esa posicion, con insistencia que alguna vez ha sido causa de irritacion en nuestros companeros.

Pero esto, precisamente, es lo que, sin modificar por ahora esa posicion defensiva, me induce a inquirir sobre las perspectivas de futuro del CFE, donde no ignoras circulan corrientes contradictorias y se evidencian intereses a cuya presion estamos sometidos desde hace anos. A ellas hemos sobrevivido hasta aqui y posiblemente perseveremos en esa actitud por algun tiempo aun, mas no, a juicio mio, pensando en que el tiempo contribuya a la clarificacion de posiciones ni a nuestra cohesion, sino en espera, creo yo, de imperativos politicos suceptibles de aconsejar, o quiza de imponer, formulas de composicion con los democratas que nos disputan la representacion federalista ante el M.E.

Si tal es el espiritu que reina en nuestra propias filas, de ello habremos de deducir que nuestra defensa del CFE tiene para algunos de sus miembros caracter provisorio, caracter que por otra parte es el que reconocio al CFE el Movimiento Europeo, tildado en su carta de provisional en razon de las dificultades que el regimen dictatorial, imperante en Espana, oponian alli a toda manifestacion federalista.

Esto me parece quita fuerza a la confianza que muestras cuando subrayas "la situacion de derecho otorgada al CFE por el reconocimiento del Movimiento Europeo". Actualmente, el franquismo no se opone al federalismo sino que, por el contrario, se afana por participar en los organismos de la Comunidad europea. Queda, por lo tanto, desvirtuado aquel obstaculo inicial del que en su dia beneficiamos los exilados. Ya alguna vez nos advirtio Van Scaer del de las simpatias crecientes en el ME respecto de Madrid, y a poco que se modificaran las cosas en Espana no seria de extranar que el ME denunciara el caracter provisional de nuestro reconocimiento para dar paso a otra representacion del federalismo espanol; en la cual pudieramos ser incluidos, todos o parte de los actuales miembros del CFE, pero que, evidentemente, beneficiaria sustancialmente a lo que se mueve en el Interior.

Ante los cuidados que tal perspectiva despierta, los vascos no podemos menos de sentir preocupacion por nuestra propia representacion, cuya efectividad es ante el ME un tanto aleatoria ya que en la clasificacion de las familias ideologicas participantes no se da esa mencion. Hecho que a mi juicio quedaria agravado si, como es de temer, participan en el AECE socialistas y republicanos, en cuyo caso la nomenclatura ideologica requerida seria satisfecha sin que en la ocasion pudieramos contar con nuestros propios amigos del Consejo.

Estas consideraciones y otras que ahi os expuse, amen de las que me sugiere el desarrolo de nuestra reunion del dia 23 de Enero en Paris -donde ante las objecciones levantadas por Van Scaendel, Gorkin y Gironella a la proposicion de Parera, declina Llopis en su defensa para decir que no cree llegado el momento para integrarnos en una solo organismo; no obstante lo cual, apunta la posibilidad de entenderse aun en lo concerniente a una representacion en el ME- me confirman en la presuncion de que lo de Parera, y asimismo la formula preparada por ti, se hallan condenadas al fracaso: defendibles en doctrina, no lo son en la practica por carecer de los apoyos precisos.

Aun asi, me parece mejor que ir con las manos vacias. Pero a condicion de no perder de vista que se trata de una posicion academica, impracticable. Tampoco creo sea hoy practicable la propuesta de Gironella, en relacion a la cual quise llamar vuestra atencion en consideracion a que el ella cabe un reconocimiento de lo vasco. Ello, amigo Manuel, no es "pueril" como te permites calificarlo ni es tampoco querer vender la piel del CFE por una manta como la de Gironella: en realidad se trata de contar con un refugio cuando la piel llena de agujeros sea arrojada al desvan, y la manta resulta tanto mas estimable cuanto que solo en ella se da a lo vasco cobijo y voz. Si digo que no es practicable es en consideracion a que no cuenta con los apoyos precisos, ni mas ni menos que la pretension de incorporar al AECE en el CFE. Pero uno y otro son a tener en cuenta y, si la ocasion se brinda, a utilizarlos en servicio propio, pues del ajeno bien se ocupan los interesados.

En este momento abro tu carta del 3 de los ctes. Leo la comunicacion de Parera aceptando el requerimiento de Maldonado para reunir previamente al CFE, precisando que "el acuerdo debe ser, mas o menos, lo por él expuesto, por escrito primero y de palabra despues". No esta mal eso si a seguidas no pusiera dudas respecto a que Llopis no lo apruebe. Como quiera que sea, lo tuyo viene a pelo y puede servir aunque solo sea para afirmar a los de la UFD, pues no es de esperar que haga mella en Gorkin ni Gironella. La considero en todo caso como una operacion marginal al CFE, donde no creo pueda prosperar. No obstante, creo debes hablar con el Presidente y tambien con Maldonado y, segun te aconsejen, exponerselo o no a Parera. por mi parte estimo que no cabe contar demasiado con éste ya que me cuesta creer en las discrepancias por él apuntadas con Llopis. Uno y otro es posible que en estos momentos tengan la preocupacion de asegurar el puesto en el ME por aquello que dices en tu carta anterior de que la actitud de Francia ante el MC pone en litigio el dichoso puesto. Pero eso ha de considerarse pasajero, por el interes de entendimiento que muestre el ME y al cual no creo indiferentes ni al PSOE ni al AECE. Andando el tiempo yo no veo que esto no se imponga a todos, a nosotros inclusive, y es por ello que no me parece desdenable una formula como la de Gironella, esa u otra pero donde lo vasco y catalan sean reconocidos dentro y fuera. Yo no sé si estas cosas no son a considerar con la representacion catalana. Deberian serlo porque, resignados a servir los intereses ajenos, es posible nos encontremos un dia en callejon sin salida. Esto solo conseguiremos evitarlo tomando por nuestra parte una iniciativa fundada en los interes que nos son comunes.

Un abrazo



Paris 8/2/66

Querido tocayo:

Sin nuevas tuyas a que referirme. Quiero informarte de un extremo de interés.

Tras deliberaciones continuadas, el 5 de Mayo de 1949 quedó fundado el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo y aprobados sus Estatutos. El 9 de Mayo, el Movimiento Europeo daba su refrendo al Consejo Federal, reconociendo a este como representante de España.

Los grupos integrantes del Consejo Federal fueron, inicialmente, el socialista, el liberal, el catalán y el vasco. Posteriormente quedaron incluidos al mismo, en iguales condiciones que los fundadores, el monarquico, el democrata cristiano y el gallego. En la actualidad son pues siete los grupos constituyentes: socialista, liberal, democrata cristiano, monarquico, catalan, gallego y vasco. El democrata cristiano tiene por Vicepresidente representativo a Vitoria, que nunca actuó. El monarquico tenía como Vicepresidente a Ansaldo, que murió, no habiendo sido cubierta la vacante.

En Munich, Junio de 1962, el Consejo Federal organizó una reunión a la que concurrieron diversas personalidades, y entre ellas, la Asociación Española de Cooperación Economica, representada por su Presidente Don Jose Maria Gil Robles.

Dimitido Don Salvador de Madariaga de su puesto en el Bureau Ejecutivo del Movimiento Europeo, fué cubierta su vacante por el Primer Vicepresidente del Consejo Federal, Sr. Llopis.

La A.E.C.E. nos propone que el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo sea sustituido en la representación de España por un "Consejo Coordinador del Europeismo Español", integrado por seis vocales, tres nombrados por aquella Asociación y otros tres por el Consejo Federal. Gironella, a quien se ha enviado la propuesta, la ha transmitido al Consejo con una enmienda suya, según la cual, los rectores del "Consejo Coordinador del Europeismo Español" que en adelante ostente la representación de España en el Movimiento Europeo, sean diez, cinco nombrados por el Consejo Federal, tres por la A.E.C.E. y dos por los restantes grupos europeistas españoles del interior.

Un motivo se da para la propuesta y es el de que, quienes viven en el interior de España no pueden actuar en relación con el Consejo Federal sin arriesgar su seguridad personal. Mas, este motivo sirve tal para fundar una propuesta en la cual, la gestión ulterior se funda en un pacto de la A.E.C.E. con el Consejo Federal.

Aquí no vemos en la sugestión más trasunto que el empeño en sustituir al Consejo Federal por la A.E.C.E. en la representación de España ante el Movimiento Europeo. Mientras Franco esté en El Pardo, el Consejo Federal no está dispuesto a dejarse sustituir por una entidad que, en definitiva, depende del arbitrio del Gobierno y que actuará de la manera que el Gobierno le interese que actúe.

Por mediación de Van Schendel, Gil Robles pidió una reunión en Paris de la A.E.C.E. y el Consejo Federal, con la presencia de aquel. El Consejo accedió a la propuesta. Señaló Gil Robles la fecha del 5 de Febrero. Días antes de esta fecha, hizo llegar a Bruselas y Paris la información de que existían dificultades para los desplazamientos previstos. Pidió un aplazamiento de un mes, que el Consejo Federal aceptó igualmente. La reunión está pendiente.

El Consejo Federal no tiene inconveniente alguno, antes bien desea, que sea cubierto el puesto vacante de la representación monarquica. Tampoco tiene inconveniente en que el nuevo Partido de Ridruejo, de Acción democrata y social, tenga su representación. Así mismo está dispuesto a que la Democracia Social Cristiana de Gil Robles, que no tiene cabida en la Union Democrata Cristiana que tu presides, disponga de una representación igual que todos los restantes grupos integrantes del Consejo Federal. Lo que este no accede es a disolverse, ni a dejar la representación de España a un grupo que funciona bajo la férula de Don Camilo Alonso Vega.

Lo que de veras nos sorprende es que los democratas cristianos de la U.D.X., representados en el Consejo Federal, lleven el aire a las maquinaciones de Gil Robles y de la A.E.C.E.

El Consejo Federal Español del Movimiento Europeo se rije por su Estatuto de 5 de Mayo de 1949, aprobado por el Movimiento Europeo el 9 del mismo mes y año. ~~Su finalidad.~~ Se constituyó "afin de grouper tous les efforts des Espagnols en faveur de la Federation des peuplos de l'Europe" (art.1). A tal fin "la Conseil Federal coordinera la propaganda et l'action federaliste tant a l'interieur de l'Espagne qu'a l'etranger" (art. 3). "Pourront être membres du Conseil Federal Español toutes les personnes physiques ou morales qui se declareront d'acord avec los buts poursuivis par cette Assotiation" (art. 5). "Devront comme condition indispensable, professer les principes du respect de la personne humaine, du systeme de gouvernement basé sur le libre consentement des citoyens, ainsi que las bases de la Federation Europeenne, telles qu'elles son definies par les resolutions en vigeur du Mouvement Europeen" (art. 6). "L'Assemblée Generale sera constituée de deux representants de chaque gruupement membre de l'Asotiation, dos membres a titre individual et des membres de la Commisión Executive. L'Assemblé General designerá los membres eligubles de la Commision Executive, tant parmi les membres de l'Assemblée Generale elle-même, que par cooptation de personnalités qui se seraient distinguées dans la defense des principes de la Federation Europeenne. La Commision Executive será ainsi composée: 1 President, 3 Vice-Presidents ou d'avantage, les Presidents des Commissions Techniques, le Secretaire General, et les Secretaires des Sections" (art. 8).

En la actualidad existen un Presidente y siete Vicepresidencias, una por cada grupo asociado: socialista, liberal, democrata cristiano, monarquico, catalán, gallego y vasco, mas un Socretario General y un Secretario de Sección ibero-americana, adjunto de la Secretaría General. Los Presidentes de Comisiones y los restantes Secretarios de Seccionos —indispensables para organizar Jornadas y Ponencias, como fué el caso—, de hecho no existen en la actualidad. La vicepresidencia monárquica, ocupada por el Sr. Ansaldo, está vacante desde la muerte de este.

La Asociación Española de Cooperación Europea propone ahora al Consejo Federal "la constitución de un Consejo Coordinador del Europeismo Español" (art. 1). "Será su función principal coordinar las actividades españolas en el seno del Movimiento Europeo" (art. 2). "Para la mayor efectividad de esa coordinación, el Consejo designará los representantes españoles en los organismoss europeistas" (art. 3). "El Consejo Coordinador estará integrado por seis miembros, tres de ellos nombrados por la Asociación Española de Cooperación Europea y otros tros por el Consejo Federal Español" (art. 5).

12/2/66

Gobierno de Euzkadi
Délégacion de Paris
50, Rue Singer (16)
JASmin { 32-34 / 32-35 / 32-36

Amigo Maldonado:

El día pasado, olvidé dar a usted una explicación, que creo conveniente co
ca.

Observará que en la constitución del Consejo Federal Español se dice, reiteradamente, que e
a título "provisional". Esta es exigencia impuesta por el art. 6 de la Organización del Movimie
Europeo. Los articulos 4 y 5 se refieren a la constitución de los Consejos Nacionales; el sexto
reza textualmente: Quant aux Pays Européens soumis a un regime totalitaire dans lesqueles il es
imposible de constituer un Conseil National representatif, il a eté decidé de former des Comité
Provisiores composés de personalités democratiques emigrées.

Este texto pone de manifiesto la condición impuesta, a la cual debía someterse el Consejo F
deral. Pero pone de manifiesto algo que es muy importante: Quienes hemos obtenido su formación
hemos sido los exilados, a título de exilados. El que, luego, en el contexto del Consejo Federal
y sus Estatutos, hayamos procurado que la jurisdicción del organismo se extienda al interior ta
to como al exterior, es mérito nuestro, que ciertamente no parece merecer el que, desde Madrid
se nos de la soleta, tanto más cuanto que, juridicamente, el Consejo Federal no puede ser otra
sa que exilado: la A.E.C.E., mientras no adquiera aquella honcrifica condición, no está en situ
ción de sucederle.

Conviene que se vaya usted aprendiendo bien la lección, porque quien tiene que plantearla es
usted, por muchos motivos que todos sabemos.

Conviene que hablemos con Sauret. Hacerlo los dos podría parecer conciliabulo. Hacerlo uste
es la cosa más natural del mundo, como es natural que lo haga yo si tengo ocasión. Pero me gust
ría que fuera usted desde luego.

Suyo

La coordinación de la acción europeista, tanto en el exterior como en el interior de España, es función atribuida al Consejo Federal, que lo viene atendiendo desde 1949. La designación de los representantes españoles en los organismos europeistas ha sido también atendida por el Consejo Federal, el cual, ha nombrado reiteradamente para que lo represente en aquellos organismos al Presidente de la A.E.C.E. Sr. Gil Robles, que aceptó la designación y ejerció el cargo representativo otorgado. El reducir a seis el número de los consejeros integrantes del organismo rector de las actividades europeistas parace algo caprichoso y sin demasiado fundamento. Una enmienda presentada lo eleva a diez. No vemos que haya necesidad de fijar un número preciso para integrar el Consejo.

El cambiar el nombre del Consejo Federal y sus Estatutos fundacionalos nos parece improcedente y arriesgado. Hoy existe la representación española acreditada con aceptación del Movimiento Europeo. Lo procedente es adaptar el organismo a las necesidades actuales, sin que tenga que cesar en aquella representación. La situación de sede vacante es siempre propicia a dificultades que no tenemos por qué buscar. Cubrimos bien nuestra representación en el Movimiento Europeo, sin necesidad de modificaciones estatutarias. En lo que puede mejorarse os en la actuación europeista del interior de España, constituyendo los organismos adecuados para atenderla.

Proponemos puos:

1.- Integrar el Consejo Federal por las fuerzas politicas democratas y europeistas que no forman parte del mismo de manera organica y funcional, como son la Democracia Social Cristiana que preside el Sr. Gil Robles y la Acción Social Democratica que preside el Sr. Ridruejo, de manera que ostos dos grupos pasen a disfrutar en el seno del organismo de igual condición que los que actualmente lo constituyen.

2.- Cubrir la vacante producida por el fallecimiento del Sr. Ansaldo en el Grupo Monarquico y formalizar la novación producida en las fuerzas representadas por el Vicepresidente Democrata cristiano.

3.- Constituir, con caracter de filial del Consejo Federal, un organismo doble del mismo, para que funcione en el interior, integrado por los mismos grupos que forman el Consejo Federal, con autonomía de movimientos, que no tenga por qué publicar su condición filial para no tropezar con la policía y que se dedique a la labor organica, de acercamiento y compenetración de los grupos europeistas del interior que carezcan de nexo directo con el Consejo Federal.

10/2/66

15/2/66

Amigo Gonzalo:

La tuya de ayer.

Maldonado está operando. Se ha dirigido a Sans. Ha citado a Sauret. Ha hablado con Parera, que le ha dicho que el 24 cts pasa Llopis por Paris.

Sabe Maldonado que te tengo al corriente de todo. Entiendo que debieras dirigirte a él directamente con tus sugestiones, no solamente por el contenido de estas, lo cual sería suficiente para justificar tu esfuerzo, sino para que estés de manera permanente en la relación, lo cual nos conviene.

El último párrafo de tu carta no lo entiendo bien.

Propones que no se reute al organismo proyectado en Madrid "filial", sino "sección". En la práctica, ambas denominaciones conducen a lo mismo. Hay sin embargo una evidente diferencia de categoría entre ser un organismo filial y ser una mera sección de otro organismo. Y como de lo que se trata es de proponer algo, que sea aceptable por los de Madrid y que pueda ser considerado como adecuado por los de Bruselas, yo había indicado la palabra "filial". Comprenderás que me da lo mismo. Lo que hace falta es convencer a Gil Robles y compañía de que deben ser una sección del Consejo Federal, lo cual no me parece excesivamente facil, ni en cuyo empeño podremos contar con el apoyo de Van Schendel y Gironella y Gorkin.

Temes que "lo de España pase a asumir una paternidad" si se acepta la fórmula. Querido: si el organismo es "filial", es dificil que, al mismo tiempo, "ejerza una paternidad", como esta paternidad no se refiera a otros organismos que alumbre, que serían en tal caso hijos suyos y nietos nuestros. Pero, vuelvo á decirte que, no hago cuestión de gabinete de la palabreja. Por mi puedes darla por tachada. Claro que a quien se trata de traer a mandamiento no es a mi sino a Gil Robles y compañía.

"El título que a este (organismo) corresponde es el de una sección nuestra en España", dices. Pero, querido: Si ese va ser el título de presentación, ello equivale a proveerle de una credencial que les asegura la clausura del organismo por la policía y el procesamiento de sus miembros. La frase de "que no tenga por qué publicar su condición filial (o sección que para el caso es lo mismo) para no tropezar con la policía", que a mi me parece reflejar una precaución indispensable, a tí no te convence. Piensa en ello, porque, repito, se trata de preparar algo que sea potable a los ojos de los madrileños y de sus valedores. Comprenderás que a mi me parecería de perlas que fuera como tu propones, si ello pudiera ser.

El objetivo de aquel organismo, según la nota, es "labor organica de acercamiento y compenetración de los grupos europeistas". Tu propones que sea de "fomento del federalismo y la coordinación de los organismos existentes". A la verdad que tampoco veo diferencias fundamentales. De acuerdo en que, en lugar de acercamiento y componetración, sea fomento y coordinación.

No quieres que el organismo sea autonomo, dentro del estatuto de su constitución. Pero, querido: ?es que puede ser de otra manera? Si cada paso que dé el organismo ha de tener que contar con el placet de su central de Paris, ello equivale a condenarlo a la inacción. Tenemos ya experiencia suficiente para poder afirmar la enorme dificultad de nuestras relaciones. De negarse autonomía de movimientos al proyectado organismo, es igual que no lo crees. Y si esto lo pienso yo, que estoy donde estoy, ayudame a discurrir qué han de pensar del caso los caballeros de Madrid.

En resumen: Yo aceptó tu propuesta. Creo que en el Consejo Federal no la aceptarán ni los socialistas ni Maldonado. Ni qué decir tiene que entiendo que no la aceptarán los de Madrid. Pero, por mí no ha de ser: que acepten tu fórmula o que se vuelvan a Madrid. Pienso no obstante que nuestra labor no es presentarnos como erizos, sino procurar la solidaridad de los demás componentes del Consejo Federal, y en la medida de lo posible, hacer una propuesta asequible a todos, Bruselas y Madrid. Estudiate la cosa. Discurre sobre ella con más atención aun que la que le has puesto. Y dale tu parecer a Maldonado, que debe ser quien lleve el guión del asunto, como tu dices bien.

Tuyo